



HAL
open science

**Le phénomène d'entreprises récupérées par leurs
travailleurs en Argentine sous le prisme de ses
organisations politiques de représentation : du portail
fermé de l'usine à l'appareil**

Sylvain Pablo Rotelli

► **To cite this version:**

Sylvain Pablo Rotelli. Le phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine sous le prisme de ses organisations politiques de représentation : du portail fermé de l'usine à l'appareil. Sociologie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2022. Français. NNT : 2022PA01H103 . tel-03997065

HAL Id: tel-03997065

<https://theses.hal.science/tel-03997065>

Submitted on 20 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS I PANTHÉON SORBONNE
Institut d'études du développement de la Sorbonne
UMR 201 Développement et Sociétés

THÈSE

Pour l'obtention du titre de Docteur en sociologie
Présenté(e) et soutenu(e) publiquement
le 5 DÉCEMBRE 2022 par
Sylvain Pablo Rotelli

**Le phénomène d'entreprises
récupérées par leurs travailleurs en
Argentine sous le prisme de ses
organisations politiques de
représentation.**

Du portail fermé de l'usine à l'appareil d'État.

Sous la direction Mme Roser Cussó

Professeur des universités.

Membres du Jury

M. Andrés Ruggeri, Professeur, Universidad de Buenos Aires.

M. Maxime Quijoux, Chargé de recherche, LISE, CNAM.

M. Julian Mischi, Directeur de recherche, IRISSO, Université Paris Dauphine.

M. Cyrille Ferraton, Maître de conférences HDR, Université Paul Valéry.

Résumé

Lorsqu'une entreprise fait faillite en Argentine, il y a de fortes chances qu'elle soit reprise en autogestion par ses travailleurs. Désormais intégrée au répertoire d'actions collectives des travailleurs argentins, l'occupation d'une usine et sa reprise en autogestion a lieu pour la première fois en Argentine en 1992. La crise de 2001 accélère ce processus et le fait connaître mondialement, notamment à travers le documentaire *The take*, de Naomi Klein, diffusé en 2004.

Actuellement, près de 400 entreprises récupérées par leurs travailleurs (ERT) permettent à environ 20 000 personnes de vivre de leur travail (Ruggeri et Quijoux, 2019), qui, faute d'avoir mené ces luttes, auraient basculé dans la zone d'exclusion (Castel 1995).

Cette croissance numérique a appelé dès ses débuts un besoin d'organisation collective. Les instances traditionnelles de représentation du mouvement ouvrier (partis et syndicats) refusent de se saisir de ce nouvel objet à représenter. Cela mène les travailleurs autogérés à devoir constituer leurs propres organisations politiques de représentation (OPR), à mi-chemin entre un parti et un syndicat.

Les logiques de concurrence que les OPR entretiennent, couplées aux stratégies qu'elles mettent en place dans le cadre de l'espace de la représentation politique des ERT dans lequel elles s'affrontent, expliquent en grande partie un phénomène insoupçonné lors des débuts du mouvement : la création en 2019 de structures sous-ministérielles entièrement dédiées aux ERT, ce qui officialise la catégorie par la même occasion. Le personnel nommé pour les diriger est directement issu des OPR. Dès lors, les luttes contenues jusqu'en 2019 dans l'espace de la représentation politique des ERT s'étendent au champ de la fonction publique.

Le phénomène des ERT est souvent analysé sous l'angle du travail, tandis que de nombreux travaux interrogent son caractère alternatif par rapport au capitalisme. Nous cherchons à combler un angle mort, en l'étudiant sous le prisme de son organisation politique, afin d'expliquer son développement et ses modalités d'institutionnalisation.

Mots-clés

Argentine – autogestion – péronisme – mouvement ouvrier- entreprises récupérées par leurs travailleurs – État – champ politique – mouvement syndical – lutte – domination.

Remerciements :

À mes parents, pour leur soutien inconditionnel sur tous les plans.

À Roser Cusso, ma directrice, pour sa patience et son encadrement.

À Andrés Ruggeri et Maxime Quijoux, pour leur grande aide.

À Delphine Vallade et Cyrille Ferraton, pour leur bienveillance infinie.

À Anabel Rieiro et Maria Inés Fernandez Alvarez.

À Sylvia Gonçalves et Alexandre Dézé.

À Sylvie Capitant.

À Kenzo, Lautaro, Agathe, Alfredo et Karine, ma seconde famille en Argentine.

À Odile et Pascal.

À Julia, Maria y Silvia Zappa.

A Francisco Troccoli.

A Bonito.

Al Fifi.

A los Villa.

À Pablo Levin et Martin Golinsky. A Oscar Gonzalez. A Salvador Peduto.

À Clément et Arthur, Félix et Lyli, Yves, Xavier, Damas, Tatiana, Fontano, Kremer et Beuvry. A Rakja. A Mustapha Yann et Manu. À Joséphine. À Ortiz, Léo, Valentin, Lenny, Antoine et Lou. À Charlotte. À Lewis.

A la *Vagancia del Elf*.

À mes camarades doctorants du labo. À Louise, Franck, Quentin et Annélie. À Cyrille. À Karine, Marie, Gérard et l'ensemble des personnes qui travaillent à l'Iedes et qui m'ont donné un coup de main.

À Aykiz Dogan.

À Jérôme.

À mes petits élèves.

À Eléonore et Sonia.

A los que ya no estan. À Irma, Pablo, Juliette et Gaston. A Raúl. A Gustavo. A la Titi. Al Cholo y Elisa. À Mimosa. A Raúl de *Impa*.

À mon incroyable équipe de relectrices et relecteurs : ma mère, Charlotte, Danièle, Seb, Louise P., Maya, Lucie, Arthur, Lauric, Aymée, Vincent, Amélie, Raphaël, Clément, Léo, Sarah, Marion, Najwa et Louise C.

Table des matières

Résumé.....	2
Mots-clés	2
INTRODUCTION GÉNÉRALE	11
1. Écrits sur les entreprises récupérées par leurs travailleurs, un découpage en trois périodes, tributaires des changements de contextes socio-économiques de la société argentine.	18
2. Le caractère politique de l'objet comme révélateur du caractère relatif de l'autonomie du champ scientifique.....	42
3. Une problématisation par étapes.....	43
4. Un plan en trois grandes parties.....	46
Frise chronologique.....	52
CHAPITRE MÉTHODOLOGIQUE.....	53
La déconstruction de soi : un pas vers la neutralité axiologique.....	55
Le choix du sujet : militantisme ou stratégie de placement ?	59
L'engagement militant du chercheur nuit-il à la scientificité de sa recherche ?	60
Conditions de production de la thèse : une durée heureuse.....	61
L'usine <i>IMPA</i>, un premier contact difficile : absence d'un gage de confiance.....	62
Le guide d'entretien mis à l'épreuve du terrain.....	68
Canaliser les biais de l'interprétation du récit.	73
La nationalité du chercheur : un biais irrésoluble ou un avantage de terrain ?	74
L'analyse du maté, de l'argot du pin péroniste : trois exemples de synthèse réussie.	76
<i>Première partie : Les conditions d'émergence du phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine.</i>	<i>84</i>
CHAPITRE I : SOUS COUVERT D'IDENTIFICATION AU PÉRONISME, LES ERT HÉRITENT DES PRINCIPAUX COURANTS DU MOUVEMENT OUVRIER ARGENTIN.....	85
1. San Martin, l'ancienne banlieue industrielle, un bastion péroniste où se pratique l'autogestion.....	86
1.1 De Thessalonique à San Martin. Les anarchistes de <i>Vio-Me</i> découvrent les ouvriers autogérés péronistes.....	87
2. « On ne quitte pas <i>Mi Tio</i> ». Les travailleurs de la pizzeria autogérée de San Telmo. Entre sentiment d'appartenance au péronisme et politisation dans la lutte.....	89
3. José Abelli, la vieille garde du <i>MNER</i> livre une analyse de la crise d'un point de vue ouvrier.....	94
4. Un mécanicien marin devenu avocat du travail. Le dirigeant d'Avellaneda, un péroniste conservateur.....	97
5. Aux origines du péronisme : la crise, la guerre et une stratégie de classe d'un mouvement ouvrier organisé.....	100
5.1 Murmis et Portantiero, une analyse marxiste des origines ouvrières du péronisme.....	101

5.2 Une première transformation structurelle pour l'économie argentine : la crise de 1929 marque le début de l'industrialisation par substitution d'importations.....	102
5.3 Le mouvement ouvrier argentin connaît de substantielles modifications durant le processus d'industrialisation.	105
5.4 De la Place de Mai à la présidence : La majorité du mouvement ouvrier organisé soutient la candidature de Perón en 1946.	106
6. L'identification des travailleurs au péronisme se poursuit et se renforce après le coup d'Etat de 1955.....	109
7. Le phénomène des ERT contient les principaux courants du mouvement ouvrier argentin, dont il est issu.	111
7.1 Une proposition de placement de l'espace de la représentation politique des ERT sur deux axes : l'occupation du modèle d'Ostiguy.....	113
CHAPITRE II : LA CRISE DE LA DIRECTION DU MOUVEMENT OUVRIER DURANT LA DÉCENNIE 1990 DANS UN CONTEXTE DE DÉSINDUSTRIALISATION AUTORISENT LA CONSTITUTION DES PREMIÈRES ERT, AINSI QUE LA LUTTE POUR LEUR DÉFINITION.	116
1. La décennie 1990, héritière du coup d'Etat de 1976 et de la dernière junte militaire au pouvoir.....	117
1.1 Une même recette, de multiples échecs.	119
1.2 La dictature prend fin mais l'hémorragie se poursuit.....	121
1.3 Le <i>currency board</i> , chronique d'une faillite annoncée.....	122
1.4 Les années 1990, référence commune dans l'imaginaire collectif ouvrier.....	123
2. ERT, de quoi parle-t-on ? Une définition en dispute.....	126
2.1 « Ce n'est pas une vraie ERT », les critères de la définition émique.....	126
2.2 L'ERT au niveau étique.....	132
2.3 <i>Campichuelo</i> et <i>Quilmes Adabor</i> , cas particuliers ou ERT qui poussent à la précision ?.....	136
3. La décennie 1990 est aussi le signe d'une crise de la direction du mouvement ouvrier argentin, d'un renouveau des pratiques syndicales et de la mise à l'épreuve du modèle corporatiste.....	141
3.1 La décennie 1990, placée sous le signe de la chute des conflits ouvriers sous leur forme classique.	142
3.2 L'affaiblissement du modèle corporatiste suite à l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers.....	143
3.3 L'action des bases syndicales remet en question le modèle corporatiste à travers la relocalisation des conflits.	144
3.4 La nouveauté des occupations d'usines en Argentine : sauvegarder des postes de travail..	145
3.5 « La dignité est politique ».....	146
CHAPITRE III : LES CRISES ÉCONOMIQUES, ÉLÉMENTS NCESSAIRES MAIS INSUFFISANTS POUR EXPLIQUER L'EXISTENCE DES ERT.	148
1. L'épuisement du modèle néolibéral des années 1990 dans une économie périphérique comme l'Argentine mène à la crise de 2001.....	149

1.1 Les deux piliers de la crise	150
2. Le nombre d'ERT augmente rapidement durant la période de crise la plus aigüe.	156
3. L'usine autogérée d'Avellaneda, de la lutte des glaces à la lutte des classes. La crise et le processus de récupération comme moteurs de la politisation des travailleurs.....	162
3.1 La pratique de la lutte et la politisation, contre le positionnement idéologique comme moteur de l'action.	166
3.2 De la création de valeur par le travail aux sentiments d'appartenance multiples.....	168
3.3 <i>El acampe</i> , un premier mouvement nécessairement situé vers la remise en cause de la propriété privée.....	169
3.4 Le capital vu par un ouvrier autogéré.....	171
4. Produire sans patron, pragmatisme, programme ou idéologie ?.....	173
<i>Deuxième partie : Naissance, institutionnalisation, autonomisation et fonctionnement d'un espace de la représentation politique propre aux entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine... 177</i>	
CHAPITRE IV : LES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES DU MOUVEMENT OUVRIER NE CHERCHENT PAS A REPRÉSENTER LES TRAVAILLEURS AUTOGÉRÉS. LA GESTATION DU NOUVEL ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT SE PLACE SOUS LE SIGNE D'UNE AUTONOMIE SUBIE ET APPELLE LA CONSTITUTION D'UNE NOUVELLE CLASSE DE DIRIGEANTS.	177
1. L'occupation du Ministère de l'Énergie de la ville de Buenos Aires en 2018 de la part de travailleurs autogérés témoigne de l'existence de diverses organisations de représentation propres aux ERT.....	178
2. L'organisation politique des ERT est inséparable de leur définition.....	182
3. Les prémices de l'organisation politique, une première approche.	185
3.1 L'UOM de Quilmes, un terreau fertile de contestation.....	188
4. Une autonomie principalement subie.....	191
5. Les autres sources de la première proto OPR.....	192
5.1 Lalo Paret, l'incarnation de la logique de représentation territoriale des ERT de dans la banlieue industrielle de San Martin.....	193
5.2 José Abelli. Un péronisme ouvrier, un ouvrier péroniste.	195
6. Comprendre l'espace de la représentation politique des ERT à travers les idées d'autonomie relative et d'homologie structurale.....	199
6.1 Représentation-mandat, représentation-identité et représentation-incarnation.....	203
6.2 Un cadre issu de la praxis.....	204
7. L'héritage de la « bureaucratie syndicale » péroniste : l'avocat du travail d'Avellaneda.	205
8. L'héritage du péronisme révolutionnaire, matérialisé dans un secteur dissident d'une section locale des métallos de l'UOM.....	211
CHAPITRE V : LA CONSTITUTION D'ORGANISATIONS POLITIQUES DE REPRÉSENTATION PROPRES AUX ERT CONSTITUE UNE ETAPE CLÉ DE LEUR INSTITUTIONNALISATION.....	220
1. Réflexions sur les Organisations politiques de représentation : une discussion sur leur définition.	221

1.1 Qu'est-ce qu'une organisation politique ?.....	224
1.2 Qu'est-ce qui est politique ?.....	225
2. Les cas de <i>FENCOTEER</i> et de <i>FECOOTRA</i> : deux OPR qui remettent en cause notre délimitation temporelle ?	232
3. L'OPR en tant que groupe. Quelques éléments théoriques pour analyser leur processus de constitution.	237
4. Le <i>MNER</i> est-il une OPR ou un mouvement ?	240
4.1 Mouvement ou organisation ? Une fausse dichotomie.	241
5. Mouvement d'ERT ou proto OPR ? L'avant-<i>MNER</i>, une période marquée par l'informalité.....	247
6. La « petite perle » de Ruggeri. Le compte rendu de l'une des assemblées les plus structurantes du proto-groupe de représentation politique des ERT fait état des rapports de force entre les différentes tendances qui s'y trouvent.....	248
6.1 En l'absence d'OPR constituée, la catégorie « ERT » est loin d'être hégémonique pour désigner une entreprise récupérée.	248
6.2 Une revendication ancienne : l'accès au crédit.	251
6.3 La question de la dette potentiellement héritée, une réalité matérielle commune génératrice de sentiment d'appartenance commun.....	252
6.4 Agir sur le législateur.	255
6.5 Échanger entre ERT.	255
6.6 Accéder de plein droit à la sécurité sociale.....	257
6.7 Rompre l'isolement.....	258
6.8 L'unification du secteur comme horizon.	259
7. La date de constitution du <i>MNER</i> est en dispute, la définition de ce qu'est une OPR aussi. 260	
7.1 Le point de vue de Murua.	260
7.2 Le point de vue de Luis Caro.....	265
8. Quelle autonomie des agents pour quelle théorie de l'action ?.....	270
9. L'acte de constitution du Mouvement National d'Entreprises Récupérées (<i>MNER</i>).....	272
CHAPITRE VI : L'ESPACE DE LA REPRESENTATION POLITIQUE DES ERT SE FORMALISE ET DEVIENT CONFLICTUEL AVEC LA CONSTITUTION D'ORGANISATIONS POLITIQUES DE REPRESENTATION MISES EN CONCURRENCE.....	280
1. La stratégie politique du <i>MNER</i> , un premier mouvement de positionnement.	281
1.1 Le « camp populaire », une notion mobilisatrice dénuée de bases matérielles ?.....	285
2. Un premier mouvement de scission-constitution : le « groupe de Caro » donne lieu au Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (<i>MNFRT</i>).....	289
2.1 Une opération de classification nécessaire à l'émergence du <i>MNFRT</i> : Le <i>MNER</i> vu par Caro.	290
2.2 Un réseau d'usines autogérées relativement autonome ?.....	298
2.3 Ni le <i>Parti ouvrier</i> , ni les lycées populaires dans les usines du <i>MNFRT</i>	299

2.4 Un clivage relatif à l'organisation au sein de l'ERT.....	305
2.5 Les lignes de fracture possibles et leur nature.....	308
<i>Troisième partie : la rencontre entre les logiques de fonctionnement propres à l'espace de la représentation politique ERT et un contexte politique particulier mène à leur accession à l'appareil d'État.....</i>	<i>308</i>
CHAPITRE VII : L'ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT SE COMPLEXIFIE AVEC L'ÉMERGENCE D'OPR DE DEUXIÈME GÉNÉRATION.....	309
1. La victoire électorale de Nestor Kirchner ouvre la voie à des nouveaux rapports entre les mouvements sociaux et l'État.....	311
1.1 Une réduction relative de l'instabilité pour les ERT.....	312
1.2 Réforme ou révolution ? Une dichotomie illusoire.....	314
2. Radicalité ou isolement ? Le MNER s'éloigne du « projet populaire » kirchnériste.....	316
3. Les conditions d'une scission se réunissent à nouveau.....	319
4. La constitution de la Facta : La fin du « bipartisme ».....	325
4.1 Le BAUEN, l'hôtel des travailleurs. Siège de la Facta et incarnation de sa stratégie.....	326
4.2 Quelle position adopter face à un gouvernement conciliant-cooptant ?	328
4.3 Cycle de fondation et drainage en 2006.....	328
4.4 La Facta avance d'importants points de rupture programmatiques vis-à-vis des autres OPR.....	331
4.5 Federico Tonarelli et Eva Lossada. Le dirigeant socialiste de la Facta et la présidente péroniste du BAUEN.....	333
4.6 L'hôtel BAUEN organise un « dîner de résistance » très révélateur.....	342
5. Comment situer la Facta dans l'espace de la représentation politique des ERT ?.....	345
CHAPITRE VIII L'ENTRÉE EN FONCTION DE L'ADMINISTRATION MACRI EN 2016 PROVOQUE UNE RECONFIGURATION DE L'ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT : RECOMPOSITION ET UNITÉ RENEGOCIÉE.....	356
1. Le modèle économique post-kirchnériste, une sensation de déjà-vu.....	356
2. Le tarifazo, un facteur fédérateur de courants ouvriers et d'organisations hétérogènes. La rencontre entre la Facta et le syndicalisme traditionnel.....	361
2.1 Adan Buenos Ayres, la librairie en lutte, signe d'une Facta en perte de vitesse.....	369
3. Le rapprochement des OPR vers un champ particulier remet-il en cause leur autonomie ?.....	378
3.1 Le parcours des principaux dirigeants : aspect révélateur du caractère relatif de l'autonomie de l'espace de la représentation des ERT et de la nature du type de capital pertinent.....	378
4. L'isolement relatif du MNER augmente sa marge de manœuvre.....	379
4.1 La monnaie Par, le « bitcoin populaire » des entreprises autogérées comme stratégie de légitimation du MNER.....	380
4.2 Le Trueque, une référence historique pour les classes populaires argentines.....	382
4.3 Waba, l'association de l'économiste et du codeur, contrôle les aspects techniques de la monnaie Par.....	392

5. IMPA : De la lutte pour la culture à la culture de la lutte, une stratégie globale de légitimation face aux tentatives de délogement.	396
5.1 L'usine métallurgique <i>IMPA</i> , la lutte légitimatrice du « groupe de Murua », puis du <i>MNER</i>	397
5.2 La lutte pour la culture comme stratégie de légitimation. De la culture ouvrière à la culture populaire.....	398
5.3 La redéfinition de l'ERT comme élément légitimateur.....	400
6. L'occupation du Ministère de l'énergie sous le prisme d'une analyse en termes de rapports de forces entre OPR.	401
6.1 Une occupation sous l'hégémonie du <i>MNER</i>	407
7. Diagnostic de l'état des rapports de forces entre OPR et agents au sein l'espace de la représentation politique des ERT à la fin du mandat de Mauricio Macri.	412
CHAPITRE IX : LE RETOUR DU PÉRONISME AU POUVOIR S'ACCOMPAGNE DE LA CRÉATION DE POSITIONS MINISTERIELLES CONTRÔLÉES PAR DES MEMBRES ISSUS DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT : PÉNÉTRATION, COOPTATION OU INSTITUTIONNALISATION ?.....	415
1. L'administration Fernandez hérite d'une situation économique fortement dégradée... 415	
2. « L'économie populaire » se dote d'une centrale syndicale dont l'existence modifie les rapports entre OPR..... 418	
2.1 La <i>CTEP</i> s'inscrit dans la tradition syndicale corporatisme, forgée durant le premier péronisme.....	425
2.2 Le marché de <i>San Telmo</i> , théâtre de la rencontre avec un délégué de la <i>CTEP</i>	429
2.3 La <i>CTEP</i> à Pigüé : l'économie populaire institutionnalisée s'invite à la <i>IVe</i> Rencontre internationale de l'économie des travailleurs.	431
3. Émanation du mouvement ouvrier ou économie populaire ? La définition des ERT est à nouveau en dispute. 433	
<i>L'UTEP</i> , le « pari gagnant » du <i>MNER</i>	440
4. La formalisation de l'<i>UTEP</i> en tant que syndicat de l'économie populaire peut se lire comme un changement qualitatif en termes organisationnels et comme une démonstration de forces vis-à-vis du gouvernement de Fernandez..... 442	
5. Le paradoxe de la <i>Facta</i> : son réseau parlementaire ne lui permet pas d'accomplir ce que réalise le <i>MNER</i> depuis l'<i>UTEP</i>, obtenir une place au sein de l'appareil d'Etat..... 444	
6. La création du secrétariat d'Etat de l'économie populaire s'accompagne d'une direction des ERT, à la fois que la monnaie <i>Par</i> propulse Cafiero et Valdecantos à la tête de l'<i>INAES</i>. 447	
6.1 La revendication d'un péronisme populaire de la part du <i>MNER</i> et de la <i>CTEP</i> constitue un facteur explicatif de leur alliance.	449
6.2 Emilio Persico, le <i>Gringo</i> Castro et l'avocat Graboïs, les figures de proue des travailleurs de l'économie populaire organisée catalysent un poids électoral qui leur permet d'obtenir le secrétariat de l'économie populaire.....	450
7. « L'accession des ERT » à l'appareil d'Etat est avant tout le fruit d'une répartition de l'organigramme de l'Etat entre différentes organisations sociales, ainsi que celui de la	

nomination d'acteurs légitimateurs apparemment éloignés de la lutte pour la représentation des ERT.....	459
8. Le programme <i>REDECO</i>, un gage de reconnaissance officielle des ERT en tant qu'éléments du tissu productif national.	461
8.1 Le manque de budget pour la direction ministérielle que dirige le <i>MNER</i> témoigne de l'existence d'un rapport de forces entre les différentes organisations qui s'insèrent dans l'appareil étatique, ainsi que de la stratégie du gouvernement : arbitrage et cooptation à moindre coût.....	463
8.2 La mise en place du programme <i>Redeco</i> : de la lutte pour la définition de l'ERT au sein de l'Etat, à la lutte des places. Son application dévoile l'état d'un rapport de forces structurant pour l'avenir des ERT.	465
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	473
Bibliographie :.....	499
Annexes :.....	509

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le premier lundi du mois de décembre de l'année 2002, le portail de l'usine métallurgique *Alurmar* demeure fermé, devant le regard incrédule de ses ouvriers.

Depuis un an, les répercussions de la crise de 2001 font des ravages en Argentine. Les usines comme celle-ci ferment les unes après les autres, souvent suite à une faillite frauduleuse¹. Les ouvriers d'*Alurmar* viennent des quatre coins de la Province de Buenos Aires, certains seulement habitent près de leur usine, à *San Martin*. Sur le portail, un écriteau de fortune annonce que l'usine est fermée jusqu'à nouvel ordre. Sans le savoir, les ouvriers viennent de perdre leur statut de salariés formels, sans pour autant avoir été officiellement licenciés. –Les uns sont sous le choc, d'autres s'y attendaient, évoquant des situations similaires. Certains ont entendu parler d'usines récupérées par leurs travailleurs suite à une faillite. Ils savent que s'ils ne font rien, le patron fera enlever les machines et disparaîtra sans payer les salaires et indemnités. Leur routine salariale vole en éclats en pleine crise économique. Chaque jour, des milliers de nouveaux chômeurs viennent s'entasser dans les bidonvilles de la périphérie de Buenos Aires. Les ouvriers d'*Alurmar* ne veulent pas connaître ce sort redouté, contre lequel leur statut de salariés formels les a jusqu'ici protégés. Très rapidement un petit groupe s'organise, contacte les dirigeants syndicaux, qui leur conseillent de rentrer chez eux et d'attendre la faillite formelle pour toucher les indemnités. Mais les ouvriers d'*Alurmar* se doutent qu'il ne faut pas y compter. Ils mentionnent des cas similaires au leur, où des ouvriers ont occupé leur usine et relancé la production sans patron. Cela leur paraît lointain, irréalisable, mais devant la menace de la paupérisation imminente, ils comprennent qu'ils n'ont pas le choix. Une organisation ouvrière les contacte. Ni parti ni syndicat, ses membres disent représenter les travailleurs autogérés, les accompagner dans leur lutte et leur fournir du soutien matériel immédiat. Le Mouvement national d'entreprises récupérées, dirigé par un ancien métallo, de l'*UOM* de *Quilmes*, leur prête main forte. Les ouvriers montent une tente devant le portail et bloquent toute sortie de matériel. Puis vient le moment de franchir le Rubicon : le cadenas tombe, ils occupent l'usine. Plusieurs combats les attendent : contre les forces de l'ordre, contre le système judiciaire, contre les créanciers. Presque toutes les entreprises récupérées par leurs

¹ Il s'agit de fermetures discrétionnaires qui ne respectent pas le cadre légal qui dicte les étapes d'une faillite conventionnelle. Autrement dit, les travailleurs se retrouvent le plus souvent face au portail fermé de leur entreprise sans préavis, sans avoir été officiellement licenciés et bien entendu sans indemnités. Cela s'accompagne le plus souvent d'une tentative de soustraction des machines de la part du patronat, qui autrement seraient prises en compte pour rembourser leurs dettes.

travailleurs traversent de manière—étonnamment similaire ces mêmes étapes, au point que se popularise le mot d'ordre : « occuper, résister, produire ». Finalement les travailleurs *d'Alurmar* remporteront toutes les victoires nécessaires au maintien de leurs postes de travail, cette fois-ci sans patron.

En fait, l'usine *Alurmar* n'existe pas, mais constitue le cadre de fiction dans lequel se déroule la trame du film *Industria Argentina*², que nous venons de résumer dans ses grandes lignes. Ce film se base sur la lutte des ouvriers autogérés de l'usine *19 de diciembre*³, restée célèbre une décennie après sa première occupation ouvrière en décembre 2002 et choisie par le réalisateur comme lieu de tournage. Les acteurs professionnels y côtoient les véritables protagonistes de cette histoire, dont certains apparaissent en arrière-plan dans la salle des machines. *Industria Argentina* ne retrace cependant pas au pied de la lettre l'histoire de la *19 de diciembre*, mais cherche à synthétiser celles de l'ensemble des usines métallurgiques reprises par leurs travailleurs en Argentine lors de la crise de 2001, témoignant par-là de l'ampleur de ce type de manifestation ouvrière.

Mais loin de se cantonner au secteur de la métallurgie, le phénomène de récupérations d'entreprises par leurs travailleurs en Argentine touche tous les secteurs de l'économie. Qu'il s'agisse d'un hôtel quatre étoiles du centre-ville de Buenos Aires, une imprimerie ou un laboratoire médical, les groupes de travailleurs en lutte connaissent, avec quelques particularités toutefois, des processus relativement similaires. Autrement dit, ils sont soumis à des contraintes matérielles communes, ce qui jette les bases d'un sentiment d'appartenance commun.

C'est précisément sur ces bases que repose la formidable montée en puissance de ce phénomène. Alors que la décennie 1990 voit apparaître des cas isolés, des expériences éparées d'ouvriers qui reprennent leur usine suite à une faillite frauduleuse par nécessité pratique, ce processus s'accélère considérablement à la suite de la crise de 2001, au cours de laquelle se conjuguent l'effondrement du système bancaire, la fin du *currency board*⁴ et une instabilité politique extrême : cinq présidents se succèdent en l'espace d'une semaine en décembre 2001,

² Le film *Industria Argentina*, réalisé par Ricardo Díaz Lacoponi, paraît en salles le 12 avril 2012 en Argentine. Il retrace la lutte d'un groupe d'ouvriers métallurgiques

³ L'usine autogérée *19 de Diciembre* est située dans la localité de *San Martin*, province de Buenos Aires.

⁴ Le *currency board* implique pour la Banque Centrale de maintenir la parité *peso-dollar US* en constituant des réserves en *dollars US* équivalentes au circulant en *pesos*. Cette politique monétaire s'avère efficace pour combattre l'inflation mais est intenable sur le long terme et provoque en grande partie l'effondrement bancaire de l'année 2001.

tandis que le poids de la dette publique sur le PIB et le taux de pauvreté atteignent des records historiques.

Dans ce contexte hostile, des dizaines, puis des centaines *d'Alurmar* voient le jour, de sorte qu'en 2004 le pays compte 163 ERT (Ruggeri et Quijoux, 2019). L'aspect contextuel ajoute un élément de possible confusion quant à l'appréhension de l'objet « ERT », que nous analyserons en détail plus tard. En effet, suite à la crise de 2001 se massifient des phénomènes qui semblent englober les ERT de telle sorte que, agrégées, elles paraissent se confondre dans un seul et même grand mouvement contestataire. Ainsi, pour de nombreux chercheurs, la crise économique argentine de 2001 semble constituer un tournant, une rupture, concernant les modes d'organisation et de représentation populaires ainsi qu'un point de référence largement partagé dans la littérature scientifique qui porte sur l'émergence de ces nouvelles formes d'organisation. Une attention toute particulière est alors portée aux assemblées de quartier (Adamovsky, 2004), aux *piqueteros* (Svampa et Pereyra, 2004, Quirós, 2011) aux clubs de troc (Primavera, 2003 ; Hintze, 2003).

Toutefois, tandis que les assemblées de quartier, les clubs de troc et les monnaies alternatives se résorbent complètement avec le rétablissement économique des années *kirchnéristes* (2003-2015), le flux de récupérations d'entreprises par leurs travailleurs ne se tarit pas. Le nombre d'ERT augmente tendanciellement, à un rythme certes plus lent que durant la crise. Si le nombre de faillites s'amenuise, celles qui donnent lieu à une récupération sous le contrôle des travailleurs se stabilise, de sorte que cette pratique d'autogestion s'installe solidement dans le répertoire d'action collective (Tilly 1985) des travailleurs argentins.

Nous pouvons visualiser cela plus clairement à l'aide des deux figures suivantes. La figure 1 met en relation le taux de croissance annuel avec le nombre d'ERT créées cette année-là. Nous voyons qu'effectivement, en période de rétablissement économique le nombre de récupérations annuel diminue. Toutefois, comme le montre la figure 2, le nombre total d'ERT augmente d'année en année. Les deux graphiques proviennent du rapport sur le *IVe* relevé d'entreprises récupérées en Argentine (2014), coordonné par Andrés Ruggeri dans le cadre du programme *Facultad Abierta*.

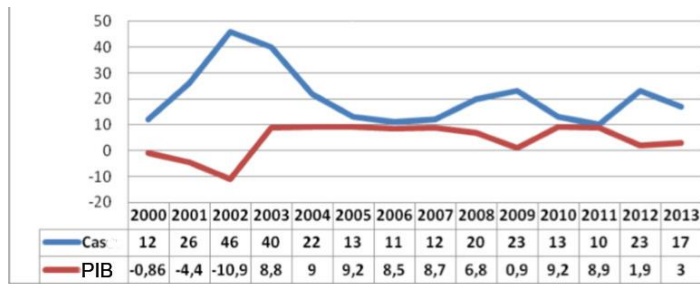


Figure 1. Relation entre le taux de croissance annuel et le nombre annuel de création d'ERT

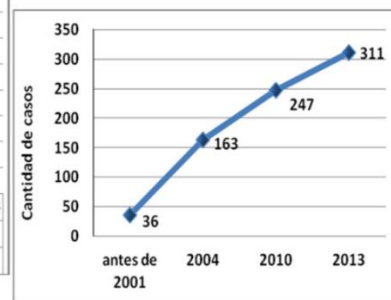


Figure 2. Evolution du nombre d'ERT

Nous avons jusqu'ici employé la catégorie ERT comme si elle était consensuelle, au point d'en fournir des statistiques reconnues par les pairs de Ruggeri. Si cela avait été le cas, nous aurions pu situer dès les premières lignes de cette introduction le moment d'apparition de la première ERT, tout comme nous aurions pu avancer une définition qui permette d'identifier sans équivoque l'existence de l'objet, comme si la catégorie était toute faite. Or, c'est loin d'être le cas. Nous verrons plus tard que les définitions de la plupart des catégories attenantes à celle d'ERT sont en dispute, du fait de luttes entre différents agents qui ont intérêt à imposer leurs définitions.

Cependant, dans le cadre de cette introduction, nous devons avancer du moins la définition qui donne lieu aux statistiques que nous venons de présenter, que nous discuterons amplement plus tard. Ainsi, selon Ruggeri, une ERT est un « processus socio-économique qui suppose l'existence préalable d'une entreprise qui fonctionnait sous la forme d'une entreprise capitaliste traditionnelle (et même dans certains cas sous la forme d'une coopérative formelle) dont le processus de faillite ou la tentative de soustraction des machines de la part du patron a mené les travailleurs à entrer en lutte en vue de la faire fonctionner sous des formes autogérées »⁵.

Si chacun des termes peut faire l'objet de discussions, il s'agit là de la définition non pas la plus consensuelle mais plutôt celle qui parvient à s'imposer au point de revêtir les apparences de la neutralité. Nous reviendrons amplement sur ce point.

Dès lors, depuis les premières occupations des années 1990, marquées par le choc initial du portail fermé et l'angoisse du saut vers l'inconnu, jusqu'à l'explosion numérique des entreprises récupérées par leurs travailleurs, le phénomène se place sous le signe de l'organisation.

⁵ Ruggeri, A. (2017). ¿ Qué son las empresas recuperadas?: autogestión de la clase trabajadora. Descontrol Editorial, p.24

Initialement informelle, la représentation syndicalo-politique du mouvement se complexifie sous les apparences d'une tendance vers son institutionnalisation, mais demeure deux décennies durant à l'arrière-plan de la scène politique nationale, en accord avec le faible poids relatif de cette forme d'autogestion ouvrière sur l'ensemble du tissu productif. En effet, dès la fin de la décennie 1990, des membres issus de la fraction dominée de la direction syndicale de l'*Union Obrera Metalurgica (UOM)*, le principal syndicat métallurgique, perçoivent un intérêt sur le plan individuel et collectif à accompagner les travailleurs dans leurs conflits ponctuels contre leurs patrons lors d'une faillite, et les guider dans le processus de reprise de l'usine en autogestion. Dès lors, se forme un groupe informel de militants, aux tendances, au *background* et aux horizons relativement variés, qui grandit, se formalise et scissionne dès l'année 2003 en donnant lieu à deux organisations distinctes : le Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*) d'une part, et d'autre part le Mouvement national de fabriques récupérées (*MNFRT*). En 2006 le premier scissionne à nouveau, ce qui donne naissance à la Fédération argentine de coopératives de travailleurs autogérés (*Facta*). Si ces organisations politiques de représentation (OPR) se constituent au niveau national, d'autres OPR adoptent d'emblée une logique purement locale, comme l'Association coopérativisme et travail (*ACTRA*) qui ne regroupe que des ERT de la province de Santa Fe, notamment celles de la ville de Rosario.

Comme nous le verrons plus tard, cet espace de la représentation politique des ERT n'est que très rarement analysé *en tant que tel*. Bien sûr, certains travaux que nous détaillerons par la suite mentionnent, souvent en bas de page, l'existence des OPR que nous venons de lister de manière non exhaustive. Tantôt vues comme l'émanation logique de luttes ouvrières concrètes, tantôt présentées comme des organisations nées d'une nécessité pratique issue du refus des directions syndicales de représenter les travailleurs autogérés -nous adoptons ce point de vue-, elles ne sont pourtant jamais appréhendées comme les composantes d'un espace à part entière, qui jouit d'une autonomie relative et est traversé par des logiques qui lui sont propres.

Ni syndicats ni partis politiques, ces organisations ouvrières entretiennent notamment des rapports de concurrence pour la représentation des ERT et participent à une lutte à travers l'action de leurs représentants – qui incarnent l'institution et sont les dépositaires de sa légitimité- dont les enjeux sont notamment celui de l'accumulation d'une forme particulière de capital politique : celui-ci se traduit par la recherche d'une position de domination vis-à-vis des autres acteurs au sein de cet espace qui peut être assimilé à un sous champ à la croisée du champ politique et du champ syndical argentins. Cette lutte est le fruit de l'autonomie de cet espace, mais contribue également à renforcer cette autonomie. De plus, elle semble constituer un

moteur qui accélère les processus de récupérations d'entreprises par leurs travailleurs. Nous verrons aussi que l'autonomie de cet espace n'est que relative, dans la mesure où les rapports de force qui le traversent sont largement tributaires de ceux qui structurent les champs politique et syndical argentins. Dès lors, l'accession au pouvoir de Mauricio Macri (*coalition Cambiemos*) en 2015, qui met fin à l'étape kirchnésite (*Frente para la victoria*) puis, en 2019 la victoire du péroniste de centre gauche Alberto Fernandez (*Frente de todos*) bouleversent en partie les rapports entre OPR ainsi que leurs trajectoires, marquées par des continuités mais aussi des ruptures sur le plan de la stratégie de lutte collective. En nous éloignant d'une interprétation mécaniste, nous devons plutôt appréhender ce jeu sous l'aspect de grands moments qui offrent aux agents qui sont en mesure de le faire la possibilité de jouer des coups, et, si ceux-ci s'avèrent victorieux, d'en retirer des bénéfices en termes de rapports de force.

Ainsi, suite à l'élection du péroniste de centre gauche Alberto Fernandez, le mouvement d'ERT semble pénétrer l'appareil d'Etat, avec la création d'une direction ministérielle dédiée, un budget spécifique et par conséquent la reconnaissance officielle de cette branche du mouvement ouvrier. De plus, alors que l'ancienne présidente de la nation, Cristina Fernandez de Kirchner n'accorde aux ERT qu'une phrase lors d'un discours de campagne au stade de *Ferro* en 2019, Alberto Fernandez se rend en personne aux premières Rencontres Fédérales d'Entreprises Récupérées en mai 2022, organisées dans l'usine *Aceitera La Matanza* à Buenos Aires.

S'agirait-il donc d'un processus d'institutionnalisation de l'autogestion argentine, réalisé apparemment sans heurts, comme la suite logique d'un lent mouvement d'accumulation de type *bottom-up*. Comme nous le verrons plus tard, nous nous inscrivons en faux contre cette vision. Notre étude de l'espace de la représentation politique des ERT révèle au contraire que cette « accession à l'appareil d'Etat » est la conséquence de la victoire d'un courant sur un autre au sein du dit espace, et ce grâce à la mise en place de stratégies bien précises déployées lors de moments clés.

En outre, l'espace de la représentation politique des ERT est un espace conflictuel, régi par des enjeux de luttes particuliers. L'un d'entre eux est celui de la définition même de ce qu'est une ERT, ainsi que celui de la légitimité à représenter les ERT. Cela engendre une difficulté majeure à l'heure d'appréhender le phénomène de récupérations d'entreprises en Argentine dans la mesure où, si l'on prend comme population d'étude les agents qui incarnent ladite représentation, nous sommes nécessairement confrontés à des interlocuteurs qui ont un intérêt particulier à imposer leurs définitions. Ainsi le chercheur, même sans en faire sa population d'étude principale, dès lors qu'il interagit avec une fraction du porte-parolat de ce mouvement

(très généralement les travailleurs autogérés orientent les interlocuteurs vers leurs porte-parole), se trouve confronté à ce problème et n'est en mesure d'activer un processus de vigilance épistémologique que s'il sait qu'il est en présence d'un espace avec les caractéristiques mentionnées ci-dessus. Or, pour le découvrir, il doit précisément interagir avec ce terrain, sans nécessairement être averti de cela. Dès lors, faute de pouvoir connaître ce qu'il ignore qu'il ignore, le chercheur peut se retrouver à « élever », sans y appliquer la nécessaire vigilance épistémologique, des catégories émiques sur le plan étique, à appréhender des éléments et des catégories produits par un discours et des intérêts situés comme étant neutres et renseignant immédiatement sur l'objet étudié.

Enfin, si cette thèse ne s'inscrit pas dans une démarche comparative sur le plan international, nous devons toutefois mentionner les processus de récupérations d'entreprises dans d'autres pays où ils existent. Si cette mention s'insère dans la présentation globale du sujet que nous traitons, elle poursuit également un autre objectif. En effet, nous pourrions, en fin d'introduction, nous baser sur ces éléments afin de formuler, parmi les autres hypothèses du corpus, celle d'une singularité argentine sur le plan de la récupération d'entreprises par leurs travailleurs. Ainsi, les pays de la région connaissent tous des processus apparemment similaires, au point qu'entre 2014 et 2018 -année de mon dernier terrain en Argentine- ont eu lieu quatre Rencontres Internationales de l'Economie des Travailleurs, qui rassemblent des travailleurs d'entreprises récupérées de la plupart des pays de l'Amérique du Sud et certains pays européens. De fait, l'édition de 2017 a eu lieu dans les locaux de l'usine autogérée *Vio-Me*, en Grèce. En outre, la France compte de nombreuses Scoop nées de la reprise en autogestion d'une entreprise en faillite. Cependant, outre des cas très médiatisés tels que celui des *Fralib* de Marseille, nous ne disposons pas en France de statistiques officielles, académiques ou produites par une organisation dédiée aux ERT. En cause et pour cause, la catégorie n'existe tout simplement pas en France, probablement car il n'existe pas non plus un espace de représentation politique relativement autonome capable de mener la lutte pour sa définition. Les *Fralib* sont désignés comme « une Scoop », voire comme une « usine autogérée » dans certains milieux militants. Ce décalage entre catégories qui pourraient désigner un même objet dans deux pays différents doit interpeller sur les enjeux sous-jacents à sa construction.

1. Écrits sur les entreprises récupérées par leurs travailleurs, un découpage en trois périodes, tributaires des changements de contextes socio-économiques de la société argentine.

Penchons-nous à présent sur les différentes manières dont différents auteurs traitent du sujet des ERT. Nous remarquerons au cours de cette revue de la littérature deux des grandes difficultés que peut rencontrer le jeune chercheur lorsqu'il tente d'appréhender cet objet pour la première fois. D'une part, l'ample littérature au sujet des ERT donne l'impression que tout a été traité, que tout ce que nous pourrions écrire s'inscrirait au mieux dans l'une des controverses du champ scientifique argentin -plus particulièrement le sous-champ des sciences sociales- et au pire ne serait que très peu original. D'autre part, le fait de ne jamais appréhender l'espace de la représentation politique des ERT *en tant que tel*, empêche non seulement de se douter de son existence, mais aussi de rendre compte des luttes qui s'y livrent pour la définition de l'ERT, ou pour son classement dans un secteur (économie populaire, sociale et solidaire) ou un mouvement (ouvrier, coopératif). Cette invisibilisation, par manque de vigilance épistémologique ou par homologie structurale, se retrouve également dans le champ scientifique et dans les publications qui s'y produisent. Ainsi, de nombreux travaux avancent chacun leur définition et leurs classements, qu'ils font apparaître comme consensuels, dénués de conflictualité, et par conséquent comme prétendants à l'universalité. Cette apparente neutralité peut confondre le jeune chercheur qui lit pour la première fois ces travaux.

Ainsi, ce que nous pouvons désigner aujourd'hui avec les termes « d'entreprise récupérée par ses travailleurs », sous les apparences d'une catégorie relativement homogène, fait l'objet de nombreux articles universitaires, de titres de journaux mais aussi de documentaires engagés, tels que *The take* de Naomi Klein, paru en 2004 -que nous critiquerons plus tard.

A la fois branche du mouvement ouvrier, organisées en scoop pour des raisons historiques que nous verrons plus tard, à la lisière de l'ESS et de l'économie populaire -domaines par définition enjeu de luttes- elles apparaissent comme héritières de plusieurs courants théoriques. Aussi, dresser une typologie des travaux qui leurs sont consacrées comporte certains défis. Nous pouvons classer ces travaux par discipline, par époque, par sujet abordé. Aucun de ces critères ne s'avère être totalement discriminant. En effet, si nous choissions celui de la discipline, nous verrions que les travaux sociologiques traitent de différents sujets à différentes époques. Si nous choissions le sujet abordé, nous constaterions que plusieurs disciplines y consacrent leurs

travaux à différentes époques. Toutefois, si nous choisissons le critère de l'époque, il semblerait qu'il existe une corrélation avec les sujets abordés selon deux logiques. Nous pourrions qualifier la première de cumulative, tandis que la seconde semble être un « effet de mode ». En effet, une fois que différentes branches des sciences sociales traitent, par exemple, les aspects organisationnels des ERT, les travaux qui paraissent par la suite ne peuvent traiter exactement des mêmes questions, à moins qu'ils ne le fassent sous un angle différent, ce qui se produit plus rarement.

D'autre part, ce que nous qualifions ici d'effet de mode fait référence à la relation entre l'évolution de la production académique sur les ERT et l'évolution du phénomène en lui-même. En effet, aucun article paru dans les années 1990 ne mentionne les ERT, alors que, nous le verrons plus tard, les deux premières apparaissent en 1992, mais la catégorie même d'ERT, qui semble réifiée et consensuelle, n'existe pas encore à ce moment-là. La crise de 2001 entraîne un très grand nombre de faillites, notamment dans le secteur secondaire et tertiaire, et une partie d'entre elles conduisent à une reprise en autogestion, dont le nombre augmente drastiquement. Dans le même temps, l'organisation collective des travailleurs autogérés au niveau national se consolide et se formalise -par nécessité pratique- puis se complexifie avec la hausse numérique de la base à représenter. Cette organisation prend la forme de structures spécifiques aux ERT, que nous nommons ici OPR, pour « organisation(s) politique(s) de représentation ». Ces dernières sont plus à même de porter les revendications des ERT dans l'espace public, tout en forgeant la catégorie même d'ERT, non sans lutte pour sa définition. Précisons par ailleurs que l'expression « effet de mode » n'a rien de disqualificatrice, ni de péjoratif, bien au contraire. Il semble logique que les phénomènes propres au monde social interpellent le chercheur et influencent ses questionnements. Nous pouvons voir cela par exemple en France avec la production scientifique sur l'ESS après Lip, avec l'attrait de la science politique pour l'abstention ou encore, plus récemment, avec l'impact qu'a eu le phénomène des Gilets jaunes sur la production d'articles à ce sujet.

En ce sens, nous remarquons que le « boom initial » de publications, provoqué par la montée en puissance du phénomène durant la crise de 2001 laisse place à des travaux plus approfondis, nécessitant de plus longs terrains d'observation, qui contredisent parfois ceux de la période précédente.

Dès lors, nous retiendrons un classement par périodes, que nous définissons comme suit :

La « première vague » correspond aux articles qui ont pour objet principal ou secondaire, des occupations et des récupérations d'usines par leurs travailleurs durant la crise de 2001.

Les travaux que nous pouvons classer dans la seconde vague -les critères de démarcation sont toujours discutables- sont ceux qui, une fois tarie la première vague, reviennent sur ces travaux, les discutent, et analysent les ERT sous de nouveaux angles. Si nous pouvons trouver de nombreux articles durant cette période, celle-ci se place toutefois sous le signe de thèses et d'ouvrages, impossibles à produire dans la période précédente. Notons que ces productions académiques se basent sur des terrains réalisés durant la période *kirchnériste*, qui correspond à celle du rapide rétablissement économique basé sur le boom des matières premières, dont profite le gouvernement pour mettre en place des politiques redistributives. Ces travaux ne sont pas vraiment soumis à une course à la publication, largement alimentée par une logique de *publish or perish*, et constituent par conséquent des analyses plus approfondies du phénomène de récupération d'entreprises par leurs travailleurs, sur lequel les auteurs et autrices bénéficient par ailleurs d'un recul plus important.

Pour finir, nous tenterons de classer dans la troisième vague la production scientifique très récente, dont les données sont produites durant après le tournant néolibéral de 2016, année où le gouvernement de Mauricio Macri arrive au pouvoir. Un tel choix obéit à la logique selon laquelle le bouleversement que cela représente pour le mouvement ouvrier argentin impacte nécessairement la branche des ERT, qui doit faire face à de nouveaux défis notamment organisationnels et stratégiques qui ne manquent pas d'attirer l'attention du chercheur. Suivant cette logique, nous aurions pu, bien sûr, distinguer la troisième vague d'une quatrième, qui débiterait avec l'arrivée au pouvoir du péroniste de centre gauche, Alberto Fernandez, en 2019.

En outre, la revue de la littérature que nous élaborons ici ne prétend pas à l'exhaustivité la plus totale. Il s'agit au contraire de présenter les différents types de travaux scientifiques dont

les ERT en Argentine sont le sujet, d'en évoquer les controverses qui parfois les opposent. Le but et dernier mouvement de cet exercice consiste à tenter de mettre en évidence des zones d'ombre, des aspects inabordés, afin de surligner l'originalité de l'approche et de l'angle d'analyse que nous mobilisons dans cette thèse.

Dès lors, nous pouvons identifier dans la première vague les travaux d'Ezequiel Adamovsky (2004) et de Maristella Svampa (2002). Le premier analyse principalement le phénomène d'assemblées de quartier qui prend une ampleur sans précédents à la suite de la crise de 2001. La seconde ne se limite pas à l'analyse de ce phénomène mais elle démontre également le lien

avec le mouvement *piquetero*, lui aussi grandi par la crise. Toutefois ces deux auteurs se rejoignent sur leur mention aux « usines récupérées » -et non pas aux « entreprises récupérées », nous verrons plus tard ce que cela implique- qu'ils considèrent comme faisant partie du même phénomène que les *piqueteros* et les assemblées de quartier. De fait, le phénomène des ERT obéit en apparence aux mêmes logiques, dans la mesure où les premières apparaissent durant la décennie précédente -comme les assemblées de quartier et les *piqueteros*- et connaissent une forte hausse quantitative durant et après la crise de 2001. Leur posture commune sur les ERT les mène irrémédiablement à se désintéresser du sujet dès lors que se résorbent numériquement les clubs de troc et les monnaies alternatives qui y circulent, les assemblées de quartier, et en moindre mesure le mouvement *piqueteros*, notamment du fait du relatif rétablissement économique à partir de 2003.

Pour appuyer cela, je rends compte de ma rencontre avec Maristella Svampa à Buenos Aires en 2017, lors d'une présentation d'ouvrage. Je réussis à intercepter Maristella Svampa lorsque le temps imparti aux questions touche à sa fin et qu'elle se dirige vers la sortie, entourée d'un groupe de personnes venues assister à la conférence. Je me présente comme un étudiant en sociologie qui travaille sur les entreprises récupérées par leurs travailleurs et lui demande si je peux solliciter un entretien avec elle, dans la mesure où elle a traité ce sujet des années auparavant. Elle me répond, avec un regard amusé : « Quelqu'un travaille encore sur les récupérées de nos jours ? ». Quelque peu désarçonné, je réponds sur un ton humoristique que si, la preuve, en me désignant, et sur un ton plus sérieux qu'Andrés Ruggeri par exemple travaille actuellement sur ce sujet. En toute logique, mon interlocutrice me redirige vers Andrés Ruggeri et quitte les lieux.

Quelques mois plus tard, je me rends aux « nuits de la philosophie », organisées par la Ville de Buenos Aires au sein de l'immense centre culturel Cristina de Kirchner, communément appelé « CCK », dans le seul et unique objectif de rencontrer l'un des exposants, Ezequiel Adamovsky. La table ronde à laquelle il participe a lieu peu avant minuit. Lorsque la séance de questions prend fin, j'attends mon tour pour lui parler en tête-à-tête. Je lui expose les raisons de ma présence, et lui demande de m'accorder un entretien pour bénéficier de ses conseils pour mieux appréhender mon sujet. Il me précise qu'il n'écrit plus sur les sujets qu'il a abordés durant la période postérieure à la crise de 2001 et ajoute que c'est le cas de la plupart des chercheurs « qui se sont rués dessus ».

Par ailleurs, d'autres travaux se popularisent lors de cette période. Le fait que les ERT se constituent très majoritairement en coopératives, notamment après l'année 2003, attire

nécessairement l'attention des spécialistes en histoire du mouvement coopératif, tout aussi ancien que le mouvement ouvrier lui-même, sans pour autant qu'ils se recoupent nécessairement et ce, pour des raisons proprement historiques que nous détaillerons plus tard. Nous verrons également que la manière de classer l'objet ERT, tout comme la manière de le définir fait partie d'un enjeu de luttes qui est loin d'être dépassé de nos jours, bien au contraire. De ce fait, nous pouvons citer ici l'article de Verónica Lilian Montes et d'Alicia Beatriz Ressel, (2003)⁶ chercheuses à l'Institut d'études coopératives de la faculté de Sciences Economiques de l'Université Nationale de La Plata. Dans un premier temps, les autrices analysent les formes prototypiques de structures coopératives au cours du XIXe siècle. Montes et Ressel remarquent néanmoins deux aspects communs à cette première étape : la marginalité du mouvement, et le fait qu'il soit en quelque sorte « importé ». En effet, les premières coopératives sont mises en place par des migrants en provenance d'Europe de l'ouest, venus s'installer en Argentine lors d'une période de forte expansion économique et démographique. Parmi les vagues migratoires massives, se trouvent des héritiers idéologiques des Pionniers de Rochdale ou de l'associationnisme français, souvent persécutés dans leur pays d'origine, au même titre que de nombreux syndicalistes. L'article analyse en seconde partie et de manière très détaillée l'évolution du statut juridique des entités coopératives en Argentine, puis de leur répartition géographique, ainsi que leur croissance numérique.

Nous pouvons marquer le début de la fin de cette première vague avec la parution de l'ouvrage *Fábricas y empresas recuperadas: protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad* (2003), écrit par Gabriel Fajn et Natalia Bauni. Les auteurs y mettent à profit leur travail de terrain pour aborder de manière directe le phénomène de récupération d'entreprises, pris séparément cette fois-ci des assemblées de quartier, des clubs de troc, du mouvement *piqueteros* -sans cesser de les comparer- dont la vue d'ensemble donne l'impression qu'il s'agit d'un seul et même mouvement. Ainsi, dans leur ouvrage, Bauni et Fajn analysent les ruptures de subjectivité des travailleurs suite à la reprise de leur usine en autogestion et l'impact sur les pratiques que ceux-ci mettent en place. Le terme « rupture » met en opposition les ERT et les entreprises capitalistes classiques. De ce fait, à travers une analyse de l'organisation interne aux ERT les auteurs cherchent à savoir dans quelle mesure cette forme d'autogestion ouvrière est

⁶ Montes, V. L., & Ressel, A. B. (2003). Presencia del cooperativismo en Argentina. *Revista UniRcoop, 1*.

le signe d'une alternative à l'entreprise capitaliste classique, et par extension, au capitalisme. Ce type d'interrogation semble avoir largement influencé un certain nombre de travaux postérieurs, tout comme mon propre mémoire de Master 2 recherche. Remarquons ici que nous ne pouvons distinguer cette interrogation sur le caractère « alternatif » de l'objet étudié des forces sociales en œuvre à ce moment-là au sein d'une société argentine ébranlée par la crise. Si certaines institutions demeurent intouchables durant « le chaos », telles que la propriété privée de l'immense majorité des moyens de production, la perte de confiance dans la monnaie et dans le système partisan légitime, chez nombre d'Argentins, la « recherche d'alternatives ». Les ERT sont alors portées politiquement de manière massive, agissent comme une caisse de résonance pour un malaise largement partagé. En ce sens, chaque récupération d'usine par ses travailleurs est perçue comme une victoire et comme un acte de résistance par de larges franges de la population, qui se mobilisent pour les soutenir. En ce sens, le contexte économique et sociopolitique argentin post-crise n'autorisait que très peu d'autres interrogations de recherche que celles qui sont produites à ce moment-là, prouvant que le champ scientifique national ne jouit que d'une autonomie très relative et est en partie dépendant des forces sociales qui s'expriment dans la société argentine.

Pour finir, nous pouvons mentionner ici la courte introduction de Gabriel Fajn : « Fábricas recuperadas: la organización en cuestión » (2004). L'objet « ERT » occupe toute la problématique, et l'auteur pose les jalons de ce qui devient une interrogation majeure pour les travaux suivants. Citons ses termes : « Pourquoi, sur les 5000 usines en faillite ou en quasi faillite de ces dernières années, seules 200 sont reprises en autogestion par leurs travailleurs ? Quels éléments ou facteurs politiques, sociaux et subjectifs contribuent à expliquer la reprise en autogestion ? De quelles ressources organisationnelles disposaient ces usines, qui leur permettait d'aboutir à ce résultat ? Nous n'avons pas de réponses précises à ces questions, nous ne pouvons qu'avancer des tentatives d'éléments d'explication. »⁷ Les questions de ce type font partie des bases du corpus hypothétique de cette thèse, que nous verrons peu avant la fin de l'introduction, avant l'annonce du plan.

Nous pouvons situer le début de la deuxième vague avec le document de travail dédié aux ERT que produit Julian Rebon pour l'institut de recherche Gino Germani en 2005 : « Trabajando sin patrón. Las empresas recuperadas y la producción ». En guise de transition entre les deux

⁷ Fajn, G. (2004). *Fábricas recuperadas: la organización en cuestión. LabourAgain: Factory takeovers in Argentina* p.2

premières vagues, nous pouvons citer la rapide revue de la littérature que produit Rebon pour le document sus-cité :

« La recherche empirique sur la thématique des entreprises récupérées se concentre sur le moment de la lutte pour l'appropriation de l'unité productive⁸, la « contestation ». Cependant, la thématique de la production n'est pas totalement absente. Plusieurs travaux l'abordent, parmi lesquels nous pouvons remarquer ceux de Fajn (2003), Dávalos y Perelman(2003), Fernández Álvarez (2002) y Palomino y equipo (2003), Bialakowsky et al. (2004) »⁹. Une fois posés ces jalons, Rebon tente de répondre sur 220 pages aux problématiques suivantes : « Au long de ce travail, nous chercherons à nous focaliser sur un nœud problématique spécifique : dans quelle mesure se forme un processus qui transcende l'ordre socio-productif capitaliste ? En ce sens, lors de l'analyse du « que font-ils » et « que pensent-ils » [ces travailleurs] sur leur action sur le plan de la production, nous suggérerons des questionnements qui pourront nourrir nos efforts de recherche futurs. Notre thèse centrale suggère que les innovations sur le plan socio-productif esquissent, sans que leurs protagonistes le prétendent nécessairement, un mode non capitaliste de produire, sans que ce dernier parvienne à assumer un caractère anticapitaliste »¹⁰.

Nous retrouvons ici une idée similaire à celle de Fajn (2003), dans la mesure où, malgré toutes les précautions qu'il emploie dans la tournure de ses hypothèses, Rebon s'interroge, cette fois-ci de manière explicite, sur le caractère anti-capitaliste des récupérations d'entreprises par des travailleurs qui en redémarrent la production en autogestion. De fait, Fajn et Rebon coécrivent un article en 2005 intitulé : « El taller ¿sin cronómetro? Apuntes acerca de las empresas recuperadas »¹¹.

Nous ne pouvons faire l'économie d'un résumé détaillé de la publication de Rebon de 2005 dans la mesure où elle est très représentative des questionnements de l'époque. En ce sens, elle semble aussi faire écho au film documentaire *The Take* (2004) de Naomi Klein, à travers lequel les ERT argentines se font connaître au niveau mondial. Dès les premières minutes, Naomi Klein avance que les ERT peuvent constituer une alternative au capitalisme suite à la faillite

⁸ Nous aurions pu traduire cela par « l'usine » pour simplifier la compréhension mais nous verrons lors du chapitre IV que ce terme pose problème.

⁹ Rebón, J. (2005). Trabajando sin patrón. Las empresas recuperadas y la producción. *Documentos de trabajo*, 44 p.2

¹⁰ *Ibid.* p. 2

¹¹ L'atelier sans chronomètre ? Notes sur les entreprises récupérées.

des expériences dites du « socialisme réel », à une époque où le tout marché ne rencontre aucune résistance. La présente thèse s'inscrit en faux contre cette vision.

Ainsi, Rebon s'interroge d'une part sur les possibles contradictions entre les valeurs nécessairement promues au sein des coopératives et plus précisément dans celles issues d'une reprise en autogestion, et les pratiques de production, de gestion et de répartition dans le cadre d'un marché capitaliste avec lequel les entreprises doivent nécessairement composer. Rebon passe un premier temps en revue les différentes positions d'auteurs qui ont mis à jour cette disjonctive avant eux. Il analyse en premier lieu les positions de Marx, d'Engels et de Lénine quant sur les formes que peut prendre la démocratie ouvrière. Suite à cela, l'auteur cite longuement Piaget : « De cette façon, une vraie coopération basée sur l'autonomie doit aller au-delà du risque d'anomie (dans le sens où une vraie coopération ne pourrait avoir lieu lorsque les points de vue sont trop divergents) ainsi que du risque de construire une nouvelle coaction (dans le sens où peut s'installer une tyrannie de la majorité, et donc fausser l'équilibre démocratique et pluraliste). [...] La coopération se différencie essentiellement d'un simple échange spontané, c'est-à-dire du « laissez faire » tel que le conçoit le libéralisme classique. L'échange libre, doit affronter continuellement des difficultés dont l'origine se trouve dans l'égoïsme (individuel, national, où qui puise ses origines dans une polarisation de la société en classes sociales), ou encore dans les coactions (dont l'origine se trouve dans la lutte entre classes sociales, etc.), s'il n'y a pas une discipline médiatrice qui permette la coordination des points de vue suivant la règle de la réciprocité ». (Piaget, 1988 : p.227). La coopération sur le plan des échanges d'actions concrètes présuppose, de cette façon, la construction d'une nouvelle normativité qui puisse mettre les actions en correspondance ».¹²

Rebon analyse par la suite sous quelles formes se retrouvent ces éléments théoriques -issus de la nécessité pratique de s'organiser collectivement- au sein des ERT argentines. Autrement dit, il cherche à comparer les réponses concrètes des travailleurs autogérés argentins aux problèmes que suppose la démocratie ouvrière, notamment à travers l'analyse de leurs pratiques, avec les réponses fournies par des penseurs tels que Marx Engels, Lénine ou encore Piaget à des problèmes similaires.

Rebon élabore ensuite un tableau statistique qui ordonne les avantages que perçoivent les ouvriers à travailler dans une usine autogérée. En première position, 20% des voix se trouve la

¹² Rebon, J., *Trabajando sin patrón Las empresas recuperadas y la producción*, Institut de recherche Gino Germani, Faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires (UBA), 2005, p.4

réponse : « travailler avec une plus grande liberté » alors que la réponse : « camaraderie et l'égalité entre tous » n'obtient que 7% des voix, et la réponse : « répartition égalitaire des revenus » n'atteint que 4% quatre pour cent de réponses positives.¹³ Ces chiffres semblent démontrer que l'application de la rhétorique de la coopération dans une unité coopérative de production rencontre certaines limites.

Toutefois, l'auteur identifie un caractère nettement plus alternatif au niveau de la pratique de la production de la part des travailleurs. Face à l'absence d'un détenteur de capital dont l'une des fonctions est d'ordonner et de commander la production, les travailleurs organisant l'usine en autogestion doivent planifier leur stratégie productive : « Les planifiés se transforment en planificateurs »¹⁴. De plus, d'après Rebon, les travailleurs, accumulent sans le savoir des capacités de résistance à la planification capitaliste tout comme ils le font au cours de leur histoire de travail et d'affrontements : « Cette accumulation n'est autre chose que les capacités que les travailleurs constituent au cours de leurs confrontations. D'un autre côté, le capitalisme dans son commandement même de la production met à disposition les travailleurs, même si c'est de façon différenciée, des connaissances, des capacités, dont beaucoup d'entre elles sont historiquement expropriées de la classe (ouvrière), qui nourrissent progressivement leur capacité à diriger le processus productif [...] De cette façon, les travailleurs ont développé dans la confrontation une capacité intellectuelle supérieure à celle qui est consommée par le capital ».¹⁵

L'auteur introduit par la suite le concept d'« alliance sociale » : « La lutte pour la production est également favorisée par la construction d'une alliance sociale. Selon cette perspective, lorsque le collectif de travail est au complet, avec ses différentes entités socio productives et sociales, l'avancement sur la production ne se heurte pas à de grands obstacles en relation à ce que la production requiert en capacités et en qualifications. Cependant, lorsque la personnification se réduit aux ouvriers, l'accumulation préalable en soi-même ne suffit pas, et l'avancement nécessite une requalification des travailleurs, d'agents extérieurs, ou encore l'incorporation de cadres extérieurs au collectif de travail initial. Le cas d'*IMPA* est un clair exemple qui montre la façon dont l'incorporation de cadres externes constitue une alliance sociale qui favorise l'avancement du processus productif »¹⁶.

¹³ Ibid p.9

¹⁴ Ibid p. 14

¹⁵ Ibid .16

¹⁶ Ibid, p.19

Autrement dit, dans une entreprise capitaliste classique, « l'alliance sociale » qui permet la mise en pratique de la production est présente à l'intérieur de la structure : le patronat, le gérant et les comptables, n'appartenant pas à la même classe sociale que les travailleurs, partagent la même structure que ces derniers. Lorsque les travailleurs récupèrent l'usine, cette alliance sociale se retrouve amputée. Elle peut néanmoins se reformer, avec l'objectif de l'autogestion, lorsque des cadres externes à la structure viennent apporter le capital technique, autrement dit les connaissances (qui se partagent et diffusent par la suite), à l'ensemble du groupe originel.

Finalement, l'auteur aborde la question de la discipline : dans une entreprise classique, le pouvoir disciplinaire s'exerce depuis le haut de la hiérarchie. Cependant, en admettant que si le capital est mutualisé entre les travailleurs qui acquièrent le statut d'associés salariés, la hiérarchie en fonction de la possession inégale du capital cesse d'exister. En effet, le seul outil que peut mobiliser le patronat pour imposer sa décision au reste du collectif humain qui compose l'entreprise est celui de la propriété juridique des moyens de production, en fonction de laquelle il détient la possibilité de licencier. Par ailleurs, si la discipline se maintient quand même en état d'autogestion, il est logique de supposer que cette dernière provient d'incitations qui émanent d'une autre source que du haut de la hiérarchie. Les auteurs avancent donc que cette source alternative est une forme de morale de coopération ou d'autonomie. Ce type de morale, contrairement au type de morale d'obligation ou d'hétéronomie (où la règle est externe à l'individu, et se nourrit d'une relation de pouvoir hiérarchique), « se développe comme étant le libre produit du consentement mutuel et de la conscience autonome. Elle est basée sur les relations de coopération, sur un simple échange entre individus égaux. Par opposition à l'obligation sociale, l'essence de la coopération est de mener en avant un idéal de droit impliqué dans un mécanisme de discussion et de réciprocité ».¹⁷ La nature des sanctions est donc différente : dans le cas d'une entreprise classique, la sanction provient du haut de la hiérarchie et peut prendre la forme d'une réprimande, d'une baisse de salaire, ou encore d'un licenciement. Dans le cas d'une coopérative il s'agit d'une sanction sociale, d'une sanction de réciprocité. L'effet de groupe impose la morale, dicte la conduite adéquate à suivre en rapport à la production. Le retard portera un préjudice à tout le groupe, et non plus uniquement au patron. La légitimité dans le cas d'une coopérative provient du règlement interne validé en assemblée, et non pas des ordres du ou des détenteurs du capital.

¹⁷ Ibid p.23

Rebon conclut qu'il existe de notoires différences par rapport à la théorie gramscienne dans l'organisation ouvrière de la production autogérée argentine, ce qui n'enlève tout de même pas son caractère alternatif au système de production capitaliste.

Contrairement aux auteurs que nous situons dans la première vague, Rebon n'abandonne pas le sujet des ERT lors de la décennie suivante, et publie de nombreux articles et ouvrages à ce sujet, au point de s'imposer comme l'un des deux spécialistes incontestés dans ce domaine avec Andrés Ruggeri.

Nous aurions pu situer les premières publications de ce dernier à la fin de la première vague, en raison de l'année de parution du premier relevé statistique exhaustif qu'il réalise à l'aide de son équipe de chercheurs dans le cadre du programme *Facultad Abierta*, qui paraît en 2003. Cependant, il existe une différence qualitative qui nous oblige à le situer plutôt dans la seconde et la troisième vague, dans la mesure où contrairement aux auteurs qui composent la première vague et qui cessent de traiter le sujet des ERT une fois que le phénomène perd en nouveauté, Ruggeri continue d'enrichir son œuvre et d'actualiser ses données, encore actuellement. Ainsi, cet auteur se positionne comme le seul chercheur qui produit des statistiques académiques exhaustives sur les ERT en Argentine, en même temps que sa définition de l'objet devient quasiment hégémonique dans le champ scientifique une décennie plus tard. Nous y reviendrons, car lorsque la catégorie devient officielle, cela produit des effets performatifs qui impactent l'évolution du phénomène que nous étudions. En outre, nous aborderons ses travaux de manière plus approfondie à plusieurs reprises lors de cette revue de la littérature.

Dès l'année 2005, les ERT attirent l'attention des sciences économiques. La parution cette année-là du long article : « Cooperativas de trabajo en el Cono Sur : Matrices de surgimiento y modelos de gestión » coécrit par Camilletti *et al.* s'inscrit pleinement dans la deuxième vague.

Les auteurs commencent par analyser le contexte économique régional, qui produit une hausse exceptionnelle de faillites d'entreprises privées. Ils avancent par la suite leur typologie de la forme d'apparition des coopératives : « a) la faillite : lorsque les travailleurs assument la gestion de l'entreprise qui a fait faillite ; b) la réorganisation amicale : une entreprise traditionnelle et en bon fonctionnement s'organise sous forme coopérative avec le consentement de toutes les parties, y compris à l'initiative du propriétaire ; c) la réorganisation agressive : les travailleurs imposent l'autogestion avec des grèves et d'autres actions hostiles ; d) la formation spontanée d'une nouvelle coopérative qui naît sans expérience préalable ; e) la formation induite de

l'extérieur : l'entreprise est entièrement créée avec l'aide des institutions ou d'autres organisations externes qui ne font pas partie de la coopérative. »¹⁸

L'article analyse ensuite le choix qui s'offre aux travailleurs autogérés en matière de gestion : « Les coopératives n'ont pas réussi à développer de modèle de gestion spécifique qui servent de cadre théorique pour leur action entrepreneuriale. En raison de leur insertion dans une économie fondamentalement capitaliste, un débat s'instaure entre les options suivantes : implémenter des modèles de gestion similaires aux entreprises capitalistes, ou au contraire, produire un modèle de gestion configuré à partir de leur propre identité. Dans ce sens, Davis (1999) soutient la thèse selon laquelle les principes et les valeurs alimentent la base pour une vision qui s'appuie sur la culture pour définir les caractéristiques de l'administration dans la coopérative »¹⁹.

En partant de là, les auteurs développent une autre typologie qui détaille les différents modèles de gestion possibles, en tenant-compte de critères tels que la participation active ou passive des travailleurs dans la gestion de la coopérative.

Les auteurs concluent qu'il est impossible d'établir une relation linéaire entre la forme d'apparition de coopératives et le modèle de gestion qui se met en place au sein des structures. Néanmoins, ils montrent que la forme d'apparition de la coopérative favorise certains aspects qui sont susceptibles de favoriser la mise en place d'un modèle de gestion particulier. Ne connaissant pas toutes les variables qui expliquent le choix du modèle de gestion, il est donc possible d'affirmer que la variable « conditions d'apparition » n'est qu'une variable parmi d'autres ; sa capacité explicative est par conséquent limitée.

Si la caractérisation d'un phénomène emprunte souvent le chemin de la construction d'une ou plusieurs typologies, les travaux issus de la science politique ne peuvent manquer à l'appel.

Les travaux de M. Vuotto de 2007 et de 2011 en constituent de parfaits exemples. Leur autrice met en relation plusieurs variables, dont dépendent certains facteurs, notamment le facteur organisationnel. Selon cette logique, Vuotto met en avant trois types de structures : les coopératives intégrées, les coopératives revendicatives, et les coopératives induites par l'Etat²⁰. On peut préciser que l'autrice met en relation le caractère discursif et idéologique des structures,

¹⁸ Camilietti, A. et al., *Cooperativas de trabajo en el Cono Sur. Matrices de surgimiento y modelos de gestión*, Revista Unicoop, La Plata, 2005 56p.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Vuotto, M., *El cooperativismo de trabajo en la Argentina: contribuciones para el diálogo social*, Organisation Internationale du Travail, Buenos Aires, 2011, p19/100.

leur relation par rapport à l'Etat, mais aussi vis-à-vis du marché, avec leur mode organisationnel et la démarche dans laquelle elles s'inscrivent.

D'après cette distinction, une coopérative revendicative affiche un discours idéologique très influencé par les valeurs originelles du mouvement, et il y existe une plus grande valorisation du travail et du compromis social face aux décisions de rationalité économique pures. D'un autre côté, une coopérative induite par l'Etat, est limitée par un fort degré de dépendance face à son principal client et financeur (l'Etat), ne mettra pas en avant un discours proche des valeurs originelles du mouvement, et elle fera preuve d'un faible degré de valorisation du travail et des engagements coopératifs. Son mode organisationnel dépendra alors des choix faits au préalable, qui dépendent à leur tour du mode de création de la structure. Notons que Vuotto ne se centre pas spécifiquement sur les ERT -aucune d'entre elles n'est induite par l'Etat par exemple- mais les intègre dans sa typologie.

Les travaux de Julieta Mascheroni et de Melina Perbellini (2014) portent également sur le fonctionnement interne des entreprises autogérées, mais l'intérêt des autrices porte plus précisément sur leur fonctionnement démocratique interne et ce, avec une perspective gramscienne. Leur travail débute par l'incontournable analyse de la crise de 2001 qu'elles qualifient de « crise organique », qui permettrait un changement profond au sein de la société argentine. Selon les auteures « Gramsci a mené une importante réflexion sur le processus d'auto-gouvernement et d'autogestion ouvrière à partir de l'analyse du mouvement ouvrier qui voit le jour entre 1919 et 1920, qui a donné lieu à la formation d'organes d'auto gouvernement essentiellement ouvriers : les « conseils ». Ces derniers finissent par détenir en 1920 le contrôle effectif des principales usines »²¹.

Par la suite, les autrices comparent le fonctionnement de l'organisation de ces « conseils » ouvriers avec le fonctionnement des usines autogérées actuelles en Argentine. Parmi les caractéristiques de ces « conseils » des années 1920, elles distinguent les suivantes : 1) la pratique de la démocratie directe entre les travailleurs à travers l'élection de délégués ou de représentants ouvriers dans les assemblées d'ateliers ou d'usines. 2) La possibilité permanente de révoquer un mandat afin de mettre un frein à la bureaucratisation. 3) La tentative d'aller au-delà de la division entre ouvriers organisés et non organisés sur le plan syndical, ainsi qu'entre les différents niveaux et catégories de la production. 4) Le surpassement de l'organisation

²¹ Mascheroni, J. et Perbellini, M., *Empresas recuperadas en Argentina desde una perspectiva gramsciana*, Rev. Ciencias Sociales Universidad de Costa Rica, 2014 p.3/12.

ouvrière par offices, car cela est considéré comme une forme syndicale obsolète. 5) L'affirmation de la primauté de la lutte dans l'usine, et par conséquent le besoin que la direction de la lutte ouvrière se situe à l'intérieur de l'usine. 6) La tentative de démontrer que la gestion ouvrière de la production est possible, en s'affranchissant des propriétaires capitalistes des moyens de production »²².

Les chercheuses concluent que la réalité des usines récupérées argentines diffère quelque peu de la théorie gramscienne sur certains aspects. Par exemple, elles assurent que les assemblées dans les usines récupérées actuelles revêtent davantage un caractère formel plutôt que profondément démocratique en raison d'une faible implication des travailleurs, phénomène qu'elles expliquent par l'habitus salarié des agents.

Arrêtons-nous à présent sur le premier -et pour l'instant le seul- chercheur français à étudier les ERT argentines, et à publier ses recherches en France. En 2011, Maxime Quijoux publie l'imposant ouvrage *Néolibéralisme et autogestion: l'expérience argentine* aux éditions de l'IHEAL. Cet ouvrage se base sur sa thèse de doctorat, qu'il soutient en 2009. Avec ces premières publications, Quijoux devient la référence incontournable en la matière au sein du champ scientifique français. Toute recherche portant sur le même sujet doit nécessairement se positionner vis-à-vis de son œuvre. Ce terme n'est pas employé au hasard : les publications de l'auteur d'*Adieux au patronat* (2018) au sujet des ERT argentines se multiplient après son premier ouvrage. Sa publication la plus récente à ce sujet est un article écrit conjointement avec Andrés Ruggeri, en 2019 intitulé « Les entreprises récupérées face au gouvernement néolibéral argentin ».

Les premiers travaux de Quijoux (2009, 2011) se basent sur un terrain de recherche de dix-huit mois, effectué à Buenos Aires, au cours duquel il rencontre Maria Inés Fernandez Alvarez, dont nous analyserons les travaux plus tard. Durant cette année et demi, il effectue une recherche ethnographique au sein de deux usines récupérées : la célèbre usine textile Bruckman et Nueva Esperanza, ex Global, une usine de ballons de baudruche. L'un des grands enjeux de sa thèse consiste à « trouver et interpréter les raisons sociales et culturelles qui poussent des ouvrières et des ouvriers, en soi si éloignés de la contestation salariale, à adopter des mesures si radicales

²² *ibid*

contre leur employeur »²³. Nous pouvons déduire un questionnement sous-jacent, qui anime de nombreux chercheurs au sujet des ERT : quels sont les éléments qui poussent une partie des ouvriers dont l'usine fait faillite à reprendre celle-ci en autogestion ? Sur ce point, Maxime Quijoux bat en brèche les idées reçues qui mettent en scène des ouvriers syndiqués, politisés, qui porteraient l'autogestion comme projet de lutte. A leur place, Quijoux découvre des ouvrières (Bruckman) et ouvriers (Nueva Esperanza) considérés comme « modèles » d'un point de vue patronal, aux origines très modestes et dont l'ascension et l'insertion sociale dépendent exclusivement du travail salarié à l'usine, où le patron entretient une relation paternaliste avec eux. Avant la faillite donc, ou plutôt la fuite des patrons laissant les ouvriers à leur sort, rien ne prédispose ces derniers à devenir les acteurs protagonistes de mobilisations si radicales. Avec la figure de « l'ouvrier zélé » qu'il met à jour, Maxime Quijoux trouve à la fois sa problématique principale et un élément de réponse à celle-ci. En effet, il se demande d'un côté comment des ouvriers « modèles », très éloignés d'une posture contestataire, se mobilisent soudainement alors que rien, théoriquement, ne pouvait laisser prévoir un tel passage à l'acte. D'un autre côté, il prend précisément en compte ces caractéristiques ouvrières pour répondre à sa question. L'abandon patronal constitue un tel choc, une telle rupture du principe de réciprocité apparente qui régnait dans les deux usines, une fin abrupte de la routine salariale, gage de la place de ces travailleurs dans la société argentine, que la lutte pour la récupération s'explique avant tout par la volonté de retrouver ladite stabilité. Ainsi, loin de mettre en scène des ouvriers révolutionnaires, ces récupérations d'usine sont avant tout une lutte pour la récupération du travail, et de tout ce qui en découle. En termes de l'auteur : « Les éléments empiriques à notre disposition nous interpellent en effet avant tout sur la place du travail dans la vie de ces ouvriers, plutôt qu'à la contestation d'un ordre établi. Au contraire, nous verrons que c'est la dislocation d'un ordre historiquement établi entre salariés et patrons qui est ici combattu, et non sa disparition. Loin de lutter contre leur hiérarchie, c'est en réalité la défense paradoxale d'un certain idéal patronal qui est en jeu dans ces récupérations et autogestions ouvrières : celui-ci est aux fondements des valeurs et des représentations non seulement du monde du travail, mais de leur monde social dans son ensemble. Autrement dit, cet idéal patronal, malmené puis progressivement menacé au cours des années 90, est au cœur des dispositions constitutives d'une certaine culture ouvrière, qu'il faut appréhender en ces termes : c'est ce que nous

²³ Quijoux, M., (2009) Autogestions et appropriations du travail par les classes populaires en Argentine [Thèse de doctorat] Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine Université Sorbonne nouvelle Paris 3 p.17

appellerons l'appropriation du travail »²⁴. Autrement dit : « L'abandon [de la part des patrons] et la fermeture des usines sont des négations absolues des principes constitutifs de l'appropriation du travail des ouvriers, raison pour laquelle ils vont soudainement se mobiliser. L'appropriation du travail va donc nous permettre de comprendre les tenants et les aboutissants d'une action collective a priori contradictoire »²⁵. De ce fait, Quijoux s'inscrit en faux contre les auteurs qui remettent en question la centralité du travail dans nos sociétés-: « À l'inverse de certains auteurs qui ont observé un recul du travail dans nos sociétés, ces acteurs démontrent que le travail, l'entreprise et le patron continuent d'être les éléments fondateurs d'une existence culturelle et sociale de cette catégorie d'individus : ils représentent les traits caractéristiques d'une socialisation spécifique »²⁶.

Ces éléments amènent Maxime Quijoux à avancer que faute de projet autogestionnaire préalable, et en l'absence de sujets politisés capables de le porter, à la place desquels se trouvent des ouvriers « zélés », la reprise en autogestion n'implique pas de rupture institutionnelle totale. Au contraire, d'anciennes pratiques salariales demeurent sous la nouvelle forme autogérée de l'entreprise. En ce sens, selon Quijoux : « [...] c'est justement parce que ces récupérations ne sont pas inscrites dans un projet politique conscient, qu'elles ne sont issues d'aucune réflexion préalable ou remise en causes particulières, qu'on ne peut attendre de ces salariés une rupture radicale avec le système qui, par ailleurs, les a fait naître socialement »²⁷.

Toutefois, Quijoux relativise son propos. Si la rupture institutionnelle n'est pas radicale, de nouvelles pratiques proprement autogestionnaires voient le jour. En effet, l'impératif de la prise de décision collective devient une imposition nouvelle pour les ouvriers. Résoudre ces nouvelles problématiques s'impose comme une nécessité pratique. Ainsi, selon l'auteur : « De fait, les luttes vont avoir un effet structurant sur les nouvelles organisations autogestionnaires qui se mettent en place au lendemain des récupérations. A Bruckman par exemple, les assemblées générales sont hebdomadaires et le principe d'égalité est scrupuleusement respecté »²⁸.

Nous pouvons voir que cela met en contradiction ce que Quijoux nomme un « habitus ouvrier »²⁹ d'une part, et d'autre part l'intériorisation de nouvelles pratiques associées à reprise

²⁴ Ibid. p.17.

²⁵ Ibid. p.18.

²⁶ Ibid. p.17.

²⁷ Ibid. p.19.

²⁸ Ibid. p.19.

²⁹ Ibid. p.20

de l'usine en autogestion, processus auquel participent de nombreux acteurs politiques -tels que le Parti des Travailleurs Socialistes pour *Bruckman*- ou encore des membres d'entreprises récupérées plus anciennes. De ce fait, selon Quijoux : « entre culture patronale incorporée et culture autogestionnaire imposée, les origines et conditions de production au sein de ces coopératives vont dépendre des interactions entre ces deux états de l'appropriation du travail, passée et structurante »³⁰.

Enfin, l'œuvre de Quijoux rompt également avec le piège d'une certaine illusion du savoir immédiat, très présente lorsque l'on aborde des sujets si éminemment politiques comme la prise de contrôle ouvrière des moyens de production. En effet, à l'instar de Ruggeri, il remarque à juste titre l'absence totale de projet révolutionnaire préalable chez les principaux acteurs du phénomène de récupérations d'entreprises, et ouvre surtout la voie à de nouvelles interrogations au sujet de leurs motivations concrètes, dont il fournit de solides réponses. Nous tenterons, au cours de cette thèse, de fournir nos propres réponses complémentaires à cette vaste question.

Nous avons récemment mentionné Maria Inés Fernandez Alvarez. Si elle partage la fin de son terrain de recherche avec le début de celui de Maxime Quijoux, à savoir l'usine Bruckman, ce n'est qu'en 2017 qu'elle publie son ouvrage majeur à ce sujet. Autrement dit, elle suit les ouvrières de Bruckman depuis le début de la récupération de l'usine, mais le recul dont elle bénéficie par la suite nous permet de classer son ouvrage dans la deuxième vague. Préfacé par Didier Fassin, *La política afectada, Experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada* (2017) fait figure d'autorité au sein du champ scientifique argentin. En partant d'une revue de la littérature aussi solide que constitutive, dont nous reprenons ici certains auteurs, Fernandez Alvarez présente les termes de la controverse dans laquelle elle s'insère. Selon elle, les premières publications rendent compte de la nouveauté du phénomène tout en remarquant l'existence d'une « subjectivité de classe »^{31 32}. D'autres y voient des mouvements alternatifs au néolibéralisme et à la mondialisation ³³ ou encore de nouvelles formes de protestation sociale ³⁴. Selon elle, si ces travaux s'interrogent sur les causes du phénomène, leurs auteurs considèrent qu'elles sont à chercher dans le taux de chômage élevés ou dans le

³⁰ Ibid. p.20

³¹ Fernández Álvarez, M. I. (2017). *La política afectada. Experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*. Prohistoria. p. 27

³² Dans cette catégorie, Fernandez Alvarez classe l'article de Martínez, (2002).

³³ Dans celle-ci, figurent les publications suivantes : Magnani (2003) ; Palomino (2004) ; Di Marco et Palomino (2004) ; Rofman et al. (2003) ; Petras et Vetmeyer (2002).

³⁴ Ici, Fernandez Alvarez classe Fajn (2003) ; Favaro et Aizicson (2003).

cycle de protestations qui débute en 2001. Plus tard, toujours selon Fernandez Alvarez, des travaux ultérieurs cherchent plutôt à situer les ERT au sein d'un processus plus large propre à la classe ouvrière, tout en mettant à jour les interactions avec les syndicats³⁵. Pour finir, Fernandez Alvarez identifie des travaux inspirés de l'œuvre de Robert Castel qui voient les ERT comme un processus de « re collectivisation du travail »^{36 37}.

En outre, Fernandez Alvarez identifie aussi d'autres angles d'analyse à partir desquels elle complète son classement de productions académiques, tout en précisant les contours des débats vis-à-vis desquels elle se positionne. Ainsi, la question du caractère alternatif au capitalisme de ce qui est vu comme une « autre économie », populaire et/ou sociale -le terme « populaire » s'impose de manière éminente plus tard- s'érige en sujet d'interrogation majeur³⁸. D'autres travaux se structurent autour des relations capital-travail³⁹, tandis qu'un dernier groupe, selon l'autrice, s'articule autour des questions d'organisation du travail propres à la mise en place de l'autogestion dans le cadre, cette fois-ci, des relations capitalistes de production⁴⁰.

Une fois posés les termes du débat, Fernandez Alvarez se positionne en trois mouvements. D'une part, elle considère que la « formation de coopératives ne peut être vue comme un choix pris en toute liberté, mais s'inscrit dans un processus plus large d'organisation et de demande dans lequel interviennent des formes d'action étatique et des formes de gouvernement »⁴¹. D'autre part, l'autrice considère que le processus de récupération d'une usine constitue une forme d'action politique [au sens large] dont la définition se forge par la pratique. Dès lors, plutôt que de s'interroger sur le caractère alternatif des ERT ou de prolonger des interrogations de ses prédécesseurs comme celles qui portent sur les causes d'apparition du phénomène, son ouvrage « reconstruit les conditions qui ont rendue possible la récupération d'une usine - occuper les lieux, endurer un processus de lutte et mener collectivement à bien la gestion de la production-, en se basant sur le vécu de celles et ceux qui l'ont menée »⁴². Pour ce faire, Fernandez Alvarez laisse de côté l'interrogation quant à la centralité du travail - exactement à

³⁵ M.I. Fernandez Alvarez cite ici Perelman et Davalos (2003 ; 2005) ; Rebón (2004) ; Aizicson (2009)

³⁶ Ibid. p.27.

³⁷ Fernandez Alvarez cite ici Wyczykier (2009).

³⁸ Ici, l'autrice classe Palomino (2003) Rofman et Garcia et Di Loreto (2004).

³⁹ Ici sont classés Rodríguez (2003), Trinchero (2007) et Ruggeri (2009).

⁴⁰ M.I. Fernandez Alvarez place ici Quijoux (2011), Hudson (2007) Rebón et Fajn (2005) puis Rebón et Salgado (2009).

⁴¹ Fernández Álvarez, M. I. (2017). *La política afectada. Experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*. Prohistoria. p. 28.

⁴² Ibid. p.29

l'opposé de ce que fait Quijoux- pour « accorder une centralité à la vie »⁴³ en se basant sur les travaux de Didier Fassin, tandis que pour délaissier le questionnement sur les causes au profit de celui sur les conditions de possibilité, elle interroge la suprématie qu'acquièrent les questionnements sur les motivations au sein des études sur la mobilisation et de l'action collective, en se basant sur les travaux de P. Thompson.

Pour finir de délimiter les contours de cette longue deuxième vague, nous devons inmanquablement nous arrêter sur l'ouvrage d'Amalia Gracia : *Fabricas de resistencias y recuperacion social*, paru en 2011⁴⁴. Si sa date de parution précède celle d'autres travaux que nous ne situons pas près de la frontière avec la troisième vague, c'est en raison du fait que le critère qui nous incite à le faire pour cet ouvrage -qui est le même critère sous-jacent à l'organisation de cette revue de la littérature- est l'approche choisie par l'autrice, mais aussi sa mention à l'espace de représentation politique des ERT, sujet secondaire pour elle mais primordial pour nous. En ce sens, Amalia Gracia fait état du comportement « des syndicats » - il s'agit en réalité de leurs directions- durant le conflit qui oppose les travailleurs -pour qui l'option de récupérer l'usine n'est pas évidente dès le départ- et les patrons. Ainsi, l'autrice avance que les syndicats présents dans les entreprises où ont lieu les conflits adoptent une attitude indifférente dans la très grande majorité des cas, tandis que le reste se divise entre d'un côté une attitude de soutien et d'accompagnement des travailleurs en lutte, et de l'autre une alliance avec le patronat. Si sa base de données diffère de celle de Ruggeri, elle coïncide néanmoins avec lui sur ce point. Dès lors, Gracia s'interroge sur la manière dont les travailleurs peuvent combler ce manque de représentation et elle avance, ce avec quoi nous coïncidons en partie avec elle, que c'est à travers la gestation, de manière endogène, d'organisations propres aux travailleurs autogérés, issues en partie de l'accumulation d'expérience dans la récupération d'entreprises. Ainsi, l'autrice perçoit cet espace comme une conséquence des pratiques de lutte ouvrières qu'elle analyse, comme un terrain de plus où a lieu cette lutte. Si cette vision purement *bottom-up* est en partie considérée dans la présente thèse, nous nous inscrivons en faux contre celle-ci dans la mesure où notre travail de terrain nous permet de retracer les trajectoires des dirigeants des dites organisations : ces derniers n'émanent pas nécessairement de groupes de travailleurs en lutte pour la récupération de leur usine mais proviennent bel et bien du champ politique et syndical et incarnent des trajectoires de reconversion inter-champs -nous

⁴³ Ibid. p.30

⁴⁴ Les extraits que nous citons proviennent néanmoins de l'édition numérique, parue en 2013.

discuterons cette notion plus tard - à l'instar de celles décrites par Mischi (2018) en France. De plus, nous devrions voir apparaître ce type d'organisations dans tous les pays où des travailleurs récupèrent leurs usines et où les directions syndicales ne se saisissent pas de ces luttes mais ce n'est pas le cas.

Outre ce point, Amalia Gracia cherche au cours de son ouvrage « à expliquer comment dispute son expérience un agent qui émerge de l'une des crises les plus profondes et étendues de l'histoire récente argentine et qui, contrairement à d'autres acteurs qui émergent de ce même contexte socio-historique, continue à exister pleinement. Pour cela, nous nous interrogeons sur les relations de force et de sens (de signification)⁴⁵ qu'il entretient avec le reste des agents⁴⁶ qui prennent part au conflit dans lequel se joue la forme de sa propre existence. Plus spécifiquement, nous cherchons à étudier les pratiques mises en place par les travailleurs pour se réapproprier collectivement leur expérience au travail ainsi que des ressources nécessaires pour gérer l'unité productive, s'insérer dans le marché et négocier avec les différents pouvoirs et juridictions étatiques »⁴⁷.

Enfin, Gracia consacre plusieurs chapitres de son ouvrage à la question de la définition de ce qu'est une ERT. Cependant, elle n'en fait pas un enjeu de luttes dépendant de luttes bien plus matérielles au sein de l'espace de la représentation politique de ces dernières, contrairement à ce que nous défendons ici.

La troisième vague de publications s'inscrit dans un processus de continuité mais aussi de ruptures vis-à-vis des précédentes, avec certains éléments devenus désormais consensuels. De plus, les changements de contexte politique et économique des pays du cône Sud, où l'on observe de manière générale la fin du *boom* des matières premières et le retour des gouvernements conservateurs et néolibéraux, aggravent les difficultés chroniques que rencontrent les ERT de la région, au point d'y voir parfois de nouveaux défis. Néanmoins, la résistance et la persistance dont elles font preuve malgré un contexte plus adverse amènent à s'interroger sur leurs transformations, leurs stratégies d'adaptation. Des comparaisons internationales sont dressées, telles que celle d'Anabel Ribeiro et Julian Rebon (2020), pour qui « l'Argentine et l'Uruguay représentent des territoires où ces processus ont atteint un stade de

⁴⁵ Nous pourrions traduire cela par « rapports de force et relations de signification ».

⁴⁶ Il semblerait que les termes « agent » et « acteur » soient employés de manière équivalente.

⁴⁷ Gracia, M. A. (2013). *Fábrica de resistencias y recuperación social: Experiencias de autogestión del trabajo y la producción Argentina*. El Colegio de México AC. p.27

développement avancé depuis la crise du début de siècle »⁴⁸. A travers l'étude de deux cas d'ERT, l'une en Uruguay et l'autre en Argentine, les auteurs cherchent à comprendre les transformations que ces collectifs de travailleurs réussissent à pérenniser, ainsi que les éléments qui le permettent, tels que « la participation et la construction de réseaux socio-politiques et culturels, l'héritage des ressources de l'entreprise en faillite, l'hégémonie d'un projet collectif multidimensionnel qui, partant de l'autogestion, cherche à atteindre un projet viable économiquement et socialement d'appropriation légale des moyens de production et d'accès au crédit, tout comme la production de biens et de services compétitifs sur le marché, dans un cadre d'échanges économiques pluriels »⁴⁹. Contrairement aux travaux de la première vague, cet article aborde les OPR, et remarque à juste titre que contrairement au cas argentin, les ERT uruguayennes trouvent pleinement leur place au sein du champ syndical national et présentent un front unifié à travers la constitution de l'Association nationale d'entreprises récupérées par leurs travailleurs (*ANERT*).

La pérennité de ces expériences permet une évolution des stratégies de lutte à mettre en place pour continuer à produire. Cela permet par extension l'étude de ces dernières, ce qui explique en partie la teneur des articles de la troisième vague.

C'est cette même pérennité qui interroge également le droit argentin, dans la mesure où, comme nous le verrons plus tard, l'organisation au sens de travailleurs autogérés de plus en plus nombreux permet d'instaurer un rapport de forces -à l'aide d'autres secteurs- capable d'orienter en une certaine mesure la production de lois et de jurisprudences. Cela interroge également le chercheur, comme c'est le cas pour Pinheiro (2020), qui analyse précisément l'évolution du droit argentin au regard des ERT, ainsi que les besoins encore existants de ces dernières sur le plan juridique.

Nous pouvons également mentionner les analyses sous le prisme de la sociologie du genre et des *gender studies* de manière plus générale que suscite le phénomène des ERT. Par exemple, Nogueira (2020) dresse un état des lieux exhaustif des liens entre genre et ERT et les controverses méthodologiques qui en découlent.

Pour finir, l'article de C. Snerc (2019) est très représentatif d'une grande partie des approches qui constituent cette troisième vague. Il s'agit en général de revenir sur un sujet considéré

⁴⁸ Rebón, J., & Rieiro Castiñeira, A. (2020). Consolidación cooperativa de empresas recuperadas por sus trabajadores en Argentina y Uruguay. *Psicoperspectivas*, 19(2), p.1

⁴⁹ Ibid, p.1

comme déjà traité, très généralement en complétant les travaux de la première vague et dans une moindre mesure, ceux de la deuxième. Le seul titre de l'article, « Volver a recuperar la empresa, Indagaciones sobre la participación en empresas recuperadas por sus trabajadoras », nous renseigne, à juste titre, sur la volonté, d'une part, de revenir sur des questions fondamentales que posent des travaux de la première vague, tout en étudiant l'évolution des questions démocratiques et de participation dans l'ERT. En ce sens, l'article analyse notamment l'articulation entre les actions individuelles et collectives au sein du groupe de travailleurs qui composent une ERT industrielle née en 2002, et fait une place importante à l'étude des tensions qui y persistent. En outre, cet article interroge également la manière dont les collectifs de travailleurs, une fois atteinte une situation de stabilité, se voient (im)poser les questions démocratiques de manière nouvelle : si la gestion des moyens de production et la répartition de la plus-value sont toujours des affaires à gérer collectivement, la question ne se pose pas de la même manière lors des premiers mois qu'au bout de plusieurs années. En effet, s'observent parfois des tendances au maintien d'un certain groupe de travailleurs à la direction de l'ERT ou à l'inverse, un besoin de changement qui ne se faisait pas sentir lorsque l'impératif se trouvait ailleurs.

Enfin, sans le placer dans une période particulière, notamment en raison des sujets traités ainsi que de l'étendue temporelle de son œuvre, nous devons mentionner ici les travaux d'Andrés Ruggeri. Nous aurions pu mentionner, en les classant par date de parution, chacune de ses publications pour les insérer dans chaque vague, mais son approche du phénomène des ERT ne correspond pas nécessairement à ce que publient les autres auteurs. Par conséquent, cela aurait contrarié la logique de construction de cette revue de la littérature. Dès 2002, Ruggeri crée et dirige le programme *Factuldad abierta* au sein de l'Université de Buenos Aires (UBA), plus précisément à la faculté d'anthropologie. Ce programme est consacré à la quantification des ERT sur la totalité du territoire argentin, ce qui requiert par conséquent une définition, que nous discuterons amplement plus tard. Ruggeri en avance une dès l'année 2002, date de parution du premier rapport du programme, qui compte, classe et analyse les ERT existantes jusqu'à l'année 2001. Le second rapport paraît en 2004, le troisième, en 2010 et le quatrième en 2014. Le programme publie ensuite un rapport préliminaire en 2018 et continue de produire des statistiques jusqu'à nos jours. Dès lors, Ruggeri se positionne dès 2002 comme le seul capable de réaliser une étude quantitative exhaustive d'un phénomène nouveau, puis, dès les rapports suivants, comme le seul capable d'en donner les évolutions, les tendances, les corrélations les

plus parlantes, comme celle qui existe entre le taux de croissance annuel et le nombre annuel d'ERT créées (Ruggeri, 2014).

En outre, Ruggeri réalise un travail de caractérisation du phénomène par rapport auquel nous ne pouvons faire l'économie de nous positionner. En effet, tout comme le fait Quijoux, Ruggeri voit dans la récupération d'une usine par ses travailleurs avant tout un acte guidé par la nécessité de maintenir les postes de travail, et en aucun cas une action collective guidée par des objectifs idéologiques précis. D'autre part, Ruggeri considère le phénomène des ERT comme appartenant pleinement au mouvement ouvrier argentin, et opère par là même une opération de différenciation vis-à-vis des travaux qui le considèrent soit comme faisant partie de l'économie populaire, de l'économie sociale et solidaire (ESS), du mouvement coopératif ou encore comme un phénomène faisant partie « des nouveaux mouvements sociaux ». L'opération est loin d'être simple dans la mesure où, d'une part, les ERT présentent des caractéristiques appartenant à chacun de ces ensembles, et d'autre part, en raison de ces caractéristiques, les acteurs émiques qui se réclament de chacun de ces ensembles produisent des discours et des récits où s'opèrent des classements qui impactent les catégories du chercheur, qui à son tour les élève au niveau émique, sans nécessairement avoir effectué un travail de vigilance épistémologique accrue, et qui par là même vient légitimer scientifiquement l'opération de classement initiale au niveau émique.

Au cours de la présente thèse, nous adopterons en grande partie le point de vue d'Andrés Ruggeri et de Maxime Quijoux quant au fait que les ERT constituent une branche particulière du mouvement ouvrier argentin, tout en admettant qu'elles présentent certaines caractéristiques propres au coopérativisme et à l'ESS -sans s'en réclamer pour autant- ainsi qu'à l'économie populaire. Ce dernier point est plus complexe dans la mesure où, comme nous le verrons plus tard, une OPR propre aux ERT, le Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*) intègre le premier et très puissant « syndicat de l'économie populaire », la *CTEP*⁵⁰, qui devient l'*UTEPA*⁵¹ en 2019. Nous analyserons cela en détail au cours du dernier chapitre.

Si cette revue de la littérature n'est pas exhaustive, elle cherche à approfondir chacun des questionnements et des approches des caractérisations du phénomène de récupérations d'entreprises argentin, à travers le détail et l'analyse des productions scientifiques les plus représentatives. Le découpage en « vagues » de cette revue poursuit le double objectif

⁵⁰ Confédération des travailleurs de l'économie populaire.

⁵¹ Union des travailleurs de l'économie populaire.

d'identifier d'une part les questionnements et les courants qui se penchent sur les ERT et d'autre part de lier en partie ces courants et questionnements aux changements de contextes socio-politiques nationaux. Résumons succinctement cela. Les travaux de la première vague, influencés par le contexte bouillonnant de la période de crise économique aigüe ont tendance à classer les ERT dans un grand ensemble de « contestation populaire ». D'autres s'intéressent plus particulièrement à leur fonctionnement, et posent la question de l'alternative au capitalisme. Cela se produit également lors de la deuxième vague, marquée par une période de rétablissement économique. Cependant les questionnements qui guident les travaux qui la composent deviennent plus variés, notamment avec des ethnographies de terrain longues, qui analysent en finesse et en profondeur le *comment* de processus de récupérations précis, non pas pour en dégager les causes au niveau macro mais pour mettre en avant leurs conditions de possibilité. Puis, le changement de gouvernement et le retour de politiques économiques proches de celles que connaît l'Argentine lors de la décennie du Consensus de Washington, donnent lieu à des bouleversements au sein du mouvement ouvrier argentin, et par extension à sa branche autogérée, qui, couplés à sa longévité assez inespérée, interrogent le chercheur notamment sur, d'une part, des sujets similaires à ceux de la première vague qui apparaissent revisités, et d'autre part sur les stratégies d'adaptation menées à bien par les ERT pour survivre à un contexte particulièrement hostile.

Mais différents classements et définitions du phénomène s'affrontent. Si la plupart des travaux n'avancent pas de définition explicite de ce qu'est une ERT, en conférant à la catégorie les apparences d'une neutralité qu'elle n'a pas, nous analyserons plus en détails ceux qui le font : une partie de cette thèse est consacrée à la lutte pour la définition de la catégorie. Par ailleurs, les différences de classements et de caractérisation apparaissent plus clairement, même s'ils sont souvent implicites.

Nous avons également identifié une zone d'ombre derrière les non-dits que nous venons d'évoquer. Il s'agit là de ce qui constitue le cœur de la plus-value que peut, modestement, apporter la présente thèse aux travaux scientifiques portant sur le phénomène des ERT : l'étude approfondie de ce que nous considérons comme un espace de la représentation politique autonome des ERT, structuré par des relations concurrentielles autour d'enjeux particuliers, tels que représenter, pour chaque OPR, le maximum d'ERT ou encore celui de la lutte pour l'imposition de la définition de ce qui est en lutte -à savoir la définition même de ce qu'est une ERT- ainsi que celle pour le classement du phénomène en soi dans des mouvements et branches qui le dépassent, comme l'économie populaire, le mouvement coopératif, le mouvement ouvrier

ou encore l'économie sociale et solidaire avec à chaque fois, des enjeux matériels et stratégiques particuliers.

2. Le caractère politique de l'objet comme révélateur du caractère relatif de l'autonomie du champ scientifique.

Avant de problématiser nos questionnements, abordons certaines questions proprement politiques que soulève un objet éminemment sensible comme celui que nous étudions. De manière explicite ou non, ces éléments ne manquent pas d'influencer les questionnements propres du chercheur avant même qu'il ne les problématise sur le terrain proprement scientifique. Ces éléments remettent également en question les visions qui tendent à présenter le champ scientifique comme parfaitement autonome.

En ce sens, le fait que des groupes de travailleurs prennent possession des moyens de production qui étaient jusqu'alors détenus par leur ancien patron, couplé au fait que très souvent le conflit capital-travail prend une tournure violente et physique avec l'intervention des forces de police pour le respect de la propriété privée, renvoie une image « révolutionnaire » de cette branche de l'autogestion argentine. En effet, il est très aisé de conclure hâtivement que nous serions en présence d'un mouvement de travailleurs qui n'attendent pas l'avènement du socialisme pour socialiser leurs moyens de production. Nous pouvons mentionner ici une nouvelle fois le documentaire *The Take* de Naomi Klein, qui présente, par le prisme de deux ERT très particulières, le phénomène comme étant une alternative potentiellement révolutionnaire au capitalisme.

De son côté, le mouvement anarchiste, qu'il soit français -avec sa version autonomiste- ou argentin, voit dans cette forme d'organisation une voie vers une société autogestionnaire et contre l'Etat.

Par ailleurs, l'autogestion renvoie en France à l'expérience de l'usine de fabrication de montres *Lip*, qui même si elle n'a pas été reprise par ses travailleurs, a constitué un symbole très accommodant pour un deuxième gauche qui, ayant abandonné toute prétention révolutionnaire ou réformiste de rupture, voit dans cette lutte une occasion d'apparaître sous un jour plus radical. Cette tradition demeure dans la mesure où la CFDT, première centrale présente à *Lip*, embrasse de nos jours des cas similaires, comme celui des *Fralib* de Marseille.

Si des courants si différents, voire très souvent radicalement opposés se saisissent de l'exemple des ERT argentines, les encensent au prix de faire l'économie d'une analyse sérieuse, c'est en raison du fait que d'une manière ou d'une autre, ce phénomène met en avant des questions relatives aux formes de la propriété des moyens de production, à la répartition de la valeur ajoutée, aux modes de prises de décision sur l'orientation de la production, dont chacun de ces courants politiques a des conceptions différentes. Par ailleurs, à l'instar de l'exemple le plus parlant, à savoir les travaux de Guillaume Gracia (2009), lequel précise son appartenance à l'anarchisme dès les premières lignes de sa thèse au sujet de l'autogestion argentine et en assume les conséquences sur son travail scientifique dans une logique de déconstruction de soi censée favoriser la neutralité axiologique, nous pouvons raisonnablement supposer que l'appartenance des différents chercheurs aux différents courants associés à l'autogestion impacte, d'une manière ou d'une autre, la conception de leur recherche.

3. Une problématisation par étapes.

L'objet de cette thèse n'est pas de répondre à des questions telles que « les ERT argentines sont-elles une alternative au capitalisme ? ». Cependant, nous espérons que le développement des analyses qui découlent de la question de recherche et de la problématique que nous verrons par la suite puisse en corollaire contribuer à caractériser politiquement un phénomène si sensible.

Reprenons dans le but de problématiser notre recherche, les principaux éléments qui doivent interpellier le chercheur. En premier lieu, prenons en compte la très récente création d'une direction nationale dédiée aux ERT placée sous la direction de l'un des dirigeants du mouvement, dotée d'un budget propre, et investie de la mission de dresser un registre officiel d'ERT sur le territoire. Nous comprenons immédiatement que cette direction s'affranchit des statistiques de Ruggeri et peut alors imposer sa propre définition de l'objet. Une fois logée dans une institution publique, dont l'action produit des effets réels dans le milieu des ERT, la catégorie devient hautement performative, rendant évident l'intérêt lié à son contrôle. Or cette accession à l'Etat est généralement présentée sous l'angle d'un processus linéaire d'institutionnalisation alimentée par « la lutte des travailleurs », perçue comme relativement homogène. Mais si cela devait suffire à expliquer la réalité que nous observons en Argentine, alors nous devrions également observer des processus d'institutionnalisation similaires dans les pays où existent des ERT.

D'autre part, nous observons également des luttes dans ce que nous avons appelé l'espace de la représentation politique des ERT. Comme nous le verrons plus tard, cet espace de la représentation politique revêt un caractère relativement autonome pour des raisons historiques, et cette caractéristique est également unique au monde en ce qui concerne des phénomènes de récupération d'entreprises par leurs travailleurs apparemment similaires.

De ces éléments découlent plusieurs questions de recherche qui, si elles n'ont pas été formulées ainsi dès le départ, ont toutefois grandement guidé mon travail de terrain.

Par exemple, je me suis très tôt questionné sur ce qui fait que certains ouvriers reprennent leur usine en autogestion suite à une faillite, tandis que d'autres non. Etant données les conclusions largement partagées de Ruggeri et de Quijoux selon lesquelles il n'existe pas de politisation particulière préalable à la lutte pour la reprise de l'usine chez les travailleurs qui la reprennent et par conséquent pas d'adhésion de ceux-ci à un courant politique historique qui comprend ce type d'actions collectives comme moyen d'action, la réponse à cette question apparaissait d'autant plus opaque une fois écartée l'hypothèse du simple hasard. Par ailleurs, j'avais l'intuition selon laquelle la réponse à cette question entretient un lien avec celle de la spécificité argentine du mouvement d'ERT.

Cela nous amène à la question suivante : pourquoi le mouvement d'entreprises récupérées par ses travailleurs est-il si puissant en Argentine, comparativement à d'autres pays de la région ou d'Europe ? Par exemple, la Grèce, qui pourtant traverse une crise économique aux conséquences sociales similaires à la crise de 2001 en Argentine où le nombre d'ERT augmente drastiquement, ne produit qu'un seul cas d'ERT, *Vio-Me* à Thessalonique. Que se passe-t-il en Argentine pour que cela soit différent ?

En outre, je me suis interrogé sur un élément qui saute aux yeux dès mes premiers entretiens : l'omniprésence de signes d'appartenance « au péronisme ». Existe-t-il un lien entre ce trait caractéristique et la spécificité argentine du mouvement d'ERT, sachant que « le péronisme » est lui-même une spécificité argentine ? Nous pouvons immédiatement éliminer l'hypothèse selon laquelle le péronisme, dans sa doctrine officielle, contienne des références à l'autogestion ou encore à l'occupation d'usines. Cette omniprésence de signes « péronistes » interpelle d'autant plus. Nous devons nous demander nécessairement quels sont les liens entre le phénomène que nous observons et l'appartenance au péronisme des agents qui l'incarnent.

Puis, de manière plus générale, nous pouvons formuler une question de recherche qui englobe les précédentes, en y ajoutant une dimension historique : « Comment des groupes de travailleurs

au bord de l'exclusion suite à la fermeture de leur usine, qui occupent leur lieu de travail par pure nécessité matérielle au début des années 1990 parviennent-ils à décupler leur nombre, à constituer leurs propres OPR en dehors de tout cadre partisan et syndical et à se frayer un chemin jusqu'à l'Etat ? ».

Une fois identifiés et sommairement mis en relation les éléments qui questionnent le chercheur, nous pouvons enfin formuler la problématique de cette thèse comme suit :

Comment se constitue un espace de la représentation politique des ERT relativement autonome ? Dans quelle mesure l'organisation politique particulière du phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine permet à celui-ci de se développer au point, fait unique au monde, d'intégrer l'appareil d'Etat, alors qu'initialement, il ne se résume qu'à de rares expériences éparses, incarnées par des travailleurs se trouvant dans l'informalité la plus totale suite à la faillite de leur ancienne entreprise ?

Cette problématique mobilise certaines hypothèses pour l'heure implicites et en appelle d'autres. Dès lors, pour y répondre, nous devons nécessairement nous baser sur le corpus hypothétique suivant.

H1 : L'espace de la représentation politique des ERT présente des caractéristiques propres qui permettent de le distinguer du champ syndical et politique.

H2 : Cet espace dispose d'une autonomie relative, variable selon les périodes, vis-à-vis des champs politique et syndical argentins.

H3 : Les OPR entretiennent des relations concurrentielles entre elles.

H4 : L'autonomie relative de l'espace de la représentation politique des ERT, couplé au fait que les OPR entretiennent des relations concurrentielles entre elles participe au développement numérique du phénomène.

H5 : Il y a des enjeux de lutte au sein de cet espace, spécifiques à celui-ci.

H6 : Les agents ont des intérêts particuliers dans cet espace.

H7 : Les OPR sont des organisations issues du mouvement ouvrier.

H8 : La spécificité argentine du phénomène de récupération d'entreprises découle de l'histoire particulière de son mouvement ouvrier.

H9 : « Le péronisme », vu comme un facteur d'identification, dévoile en réalité un sentiment d'appartenance de classe.

H10 : L'accession à l'Etat est surtout due à la victoire d'une fraction et à un jeu d'alliances stratégique de cette même fraction avec une puissante organisation syndicale de l'économie populaire en période préélectorale.

Précisons que le fait de mettre à jour un enjeu pour la définition, au même titre que les autres enjeux, ne fait que participer à démontrer que les conditions pour que cet espace concurrentiel existe sont réunies. Pour qu'il existe bel et bien, il faut également que ces enjeux fassent l'objet de luttes, chose que nous démontrerons au cours de cette thèse. Cette précision est importante dans la mesure où elle désactive une compréhension tautologique du corpus hypothétique qui aurait consisté à interpréter que nous posons ici que le champ existe car il y a un enjeu à la fois que l'enjeu existe car il y a un champ.

4. Un plan en trois grandes parties.

Le présent travail est organisé en trois grandes parties, subdivisées pour chacune d'entre elles en trois grands chapitres, hors chapitre méthodologique.

L'organisation des parties et des chapitres qui les composent suit une logique à la fois chronologique et analytique. En ce sens, chaque chapitre poursuit un double objectif, qui est à la fois de rendre compte de l'évolution de la constitution de l'organisation politique du phénomène d'ERT lors de la période dont il traite, et d'analyser les éléments structurants du phénomène en question.

De manière générale, nous nous pencherons sur les rapports de force et de domination qui structurent l'espace de la représentation politique des ERT, sur leur naissance et leur évolution, sur les intérêts particuliers des agents au sein de cet espace ainsi que sur les intérêts collectifs qui expliquent les actions des dits agents. Nous analyserons également les catégories qu'emploient les agents, structurées par différents rapports de forces sur différentes périodes mais aussi structurantes, qui permettent en partie d'expliquer certaines adhésions et alliances qui elles-mêmes permettront d'expliquer comment « les ERT prennent d'assaut l'appareil d'Etat ».

La première grande partie vise à rendre compte des conditions initiales qui permettent l'émergence d'un tel phénomène autogestionnaire politiquement organisé. Pour cela, nous

mettons en perspective l'évolution contextuelle récente sans tomber dans le piège qui consiste à croire que les ERT surgissent à la chaleur de la crise de 2001, placée sous le signe d'un effondrement du système bancaire, d'un appauvrissement général et rapide de la population et d'un recul de l'activité économique sans précédents. Sans nier le fait que ce contexte de crise brutale constitue un coup de fouet qui accélère le développement en termes numériques et politiques des ERT, et qu'il constitue un terreau fertile à l'acceptation pour la plupart des citoyens argentins de la mise en commun des moyens de production dans certaines usines suite à des luttes ouvrières, une analyse sérieuse ne peut s'arrêter à ce constat et encore moins y trouver les sources d'un tel mouvement.

Ainsi, dans le premier chapitre nous chercherons en premier lieu à élucider le mystère que constitue l'adhésion au péronisme des agents qui incarnent la représentation politique des ERT dans la mesure où cela semble être antinomique avec leur action. En effet, nous écarterons l'idée selon laquelle ces agents auraient pu agir par motivation idéologique puisée dans le corpus doctrinaire associé au péronisme, ou *aux* péronismes. Pour ce faire, nous nous baserons sur l'analyse de longs extraits d'entretiens réalisés auprès de la première vague de dirigeants du mouvement d'ERT, ainsi que sur une caractérisation du péronisme comme manifestation particulière du mouvement ouvrier dans la lignée des travaux de Murmis et Portantiero. L'analyse des extraits d'entretien réalisés dévoile aussi les différentes tendances du péronisme auxquelles adhèrent les principaux entretenus. Cet élément est essentiel pour la suite car ces mêmes tendances -qui sont en réalité des tendances historiques du mouvement ouvrier argentin représentées dans le péronisme- se retrouvent institutionnalisées en partie dans les différentes OPR propres aux ERT qui voient le jour. Puis, nous avancerons l'idée selon laquelle l'adhésion au péronisme de la part de l'écrasante majorité des agents qui composent le mouvement des ERT doit se lire avant tout comme la manifestation politique d'un sentiment d'appartenance de classe, ce qui tord le cou -tout du moins pour le moment- à l'idée selon laquelle l'autogestion tend nécessairement vers un « embourgeoisement » des travailleurs qui la pratiquent.

Mais, l'analyse des discours nous permet également de rendre compte des variations des catégories employées par ces mêmes agents pour lire le monde social, et ainsi commencer à rendre compte de la lutte pour la définition de certaines d'entre elles, telle que celle d'ERT. Suivant cette démarche, nous employons le tableau à deux axes (gauche-droite et haut-bas) que construit Ostiguy pour situer politiquement le péronisme, afin de situer, à l'aide d'un ajout, l'espace de la représentation politique des ERT.

Dans le chapitre II, nous nous attelons d'une part à la tâche de déconstruire l'idée selon laquelle les ERT apparaissent suite à la crise de 2001. Nous nous intéresserons tout particulièrement à la décennie 1990, à son contexte sociopolitique hérité du tournant néolibéral des années 1970, à la perte de vitesse de la CGT unifiée et de manière plus distante à la crise de la direction du mouvement ouvrier que connaît le pays à ce moment-là. Cela sera employé par la suite pour comprendre comment se crée l'espace de la représentation politique des ERT. Enfin, ce chapitre contient un positionnement fort quant à l'identification de la première ERT, à la fois que nous relèverons l'enjeu qui existe à affirmer qu'il s'agit de l'une plutôt que d'une autre. De cela découle une nécessaire discussion sur la définition de l'objet en dispute. Annoncée en introduction, la « critique » de la définition de Ruggeri a lieu en fin de chapitre, où nous verrons comment chacun des critères peut faire débat. En l'absence d'une définition inflexible, consensuelle, totale, il devient évident qu'elle peut devenir un enjeu de luttes.

Le troisième chapitre traite notamment des liens existants entre la crise de 2001 et le phénomène des ERT. Nous verrons comment la crise accélère le développement du phénomène en termes numériques mais aussi politiques, et comment ce contexte permet à certains discours particulièrement fédérateurs de faire accepter socialement le fait que des travailleurs agissent à l'encontre la propriété privée des moyens de production sous sa forme classique. Nous réfuterons également l'idée selon laquelle les ERT font partie d'un mouvement « de contestation populaire » plus large, duquel feraient également partie les assemblées de quartier, les clubs de troc, les monnaies alternatives qui y circulent ainsi que le mouvement *piquetero*. Nous nous baserons sur les statistiques de Ruggeri pour montrer que contrairement à ces phénomènes sus cités, les ERT ne se résorbent pas une fois que l'Argentine connaît une phase de rétablissement économique marquée par une forte croissance soutenue, mais au contraire, continuent de progresser.

La deuxième grande partie de cette thèse porte sur la constitution de l'espace de la représentation politique des ERT ainsi que sur son autonomisation relative. La période d'analyse s'étend de la fin des années 1990, période où apparaissent les premiers signes d'organisation propre au phénomène des ERT, à l'année 2003, au cours de laquelle se produit le premier phénomène de scission-constitution qui donne lieu à la formalisation de deux OPR distinctes et institutionnalisées : le Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*) et le Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (*MNFRT*).

Dans le chapitre IV, nous chercherons à établir les origines de ce que nous appelons la première « proto-OPR » en nous basant sur les analyses de Pierre Bourdieu sur les mécanismes de

constitution d'un groupe, processus qui passe nécessairement par la délégation de la parole collective au mandataire, tout en nous penchant tout particulièrement sur ce qui précède à ce moment. En outre, nous chercherons à dégager les différentes tendances politico-stratégiques, en définissant ce que nous entendons par « politique », dans le but d'enrichir l'analyse des chapitres suivants, dans la mesure où ces tendances se retrouvent plus tard institutionnalisées dans des organisations distinctes.

Le chapitre V est la suite logique du IV dans la mesure où nous analysons le mouvement vers la formalisation de la première OPR, processus qui participe à l'institutionnalisation de l'espace de la représentation politique des ERT, à la consolidation des enjeux de lutte, dont l'analyse nous permettra plus tard de comprendre comment se produit ce qui revêt les apparences d'une « pénétration de l'appareil d'Etat » de la part des ERT, ou plus précisément du mouvement qui les organise politiquement. Le chapitre commence par une inévitable clarification de ce que nous entendons par « politique », dans la mesure où cet exercice est nécessaire à la qualification d'une organisation comme telle. Cela mène à analyser de manière exhaustive les différentes organisations qui auraient pu, sur certains aspects, devenir des OPR propres aux ERT en Argentine avant que ne se constituent ce que nous appelons « les premières OPR », mais qui, pour différentes raisons, ne tombent pas sous le domaine de la définition que nous avançons et que nous discutons. Nous suivons une logique similaire à l'identification de la « première ERT » dans la mesure où, si nous sommes en mesure de définir l'objet, nous sommes nécessairement en mesure de situer son apparition dans le temps. Inversement, discuter de la genèse de l'objet nous permet de mieux le définir.

Le chapitre VI porte sur une période très courte, mais les analyses que nous y menons ne sont pas moins essentielles au déroulé de notre fil conducteur. En effet, nous nous penchons de manière détaillée sur le processus de scission-constitution qui pousse à la formalisation de deux OPR distinctes : le *MNER* d'un côté et le *MNFRT* de l'autre. En nous basant sur l'analyse de longs extraits d'entretien, nous verrons comment la constitution du *MNER* -analysée lors du chapitre précédent- et la prédominance de la ligne politique de Murua provoquent un mouvement de contre-positionnement de la part de la ligne de Caro, qui aboutit au processus de scission-constitution qui donne lieu à la naissance du *MNFRT*. En outre, nous verrons que le refus de ce dernier de considérer le *MNER* comme une OPR à part entière avant la création du *MNFRT* tout en présentant ce dernier comme la première OPR, nous fournit une preuve supplémentaire de l'enjeu sous-jacent à la définition de ce qu'est une OPR. Nous analysons également au cours de ce chapitre quels sont les points de rupture programmatiques et

stratégiques entre les deux lignes, incarnées par ces deux OPR distinctes, afin de connecter cela aux tendances que nous analysons lors des précédents chapitres. Cela nous permet également de comprendre quels sont les leviers d'action dont dispose un agent particulier ou les dirigeants d'une OPR dans l'espace de la représentation politique des ERT, que ce soit au sein de ce milieu précis, ou en interaction avec des éléments des champs politique et syndical.

La troisième et dernière partie de cette thèse recouvre une temporalité définie par les changements de contexte politique, social et économique que représentent à la fois la victoire du *kirchnérisme* en 2003, celle de Macri en 2015 puis celle du péroniste de centre-gauche Alberto Fernandez en 2019 qui s'accompagne de la création d'une direction nationale dédiée aux ERT pleinement intégrée à l'organigramme de l'Etat argentin. Chacun des changements de gouvernement s'accompagne de modifications substantielles de rapports de forces au sein du champ syndical et politique, qui ne manquent pas de se répercuter au sein de l'espace de la représentation politique des ERT. En outre, il se produit en parallèle un phénomène sans précédents en Argentine, et inconnu dans la plupart des pays du monde, excepté peut-être en Inde : l'organisation en syndicats des travailleurs « de l'économie populaire », dont le domaine de définition est également en dispute. Cela se traduit par la création de la Confédération des travailleurs de l'économie populaire (*CTEP*), qui devient plus tard l'Union des travailleurs de l'économie populaire (*UTEPA*) sur laquelle nous reviendrons abondamment en raison des liens qui existent avec le *MNER* et de la modification des rapports de force que cela implique au sein même de l'espace de la représentation politique des ERT.

Ainsi, nous commençons le chapitre VII avec l'analyse de ce qu'implique la victoire électorale de Nestor Kirchner en 2003, qui s'inscrit de ce qui est connu comme « le cycle des progressismes » en Amérique latine, conjoint au *boom* des matières premières lors des années 2000. Si un gouvernement relativement plus enclin à céder à certaines revendications issues du mouvement ouvrier occupe la *Casa Rosada*, cela s'accompagne aussi d'un sujet de division supplémentaire au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, qui fait écho à un débat historique au sein du mouvement syndical : celui de la position à adopter face à l'Etat et au gouvernement qui le dirige. Tandis que le groupe de Murua, plus par contrainte que par choix stratégique, fait tendre le *MNER* vers une confrontation totale avec le gouvernement, se réunissent à nouveau les conditions d'une scission. La Fédération argentine de coopératives de travailleurs autogérés voit le jour, avec la bénédiction du gouvernement *kirchnériste*. D'une part, se produit un drainage de militants en provenance du *MNER*, et d'autre part, en raison de leur parcours politique, les dirigeants de la *Facta* entretiennent des liens très étroits avec un

secteur du *kirchnérisme*, dont de nombreux députés. Ce lien privilégié avec des agents relativement dominants du champ argentin assure en retour une position de domination aux dirigeants de la *Facta* au sein de l'espace de la représentation politique des ERT.

La délimitation temporelle du chapitre VIII correspond au mandat de Mauricio Macri (2015-2019), en raison de ce que sa gestion implique pour les ERT. Lors de ce long chapitre, nous analyserons les politiques de dérégulation financières mises en place qui ne sont pas sans rappeler celles du Consensus de Washington, et leurs conséquences sur le tissu industriel argentin, sur le mouvement ouvrier, et par conséquent sur le phénomène d'ERT dans son ensemble, que ce soit au niveau de sa représentation politique ou à celui des bases matérielles qui la sous-tendent. D'autre part, la défaite du *kirchnérisme* entraîne une importante perte de positions relatives de la part de la *Facta*, tandis que l'isolement relatif du *MNER* le pousse à mettre en place des stratégies de légitimation pour le moins innovantes. Parmi celles-ci, nous analysons en profondeur la mise en place de la monnaie *Par*, totalement dématérialisée et basée sur la blockchain *Bitshare*, qui contient dans sa conception l'impossibilité de falsifier une transaction dans la mesure où le registre est partagé et public. Nous expliquerons pourquoi cela constitue un avantage certain en comparaison aux *créditos* des années 1990-2000. Nous verrons également comment le *MNER*, à rebours du *MNFRT*, instaure dans « ses » ERT, notamment à l'*IMPA*, son siège, des stratégies de légitimation diverses qui, sous couvert de « s'ouvrir à la communauté » cherchent notamment à résister aux tentatives de délogement de la part des forces de l'ordre. Cela installe également l'idée selon laquelle le *MNER* est la bonne OPR à laquelle adhérer en cas de conflit, dans la mesure où ses dirigeants sont largement expérimentés dans la conduite de ces derniers. L'ensemble de ces éléments explique en partie le regain de positions relatives du *MNER* vis-à-vis des autres OPR, alors qu'elle était en perte de vitesse depuis la création de la *Facta*. Pour finir ce chapitre, nous analysons en détails l'occupation du ministère de l'énergie à Buenos Aires de la part de nombreux militants de différentes OPR en 2018. L'observation que j'y mène au péril de ma propre sécurité -les forces de l'ordre menacent de nous déloger violemment- me permet d'analyser les comportements et les positions de chaque groupe de militants d'OPR -y compris ceux de leurs dirigeants -dont la plupart se trouvent présents ce jour-là- et de statuer sur la position de domination du *MNER*, qui mène en réalité l'occupation.

Le neuvième et dernier long chapitre s'appuie sur le nouveau changement de contexte politique que représente la fin des années Macri et l'accession au pouvoir d'Alberto Fernandez. Nous y déjouons plusieurs paradoxes apparents. Premièrement, nous pourrions nous attendre à un

regain de puissance de la part de la *Facta*. Cependant ce n'est pas ce qui se produit. Lorsque l'administration Fernandez crée la direction nationale des entreprises récupérées par ses travailleurs, aucun dirigeant de la *Facta* ne se voit attribuer de poste, son siège, le mythique hôtel autogéré *BAUEN* ferme ses portes à défaut de bénéficier d'aides publiques dans un contexte de restrictions liées à la pandémie, et l'OPR perd ses réseaux de soutien au sein de la majorité parlementaire. Contre toute attente, c'est le *MNER* qui obtient le contrôle de la direction en question. Cette OPR sort de son isolement relatif en se basant non pas sur des alliances avec des secteurs dominant le champ politique, mais avec ce qui se trouve derrière les frontières récemment élargies du champ syndical, à savoir la tendance à la syndicalisation des travailleurs de l'économie populaire incarnée par la *CTEP* puis *l'UTEP*. Cela place la lutte pour la définition de la catégorie « ERT » au cœur même de l'Etat, lieu depuis lequel elle devient hautement performative. Nous verrons que cela s'explique notamment par la victoire de la stratégie d'alliance entre le *MNER* et la *CTEP*, qui, en raison du poids qu'elle représente, est en mesure de réclamer des postes clés dans un contexte préélectoral où toutes les voix comptent. Cela indique que plus qu'une supposée « prise de pouvoir par le bas », la réalité que nous observons est en grande partie due à des coups joués dans un espace politique à la croisée de deux champs particuliers, coups qui par la même occasion mettent en évidence l'existence de cet espace. Nous verrons également si le *MNER* obtient cette direction, il ne s'agit pas cependant d'une victoire sans concessions de cette OPR. En effet, une autre espace, sous la direction d'Andrés Ruggeri et d'autres anciens membres du *MNER* se crée au sein du Ministère de développement productif. Ce dernier est également doté d'un financement, plus important que celui de la direction de Murua, et de la tâche de compter et classer les ERT afin d'allouer des ressources publiques. Dès lors, la lutte pour la définition des ERT perdue par administrations interposées, sur fond de lutte pour l'acquisition de différentes places au sein même de l'organigramme étatique.

Frise chronologique

1991 : Siscion de la CGT, constitution de la CTA.

1992 : Récupération de *Campichuelo* et *Quilmes Adabor*.

1996 : Conflits de *Lassi* et *Safratti* conduits par le groupe de Murua.

1998 : Récupération *d'IMPA*.

2001 : Effondrement bancaire en décembre.

2002 : Crise économique, cinq présidents se succèdent.

2003 : Formalisation du *MNER*, puis du *MNFRT*. Election de Nestor Kirchner en mai.

2005 : Rupture consommée entre le *MNER* et le gouvernement.

2006 : Constitution de la *Facta*.

2007 : Election de Cristina Fernandez de Kirchner.

2008 : Crise des *subprimes*.

2010 : Décès de Nestor Kirchner.

2011 : Réélection de Cristina de Kirchner. Création de la *CTEP*.

2015 : Premier terrain.

2016 : Election de Mauricio Macri.

2017 : Second terrain.

2018 : Troisième terrain.

2019 : Election d'Alberto Fernandez et pandémie de Covid-19. Constitution de l'*UTEPA*.
Création d'entités sous-ministérielles spécifiques aux ERT. Attribution des places de direction aux dirigeants du *MNER*.

2020 : L'hôtel autogéré *BAUEN* ferme ses portes.

2021 : Mise en place du programme *Redeco*.

2022 : Financement massif du programme *Redeco*.

CHAPITRE MÉTHODOLOGIQUE.

Avant de problématiser ce chapitre, résumons les principaux éléments qui ont constitué mon terrain de recherche.

Je me suis rendu à trois reprises sur mon terrain en Argentine. Le premier terrain, que je considère exploratoire, est celui qui constitue la base empirique de mon mémoire de Master 2, à l'IEDES, Paris 1. Si sa durée d'un mois et demi, couplée à mon inexpérience en tant que chercheur débutant ne permettent pas d'en tirer de grandes conclusions, ce terrain m'a permis toutefois de me familiariser avec le milieu des ERT argentines, de recueillir des contacts et de me confronter à la pratique de l'entretien. J'en réalise quinze, enregistrés, ce à quoi s'ajoutent

de très enrichissantes conversations que je fais passer pour informelles avec mes entretenus. Les entretiens sont semi directifs et s'inscrivent dans une démarche qualitative. Je renonce d'emblée, en raison de mes ressources très limitées, à mener une enquête quantitative. Loin de renoncer aux statistiques, celles que j'y mobilise ne proviennent que de sources secondaires. J'effectue également des séances d'observation non participante non masquée au sein des usines autogérées que je visite, avec l'accord de mes interlocuteurs.

Une fois inscrit en thèse, j'attends l'année 2017 pour réaliser mon terrain le plus long, d'une durée supérieure à six mois. Si cela peut paraître court pour un premier terrain de thèse, nous devons prendre en compte que le temps d'adaptation au cours duquel se négocie l'entrée au terrain qui en allonge habituellement la durée, a déjà eu lieu lors de mon terrain exploratoire en 2015. Ainsi, dès mon arrivée je peux renouer avec mes interlocuteurs et avoir le temps d'élargir mon panel pour le faire correspondre à la population d'étude que je vise. Celle-ci correspond à l'ensemble des représentants d'ERT qui sont, ou ont été à un moment de leur parcours élus ou désignés en tant que dirigeants non pas d'une ERT, mais soit d'une OPR après 2003, soit de manière plus informelle avant cette année-là. Si l'exhaustivité ne demeure qu'un idéal à atteindre, je pense avoir pu m'entretenir avec la grande majorité des agents qui répondent à ces caractéristiques. Cela correspond à environ quarante individus, auprès desquels je réalise plus de soixante-dix entretiens. Les entretiens sont semi directifs, leur grille est différente de celle employée lors de mon terrain exploratoire dans la mesure où elle découle cette fois-ci de questions de recherche bien plus précises. Je réalise également de longues séances d'observation non participante non masquée, non pas en salles des machines comme je l'ai fait lors du terrain précédent mais lors de réunions entre membres d'OPR ou lors de mobilisations avec occupation de lieux publics. J'ai eu aussi l'opportunité de réaliser des entretiens auprès d'individus qui ne font pas partie de ma population d'étude *stricto sensu*. J'ai en effet l'occasion de m'entretenir avec Carlos Tomada, ministre du travail entre 2003 et 2015, ainsi qu'avec Oscar Gonzales, ancien vice chef de cabinet durant le second mandat de Cristina Fernandez de Kirchner, ou encore avec Mercedes Marco del Pont, ancienne directrice de la Banque Centrale, également sous le mandat de Cristina Fernandez de Kirchner. Avec ces entretiens, j'ai pour objectif d'élargir ma vision du phénomène de récupération d'entreprises en y intégrant le point de vue de certains agents qui intègrent les plus hautes places de l'appareil d'Etat et qui ont eu à interagir avec les ERT. Autrement dit, je cherche à interroger la base sociale de ce qui constitue l'officiel, les agents producteurs de catégories étatiques que les conceptions fonctionnalistes de l'Etat tendent reléguer à l'arrière-plan. Je continue à prendre en compte les

conversations informelles non enregistrées, dans la mesure où elles s'avèrent souvent riches en informations essentielles, que mes interlocuteurs me partagent plus facilement en l'absence de dictaphone, ou une fois celui-ci éteint.

Pour finir, j'effectue un « retour sur le terrain » de deux mois en 2018. Il s'avère très riche dans la mesure où il permet de répondre aux questions nées durant la période de traitement de données après mon retour en France en 2017. J'y réalise environ vingt entretiens supplémentaires, accompagnés de séances d'observation participante non masquée. Une nouvelle fois, je complète ces modes de collection de données avec des conversations informelles, dont je m'empresse de noter le contenu une fois qu'elles prennent fin.

Abordons à présent les relations entre la méthode, le positionnement épistémologique et politique du chercheur, sa nationalité, ainsi que les questions d'ordre politico-institutionnel et les logiques de champ qui entretiennent des rapports avec les éléments sus-cités.

Les chapitres méthodologiques des thèses en sciences sociales, et plus particulièrement en sociologie sont sujets à des enjeux particuliers. Ils sont –comme pour tout travail scientifique - à la fois condition de validité des résultats et gage de rigueur scientifique, mais présentent la particularité que cette dernière ne va pas de soi au sein de la communauté scientifique.

Ces enjeux se déclinent sur deux aspects. Le premier, essentiel, est celui du détail de la méthode employée pour obtenir les matériaux d'enquête et leur analyse afin d'en avancer la rigueur et justifier de la sorte la validité des résultats. Cet aspect est commun à tous les travaux scientifiques. Le second découle du premier, car selon le courant épistémologique dans lequel s'inscrit la méthode employée, la validité des résultats apparaît comme plus ou moins légitimée par les pairs dans leur ensemble

Finalement, dans le cadre de nos considérations méthodologiques, nous ne saurions faire l'économie d'un nécessaire déconstruction de soi, dont la place qu'elle occupe en début de chapitre se justifie par les implications qu'elle suppose pour la suite.

[La déconstruction de soi : un pas vers la neutralité axiologique](#)

Si l'usage du « je » en sciences sociales fait polémique, celle-ci a le mérite de faire exister le débat et par conséquent, le rapport de forces. Dès lors qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur cette question, je décide d'en faire usage dans les passages où son absence se révélerait contre-productive, et je m'inscris par la même occasion dans la lutte pour la légitimation de son usage.

Le passage de la déconstruction de soi semble constituer une sorte de rite institué dans la pratique de l'écriture d'une thèse en sociologie. Pourtant sa nécessité est vitale. Ce passage permet de situer le point de vue de la locution, de classer le classificateur et d'éviter un écueil trop souvent commis par ceux qui s'octroient un voile d'objectivité : avancer masqué, produire un discours nécessairement situé sous couvert de neutralité.

J'espère, à travers ce qui suit, apporter au lecteur les éléments qui lui permettront de situer mon point de vue dans l'espoir qu'il opère les ajustements nécessaires lors de la lecture de mon travail pour déceler l'éventuelle influence sur les résultats de ma recherche des éléments que je choisis de dévoiler.

Petit fils et petit neveu de résistants lorrains, fils d'une professeure de français et d'un père acteur de théâtre, argentin, péroniste ayant participé à la lutte armée contre certaines des dictatures de son pays avant de s'exiler en Espagne, j'ai hérité à travers ma socialisation d'une « culture politique de gauche » qui avait certainement façonné ma vision du monde à la sortie de mon adolescence sans que je ne m'en aperçoive, et a orienté mes questionnements issus de la recherche d'une théorie cohérente capable d'expliquer la réalité que je percevais. Mon processus de politisation est loin d'être linéaire et cumulatif. Bien au contraire. Enfant, je vivais à Buenos Aires avec mes parents. Ma mère était professeure expatriée au Lycée Français Jean Mermoz, établissement où j'étais inscrit. Son public appartient dans sa quasi-totalité aux catégories les plus aisées de la population de la capitale. Les discours que je reproduisais sans déconstruire à l'école entraient alors souvent en contradiction avec ceux que reproduisaient mes camarades. Le cadre était idéal à nos débats politiques d'enfants car, contrairement à mon passage dans un collège populaire en France à mon retour de Buenos Aires, le fait de parler de politique, y compris entre enfants, était bien perçu. Si lors de nos débats nous étions chacun convaincus de défendre une vérité universelle, nous ne faisons que reproduire les opinions plus ou moins transmises par de nos parents, dont la fracture se résumait le plus souvent à celle qui oppose « les péronistes » aux « anti-péronistes ». Les guillemets s'imposent sur ces termes car pour l'heure ils ne peuvent être en aucun cas pris comme des catégories scientifiques qui pourraient rendre compte d'une définition précise de l'idéologie qu'ils recouvrent ou encore du

périmètre de leur définition. Ils doivent être pris pour l'instant comme la marque d'un sentiment d'appartenance. Etant donné le rôle fondamental qu'a joué et que joue le parti *Justicialista* (le parti péroniste) dans la structuration du mouvement ouvrier argentin je tenterai de déconstruire le terme de « péronisme » dans les chapitres suivants.

Ces débats s'exacerbèrent en 2001, puis se calmèrent autour d'un doux consensus d'élèves de sixième que nous étions autour de la critique du président radical Fernando de la Rúa, au pouvoir lorsque la plus grande crise économique de l'histoire du pays éclatait sous nos yeux. Nous étions des enfants privilégiés, la crise ne nous atteignait que de loin. Je percevais néanmoins à chaque coin de rue les atrocités liées à la misère, notamment lorsque nous croisions des enfants de mon âge faire la manche au feu rouge ou fouillant dans les poubelles.

Nous avons quitté Buenos Aires en 2002 pour Narbonne, au collège Victor Hugo, le seizième collège le plus dangereux de France si l'on prend comme indicateur le nombre d'incidents violents par an.

Mon passage à Narbonne a marqué un coup d'arrêt à mon processus de politisation. Lire le journal était perçu comme un acte « d'intello », souvent associé à la figure du « bourge ». Parler de politique, y compris pendant les mobilisations étudiantes de 2005 était jugé comme appartenant à un monde intellectuel, très éloigné des pratiques et des visions du monde qui les sous-tendent de la cour de récréation où il valait mieux savoir se battre physiquement que de savoir distinguer une métonymie d'une synecdoque. L'intériorisation de ces normes a provoqué chez moi non seulement une honte de rendre public le fait que j'aimais lire, mais aussi une honte de lire assimilable à de l'autocensure semi inconsciente.

Ce verrou a disparu lorsque je changeai une nouvelle fois radicalement de contexte. Nous avons déménagé en 2005 à Montevideo, la capitale d'un Uruguay où pour la première fois de l'histoire de son histoire, un gouvernement de gauche en prenait la direction. Je me suis retrouvé à fréquenter le lycée français, moins élitiste que l'argentin étant donné que la moitié de mes camarades étaient boursiers.

La misère en Uruguay y est particulièrement « visible », ou plutôt sont visibles ses signes extérieurs. Il est fréquent de voir se côtoyer une Mercedes dernier modèle avec un charriot rempli de bouteilles en plastique tiré par un vieux cheval et conduit par un jeune homme dont l'activité principale est de fouiller dans ces poubelles. Aux feux rouges, il est systématique de voir un enfant jongler avec des citrons et faire la manche, tandis que des jeunes proposent de nettoyer le pare-brise en échange d'une pièce. Je percevais cela comme une contradiction, une

injustice, et il me fallait des explications, un système de pensée cohérent pour comprendre les causes des phénomènes que je percevais. Avais-je une autre option que me tourner vers les sciences sociales, une fois que celles-ci se présentèrent à moi à travers les SES et l'Histoire-Géographie ?

Mon entrée à l'université s'est accompagnée de mes premières expériences militantes. J'ai été témoin lors les années qui ont suivi du déclin et des contradictions internes des gouvernements que l'on classe généralement sous l'étiquette des « progressismes latinoaméricains », que j'avais soutenu avec la plus grande des ferveurs lors de mes débats. Il ne suffisait donc pas de prendre le pouvoir politique pour libérer un pays périphérique des contraintes structurelles qui induisent sa pauvreté. Je ne croyais pas non plus en la lutte armée. Je me demandais, innocemment, comment « les peuples » pouvaient prendre leur avenir en main, sans même me rendre compte des problèmes inhérents liés à la définition de cette catégorie. Je me posais des questions telles que : « sommes-nous condamnés au mieux à subir les lois du marché international, et au pire les coups d'Etat et les dictatures d'extrême droite contre des gouvernements élus pour combattre ces contraintes ? C'est dans ce cadre que je me suis familiarisé avec certains concepts autogestionnaires. Je me prêtais à l'exercice d'imaginer des sociétés idéales composées de coopératives de production, coordonnées démocratiquement qui évolueraient en symbiose avec des coopératives de consommation et de crédit. De cette manière, les moyens de production auraient été en quelque sorte socialisés sans passer par une sanglante révolution, avec un résultat improbable. J'avais trouvé une idée à laquelle je pouvais adhérer sans réserves. Une idée radicale sur le fond -je pensais dépasser ceux qui se disaient marxistes par la gauche- mais pacifique sur la forme, car si les coopératives de production n'avaient pas à rémunérer un capitaliste elles pourraient baisser davantage leurs prix. Il suffisait alors de laisser agir la concurrence pour évincer les entreprises privées classiques. J'ai découvert bien plus tard que tout cela avait déjà été théorisé par Proudhon et Louis Blanc pour ne mentionner qu'eux. Pourtant, je ne me suis jamais identifié à l'anarchisme, tous courants confondus. Je m'informais sur les modèles réussis qui évoluaient autour de moi. J'ai été rapidement séduit par une organisation populaire de la province de Jujuy, au nord de l'Argentine, la *Tupac Amaru*. Financée par l'Etat à l'époque *kirchnériste*, cette organisation regroupait plusieurs coopératives de production, de construction, de santé, d'éducation, sportives et culturelles destinées à réintégrer les habitants des bidonvilles à la société en les associant à cette structure. J'avais la sensation que les plus exclus, à condition d'être organisés, pouvaient s'approprier dans une certaine mesure des armes de l'économie politique et de les

utiliser pour changer leurs conditions de vie en mettant à exécution de vraies mesures de politique économique à échelle réduite, à savoir la répartition de la valeur ajoutée permise par la propriété collective des moyens de production. Si j'étais déjà captivé, un déclic allait me passionner. J'ai découvert dans le cadre du programme d'extension universitaire de ma faculté, auquel j'avais accès à travers la licence en développement économique et social que j'intégrais, que des travailleurs, après avoir subi un licenciement illégal suite à l'abandon pur et simple de leur ancien patron, avaient décidé il y avait quelques années de cela, de continuer à assurer la production de leurs usines en autogestion. J'y ai vu une solution pour le chômage, la pauvreté, la réactivation de l'économie, la répartition des richesses.

Mon avis sur l'autogestion en général et sur les ERT en particulier comme alternative au capitalisme a beaucoup évolué non seulement au cours de mes années d'étude mais aussi au cours de mes années de thèse. Si ma première année est marquée par une certaine forme de naïveté, c'est avec un regard quelque peu désabusé que j'écris la conclusion de ce travail.

Le choix du sujet : militantisme ou stratégie de placement ?

Les raisons qui expliquent le choix de cet objet d'étude sont en partie matérielles. Je n'ai jamais subi d'injonctions de mes parents pour me diriger vers « la vie professionnelle ». Au contraire, ils ont toujours été disposés à m'encourager à continuer mes études. Rien de plus confortable pour viser la recherche, dont le parcours commence certainement avec le choix du mémoire en M1. Une fois inscrit au Master 2 recherche de l'IEDES, le projet de réaliser une thèse a pris forme dans mon esprit. Dès lors, la logique scolaire a progressivement fait la place à une logique académique, où le choix du sujet compte parfois plus que les résultats aux partiels du M2, où le positionnement épistémologique devient déterminant. En outre l'entrée dans le champ scientifique sans disposer de capital spécifique exige du nouvel entrant d'acquiescer avant toute chose la connaissance même des règles qui régissent ce champ. L'une d'entre elles, et non des moindres, semble être celle de choisir un bon sujet, ou plutôt un sujet qui peut nous positionner dans ce nouvel espace. Parfois, quand je repense à ma méconnaissance de ces règles du jeu je m'en veux d'avoir été et paru si innocent. Mais « l'innocence » n'est-elle pas une forme d'absence de capital pertinent ? Comment aurais-je pu en acquiescer avant mon entrée en thèse ? Comment entrevoir ces logiques avant le premier pas, avant cet acte de nomination que constitue le « oui » de ma directrice, marquant ainsi ce passage ?

Dès lors, le choix de ce sujet obéit d'une part à une logique champ, dans la mesure où il constitue à la fois un sujet de niche et un sujet qui interroge une partie non négligeable de la littérature liée au mouvement ouvrier, à l'autogestion, aux mouvements sociaux, à l'économie populaire, à l'ESS mais aussi celle liée aux études sur l'Amérique latine. D'autre part, ce choix est le fruit d'une histoire personnelle que j'ai tentée de restituer avec le moins d'écarts possibles. Pour finir, je reviens mon changement d'avis sur les ERT et l'autogestion en général, au gré du processus l'affinement des catégories employées. Je ne crois plus à la possibilité de voir apparaître ce contre-pouvoir ouvrier par cette voie-là.

Pour finir, je ne peux que voir un avantage à ce déplacement. Si les raisons de me lancer dans une thèse de la sorte, avec tous les sacrifices qu'impliquent l'absence de financement, ont en partie été liées à mon intérêt politique pour l'autogestion, les raisons de la finir relèvent d'un intérêt purement scientifique. Autrement dit, si je trouvais l'objet intéressant politiquement, c'est actuellement sur le plan scientifique que je le trouve passionnant.

L'engagement militant du chercheur nuit-il à la scientificité de sa recherche ?

Il ne s'agit pas, avec cette remarque, de feindre d'ignorer les liens entre le positionnement politique du chercheur, son positionnement épistémologique et le choix de ses sujets. Cela reviendrait à remettre en cause le caractère relatif de l'autonomie du champ scientifique, nécessairement traversé par des enjeux qui en dépassent les limites, si tant est que nous puissions réellement définir ces dernières. La position que je défends ici se trouve attaquée par le courant que défend Bronner. Selon l'auteur du *Danger sociologique*, dont les conclusions sont amplement battues en brèche par Bernard Lahire, une sociologie dévoilant les rapports de domination serait nécessairement « militante ». De plus, si le chercheur qui la produit fait preuve d'un engagement militant, cela serait la preuve que ses conclusions sont nécessairement orientées, et par conséquent réfutables avec pour seule attaque la mise en avant de ce même engagement. Or, si la science est subversive par nature dans la mesure où elle dispose de la capacité à détruire des dogmes sur lesquels reposent un certain ordre, les accusations de « militantisme » fusent dès lors qu'elle traite d'objets bien précis. En effet, peut-on accuser Galileo de "militantisme" lorsqu'il démontre que la théorie de l'héliocentrisme est fautive ? Nous pouvons également prendre l'exemple du climatologue qui sait que le changement climatique existe. Est-ce que ses conclusions sont moins scientifiques s'il décide de sortir de son rôle de

chercheur "pur" pour avertir du danger ? Pourtant cette accusation est employée pour disqualifier sans réfutation toute étude qui remet en question l'un des dogmes sur lequel repose un certain ordre établi. Cependant, le fait d'ignorer, par exemple, les mécanismes qui expliquent la reproduction des inégalités, ne constitue pas un acte militant en faveur de la reproduction de l'ordre établi ? En outre, lorsqu'elle provient de pairs, comme lorsque Bronner accuse les héritiers de Bourdieu de faire de la fausse science, du militantisme, tandis que lui serait le tenant d'une « vraie science », cela prouve en réalité l'existence d'une lutte pour la définition légitime de ce qu'est une science. En effet, dès lors que l'adjectif « vraie » ou « fausse » apparaît associé à la catégorie en dispute c'est le signe d'une lutte, qui prend la forme d'une stratégie de démarcation et de délégitimation d'un groupe d'agents vis-à-vis d'un autre. Cette méthode de disqualification classique illustre *in fine* une logique de champ, qui est la lutte pour la définition de ce qui est une science dans le cas du champ scientifique, et participe alors à prouver non seulement les enjeux sous-jacents à cette lutte mais aussi l'existence même du champ au sein duquel elle se produit.

Finalement, nous pouvons inverser la charge de l'argument. Au lieu de conclure hâtivement qu'un engagement militant du chercheur compromet nécessairement la scientificité de ses recherches, nous pouvons, au contraire, poser que c'est précisément en se basant sur des apports scientifiques concrets que le chercheur peut fonder son engagement militant. Si l'on reprend l'exemple du climatologue, nous voyons bien que sa prise de position militante se base sur la réalité du changement climatique. De manière analogue, lorsque l'on démontre comment fonctionne la reproduction des inégalités, cela constitue une conclusion scientifique sur lesquelles peut se baser le militant qui cherche à les combattre. Dans le cas d'un chercheur, il s'agit alors d'une seule et même personne.

Conditions de production de la thèse : une durée heureuse.

Cette thèse est le produit de plus de six années de recherche non financées, après un terrain en deux temps. Pour subvenir à mes besoins pendant ces années de recherche, j'ai occupé différents emplois salariés, souvent superposés, qui ont évidemment beaucoup entravé mon rythme de lecture et de rédaction.

Toutefois, cet allongement de la durée de thèse dû à l'obligation de travailler pour financer ma recherche, s'est révélé particulièrement opportun, puisqu'il m'a permis d'intégrer à ma thèse l'analyse de la toute récente accession des ERT à l'appareil d'Etat, qui m'a amené à modifier ma problématique ainsi que le plan.

L'usine *IMPA*, un premier contact difficile : absence d'un gage de confiance.

Si les enquêtes en milieu ouvrier comportent des difficultés évidentes dès lors qu'il s'agit pour le chercheur de pénétrer sur le lieu de travail, au point de devoir devenir parfois un établi (Linhart, 1967), ce verrou est bien plus fragile lorsque les usines -ou les entreprises- fonctionnent en autogestion.

La « barrière initiale » peut sembler levée aux premiers abords. Le chercheur, et à plus forte raison s'il se présente comme un étudiant est généralement bien accueilli par des travailleurs qui ont souvent pris l'habitude d'être exposés médiatiquement. Si ce premier pas est généralement aisé à réaliser, la barrière, qui une fois levée permet d'accéder aux rouages internes de la coopérative, aux histoires de vie de ses membres, au dévoilement des rapports de forces et aux logiques d'engagement n'existe pas moins pour autant. De plus, la distance entre l'accueil généralement cordial et cette barrière varie fortement selon les références desquelles je m'étais muni au moment de décrocher les premiers entretiens.

Nous pouvons prendre comme exemple le récit de mon premier contact avec l'usine métallurgique *IMPA*, dont l'histoire et le rôle qu'ont joué, et que jouent ses dirigeants dans l'organisation de l'autogestion ouvrière argentine seront détaillés dans les chapitres suivants. L'usine se trouve dans le quartier –auparavant industrialisé- d'Almagro, à Buenos Aires, à quelques stations de métro du centre économique de la ville.

L'époque dorée du quartier est révolue depuis longtemps. Les usines et les commerces qui animaient ses rues et ses avenues il y a quelques décennies ont progressivement fermé au fil des ans, avant que ce processus ne s'accélère peu avant le changement de millénaire et devienne brutal en 2002. Actuellement ne survivent que quelques commerces, notamment dans le secteur de la restauration, situés sur ses artères principales de la zone. Les usines désaffectées et les logements abandonnés, se multiplient lorsque l'on s'éloigne des avenues qui traversent le quartier, à peine touché par un processus naissant de gentrification.

Profitant de la présence d'un ami d'enfance, je me rends avec lui à l'usine récupérée *IMPA*, en mars 2015. Je suis surpris de l'absence de bruit de machines. Pourtant l'usine est ouverte, plusieurs personnes s'y trouvent, je déduis qu'il ne s'agit pas des ouvriers de l'usine. Il s'agit de membres du centre culturel *IMPA* -dont l'utilité sociale et politique sera expliquée par dans les chapitres postérieurs- qui anime le quartier une fois la journée de travail terminée. À défaut d'avoir été introduit par quelqu'un de connu au sein du groupe, je suis contraint de gravir les échelons pour obtenir mon premier entretien. En effet, je m'adresse tout d'abord aux responsables du centre culturel qui nous reçoivent en nous incluant dans leur ronde de *maté* et partagent avec nous les *bizcochos*⁵² qui ne sauraient manquer à dix-sept heures pour accompagner la boisson chaude. Je me présente comme un étudiant en sociologie venu de France et fais part de mon intention de m'entretenir avec des membres de la coopérative de production. La France est l'un des rares pays européens qui jouit d'une image positive largement partagée par nombre d'Argentins. Cela est certainement dû au fait qu'il ne s'agit pas d'une ancienne colonie française et que la grande quantité de descendants d'immigrants européens tendent à faciliter l'acceptation du rayonnement culturel venant du Vieux Continent. Cette image positive constitue un élément qui contribue à m'ouvrir beaucoup de portes tout au long de mes terrains.

J'obtiens rapidement le numéro du bureau où se trouvent les dirigeants d'*IMPA*, à savoir son président, son trésorier et le président du Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*). J'appelle dès le lendemain, mais suite à plusieurs tentatives infructueuses –personne ne décroche le téléphone- je me rends à nouveau à l'usine, le matin cette fois-ci. Le bruit assourdissant des vieilles machines, auquel je m'habitue par la suite et qui finit par me manquer lorsque je rentre en France, me prend au dépourvu. Mon action s'inscrit d'un côté dans le rôle du « sociologue qui dérange » -ce qui met en évidence le manque de légitimité de la sociologie comme discipline scientifique, souvent associée à quelque chose d'inutile- et d'un autre côté, je le découvre plus tard, fait peser sur moi des soupçons d'une autre nature. Je m'arme de courage et me rends dans la loge de la secrétaire de l'usine, dont le poste est occupé invariablement par des femmes dans toutes les ERT que j'ai eu l'occasion de visiter. Ce que j'interprète à ce moment-là comme du scepticisme de la part de la secrétaire me déstabilise quelque peu. Je comprendrai des mois plus tard ce dont il s'agit, et à quel point son attitude est révélatrice des rapports de force au sein même de la coopérative.

⁵² Ce sont des biscuits salés ou sucrés.

Suite à un bref appel passé en interne au bureau administratif qui donne le feu vert pour un rendez-vous, elle écrit mon nom et prénom dans une liste au stylo sur laquelle je peux apercevoir qu'elle y associe « étudiant en psychologie ». Je ne peux m'empêcher de corriger, pensant d'abord que j'avais dû mal prononcer « sociologie », puisque si je ne corrigeais pas cela, au risque d'être lourd en voulant préciser quelque chose qui manifestement importait si peu à ce moment-là, je risque d'être suspecté d'avoir menti au moment où j'allais dévoiler que ma spécialité n'était pas la psychologie. Suite à mon commentaire, la secrétaire répète le mot « sociologie » et l'écrit avec un certain agacement. Nous ne sommes pas seuls durant cet échange. Un autre membre de la coopérative se trouve dans ce bureau/couloir exigü. Ce dernier répète également ce mot sur un ton interrogatif, ajoutant « c'est quoi ça ? ». Mon manque de légitimité semble total. Je crains de rencontrer de grandes difficultés pour gagner leur confiance. Si je n'avais pas eu une connaissance pratique acquise au long de ma socialisation des manières de communiquer en Argentine, notamment en « milieu populaire » j'aurais eu du mal à répliquer quelque chose qui aurait pu simultanément détendre l'atmosphère, donner une définition plus ou moins cohérente de la sociologie en une phrase, et apparaître comme un étudiant sympathique à leurs yeux, et non pas un doctorant français potentiellement imbu de sa personne.

J'emploie alors une *gambeteada*⁵³ sur plusieurs plans, sachant que tout ce que je peux dire est susceptible de me classer dans des catégories que je souhaite éviter. Je dois négocier mon classement tout d'abord sur le plan linguistique, étant donné que la manière de parler est extrêmement classante, ne serait-ce qu'à travers le dévoilement bien souvent du milieu socio-économique duquel provient l'interlocuteur. Le classement de langage devient un classement « de classe ». J'emploie pour cela de manière semi inconsciente un niveau de langage et une intonation plutôt éloignés de celle employée dans les milieux aisés. Il me faut pour ce faire avoir intériorisé ces catégories depuis l'enfance, savoir mobiliser ma connaissance pratique, ce qui aurait été impossible si j'avais été un chercheur étranger. Mais pour que la *gambeta* soit réussie, doivent se mêler fond et forme simultanément. Sur le plan de la signification de mon discours, celle-ci consiste à répondre sur un ton mêlant humour et simplicité que la sociologie « c'est l'étude des sociétés, voilà quoi », accompagné d'un haussement d'épaules, de sourcils et d'un sourire. Mon intention donner l'impression que je reconnais, dans une logique de complicité avec mes interlocuteurs, que la sociologie n'est pas quelque chose de très important

⁵³ Jeu de jambes.

ni de concret comme pourrait l'être « le vrai » travail. Si je dois sacrifier dans mon discours l'importance de la discipline qui me passionne, c'est au profit de l'acquisition de leur sympathie et pour éviter le pire : être perçu comme un *cheto*⁵⁴ ou un « intello » trop éloigné des réalités que vivaient mes interlocuteurs à travers une mise en évidence d'une manière de percevoir la sociologie trop différente. Il fallait éviter qu'à travers le dévoilement de mes catégories de classement, je sois classé dans une catégorie trop négativement perçue dans ce milieu. Cet échange constitue une formidable expérience qui fait écho au débat sur le rapport entre les milieux ouvriers et les intellectuels (Lomba, C., & Mischi, J. 2013). Je peux pour ma part jouer la carte de l'étudiant qui « subit » en quelque sorte le devoir de devoir réaliser un travail, ce qui m'évite d'être classé directement et totalement comme « intellectuel ».

Je me présente le jour du rendez-vous peu de temps après. Celui-ci avait été annulé car, selon la secrétaire, une réunion de travail urgente s'était présentée à la dernière minute au président de l'*IMPA*. Je me retrouve pratiquement au point de départ, c'est-à-dire encore très loin d'avoir franchi la barrière de confiance, notion dont l'introduction dans ce chapitre, rappelons-le, justifie ce récit. J'avais rappelé plusieurs fois et obtenu comme réponse le conseil de rappeler plus tard ou de passer « dans la semaine ».

Il était évident que personne ne voulait m'accorder d'entretien. Lorsque j'évoque la possibilité de m'entretenir directement avec les travailleurs, la secrétaire m'oriente vers le président, tout en me faisant comprendre que j'allais les déranger. Ceci me paraît révélateur, d'un côté du manque de confiance que je suscite, et d'un autre des stratégies de mise en récit qui font en partie exister le groupe dans l'espace public, à l'image d'une famille qui ne partage pas, précisément, ses « secrets de famille » avec un inconnu. Toute interaction avec le terrain constitue une matière à analyser, la réponse comme la non-réponse, l'excès de zèle dans une explication comme un silence, tout comme les gestes et les expressions faciales de l'entretenu, notamment si le chercheur dispose des dispositions adéquates pour les lire, les interpréter selon le sens qui correspond à celui que l'entretenu leur attribuerait.

Au bout de deux semaines, je réussis à décrocher un entretien avec Carmelo, le président de la coopérative. J'introduirai par la suite un récit de ses premières minutes pour mettre en avant la nécessité d'adapter les techniques d'entretien aux particularités du terrain. Malgré un début difficile et malgré le fait que je n'ai pas sur moi de carte étudiante et de carte d'identité française

⁵⁴ « Bourge »

pour prouver mon statut et ma nationalité, l'entretien se déroule plutôt bien. L'atmosphère se détend franchement lorsque j'indique que j'éteins mon dictaphone. Ces dernières minutes me permettent d'échanger nos opinions sur un plan plus strictement politique. Face à une certaine concordance de nos idées, le président de la coopérative me propose de rencontrer celui du *MNER*, Eduardo « *el Vasco* » Murua, dont le parcours sera détaillé lors des chapitres postérieurs. Celui-ci m'accorde un premier entretien à l'improviste le jour même, dans son bureau. Je ne dispose pas à ce moment là d'une connaissance suffisamment approfondie de l'espace des positions relatives qui structurent le milieu des ERT, et par conséquent, je ne sais pas situer correctement le *MNER* ni Murua. Cet entretien, pourtant improvisé –je dois me passer de questionnaire adapté- est fondamental pour commencer à construire cet espace. A la fin de celui-ci, le président de *l'IMPA* entre dans le bureau de Murua et nous échangeons à nouveau à propos de la situation économique et politique en France et en Argentine. Le président de *l'IMPA* répète, enthousiasmé et en riant, quelque chose que je lui avais dit plus tôt dans la journée : « Tu te rends compte, ils ont même des *Kalachnikov* dans leurs banlieues », ce à quoi Murua répond « alors ils sont prêts pour la révolution ! », propos que je relativise immédiatement.

Je prends rendez-vous pour un futur entretien en promettant de leur envoyer par mail le scan des documents d'identité que j'avais oubliés ce jour-là. Lorsque je retourne à *l'IMPA* je me retrouve à nouveau assis face à Murua. Le président de *l'IMPA* nous rejoint avec en les scans imprimés de ma carte d'identité et de ma carte étudiante. Lorsque je m'en aperçois, je m'excuse à nouveau pour mon précédent oubli. Cela les fait rire, et ils me disent amicalement que tout va « bien », qu'il n'y a « pas de problème ». Murua ajoute : « on ne savait pas qui tu étais, si tu étais un flic ou un gars des services [de renseignement] »⁵⁵. Une fois ma surprise passée, je me demande intérieurement s'il ne s'agissait pas d'un test pour voir ma réaction. Au-delà de ces doutes qui me mettent assez mal à l'aise au moment de réagir, je tiens l'explication –révélatrice des relations qu'entretient le *MNER* avec les pouvoirs publics- de l'attitude initiale de mes interlocuteurs.

Cette expérience me fait adapter ma stratégie pour décrocher les entretiens suivants auprès d'autres OPR. A titre d'exemple, durant ces allers-retours avec le *MNER*, j'ai également pu réaliser des entretiens auprès de plusieurs membres d'ERT regroupées sous une autre bannière :

⁵⁵ Propos recueillis en mars 2015 à Buenos Aires

celle de la *Federacion Argentina de Cooperativas de Trabajadores Autogestionados*⁵⁶ (*Facta*) pour laquelle je dispose cette fois-ci du tiers de confiance nécessaire. En effet, son trésorier est un ami de ma famille. Il a suffi qu'il m'introduise dans les différentes ERT que je voulais visiter pour que leurs membres fassent immédiatement preuve de bienveillance à mon égard. Au fur et à mesure que je réalise des entretiens, j'obtiens de nouvelles recommandations pour être introduit ailleurs. Les différentes directions dans lesquelles je suis orienté constituent un élément de terrain à mettre à profit dans l'analyse des relations qu'entretiennent les différentes ERT entre elles et à quel point la configuration de l'espace qu'elles forment est lisible avec l'hypothèse du caractère discriminant des OPR.

Au-delà de cet exemple introductif, l'enquête en milieu ouvrier autogéré en Argentine présente une multitude de difficultés sous une apparence plutôt accueillante. Si les acteurs évoluant dans ces milieux, généralement classés à gauche, agissent bien souvent en accord avec les valeurs de solidarité et d'entraide caractéristiques à une certaine vision de « la gauche » et accordent assez facilement des entretiens, cette bienveillance est aussi conditionnée par un ensemble de relations complexes entre les différents groupes qui structurent le milieu. Par exemple, si un chercheur est trop vu en présence du président de la *Facta*, il risque de perdre en légitimité pour se rapprocher du *MNER*, voire d'être suspecté de colporter des informations, ce qui aboutirait à une plus faible ouverture des entretiens qui s'inscrivent dans cette dernière OPR. Cette difficulté, comme bien d'autres éléments qui apparaissent comme problématiques au premier abord, permet au contraire de mettre en évidence certains rapports de forces au sein du milieu. Cela fait partie des résultats de recherche qui seront analysés par la suite, mais la mention de cet élément a sa place ici dans la mesure où il constitue l'une des difficultés pratiques de terrain avec lesquelles j'ai dû composer.

Le chercheur peut être amené à devoir choisir entre deux rendez-vous à la même heure, non pas qu'il ait mal construit son agenda, mais un agent peut proposer un rendez-vous à la date et à l'heure d'un autre rendez-vous précédemment fixé ce qui oblige à réaliser un arbitrage. Se pose alors la question de savoir quels critères doivent primer pour réaliser cet arbitrage ? Même si ce dernier est « erroné », le fait de devoir le réaliser oblige le chercheur à mettre sa connaissance savante du milieu sur un plan pratique, ce qui lui fait expérimenter la mise en branle d'un savoir pratique, expérience pouvant être mise à profit pour enrichir sa connaissance savante du milieu étudié. En d'autres termes, le chercheur est obligé d'évaluer le rapport de forces dans une

⁵⁶ Fédération argentine de travailleurs autogérés.

situation donnée et d'en tenir compte dans sa prise de décision, même si celui-ci constitue une variable parmi d'autres pour la prendre. D'autres variables pourraient être la relation qu'il entretient avec les différents acteurs, le nombre et la qualité des entretiens déjà réalisés auprès d'eux, voire la prévision des réactions du possible entretenu. Ces éléments entretiennent certainement des relations étroites : la relation que le chercheur entretient avec un président d'OPR peut être plutôt cordiale et formelle en raison même de la position plutôt dominante que ce dernier occupe au sein du milieu. Si les techniques d'enquête (entretiens, observation) sont en surface assez prédéfinies et enseignées dans les formations en sciences sociales, leur application sur le terrain nécessite d'acquérir rapidement un savoir-faire particulier au prix de certains échecs initiaux.

Le guide d'entretien mis à l'épreuve du terrain.

Parmi les techniques de recueil de discours, l'entretien - de préférence semi directif ici-, occupe une place prépondérante dans l'arsenal de recherche. Il s'agit, dans le cadre de cette thèse, de recueillir les parcours de vie des acteurs qui occupent les places de dirigeants au sein du mouvement d'ERT pour comprendre comment les éléments structurels propres à l'histoire argentine ont façonné leurs visions du monde, et de quelle manière celle-ci interagit avec le milieu dans lequel ils évoluent. A titre d'exemple, ce n'est certainement pas un hasard que l'OPR la plus combative –la déconstruction de cette catégorie se fera dans les chapitres suivants- au niveau des registres d'action collective soit dirigée par un ancien *Montonero*⁵⁷. Il ne s'agit en aucun cas d'établir une relation de cause à effet téléologique entre plusieurs variables qui s'enchaîneraient à la suite d'une variable initiale irréductible, mais plutôt de prendre en compte leur interaction pour expliquer l'action des individus, la relation de celle-ci avec leur subjectivité ainsi que la relation qu'entretiennent ces deux premières avec la construction d'un milieu traversé de rapports de force, lui-même inscrit dans des rapports de

⁵⁷ Le terme désigne un groupe armé révolutionnaire d'inspiration marxiste, d'obédience péroniste. Ce groupe emboîte le pas à ce qui est connu sous les termes de « résistance péroniste » suite au coup d'Etat de 1955 qui donne lieu à l'exil forcé de Perón durant près de deux décennies. Le groupe *Montonero* se constitue dans les années 1960 avec pour objectif initial de lutter pour le retour de Perón en Argentine, à la fois qu'il tente d'orienter la ligne politique du péronisme vers le marxisme. Ils ont pour adversaire « la bureaucratie syndicale péroniste » et plus tard, après le retour de Perón, le groupe armé d'extrême droite anti communiste, la AAA (Asociacion anticomunista argentina).

forces plus larges et historiquement construits qui établissent un cadre dans lequel peut avoir lieu l'action.

Par conséquent, le recueil de discours doit pouvoir être en mesure de relever les catégories que mobilisent les acteurs, leur manière de classer, afin de pouvoir les situer dans un espace idéologico-politique et pouvoir y trouver une concordance avec d'autres éléments d'analyse, tels que leurs manières d'agir, leur positionnement dans le milieu des ERT et la manière dont ils s'inscrivent dans les rapports de force qui le structurent.

La technique d'entretien privilégiée lors des différentes périodes de terrain effectuées est l'entretien semi-directif, et par moments non directif. Toute tentative de vouloir restreindre le champ des réponses possibles n'a eu que pour effet de diminuer la richesse de l'entretien. C'est pour cela que suite à plusieurs semi-échecs et frictions, j'ai privilégié le récit de la lutte comme phase introductive afin de recueillir par la suite un grand nombre d'éléments sociologiquement parlants que l'entretenu refuse parfois de dévoiler si la question était posée directement. Grâce à ce récit initial, l'entretenu et moi pouvons enchaîner sur les récits de vie, ces derniers nécessitant l'établissement d'un certain degré de confiance. Les phases finales des entretiens sont composées de discussions politiques d'apparence anodine, mais qui me livrent en réalité les classements des acteurs avec lesquels j'échange.

Cet équilibre n'a pas été obtenu dès le départ. A titre d'exemple je restitue ici le récit des conditions de déroulement du premier entretien avec le président de *l'IMPA*, ainsi que certains extraits. Il recevra le nom fictif de Carmelo.

Suite à de nombreux aller-retours, je me retrouve enfin en situation d'entretien avec le président de l'ERT métallurgique d'Almagro. Il est 11h du matin, le bruit des machines avait rythmé mon attente dans l'une des salles du deuxième étage, réservée à l'administration depuis l'époque où l'usine appartenait à un particulier. Carmelo⁵⁸ vient m'y chercher et nous nous installons dans une salle contiguë et bien plus exigüe que la première. Les stores sont fermés. Les fenêtres ne donnent pas sur la rue ni sur une cour, mais sur la salle où je me trouvais précédemment. Nous avons pour seul éclairage une lampe à néon au plafond dont la lumière traverse la fumée de la cigarette que fume Carmelo. Je commets ma première erreur. Dans ma volonté de cerner le profil sociologique de l'entretenu j'avais construit un guide d'entretien dans lequel les

⁵⁸ Les noms des personnes qui n'occupent pas de fonctions publiques ont été modifiés afin de respecter l'anonymat des entretenus.

premières questions étaient précisément destinées me renseigner sur cela. S'il n'existe pas de consensus sur la question, il est tout de même recommandé de placer les questions talon à la fin, conseil dont je fais fi. Mes questions concernent typiquement la profession des parents, le lieu de naissance, le lieu d'habitation actuelle, le métier antérieur etc. Il ne fallut que quelques minutes pour que Carmelo arrête l'entretien et me demande pourquoi je pose « toutes ces questions ». Ce soudain braquage face à des questions qui apparaissent banales pour un étudiant en sociologie, et qui ne le sont évidemment pas pour Carmelo trouve également son explication dans la suspicion qui avait pesé sur les raisons de ma présence. Je n'avais pas été préparé à une situation si imprévisiblement hostile lors de mes différentes formations aux techniques d'entretien. Je dois mobiliser une fois de plus ma connaissance pratique des manières de communiquer à Buenos Aires en « milieu populaire ». Non seulement Carmelo ne voit pas l'utilité de ces questions et déclare que « les questions pertinentes » avaient déjà été posées par d'autres et se trouvaient dans les différents documents publiés sur *l'IMPA*, mais il mobilise de surcroît cet argument pour sous-entendre qu'elles lui paraissaient suspectes. Il me fallait trouver très rapidement une phrase –que je ne trouve pas immédiatement- pour renverser la situation, prouver l'utilité de ma démarche afin d'éliminer la suspicion dont elle faisait manifestement l'objet. Je retranscris à la suite l'extrait pertinent de l'entretien :

« -Quel âge avez-vous ?

- Moi, cinquante quatre

-Et vos parents, quelle était leur profession ?

-Mais quoi ? Tu vas faire une recherche sur moi ou...

-Non, mais je voudrais savoir qui fait quoi et pourquoi dans la coopérative »⁵⁹.

Avec cette dernière phrase je tente de mettre en avant le fait que nos actions actuelles ont un rapport avec notre passé, c'est-à-dire les éléments structurants de notre socialisation. Autrement dit, je tente d'expliquer la pertinence de situer le point de vue de la locution, de communiquer sur le sens sociologique du « qui » et du « comment », le premier n'interroge pas l'identité individuelle mais la construction sociale de son appareil perceptif et de son corps agissant, le second en questionne les causes de l'action en tentant de les trouver dans les éléments qui forment la réponse au premier. Bien entendu je ne formule cela en aucun cas oralement. Ce qui

⁵⁹ Entretien réalisé auprès de Carmelo, dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2015.

pour moi est une évidence méthodologique ne l'est pas pour mon interlocuteur, qui n'interprète pas ce que je tente de sous-entendre. Ma réplique n'avait pas suffi à le convaincre, comme l'atteste la suite de l'entretien. Carmelo répond sans transition : « Non, mes parents sont morts tous les deux ». Je réponds avec un certain malaise : « Quel était leur métier ?

- Ils bossaient à la campagne. Je suis de province moi, je ne suis pas d'ici. Je suis de San Juan⁶⁰. Je suis venu de San Juan par nécessité. Il y avait beaucoup d'exploitation, et il continue à y avoir beaucoup d'exploitation de [la part de] certains immigrants qui sont venus, la plupart sont espagnols, nous on les appelle « gringos ».

- Oui⁶¹

- Ce sont ceux qui ont acheté des terres, et ils ont [de l'argent] et c'est là où les gens vont travailler.

- Donc vous travailliez à San Juan ?

- Et les salaires ne sont pas très bons.

- Non, bien sûr. C'est pour ça que vous êtes venus à Buenos Aires non ?

- Et c'est pour ça que j'ai essayé de me dire quand j'étais jeune, « je vais voir ce qu'il y a ailleurs » et j'ai fini par venir ici. Je ne suis pas venu directement ici [à l'IMPA] parce que je ne connaissais personne.

- Et que faisiez-vous avant ?

- Je suis entré ici, je suis venu de San Juan, et je logeais dans un hôtel, et on se fait toujours des amis. Et là j'ai connu un *laburante*⁶² de l'IMPA. Et bon, on a commencé à se parler et bah, je lui ai demandé, lui ne m'a rien dit. Puisque je le voyais avec la tenue de travail qui disait « IMPA » [Carmelo s'interrompt, hésite et devient mal à l'aise] Si tu veux je te file un entretien [déjà écrit], parce que là y'a tout, toi là tu me demandes... C'est ça que je ne comprends pas.

⁶⁰ Province située au nord de l'Argentine. Son taux de pauvreté est historiquement supérieur à celui de la province de Buenos Aires.

⁶¹ La traduction la plus évidente de « oui » en espagnol est « si ». Cependant dans ce cas précis il s'agit d'un « si » prononcé « sè », qui indique que l'on prête attention au récit tout en exprimant discrètement la volonté qu'il continue.

⁶² Mot en argot argentin, issu de *lavoratore* en italien, qui veut dire « travailleur ».

Tu me poses des questions sur ma vie, et on va parler du mouvement d'entreprises récupérées, je ne sais pas... »

Le malaise se produit à nouveau. Je dois à tout prix réussir à montrer rapidement la pertinence de ces questions, à introduire comme allant de soi l'idée selon laquelle le *background* sociologique d'un individu permet d'expliquer son action. Je choisis d'attaquer l'idée opposée, c'est-à-dire la vision selon laquelle la part de hasard ou de libre arbitre serait prépondérante dans l'action humaine, en tentant de mettre en évidence que précisément, ce n'est pas par pur hasard que des ouvriers récupèrent leur usine suite à une (quasi) faillite alors que la majorité ne le fait pas : « Bien sûr, c'est parce que je veux savoir qui intègre le mouvement. Ce n'est pas n'importe qui qui fait partie d'un mouvement de...

- Ce sont des travailleurs

-Mais pas n'importe quels travailleurs, ici il se produit quelque chose, tout le monde ne récupère pas une usine.

- Pourquoi non ?

- D'après ce que je vois en Argentine, tout le monde ne récupère pas son usine. Beaucoup préfèrent, par exemple, empocher la prime de départ et tenter leur chance avec ça »⁶³.

Carmelo semble hésiter, puis il continue son récit, acceptant implicitement mon explication. Je cesse cependant de poser les premières questions de mon guide d'entretien et enchaîne sur le recueil de son récit de l'histoire de *l'IMPA* depuis la prise de contrôle ouvrière. Au cours de son déroulement le guide d'entretien devient plus discret. Carmelo me livre alors la plupart des réponses que je cherche sans que j'aie à en formuler les questions.

Cette expérience m'a permis d'un côté de réadapter les guides d'entretien et de les rendre les plus résilients possibles. D'un autre côté elle se révèle très structurante pour mon corpus hypothétique. En effet, ce dernier est encore en construction à la date de cet entretien. Mon but se résume pour le moment à dresser un tableau cohérent capable de permettre de mieux comprendre les éléments qui composent le milieu –qu'il a également fallu construire théoriquement- et leurs rapports. Autrement dit, les phénomènes sociaux ne s'offrent pas immédiatement à l'observateur. Celui-ci a besoin de grilles de lectures cohérentes pour

⁶³ *Ibid.*

l'interpréter. Je tente alors de trouver la manière de les construire pour pouvoir en proposer une première approximation. Aller au-delà de ce but assez humble et limité me paraît un pari fou. Et pourtant ces quelques mots échangés avec Carmelo me permettent de voir voir que la question que je me pose vraiment, sans l'avoir correctement formulée à ce moment-là se trouve sous mes yeux.

En voulant convaincre mon entretenu que mes questions ne visent à qu'à cerner un élément d'explication à un type singulier d'organisation ouvrière, je ne peux *in fine* pas en être convaincu moi-même. Ce n'est que plus tard, grâce à l'avancée dans mes recherches que je réussis à mettre en relation plusieurs éléments d'analyse pour envisager de pouvoir illustrer, comprendre la spécificité argentine du phénomène de récupération d'entreprises par leurs travailleurs, et par la même occasion celle des travailleurs qui composent les ERT. En effet, ces deux spécificités sont inextricablement liées : il semble que ce soient les mêmes éléments qui permettent d'un côté aux travailleurs des ERT d'être singuliers dans leur action –en leur offrant un cadre particulier à investir qui leur donne la possibilité de « sortir du cadre » classique- et qui d'un autre côté expliquent la spécificité argentine du phénomène. Autrement dit, leur action peut être singulière par rapport à celle des autres ouvriers argentins mais aussi vis-à-vis du reste du monde, car elle est permise par l'existence d'un cadre singulier en Argentine, qui constitue par là même l'un des éléments qui font la spécificité de ce mouvement d'ERT. Cela sera abondamment développé au cours des suivants chapitres.

Canaliser les biais de l'interprétation du récit.

Les réflexions précédentes qui découlent de cet extrait d'entretien relatives à l'importance des déterminants socio démographiques de l'entretenu pour situer le point de vue de la locution permettent de développer les réflexions suivantes. Si l'identification du point de vue de la locution est essentielle pour comprendre l'action observée et le discours recueilli, elle implique aussi nécessairement de prendre en compte la structure sociale dans laquelle le discours s'encadre. Sans cela, nous nous exposons à plusieurs risques, tel que le risque génétique – l'enquêté met en cohérence son propre récit avec sa propre logique et l'enquêteur finit par la reproduire sans la déconstruire- ou encore le risque essentialiste, à travers lequel l'entretenu réalise une présentation de soi comme venant d'un ordre naturel alors qu'elle relève d'un ordre social.

Le risque de généralisation est également à éviter. En effet les extraits d'entretien ne doivent pas se substituer à la démonstration mais seulement participer à son illustration. Ceci constitue une raison supplémentaire pour introduire les déterminants socio démographiques de l'entretenu. Si le point de vue de la locution n'est pas situé il existe la possibilité de faire dire n'importe quoi à n'importe qui.

La nationalité du chercheur : un biais irrésoluble ou un avantage de terrain ?

La question du rapport du chercheur avec son objet et son terrain donne lieu à de nombreux débats. Il ne s'agit pas ici de le reproduire ni de faire une revue exhaustive de la littérature à ce sujet, mais d'aborder cette controverse sur le terrain des terrains de recherche à l'étranger et d'en tirer que quelques éléments de synthèse.

Selon Thierry Wendling (2013), il n'est non seulement tout à fait possible, mais également souhaitable à bien des égards que le chercheur soit totalement extérieur à son terrain lorsqu'il débute son enquête. C'est avec ce pré-requis que Wendling mène une enquête ethnographique au cœur du « quartier chinois » de Paris. Il se prête à cet exercice dans le but de montrer l'intérêt de l'enquête ethnographique et d'en discuter la méthode. C'est dans cette optique qu'en tant que spécialiste du jeu d'échecs occidental il « décide d'en découvrir la variante orientale en partant enquêter en Chine »⁶⁴ à « quelques stations de métro »⁶⁵.

L'auteur parvient à s'introduire dans un temple chinois situé au sous-sol d'un local caché derrière une baie vitrée opaque et y découvre des joueurs de *xiangqi*, la variante orientale du jeu d'échecs, ou bien le jeu dont la variante seraient les échecs occidentaux. Il n'en comprend pas les règles ni la langue, mais il observe, note les régularités, tente d'en déduire le fonctionnement. Cela produit une grande quantité de matériau d'enquête à analyser puisque l'explicitation des raisons de cette incompréhension peut précisément aider par la suite à la compréhension d'un fait social : « J'essaye d'exprimer ici ce que l'on pourrait appeler par facilité le degré zéro de l'ethnographie, celui où l'observateur ne comprend quasiment rien. Paradoxalement, s'affirme peut-être ici, avec le plus d'évidence, la force de la description. Car

⁶⁴Wendling, T., (2013) « L'apprentissage du xiangqi » in Hunsmann, M., et Kapp, S., Devenir chercheur, Ecrire une thèse en sciences sociales, Paris, Editions EHESS p. 201

⁶⁵Ibid p. 204

expliciter pourquoi on ne comprend rien transmet déjà un début de compréhension de la situation décrite »⁶⁶. Autrement dit, si le chercheur fait l'impasse sur le récit de son arrivée sur son terrain, sur ses doutes initiaux et sur leurs raisons, il risque de faire passer au niveau de l'évidence, du « cela va de soi » un certain nombre d'éléments qui ont leur place dans l'analyse. Leur absence risque d'aboutir à une présentation de certains résultats qui pourront être incompréhensibles pour le lecteur. Ainsi, un chercheur français qui arrive sur un terrain étranger est poussé à déconstruire tout ce qu'il y appréhende.

De son côté, le chercheur binational⁶⁷ risque de tomber dans le piège d'un rapprochement avec son objet, chose qui entraînerait une certaine familiarité « passablement ruineuse sous l'aspect de la richesse de l'information recueillie et de l'analyse orchestrée sur le vif par la réflexivité réflexe rendue clandestine dans ces conditions »⁶⁸.

Cela doit nous mettre en garde contre la tentation que peut avoir un chercheur franco-argentin à présenter des éléments qui revêtent l'apparence de l'allant-de-soi en Argentine comme s'ils revêtaient cette même apparence en France. Cela témoignerait d'un défaut de distanciation vis-à-vis de l'objet et d'un manque de déconstruction du point de vue du chercheur.

Toutefois, la coïncidence entre la nationalité du chercheur et celle de ses enquêtés présente certains avantages. Cela se voit particulièrement reflétée dans la thèse d'Ana Paula Castelo Branco Soria sur l'identité gitane en construction (Branco Soria, 2016). L'auteure, dont le nom d'origine est Voria Stefanovsky⁶⁹ est gitane d'origine, et c'est précisément cette condition qui lui permet de mettre à profit sa connaissance pratique inégalée de son terrain au service de la construction d'une connaissance scientifique. Sa position de choix -très peu de Gitans accèdent à l'université et deviennent chercheurs vis-à-vis de son terrain ainsi que sur le plan académique constitue sans doute l'une des conditions nécessaires à l'originalité de ses recherches.

Dans le cadre d'un terrain en Argentine, le chercheur franco argentin, contrairement au chercheur étranger à ce pays, peut mettre au service de sa recherche la connaissance pratique qu'il détient sur la société argentine, dans la mesure où elle lui permet, par exemple de situer rapidement son interlocuteur au sein de l'espace social. En effet, pour situer un individu en

⁶⁶Ibid p.208

⁶⁷ Nous entendons ici un chercheur dont l'une de ses deux nationalités correspond à son terrain.

⁶⁸ Hamel, J., (2010) « Réflexions sur l'objectivation du sujet et de l'objet » *La méthodologie Qualitative, postures de recherche et travail de terrain*, Paris, Armand Colin p.90

⁶⁹ Article dans *Tiempo Argentino* <https://www.tiempoar.com.ar/nota/las-mujeres-gitanas-somos-tres-veces-silenciadas>

fonction par exemple le type de langage et les expressions utilisées, encore faut-il savoir à quel milieu correspondent ces types et expressions de langage utilisées. Ce savoir se situe au niveau de la connaissance pratique des individus : un habitant des bidonvilles de Buenos Aires sait parfaitement identifier l'habitant des quartiers aisés en fonction d'un certain nombre d'indices sociologiques, dont la manière de s'exprimer occupe une place prépondérante. Le chercheur binational –qui détient déjà en grande partie cette connaissance pratique et peut comprendre et situer l'action plus intuitivement qu'un étranger- doit alors se donner pour tâche d'en tenir compte pour produire un savoir scientifique d'objectivation, c'est-à-dire, pour construire l'espace de relations qu'il identifie et y situer ses interlocuteurs en fonction des « schémas mentaux et corporels de perception, d'appréciation et d'action »⁷⁰ décelables à travers l'analyse des discours et de l'observation.

Dès lors, nous pouvons nous demander comment un chercheur franco argentin, s'adressant à un public français tout en faisant son terrain en Argentine, peut-il éviter les écueils évoqués en amont, tout en mettant à profit ses avantages liés à sa connaissance pratique de la société argentine ?

Nous avançons que le chercheur qui se trouve dans ce cas peut opérer une synthèse entre, d'une part, le fait disposer de cette connaissance pratique, et d'autre part, être particulièrement vigilant à l'illusion de l'allant de soi, précisément car il s'adressait à un public français. En effet, si ce chercheur s'adresse uniquement à un public argentin, l'analyse de ce qu'implique par exemple une ronde de maté ou une partie de *truco* dans une usine autogérée telle que *l'IMPA* apparaîtrait comme superflue.

L'analyse du maté, de l'argot du pin péroniste : trois exemples de synthèse réussie.

Prenons comme exemple la ronde de *maté*. Lorsque la consommation de cette boisson chaude se fait en groupe, elle est sujette à un ensemble de règles –oscillant certainement entre la tradition doxique et le traditionalisme orthodoxe- qui impliquent, en cas de non-respect, une

⁷⁰ Bourdieu, P., (1997) *Méditations pascaliennes, Eléments d'une philosophie*, Paris, Seuil-Liber.

sanction sociale –très légère et très souvent sur le ton de l’humour- qui consiste généralement en une réprimande collectivement approuvée envers le transgresseur, plus ou moins sévère selon les raisons interprétées de la transgression.

Comme il a été précisé le *maté* est un terme polysémique car il désigne tout aussi bien le récipient -généralement une calebasse- dans lequel est placée l’herbe, également appelée *maté* et sur laquelle l’on verse de l’eau chaude formant ainsi l’infusion, la boisson, qui est aussi appelée *maté*⁷¹. Une fois que le *cebador*⁷² a servi le *maté* pour une personne –qui correspond à quelques décilitres d’eau- celle-ci doit finir de le boire avant de lui repasser le *maté*. Le *cebador* verse alors à nouveau de l’eau chaude et passe le *maté* à un autre membre de la ronde et ainsi de suite. Le même récipient (*maté*) passe donc de mains en mains, convivialement. De leur côté, les membres de la ronde ne doivent pas remuer la *bombilla*⁷³ -cela voudrait dire qu’elle est mal mise, ce qui mettrait en cause l’autorité du *cebador* qui est aussi celui qui a monté le *maté*- ni pencher le *maté*, car cela risquerait de détruire le fragile montage à sa surface composé d’une partie mouillée et une petite « colline » d’herbe sèche. Au-delà de l’importance relative de l’esthétique de la surface, la maintenir intacte implique un effort commun qui tomberait littéralement à l’eau si l’un des membres fait « n’importe quoi ».

L’exercice de déconstruction de l’apprentissage de ces règles ouvre la voie à l’interrogation sur la manière dont elles sont produites. Ceci permet d’élucider quels sont les rapports de forces, les configurations d’un groupe par exemple qui, dans un cadre donné permettent une certaine production et légitimation traditions de distribution de rôles –à travers lesquels est assurée la reproduction du moins partielle des normes et des valeurs du groupe- qui permettent la légitimité et la considération, nécessaires au lien social.

De cette manière, en ayant intégré les règles de la ronde de *maté*, il est possible d’enrichir l’éventail de situations à observer. En effet, il est possible de déduire certains rapports de force internes au groupe en observant le comportement des individus au moment des pauses *maté*. Le *cebador* par exemple est rarement un membre qui jouisse d’une faible légitimité, et si c’est le cas il est possible de le remarquer à travers les commentaires qui peuvent être faits à propos de la manière dont il a disposé le *maté*. Par exemple, personne n’oserait sérieusement critiquer

⁷¹ Les Argentins s’amusent souvent à dire que cette explication a du mal à entrer dans le *maté* –qui désigne également la tête- des européens.

⁷² Du verbe « *cebar* » qui signifie servir le *maté*. Le *cebador* est donc celui qui sert le *maté*, qui verse l’eau chaude dans le récipient.

⁷³ Sorte de paille en acier munie d’un filtre à l’extrémité qui s’enfonce dans l’herbe de *maté*.

ouvertement cela chez Murua (il préfère d'ailleurs boire du café sucré. Sa position au sein du *MNER* l'exempt par ailleurs d'être le *cebador*, tout comme cette fonction est interdite à un tiers extérieur. Cette position ne peut être occupée que par quelqu'un qui jouisse d'une légitimité suffisante -il peut également tenter de l'acquérir en devenant le *cebador*- mais qui n'occupe pas une place trop élevée dans la hiérarchie. Autrement dit, si Murua est le *cebador* c'est un honneur pour le groupe, si c'est un ancien de l'usine c'est normal et s'il s'agit d'un nouveau c'est un honneur qui lui est fait. Sachant cela il est possible de déduire une partie des hiérarchies tacites en présence, non pas avec exactitude mais cela oriente le regard de l'observateur. Il est également intéressant d'observer qui compose la ronde et qui n'y participe pas. Cette technique a été très utile lors de ma première réunion avec le *MNER* en tant qu'observateur. Grâce aux réactions des individus face aux questions du *cebador* - un ancien- je pouvais déduire qui était un nouvel arrivant sans avoir à poser la question. Par exemple, le *cebador* demande aux nouveaux s'ils veulent du *maté* car il sait déjà qui, parmi les anciens en prend ou n'en prend pas. La réponse et le regard timides, le « oui merci » inaudibles m'ont fait supposer qu'il s'agissait de nouveaux arrivants, chose que j'ai confirmée plus tard. Cette attitude de timidité semblait témoigner également d'une détresse caractéristique du membre d'une ERT en difficulté qui assiste à la réunion pour la première fois en quête de réponses. Généralement composées de présidents d'ERT et de militants, les réunions du *MNER* voient un *turnover* assez élevé des premiers, qui y trouvent un intérêt à y assister précisément en raison de l'aide juridique, technique et possiblement financière que leur ERT peut obtenir.

C'est lors d'une autre de ces réunions que je me suis aperçu de l'importance d'avoir acquis une connaissance pratique de l'argot argentin. Ma relation avec les membres du *MNER* est déjà assez avancée, ce qui me permet d'assister à l'une de leurs réunions informelles qui précède la réunion qui se tient dans une salle adjacente. Nous nous trouvons dans le bureau de Murua, sur des chaises disposées en demi-cercle face à lui, qui se trouve de l'autre côté du bureau. Derrière lui, les portraits de Juan Domingo Perón et d'Eva Perón. L'atmosphère est chargée de fumée de cigarette, le *maté* circule et le faible éclat de la lumière du jour de cet après-midi hivernal qui traverse la vitre opaque se mêle à celle du tube de néon qui nous surplombe. Tout se passe comme si la scène était disposée pour ressembler à celle d'un film de réalisme social des années 1970. Le président du *MNER* raconte des anecdotes de lutte, pratique courante qui semble avoir pour fonction de consolider le groupe, de le faire exister à travers le récit. Il s'arrête sur la stratégie du *MNER* pour obtenir des baisses de tarification auprès du ministère de l'énergie. Le dirigeant fait part de la stratégie consistant à faire circuler la rumeur selon laquelle

l'organisation va occuper physiquement le ministère de l'énergie afin d'y faire pression et obtenir gain de cause. Pour illustrer son efficacité il déclare : « *Sabés las veces que los corrimos con el cuatro de copas ?* ». Il est inutile de proposer une traduction en note de bas de page, car même si l'on pouvait éviter la traduction mot à mot, cette phrase ne peut être comprise hors du schéma cognitif qui a permis de la prononcer. Autrement dit, sans disposer de la connaissance du jeu de cartes –*le truco*– et surtout de la connaissance de la stratégie au sein du jeu à laquelle Murua fait référence et qu'il mentionne pour faire un parallèle avec la stratégie du *MNER* sur le registre de l'action collective, il est tout à fait impossible de comprendre le sens donné à cette phrase. Les habitus des interlocuteurs ne se rencontrent pas si l'habitus du récepteur ne permet pas d'interpréter –de rencontrer– adéquatement la production de l'habitus de l'émetteur. En l'absence de cette rencontre, cette phrase occupe la place, selon l'exemple que donne Bourdieu dans ses cours au Collège de France⁷⁴, de l'objet archéologique dont nous ne connaissons pas –ou plus– l'usage. Nous ne pouvons pas « habiter » correctement la phrase, de la même façon que les termes qui la composent ne peuvent « habiller » pour nous le concept que tente de transmettre Murua. Si un chercheur franco-argentin peut comprendre tacitement cette phrase et ses implications, il peut également la déconstruire et transmettre au lecteur les éléments permettant de la comprendre. En effet il est possible d'extraire des éléments du domaine de la connaissance pratique pour les intégrer à une connaissance systématisée et plus totale, savante, transmissible de la société argentine. L'exercice le plus réussi consisterait à faire passer cette connaissance du domaine de ce qui semble évident en Argentine au domaine de ce qui semble évident pour un lecteur français.

Lorsque Murua prononce cette phrase il fait explicitement référence au jeu de *truco*, et implicitement référence sur un certain plan à une stratégie particulière au sein de ce jeu, mais surtout à une logique qui sous-tend les deux stratégies –dans l'action du *MNER* et dans le jeu : l'habilité à mentir au bon moment et rendre le mensonge crédible. Pour comprendre cela il est nécessaire d'expliquer certaines règles du jeu de *truco* ainsi que leurs implications. Il s'agit d'un jeu de cartes, souvent appelé « *poker argentin* » par les touristes ignorant à peu près tout du *truco* et probablement aussi du *poker*, si ce n'est qu'il s'agit d'un « jeu de menteurs ». Les cartes –espagnoles, donc différentes que celles du *poker*– ont deux usages selon les deux phases de jeu possible, appelées dans l'ordre où elles se déroulent *envido* et *truco*. Celle qui nous intéresse principalement ici est la seconde. Chaque joueur dispose pour chaque manche de trois

cartes. Chaque manche se déroule en trois sous-manches maximum. Pour remporter une sous-manche il suffit d'avoir une carte plus puissante que celle de l'adversaire et dans cette hiérarchie, le quatre -indépendamment de sa famille de cartes⁷⁵- se trouve être la plus faible. Le fait de gagner une manche, donc deux sous-manches sur trois, apporte un point. Mais le jeu- et ici réside tout son intérêt- comprend la possibilité de faire des paris qui apportent plus de points au gagnant de la manche. Le pari s'annonce à voix haute, et il existe la possibilité de le renchérir deux fois, ce qui augmente la quantité de points en jeu à chaque renchérissement. Toutefois, pour rendre le jeu encore plus intéressant, il existe une incitation à ne pas refuser le pari lancé par l'adversaire : un refus équivaut toujours à au moins un point pour l'adversaire -plus, si le pari a été renchéri- mais il met aussi un terme à la manche. L'enjeu final pour chaque joueur est d'atteindre trente points, indépendamment de la quantité de manches. La phase de *l'envido* répond à la même logique, mais avec une utilisation différente des cartes. Si deux de ces dernières sont de la même famille elles peuvent se combiner pour former un total qui sera mis en jeu oralement, seulement si l'un des joueurs lance le pari et que l'autre l'accepte, le refus de l'adversaire valant au moins un point pour le lanceur du pari. Sachant cela il est aisé de comprendre l'incitation à mentir, mise en place par les règles du jeu et par la possibilité que le mensonge soit crédible. Celle-ci se base sur la probabilité que l'adversaire possède réellement une carte puissante. Bien que le menteur ait tendance à s'octroyer le mérite de sa capacité à mentir, son mensonge ne serait pas crédible s'il n'avait pas -du point de vue de l'adversaire- la possibilité d'avoir en main des cartes suffisamment puissantes pour mettre sa menace à exécution. Parallèlement, si le *MNER* n'était pas une organisation constituée et reconnue comme telle, jouissant d'un historique d'actions collectives suffisamment important pour que sa capacité à en mener soit prise au sérieux, le mensonge de Murua serait resté inopérant.

Si les exemples précédents peuvent paraître consensuels, ce n'est pas le cas de celui du *pin*, *a priori* surprenant pour le lecteur.

Lorsque j'aperçois le *pin* que nous allons analyser je me demande : « Que penserait en le voyant un Français de gauche qui ne connaît que superficiellement l'histoire politique argentine ? »

⁷⁵ Le quatre de coupes est la quarte la quarte la plus inutile du jeu, car si pour la phase *d'envido* elle peut se combiner avec d'autres coupes, la combinaison de cette famille n'intègre jamais de carte particulièrement puissante pour la phase de *truco*, contrairement aux autres familles.

Nous sommes le 24 mars 2017. Comme tous les ans depuis 1986, c'est, en Argentine, un jour de manifestations nationales en dénonciation du coup d'Etat militaire de 1976. Ce dernier marque le début de la dictature la plus sanglante de l'histoire du pays. La junte militaire fait usage de ses pleins pouvoirs pour mettre en place une politique néolibérale au détriment des travailleurs industriels tout en réprimant très durement, souvent à travers la torture et les disparitions ceux qui, venant du mouvement ouvrier organisé tentent de s'y opposer. Le 24 mars n'est donc pas seulement une date de commémoration, c'est également une journée de deuil et de protestation contre les politiques économiques austéritaires appliquées pendant et après la dernière dictature, et à nouveau depuis l'arrivée de Mauricio Macri au pouvoir depuis fin 2015. Cette journée cristallise en quelque sorte autour d'un ennemi commun un sentiment d'appartenance au « camp populaire », concept très politiquement porteur, souvent mobilisé par les secteurs péronistes de gauche, mais scientifiquement inopérant s'il ne subit pas une déconstruction rigoureuse. Ce n'est pas l'objet de ce chapitre. Cependant pour les besoins de cette démonstration il est important de préciser que l'immense majorité -si ce n'est la totalité- des dirigeants et des travailleurs qui composent les ERT argentines s'identifient au refus de la dictature, soutiennent les Mères et les Grands-Mères de la Place de Mai et rejettent les politiques d'ajustement structurelles impulsées par le FMI. Cela les positionne objectivement, si une telle lecture est admise, au sein du « camp populaire » dont beaucoup revendiquent l'appartenance. La manifestation est nationale, mais la plus grande démonstration de force se déroule à Buenos Aires, sur la Place de Mai, ainsi que dans les rues et avenues adjacentes. Ce chapitre ne porte pas non plus sur les enjeux de lutte entre les différents groupes politiques et syndicaux, leur déclinaison sur le plan de l'organisation des manifestations, moment où il est possible de lire l'état des rapports de forces entre les différentes organisations en fonction de la place qu'occupent leurs militants sur la Place de Mai. Cet aspect sera toutefois analysé plus tard car il permet de mettre à jour les positionnements relatifs des différentes OPR d'ERT vis-à-vis des différents acteurs et institutions qui composent le champ politique argentin.

C'est en plein secteur péroniste de la manifestation que-j'ai aperçu le *pin*. Il est rond et a pour fond les couleurs du drapeau de l'Argentine, bleu ciel et blanc, avec un soleil au milieu. Sur celui-ci, deux lettres, encadrées l'une dans l'autre sur un axe vertical. Un « P » majuscule surplombe un « V » majuscule. Il s'agit d'un symbole péroniste apparu suite au coup d'Etat de 1955 qui destitue par les armes le président Juan Domingo Perón, suivi d'une sanglante répression du mouvement ouvrier, de la proscription du *Partido Justicialista*, puis d'une étape de confrontation armée entre « la résistance péroniste » et le bras armé de l'Etat. Les soutiens

de Perón, alors exilé en Espagne, inscrivaient sur les murs de Buenos Aires dans un petit geste de résistance au péril de leur vie la phrase « *Peron Vuelve*⁷⁶ », qui se transforme pour des raisons de rapidité en un « P » encadré dans un « V » sur un axe vertical. Une autre inscription orne ce *pin*, située sous ce symbole péroniste qui, rappelons-le, évoque une résistance aux dictatures et aux secteurs de la société argentine qu'elles ont représenté. Sous le symbole sont inscrits les mots « *negros de mierda* », dont la traduction littérale est « noirs de merde ». Que penserait un chercheur français, même si sa connaissance académique des processus politiques argentins était très complète ? En France Perón jouit de la mauvaise réputation d'être au pire un fasciste – image souvent véhiculée à travers une phrase dans un article ou dans un documentaire – au mieux un populiste autoritaire. Les péronistes seraient-ils non seulement une masse de suiveurs manipulables – qualification attribuée par Gino Germani et par la droite argentine – mais aussi d'abjects racistes ? Cette interrogation pousserait l'observateur à remarquer qu'effectivement, il n'y a pratiquement aucun Afro-descendant dans la manifestation qui l'entoure. Les péronistes peuvent-ils donc arborer leurs messages racistes en toute impunité ? Quels éléments pourrais-je apporter au lecteur qui le ferait changer d'avis, qui pourrait lui faire modifier à ce stade sa grille de lecture ?

Ces éléments ne sont pratiquement jamais mis en avant dans la littérature française à propos du péronisme, et sont par conséquent difficilement appréhendables par les chercheurs européens qui se rendent en Argentine et y perçoivent une réalité à travers des grilles de lecture construites sur le Vieux Continent. Ceci ne signifie en aucun cas qu'elles soient *fausses*, mais elles sont bien trop souvent incomplètes, et mènent à une classification des faits observés certainement moins cohérente, moins objectivée que celle qui va être proposée au long de cette thèse. Existe-t-il donc une autre manière d'interpréter ce *pin* ?

La réponse est oui. Non seulement il existe une autre manière, mais si l'on connaît les significations qu'attribuent les agents de ce milieu aux faits sociaux qu'ils perçoivent et qu'ils contribuent à produire, il n'en existe qu'une seule qui soit correcte.

Afin d'introduire l'explication je retranscris un extrait d'entretien réalisé auprès d'un membre de la coopérative *IMPA* : « *Des fois les anciens dirigeants organisaient des visites à l'IMPA. Il y avait des universitaires qui venaient nous voir, ils leur montraient les salles des machines cinq minutes et ils partaient. Même pas bonjour ! Et à l'heure du repas, on n'avait pas le droit*

⁷⁶Perón revient.

de nous mélanger avec la hiérarchie, eux ils mangeaient à d'autres horaires pour pas manger avec nous, tu t'imagines, ils n'allaient pas partager la table avec nous, los negros, los laburantes ⁷⁷! ».

Le terme *laburante* fait partie de l'argot argentin et ce n'est pas un hasard s'il provient du verbe italien *laborare*, travailler : le *laburante* signifie « le travailleur ». Dans cet extrait d'entretien il est possible de remarquer que l'entretenu l'utilise comme synonyme de *negro*, car il l'emploie juste après celui-ci, juste après une très courte pause. Cet extrait est particulièrement intéressant car, probablement intuitivement l'entretenu emploie le terme *negro* en opposition aux dirigeants et aux étudiants. Il évoque donc un espace où le terme renvoie à une position relative, le situe par rapport à d'autres positions, en l'occurrence celle des dominants. Le terme renvoie effectivement plus à une position relative dans la société, celle du pauvre, du travailleur, du *villero*, souvent associé de façon discriminatoire à l'ignorance, à la brutalité, plutôt qu'à une couleur de peau : aucun associé de l'*IMPA* n'est Afro-descendant. Actuellement le terme englobe également la signification péjorative de « racaille », cependant ce n'est pas cette signification qui est donnée dans l'entretien. Ce terme, avec celui de *cabecitas negras*⁷⁸ a tout d'abord été utilisé de manière péjorative par la droite portègne⁷⁹, c'est-à-dire par les secteurs conservateurs issus de l'immigration européenne, pour désigner les travailleurs de province, souvent descendants à divers degrés des peuples indiens originaires et qui migrèrent en masse à Buenos Aires appelés par une croissance industrielle de substitution d'importations durant les deux premiers mandats de Perón, auquel ils apportèrent un large soutien électoral.

Comme tout stigmaté produit par les établis, le terme « s'attaque » non seulement à la couleur de peau basanée des nouveaux arrivants, des *outsiders* (Elias, 1965), mais aussi à leur comportement, qui ne manque pas d'être essentialisé. Les classes moyennes bien-séantes se retrouvaient scandalisées lorsque les femmes et les enfants de ces travailleurs agraires reconvertis en travailleurs industriels trempaient leurs pieds nus dans les fontaines des places publiques. Encore de nos jours circule l'expression : « *no son negros de piel, son negros de alma* ⁸⁰ » au sein des milieux conservateurs argentins, ce qui prouve que du côté des stigmatisants ce n'est pas la couleur de peau qui est « en jeu », mais le comportement, et plus

⁷⁷ Entretien réalisé auprès d'un associé de la coopérative 25 de Mayo, dite *IMPA* à Buenos Aires, 2015.

⁷⁸ Petites têtes noires.

⁷⁹ Traduction de « *porteño* », (lire : « portègno ») qui désigne les habitants de Buenos Aires. Le terme fait référence à leur appartenance à une ville portuaire.

⁸⁰ Ils ne sont pas noirs de peau, mais d'âme.

précisément le comportement *in fine*, associé aux secteurs populaires par la bourgeoisie argentine. Cette vision se retrouve dans une certaine littérature du développement sous la forme d'explications culturalistes de la pauvreté, qui serait due finalement à une supposée « culture du pauvre » comme le suggère Oscar Lewis dans ses travaux⁸¹. Le stigmatisme a depuis été réapproprié et resignifié par les secteurs qu'il visait dans une opération classique de redéfinition des catégories, de lutte pour la définition légitime du terme, ou en termes de Goffman, de retournement du stigmatisme. Cette reconquête du signifiant de la part des secteurs dominés valorise une désignation qui était dévalorisée par la société à travers l'action de ses éléments dominants. Par la même occasion, cette dispute au sein d'une société autrefois quasi-unanime sur la question a pour effet de créer *une* société –composée des secteurs dominés fédérés autour et par le stigmatisme- dans *la* société. Autrement dit, le « camp populaire » se constitue par rapport à son opposé, et ce dernier lui fournit des éléments subjectifs pour sa constitution à travers par exemple la stigmatisation de l'exclusion. Le retournement du stigmatisme s'effectue au point qu'aujourd'hui il est possible d'arborer fièrement un *pin* avec l'inscription « *negros de mierda* ». *De mierda* insiste sur la dimension stigmatisante, ce qui renforce finalement sa resignification, qui peut être lue comme voulant dire : « Nous sommes ce que vous appelez les noirs de merde et nous sommes fiers de « l'être » », cette fierté populaire faisant partie des éléments qui renforcent l'identification au péronisme.

Ainsi, en l'absence de clés de lecture qui permettent de d'appréhender « correctement » une réalité donnée, l'observateur ne peut que faire fausse route. Toutefois, l'observateur qui les possède se doit de les expliciter, de les analyser pour un public qui ne les possède pas. Par exemple, aucun Argentin n'aurait perçu un message raciste sur ce *pin*, bien au contraire, alors qu'un observateur étranger serait très probablement tombé dans cette erreur.

Première partie : Les conditions d'émergence du phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine.

⁸¹ Lewis, O., *The Children of Sanchez, Autobiography Of A Mexican Family (Los hijos de Sánchez)*, New York, Random House, 1961

CHAPITRE I : SOUS COUVERT D'IDENTIFICATION AU PÉRONISME, LES ERT HÉRITENT DES PRINCIPAUX COURANTS DU MOUVEMENT OUVRIER ARGENTIN.

L'objectif de ce chapitre est de rendre compte et d'analyser certaines relations marquantes entre l'histoire du mouvement ouvrier argentin au XXe siècle et le mouvement d'ERT actuel. Il s'inscrit en toute logique dans la partie I car il s'agit d'étudier les conditions d'émergence des ERT argentines et de comprendre comment ce phénomène se trouve façonné par l'histoire incorporée des agents qui en font partie. Nous verrons à travers l'analyse des extraits d'entretien que les références au péronisme et à travers elles à certaines tendances bien particulières du mouvement ouvrier, aux orientations idéologiques et stratégiques définies, sont omniprésentes.

D'un autre côté, l'analyse de ces discours nous permettra d'avancer sur celle des catégories - qui y sont présentes et dont les acteurs eux-mêmes se servent pour lire leur monde social. Parfois émiques, parfois importées de l'académie (nous verrons que la relation est plus complexe), elles peuvent aussi servir à mieux définir, à mieux cerner notre objet.

Les extraits d'entretiens et les analyses qui s'ensuivent cherchent à rendre compte, sans prétendre à l'exhaustivité, que l'identification au péronisme chez les travailleurs autogérés est à l'image du reste du mouvement ouvrier, à savoir omniprésente. Rappelons toutefois que notre population d'étude se limite aux dirigeants et que cela pourrait constituer un biais capable de contredire l'affirmation qui précède cette phrase. Cependant, les dirigeants -notamment les présidents de coopérative mais aussi la plupart des dirigeants d'OPR- ne forment pas une « classe politique » soumise à une réalité matérielle différente que celle de celles des pairs qu'ils représentent. Au contraire, à l'exception de quelques dirigeants d'OPR, les représentants de cette branche du mouvement ouvrier ne cessent à aucun d'être des travailleurs dans la mesure le fait que l'un d'entre eux se voit déléguer, par exemple, la responsabilité d'occuper le poste de président d'une coopérative, que ce dernier cesse de réaliser les activités productives qu'il effectuait la veille. Par conséquent, il n'y a aucune raison d'ordre matériel qui pourrait nous faire supposer que les dirigeants constituent une population à part, dont les orientations et sensibilités politiques divergeraient de celle du reste des membres des ERT. De ce fait, nous pouvons raisonnablement déduire que cette population est représentative de l'ensemble, *a fortiori* si elle en est une incarnation, un *pars pro toto*.

1. San Martin, l'ancienne banlieue industrielle, un bastion péroniste où se pratique l'autogestion.

Je me trouve dans la localité de San Martin, province de Buenos Aires. L'équivalent du RER que j'emprunte régulièrement pour m'y rendre -que l'on appelle simplement *el tren*⁸²- porte le même nom que l'immense zone urbaine et péri urbaine qu'il traverse. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne vers l'ouest du périphérique qui délimite la ville autonome de Buenos Aires, le niveau de vie global des habitants des zones que l'on traverse diminue. De manière inversement proportionnelle, plus on reste longtemps dans cette ligne de transport et plus les résultats électoraux favorables aux candidats péronistes sont élevés. La corrélation s'accompagne de plusieurs liens de causalité que nous allons évoquer par la suite.

Lorsque je descends quelques arrêts avant le terminus, de par les différences de coiffure, de tenue vestimentaire, de diction entre la plupart des gens qui se trouvent à la gare et moi me renvoient en quelque sorte ma classe sociale -fils de professeure blanc- à la figure. Si la « banlieue lointaine » se rend quotidiennement à Buenos Aires, l'inverse est beaucoup moins probable. Je dois me rendre dans une usine métallurgique autogérée, la coopérative *19 de diciembre*, spécialisée dans la fabrication de pièces détachées pour les usines de montage de Ford, Fiat et Peugeot parmi les plus connues. L'autogestion ne s'extrait pas des chaînes de valeur mondiales même si, nous le verrons, elle peut en renégocier les termes en plus ou moins grande mesure. Cette ERT tire son nom de la date à laquelle les travailleurs ont occupé l'usine, en 2002, exactement un an après le début des tragiques manifestations qui ont secoué une Argentine qui semblait brusquement dans la pire crise économique et financière de son histoire.

Au moment de me rendre dans cette usine se tenait la Vie rencontre internationale de l'économie des travailleurs à laquelle ont participé des représentants de centaines d'ERT en provenance de plus de vingt pays, auxquels doivent s'ajouter la présence de plusieurs délégués syndicaux (dont Solidaires) argentins et étrangers, ainsi que celle de nombreux chercheurs confirmés et en herbe. La visite de *19 de diciembre* était prévue dans le cadre de ce congrès. Derrière le portail principal -fermé, nous entrions par une porte latérale- se tient la cour au milieu de laquelle cuisaient des chorizos argentins sur la braise. Le plat que l'on prépare avec, le *choripan*, littéralement du chorizo tendre et du pain, assaisonné de sauce créole ou de *chimichurri* jouit d'une forte aura populaire, au point que la droite argentine traite les bénéficiaires de l'équivalent

⁸² Le train

du RSA *-el plan-* de « *choriplaneros* ». Nous étions une trentaine de personnes à déguster nos *choripanes* lorsque mon regard s'arrête sur un tee-shirt qui portait l'inscription « le temps des cerises », en français. La probabilité pour qu'un travailleur d'une ERT porte une marque de *tee-shirts* française, relativement chère et que je n'avais jamais vue en Argentine était tout de même assez proche de zéro.

Je m'approche de lui :

« Joli *tee-shirt* !

-Merci.

-Tu es français ?

- Non, c'est mon ex-femme qui me l'a offert, elle est française ».

Je venais de rencontrer Ernesto « *Lalo* » Paret, l'un des initiateurs du *MNER*, dirigeant de la coopérative de recyclage de déchets *Bellaflor*, militant social à San Martin, camarade de lutte des travailleurs de « la *19 de diciembre* », ancien *ciruja*⁸³, actuellement enseignant à l'*UNSAM* (Université de San Martin) mais aussi ex beau-frère d'Alexandre Roig, régulationniste, chercheur et doyen de la même université. Nous sympathisons très rapidement.

1.1 De Thessalonique à San Martin. Les anarchistes de *Vio-Me* découvrent les ouvriers autogérés péronistes.

Un concours de circonstances fait qu'il me demande d'être l'interprète des travailleurs autogérés de l'usine grecque, *Vio-Me* qui assistaient au congrès. De tendance anarchiste et autonome, ces derniers refusent en bloc le discours péroniste de *Lalo* qui, dès le lendemain, nous invite à un *asado*⁸⁴ en petit comité. Je n'ai jamais réussi à savoir pourquoi *Lalo* a tant tenu

⁸³ Aussi appelés *cartoneros* (« cartonners ») et *clasificadores* (classificateurs), les *cirujas* sont des travailleurs informels qui récupèrent dans les déchets toute matière -notamment du carton- première susceptible d'être revendue à des acheteurs bien souvent en situation d'oligopsonne.

⁸⁴ La traduction la plus simple d'*asado* est « barbecue ». Mais celle-ci ne rend pas compte de la charge symbolique de cette pratique, très enracinée dans la « culture populaire » argentine, ce qui n'est pas un hasard pour un pays qui a longtemps été un des premiers exportateurs de viande bovine au monde. De la même manière que l'intérêt de « l'apéro saucisson pinard » ou celui de « la binouse en terrasse » est mal compris en Argentine, il est difficile de rendre compte à travers un texte de la puissance avec laquelle cette pratique aux apparences strictement culinaires est enracinée. *El asado* est aussi un exutoire, un moment réglé et régulé où les rôles sont définis et acceptés avec humour, notamment celui

ce soir-là à convaincre « *los compañeros griegos* »⁸⁵, comme il les appelle. Le discours qu'il tient ce soir-là -et que je tenterai de restituer le plus fidèlement possible faute d'avoir pu l'enregistrer -je n'étais que l'interprète anglais-espagnol- est pourtant lourd d'enseignements quant à la manière dont un ancien travailleur informel, fortement engagé dans l'autogestion dans une des zones les plus pauvres du pays perçoit, conçoit, intègre et reproduit ce qu'il entend pas « péronisme », tout en sachant qu'historiquement ce mouvement s'est construit sur le salariat formel et que son caractère vertical et centralisé ne laissait a priori que peu de place aux entreprises autogérées. Après quelques verres de vin rouge les premières passes d'armes ont lieu et semblent revivre un débat historique entre le syndicalisme révolutionnaire -tendance qui a fortement soutenu la candidature de Juan Domingo Perón aux élections présidentielles de 1946 et l'anarchisme, fortement implanté dans le mouvement ouvrier argentin de la première moitié du XXe siècle.

Lalo enchaîne sur le ton charismatique qui caractérise la plupart de ses prises de parole :

« Vous savez ce qu'est le péronisme pour moi ? C'est le fait que ma mère qui vivait *en el monte*⁸⁶ et qui n'avait rien à manger puisse le faire [manger] tu comprends ? Le péronisme nous a dit à ceux qui n'étions rien qu'on était quelque chose »⁸⁷.

On retrouve dans ce discours la notion sous-jacente de « dignité », qui est omniprésente dans les paroles de très nombreux acteurs de l'autogestion argentine lorsqu'ils abordent les motivations de leur action. Nous y reviendrons abondamment. Le point le plus important dans l'immédiat est de remarquer que cette notion se trouve présente pour faire référence au péronisme, ou du moins à ce qui est intégré et transmis comme tel par Lalo -et par bien d'autres dont nous analyserons les récits par la suite.

de l'*asador*, avec la sanction sociale qui découle de leur non-respect. Ce caractère normé est le produit et participe à endiguer l'enracinement de cette pratique. D'autre part, le fait d'être invité à un *asado* est un signe très positif qui cherche à établir une relation de réciprocité.

⁸⁵ Les camarades grecs

⁸⁶ *El monte* peut se traduire par « la montagne » mais n'évoque pas du tout la même réalité sociale qu'en France. Si ici « la montagne » est associée au ski pour les plus aisés, aux petits villages et à la forêt pour les citadins ou encore aux randonnées, « *el monte* » revêt autre chose. Associé aux provinces éloignées de la capitale, peu ou pas industrialisées, *el monte* représente une ruralité précaire et un style de vie *a priori* aux antipodes de ce que peut offrir une zone fortement urbanisée et industrialisée comme la ville de Buenos Aires, tel que l'exercice du syndicalisme.

⁸⁷ La conversation dont cet extrait reconstitué fait partie a eu lieu entre Lalo et les trois représentants grecs de l'usine récupérée *Vio-Me*. Province de Buenos Aires, 2017.

2. « On ne quitte pas *Mi Tio* ». Les travailleurs de la pizzeria autogérée de San Telmo. Entre sentiment d'appartenance au péronisme et politisation dans la lutte.

Changement radical de décor. Je me trouve à *San Telmo*, quelques mois avant ma rencontre avec Lalo. Plus précisément, au croisement des rues *Defensa* et *Estados Unidos*, une zone populaire non loin du stade mythique de *Boca Juniors* qui, contrairement aux alentours de ce dernier, est en proie à un processus de gentrification qui met en scène à sa manière, dans un périmètre spatial assez réduit, les inégalités criantes de la société argentine. L'on peut y croiser un touriste européen qui paye son jus d'orange pressé à prix d'or assis sur une terrasse à la *Plaza Dorrego*, devant un spectacle de tango, juste après avoir échangé des euros contre des pesos au bureau de change qui se trouve à cent mètres de là. Un peu plus loin, à deux cent mètres de là cette fois-ci, après être passé devant un squat qui abrite des travailleurs informels, on croise régulièrement des *cartoneros* qui collectent cette précieuse matière première que sont certains déchets ou bien des jeunes qui vendent des stylos *bic* ou des paquets de mouchoirs à la sauvette. Perchés sur son balcon, un nouveau propriétaire fait face à un ancien. Le premier a acheté son appartement dix fois plus cher que son voisin quarante ans auparavant. Au nord, la *Place de Mai*, embouchure des fleuves humains de manifestants et théâtre de scènes de liesse populaire comme de répression sauvage. À l'Est, le *Rio de la Plata*, « le fleuve le plus large du monde », comme aiment bien se vanter les Argentins, contrairement aux Uruguayens qui nomment cette étendue d'eau « la mer ». Au milieu de tout cela, au croisement des rues *Estados Unidos* et *Defensa* se trouve, au pied d'un immeuble ancien -comme la plupart des immeubles du quartier- une petite pizzeria fréquentée majoritairement par les habitués. À la veille d'une faillite imminente, les patrons de la pizzeria *Mi Tio*⁸⁸, à défaut de mettre officiellement la clé sous la porte y mettent un cadenas. En 1990 cela aurait été une tentative de faillite frauduleuse de plus. Néanmoins en 2017 les travailleurs de *Mi Tio* comptent sur une accumulation de savoir-faire militant que les près de 400 ERT (Quijoux et Ruggeri, 2019) qui existent en Argentine continuent d'alimenter de jour en jour. Nous y reviendrons dans d'autres chapitres. Suite à une réunion de crise, soutenus par plusieurs voisins qui contactent leurs réseaux et par une avocate du travail qui habite à l'étage et qui fait partie d'un réseau militant kirchnériste, les travailleurs décident d'appeler leur patron. Les explications confuses de ce dernier les mènent à briser le

⁸⁸ Mon oncle.

cadenas de la porte et à investir les lieux comme moyen de pression pour forcer la négociation. Cela constitue une méthode assez classique du répertoire d'actions collectives des travailleurs argentins dans de telles situations, qui jusqu'en 1992 ne donnaient pas lieu à des reprises durables en autogestion. C'est pourtant ce qui attend les travailleurs de la pizzeria.

Je ne prends connaissance de l'existence de cette ERT que quelques mois après les événements que j'ai pu reconstituer grâce aux entretiens réalisés auprès des travailleurs et des membres du groupe de soutien à la pizzeria. C'est en passant devant, par hasard, que je vois les panneaux caractéristiques d'une entreprise fraîchement occupée par leurs travailleurs. Un *leit-motiv*, devenu plus tard un hashtag à succès sur les réseaux sociaux se démarque du reste des écriteaux : « *de Mi Tio no nos vamos* »⁸⁹. Suivant une méthode peu orthodoxe mais efficace, je m'installe boire une bière et manger une *empanada*. Il est environ 17h, ce qui signifie qu'hormis quelques retraités qui regardent le journal télévisé en sirotant un café au lait, les lieux ne sont occupés que par les personnes avec qui je cherche à entrer en contact, à savoir les travailleurs. Je me présente succinctement comme un étudiant qui réalise une étude sur les ERT. Loin des levées de bouclier que j'ai pu expérimenter quelques fois, je suis accueilli avec beaucoup de gentillesse et une familiarité inattendue, comme s'ils avaient l'habitude de recevoir des interlocuteurs de mon genre. Et de fait, ils l'ont. Lors d'un entretien, *El Chino*, un des plus anciens de l'équipe me demande : « Tu connais l'émission de Navarro n'est-ce pas ? ». J'acquiesce. Roberto Navarro est à ce moment-là l'un des journalistes d'opposition les plus connus. Licencié de la chaîne dans laquelle il travaillait, le journaliste star lance sa propre chaîne Youtube où il diffuse son émission politique habituelle, *El destape*. L'audimat dépasse souvent celui des chaînes d'info en continu car elle constitue une des seules émissions de grande écoute d'opposition au gouvernement de Mauricio Macri. Il se rend en France en 2018 où il est invité dans les studios de *Le Média* et débat avec Aude Lancelin sur les formes de propriété que peut adopter un média d'opposition pour avoir une indépendance suffisante vis-à-vis des pouvoirs économiques et « politiques »⁹⁰.

Sans surprise, Navarro est classé dans le camp des *kirchneristes* et par extension il est perçu comme un péroniste, allié du « camp populaire ». *El Chino* enchaîne : « ils sont venus de *El Destape* faire une émission sur nous, je peux te l'envoyer si tu veux ». La conversation s'oriente presque naturellement sur le terrain des opinions politiques et sur la perception de la crise

⁸⁹ On ne part pas de Mi Tio.

⁹⁰ Le terme « politique » est entendu ici dans un sens restreint, circonscrit au champ partisan et plus particulièrement aux institutions qui composent l'Etat.

économique que subit l'Argentine depuis la mise en place des politiques de dérégulation du commerce extérieur, du marché des changes, monétaire et de celui des capitaux en 2016. Mon interlocuteur ne connaît pas mon avis sur le gouvernement, je peux parfaitement être une sorte d'indigène et cela suscite sa méfiance. Je dévoile alors ma position d'opposant aux politiques de désindustrialisation. Il se lâche : « Sans trop vouloir parler de politique, il faut dire que ce que fait ce gouvernement est très mauvais pour nous. Nous les travailleurs on ne peut pas soutenir un gouvernement néolibéral [...] j'ai voté Scioli⁹¹ et les camarades ont fait pareil car c'était le projet qui convenait le mieux aux travailleurs »⁹². Une nouvelle fois nous pouvons observer le rapprochement qui est fait entre une appartenance de classe, « les travailleurs » avec « le projet » kirchnériste *a fortiori* péroniste, et l'idée que s'en fait *El Chino*. Cela peut paraître surprenant d'un point de vue eurocentré, dans le sens où de ce côté-ci de l'Atlantique l'autogestion est associée aux courants anarchistes ou autonomes ou encore à ceux qu'Engels et Marx ont pu qualifier de « socialisme utopique » mais qui sont regroupés sous le terme d'associationisme par Cyrille Ferraton (2002). En Argentine au contraire le phénomène autogestionnaire actuel provenant des ERT semble puiser ses sources dans un mouvement politique, économique et idéologique bien particulier, dont nous analyserons les origines et les implications dans ce même chapitre. Il s'agit là du péronisme, dont l'appellation est un signifiant vide mais suffisamment restreint pour constituer un sentiment d'appartenance particulier au sein de la société argentine.

Toutefois, nous ne trouvons trace d'une quelconque autogestion dans les discours, les politiques publiques ou le contenu doctrinaire associé au péronisme, excepté très récemment, notamment lorsque Cristina de Kirchner soutient publiquement les travailleurs d'une usine de peinture récupérée durant un acte de campagne multitudinaire qui se tient au stade de Ferro. La doctrine péroniste, mais aussi ce que ce terme renvoie dans l'imaginaire collectif de celles et ceux qui le perçoivent, ne « contient » aucun projet autogestionnaire d'envergure comme pourrait l'être la Yougoslavie de Tito ou même le Venezuela des premières années Chavez. Au contraire, si nous nous penchons sur les discours des dirigeants du parti et sur les politiques publiques mises en place nous retrouvons un penchant étatiste et industrialisateur. Lorsque j'affirme que le mouvement d'ERT « semble puiser ses sources dans le péronisme », l'interprétation la plus immédiate doit être écartée dans la mesure où celle-ci consisterait à croire que « le péronisme » contiendrait un versant autogestionnaire dans son corpus idéologique. Aussi mal défini que

⁹¹ Daniel Scioli est le candidat kirchnériste qui perd au second tour face à Mauricio Macri.

⁹² Entretien réalisé dans les locaux de la pizzeria autogérée *Mi Tio*. Buenos Aires, 2017.

celui-ci puisse l'être au regard de ses successives interprétations depuis les années 1940, nous ne trouvons nulle part une telle composante. Par conséquent, nous ne pouvons qu'envisager une relation plus complexe, qui est pourtant criante si l'on s'en tient aux discours des acteurs spécifiques du milieu des ERT argentines. Cette relation semble en réalité prendre la forme d'un sentiment d'appartenance multiple, à des éléments qui renvoient constamment aux mêmes positions sociales et politiques : travailleurs-péronisme-peuple-camp populaire. Nous déconstruirons ces éléments par la suite, notamment à travers le retour historique qui s'impose pour rendre compte de leur construction et de leur enracinement dans l'esprit des travailleurs autogérés argentins. De ce fait -nous le formulerons de différentes manières- le renvoi constant « au péronisme » ou aux formes partisans contemporaines qui y sont associées semble renvoyer en réalité à quelque chose beaucoup plus concret en termes de structure sociale et de position dans celle-ci. Les allusions au péronisme renvoient à une position de classe et en démontrent la conscience d'y appartenir.

Elles ne le font toutefois pas de n'importe quelle manière car il existe, nous le verrons aussi, une coïncidence entre l'histoire ouvrière incorporée et le projet politique que porte cette branche de l'autogestion argentine.

Prenons l'exemple suivant. Eduardo « *el Vasco* »⁹³ Murua est un acteur structurant dans le milieu des ERT argentines. Militant syndical à l'*UOM de Quilmes*⁹⁴ il devient l'un des premiers référents de ce qui se conformera plus tard -et sera perçu par la presse et l'académie dans un premier temps- comme un mouvement d'ERT puis, dirigeant de la première organisation politique de représentation des travailleurs autogérés. Avec l'accession au pouvoir d'Alberto Fernandez en 2019, il devient « directeur d'entreprises récupérées » au sein du Ministère de développement social. Il est aussi ancien *Montonero*⁹⁵. Nous reviendrons amplement sur son parcours mais ces grandes lignes sont essentielles pour le situer.

Nous nous sommes rencontrés maintes fois et il m'a accordé plusieurs entretiens-fleuve. J'ai aussi eu l'occasion d'assister à de nombreuses interventions lors de réunions stratégiques du *MNER*⁹⁶, le mouvement dont il est le président. De multiples passages s'offrent à nous pour

⁹³ Le basque

⁹⁴ Acronyme de *Union Obrera Metalurgica* (Union ouvrière métallurgique). Il s'agit d'un des syndicats les plus anciens, divisé en sections territoriales, comme « *la seccional de Quilmes* ». Quilmes est l'une des villes qui composent la banlieue de Buenos Aires.

⁹⁵ Le groupe *Montoneros* était un groupe armé d'obédience péroniste aux influences marxistes. La revendication du nationalisme anti impérialiste est couplée à la lutte des classes dans leur projet révolutionnaire.

⁹⁶ Mouvement national d'entreprises récupérées.

déceler, de ce côté-là aussi, les mêmes catégories discursives que nous avons évoquées. Pour continuer dans le déroulement de la IV^e rencontre - cela nous fait penser aux Internationales communistes et socialistes- je choisis de mettre en récit un épisode bien particulier de cet événement : la rencontre informelle entre les représentants de *Vio-Me* et Eduardo Murua, dans les locaux de l'usine métallurgique récupérée et autogérée, *IMPA*⁹⁷. Ce dernier est ami de Lalo qui, suite à notre conversation à l'usine de *San Martin* me propose d'être son interprète pour communiquer avec les représentants grecs de *Vio-Me*. Ces derniers veulent précisément faire le tour des différentes organisations pour tisser des liens de solidarité, vitaux au regard de leur fragile situation à Thessalonique.

Nous nous trouvons dans l'ancien bureau du directeur de l'usine, occupé jusqu'en 2019 principalement par Murua et d'autres membres du *MNER*. Derrière la table à laquelle s'assoit Murua, deux portraits. L'un d'Eva Perón, l'autre de son époux, Juan Domingo. Lalo fait les présentations, je les traduis en anglais pour les Grecs. Murua demande aux travailleurs de *Vio-Me* de raconter leur histoire. Leur récit -que je n'ai pas pu enregistrer- raconte une lutte concrète, la transformation des processus de production pour fabriquer des savons bio, les difficultés qu'ils rencontrent avec l'appareil judiciaire, l'extrême droite et le gouvernement de Tsipras, envers lequel ils sont très critiques. Les éléments qui transparaissent dans leur récit ressemblent très fortement aux épisodes de lutte que les travailleurs autogérés argentins ont connu. Toutefois, leur récit est ponctué de commentaires qui ne laisse aucun doute sur leur adhésion à l'anarchisme, notamment lorsqu'ils critiquent l'État en lui-même. Les visages de l'assemblée se tendent au moment où je traduis cela. Lorsqu'arrive le tour de Murua de partager en quelques mots ce qu'il appelle « l'expérience argentine », l'impact de sa verve habituelle s'en trouve un peu réduit par ma traduction, bien des fois approximative. Après avoir raconté l'épisode de lutte pour la récupération d'*IMPA*, avoir donné les chiffres concernant le nombre d'ERT et avoir abordé la formation du *MNER*, il enchaîne, comme bien souvent, sur ce qu'il considère être un projet politique opportun pour l'Argentine et la région :

« Ce que vous voyez ici n'est qu'une étape pour les travailleurs. Ce qu'on doit obtenir pour nos peuples c'est la fin du pillage des ressources naturelles, la fin du libéralisme, la fin de l'impérialisme. Pour ça il faut envisager la révolution mais l'expérience la plus aboutie qu'on

⁹⁷ Acronyme d'*Industria metalurgica y plastica argentina*, Industrie métallurgique et plastique argentine.

a eu ici a été le péronisme. Pour la classe des travailleurs ça a été quelque chose de très important ici en Argentine et pour la classe ouvrière »⁹⁸.

Bien entendu leurs interlocuteurs ne sont pas convaincus mais ne cherchent pas la confrontation, c'eût été comparable à une faute diplomatique. Toutefois Murua va plus loin lorsque l'on me demande de prendre la photo de groupe pour immortaliser cette rencontre. Celui-ci veut qu'ils se tiennent tous debout, derrière son bureau, avec pour fond les tableaux des époux Perón. Les Grecs accèdent mais ne semblent pas réaliser immédiatement l'enjeu de la photo. C'est lorsque Murua fait un commentaire sur la situation précisément que l'un d'eux lève les mains pour masquer les visages d'Eva et de Juan Domingo. Je choisis d'ailleurs ce moment pour prendre la photo. Ce qui dans un autre contexte aurait pu constituer un motif de dispute se solde avec quelques rires, tapes dans le dos et brimades dans un langage qui dépasse clairement le cadre syntaxique du grec et du castillan.

Si Murua fait ici référence au péronisme dans des termes qui s'assimilent peut-être plus à un discours « d'homme politique », les éléments sous-jacents restent sensiblement les mêmes. Son adhésion au péronisme cache à son tour une identification à « la classe des travailleurs » mais aussi à un projet révolutionnaire qui, nous le verrons plus tard, se décline sur un registre très proche du projet bolivarien de la *Patria Grande*, la Grande Patrie.

Prenons encore deux exemples, afin de couvrir une partie conséquente des tendances idéologico-politiques qui existent, se combattent et s'allient dans le milieu des ERT, dans une dynamique complexe où le temps de la tactique est à distinguer de celui de la stratégie.

3. José Abelli, la vieille garde du *MNER* livre une analyse de la crise d'un point de vue ouvrier.

Je me trouve une semaine plus tard à Pigüé, une petite ville située à 500 kilomètres au sud-ouest de la capitale du pays. Fondée par des colons français, elle se spécialise dans l'agriculture. La propriété se concentre rapidement, tant et si bien que dès la 2^e moitié du XX^e siècle il ne reste que quelques familles qui possèdent les terres aux alentours, sans pour autant vivre à Pigüé. L'activité économique devient de plus en plus dépendante de l'immense usine sous-traitante

⁹⁸ Propos recueillis auprès d'Eduardo Murua, à ce moment-là président du *MNER*, lors de la réunion avec les représentants Grecs de l'usine Vio-Me, Buenos Aires, 2017.

d'Adidas, *Gattic*. Lorsque celle-ci menace de fermer suite à la décision d'Adidas de délocaliser ses processus de production au Brésil, l'exode rural bien entamé menace de vider Pigüé. Non pas que les ouvriers textiles représentent une part majoritaire des 14 000 habitants de la ville, mais leurs salaires irriguent la communauté à travers leurs dépenses de consommation. Sans pouvoir avancer un chiffre précis, il est bien connu qu'un emploi industriel charrie plus d'un emploi dans d'autres secteurs, notamment dans le tertiaire. Lorsque l'usine ferme ses portes en 2003, il n'y a, pour les travailleurs, aucune reconversion possible, ne serait-ce que dans le secteur informel comme le permettent les grandes villes comme Buenos Aires. Leur choix se résume à tenter leur chance en allant à la capitale -ce qui revient selon toute probabilité à s'entasser dans des zones périurbaines bien des fois insalubres- ou bien résister sans lendemain. Les travailleurs de *Gattic* choisissent la seconde option et entrent en lutte en plein hiver. Trois lustres plus tard certains sont toujours là. D'autres sont nouveaux dans la coopérative Textiles Pigüé (*CTTP*⁹⁹), il s'agit des filles et des fils, des petits cousins et des petites cousines de celles et ceux qui partent à la retraite. C'est aussi vers *CTTP* qu'une dizaine de bus fendent la nuit givrée de l'hiver 2017 avec à leur bord, des travailleurs autogérés, des étudiants, des doctorants, des chercheurs, des syndicalistes et des militants de plus de vingt nationalités différentes qui s'y rendent pour célébrer la IVe Rencontre internationale de l'économie des travailleurs.

L'usine est immense. Probablement la plus grande que j'aie visitée dans le cadre de cette thèse. Si la majorité des ERT entrent dans la catégorie de PME, *CTTP* commence à mordre sur le terrain du capital concentré, et ça se voit. Les différents bâtiments de l'usine couvrent 25 000 mètres carrés sur un terrain de plus de cinq hectares. Si l'usine allait de toutes manières être démantelée suite au départ d'Adidas, le fait que les travailleurs la reprennent a donné lieu à une lutte acharnée, physiquement violente entre ceux-ci, leurs familles et la police.

C'est dans les locaux administratifs que je rencontre un des dirigeants les plus anciens du mouvement d'entreprises autogérées argentines. Il s'agit de José Abelli, ancien ouvrier frigorifique qui accède au monde de l'autogestion à travers la lutte pour la récupération de l'entreprise où il travaillait. Un entretien fleuve démarre. José Abelli était jusqu'alors pour moi un personnage mystérieux qui apparaissait dans la plupart des entretiens que j'avais menés et qui se dressait par conséquent en pièce manquante d'un puzzle dont j'ignorais les dimensions. Il m'accorde un entretien fleuve qui s'étend bien au-delà de la partie enregistrée. Éteindre le dictaphone délie les langues.

⁹⁹ Coopérative de travail Textiles Pigüé.

Il mentionne le consensus de Washington, la désindustrialisation, le néolibéralisme –envers lequel il exprime une opposition sans équivoque : « L’installation des politiques néolibérales équivaut à la rupture du contrat social préexistant. A ce moment-là les partis politiques cessent de nous représenter. Historiquement le péronisme a représenté la classe ouvrière en Argentine et soudain le chef du péronisme [Menem]¹⁰⁰ fait tout, absolument tout le contraire [...] Lorsqu’on avait l’Etat social le travailleur était un sujet passif. Il y avait un modèle de représentation, les syndicats nous représentaient à travers la négociation salariale, tout cela fonctionnait. Il y avait une participation démocratique du travailleur et si le péronisme était au pouvoir on était aussi représentés au niveau du gouvernement. On a dû ensuite nécessairement passer de l’état de sujet passif à l’état de sujet actif. Il a fallu nous approprier de notre propre représentation et l’exprimer dans l’organisation du travail pour soutenir notre économie, pour soutenir nos familles pour soutenir notre dignité. On ne savait faire rien de tout ça »¹⁰¹.

José Abelli fait partie des dirigeants qui ont accumulé un capital militant conséquent et qui maîtrisent très bien différents niveaux de langage -académique, populaire, administratif- selon les situations et les publics qu’ils rencontrent. Son analyse sur sa propre situation et sur celle du mouvement des ERT¹⁰² est marquée par une profonde réflexivité. C’est dans le cadre de celle-ci qu’il revient sur le passé du mouvement ouvrier et de sa relation avec le péronisme, qu’il identifie, hormis pour la décennie 1990 comme un mouvement politique qui représente les travailleurs au sommet de l’État. Il mobilise cette même logique, issue d’une histoire incorporée à laquelle un travailleur argentin ne peut échapper pour penser le mouvement des ERT et il identifie un des aspects centraux de l’évolution de la représentation ouvrière dans le pays : lorsque celle-ci cesse d’opérer comme telle, le besoin de représentation ne disparaît pas pour autant. Et lorsqu’un objet nouveau -comme le sont les ERT- apparaît, il appelle aussi un besoin de représentation, indépendamment de si les instances traditionnelles assurent pleinement leurs fonctions à ce moment-là. La nouveauté de l’objet crée de fait un espace de représentation appropriable par les instances traditionnelles. Comme elles ne le font pas - nous verrons cela très largement par la suite- cela permet que le vide soit rempli par la constitution d’organisations représentation politiques (OPR) à travers un processus de constitution-

¹⁰⁰ Président argentin de 1989 à 1999. Il applique à la lettre les recommandations du Consensus de Washington.

¹⁰¹ Entretien réalisé auprès de José Abelli.

¹⁰² Le terme « mouvement », qui devrait plutôt être au pluriel est employé ici sans déconstruction, comme un artefact, afin de faciliter la construction du raisonnement. Il fera toutefois l’objet d’une analyse approfondie plus en aval.

délégation fortement bottom-up, ce qui n'empêche pas pour autant que ce mouvement de remplissage du vide n'attire également des représentants subalternes du champ syndical.

Que ce soit à travers sa représentation active ou à travers son absence dans ce rôle, « le péronisme » est associé une nouvelle fois aux intérêts objectifs des travailleurs. Les OPR qui se créent à partir des années 2000 -nous reviendrons en détail sur les dates et les processus de constitution- reprennent ce caractère fortement axé sur la classe sociale mais reproduisent, à travers leurs représentants, un discours dont les éléments fondamentaux se retrouvent non seulement dans la nébuleuse des « valeurs péronistes » mais aussi -et surtout- dans les positionnements et stratégies ouvrières qui donnent lieu à la naissance du péronisme.

4. Un mécanicien marin devenu avocat du travail. Le dirigeant d'Avellaneda, un péroniste conservateur.

Prenons un dernier exemple avant de clore cette séquence. Il s'agit du président de l'OPR qui naît de la première scission du *MNER* en 2003, le *Movimiento de fabricas recuperadas por sus trabajadores*¹⁰³, (*MNFRT*). Ancien mécanicien marin, il devient avocat du travail à la fin de la décennie 1990 et rejoint très tôt le groupe de militants qui, au fur des luttes, des assemblées et des réunions informelles, entame son processus d'institutionnalisation jusqu'à la création-formalisation du *MNER*.

Les controverses qui agitent la figure de Luis Caro n'ont d'égales que sa célébrité dans le milieu. Son nom apparaît très généralement associé à un adjectif péjoratif et à une critique sévère, quelle que soit la position relative qu'occupe de mon interlocuteur vis-à-vis de ses homologues. D'autre part, son nom apparaît aussi dans divers documentaires et articles de presse et académiques, le plus souvent associé à un rôle central dans la représentation des travailleurs des ERT. Certains articles de presse laissent même entendre qu'il serait leur principal représentant lorsqu'il est introduit comme « président du *MNFRT* » sans plus de précisions, comme si cette OPR monopolisait l'espace de représentation. Bien entendu un travail journalistique sur un sujet très médiatisé mais peu connu en profondeur n'est pas nécessairement tenu de rendre compte à chaque article de tous les détails des rapports de forces et de leur construction entre les différents représentants de cette forme d'autogestion ouvrière.

¹⁰³ Mouvement d'usines récupérées par leurs travailleurs.

Il n'en demeure pas moins que le fait de survoler ces questions politiques participe à biaiser considérablement l'appréhension du phénomène pour un public spatialement proche mais *culturellement*¹⁰⁴ éloigné.

Malgré cette célébrité et les controverses dont il fait l'objet -et il est très probablement au courant qu'il en fait l'objet-, il m'accorde un entretien assez facilement. Je me suis procuré son mail non sans difficulté car je ne pouvais pas le demander à mes autres interlocuteurs. En l'espace de quelques heures nous avons fixé une date de rendez-vous à son cabinet, situé dans la localité d'Avellaneda, province de Buenos Aires. Ce que j'estime être la difficulté principale de cet entretien réside dans le fait de ne pas dévoiler que j'ai déjà largement tissé des liens de confiance et de réciprocité avec ses adversaires. Je dois apparaître comme un doctorant fraîchement débarqué, afin de ne pas lui donner l'occasion de monter sa garde ou de se servir de cet entretien pour répondre aux critiques qui lui sont généralement adressées.

L'amorce de l'entretien se fait avec une question ouverte classique, qui porte dans ce cas sur le point de vue de l'intéressé sur « l'histoire du mouvement »¹⁰⁵. Très généralement, l'entretenu fait une allusion à la manière dont il ou elle « entre dans le mouvement », ce qui est l'occasion d'enchaîner comme si cela allait de soi sur un passé plus lointain, susceptible de me livrer des informations sur sa socialisation militante et sur le contexte qui l'a permise. Et Caro ne rechigne pas à en parler. Dès que je lui demande comment il en arrive à s'intéresser aux ERT il évoque son passé militant au sein de l'unité de base péroniste de son quartier. « Je suis né dans un bidonville [...] j'ai grandi dans un quartier très pauvre, *Villa Corina* de Avellaneda, où je me suis formé avec les militants de *la Juventud Peronista*¹⁰⁶ de l'époque, c'est le péronisme basique basique, Perón¹⁰⁷, Evita et tout ça. Et ensuite avec un prêtre ouvrier français aussi. Le père Paco

¹⁰⁴ Nous reviendrons longuement sur les questions culturelles qui traversent l'autogestion argentine, son mouvement ouvrier et plus particulièrement les ERT, qui s'insèrent dans -et en jouent plus ou moins consciemment- la « culture populaire » argentine. Lorsque je fais allusion à un public culturellement éloigné, je fais référence aux individus qui n'interagissent pratiquement jamais avec des membres d'ERT et ne connaissent pas les codes implicites qui régissent cet espace en voie d'autonomisation.

¹⁰⁵ Cf le chapitre méthodologique.

¹⁰⁶ La « jeunesse péroniste » (JP) est initialement un mouvement interne au *Partido Justicialista*, (le parti justicialiste) sans véritable autonomie. Après le coup d'État de 1955, le mouvement armé connu sous le terme de « résistance péroniste » y puise le gros de ses troupes.

¹⁰⁷ La référence au « péronisme de Perón » ne donne aucune indication en soi. L'accession au pouvoir de Perón est le fruit d'un compromis dilatoire entre différents courants du mouvement ouvrier, mais aussi de certaines fractions de la bourgeoisie, notamment industrielle. Dès lors, le « péronisme de Perón » n'existe pas. Quand un s'en réfère, il cherche à délégitimer certaines fractions qui s'institutionnalisent suite à la destitution de Perón, notamment celles plus à gauche, ou encore à prendre ses distances avec les politiques néolibérales que mènent des dirigeants au nom du péronisme

de *Villa Corina*, c'était un prêtre venu de France, il était très droit, alors j'ai aussi commencé à militer dans l'Action Catholique du quartier et disons, la structure des premiers chrétiens était telle qu'on mettait tout en commun, c'est aussi quelque chose qui m'a mené vers les ERT »¹⁰⁸.

Ce passage est très révélateur d'un élément qui sera développé et mobilisé au long de cette thèse. Le péronisme est ici associé à quelque chose de plus large que la catégorie « travailleurs ». Caro l'associe à son lieu de naissance, il semble aller de soi que dans son quartier il y ait une *unidad basica* et des militants de la JP car les intérêts des plus démunis seraient représentés par « le péronisme » dans sa version perçue comme la plus populaire -et par conséquent composée de militants issus de classes populaires et/ou agissant en fonction de ce qu'ils considèrent qu'il est attendu d'eux dans le contexte de leur militantisme.

Nous avons relevé dans ces entretiens deux composantes majeures qui sont source d'identification au péronisme. Il s'agit de la conscience à l'apparence à la catégorie de « travailleurs » d'un côté, et de l'autre, à celle des secteurs populaires. Si la première jouit d'une définition en apparence plus précise que la seconde, largement alimentée par une sédimentation de travaux qui réactualisent ou qui retravaillent les catégories marxistes, la seconde apparaît comme imprécise, indéfinie, et associée à des visions peu légitimées dans le champ académique que l'on relègue généralement dans la catégorie de « populisme », sans jamais la définir correctement. Toutefois, dans un pays où l'informalité concerne 30% des travailleurs¹⁰⁹, cette catégorie devient poreuse si l'on entend par « travailleurs » un individu dont la position dans le processus de production est clairement identifiable et que cette personne vit de son travail. Par exemple, un jeune *cartonero* qui accompagne de temps à autre son père dans sa tournée quotidienne et qui touche l'équivalent d'un RSA est-il un travailleur ? Ou encore, un homme âgé qui vend des bonbons à son compte dans le RER pour compléter sa retraite est-il un travailleur ? Aucun de ces deux cas de figure ne correspondent à une définition restreinte. Ils exercent un travail sans que celui-ci ne constitue une activité principale et ils peuvent être auto-

à partir des années 1970, telles que celles d'Isabel Perón ou Carlos Menem, ou encore Alberto Fernandez et en moindre mesure, Cristina Fernandez de Kirchner.

En ce sens, il cherche à faire passer sa position comme hégémonique et à invalider les autres, à la fois qu'il cherche à faire passer l'éclatement idéologique contenu dans le premier péronisme comme un phénomène qui le succède. S'il s'agit alors, entre autres, d'invalider les courants auxquels l'on n'adhère pas en les écartant de ce qu'est « le vrai péronisme », cette expression a le même effet que celui de « vraies sciences », dans la mesure où le vocable « vraies » met en évidence qu'il existe une dispute pour la définition de ce qu'est une science, de la même manière que « péronisme de Perón », constitue en quelque sorte le vestige qui met en évidence la lutte pour la définition du péronisme.

¹⁰⁸ Entretien réalisé auprès de Luis Caro, Avellaneda, Province de Buenos Aires, 2017.

¹⁰⁹ Les travailleurs informels ne sont pas comptabilisés dans la catégorie d'actifs occupés.

entrepreneurs. Ces personnes évoluent toutefois dans des milieux paupérisés, géographiquement et socialement situés où les instances de socialisation principales dépassent amplement celles du travail, car il n'y en a très peu. Ces milieux sont ceux que nous pourrions qualifier de *populaires*. On remarque alors que la catégorie de « travailleur »¹¹⁰ devient poreuse dès lors qu'elle n'est pas suffisante pour englober les travailleurs informels et que ceux-ci font plutôt partie de celle de « secteur populaire », qui implique par ailleurs de multiples sources d'identification et de production de codes sociaux spécifiques que nous verrons dans la partie III. De plus, la catégorie « travailleurs » devrait aussi désigner des employés qualifiés, dominants au sein d'une entreprise formelle, que l'on retrouve typiquement dans les postes de *manager* ou d'ingénieur et qui ne s'identifient pas aux secteurs populaires. Cela dit, lorsque le terme *trabajadores* est prononcé dans un discours en Argentine, il ne renvoie pas à la totalité du salariat, mais plutôt à sa frange la plus populaire, la plus dominée et à la fois la plus combative. C'est précisément dans cet ensemble, qui recoupe à la fois une partie des travailleurs formels et d'une large part des secteurs populaires de la société argentine, que « le péronisme » puise sa force militante, son électorat. L'identification au péronisme renvoie alors à des positions sociales bien précises, dans lesquelles s'insèrent notamment les travailleurs qui composent les ERT argentines. Passant du salariat formel à l'informalité, puis à une formalité collective sous la forme juridique de la coopérative de travail où les rapports salariaux se diluent dans la propriété collective du capital, ils traversent, parfois à plusieurs reprises la frontière qui sépare ces deux catégories. Nous comprenons mieux alors que le référentiel commun, dans un contexte historique particulier, puisse être le référentiel symbolique qu'offre ce que les agents entendent par « le péronisme ».

5. Aux origines du péronisme : la crise, la guerre et une stratégie de classe d'un mouvement ouvrier organisé.

Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire du péronisme et encore moins celle du mouvement ouvrier argentin, ou plutôt celle *des* mouvements ouvriers argentins. Nous nous centrerons plutôt, de la manière la plus synthétique possible autour de la poursuite de deux objectifs principaux. Le premier est d'expliquer l'enracinement péroniste de l'écrasante majorité des travailleurs qui accèdent à des postes de représentation politique dans le secteur des ERT. Le second, qui est

inextricablement lié au premier, est de déconstruire les catégories, les concepts et les grilles de lecture émiques mais aussi académiques¹¹¹ avec lesquelles les agents semblent interpréter la réalité sociale dans laquelle ils se trouvent immergés ou bien les processus historiques desquels ils font partie.

5.1 Murmis et Portantiero, une analyse marxiste des origines ouvrières du péronisme.

Cela suppose bien entendu d'aborder les fragments d'histoire incorporée mobilisée par ceux-ci. Pour les analyser nous nous centrerons sur l'ouvrage phare de Murmis et Portantiero, *Estudios sobre los origenes del peronismo* (1969) au sein duquel les auteurs s'inscrivent en porte à faux vis-à-vis des théories dominantes de leur époque et introduisent une grille de lecture structuraliste et gramscienne pour analyser ce phénomène complexe.

Notons avant de commencer cet exercice que la définition du péronisme est un enjeu de luttes, sujette à sa construction historique. En termes de Pierre Bourdieu, « la plupart des concepts en « isme » sont des concepts historiques. Ce sont des concepts qui sont nés dans une lutte, dans une polémique insérée dans un contexte historique bien précis et qui se sont perpétués au-delà de ce contexte, qu'on fait fonctionner comme transhistoriques »¹¹². Par conséquent nous ne pouvons pas avancer une définition de manière essentialiste. Ceci étant, nous risquons de tomber dans les travers d'une posture purement inter-subjective. Cherchons néanmoins à la dépasser à travers la prise en compte non seulement des prises de position des acteurs qui s'identifient et définissent avec leurs catégories le péronisme, mais aussi avec leurs positions, qui correspondent bien souvent aux premières. Pierre Bourdieu résume parfaitement cette idée lors de la séance du 26 mai 1982 de son séminaire au Collège de France : « l'idée simple que j'ai à l'esprit, c'est que la représentation que les sujets sociaux se font du monde social fait partie de la vérité objective du monde social »¹¹³.

Si la définition du péronisme est un enjeu de luttes entre les différents agents qui s'y identifient, ou plutôt qui s'identifient à l'un de ses courants constitutifs -dont la définition correspond à l'idée qu'ils se font du péronisme- il existe une tendance à nier les courants adverses en

¹¹¹ Propres à une épistémologie latinoaméricain et par conséquent quelque peu éloignées de celles avec lesquelles nous avons l'habitude d'interagir dans le champ académique français tout du moins.

¹¹² Bourdieu, P., (1979) « Le paradoxe du sociologue », *Sociologie et sociétés*, Presses universitaires de Montréal p.87.

¹¹³ Bourdieu, P (2015). *Sociologie générale*, Paris, Seuil, p.103

invoquant le « vrai » péronisme. Comme nous l'avons remarqué dans le chapitre méthodologique, le mot « vrai » placé devant le terme en dispute est le signe de cette même dispute, sans quoi le courant qui opère cette distinction n'aurait pas eu à avoir recours à cette opération. En termes d'Ostiguy, « chaque tendance a sa propre *interprétation* du péronisme, qu'elle considère la plus légitime. Contrairement au *PT* brésilien ou au *PDR* mexicain, le péronisme ne dispose *pas* de tendances institutionnalisées officielles, avec sigles et candidatures distinctes lors de primaires, d'ailleurs pratiquement inexistantes dans le péronisme. Bien qu'idéologiquement *très* éloignées l'une de l'autre, ces tendances sont informelles – comme la plupart des choses dans le péronisme d'ailleurs. Leur fortune dépend du pouvoir acquis par certains dirigeants, lorsqu'ils délimitent leur propre projet idéologique. Vu sous un autre angle, les tendances ne sont *pas* des projets idéologiques sur l'axe gauche-droite qui pourraient exister indépendamment du parti en question, mais bien des interprétations diverses de ce que constitue le “vrai” péronisme. Paradoxalement, cette situation conduit à un niveau de tolérance moindre envers les inévitables “adversaires interprétatifs”, têtus, qui ne sont pas perçus comme une minorité légitime mais bien “dans l'erreur.”. Il nous semble qu'un meilleur parallèle serait celui des interprétations chrétiennes opposées (“tendances”), en présence d'un pape temporaire. Voir au sujet de ces conflits politiques la notion de “concept essentiellement contesté”, introduit pour la première fois par W.B. Gallie en 1956 (“Essentially Contested Concepts”. *Proceedings of the Aristotelian Society* 56, Londres, 1956, pp. 176-220, reproduit à maintes reprises par la suite). »¹¹⁴

5.2 Une première transformation structurelle pour l'économie argentine : la crise de 1929 marque le début de l'industrialisation par substitution d'importations.

Si depuis la fin du XIXe siècle se développe en Argentine une industrie de subsistance, notamment tirée par les frigorifiques connectés au marché international, ce n'est qu'à partir de la crise de 1929 que se produit un réordonnement des rapports de forces à l'intérieur du bloc hégémonique national, notamment à travers le développement contraint du secteur industriel. En effet, jusqu'alors tout se passait comme si Ricardo avait raison, si nous ignorons les terribles inégalités que comporte le modèle agro exportateur latifundiaire. La spécialisation productive

¹¹⁴ Ostiguy, P., (2005) « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 (Vol.12) pp. 299-330

dans un monde dominé par le libre-échange avant la guerre de 1914-1918 place l'Argentine en première place de la liste des pays classés en termes de PIB par tête¹¹⁵. Le secteur agro exportateur capte l'essentiel de la rente d'exportation et refuse tout développement du secteur industriel, qui lui serait nuisible. En effet, si l'Argentine fabriquait sur place une partie des biens manufacturés qu'elle importe, cela équivaldrait à réduire ses importations. Par conséquent, se réduit également le flux de devises qu'elle adresse au reste du monde (RDM)¹¹⁶ pour importer. De ce fait, si le RDM veut maintenir un équilibre commercial -vital pour son stock de devises ou la stabilité des monnaies nationales- vis-à-vis de l'Argentine, il n'a d'autre choix que de réduire ses importations en provenance de l'Argentine, qui par conséquent exporte moins. Cela impacterait alors directement son secteur exportateur, à savoir le secteur agraire, aux mains de l'oligarchie terrienne, ainsi que l'industrie frigorifique.

Les suites de la crise de 1929 viennent modifier ce rapport de forces interne à l'Argentine. En effet, les pays industrialisés, lourdement impactés par la récession économique diminuent leurs importations et se font immédiatement appliquer des mesures de rétorsion suivant la logique de maintien des équilibres commerciaux et la durabilité des stocks de devises. De cela résulte que la demande adressée aux exportations argentines diminue, ainsi que le flux de devises destiné à les payer.

Dès lors, la capacité de l'Argentine à payer ses importations diminue, ce qui provoque logiquement une baisse de ces dernières. Cela dit, cette baisse n'est pas immédiate et automatique. D'autres phénomènes peuvent se produire conjointement à celle-ci, à savoir le maintien d'un déficit commercial suffisamment longtemps pour que le stock de devises diminue largement et/ou que la monnaie nationale se déprécie¹¹⁷.

Dans cette situation, l'équilibre macroéconomique national est compromis. Les biens industriels finissent, à terme, par manquer. Sous l'égide de Federico Pinedo, *l'Union Industrielle Argentine (UIA)* préconise de développer une industrie légère de substitution d'importations. Murmis et Portantiero démontent la vision traditionnelle selon laquelle il existe une opposition entre deux blocs rigides et imperméables, avec le secteur agro exportateur d'un

¹¹⁵ Selon les estimations d'Angus Maddison, l'Argentine arrive en première place du classement des pays selon leur PIB/tête en 1895. Le pays profite à cette époque d'une manne d'exportations captée par une petite oligarchie terrienne et négociante et compte avec une population très réduite.

¹¹⁶ Il s'agit en réalité principalement du Royaume-Uni.

¹¹⁷ Le marché des changes peut s'ajuster par les prix ou par les quantités en cas de déséquilibre commercial. La plupart du temps ces deux ajustements se produisent simultanément. Autrement, le manque de devises peut soit être comblé momentanément avec l'endettement en devises soit aboutir à un défaut de paiement vis-à-vis des créanciers en monnaie étrangère.

côté et l'industriel de l'autre. En effet, au début des années 1930 les agroexportateurs se trouvent divisés. Les exportateurs de *chill*¹¹⁸ -qui représentent la fraction dominante de la fraction dominante de la société argentine- ont intérêt à continuer à placer leurs exportations sur le marché international mais aussi à assurer une certaine stabilité économique dans le pays afin de maintenir le statu quo qui assoit leur domination. Par contre, la position sociale des éleveurs ne dépend pas vraiment du statu quo qui profite à la fraction dominante. Ils s'opposent à toute mesure qui viendrait léser leur production, soutiennent indéfectiblement le libre-échange, sont représentés politiquement par l'Union Civique Radicale (*UCR*) et se regroupent autour de la *Confederacion de asociaciones rurales de Buenos Aires y La Pampa (CARBAP)*¹¹⁹. La fracture entre ces deux fractions se consomme en 1933 avec la signature entre l'Argentine et le Royaume-Uni du Pacte *Roca-Runciman*¹²⁰. Celui-ci permet aux exportateurs de *chill* de placer leur production, et leur garantit qu'ils ne seront pas touchés par les éventuelles mesures de rétorsion qu'implique pour l'Argentine de produire sur place une partie de ce qu'elle importait. Celles-ci, couplées à la chute de la demande mondiale, impactent toutefois de plein fouet les producteurs de la *CARBAP*.

Le secteur industriel se trouve aussi divisé. La grande bourgeoisie portègne et plus généralement citadine sort gagnante de cet accord car l'oligarchie terrienne va même donner son accord pour stimuler très légèrement le développement industriel de certaines branches relatives à l'industrie légère. Cependant, d'autres industriels de taille plus modeste et dans d'autres secteurs voient dans ce changement de politique économique l'opportunité de changer la matrice productive du pays et d'enclencher un développement autonome de l'industrie.

Cette coupure transversale à l'intérieur des deux secteurs dominants remet en cause la seule division sectorielle.

En effet, Murmis et Portantiero montrent alors que si l'oligarchie se retrouve fractionnée, l'État n'apparaît plus simplement comme la boîte d'enregistrement de la fraction dominante de la fraction dominante mais acquiert une autonomie relative et peut arbitrer entre différentes orientations en lutte au sein de la société argentine.

¹¹⁸ Viande refroidie. Les exportateurs s'apparentent plus à une oligarchie négociante en opposition aux éleveurs. Ces derniers défendent radicalement le maintien du libre-échange, soutiennent l'Union Civique Radicale (*UCR*) et s'organisent autour de la *CARBAP*.

¹¹⁹ Confédération d'associations rurales de Buenos Aires et La Pampa.

¹²⁰ Ce traité de libre-échange implique que le Royaume-Uni importe un certain quota de *chill* en provenance de l'Argentine qui s'engage à son tour à importer des biens manufacturés et du charbon en provenance du RU.

Cette accélération de l'industrialisation du pays entraîne avec elle une hausse conséquente du prolétariat urbain, composé jusqu'alors majoritairement de personnes issues de l'émigration européenne, dont le visage commence à changer à partir du moment où s'accélère le processus de migration intra nationale, autrement dit, l'exode rural caractéristique de ce genre de processus.

5.3 Le mouvement ouvrier argentin connaît de substantielles modifications durant le processus d'industrialisation.

La seconde partie d'*Estudios sobre los origenes del peronismo* porte notamment sur l'organisation du mouvement ouvrier entre les années 1930 et la fin des années 1940, sur les rapports de force entre les différents courants et propose une lecture qui s'inscrit en porte à faux vis-à-vis des conceptions dominantes quant aux bases sociales du péronisme.

Les lectures classiques de l'émergence du péronisme postulent une coupure au sein d'une classe ouvrière hétéronome, entre les vieux ouvriers syndicalisés et les nouvelles masses prolétaires issues de l'exode rural qui n'ont jamais connu de cadre syndical, n'auraient pas de conscience de classe et seraient par conséquent manipulables par un leader charismatique pour peu qu'il leur promette une amélioration rapide de leurs conditions de vie. L'un des exposants les plus connus et reconnus de cette interprétation -erronée selon Murmis et Portantiero- n'est autre que l'un des premiers importateurs de la sociologie en Argentine, l'italien Gino Germani. Il développe ces thèses notamment dans *La integracion de las masas a la vida politica y el totalitarismo* (1956) et *Politica y sociedad en una época de transicion* (1962).

La pérennité de ces versions est permise par les auteurs péronistes, qui en admettent les fondements théoriques pour en tirer une conclusion opposée : si les masses néo-citadines sont effectivement dépourvues de culture syndicale, elles intègreraient le mouvement ouvrier grâce à Perón. Cette lecture simplifie la catégorisation du péronisme car elle permet de le classer dans la même catégorie que le *varguisme*.

Les auteurs d'*Estudios* s'inscrivent une nouvelle fois en faux par rapport à la vision dominante. Les auteurs montrent que la prétendue hétérogénéité ouvrière est loin d'être la base des déterminants dans le soutien à Perón en 1946.

5.4 De la Place de Mai à la présidence : La majorité du mouvement ouvrier organisé soutient la candidature de Perón en 1946.

Si l'on prend une photo du rapport de forces au sein du mouvement ouvrier en 1943, année où Perón devient secrétaire du travail¹²¹, nous observons la configuration suivante. Quatre centrales coexistent à ce moment-là : la *FORA* (*Federacion obrera regional argentina*) de tendance anarchiste, *l'USA* (*Union sindical argentina*) dominée par les syndicalistes révolutionnaires, la CGT n°1, d'obédience socialistes et la CGT n°2 que se partagent les socialistes et les communistes. Ces quatre centrales ne recourent pas exactement les quatre courants qui existent au sein du mouvement ouvrier en cette première moitié du XXe siècle. Leur attitude face à Perón entre 1943 et 1946, année où il remporte les présidentielles soutenu par une large part du prolétariat syndiqué montre que la majorité de la classe ouvrière et de ses dirigeants syndicaux se constituent en colonne vertébrale du péronisme. Cela démonte une partie de l'hypothèse classique dans le sens où celle-ci postule que ce serait Perón qui capte des masses atones et les syndicalise à sa convenance. La réalité est toute autre : il existe au contraire un mouvement ouvrier organisé au préalable qui, dans une logique de défense de ses intérêts de classe, suite à des décennies de massacres et de répression de la part de gouvernements conservateurs, et dans une recherche d'autonomie voit dans la candidature de Perón un compromis qui leur est favorable.

En termes de Murmis et Portantiero : « La structure syndicale qui a formé la base de soutien du péronisme a été la résultante d'une alliance entre les syndicats qui avaient formé la CGT n°1, ceux qui intégraient l'USA et les autonomes, auxquels se sont additionnés les syndicats nouveaux et ceux qui se sont organisés parallèlement aux syndicats qui avaient donné naissance à la CGT n°2 et qui maintenaient un lien étroit avec le communisme et le socialisme. Ces groupes syndicaux s'unifieront sous la CGT entre 1944 et 1945 et organiseront le *Partido Laborista*, dans lequel ils verront la réalisation de l'autonomie -vis-à-vis des partis politiques- du syndicalisme, manifestée de manière larvée en tant qu'orientation lors des crises de 1935 et 1942 »¹²².

Nous pourrions toutefois croire que cette majorité syndicale serait composée de nouveaux travailleurs endoctrinés par le *caudillo*, comme le stipule un versant de l'hypothèse classique.

¹²¹ Le portefeuille du secrétariat du travail n'est élevé au rang de ministère, puis élargi, qu'en 1949.

¹²² Ibid p.160

En effet, si l'on considère que les « vieux » ouvriers ne soutiennent pas Perón et que les « nouveaux » oui, cela doit transparaître dans les différents secteurs qui correspondent aux anciennes ou aux nouvelles industries, qui correspondent à leur tour à des syndicats bien précis. Les auteurs distinguent alors les syndicats traditionnels, donc anciens, des « nouveaux » créés après 1943, tout en faisant une sous distinction pour discriminer également les syndicats qui apparaissent comme nouveaux mais qui ne sont que des scissions de structures plus anciennes. Si l'on suit l'hypothèse classique, on devrait retrouver un soutien massif au péronisme dans les « nouveaux » syndicats et un rejet chez les « anciens ». Pourtant, ce n'est pas absolument pas ce qu'il se produit : « Nous ne pourrions affirmer d'aucune manière que durant la période de configuration du *nationalisme populaire*, les organisations anciennes, en bloc ou même majoritairement, auraient maintenu une attitude d'opposition face aux attitudes favorables au péronisme de la part des nouvelles. Ce qui pourrait être discriminé sont les secteurs dans lesquels la participation des unes et des autres a été plus ou moins intense. Nous avons vu que sur le plan de l'articulation formelle de l'alliance entre l'élite politique et la classe ouvrière ce sont les syndicats anciens et les dirigeants traditionnels qui ont eu le plus de poids institutionnel, pour avoir maintenu sous leur contrôle les organisations syndicales les plus importantes, ce qui était décisif étant donné le caractère explicite qu'ont acquis les accords »¹²³.

Le *Partido Laborista*, à la tête duquel Perón remporte les élections de 1946 est alors composé de syndicalistes anciens et nouveaux, et incarne la possibilité pour la classe ouvrière de prendre le pouvoir institutionnel et d'intégrer l'appareil d'État. Les principales tendances idéologiques qui forgent le péronisme par la suite, telles que le nationalisme anti impérialiste ou l'égalitarisme républicain étaient déjà largement existantes au sein du corpus idéologique du socialisme et du syndicalisme révolutionnaire notamment, avec toutefois des stratégies différentes pour y parvenir.

Ces stratégies sont mises à l'épreuve des affrontements successifs avec les classes dirigeantes tout au long du XXe siècle, qui se soldent presque invariablement par la victoire des dominantes, qui n'hésitent pas à écraser la contestation sociale par les armes. Les auteurs d'*Estudios...* remarquent que la décennie qui précède le coup d'État de 1943 présente les caractéristiques typiques d'une étape d'accumulation industrielle -produit de l'industrialisation par substitution d'importations- capitaliste classique, sans redistribution. Les salaires réels ont tendance à diminuer, les grèves sont majoritairement perdues par les travailleurs et le chômage

¹²³ Murmis, M. et Portantiero J.C., *Estudios sobre los origenes del peronismo*, Siglo Veintiuno, Buenos Aires, p.182

est suffisamment élevé pour que le rapport de forces soit favorable au capital. Ces dix années de défaites répétées pour la classe ouvrière font en sorte que l'option de soutenir la candidature de Perón, avec de fortes garanties pour la CGT, apparaisse comme raisonnable dans le cadre d'une *stratégie de classe*.

S'il fallait nommer un moment constituant de ce mouvement politique que nous peinons à définir, ce serait sans doute le 17 octobre 1945. L'intérêt de se pencher sur cette date est de remarquer comment se cristallisent des rapports de forces sous-jacents dans la société argentine, dont la lecture devient primordiale afin de situer l'objet.

Les tenants de la tendance conservatrice du gouvernement militaire d'Edelmiro Julian Farrell (1944-1946) voient d'un très mauvais œil la popularité croissante d'un colonel devenu secrétaire du travail auprès d'une large part des travailleurs argentins. Les avancées sociales en matière de droit du travail prônées par Perón sous la demande du mouvement ouvrier se rapprochent dangereusement de ce que réclament les communistes et les socialistes depuis le début du siècle, deux courants auxquels une partie de la junte s'oppose fermement. Perón est alors emprisonné le 13 octobre, ce qui provoque une réaction de la CGT qui convoque une grève générale pour le 18. Cependant, dans la matinée du 17, en dehors de tout cadre institutionnel, des centaines de milliers de portègues -essentiellement des travailleurs- dont beaucoup habitent dans les zones périphériques de la ville, confluent vers le centre névralgique de la contestation politique argentine, la Place de mai, que surplombe le palais présidentiel. Un des mots d'ordre spontanés est « *queremos a Perón*¹²⁴ », car il incarne leur espoir d'obtenir un nombre raisonnable de revendications pour lesquelles ils luttent depuis des décennies, sans succès.

Hormis de nombreux éléments discursifs émanant des porte-parole du *Partido Justicialista*¹²⁵ d'autres « moments chauds »¹²⁶ forgent l'identification du péronisme à ce qui apparaît *populaire* et à ce qui renvoie à la classe « des travailleurs ». Nous pouvons identifier par exemple le processus de la « résistance péroniste » qui se met en place après le coup d'État de 1955 et qui consiste en diverses actions de sabotage et en un début de lutte armée.

¹²⁴ « Nous voulons Perón »

¹²⁵ On pense ici à des phrases célèbres telles que « il n'y a une seule classe d'argentins, ceux qui travaillent » prononcée par Perón, qui exclut du périmètre de définition de la nation même les fractions oligarchiques, dont les intérêts matériels reposent sur leurs alliances avec des puissances étrangères, notamment le Royaume Uni.

¹²⁶ En référence aux catégories gramsciennes.

Nous ne pouvons comprendre l'identification des classes populaires au péronisme sans prendre en compte le programme économique et les politiques publiques appliquées dans le pays entre 1946 et 1955. La modification du rapport de forces entre les différents secteurs socio-économiques aux intérêts antagonistes est réelle et sert de base à l'aile gauche -dans les années 1970- qui y voit les conditions de la possible instauration d'une « patrie socialiste ». Parmi les mesures phare en question se trouvent la nationalisation du commerce extérieur, du réseau ferroviaire et d'un certain nombre d'entreprises stratégiques. La politique de grands travaux qui est lancée dans le cadre du premier plan quinquennal comprend le développement de la sidérurgie lourde, de la marine marchande nationale -ce qui ne manque pas de contrarier la Couronne britannique- et du secteur nucléaire. L'Argentine produit alors du matériel militaire sur place et en réduit ses importations en provenance des USA. Plusieurs sites industriels sont mobilisés pour la fabrication balistique et d'avions de chasse, dont l'usine *IMPA*, récupérée définitivement par ses travailleurs en 1998 et qui devient l'actuel siège social du *MNER*. Parallèlement à cela, les conquêtes sociales et les avancées en termes de droit du travail acquièrent un caractère constitutionnel. Le pays se dote en 1952 d'une des premières constitutions de troisième génération, à savoir les constitutions sociales. Elle est immédiatement abolie suite au coup d'État de 1955. Parallèlement à cela, le gouvernement finance une ambitieuse politique de grands travaux qui comprennent la construction massive d'écoles, de lycées, de routes, d'hôpitaux et de logements pour les classes populaires, ce qui a pour effet d'opérer une modification dans la répartition du capital. L'accès à la santé et à l'éducation publique et gratuite devient une réalité pour l'ensemble du pays. Le *Parti Justicialiste* ne manque pas d'en faire une communication très active, que l'on qualifie communément de propagande.

6. L'identification des travailleurs au péronisme se poursuit et se renforce après le coup d'Etat de 1955.

D'autres éléments doivent retenir notre attention car ils sont très explicatifs de l'identification au péronisme, notamment à travers l'imaginaire de la résistance qui se cristallise à partir de 1955. En effet, l'une des mesures les plus favorables à la perpétuation du péronisme dans la société argentine a paradoxalement été sa proscription la plus stricte de la part de la junte militaire, qui entame dès les premiers mois au pouvoir un processus de « dépéronisation » de la société. Celui-ci passe non seulement par une dissolution du *Partido Justicialista*, la révocation

des dirigeants syndicaux affiliés au parti ou encore la suppression de toute image évoquant Perón dans l'espace public, mais aussi par l'interdiction de prononcer son nom et, bien sûr, par l'exécution de milliers de militants péronistes. Ces mesures participent à la mise en place d'un récit de la résistance, dans lequel les corps qui tombent en défense de l'intérêt des travailleurs sont des corps péronistes. Dès lors, à partir du moment où se forge ce récit, il apparaît très difficile de dissocier le péronisme de la défense des intérêts des travailleurs argentins.

Ce sentiment ne fait que s'approfondir durant les années qui séparent l'exil de Perón en 1955 et son retour en 1972 et participe à consolider la position qu'occupe ce que les différents acteurs perçoivent du péronisme comme un ensemble situé.

De plus, il apparaît clairement que les dictatures imposent un ordre favorable aux secteurs de la société argentine dont les intérêts divergent -notamment du point de vue économique- de ceux qui s'identifient au péronisme¹²⁷. Le paroxysme de cette logique se produit avec la dictature de 1976-1983. Dans son prétendu combat contre le communisme vers la fin de la Guerre Froide, la junte militaire s'attelle à détruire tout type de résistance ouvrière, syndicale, très souvent péroniste. Elle fait passer par les armes ce qui semble impossible à obtenir par les urnes, compte tenu le degré d'organisation du mouvement ouvrier durant les années 1970. L'introduction des premières politiques néolibérales se produit en dehors de tout cadre démocratique, dans un bain de sang sous le regard approbateur de Washington et de Chicago. Si le bilan de la féroce répression est d'au moins 30 000 disparus préalablement torturés, celui de l'austérité et de l'ouverture est d'une magnitude bien supérieure. En 1977, Rodolfo Walsh, journaliste et écrivain engagé, adresse une lettre ouverte à la junte militaire -qui lui coûtera la vie- dans laquelle il fait état de ce qu'il appelle un « génocide de pauvres », les enfants de ceux qui avaient connu les acquis sociaux sans précédents du premier péronisme.

La configuration peuple/oligarchie, avec les ramifications logiques qui en découlent, sur laquelle se fonde la doctrine péroniste fonde aussi la division de la société argentine entre « péronistes et anti péronistes » et ce, de manière durable. Il existe des moments constituants

¹²⁷ Contrairement à une idée largement répandue, l'alliance sociale qui consolide la victoire de Perón en 1946 n'est pas un « mélange contre nature » du patronat et du prolétariat. Cette vision, lourdement eurocentrée, provient du fait qu'il y a effectivement une fraction du secteur industriel -les patrons de PME notamment- avec l'immense majorité du mouvement ouvrier. Cela ne veut pas dire que cette alliance de classes contienne dans les mêmes proportions des fractions oligarchiques et des secteurs populaires en provenance du prolétariat organisé. Bien au contraire, ces derniers y sont sur-représentés. Toutefois, cela n'annule en rien les tensions entre classes au sein du péronisme, qui se traduisent par des « disputes de ligne » jusqu'à nos jours.

dans lesquels se forment des catégories qui dépassent ces moments et dont l'émergence est permise par un certain rapport de forces donné. C'est le cas par exemple des catégories de droite et de gauche dans la France révolutionnaire, qui, tout en évoluant par la suite, l'une en fonction de l'autre, continuent de structurer la pensée politique et d'exister dans l'esprit des électeurs bien après que le moment de leur construction soit terminé (Julliard, 2012). Celles de « péronisme » et « anti péronisme » semblent se construire et exister selon une logique positionnelle -et dispositionnelle- similaire, et elles permettent de contenir ce que les différents acteurs y déversent dans le même temps qu'ils s'y identifient.

Ce développement si particulier du mouvement ouvrier avec ces formes-là, qui forge historiquement la catégorie de « péronisme » ne pouvait émerger qu'à travers la combinaison de variables macro telles que l'industrialisation par substitution d'importations (ISI) dans un pays initialement tourné vers l'exportation de matières premières avec la configuration oligarchique qui en découlait. A cela s'ajoutent les vagues migratoires européennes qui importent les bases de l'organisation du mouvement ouvrier, qui voit dans les années 1940 un compromis raisonnable dans la figure de Perón et le parti Laboriste, suite à des décennies de gouvernements conservateurs dont les logiques qui expliquent l'alternance ne concernent que des questions éloignées de la question sociale.

7. Le phénomène des ERT contient les principaux courants du mouvement ouvrier argentin, dont il est issu.

Le mouvement d'ERT est héritier en grande mesure de cette configuration historique. Nous ne pouvons pas le comprendre -dans les deux sens du terme- sans prendre en compte la concaténation de causes et d'effets qui mènent nécessairement à cette réalité. Les références au péronisme que l'on y trouve sont significatives de cet héritage et elles le situent historiquement de manière implicite. Elles nous informent aussi du contexte dans lequel s'inscrivent les trajectoires individuelles de la plupart des acteurs qui aujourd'hui occupent une position de domination plus ou moins importante au sein du mouvement des ERT. Pour nombre d'entre eux, leurs premières expériences militantes se font dans les années 1970, que ce soit dans le cadre de la lutte armée, dans le syndicalisme ou en tant que « simple » acteur non militant mais qui incorpore néanmoins les catégories de pensée que lui impose son contexte.

Ce n'est pas un hasard non plus, si, comme nous le verrons plus tard, nous observons des similitudes assez importantes en termes stratégiques entre les différents moments où différentes tendances du mouvement ouvrier s'accordent pour adopter une stratégie de consolidation de positions de pouvoir au sein de l'appareil d'Etat et ce que font les différentes tendances au sein du milieu des ERT. Cette branche du mouvement ouvrier semble souvent fonctionner comme un échantillon à l'échelle réduite de la totalité du mouvement. Nous pouvons aussi faire ce parallélisme sur le plan économique dans le sens où l'association au niveau méso de travailleurs associés au niveau micro permet, à travers leur étude, de comprendre de nombreux mécanismes qui façonnent l'économie nationale -notamment si on l'aborde en termes de circuit- et son insertion au niveau international, car une ERT reste une entreprise qui évolue dans un contexte capitaliste dont la capacité de négociation des marges de manœuvre dépend en grande partie de l'intégration du réseau, de sa taille et de la puissance des liens de solidarité et de réciprocité qui s'y développent.

Nous pouvons mieux comprendre à présent les causes qui mènent des travailleurs autogérés à s'identifier à un mouvement populaire tel que le péronisme, à mobiliser les catégories qui le sous-tendent, le tout, depuis une position sociale bien identifiée. Nous comprenons aussi leur refus des dictatures anti-populaires, pro-oligarchiques, leur refus de l'impérialisme et leur alliance avec les mères de la Place de Mai. Nous développerons dans la troisième partie les ressorts qui s'activent -et les stratégies qui en découlent- lorsque certains acteurs mobilisent dans leur discours le caractère « populaire » des ERT et bien d'autres catégories associées à la « culture ouvrière », et inévitablement au péronisme.

Si les ERT sont perçues comme « populaires » en raison de leur position dans la dichotomie « peuple vs. oligarchie » si structurante en Argentine, il faut constamment garder à l'esprit qu'elles demeurent avant tout une manifestation issue du mouvement ouvrier, qui est soumise à des problématiques spécifiques et qui doit affronter des questions organisationnelles particulières.

Nous pouvons dès lors identifier deux grands éléments qui, lorsqu'ils se recoupent, couvrent la quasi-totalité de ce que peut recouvrir « le péronisme » -qui excède néanmoins ce recoupement. Nous devons ajouter à cela la forte identification à la terminologie qui gravite autour du terme « travailleur », qui jouit à son tour, pour des raisons historiques, d'une assimilation pratiquement immédiate au péronisme. L'identification à cette catégorie fait encore plus sens, si l'on considère, dans la lignée des travaux de Maxime Quijoux (2011), que c'est précisément la défense du travail qui fonde l'essentiel de l'action des travailleurs autogérés, ce qui tord le

cou à l'idée selon laquelle le militantisme en faveur d'un courant idéologique serait prépondérant dans le choix d'occuper une usine et de la contrôler de manière autogérée.

Pour des raisons que nous verrons plus tard, les ERT argentines ne se reconnaissent pas dans le courant coopératif national, ni dans le plus récent ensemble que regroupe l'Economie sociale et solidaire (ESS). Ici réside peut-être une des différences fondamentales avec la France.

L'identification au péronisme au sein des ERT était à déconstruire pour pouvoir les situer sur les plans que nous avons analysés. Forts de cette analyse, nous pouvons comprendre comment les acteurs dominants du milieu, qui connaissent les catégories avec lesquelles raisonnent leurs pairs, peuvent faire appel à certains éléments pour fonder leur légitimité et par conséquent accroître leur capital symbolique.

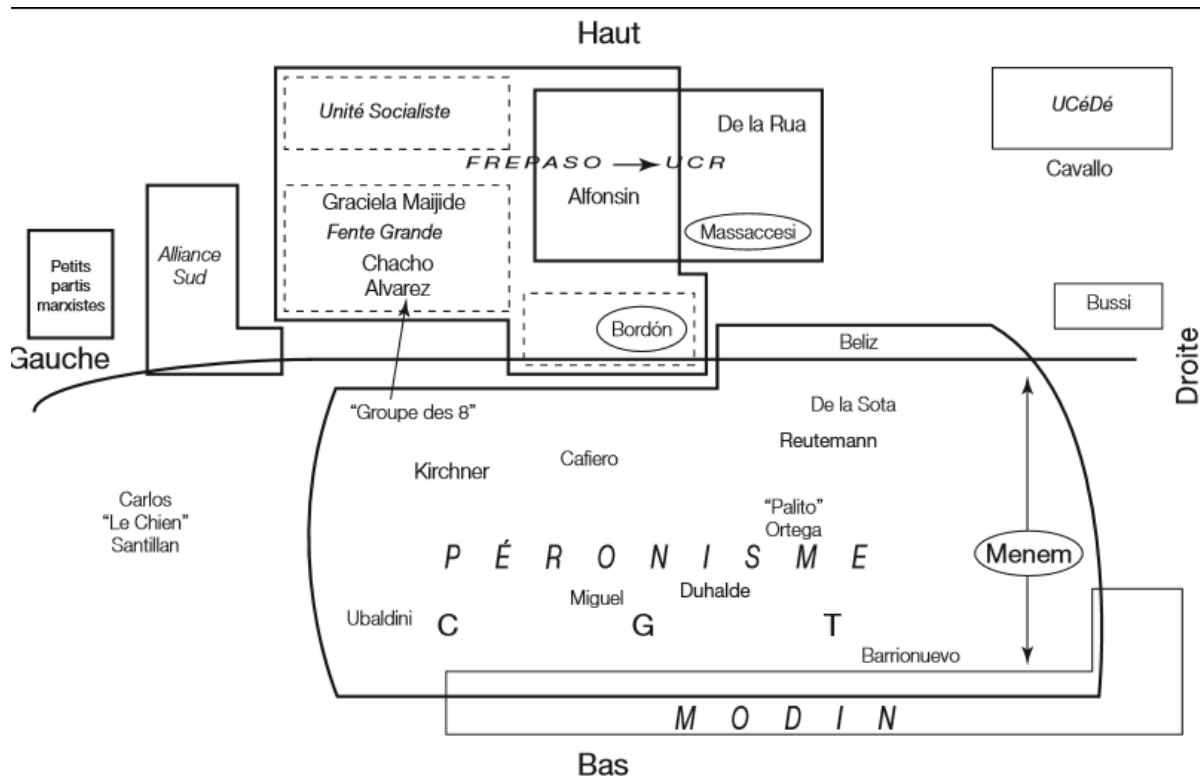
7.1 Une proposition de placement de l'espace de la représentation politique des ERT sur deux axes : l'occupation du modèle d'Ostiguy.

Cet exercice de classification, ou plutôt d'identification des classifications que font les acteurs, ne saurait être conclu sans les travaux d'Ostiguy (2005). Ce dernier tente de rendre compte sur un même plan deux dichotomies structurantes de la société argentine. L'axe droite/gauche et l'axe populaire/anti-populaire (qu'il nomme « bas-haut »)¹²⁸. Sur ce plan à deux axes, il tente d'établir le périmètre du péronisme. Remarquons, dans le graphique ci-dessous, que le « bas » n'est pas entièrement recoupé par « le péronisme » mais qu'il existe une place disponible pour d'autres organisations fortement identifiées comme populaires. Ostiguy a fait le choix de la synecdoque en ne nommant que Carlos « *El Perro* » Santillan, un dirigeant trotskyste de la province de Jujuy, leader de nombreuses luttes de rue en résistance aux politiques néolibérales qui ont ravagé sa province. Mais cet exemple incarne une multitude d'organisations combattives et populaires non péronistes et certaines d'entre elles concernent le milieu des ERT. En effet, si l'essentiel de ce chapitre a porté sur les implications socio-économiques et politiques qui découlent de la revendication du péronisme, nous n'avons pas évoqué, en raison de son extrême marginalité, ce qui se trouve en dehors de cette catégorie. Il s'agit là par exemple du PTS¹²⁹ de Neuquén, qui représente politiquement la lutte de la très célèbre -en raison de l'important réseau

¹²⁸ Ostiguy, P., (2005) « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 (Vol.12) pp. 299-330

¹²⁹ Parti des Travailleurs Socialistes. D'obédience trotskyste, le PTS argentin est résolument anti péroniste.

dont jouit le PTS dans les milieux universitaires¹³⁰ de l'usine de céramique *FaSinPat*, ex *Zanon*. Toutefois, sur les plus de 400 ERT qui existent en Argentine, le PTS n'en contrôle que deux.



Les flèches représentent le déplacement observé d'un politicien ou d'une force politique dans le temps.
 La figure utilise 1995 comme année de référence.
 Les noms des trois candidats principaux pour l'élection présidentielle de 1995 sont encerclés.
 Les noms propres des partis sont en italique.

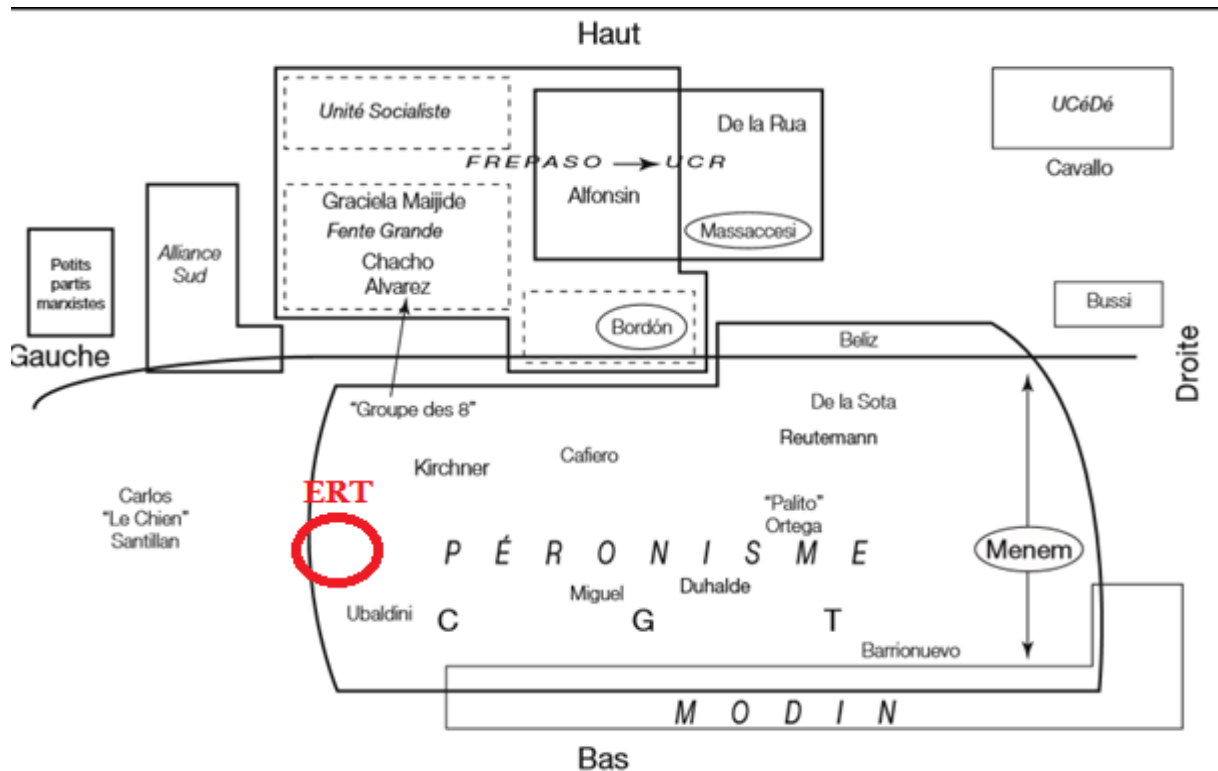
Figure 1 Ostiguy (2005)

Au cours de ce chapitre nous avons, non sans difficulté parfois, tenté de rendre compte de la position socio-politique qu'occupe le phénomène des ERT en Argentine, dont la forte identification au péronisme de la part de la plupart des acteurs en est avant tout le révélateur. Pour cela il a fallu rendre compte du mieux possible, dans l'espace qui nous est imparti, d'un phénomène politique si complexe dont la classification semble, sous peine de tomber dans des catégorisations sommaires et erronées, échapper aux catégories classiques, parfois eurocentrées, de « droite » et « gauche », *a fortiori* si ces dernières ne jouissent pas d'une définition consensuelle. Rendre compte de ces positions permet de comprendre les dispositions

¹³⁰ Le PTS est sur-représenté dans les facultés de sciences sociales par rapport à son poids électoral lors des élections présidentielles (2.5%). Grâce à ce réseau et à la coordination internationale du parti, le PTS peut filmer et diffuser de nombreux documentaires à travers le monde.

des acteurs qui les intègrent et par conséquent les logiques qui sous-tendent certaines stratégies que les dirigeants mettent en place et qui aboutissent ou non à leur légitimation dans le milieu, qui définissent leur capacité à mobiliser leurs pairs et qui, *in fine*, définissent en grande partie leur capacité à occuper des positions dominantes dans le milieu des ERT. Nous verrons comment cela fonctionne en détails dans la partie II de cette thèse.

L'objectif alternatif -qui se subordonne au précédent- que nous avons cherché à remplir était d'établir et de tenter de rendre compte et de définir certaines catégories structurantes sur le plan de la représentation ouvrière en Argentine, telles que celles de « populaire » ou « péroniste » par exemple. Les travaux d'Ostiguy nous permettent d'avancer dans cet exercice de catégorisation et de placement de notre objet d'étude et des formes que prennent les classements des acteurs -sachant que nos classements nous classent à notre tour aux yeux des classés/classants. Nous pouvons compléter le tableau bi-dimensionnel introduit plus haut afin de placer le milieu des ERT. Comme nous pouvons le voir, celui-ci se situe presque entièrement dans ce qu'englobe « le péronisme » mais le dépasse quelque peu à gauche car nous devons prendre en compte les ERT contrôlées par le PTS. Si aujourd'hui la présence trotskyste est tout à fait marginale malgré leur grande capacité à communiquer sur *Fasinpat* au niveau national et international, cet état de fait n'est pas le fruit du hasard mais celui d'un rapport de forces particulier et d'une construction historique dont nous rendrons compte en détails plus en aval.



Les flèches représentent le déplacement observé d'un politicien ou d'une force politique dans le temps.
 La figure utilise 1995 comme année de référence.
 Les noms des trois candidats principaux pour l'élection présidentielle de 1995 sont encerclés.
 Les noms propres des partis sont en italique.

CHAPITRE II : LA CRISE DE LA DIRECTION DU MOUVEMENT OUVRIER DURANT LA DÉCENNIE 1990 DANS UN CONTEXTE DE DÉSINDUSTRIALISATION AUTORISENT LA CONSTITUTION DES PREMIÈRES ERT, AINSI QUE LA LUTTE POUR LEUR DÉFINITION.

Au cours de ce chapitre, nous nous intéressons en premier lieu au contexte économique, politique d'émergence des ERT telles que nous les connaissons. Dans un second temps, nous verrons que l'identification de la première ERT, ainsi que la définition de cet objet sont en dispute. Pour finir, nous verrons que cet objet en dispute peut être vu comme la conséquence logique de la remise en cause du modèle corporatiste adopté par la direction de la CGT durant la décennie 1990.

1. La décennie 1990, héritière du coup d'Etat de 1976 et de la dernière junte militaire au pouvoir.

Afin de comprendre ce qui se joue dans la société argentine dans les années 1990, et plus précisément du point de vue des travailleurs sans emploi, dont une partie deviennent des travailleurs autogérés¹³¹, nous devons nous pencher sur l'histoire économique récente, et remonter aux années 1970, décennie au cours de laquelle le pays entame de manière extrêmement violente son tournant néolibéral, autoritaire, et à partir de 1976, dictatorial.

« En 1974, l'Argentine était un pays sans pauvreté et sans chômage » déclare Facundo Alvaredo¹³², économiste à la PSE lors d'un entretien qu'il m'accorde dans son bureau. Je l'interroge à propos de la production statistique sur une longue période en Argentine concernant la mesure du chômage, de la pauvreté, de l'inflation et des inégalités. Il existe de nombreux débats quant à la fiabilité de leur mesure, alimentés par un manque de données sur certaines périodes.

Ces débats sont construits en grande partie sur le clivage entre péronistes et anti péronistes. Reconnaître une amélioration des conditions de vie des Argentins pendant les périodes péronistes reviendrait à prendre le parti du mouvement initié par Juan Domingo Perón en 1943. Faire le contraire et y voir une détérioration de certains indicateurs durant ces périodes alimenterait l'argumentaire de l'actuelle droite argentine dont la production discursive évoque « le lourd héritage du péronisme » pour expliquer les crises récentes. Celle-ci, tout en invisibilisant les conséquences néfastes du néolibéralisme, passe sous silence -ce qui est bien plus grave- les effets des contraintes structurelles au développement des pays périphériques sur le bien-être des populations. Les tenants des visions les plus extrémistes vont jusqu'à défendre le bilan de la dictature de Videla et de Galtieri (1976-1983) avec des arguments étrangement

¹³¹ Avant de reprendre une entreprise en autogestion, la plupart des groupes de travailleur en lutte passent par une période d'inactivité au regard de la définition du chômage, ou par une période de chômage contraint, suite à la fermeture de leur lieu de travail, qui se fait très souvent de manière frauduleuse. Par conséquent, en insistant le travail comme source d'identification, nous pouvons utiliser la catégorie de « travailleur sans emploi » pour désigner les travailleurs en lutte pour la récupération de leur source de travail.

¹³² D'inspiration marxiste, disciple de Pablo Levin, Facundo Alvaredo participe à la construction du travail statistique de l'ouvrage *Capital et idéologie* (2019) de Thomas Piketty. Ce dernier lui dédie, contrairement à l'immense majorité des économistes du *World Income Database*, quelques mots de remerciements dans l'introduction.

proches de ceux des partis libéraux européens : la réduction de la dépense publique et les privatisations auraient été nécessaires au bon fonctionnement économique du pays. Une réussite supposée dont on ne retrouve malheureusement pas de trace dans les données, absence que l'on peut justifier en invoquant des lacunes statistiques. Le commentaire de Facundo Alvarado cherche à trancher dans ce débat en invoquant un fait plutôt consensuel : durant le gouvernement péroniste pré-dictatorial, les indicateurs macroéconomiques sont globalement satisfaisants. À la fin de la dictature, en 1983, le chômage de masses s'est installé -conséquence du saccage de l'industrie- la dette extérieure a largement augmenté, le stock de patrimoine public a diminué, les taux de pauvreté et d'inflation ont explosé (Basualdo, 2020). Expliquons-en rapidement les raisons afin de nous pencher ensuite sur le contexte socio-économique dans lequel voient le jour les premières occupations d'usines durant la période néolibérale en Argentine. Le retour sur le bilan économique de la dictature n'est pas anodin, ni introduit de manière quelque peu artificielle dans ce travail par une simple vue de l'esprit. Il est au contraire intimement lié aux orientations du mouvement ouvrier argentin et est omniprésent dans les discours et les références des entretiens de notre enquête de terrain. Nous verrons dans un chapitre ultérieur que les références à la dictature et le soutien affiché par la plupart des OPR aux Mères de la place de Mai n'est pas un hasard ou un engagement froidement calculé. Cela participe d'un phénomène plus vaste et plus complexe : l'identification des travailleurs à un concept émique, souvent repris dans les discours politiques –notamment chez les candidats péronistes- qui est celui de « camp populaire », construit en opposition aux secteurs identifiés comme oligarchiques, soutiens de la junte militaire. Les Mères de place de Mai, en tant que victimes de la répression de cette junte, se placent ainsi de fait et par opposition dans le « camp populaire ».

Le coup d'État perpétré par la junte militaire a lieu le 24 mars 1976. Le gouvernement d'Isabel Perón, élu au suffrage universel direct, est destitué par les armes. S'installe alors la plus sanglante et brutale des dictatures du XXe siècle en Argentine. Le bilan des personnes disparues fait également débat, faute de statistiques officielles : nous comprenons bien que la junte militaire n'allait pas produire des données publiques sur les détentions clandestines, la torture et les mises à mort de ses victimes. Ainsi, le doute peut s'installer entre ceux qui défendent une estimation raisonnable de 30 000 disparus et d'autres qui avancent le chiffre de 9000 victimes dans une tentative de minimiser le massacre, tout en avançant que ces 9000 personnes étaient de toutes manières des combattants armés.

Malgré cela, il est notoire aujourd'hui que la dictature a attaqué frontalement le mouvement ouvrier organisé, non seulement à travers le démantèlement actif de l'industrie (Basualdo et al. 2020) mais aussi avec les persécutions et les mises à mort de nombreux délégués syndicaux péronistes ou communistes, auxquels il faut ajouter de nombreuses personnes un tant soit peu engagées politiquement et critiques de la junte. Dans l'esprit des dirigeants des forces armées au pouvoir, et dans l'intérêt des fractions de l'oligarchie nationale qu'ils représentent, l'Argentine devait revenir à sa place de république bananière, de pays exportateur de matières premières et importateur de biens manufacturés. Le développement de son industrie de substitution d'importations durant la période qui suit la deuxième Guerre Mondiale et de son conséquent mouvement ouvrier sont considérés par les secteurs conservateurs, tout comme le péronisme qui en émerge, comme des erreurs historiques, des écarts vis-à-vis d'un ordre des choses qu'il était temps de corriger. Sous couvert de combat contre la menace communiste, la junte militaire, soutenue par les USA de la période Kissinger, entreprend d'appliquer par la force les principes économiques d'orientation libérale théorisés par Milton Friedman et qui seront préconisés plus tard par la Banque Mondiale et le FMI dans le cadre du consensus de Washington. L'Argentine, sous le regard attentif des Chicago Boys devient alors, avec le Chili de Pinochet, un laboratoire social grandeur nature pour la mise en place de l'une des premières expériences néolibérales du cône Sud.

1.1 Une même recette, de multiples échecs.

Plutôt que de protéger un marché intérieur alimenté par l'industrie nationale, les militaires parient sur « l'ouverture au Monde », autrement dit, sur l'ouverture aux importations de biens manufacturés. Moins compétitive, l'industrie nationale se contracte. Les biens qui étaient produits sur place sont maintenant importés sans que les exportations argentines ne connaissent une sensible augmentation en valeur. En conséquence, le déficit de la balance commerciale se creuse. Cela provoque des effets délétères sur le marché monétaire et par conséquent sur l'inflation. Les importations sont payées en dollars alors que le paiement des exportations est perçu en monnaie nationale. Ainsi, si la demande adressée aux dollars sur le marché des changes argentin, fruit du besoin d'importations, est supérieure à la demande adressée aux *pesos* destinés à payer les exportations et le prix des dollars -mesuré en *pesos*- augmente. Autrement dit, le *peso* se déprécie. Cela alimente doublement l'inflation. D'un côté, les agents économiques prévoient que le pouvoir d'achat de leur monnaie diminue. Les producteurs augmentent les prix et les salariés réclament des hausses de salaire. En pleine dictature, ces derniers sont

considérablement lésés par ce processus, ce qui accroît les effets récessifs de l'inflation par le biais de la baisse du pouvoir d'achat. D'un autre côté, les prix des importations libellées en monnaie nationale augmentent, ce qui pousse à la hausse la structure de coûts des entreprises et provoque une hausse généralisée et auto-entretenu du niveau général des prix. Le phénomène inflationniste impacte alors à son tour le marché des changes. Les investisseurs, voyant que les titres argentins perdent du pouvoir d'achat cherchent à s'en défaire et à acheter des dollars. La demande de ceux-ci augmente à nouveau et provoque une nouvelle dépréciation du *peso*, d'autant plus rapide que les marchés de capitaux sont libéralisés. Finalement, les épargnants nationaux, ne pouvant pas compter sur leur revenu en *pesos* pour maintenir leur pouvoir d'achat préfèrent reporter leur épargne sur la devise nord-américaine afin de se prémunir contre l'inflation. Cela provoque une nouvelle fois une hausse de son prix, donc une nouvelle dépréciation du *peso* qui, comme nous venons de le voir, accentue davantage l'inflation. Cette machine infernale peut être ralentie un certain temps. La junte tente de le faire à travers les mesures appliquées par son ministre de l'économie, Martinez de Hoz, qui démissionne toutefois avant la fin du cycle dictatorial, ce qui fait penser aux plus nostalgiques de cette époque que la catastrophe économique serait le fait de son successeur, alors qu'il ne fait qu'hériter de la bombe à retardement laissée par celui-ci. Ainsi, afin d'enrayer la ruée vers le dollar et tenter de préserver le taux de change, la junte applique un ensemble de mesures désastreuses pour l'économie nationale.

Dans le but d'attirer des capitaux pour renflouer le stock de devises de la Banque Centrale et stimuler la demande de *pesos*, celle-ci relève ses taux d'intérêt. Si cela représente un coup fatal pour de nombreuses PME qui ne peuvent plus accéder au crédit, cette mesure est censée augmenter la demande de titres nationaux -dont la rentabilité vient d'augmenter- donc la demande de *pesos*, monnaie utilisée pour acheter ces titres. Lorsque cela ne suffit pas à contenir la dépréciation du *peso*, la Banque centrale intervient directement sur le marché des changes. Elle achète des *pesos* en échange de dollars au détriment de ses réserves. Ainsi, pour éviter un ajustement par les prix, le choix est fait de réaliser un ajustement par les quantités tout en sachant que cette variable n'est pas illimitée.

Le taux de change se stabilise et vu que la création monétaire par le crédit diminue, la masse monétaire cesse d'augmenter trop rapidement, ce qui est sensé contenir l'inflation. À côté de cela, la Banque Centrale émet également des titres très rentables pour attirer des capitaux. La dette augmente. Ces mesures récessives provoquent une nouvelle contraction de l'industrie ce qui se traduit par un creusement plus profond du déficit commercial. L'Argentine cherche à

recupérer les dollars perdus par le commerce par l'endettement mais aussi par les privatisations en monnaie étrangère. De ce fait, la junte militaire promeut une vaste braderie de biens publics, vendus à vil prix en dollars. Ce phénomène a donné le néologisme « *extrangerización* » dans la littérature argentine.

Le modèle atteint rapidement ses limites. Le stock de biens publics et les capacités d'endettement s'épuisent. Faute de réserves suffisantes, la Banque Centrale ne peut plus intervenir sur le marché pour céder des dollars. L'ajustement doit se faire par les prix. C'est ce qui se produit en 1981, année où le modèle s'épuise. Le *peso* est fortement dévalué et l'inflation prend son envol, accompagnée par la pauvreté. L'incapacité de la junte militaire à faire face à la situation qu'elle a elle-même créée, couplée à la défaite dans la guerre des Malouines précipite le retour de la démocratie en 1983.

1.2 La dictature prend fin mais l'hémorragie se poursuit.

Le candidat du Parti Radical –de centre droit- Raul Alfonsin remporte les élections. Le retour de la confrontation politique dans l'arène parlementaire s'accompagne du retour de la question sociale sur ce même terrain. Les travailleurs, longtemps lésés par la diminution de leur salaire réel et le chômage, deux phénomènes qui vont de pair, n'hésitent pas à déclencher des grèves générales massives pour que leur revenu rattrape la hausse des prix. Toutes choses égales par ailleurs, ne pouvant pas agir sur les éléments structurels qui causent l'inflation, la hausse des salaires se traduit par une hausse des coûts des entreprises et par une augmentation de la demande, ce qui fait doublement pression sur la hausse des prix.

L'Argentine connaît alors un nouvel épisode d'hyper-inflation. Dans une tentative désespérée d'en enrayer ses causes psychologiques, le pays abandonne le *peso* et introduit une nouvelle monnaie, l'Austral, avec « trois zéros en moins ». Faute d'agir sur les causes profondes de l'inflation, cette solution épidermique n'est que de courte durée. L'année 1989 est témoin de l'épisode d'hyperinflation le plus violent de l'histoire économique du pays. La hausse des prix à la consommation atteint, puis dépasse les 5000%. La puissance publique perd *de facto* l'usage des instruments monétaires et budgétaires. Sa capacité à agir sur les variables macroéconomiques, dont dépend le bien être des argentins, est réduite à néant. Des élections

anticipées s'organisent et leur résultat marque une nouvelle étape d'approfondissement du cycle néolibéral.

Les élections de 1989 se tiennent dans un contexte sulfureux. Cela ne fait que six ans que la démocratie représentative est rétablie dans le pays et certains secteurs des forces armées, sur fond de crise économique majeure sont tentés par un nouveau coup d'Etat. En 1987, puis une nouvelle fois l'année suivante, le commandant Aldo Rico se soulève avec ses troupes et met en échec à maintes reprises les forces loyales au gouvernement.

Un baron péroniste du nord du pays remporte les élections présidentielles. Il s'agit du gouverneur de La Rioja, Carlos Saul Menem. Il promet le retour des travailleurs au pouvoir, les jours heureux, le plein emploi et le combat contre l'inflation. C'est la première fois depuis 1973 que le péronisme remporte une élection présidentielle. Alfonsín, battu, avance la date de passation de pouvoirs.

Menem devient président de la République le 8 juillet 1989.

1.3 Le *currency board*, chronique d'une faillite annoncée.

En parfaite contradiction avec ses promesses de campagne, la manière de combattre l'hyperinflation que le nouveau président met en place est la même qui avait été prônée par les monétaristes de l'Ecole de Chicago plus d'une décennie plus tôt. C'est aussi celle qui se solde par un échec en 1981, en 2001, puis une nouvelle fois sous le gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019). La logique de ce modèle est de contrôler la masse monétaire avec la hausse des taux d'intérêts -fatale pour l'industrie- puis, tout en libéralisant le marché des changes et celui des capitaux, de tenter de contenir l'inévitable dépréciation du *peso* à travers l'intervention de la Banque Centrale qui se limite à vendre massivement des devises. Les limites de ce modèle sont assez évidentes : dès lors que les devises se raréfient sur le marché des changes, la monnaie domestique ne peut que se déprécier.

Le pays peut alors « acheter du temps » à travers l'endettement extérieur mais les échéances de remboursement finissent inexorablement par drainer, *ceteris paribus*, l'économie de ses précieuses devises. Le gouvernement de Menem nomme Domingo Cavallo -ancien président

de la Banque Centrale sous la précédente dictature- au poste de ministre de l'économie et met en place une version particulièrement drastique du mécanisme qui vient d'être décrit : le *currency board*. Ce dernier implique de maintenir une parfaite égalité entre le pouvoir d'achat du *dollar* et du *peso* dans l'économie argentine, c'est-à-dire un rapport de prix relatifs égal à 1¹³³. Cela implique que la quantité de *pesos* qui circulent dans l'économie soit équivalente aux réserves de *dollars* détenues par la Banque Centrale. La masse monétaire, dont l'évolution fait partie des déterminants de l'activité économique, dépend alors de la balance courante et du compte capital. Autrement dit, si le flux de *dollars* est « sortant », alors la masse monétaire en *pesos* diminue, ce qui nuit gravement à la demande domestique. De plus, le fait de maintenir un taux de change si favorable aux importations représente une attaque sans précédents envers l'appareil industriel et par ricochet, envers la classe ouvrière nationale. Tout se passe comme si, à cette période, il s'agissait de replacer enfin l'Argentine à la place de pays agro exportateur de laquelle elle n'aurait jamais dû sortir.

1.4 Les années 1990, référence commune dans l'imaginaire collectif ouvrier.

La décennie 1990 représente une période charnière dans l'histoire du pays. Tout d'abord car elle se classe dans la catégorie « d'histoire récente », ce qui implique que l'affrontement entre les différentes lectures soit encore élevé. D'autre part, c'est durant cette période que s'enracinent une grande partie des causes de la crise de 2001, dont les conséquences sociales, économiques et politiques sont d'une telle profondeur que cet épisode hautement traumatique apparaît comme le déclencheur d'un grand nombre d'innovations populaires en matière d'organisation, de lutte et de résistances, alors qu'il n'en est qu'un formidable accélérateur.

Les références à la crise de 2001, mais aussi aux années qui la précèdent, sont omniprésentes dans les discours des enquêtés. La première information que cela peut nous livrer est celle de l'identification de la période de gestation du phénomène des ERT. En effet, personne ne fait référence à des expériences d'occupation d'usines -qui n'ont pas prospéré- dans les années 1960 ou 1980. Cela peut nous mener à conclure que les acteurs -dont les catégories employées définissent en partie ce qu'est une ERT- situent et définissent implicitement le phénomène duquel ils sont les protagonistes. Nous pourrions introduire une multitude d'exemples mais il

¹³³ Un *dollar* US = un *peso*.

est préférable montrer les différentes manières à travers lesquelles est abordée cette période afin d'en donner un aperçu global.

Par exemple, lorsque l'actuel président de l'usine métallurgique *IMPA* revient sur les années 1990, il le fait à travers l'évocation de la dégradation des conditions de travail et du revenu des ouvriers de l'usine. Nous étudierons plus en détails *l'IMPA*, mais nous pouvons avancer dès à présent qu'il est possible de déduire les principaux traits de l'histoire économique et sociale du pays en analysant celle de cette usine.

Carmelo raconte : « Les années 1990 ont été très difficiles pour nous. On a récupéré l'usine en 98 mais la situation se dégradait depuis longtemps. Au bout d'un moment on ne nous payait plus que cinq *pesos* par jour. Tu allais travailler toute la journée et eux te donnaient tes cinq *pesos*. Et tu sais la rage que ça te provoque ça ? Alors beaucoup d'entre nous avons dû trouver un petit boulot en dehors de l'usine »¹³⁴.

Les récits de ce type, en plus d'être partagés par la totalité des enquêtés qui étaient travailleurs dans les années 1990 -nous pouvons faire le pari selon lequel il serait partagé par une très grande majorité de travailleurs argentins- sont frappants par leur homogénéité. La rapide dégradation des conditions de travail, des revenus et l'expérience du chômage et de la précarité sont autant d'éléments communs dans le vécu des acteurs enquêtés et ils ne pouvaient qu'apparaître de la sorte dans les discours. Si l'homogénéité des processus pourrait être questionnée, il existe bien des contraintes partagées par la plupart d'entre eux qui appellent des réponses similaires, auxquelles s'ajoute une manière commune de mettre en récit une lutte qui n'est pas le fruit du hasard. Nous analyserons ce point dans les parties II et III.

D'autres acteurs, qui occupent ou ont occupé des postes à responsabilité qui dépassent le cadre de l'ERT, comme la présidence d'une OPR, ont, de par leur position¹³⁵, plus de possibilités de livrer une analyse contextuelle de l'économie nationale et des mécanismes qui la sous-tendent. Lors d'un des nombreux entretiens qu'il m'accorde, Eduardo Murua revient sur la période des années 1990 : « Tout ceci a à voir avec la situation que traversait le pays au milieu des années 1990. Si la destruction de l'appareil productif commence dans les années 1970 comme partout ailleurs, dans la guerre qui a lieu contre le mouvement ouvrier mondial, le chapitre en Argentine

¹³⁴ Entretien réalisé à Carmelo, l'actuel président *d'IMPA*.

¹³⁵ Leur position appelle un guide d'entretien qui laisse plus de place à ce type d'analyse car si pour un membre d'une ERT il s'agit en premier lieu de raconter l'histoire de la lutte de ladite ERT, pour un porte-parole d'une OPR, il s'agit de raconter l'histoire de cette OPR, qui implique nécessairement un projet politique plus large que la seule récupération d'une seule entreprise.

commence très fortement avec la dictature militaire. Une fois terminée, on continue avec cette logique de destruction du modèle industriel en démocratie et on met en place un modèle agro exportateur, qui provoque une aggravation de la situation dans les années 1990, et on a fini par avoir 40%, 45% de *desocupacion*¹³⁶. Ceci s'accompagne d'une batterie de lois de flexibilisation du marché du travail mais aussi de modifications des lois commerciales. L'Argentine avait une loi commerciale qui était progressiste d'une certaine manière, puisqu'au moins, lors du redressement judiciaire, les travailleurs pouvaient empocher leurs indemnités, ils étaient prioritaires face aux autres créanciers. À partir des années 1990 ce mécanisme change et on favorise les banques, les propriétaires des locaux. Donc les travailleurs ne finissent pas seulement au chômage mais en plus ils n'empochent rien. Tout ceci avec un ingrédient majeur, qui était qu'en Argentine il n'existe pas d'assurance chômage comme en Europe. C'était le cocktail quasi parfait pour construire autre chose. Si à tout cela tu ajoutes que nous qui venions du militantisme syndical n'avions presque plus d'instruments pour la lutte syndicale, car avec 40% de *desocupacion* l'affrontement avec le patronat devient très compliqué, on perdait presque tous les conflits »¹³⁷.

Nous pouvons observer un discours qui correspond très bien avec la position occupée par Eduardo Murua au moment de l'entretien (2015) et qu'il occupait au moment où il situe le récit. Nous y trouvons un condensé de la logique qui pousse les travailleurs non seulement à récupérer leur source de travail mais aussi à s'organiser collectivement en dehors de l'usine¹³⁸. Les catégories avec lesquelles raisonne Murua sont à mettre en relation avec son rôle de porte-parole principal du *MNER*. À la fois performatif et descriptif, son discours se diffuse lors des réunions et des assemblées tout en faisant écho aux analyses de ses camarades car il s'incarne dans leur vécu.

¹³⁶ Le terme *desocupacion* peut faire référence au chômage stricto sensu. Néanmoins, si le taux de chômage se calcule en comparant les actifs qui recherchent un emploi à la totalité des actifs, le taux élevé de travail informel ne nous informe pas correctement sur la proportion réelle d'individus qui recherchent un emploi ou qui le perdent subitement. Nous savons par ailleurs que le chômage touche plus durement les travailleurs informels, qui, tout en étant considérés comme inactifs ne sont pas officiellement comptés comme chômeurs. Murua semble additionner « le chômage formel » et le « chômage informel » pour arriver à ce pourcentage.

¹³⁷ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, alors président du *MNER* au sein des locaux d'*IMPA*, Buenos Aires, 2015.

¹³⁸ Nous utilisons ici le terme « usine » comme un générique, une synecdoque qui désigne en réalité les entreprises. Nous développerons ce point dans la suite du chapitre car il est lié à la définition de l'ERT.

Nous pouvons trouver un entre-deux dans le discours de José Abelli, qui contrairement à Murua, fait son arrivée dans le milieu des ERT à travers la participation à la lutte pour la récupération du frigorifique dans lequel il travaillait. Ses analyses macroéconomiques et macrosociales de la période s'incarnent aussi dans le récit de la récupération de sa propre source de travail : « Dans les années 1990 on était désorganisés. La dictature était passée par là, le péronisme gouvernait le pays mais avec la trahison de Menem, les politiques néolibérales [il fait une pause] c'était très mauvais pour les nous les travailleurs. Quand notre patron nous a laissés à la rue on ne pouvait pas se tourner vers notre syndicat pour les raisons que tu connais sûrement¹³⁹. Alors l'occasion s'est présentée d'occuper notre lieu de travail, et on l'a fait »¹⁴⁰. Nous pouvons faire le lien entre cet extrait et celui du chapitre précédent, dans lequel Abelli livre son analyse du péronisme sur la période, indéfectiblement connecté au mouvement ouvrier et au sort des travailleurs, dans la mesure où, pour lui aussi, les années 1990 représentent une période charnière durant laquelle les formes de luttes traditionnelles s'effritent et en apparaissent de nouvelles, principalement motivées par l'urgence.

2. ERT, de quoi parle-t-on ? Une définition en dispute.

2.1 « Ce n'est pas une vraie ERT », les critères de la définition émique.

Le vocable « ERT » qui s'impose de nos jours a parfois été proche d'autres appellations telles qu'« usine occupée », « usine récupérée », « usine prise », « usine autogérée », « entreprises sans patron » ou encore « les autogérées ».

Je me trouve dans les locaux administratifs de l'usine *IMPA*. Mon entretenu, Daniel Zakuski est membre du *MNER*. J'aborde avec lui la question des premières assemblées du *MNER*, dans le but de retracer l'historique des positionnements de l'OPR et des débats qui l'ont traversée.

¹³⁹ Abelli fait ici référence à la cooptation des dirigeants de la CGT par le gouvernement néolibéral de Carlos Menem. Le fait que la CGT se réclame du péronisme et que Menem soit à ce moment-là le chef du PJ s'ajoute au fait que la centrale, loin d'être en position de force, accepte le deal proposé par le gouvernement, qui est de garder le monopole sur la sécurité sociale des syndiqués -donc le monopole sur le financement- en échange de renoncer à sa combativité contre un gouvernement théoriquement « du même bord ».

¹⁴⁰ Entretien réalisé auprès de José Abelli au sein des locaux de la CTTTP, Pigüé, Province de Buenos Aires, 2017.

L'entretien prend une tournure inattendue lorsqu'il déclare : « Il y a eu pas mal de *bordel*¹⁴¹ par le passé ici, tu n'imagines pas. Ici il y a eu des camarades qui ont accusé des travailleurs d'autres coopératives qui venaient aux réunions de ne pas être de vraies récupérées »¹⁴².

Cet élément m'interpelle dans la mesure où il met en lumière le fait que la catégorie n'est pas consensuelle, y compris au niveau émique. Ici, l'adjectif « vraie » constitue davantage le vestige d'une lutte pour la définition de ce qu'est une ERT plutôt qu'une description objective de la réalité. Dès lors, je m'interroge sur les critères qui fondent la définition au niveau émique, avant même que celle-ci ne soit reprise et réinterprétée au niveau étique.

Remarquons d'ores et déjà que la catégorie « ERT » se forge et circule au niveau émique. Elle n'apparaît pas comme une production médiatique, académique, et encore moins comme une catégorie produite par l'Etat, avec tout le caractère naturalisant qu'implique l'officiel. Nous pouvons tenter de retracer les critères initiaux qui donnent naissance à cette catégorie, sans nous laisser duper par l'apparente neutralité qu'elle peut revêtir dans la mesure où sa production et sa circulation ne se font pas mécaniquement, elles nécessitent un travail actif de certains agents et institutions incarnées par ces agents, selon des stratégies qui servent des intérêts particuliers ou collectifs bien précis. L'absence de définition officielle de la chose ne signifie pas que les critères nécessaires à son identification soient absents de la conscience des agents qui la perçoivent. Dès lors, une ERT l'est avant tout socialement, c'est-à-dire à travers la reconnaissance des individus, qui prend souvent la forme de reconnaissance mutuelle entre membres d'ERT, à savoir les travailleurs autogérés. Sans souscrire à de provoquantes formulations telles que : « l'ERT n'existe que parce qu'elle existe dans l'esprit des individus qui croient en son existence », nous pouvons tout de même avancer que le fait qu'un certain nombre d'agents, puis d'organisations perçoivent des critères comme objectifs pour définir une ERT et définissent, en fonction de ces critères, la chose comme telle, participe grandement à l'existence même de la catégorie.

Dès lors, certains critères apparaissent plus dominants à l'heure d'identifier un processus de lutte ouvrière comme une ERT. Il s'agit de celui de la « reprise » de l'entreprise précédente, et

¹⁴¹ Traduction de *quilombo*.

¹⁴² Propos recueillis auprès de Daniel Zakuski, membre du *MNER*, au sein des locaux de l'*IMPA*. Mon interlocuteur me fait précisément part du problème qu'il a rencontré lors de la mise en relation de certaines ERT, dans la mesure où certains travailleurs autogérés ne reconnaissaient pas les nouveaux entrants comme membres d'une « vraie » ERT

nous verrons à quel point ce terme peut poser problème, car l'entreprise n'est jamais « reprise » au sens premier du terme, il s'agit plutôt de la création d'une nouvelle dans le cas de la formation d'une ERT, pas nécessairement dans les locaux de l'ancienne. Arrivés à ce stade, nous comprenons que la simple occupation d'une usine ne peut suffire à la qualifier d'ERT, car il manque à ce cas de figure le caractère autogéré des moyens de production, nécessairement inscrit dans le temps. Autrement dit, pour être qualifiée d'ERT, l'unité productive doit se composer de travailleurs qui pratiquent l'autogestion, c'est-à-dire qui produisent, commercialisent leur production, possèdent le capital et répartissent la valeur ajoutée collectivement.

Ainsi, deux grands critères implicites se dégagent, qui semblent partagés par l'ensemble de mes interlocuteurs pour opérer le classement qui leur permet d'identifier une ERT. Il s'agit là du caractère « repris » de la chose d'une part, qui passe le plus souvent par une lutte concrète contre l'ancien patron -mais pas toujours, ce qui pose problème pour ce critère également- et le caractère autogéré de la production. Cela permet de distinguer l'ERT d'une simple usine occupée ou d'une coopérative classique, même si l'ERT adopte le plus souvent la forme coopérative, du moins formellement, pour des raisons historiques que nous verrons plus tard. Puis, nous devons distinguer l'existence institutionnelle de l'ERT, officielle, par le biais de la coopérative, de celle des individus qui l'incarnent, la composent. Autrement dit, une ERT est-elle une coopérative dont la création est motivée par les suites de la lutte qui marque la « reprise » d'une entreprise en autogestion, ou bien elle est un groupe de travailleurs qui pratique l'autogestion suite à cette même lutte ? La question se pose dans la mesure où une ERT est nécessairement composée de « travailleurs autogérés », dissociés de simples coopérateurs selon la même logique qui distingue une ERT d'une coopérative classique. Ce parallèle nous fait comprendre que la figure du travailleur autogéré est indissociable de l'existence de la catégorie d'ERT. Si nous reformulons ceci nous pouvons avancer que l'ERT est nécessairement composée de ce type-là de « travailleurs autogérés », les deux catégories ayant, pour se forger, les mêmes sources : la lutte, la reprise, la faillite de l'ancienne entreprise.

Faut-il alors que l'ERT soit composée de travailleurs ayant vécu cette lutte ? La reconnaissance des pairs change-t-elle lorsque, par exemple, tous les travailleurs d'une ERT partent à la retraite et sont remplacés par leurs descendants ou par d'autres associés qui n'ont pas vécu le processus de récupération ? Qu'est-ce qui distinguerait alors l'ERT d'une coopérative classique ? L'un des critères qui fait d'elle une ERT, à savoir le fait d'être composée de travailleurs autogérés

ne s'estompe-t-il pas en présence du renouveau générationnel, auquel ne survit que l'existence institutionnelle-légale de l'ERT, à savoir la coopérative ? Nous pourrions pousser ce raisonnement à l'extrême et avancer qu'une fois les premières étapes de la récupération terminées, la coopérative formée et stabilisée, même si tous les travailleurs qui la composent sont ceux qui ont mener la lutte pour la reprise, s'entame alors un processus où les critères qui définissent l'ERT s'estompent peu à peu pour faire tomber l'objet sous le domaine de définition de la coopérative. Remarquons toutefois que durant les étapes qui précèdent la formation de la coopérative, le groupe de travailleurs qui pratique l'autogestion est toutefois reconnu comme une ERT, indépendamment de son statut légal. L'ERT existe donc en dehors du cadre de la coopérative, dont elle en adopte la forme par nécessité pratique.

Si nous abordons ce point en détails plus tard, nous pouvons dire, pour faciliter la compréhension de notre raisonnement, que les critères de l'existence d'une « lutte » et celui de la « reprise » ne peuvent devenir des critères absolus, objectifs, capables de discriminer sans équivoque ce qui est une ERT de ce qui n'en est pas une pour plusieurs raisons. Premièrement, si le cas idéal typique d'une reprise en autogestion implique une occupation de l'usine, la lutte juridique contre le patron, parfois physique contre les forces de l'ordre, il existe des ERT qui se forment sans occupation préalable, parfois même sans affrontement, comme c'est le cas de l'usine *Novateck* dans la localité de *Pilar*. D'autre part, nous pouvons nous demander quel degré d'intensité doivent atteindre les contradictions capital-travail pour parler de lutte et d'affrontement ? Cela n'est jamais défini. Cette question en amène une autre. La lutte et l'affrontement ici mobilisés comme critères ne se font que dans le cadre de la faillite d'une entreprise, très souvent frauduleuse. Or, il existe également des cas où l'ancien patron, très endetté, propose directement à ses salariés de reprendre l'entreprise en autogestion plutôt que de devoir affronter un probable redressement judiciaire.

Pour appuyer notre propos, nous pouvons mobiliser des extraits du compte rendu de l'une des réunions fondatrices du groupe de militants, duquel émane la première OPR, qui a lieu dans les locaux de *l'IMPA* en 2001 :

« INFORMATION

Le 27 octobre de l'année 2001, se sont réunis à Buenos Aires, dans les locaux de la coopérative *IMPA*, un groupe de représentants de coopératives de travail et de fédérations, motivés par le

besoin d'apporter une réponse organisée à la croissante destruction de sources de travail à travers la réouverture d'usines au moyen de l'autogestion des travailleurs ».

Remarquons que du paragraphe introductif sont absents les termes –qui apparaissent toutefois plus bas- aujourd'hui consensuels « d'entreprises récupérées par leurs travailleurs ». Dans le même esprit, *l'IMPA* n'est pas désignée comme une « entreprise récupérée » mais comme une « coopérative », alors que les représentants des autres ERT sont mentionnés en tant que représentants « de coopératives de travail ».

Les projets de revendications se suivent ainsi : « 3- Réclamer des moratoires ou des gels de dettes fiscales (Nationales, Provinciales et Municipales¹⁴³) qui asphyxient les entreprises récupérées par les travailleurs ».

Les ERT sont nommées pour la première fois dans le document. Toutefois, contrairement à aujourd'hui où cet acronyme signifie « entreprises récupérées *par ses* travailleurs », le document les mentionne en tant « qu'entreprises récupérées *par les* travailleurs ».

Cela peut paraître un détail insignifiant mais il est probablement significatif d'une certaine évolution. En effet, le « *par les* » nous indique plusieurs choses. La première est que l'usage actuel n'est pas consensuel à cette époque-là, les deux semblent coexister. Le terme est alors relativement nouveau et comme nous l'avons déjà remarqué, il n'est pas employé en premier lieu pour désigner cette forme d'autogestion si particulière. Nous pouvons supposer alors que la lutte pour la désignation de cet objet est encore en cours, ou bien n'a pas encore éclo, faute d'adversaires suffisamment différenciés et légitimés pour la mener. Comment le milieu passe de cette situation à celle où absolument tous les acteurs interrogés emploient « entreprises récupérées *par ses* travailleurs » pour désigner ces entreprises autogérées ? Suivre l'évolution des termes en les mettant en rapport avec les acteurs institutionnels –les OPR, la presse, l'académie, l'Etat- pourrait nous renseigner sur l'évolution des rapports de forces de manière très fine et détaillée. En effet, il est probable que ce soit le *MNER* qui ait réussi à imposer ce terme au sein de la société argentine à l'époque où cette OPR dominait sans équivoque le milieu des ERT. Je ne dispose malheureusement pas de ces données de terrain et cette lacune constitue une dette qui devra être soldée un jour. Ce manque se doit toutefois d'être mentionné dans un souci d'objectivité mais aussi pour des raisons pratiques : cette réflexion pourrait servir à un

¹⁴³ Ces trois mots commencent par une majuscule dans la version en espagnol.

lecteur –un doctorant- à alimenter son propre raisonnement et qui sait, collecter lui-même ces données ?

Le compte-rendu se poursuit sur une autre revendication phare des ERT : « Mettre en place un cadre légal qui protège et qui promeuve la récupération de sources de travail à travers la formation d'entreprises de travailleurs (Modification de la loi des faillites, du système de prévision de retraite¹⁴⁴, homogénéisation des législations nationales et provinciales) tout en contemplant des alternatives qui facilitent la propriété transitoire ou définitive des moyens de production ».

Notons une nouvelle fois que la catégorie d'ERT qui semble aujourd'hui forgée et dont l'acronyme participe fortement à cet état de fait, ne l'est pas à cette époque. Pour faire référence à cette forme d'autogestion ouvrière sont mobilisés les termes « d'entreprises de travailleurs » alors que ce qui est récupéré ce n'est pas l'entreprise mais « les sources de travail¹⁴⁵ ». Autant d'éléments qui nous informent que si la catégorie d'entreprise récupérée par ses travailleurs existe à ce moment-là, elle est loin d'être dominante dans les expressions qui se réfèrent à ce phénomène ouvrier aux frontières conceptuelles encore en dispute.

En résumé, non seulement les critères de définition de l'ERT sont en dispute, mais c'est aussi le cas pour l'appellation même de l'objet. Si cela est vrai pour l'année du compte rendu, alors ça l'est nécessairement pour la période qui le précède.

Pour finir, nous pouvons remarquer que si la définition de l'ERT est en dispute, celle de leur apparition l'est aussi. En effet, si pour Murua « la première récupérée du pays » n'est autre que l'*IMPA*, le siège du *MNER*, pour Luis Caro, président d'une OPR concurrente, ce n'est pas le cas. Selon ce dernier, c'est l'OPR qu'il préside, le *MNFRT*¹⁴⁶, qui « récupère la première »¹⁴⁷.

En outre, la distinction entre les notions émiques et les concepts étiques est difficile à opérer, car elle n'est pas neutre. Comme l'a montré Pierre Bourdieu (1979), nos manières de classer,

¹⁴⁴ Les travailleurs autogérés sont considérés comme des travailleurs indépendants en Argentine et sont soumis à la même réglementation que les auto entrepreneurs en ce qui concerne la couverture et les apports à la sécurité sociale qui est bien moins avantageuse que celle des salariés formels et syndiqués.

¹⁴⁵ La traduction la plus correcte en français de « *fuentes de trabajo* » serait peut-être « postes de travail » et non pas « sources ». Toutefois, lorsque l'on traduit « postes de travail » en espagnol, cela donne « *puestos de trabajo* », ce qui diffère du terme utilisé dans le document.

¹⁴⁶ Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs

¹⁴⁷ Cette information est issue d'un entretien réalisé auprès de Luis Caro en 2017, à Avellaneda, Province de Buenos Aires.

les classes et les classements qui en découlent sont un enjeu de luttes : « les classements ne sont pas simplement dans la tête du savant, ils sont dans la réalité. Ils sont dans la tête de tous les agents qui sont soumis au classement scientifique. Et ils sont un enjeu de lutte entre les agents [...] Il y a une illusion profonde dans cette vision scientiste parce que, quoi qu'on fasse, tout discours sur le monde social, y compris le discours scientifique, est voué à entrer dans la lutte des classements »¹⁴⁸. Ajoutons à cela que si la catégorie « ERT » commence à se forger au niveau émique, pour forger une catégorie homologue au niveau étique, le chercheur, qui ne la crée pas *ex nihilo*, reprend nécessairement certains des critères qui sont en dispute au niveau émique.

2.2 L'ERT au niveau étique.

Si la définition des ERT est un enjeu de luttes, celle-ci peut avoir en raison de l'impossibilité d'établir des critères de définition totalement objectifs, comme c'est le cas de la très grande majorité des catégories que l'on utilise pour mesurer, lire, compter le monde social. Cela permet aussi que l'un des grands piliers de la production de catégories, l'académie, puisse proposer une définition tout en prenant compte bien sûr les représentations émiques sans toutefois s'y soumettre. En ce sens, le programme *Facultad Abierta* de l'Université de Buenos Aires (UBA) dirigé par Andrés Ruggeri, principal producteur de statistiques sur ce sujet, propose une définition qui cherche à recouvrir la majorité des cas qui sont reconnus par les acteurs eux-mêmes comme des ERT. Selon Ruggeri une ERT est un « processus socio-économique qui suppose l'existence préalable d'une entreprise qui fonctionnait sous la forme d'une entreprise capitaliste traditionnelle (et même dans certains cas sous la forme d'une coopérative formelle) dont le processus de faillite ou la tentative de soustraction des machines de la part du patron ont mené les travailleurs à entrer en lutte en vue de la faire fonctionner sous des formes autogérées »¹⁴⁹. Cette définition avance des critères plus ou moins précis, tels que l'existence d'une lutte – dont la définition pose aussi problème – ou encore l'existence préalable d'une entreprise capitaliste, ce qui exclut de fait *l'IMPA* qui était formellement une coopérative ouvrière avant sa reprise en autogestion mais qui est pourtant considérée comme une ERT de référence, raison pour laquelle Ruggeri ajoute ce qui se trouve entre parenthèses. La définition ne dit rien sur le

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ Ruggeri, A. (2017). ¿Qué son las empresas recuperadas?: autogestión de la clase trabajadora. Descontrol Editorial, p.24

terme « récupérées » car cela fait apparaître en grande partie le décalage entre la tentative de qualifier une entreprise autogérée d'ERT dans le champ scientifique et les définitions tacites, performatives, émiques, employées par les acteurs du milieu pour lire, classer, déchiffrer mais aussi construire la réalité qui les entoure et qu'ils appréhendent.

Nous comprenons qu'Andrés Ruggeri a été confronté à ce type de questions irrésolubles ainsi qu'à celles qui suivent. Cependant son équipe de statisticiens et lui-même ont dû nécessairement trancher afin de compter.

Attardons-nous sur les termes « entreprises récupérées ». Que récupèrent au juste les travailleurs ? Ce n'est certainement pas l'entreprise en tant que personne morale pour au moins deux raisons. La première est qu'elle ne leur a jamais appartenu juridiquement, le terme « récupérée » ne pourrait alors s'appliquer que si l'on en prend une définition large.

La seconde et probablement la plus importante, est que les travailleurs ne possèdent à aucun moment l'entreprise qui fait faillite mais en créent une nouvelle suite au « processus de récupération », le plus souvent sous forme de société coopérative (scoop)¹⁵⁰. La « récupération » ne porte pas nécessairement non plus sur les murs ou les machines, à supposer que l'on puisse confondre l'entreprise, son capital physique et l'édifice. Il existe une grande quantité de cas où l'entreprise autogérée qui se crée suite à une faillite fonctionne dans un autre édifice, souvent avec d'autres machines. Si les machines sont initialement les mêmes, quid du nouveau capital physique qui remplace l'ancien ? Le remplacement des machines ou un déménagement suffiraient à faire changer l'objet de catégorie ? Ce n'est pourtant pas ce qui se produit car les groupes de travailleurs qui se trouvent dans ce cas sont toujours reconnus comme membres d'une ERT.

Certains auteurs et acteurs s'accordent pour dire que ce qui est récupéré est le travail (Wyczykier, 2009). Cela élargit toutefois la définition à des cas qui peuvent ne pas apparaître

¹⁵⁰ Il existe d'autres formes juridiques possibles pour traduire la mise en œuvre de l'autogestion, et par conséquent de la propriété collective du capital. Nous pouvons citer parmi celles-ci, en plus de la Scoop, la société anonyme dont les actions sont détenues directement par les travailleurs, soit par une scoop détenue par eux. À l'autre extrême de l'échiquier idéologico-politique nous retrouvons l'étatisation sous contrôle ouvrier. Si le capital n'appartient pas directement aux travailleurs, la gestion de l'entreprise est de leur ressort exclusif, tandis que les moyens de production sont détenus par la collectivité à travers un organisme public.

immédiatement lorsque l'on pense à cette catégorie, comme peuvent l'être les groupes de travailleurs informels qui forment une coopérative en vue de formaliser, pérenniser et dignifier leur activité. En effet, le fait de mener une lutte organisée pour « récupérer » *le travail*, ne constitue pas une spécificité d'acteurs évoluant dans le secteur formel qui s'organisent pour ne pas finir par basculer dans l'informalité. Tout droit venus des zones les plus marginales, autant géographiques que sociales, des groupes de recycleurs de déchets, appelés *cirujas*, *cartoneros*, *clasificadores*¹⁵¹ sortent progressivement de l'informalité en adoptant également une forme d'organisation collective à travers la constitution de scoop, dans le but d'assurer la continuité de leur action productive. Le concept d'ERT peut par conséquent s'appliquer pour définir d'autres manifestations que ce qu'il semble évoquer de manière immédiate.

Nous pouvons rétorquer à cela que le critère de l'existence d'une lutte préalable, mobilisé dans la définition de Ruggeri, serait absent dans le cas des *clasificadores*. Cependant il est aussi absent de certaines entreprises autogérées pourtant reconnues comme des ERT. C'est le cas par exemple de l'usine de peinture *Novatec*, située dans la localité de Pilar, province de Buenos Aires, où l'ancien patron devient sociétaire au même titre que ses anciens salariés lors de la mise en place de la Scoop.

Ce type de « cas particuliers » pourraient être évacués et relégués à la catégorie de « fausse ERT »¹⁵² par exemple, mais cela en revient à traiter comme une anomalie un cas qui pourtant est considéré dans le milieu comme une ERT et nous oblige en réalité à en affiner la définition.

De plus, si le critère d'absence de lutte était réellement discriminant, cela devrait nous pousser à nous interroger d'une part à la définition de « la lutte » et d'autre part sur ce qu'il se produit lorsque la durée de vie des ERT les plus anciennes y permet un renouveau générationnel. Dans ces cas de figure, comme à *Campichuelo*, nous arrivons à une situation où aucun des travailleurs actuels n'a connu la « lutte pour la récupération ». Pourtant personne, dans le milieu des ERT, ne songerait à considérer que *Campichuelo* -qui se constitue au contraire comme « une des ERT les plus anciennes » - n'en soit pas une.

¹⁵¹ Ces termes sont synonymes. Cependant leur charge symbolique n'est pas équivalente. Ils sont présentés ici dans l'ordre de leur apparition, et en ordre inversement péjoratif, même si nombre d'entre eux revendiquent la première terminologie dans un effort de resignification dignificatrice, de retournement du stigmat.

¹⁵² Nous verrons par la suite que ce type de disqualifications s'inscrivent dans une logique de lutte bien particulière pour la définition de ce qu'est une ERT.

S'il existe alors plusieurs manières, pour un groupe de travailleurs, de mettre en place et de pratiquer l'autogestion suite à une situation d'informalité -cet élément semble être le plus commun- la manière dont ils se reconnaissent et s'identifient à la figure de l'ERT dépend plus d'un sentiment d'appartenance construit au gré des luttes et grâce à une *conscience de classe* très aigüe d'un côté, et d'un autre côté par les principaux producteurs de catégories -que sont les OPR, les médias et l'académie, sans toutefois négliger la relation dialectique qu'entretiennent ces producteurs- plus que par des critères purement objectifs. Le processus dialectique qui donne forme à la catégorie d'ERT ne se fait pas sans heurts, et comme nous le verrons plus tard, ne produit pas *une* définition d'ERT mais plusieurs, souvent basées sur des critères tacites que la confrontation avec des contre exemples lors d'entretiens ou la lecture de communiqués officiels peuvent permettre de révéler. S'il n'existe pas une définition consensuelle de notre objet, si plusieurs critères entrent en collision et même en concurrence - dans de nombreux entretiens les termes « vraie ERT »¹⁵³ apparaissent- alors nous pouvons déduire qu'il existe une lutte pour la définition de l'objet.

Les différentes définitions d'ERT relèvent en grande partie de la manière de tenter de les imposer de la part des différents acteurs -ou du moins de les proposer, voire de les reprendre. Il semble exister différents niveaux d'emploi d'une catégorie en dispute. En effet, lorsque la catégorie est reprise dans la presse quotidienne régionale -qui dédie parfois quelques lignes à une lutte locale lorsqu'une ERT est en gestation, qu'elle identifie souvent mal à l'une des OPR existantes en laissant entendre que c'est la seule qui existe- elle agit plus comme un signifiant vide sous couvert d'une appellation qui semble aller de soi, qui semble relever de l'évidence, que comme une tentative de définition de la part d'un acteur qui a un intérêt objectif à opérer cette imposition. Au contraire, lorsqu'un membre impliqué dans une OPR emploie les termes « vraie » ou « fausse » pour désigner une ERT, il ne s'agit pas d'une simple reprise de l'appellation mais bel et bien d'une tentative d'imposition d'un contenu. Concernant le terrain de la production académique, je n'ai pas identifié les possibles rapports de forces et enjeux dans le champ scientifique qui pourraient donner lieu à une telle lutte. Si la neutralité axiologique demeure un horizon à atteindre, et qu'il existe toujours un espace entre cet objectif et la

¹⁵³ Lorsque l'adjectif *vrai* précède le sujet, nous pouvons y voir le signe d'une lutte pour la définition au cours de laquelle un groupe tente à la fois une opération de disqualification envers ce qu'il considère comme une « fausse ERT » et une opération de légitimation pour sa propre conception de la chose.

production de travaux scientifiques, nous pouvons tout de même affirmer qu'en l'absence d'un enjeu majeur, l'intérêt d'entrer en lutte pour une définition de la part des chercheurs qui ont écrit -pour la plupart, à un moment donné de leur carrière- sur ce sujet est si peu important que l'on peut conclure, tout du moins, à l'absence d'intérêt conscient de s'éloigner de cette recherche de neutralité.

Résumons. Nous avons établi -sans pour autant le démontrer, chose que nous ferons dans la partie II- que les critères de définition de notre objet sont en dispute et qu'aucun ne se suffit à lui seul pour définir ce qu'est une ERT. Nous avons annoncé, sans en donner encore la preuve que la définition des critères de définition sont un enjeu de luttes. Par conséquent, nous ne pouvons que déduire qu'il y a un intérêt à cette lutte, que nous analyserons également dans la deuxième partie de cette thèse. Un exemple de cela est celui de l'identification de la première ERT. La discussion qui suit présente, tout comme ce chapitre, plusieurs objectifs. En effet, tout en continuant à polir la définition d'ERT -sans jamais en atteindre une qui soit définitive- nous chercherons également à situer historiquement les premières ERT du pays, ce qui nous permet d'identifier les débuts du phénomène de récupération d'entreprises par leurs travailleurs en Argentine.

2.3 *Campichuelo* et *Quilmes Adabor*, cas particuliers ou ERT qui poussent à la précision ?

Ce n'est que lors d'une phase assez avancée de mon terrain que je découvre, contrairement à ce que je croyais jusqu'alors que *l'IMPA* n'est pas la première ERT du pays. Présentée comme telle dans de nombreux articles de presse et académiques, le jeune apprenti chercheur que j'étais lors de mon premier terrain ne pouvait que se sentir satisfait lorsque je trouvais confirmation de cela dans certains entretiens, par exemple, ceux que j'ai réalisés parmi les travailleurs *d'IMPA*. Le biais d'auto confirmation ne devenait plus puissant qu'il était pratiquement imperceptible, car, fort de l'idée selon laquelle un chercheur pouvait confirmer ou infirmer les résultats d'un autre chercheur en allant sur le même terrain, je me sens rassuré lorsque je trouve une donnée similaire. Je ne vois pas à ce moment-là qu'en réalité, ce qui apparaît comme gravé dans le marbre dans les articles des enquêteurs qui m'avaient précédé et qui avaient réalisé leurs entretiens plus d'une décennie auparavant n'est que le récit de certains acteurs qui ne faisaient que livrer leurs propres catégories et leur définition d'ERT, qui faisait correspondre *l'IMPA* avec la première ERT du pays. Malgré l'avertissement de Pierre Bourdieu quant à l'élévation des catégories émiques au niveau académique, transmis en ces termes : « mieux vaut s'en tenir

à une description utilisant le vocabulaire indigène qui restitue les catégories de pensée indigène que de reproduire cette espèce de *metaxu vaseux*, qui est la promotion, à l'ordre du demi-savant, des catégories indigènes »¹⁵⁴, il semble que la situation que je viens de décrire, si elle se rapproche de ce cas de figure, ne l'épouse pas totalement.

D'un côté, la catégorie d'ERT n'est pas renvoyée à son origine émique -donc située- lorsqu'elle est réutilisée dans certains articles scientifiques, et cela engendre les problèmes de définition que nous avons évoqués. La plupart des articles renvoient à des définitions antérieures, généralement celles de Ruggeri ou de Julian Rebon (2007) qui, d'une manière ou d'une autre ont dû trancher pour définir et compter, chose que nous ne sommes pas en mesure de faire ici. Dès lors, la catégorie « ERT » revêt toutes les apparences de la neutralité. Martínez et Vocos (2002) fournissent un bon exemple de cela : tout en voulant définir les limites du phénomène se gardent toutefois d'en avancer une définition quelconque. De son côté, Trincherro (2007) opère une distinction entre *usines récupérées* et *entreprises récupérées*, mais une fois celle-ci faite, il aborde la quantification du phénomène en prenant les statistiques -et par conséquent la définition- de Ruggeri sans la discuter. Bien entendu je n'avance pas que des chercheurs confirmés comme ceux que je viens de citer ne perçoivent pas les enjeux que j'ai évoqués en amont. Ils priorisent d'autres aspects du phénomène dans leurs travaux, notamment la relation entre les ERT et les mouvements sociaux qui semblent émerger à partir de la crise de 2001. Cela permet que nous puissions développer les questions liées aux enjeux de la définition des catégories de manière originale et que nous puissions la relier aux enjeux de lutte qui se manifestent au sein du milieu des ERT.

Dans la suite logique de ce qui précède, nous pouvons avancer que l'identification de la première ERT du pays découle logiquement de l'interrogation sur la définition d'ERT.

L'usine graphique *Campichuelo*, également située dans le quartier d'*Almagro*, à 800 mètres de l'*IMPA*, constitue un de ces « cas particuliers » qui poussent le chercheur à interroger ses catégories ou bien à le considérer précisément comme cela, un cas particulier, voire une expérience qui relève d'une autre époque, ce qui implique la mise en place d'artefacts épistémologiques tels que la démarcation d'époques selon des critères plus ou moins flous dans

¹⁵⁴ Bourdieu, P. (2013). Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. *Actes de la recherche en sciences sociales*, (5) p.8

le but d'évacuer un caillou somme toute assez inconfortable dans la chaussure : *Campichuelo* a été récupérée par ses travailleurs en 1992, c'est-à-dire six ans avant « la première ERT du pays ». Nous privilégierons l'option qui consiste à affiner nos catégories d'analyse afin de les faire correspondre avec ce que nous observons et interprétons de la réalité sociale plutôt que d'exclure une partie de celle-ci au profit du maintien de catégories trop rigides. Il en va de même avec l'usine métallurgique *Quilmes Abador*, dont la proximité géographique avec la section de *Quilmes* de l'*UOM* n'est pas anodine dans sa récupération.

Avançons les hypothèses qui permettent d'expliquer les raisons pour laquelle *Campichuelo* n'apparaît que très rarement dans la littérature et dans les discours des acteurs comme la première ERT du pays.

La première concerne la perception des agents qui font partie du milieu des ERT. Il ne s'agit bien sûr pas d'un groupe homogène mais au contraire d'individus situés dans un espace traversé par des rapports de force mais aussi par des relations de coopération et de solidarité. Contrairement au champ économique où la concurrence prime et où les alliances ne sont que - très souvent- de circonstance, le milieu des ERT est avant tout un milieu prolétaire, où l'appartenance de classe est souvent revendiquée directement ou indirectement dans les discours que j'ai pu recueillir dans mes entretiens, tel que nous l'avons montré dans le chapitre précédent. Il s'agit alors de discours situés au sein du milieu même des ERT en raison de la concurrence entre courants matérialisés, incarnés par les OPR qu'il existe en son sein. C'est ainsi que le *MNER* produit des discours qui font de l'*IMPA* la première ERT, alors que d'autres OPR remettent en cause cette version. Rappelons que Luis Caro, le président du *MNFRT* avance que la première ERT du pays est représentée par son organisation et qu'elle date de l'an 2000¹⁵⁵.

Revenons sur le cas de *Campichuelo*. Il s'agit une usine autogérée reconnue comme faisant partie de la catégorie « ERT » par les principaux agents avec lesquels j'ai pu m'entretenir. Elle est également comptée comme telle dans les statistiques de Ruggeri.

Toutefois, nous ne pourrions considérer que sa récupération équivaille au fait que les travailleurs qui la mènent à bien intègrent, de par leur action, l'espace des ERT argentines car

¹⁵⁵ Propos recueillis lors d'un entretien auprès de Luis Caro, Avellaneda, Province de Buenos Aires, 2017

au moment de la lutte il n'existe rien de tel. Cependant les soutiens, certes rares, que reçoivent les travailleurs en 1992 illustrent déjà à ce moment la relation de continuité entre le champ syndical et ce qui allait composer un espace de représentation de l'autogestion ouvrière argentine. *Campichuelo* est une usine graphique principalement spécialisée dans le papier de sécurité, utilisé par les gouvernements et certaines entreprises pour imprimer des documents classés défense. Sa production a néanmoins subi une diversification au fil des ans de sorte qu'actuellement les immenses imprimantes semi automatiques qui trônent dans la salle des machines font défiler sous leurs rouleaux des pages de magazines, de livres ou encore des tracts et affiches de campagne des différentes coalitions liées au *kirchnérisme*.

Lors de sa privatisation en 1986 l'usine avait pour seule tâche d'imprimer le bulletin officiel du gouvernement. En 1991, Menem, le président de la République, prend la décision de ne pas renouveler le contrat avec l'usine qui se retrouve alors en liquidation judiciaire. Un plan de licenciement est annoncé avec la faillite de l'usine. Les salariés le refusent et en occupent les lieux. Suite à des semaines de lutte ils obtiennent gain de cause et malgré les immenses difficultés qu'ils ont rencontré au cours de ces pratiquement trois dernières décennies, aujourd'hui la coopérative embauche, investit dans de nouvelles machines et héberge des centres de formation liés à l'édition et à l'informatique, ainsi qu'une toute jeune fondation.

Retenons de cela que *Campichuelo* est liée à un secteur d'activité très particulier, celui de la typographie. Ce sont les ouvriers typographes qui s'associent dès 1857 et constituent le premier syndicat du pays durant le gouvernement du fédéraliste Justo José de Urquiza. Ce sont eux aussi, qui, deux décennies plus tard sont les protagonistes de la première grève ouvrière d'un pays aux frontières encore changeantes, au découpage territorial encore incertain.

Il ne s'agit pas de faire dans ce chapitre l'histoire du mouvement ouvrier argentin mais simplement de faire le lien entre les pratiques de lutte combattives et autonomistes déjà présentes sous d'autres formes dans certains courants syndicaux et les reprises d'usine en autogestion. C'est dans cette optique que nous devons relever le soutien de certains membres de la *Federacion Grafica Bonaerense*¹⁵⁶ (FGB) envers la lutte de *Campichuelo*. Cette première passe d'armes à l'encontre de la propriété privée du capital de la part de travailleurs organisés passe cependant inaperçue dans une Argentine qui connaît la phase ascendante du *currency board*. Si

¹⁵⁶ Fédération graphique de Buenos Aires

le sort des plus démunis ne s'améliore pas, les classes moyennes, notamment à Buenos Aires vivent bercées par l'illusion que leur salaire est en dollars et que leur pouvoir d'achat équivaut à celui d'un citoyen étatsunien. Si cela peut sembler vrai au regard de la parité *peso-USD*, l'illusion repose principalement sur le fait que ce modèle ne pouvait tout simplement être soutenable.

Contrairement à l'étape post effondrement, où les classes moyennes soudainement paupérisées voient dans la récupération d'usines une lutte légitime contre le chômage et un refus de basculer dans la pauvreté, en 1992 le cas isolé de *Campichuelo* ne suscite aucun émoi et les grands journaux n'y prêtent, à ma connaissance, aucune attention. De plus, aucune OPR capable de produire du discours public n'est alors constituée -cela renvoie à la question des producteurs de catégorie- et par conséquent la possibilité d'installer dans le répertoire militant -qui sert de matière première aux chercheurs qui se penchent sur le phénomène une décennie plus tard- l'idée selon laquelle *Campichuelo* serait la première ERT du pays est inexistante.

Quant aux articles et ouvrages scientifiques sur la question, ils n'évoquent que très rarement cette usine, pourtant florissante, et jamais, à ma connaissance, comme étant la première ERT. Les raisons de cela sont évoquées précédemment. Si le champ académique se nourrit de catégories émiques qu'il systématise ou qu'il retraduit parfois, à tort ou à raison en termes scientifiques, il se peut que *Campichuelo* soit souvent omise en tant que première ERT car les associés qui la composent ne disposent pas en 1992 de la force de frappe suffisante pour produire la catégorie d'ERT ni pour s'imposer comme la première d'entre elles, et passe alors sous les radars des premiers chercheurs qui systématisent un savoir sur les prémisses du phénomène de récupérations d'entreprises.

Pour conclure ce chapitre, récapitulons les points que nous avons développés et essayé de démontrer. Tout d'abord, la période des années 1990 est celle de la gestation du moment charnière que représente la crise de 2001. Durant cette période apparaissent les « initiatives populaires » qui occupent le devant de la scène médiatique après la crise, telles que le mouvement *Piqueteros*, les assemblées de quartier, les clubs de troc et les monnaies alternatives qui y émergent, ainsi que les ERT. C'est également durant cette période que commencent à se forger les critères de définition des catégories qui sont mobilisées massivement durant la décennie suivante, par les agents émiques comme par l'académie, la presse ou encore le champ politique. Toujours en dispute, ces critères permettent toutefois d'identifier les premières ERT

du pays, apparues en 1992 et par là même, d'identifier les débuts du phénomène que nous étudions.

Loin d'élever une catégorie émiqque au niveau « savant » sans la déconstruire, nous avons plutôt choisi d'en montrer l'enjeu de lutte qui en sous-tend les critères de définition tout en discutant les travaux d'autres chercheurs qui, en raison de centres d'intérêt différents, participent à invisibiliser cet enjeu de lutte, pourtant structurant dans le milieu des ERT, comme nous les verrons lors de la deuxième partie de cette thèse.

Penchons-nous à présent sur les processus à l'œuvre dans le mouvement syndical durant la décennie 1990 qui contribue à expliquer l'apparition de cette catégorie en dispute.

3. La décennie 1990 est aussi le signe d'une crise de la direction du mouvement ouvrier argentin, d'un renouveau des pratiques syndicales et de la mise à l'épreuve du modèle corporatiste.

Nous tenterons ici de démontrer d'une part que le modèle syndical argentin de type corporatiste perd en efficacité pour représenter les intérêts de travailleurs dans un contexte très différent de celui dans lequel il s'est forgé. D'autre part, que la hausse du travail informel lors des années 1990, les privatisations d'entreprises publiques et les nombreuses fermetures d'usines produisent non seulement une perte de vitesse des principales organisations syndicales mais aussi des réponses différentes, telles que la relocalisation des conflits à l'intérieur du lieu de travail, qui s'accompagnent d'une re politisation des militants syndicaux (Dobrusin, B., et Cató, J. M. 2018). Pour finir, nous mettrons en relation ce double processus avec l'apparition des premières ERT.

Comme nous l'avons précisé lors de l'introduction de ce chapitre, nous nous devons d'apporter les principaux éléments contextuels qui participent à expliquer l'apparition des entreprises récupérées par leurs travailleurs telles que nous les connaissons, ainsi que ce qui contribue à expliquer l'existence d'un espace de la représentation politique relativement autonome, à savoir le refus de la part des instances de représentation traditionnelles du mouvement ouvrier d'intégrer les ERT

Les débuts de la décennie des années 90 sont marqués par la scission de la CGT, alors seule confédération syndicale du pays. Si plusieurs explications sont mobilisables, nous faisons le

choix ici de ne retenir qu'un élément principal. Lorsque le gouvernement de Carlos Saul Menem amorce son virage à droite et adhère au Consensus de Washington, la CGT, qui joue le rôle historique de « colonne vertébrale du péronisme » entre en ébullition. De violents débats éclatent entre des positions irréconciliables. Quatre courants se distinguent. Le premier est celui du soutien au gouvernement dans ses politiques néolibérales. Le deuxième prône la négociation sans affrontement, alors que le troisième prône un affrontement depuis la CGT. Le quatrième courant, rupturiste, voit la nécessité d'affronter le gouvernement en dehors de la CGT, et promeut alors une scission qui aboutit à la création de la Central de los Trabajadores Argentinos (CTA) en 1991. Notons que, comme nous le verrons lors du chapitre VII, dès la fin du dernier mandat de Cristina de Kirchner, s'opère un rapprochement de l'une des principales OPR propres aux ERT vers la CTA.

3.1 La décennie 1990, placée sous le signe de la chute des conflits ouvriers sous leur forme classique.

La division syndicale et le soutien de la CGT aux réformes néolibérales du gouvernement se traduit par une chute de la conflictualité encadrée syndicalement. En termes de Dobrusin et Cató, « durant les années 1990, la chute de la conflictualité classique, mesurée en quantités de grèves et en heures non travaillées de la part des salariés, a été essentielle pour l'avancée du procès néolibéral, qui a approfondi les crises de ces organisations. Le conflit syndical a progressivement changé vers des formes de mobilisation basées sur l'occupation de territoires au détriment de celles axées sur l'espace de production »¹⁵⁷.

Pour comprendre plus en profondeur comment le contexte syndical des années 1990 favorise l'apparition du phénomène des ERT tel que nous le connaissons actuellement, nous devons nous arrêter sur le modèle corporatiste argentin, mis à mal, entre autres, par la montée du travail informel et les politiques de flexibilisation du marché du travail.

Pour Dobrusin et Cato (2018), le modèle corporatiste implique de concevoir l'Etat comme le lieu où se condense la conflictualité sociale. Les groupes antagoniques se tournent vers l'Etat,

¹⁵⁷ Dobrusin, B., & Cató, J. M. (2018). Volviendo a las bases: El sindicalismo Argentino frente a los retos del capitalismo actual. *Lua Nova: Revista de Cultura e Política*, p.242.

qui devient le terrain de lutte par excellence, avec des résultats importants pour le mouvement ouvrier durant la période d'industrialisation par substitution d'importations et la période néo-développementiste : « l'avancée la plus importante des mouvements syndicaux en termes de conquêtes de droits et de participation dans les décisions pertinentes de la politique économique, s'est produite à partir de l'intégration dans les espaces étatiques. Ce que Berins Collier et Collier (1991) nomment « processus d'incorporation », peuvent également être perçus comme des conquêtes du mouvement syndical à partir de la lutte des classes (Murmis et Portantiero, 2004). En définitive, la trajectoire syndicale d'action conflictuelle dans le cadre des espaces étatiques a porté ses fruits à partir de la relative amélioration de la situation du mouvement ouvrier durant les processus développementistes¹⁵⁸ (Nosiglia, 1983) »¹⁵⁹.

En résumé, le modèle corporatiste se forge dans un contexte particulier, avec les premiers péronismes, lors d'une période où l'économie est relativement fermée et qu'une grève ouvrière produit un impact immédiat sur la circulation des biens et des services dans l'économie ainsi que sur les profits de la bourgeoisie nationale. Les deux groupes antagonistes se trouvant sur le même territoire, il devient aisé de forger un modèle avec l'Etat pour arbitre, ou plutôt comme réceptacle de ce conflit. Cependant, les premiers effets de la mondialisation viennent modifier substantiellement ce rapport de forces.

3.2 L'affaiblissement du modèle corporatiste suite à l'ouverture de l'économie aux capitaux étrangers.

L'ouverture de l'économie vers la seconde moitié de la décennie 1970 provoque deux changements majeurs sur le plan des rapports capital/travail. D'une part, l'afflux de capitaux étrangers dans les entreprises entraîne un affaiblissement des moyens de pression dont dispose le mouvement ouvrier sur la bourgeoisie nationale. En effet, dans le cas de figure où les nouveaux investisseurs ne cherchent pas simplement à délocaliser les grands bastions industriels argentins vers le Brésil ou l'Asie, une grève ouvrière en Argentine n'a aucun impact sur la circulation des biens et des services dans les pays dont sont issus les actionnaires. Ceux-

¹⁵⁸ « Desarrollistas » dans le texte non traduit. En Argentine, il s'agit là des gouvernements qui succèdent aux deux mandats de Juan Domingo Peron (1946-1955).

¹⁵⁹ Ibid p. 245-246

ci ne subissent aucune pression d'autres fractions de leur bourgeoisie nationale, ni de leur administration publique. D'autre part, l'apparition du chômage de masse, inexistant au début de la décennie 1970 en Argentine, et la hausse spectaculaire de la précarité et du travail informel sapent les bases de la représentation syndicale classique.

Dès lors, non seulement le modèle perd en efficacité pour représenter l'intérêt des travailleurs, mais son maintien désarme ces derniers face aux nouveaux défis qu'ils doivent affronter.

3.3 L'action des bases syndicales remet en question le modèle corporatiste à travers la relocalisation des conflits.

La littérature identifie deux tendances inverses entre les années 1990 et 2000. La décennie 1990 est marquée par une dépolitisation des espaces de travail¹⁶⁰, c'est-à-dire par l'absence d'organisation collective des travailleurs. Au contraire, après la crise de 2001, on observe une relocalisation des conflits au sein même des espaces productifs, qui défie le contrôle de la bureaucratie syndicale sur les travailleurs (Dobrusin et Cato, 2018). Or, dans le cadre de cette thèse, nous cherchons à faire le lien entre la relocalisation des conflits et l'apparition des premières ERT, ou tout du moins avec les conditions qui permettent leur émergence. Les données collectées sur le terrain nous amènent à nuancer ce découpage temporel. Par exemple, en 1996 déjà Eduardo Murua et ses camarades menaient les conflits de Lassi et Safratti, alors qu'il faisait partie de la section locale de *l'UOM* et n'occupait aucun poste de dirigeant de premier ordre. Ce type d'évènements constitue les prémisses de la tendance à la relocalisation des conflits identifiée par les auteurs. Dès lors, les temporalités mobilisées par les auteurs ne nous permettraient pas de situer ladite relocalisation des conflits dans les années 1990. Nous pouvons répondre à cela qu'ils identifient de grandes tendances mais que nous disposons, grâce au travail de terrain, d'exemples en 1996 qui peuvent constituer les prémisses de la tendance globale qu'identifient les auteurs et par conséquent qui permettent de prouver notre propos. Il s'agit là des menés par,

Si nous résumons notre propos, nous pouvons avancer que la crise de la direction du mouvement ouvrier argentin, particulièrement aigüe dans les années 1990 finit par permettre aux commissions d'usine, jusqu'alors reléguées au second plan de la lutte syndicale, d'apparaître

¹⁶⁰ Renforcée par un processus de démobilisation notamment promu, selon les auteurs, par les dirigeants de la CGT durant la décennie 1990.

comme l'échelon le plus pertinent pour affronter le capital. Cela devient d'autant plus vrai avec la progressive relocalisation des conflits dont nous identifions les prémisses durant la décennie 1990 là où les auteurs voient cela comme une tendance globale après la crise de 2001.

Dès lors, il n'y a qu'un pas à franchir entre la relocalisation des conflits et l'occupation de l'usine comme méthode de lutte. Or, dans le cas d'une faillite, cette occupation ouvre à son tour la voie, par nécessité pratique principalement, à la récupération de l'usine en autogestion. Arrêtons-nous ici dans le développement de cette idée pour ne pas empiéter sur les chapitres suivants. Retenons simplement, d'une part, que cette configuration du syndicalisme argentin explique en grande partie les raisons pour lesquelles les dirigeants syndicaux ignorent, dans le meilleur des cas, et s'opposent dans les pires d'entre eux, à la reprise des usines en autogestion. Si le discours officiel est celui d'une crainte de l'embourgeoisement des travailleurs couplé à l'argument selon lequel un syndicat est basé sur une logique de classe, et qu'il ne peut que représenter des ouvriers en relation de dépendance, nous pouvons plutôt y voir une réaction logique à un phénomène qui découle, *in fine*, de la remise en cause du corporatisme. A titre de comparaison, l'équivalent de la CGT en Uruguay, la centrale unifiée PIT-CNT, embrasse les récupérations d'entreprises par ses travailleurs depuis le début du processus (Rieiro, 2011).

Retenons d'autre part, que l'autonomie dont disposent initialement les ERT sur le plan de leur représentation politique est avant tout subie. Cela constitue l'une des principales spécificités du phénomène de récupération d'entreprises en Argentine, et semble expliquer également son ampleur.

3.4 La nouveauté des occupations d'usines en Argentine : sauvegarder des postes de travail.

Si les occupations d'usines font partie du répertoire de luttes ouvrières tout au long du XXe siècle, leur objet à partir de 1992 constitue bel et bien une nouveauté, dans la mesure où il s'agit pour les travailleurs en conflit de maintenir coûte que coûte leur poste de travail. Selon Maria Amalia Gracia : « Les occupations d'usines ont été envisagées lors de différentes périodes historiques en tant que mesure contraignante dans le but de forcer des négociations relatives aux licenciements, aux salaires et aux conditions de travail, c'est-à-dire, pour sauvegarder les

conditions opérantes dans les postes de travail. Les processus analysés, au contraire, convergent vers le besoin de *défendre l'existence du poste de travail* »¹⁶¹.

3.5 « La dignité est politique ».

Ces nouvelles formes de lutte et d'organisation dépassent un cadre syndical en perte de vitesse et correspondent mieux aux nouvelles réalités qui s'imposent massivement aux travailleurs : l'informalité et la précarité. Les fils d'ouvriers syndiqués, obligés de migrer en banlieue éloignée se retrouvent dans les bidonvilles que leurs parents cherchaient à éviter, sans travail stable et quasiment sans droits sociaux. Les années 1990 sont la période où ces deux générations se rencontrent. Le souvenir de temps meilleurs est encore présent et côtoie la volonté de revivre une « période dorée » pour tout Argentin qui vit de son travail. Cela passe par l'accès à « un travail digne », expression régulièrement invoquée non seulement dans les discours militants produits ou reproduits par des dirigeants syndicaux, d'ERT ou d'OPR, mais aussi par bien des travailleurs. Ces discours font écho aux travaux de Maria Inés Fernandez Alvarez (2017) qui montre, dans la lignée de Didier Fassin, que les acteurs entrent en lutte, dans les motivations de l'action des acteurs en lutte non pas une réponse à un stimuli économique, mais au contraire dans une quête de dignité. Dans leurs propos, ouvoir vivre dignement de son travail, est une revendication politique. En effet, les agents s'identifient à leur position dans le processus de production, leur démarche n'est pas simplement revendicative. Le licencié comme sujet passif devient un sujet actif, un travailleur sans emploi qui lutte pour ne pas tomber dans la catégorie de « chômeur » devient « un agent de changement », si l'on entend par ces termes, souvent répétés dans les entretiens, qu'il est en mesure d'agir pour modifier ses conditions matérielles d'existence. De ce fait, ces luttes s'inscrivent en faux vis-à-vis d'un ordre établi excluant, générateur de pauvreté et de misère, étant donné qu'il s'agit pour celles et ceux qui les mènent de le refuser collectivement. Autrement dit, ces éléments sont politiques dans la mesure où la lutte pour la dignité à travers la récupération du travail, ou à travers la lutte pour un travail digne équivaut à refuser un ordre des choses dans lequel les salariés licenciés sont priés d'accepter passivement leur sort. Lutter pour reprendre l'usine implique, même si les acteurs ne le formulent que rarement en ces termes, hormis les plus impliqués, de s'insurger contre la logique

¹⁶¹ Gracia, M. A. (2013). *Fábrica de resistencias y recuperación social: Experiencias de autogestión del trabajo y la producción Argentina*. El Colegio de México AC p. 297.

d'être une variable d'ajustement, soumise à la seule logique de marché, ou contre la primauté de la propriété privée sur d'autres droits, comme le droit au travail.

Parmi les nouvelles formes d'organisation populaire, de luttes ou de mouvements -nous nous attarderons sur la catégorisation plus tard- se trouvent le mouvement *piqueteros*, largement documenté et analysé par Maristella Svampa (2002), les assemblées de quartier, répertoriées par Ezequiel Adamovsky (2003) ainsi que les clubs de troc qui donnent lieu à des monnaies alternatives, qui, au plus profond de la crise, permettent à 2,5 millions d'Argentins de ne pas sombrer dans la misère la plus totale (Ould-Ahmed, 2010).

La particularité de ces quatre piliers d'organisation populaire initialement informelle¹⁶² est qu'ils apparaissent durant la décennie 1990, et plus précisément à partir de 1995, année où l'Argentine connaît la première récession de l'administration Menem. Si les acteurs qui participent à chacun d'entre eux ne fréquentent pas nécessairement les autres, de nombreuses passerelles existent. Par exemple, l'usine *IMPA* accueillait dans ses installations -le hangar du rez de-chaussée de l'usine- un club de troc dont les membres s'y réunissaient tous les samedis¹⁶³. L'information selon laquelle un groupe de travailleurs isolés entrait en lutte pour l'occupation de l'usine dans laquelle ils travaillaient circulait aussi bien au sein d'une assemblée de quartier que dans un club de troc, notamment après la crise de 2001, où, ces phénomènes se massifient. Nous y reviendrons en détails. Nous verrons aussi que les liens entre les *piqueteros* et les travailleurs des ERT qui se tissent peu à peu, se fortifient durant l'effondrement économique de 2002. Les logiques de ces organisations sont similaires, les uns occupent la rue, les autres l'usine, dans un même mouvement revendicatif dont l'axe central demeure la défense du droit au travail.

Nous pouvons considérer que ces différentes manifestations populaires, encore en gestation dans les années 1990 révèlent un « contexte de crise » dans lequel apparaissent les premières ERT qui, se maintiennent et croissent lors de périodes économiquement stables, contrairement aux trois autres piliers qui se résorbent.

¹⁶² Si l'on considère que le caractère informel est donné par l'absence de salariat formel, qui donne accès à une forme de représentation syndicale elle aussi dite formelle, nous pouvons identifier ici les manifestations organisationnelles populaires mentionnées ci-dessus : les ERT, les monnaies alternatives, les assemblées de quartier et les *piqueteros*.

¹⁶³ Information recueillie lors d'un entretien avec Julio Meriendez, militant du *MNER*.

CHAPITRE III : LES CRISES ÉCONOMIQUES, ÉLÉMENTS NCESSAIRES MAIS INSUFFISANTS POUR EXPLIQUER L'EXISTENCE DES ERT.

De nombreux articles relatifs aux ERT en Argentine arborent comme phrase d'accroche une référence à la crise de 2001 et créent ainsi l'illusion selon laquelle la cause fondamentale de l'existence de leur serait ce moment traumatique pour la société argentine. Lors du premier chapitre nous avons cherché à étudier les éléments explicatifs de temps long, relatifs à l'organisation du mouvement ouvrier. Nous nous sommes donnés pour but principal de rendre compte des éléments contextuels qui interagissent avec l'émergence des premières ERT durant la décennie 1990 lors du chapitre II.

Au cours du présent chapitre, nous tenterons d'adopter une logique d'exposition similaire. D'une part, nous montrerons que la crise agit comme un accélérateur en termes de développement numérique et organisationnel des ERT et non pas comme un déclencheur du phénomène.

Nous tenterons de montrer comment un contexte de crise économique aigüe favorise le développement de phénomènes qui apparaissent comme des alternatives locales au néolibéralisme -voire au capitalisme si l'on suit Naomi Klein¹⁶⁴- mais qui sont, dans le sens que

¹⁶⁴ Dans le documentaire *The Take*, paru en 2004, Naomi Klein dresse un portrait des ERT qui ne correspond pas à ce que j'ai pu observer lors de mes différentes périodes de terrain. Si ce documentaire n'est pas un travail scientifique, il a pourtant des effets performatifs quant à la perception que peut avoir un Français sur le phénomène des ERT. Naomi Klein les investit de ce qu'elle était probablement venue chercher, à savoir la mission de se constituer en alternatives au capitalisme, ou tout du moins au néolibéralisme. Le débat aurait pu être mené si le documentaire avait donné la parole aux différents porte-parole -dont la parole est performative et qui ont la capacité d'orienter politiquement le mouvement. Au lieu de cela, Klein se limite à donner la parole à des membres de *Fasinpat* et de *Bruckman* avant 2003, deux usines représentées par le PTS. Le discours qui en découle est celui d'un refus de la droite néolibérale mais aussi des différentes nuances de péronisme, alors que l'écrasante majorité de la représentation politique des ERT adhère au péronisme. D'autre part, des acteurs importants apparaissent dans certaines scènes, entre lesquelles se trouvent Eduardo Murua et Lalo Paret, mais à aucun moment le spectateur ne reçoit une explication sur leur rôle ni sur ce qu'est le *MNER*, ce qui a pour effet d'invisibiliser la représentation politique du mouvement et de laisser les ERT à la merci de ce que l'observateur ordinaire veut observer, à la merci de des catégories préconstruites qu'il veut plaquer sur l'objet qu'il observe, si tant est qu'il soit en mesure de le conceptualiser comme objet à connaître.

l'on défend ici, une manifestation particulière du mouvement ouvrier argentin, souvent confondue ou considérée comme faisant part d'un même ensemble plutôt homogène composé d'autres phénomènes contemporains qui présentent pourtant des caractéristiques différentes, telles que les *piqueteros*, (Svampa, 2003, Campione et Rajland, 2006), les assembléistes (Dinerstein, 2003) ou les clubs de troc (Leoni, 2002, Ould-Ahmed, 2010).

Finalement, nous tenterons de mettre en relation les effets de la crise de 2001 avec la politisation, au sens large, des travailleurs autogérés avec à travers un cas d'étude précis. En plus de constituer un lien plus qualitatif entre la crise et le développement du phénomène des ERT, cela nous permettra par la suite de comprendre sur quelles bases se construisent les OPR.

1. L'épuisement du modèle néolibéral des années 1990 dans une économie périphérique comme l'Argentine mène à la crise de 2001.

Le traumatisme associé à la crise de 2001 se traduit généralement par un refus du néolibéralisme, identifié comme source de souffrances et de pauvreté. Par conséquent, les phénomènes et les initiatives populaires qui acquièrent une visibilité sans précédents après l'effondrement bancaire sont très rapidement associées à ce qui, dans le camp populaire¹⁶⁵ ferait partie d'une lutte anti néolibérale. Si cette vision n'est pas entièrement fautive, elle est pour le moins partielle et partielle. Bien entendu, nous ne retrouvons aucun défenseur du néolibéralisme dans le milieu des ERT. Les différentes réflexions qui circulent sur cette idéologie la classent très clairement de manière négative, comme nous le verrons plus tard. Cependant, il serait erroné de ne voir -comme le laisse trop entendre Naomi Klein- uniquement un combat motivé pour y trouver et mettre en pratique des alternatives.

Afin de comprendre comment la crise de 2001 pénètre et structure les subjectivités des agents nous devons en fournir une explication macroéconomique. Je pourrais essayer ici des critiques qui pointent un biais économiciste, ou encore qui surlignent le fait que dans une thèse de sociologie les analyses macroéconomiques n'ont pas réellement leur place mais il semble que cet exercice se justifie néanmoins.

En effet, les agents produisent des critiques du néolibéralisme et parfois du capitalisme qui intègrent des analyses macroéconomiques. Il convient alors d'en fournir une ici afin de

¹⁶⁵ Cf chapitre I

comprendre comment les agents comprennent, *connaissent* les catégories qu'ils mobilisent. Cela peut nous fournir de précieuses informations quant à la manière de se positionner que peut avoir un agent afin de la mettre en relation avec, par exemple, sa position et ses intérêts dans le milieu des ERT. D'autre part, je bénéficie aussi d'une formation d'économiste, il serait regrettable de ne pas la mettre à profit d'une compréhension d'un phénomène multidimensionnel dont l'analyse appelle bien souvent un certain décloisonnement de différentes sciences sociales¹⁶⁶.

1.1 Les deux piliers de la crise

Les causes de la crise de 2001 peuvent se classer en deux grands ensembles. Nous avons déjà abordé les plus structurelles, qui s'inscrivent sur le long terme dans le chapitre I. La position de l'Argentine dans la division internationale des processus de production, héritée de son passé colonial, condamne le pays à buter sur des contraintes tout aussi structurelles à son développement. L'Argentine, de par sa qualité de pays exportateur de matières premières fait partie des pays périphériques soumis à la dégradation des termes de l'échange (Prebisch, 1958) et au *syndrome hollandais*. Le passage qui suit est important pour comprendre non seulement la crise de 2001, dont l'analyse nous permet de comprendre le phénomène des ERT mais aussi un certain nombre d'orientations politiques déterminantes pour les conditions matérielles d'existence des Argentins, et déterminées par le champ des possibles que permettent ces contraintes structurelles au niveau national à court et à moyen terme.

L'autre ensemble d'éléments explicatifs de la crise de 2001 relèvent des politiques économiques menées par l'administration Menem (1989-1999) puis par celle de De la Rúa (1999-2001), dont le mandat s'interrompt brutalement en décembre 2001 avec sa fuite en hélicoptère de la *Casa Rosada*, le palais présidentiel. Cet évènement fortement médiatisé, puis devenu *vox populi*, fait suite aux mobilisations massives qui ont lieu dans les principales villes du pays, notamment le 20 et le 21 décembre 2001. Le soir du 20 décembre le ministre de l'économie, Domingo Cavallo, annonce sa démission et le lendemain l'hélicoptère présidentiel quitte la *Casa*

¹⁶⁶ Il ne s'agit pas ici d'additionner, de superposer grossièrement n'importe quel courant dans n'importe quelle science sociale et de mobiliser des étymologies et des méthodologies contradictoires. Si l'exercice peut être un échec cuisant et nous éloigner d'une recherche de scientificité, cela ne devrait pas nous décourager de nous y prêter : si certains murs sont certainement dressés et justifiés, des ponts peuvent également être extrêmement profitables.

*Rosada*¹⁶⁷ avec à son bord Fernando De la Rúa. Le fait qu'il survole une foule en furie donne la sensation -en partie vraie- qu'il fuit en hélicoptère pour échapper à la vindicte populaire. Cependant, les présidents de la république ne se rendent pas à la *Casa Rosada* depuis leur domicile en transport public, mais généralement en hélicoptère, ce qui relativise quelque peu le caractère exceptionnel de ce moyen de transport.

Revenons en premier lieu sur les contraintes structurelles extérieures. Celles-ci reposent sur deux grands piliers. Tout d'abord, le structuralisme latinoaméricain, courant né à la CEPAL¹⁶⁸, met en avant la dégradation des termes de l'échange pour les pays périphériques (Prebisch et Singer, 1949). Cela implique que les exportations de l'Argentine perdent du pouvoir d'achat, ce qui mène *ceteris paribus* à un déficit commercial structurel, qui provoque à son tour une rareté de devises qui s'accroît lorsque l'on dérégule le commerce extérieur¹⁶⁹. Lorsque l'Argentine exporte du blé, les devises qu'elle reçoit en échange se traduisent par une demande de *pesos* sur le marché des changes domestique. Inversement, quand l'Argentine importe une locomotive, elle doit céder des devises, que l'importateur doit se procurer sur le marché des changes. Lorsque la valeur des importations est supérieure à celle des exportations, la demande de devises – dont le stock diminue – est supérieure à celle de monnaie nationale, qui se déprécie.

Cela renchérit les importations mesurées en monnaie nationale ce qui a pour effet d'alimenter l'inflation. Parallèlement, afin de maintenir le pouvoir d'achat de leur épargne, les agents désirent acheter des devises, dont le prix augmente à nouveau. Ce mécanisme, couplé à l'effet d'inertie, explique la plus grande partie de l'inflation de long terme dans les pays périphériques (Trajtenberg, L., Valdecantos, S., & Vega, D. 2015) dont les effets récessifs viennent miner les salaires réels et alimentent la contestation ouvrière.

D'un autre côté, le corpus théorique relatif au *syndrome hollandais* (Bresser-Pereira, L. C., & Theuer, 2012) prend en compte, dans sa version restreinte, uniquement les effets de change et l'impact qu'ils ont sur le développement industriel, déterminant pour le développement du mouvement ouvrier du pays concerné. Ainsi, lorsqu'un pays -comme ce fut le cas des Pays Bas dans les années 1960- découvre et exploite d'énormes gisements de gaz par exemple, sa balance

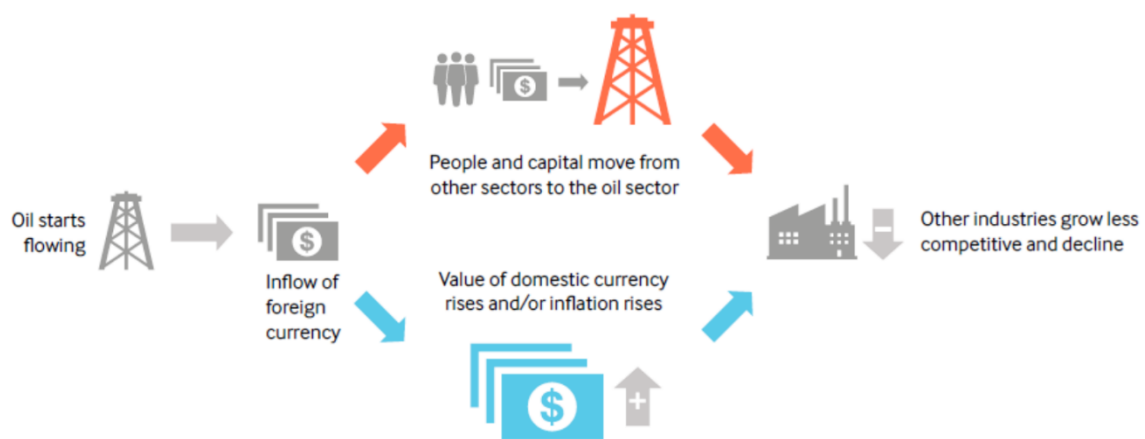
¹⁶⁷ Le palais présidentiel

¹⁶⁸ Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. La CEPAL est un organisme onusien.

¹⁶⁹ Le marché des changes est censé s'ajuster de manière concomitante au commerce extérieur mais nous verrons que cela provoque des effets de change et d'inflation délétères.

commerciale devient excédentaire. Cela signifie que si ses exportations sont demandées, sa monnaie nationale l'est tout autant : elle s'apprécie.

Cela a pour effet de renchérir ses exportations vis-à-vis du reste du monde et de rendre son industrie nationale moins compétitive vis-à-vis des produits importés. Par conséquent, le secteur industriel se rétracte et le secteur le plus compétitif -le secteur exportateur de ressources naturelles- n'absorbe pas le surplus de main d'œuvre qui se retrouve au chômage. Le schéma suivant résume clairement cette idée :



Source : NRG1, mars 2015.

Dans sa version plus large, le *syndrome hollandais* considère les effets délétères de l'instabilité du cours des matières premières à moyen terme. En effet, si une très forte hausse de leurs cours peut être contre-productive pour les pays qui les exportent, elles peuvent toutefois servir à financer un certain protectionnisme, des services publics ou encore des subventions sans avoir à modifier sensiblement la répartition de la valeur ajoutée, avec la conflictualité que cela implique. Cependant, dès que les cours s'effondrent, l'industrie nationale se retrouve dénudée face à la concurrence internationale, plus compétitive et se rétracte, dans le même temps que les États doivent diminuer leurs dépenses publiques, ou bien combler leurs déficits primaires à travers la dette ou l'émission monétaire. Dans le premier cas, les intérêts de la dette finissent par peser lourdement sur le budget public -et sur les réserves de devises si celle-ci se fait en monnaie étrangère- et dans le second, cela vient alimenter une inflation déjà nourrie par le déficit commercial causé par la chute des cours.

Cet ensemble de variables et de mécanismes constituent le théâtre dans lequel se déclenche la crise de 2001. Mais la scène finale puise ses sources dans un passé récent. La dictature de 1976-1983 se solde par une débâcle économique. C'est la première fois qu'un programme néolibéral

est appliqué dans le pays. La dérégulation du commerce extérieur et du marché des changes mène inexorablement, en raison de déficits commerciaux structurels, à une explosion de l'endettement extérieur -en dollars- et à une hausse de l'inflation. L'industrie perd des parts de marché face à la concurrence étrangère, ce qui était produit sur place est désormais importé et le chômage structurel s'installe durablement dans un pays où il n'avait été que frictionnel durant les quatre décennies précédentes.

Le retour de la démocratie représentative en 1983 qui signe la fin de la période dite de *terrorisme d'État* est incarné par Raul Alfonsín, dont les mesures ne peuvent empêcher l'inflation galopante de se muer en hyperinflation. Les multiples démonstrations de force de la CGT et la perte de l'outil monétaire poussent Alfonsín à organiser des élections anticipées, remportées par le candidat péroniste Carlos Menem dont les promesses du retour au plein l'emploi et les annonces favorables aux travailleurs ravivent le souvenir des deux premiers mandants de Juan Domingo Perón.

Cependant, une fois au pouvoir, la logique néolibérale prend le pas sur les promesses électorales. Dans le cadre des politiques d'ajustement structurelles issues du Consensus de Washington, le ministre d'économie, Domingo Cavallo, met en place dès 1992 un plan monétaire pour juguler l'inflation. Sa redoutable efficacité ne peut se comparer qu'avec les effets destructeurs induits sur le tissu productif national. En effet, afin de briser le cercle infernal dépréciation-inflation, le *currency board* mis en place consiste à maintenir la parité *peso-dollar* (1 *peso*=1 *USD*) à travers l'intervention de la banque centrale (*BCRA*¹⁷⁰) sur le marché des changes. Autrement dit, la *BCRA* doit avoir des réserves suffisantes de dollars pour pouvoir vendre chacun d'entre eux à un *peso*, dans le même temps qu'elle garantit la vente d'un *peso* au prix d'un *dollar*. De cette manière, si un agent voulait vendre un *dollar* plus cher, il ne trouverait pas d'acheteurs, car ils iraient se fournir à la *BCRA*. D'autre part, si un agent voulait acheter des dollars moins chers, il ne trouverait pas d'offres, qui iraient à leur tour les vendre à la *BCRA*. Ce système implique néanmoins que la *BCRA* détienne autant de *dollars* en réserve que de *pesos* en circulation. Nous voyons très rapidement les limites d'un tel mécanisme. Sachant que la balance courante argentine est structurellement déficitaire en raison de la dégradation des termes de l'échange à long terme, maintenir un stock de devises -et donc une masse monétaire stable- passe nécessairement par des investissements directs à l'étranger (IDE), dans le cadre desquels se produisent les privatisations en dollars de biens publics

¹⁷⁰ Banco central de la República Argentina

massives caractéristiques de la décennie 1990, ou bien par un endettement extérieur. Les IDE, dans le cas où ce ne soient pas des privatisations pures et simples -quand le stock de biens à privatiser se tarit, on remarque que la mesure était court-termiste- présentent aussi une limite évidente. Les investisseurs espèrent un retour sur investissement en dollars et à moins qu'ils décident de le réinvestir en Argentine, « la rentabilité en dollars » finit par quitter le pays. Cet effet pourrait être contre balancé par une forte croissance économique, qui pourrait d'une part pousser les investisseurs à réinvestir dans le pays, en attirer des nouveaux, ou encore à « générer » des dollars à travers les exportations. Cependant, si l'on prend en compte les contraintes structurelles au développement des pays périphériques, cela ne peut se produire à long terme et, une fois passée la période d'apparente abondance de devises, la baignoire se vide plus vite que ce qu'elle ne se remplit.

Hormis la période du milieu des années 1990 où l'Argentine connaît une forte croissance, cette dernière est relativement faible durant le reste de la décennie¹⁷¹. Vers la fin des années 1990, la capacité d'endettement du pays se tarit, la Brésil dévalue le *real* et gagne des parts de marché sur l'Argentine qui, étant donné le *currency board*, ne peut pas les récupérer avec une dévaluation compétitive. Les déficits commerciaux se creusent et le stock de biens publics à privatiser s'amenuise. La prise en compte de ces variables mène à la hausse du risque pays, donc aux taux d'intérêt domestiques : « prêter à la même entreprise en Argentine ou aux États-Unis n'implique pas le même risque d'investissement. Si l'on prévoit que le pays finira par dévaluer ou par imposer un contrôle des changes, ou encore qu'il connaîtra une longue récession porteuse de faillites, ces anticipations se répercuteront dans le coût de financement *ex ante*»¹⁷².

L'objectif principal devient alors celui de la crédibilité pour les investisseurs. Malgré cela, le risque pays bondit. Dans ces conditions, et avec une inflation quasi nulle, toute dette devient pratiquement impossible à rembourser.

La question rampante de la soutenabilité de la dette fait surface, ainsi que la rumeur selon laquelle le *board* devra être abandonné. Ce signal est interprété de manière assez homogène par les investisseurs. Chacun cherche à se prémunir de la possible débâcle. Malgré les tentatives gouvernementales de gagner en crédibilité en mettant en place les classiques mesures

¹⁷¹ Site de la Banque Mondiale, database

<http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?page=3>

¹⁷² SGARD, J., *Argentine : une nouvelle aventure monétaire en Amérique latine*, Critique internationale (no 15), Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, 2002, p.35 (33-44.)

d'austérité budgétaires prévues dans le cadre des programmes du FMI qui tente à son tour de rassurer les marchés, ces derniers évaluent les dettes comme si le pays était devenu insolvable (Aglietta, 2008).

D'un autre côté, les épargnants adoptent une attitude de défiance dans ce contexte instable et prévoient une dévaluation du *peso* face aux rumeurs de la suppression du *currency board*. Par conséquent, nombre d'entre eux cherchent à se procurer des *dollars*.

De plus, l'insolvabilité des dettes intérieures fait croître le danger de faillite du système bancaire. Les épargnants commencent alors à retirer leurs dépôts en *pesos* ou en dollars un an avant la catastrophe. « Les dépôts bancaires en *pesos* et en dollars ont diminué pendant toute l'année 2001. Mais à partir du 1er novembre, la fuite devint une ruée, culminant en une hémorragie de 1,3 milliard de dollars pour la seule journée du 30 novembre. Dans cette même journée, les réserves de la banque centrale fondirent de 1,7 milliard de dollars et la base monétaire se contracta d'autant »¹⁷³.

Les premiers jours de décembre sont témoins d'une ruée vers les guichets. Si une partie de cette dernière s'explique par la ruée elle-même, l'origine du phénomène se trouve dans « une des contraintes principales imposées par le *board* : limitée dans ses capacités de création monétaire, la Banque centrale ne peut pas apporter le cash nécessaire pour répondre à une demande massive de retrait des dépôts bancaires. En d'autres termes, il n'y a pas de prêteur en dernier ressort »¹⁷⁴.

Les agents prévoient une crise de liquidité imminente étant donné le contexte, ainsi qu'une possible dévaluation du *peso*, ce qui ferait fondre la valeur de leurs dépôts en monnaie nationale par rapport au *dollar*. La seule solution est d'arriver le premier au guichet. La prophétie devient alors auto réalisatrice : les agents, dans un second temps, n'agissent certainement plus de manière rationnelle, mais par mimétisme. En effet, « l'information dont ils disposent est forcément imparfaite, d'autant plus lorsqu'elle provient du comportement des autres »¹⁷⁵. Il est également possible de distinguer les différents types d'épargnants qui réagissent à cette prévision. D'un côté se trouvent les grands investisseurs qui accèdent les premiers à l'information, et ont la possibilité de réaliser de très importantes transactions. Une fois que cela

¹⁷³ Michel Aglietta, V. Les crises de la globalisation financière, La Découverte « Macroéconomie financière », 2008, p. 136

¹⁷⁴ SGARD, J., *Argentine : une nouvelle aventure monétaire en Amérique latine*, Critique internationale (no 15), Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), Paris, 2002, p.41 (33-44.)

¹⁷⁵ MARTINGALE, N., *Les histoires d'argent « finissent mal en général » Quelques points de repères autour de la crise financière actuelle*, Chimères (n° 66-67), ERES, 2008, p.57

arrive, les petits et moyens épargnants se retrouvent face au fait accompli et n'ont d'autre choix que de suivre le mouvement en tant qu'agents *price takers*¹⁷⁶ .

Afin de freiner l'hémorragie, le gouvernement de Fernando De la Rúa impose le 3 décembre 2001 une mesure restrictive sur les dépôts bancaires dont les conséquences lui coûteront le pouvoir : le *corralito* : les retraits des épargnants sont désormais plafonnés à 250 *pesos* par semaine. Les autorités bloquent également les transferts à l'étranger supérieurs à dix mille *dollars*. Ces mesures s'appliquent à l'écrasante majorité de la population. Cependant les secteurs les plus aisés n'ont aucun mal à sauver leur épargne et à expatrier leurs *dollars*, à condition qu'ils payent la commission correspondante (qui oscillait à l'époque entre 25% et 30% du total à retirer) aux avocats adéquats.

Les conséquences d'une telle mesure sont catastrophiques pour les échanges. Les chaînes de paiement se sont rompues, la demande intérieure s'effondre, ce qui touche l'ensemble de l'appareil productif et commercial domestique.

Le cercle vertueux keynésien demande-épargne-investissement-production-demande se mue en cercle vicieux, car même s'il y a de l'épargne disponible, aucun agent ne se serait décidé à investir dans un tel contexte. Les entrepreneurs licencient massivement avant de faire faillite, ce qui provoque une baisse encore plus importante de la demande, ainsi que de l'épargne, et par conséquent de l'investissement.

2. Le nombre d'ERT augmente rapidement durant la période de crise la plus aigüe.

De manière presque paradoxale, c'est un contexte si hostile à la continuité productive de l'industrie qui favorise en réalité l'explosion du nombre d'ERT durant cette période. Comme le montre le graphique ci-dessous, le nombre d'ERT est inférieur à trente-six avant 2001 mais il est multiplié par cinq entre 2001 et 2004.

¹⁷⁶ Preneurs de prix : leur poids sur le marché étant marginal, leur action n'a aucune influence sur le prix, qu'ils doivent donc prendre en compte comme une donnée exogène.

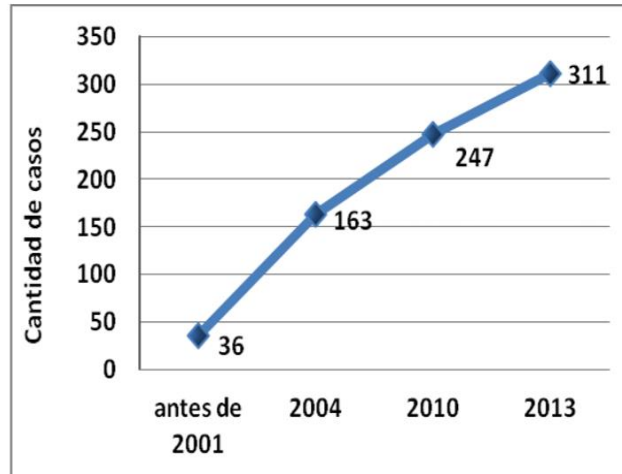


Gráfico 2. Evolución de la cantidad de casos en base a los datos de los cuatro relevamientos.

Figure 2: Ruggeri et al (2013)

Ce paradoxe n'est qu'apparent si l'on considère le fait que ce sont précisément les faillites qui donnent naissance aux ERT. Le nombre de faillites s'accroît en période de crise mais elle se produisent également durant des périodes plus stables. C'est ce qui explique en partie qu'entre 2004 et 2013, comme le montre le graphique ci-dessus, le nombre d'ERT ait pratiquement doublé.

La relation entre la « santé économique » du pays, mesurée en termes d'évolution du PIB, et la création d'ERT devient évidente au regard du graphique ci-dessous.



Gráfico 4. Relación entre evolución del PIB argentino y las recuperaciones por año.
Fuente: elaboración propia en base a datos del INDEC y datos del IV Relevamiento de ERT.

Ruggeri (2013)

La courbe bleue représente l'évolution de la quantité d'ERT créées par année. Nous voyons que par exemple, l'année 2002 est témoin de la création de 46 ERT. Dans le même temps cette même année le PIB argentin chute de 10,9% par rapport à l'année précédente, comme en rend compte la ligne rouge qui indique le taux de croissance annuel. Nous voyons aussi que de manière générale, plus le taux de croissance est faible -voire négatif- pour une année donnée, et plus le nombre d'ERT créées cette année-là est important.

Si la relation entre le contexte économique et la création d'ERT est indéniable au regard de cette corrélation, cette dernière ne recouvre pas la totalité des liens de causalité. L'organisation politique des travailleurs explique en grande partie le maintien dans le temps et le développement numérique du phénomène, tandis que ce dernier, à son tour, fournit les bases matérielles à l'organisation politique des travailleurs autogérés.

Nous avons également remarqué que loin de se résorber comme l'ensemble des autres initiatives populaires qui semblent éclore suite à la crise de 2001, le phénomène des ERT non seulement se maintient dans le temps, mais s'accroît numériquement, se fortifie et s'institutionnalise. En effet, si en 2004 le pays compte 163 ERT, elles sont 247 en 2010, 311 en 2011 et près de 370 en 2018, grâce auxquelles vivent près de 20 000 travailleurs (Ruggeri et Quijoux, 2019). Si nous considérons que chaque travailleur

Les entretiens qui permettent de revenir sur cette période rendent compte de plusieurs éléments d'analyse qui autorisent la mise en relation entre les différentes initiatives populaires qui font partie du contexte économique et social au sein duquel se développent les ERT.

Parmi ceux-ci, se trouvent ceux que j'ai eu l'occasion de réaliser auprès de différents travailleurs associés de la coopérative métallurgique *19 de diciembre*, notamment les plus impliqués dans les processus de prise de décision.

Lors de l'une de mes visites à l'usine autogérée que les habitants du quartier appellent, souvent avec une certaine tendresse dans la voix, « la *19 de diciembre* », j'ai l'occasion de réaliser un entretien avec l'un des associés qui fait partie des membres les plus actifs dans le processus de décision de la coopérative¹⁷⁷. Mon expérience, suite à plusieurs débuts d'entretiens ratés précédemment, me suggère de commencer par orienter le déroulement de notre échange sur les questions relatives aux origines de « la lutte pour la récupération ». Précisons-le à nouveau : au-delà des éléments informatifs que nous pouvons obtenir en croisant différents entretiens avec la littérature grise et scientifique, la mise en récit des éléments marquants du processus de récupération semble accomplir plusieurs fonctions, que nous détaillerons en profondeur lors de l'analyse de l'usine *IMPA* et de l'hôtel *BAUEN* dans les derniers chapitres. L'une d'entre elles, celle que nous devrions garder à l'esprit pour rendre compte de la complexité de l'entretien, est celle de créer un récit commun, de faire communauté à travers celui-ci car il agirait comme un facteur d'identification pour les membres du groupe. De plus, les écarts possibles vis-à-vis de cette mise en récit sont également significatifs de la position de l'agent qui le livre au moment où il le livre. Ainsi, il est possible de déduire, à condition de disposer d'une vue d'ensemble cohérente du milieu étudié, quelle position occupe l'entretenu dans le groupe qu'il intègre.

Je me trouve dans la salle des machines de l'usine. *Alberto*¹⁷⁸ me montre les plus récentes d'entre elles. Importées d'Allemagne, elles représentent le fruit du travail cumulé de l'ERT, sans lequel leur acquisition aurait été impossible, étant donné les restrictions de crédit que subissent les usines récupérées en Argentine. Nous commençons l'entretien en abordant les débuts de la lutte pour la récupération :

¹⁷⁷ Si cette thèse ne se centre pas essentiellement sur les questions organisationnelles de l'autogestion, leur analyse ne demeure pas moins importante en raison des positions qu'elles permettent de révéler au sein du milieu des ERT.

¹⁷⁸ Il ne s'agit pas d'une personne publique, contrairement à la plupart des dirigeants. Le prénom a été modifié.

« Nous avons occupé cette usine en 2002. On n'était pas les premiers, c'était quelque chose qui commençait à se faire à cette époque. On avait l'exemple d'*IMPA* mais aussi d'autres usines et on a été contactés par des gens du *MNER*. Il y avait beaucoup de choses qui se passaient à San Martin, c'est une zone industrielle comme tu sais et on a été très touchés par la crise. Alors il y avait beaucoup d'initiatives qui émergeaient ici [...]. San Martin est un quartier très combatif si tu regardes un peu tout ce qui se passe et ce qui s'est passé. Par exemple c'est à ce moment-là qu'on a connu *Lalo*, avec qui tu as parlé tout à l'heure. Il était avec le *MNER* mais il vient d'ici, il vient du côté des *cartoneros* qui nous ont aidés au moment où on en avait le plus besoin. Et depuis ce moment-là on est camarades »¹⁷⁹.

Ce passage, en plus de nous fournir certains éléments contextuels, montre à quel point l'identification des travailleurs autogérés à la catégorie de « travailleurs » ou « ouvrier » -avec le statut formel propre au salariat classique que cela implique- est importante dans la construction des subjectivités des membres des ERT. Pour comprendre cela et continuer à faire le lien avec le contexte économique et social de cette zone industrielle en 2002, analysons un extrait d'entretien réalisé auprès de *Lalo*.

Je me trouve dans sa voiture, une vieille Toyota Corolla -une gamme très vendue en Argentine- tandis qu'il me fait faire le tour du quartier dans lequel il a grandi :

« Ici tu as le bidonville et à deux-cents mètres tu as la prison, qui est à côté de la décharge. Ici t'as des gosses qui vendent de la *pasta base*¹⁸⁰. C'est une sorte de parc thématique de la pauvreté »¹⁸¹.

Nous abordons la période qui précède la récupération formelle de la *19 de diciembre* : « Je ne suis pas ouvrier. J'ai fait pas mal de choses dans ma vie mais je viens de la rue, j'étais *ciruja*¹⁸²

- Mais alors quelle est ta relation avec la coopérative ?

¹⁷⁹ Entretien réalisé auprès d'Alberto, au sein de l'usine métallurgique récupérée *19 de diciembre*, San Martin, province de Buenos Aires, 2017

¹⁸⁰ La traduction littérale serait « pâte de base ». Il s'agit en effet du mélange non raffiné avec lequel l'on obtient la cocaïne. Lorsque la *DEA* restreint fortement l'accès aux produits utilisés dans le raffinement dans les années 1980, la *pasta base* devient un produit fini bien moins cher que la cocaïne. Les trafiquants peuvent alors toucher un public très vaste que les prix avaient jusqu'alors discriminé : les habitants des quartiers paupérisés des banlieues des grandes villes latinoaméricaines.

¹⁸¹ Entretien réalisé auprès de Lalo au sein de sa voiture, San Martin, Province de Buenos Aires, 2017.

¹⁸² Nous l'avons déjà mentionné précédemment mais il est important de rappeler que le terme *ciruja* désigne l'activité de classification des déchets, réalisée bien souvent de manière informelle par des travailleurs maintenus dans des situations de précarité extrême.

- Je les ai rencontrés quand ils essayaient de reprendre leur usine. C'étaient des ouvriers formels qui tombaient d'un coup dans l'informalité, chose que nous on a connu toute notre vie. C'est quelque chose qui nous a rapprochés alors qu'avant, les travailleurs comme tu les vois là ne voulaient pas être associés à des gens comme nous tu comprends ? Une chose c'est être un ouvrier avec un emploi formel, déclaré, qui touche son salaire tous les mois, qui a une petite maison dans un quartier populaire mais qui a un logement digne, qui peut se payer un *asado* les week-ends, qui au bout de quelques années s'achète une petite voiture pour la famille, ça crée une autre subjectivité. Nous on était tout ce qu'ils ne voulaient pas être. On peut presque dire qu'à côté de nous ils s'étaient un peu embourgeoisés. Ils pensaient que ce qui leur est arrivé n'allait jamais leur arriver. Nous on était les *villeros*¹⁸³ et eux étaient au-dessus, il y avait clairement un peu de mépris envers nous pendant longtemps »¹⁸⁴

Cet extrait est chargé d'éléments à analyser, notamment s'il est mis en relation avec le précédent. En effet, il est intéressant de remarquer que si nous pourrions être tentés de rassembler des individus en fonction de leur activité productive et que, face à la diversité de ces activités nous pourrions imposer le tour de force de les rassembler dans une seule catégorie - dans une logique du plus petit dénominateur commun- celle de *travailleurs*, pour ensuite produire des sous-catégories en fonction par exemple du statut, du niveau de rémunération ou du poste -deux éléments souvent corrélés- ou du degré de formalité de la relation salariale ou de l'activité. Si nous suivions cette logique nous serions tentés de réaliser de manière quasi immédiate une opération de classification qui permettrait de regrouper des ouvriers métallurgiques et des *cartoneros* dans la catégorie de « travailleurs » en les distinguant toutefois en deux sous catégories, celle de « travailleur formel en relation de dépendance » et celle, plus vague, de « travailleur informel ». Les travaux de Cynthia Srnec (2018) approfondissent la question des classements et des identifications des agents aux catégories qu'ils revendiquent.

Cependant, ces catégories ne semblent pas évidentes ni immédiates pour les acteurs que sont les ouvriers métallurgiques de ce qui allait devenir la coopérative *19 de diciembre*. En effet, une identification à un facteur d'identification nécessite bien souvent d'un ou plusieurs éléments auxquels se comparer, ou plutôt desquels se distinguer (Cárdenas, D., & de la Sablonnière, R. 2018). Si les couples prolétariat/bourgeoisie ou peuple/oligarchie nous en

¹⁸³ Habitant des *villas miseria*, qui veut dire « bidonville ».

¹⁸⁴ Entretien réalisé auprès de Lalo au sein de sa voiture, San Martin, Province de Buenos Aires, 2017.

fournissent des exemples bien connus, les ouvriers de San Martin, selon *Lalo*, se construisent également en opposition à un repoussoir, à une situation tantôt méprisée, tantôt crainte, selon la situation économique qu'ils traversent, qui était celle des *cartoneros*.

Cependant, une fois qu'ils se retrouvent subitement non pas licenciés mais mis à la porte¹⁸⁵ par leur ancien patron, la rupture de la continuité productive avec tout ce que cela implique produit une rupture des subjectivités qui oblige à retravailler les catégories avec lesquelles ils perçoivent la réalité sociale qui les entoure. Les méprisés et craints d'hier deviennent, non sans friction, les alliés objectifs d'aujourd'hui, notamment car ils partagent une condition sociale nouvellement commune, celle de l'informalité la plus totale.

Nous pouvons aussi remarquer que de tels récits ne peuvent qu'être le fruit d'un contexte particulier, qui est celui qui permet que des ouvriers métallurgiques insérés dans une relation salariale formelle voient leurs conditions matérielles d'existence basculer vers l'informalité dans un délai très court et mène vers la possibilité d'une lutte commune, sur la base d'intérêts communs. Ce point est très parlant car il rend compte de la magnitude des bouleversements qui ont secoué la société argentine, notamment dans ses couches populaires, durant une période qui s'érige actuellement en référentiel auquel l'on compare les crises ultérieures, notamment celle qui sévit depuis 2016, largement aggravée par les conséquences du Covid-19¹⁸⁶.

3. L'usine autogérée d'Avellaneda, de la lutte des glaces à la lutte des classes. La crise et le processus de récupération comme moteurs de la politisation des travailleurs.

¹⁸⁵ Si elle peut paraître moins scientifique, nous préférons employer l'expression « mis à la porte » car, loin d'être une simple allégorie, elle renvoie à une réalité concrète vécue par les travailleurs. En effet, ils sont bien souvent notifiés de la fermeture de leur lieu de travail lorsqu'ils s'y rendent et lisent un écriteau sommaire sur le portail fermé de l'usine où il y est écrit que celle-ci sera fermée « temporairement ». Le choc est bien souvent terrible car cette situation impensable se produit en dehors de tout cadre juridique. Un licenciement en règle passe par l'envoi d'un télégramme avec accusé de réception.

¹⁸⁶ Selon la Banque Mondiale, l'Argentine connaît une chute de son PIB de 2,08% en 2016, une croissance de 2,7% en 2017, due à l'effet rattrapage et à un fort endettement lié à la mise en place de grands travaux en période électorale. Toutefois l'année 2018 est témoin d'une nouvelle récession de l'ordre de 2,5%, suivie d'une chute du PIB de 2,2% en 2019. Les projections pour l'année 2020 sont très pessimistes. Le PIB argentin pourrait enregistrer une chute d'entre 5% et 10%. A titre de comparaison, la chute du PIB argentin était de 10,2% en 2002.

Prenons un exemple quelque peu différent pour continuer à recueillir la manière dont les acteurs les plus impliqués perçoivent la crise de 2001, la manière dont elle a façonné leurs subjectivités et les récits des de leurs réaction à une situation exceptionnelle.

L'usine *Vieytes*¹⁸⁷ est une ERT qui produit des glaces et des biens intermédiaires destinés à la production de pâtisseries, située dans une ancienne zone industrielle du sud de Buenos Aires - au sud du quartier de *Barracas*- non loin du périphérique qui délimite la ville autonome de Buenos Aires d'un côté, et la Province de Buenos Aires de l'autre. A l'est, l'immensité du *Rio de la Plata* visible si l'on traverse depuis l'usine le célèbre quartier de *La Boca*, aussi connu pour son stade et son équipe de football que pour sa zone touristique et son taux de pauvreté élevé. La réputation de la zone en termes d'insécurité semble accentuer le caractère « populaire » d'un paysage urbain jonché d'anciennes usines désaffectées. Parmi ces immeubles fabriles, *Vieytes*, immense, active, ses vitres et son portail principal se dressent derrière des barreaux gris. Ce détail me frappe immédiatement : la plupart des autres usines que j'ai visitées ne présentent pas cette caractéristique de manière si accentuée. Je formule l'hypothèse selon laquelle l'insécurité du quartier est probablement plus élevée qu'ailleurs. Je la rejette rapidement au regard des quartiers dans lesquels se trouvent les ERT auxquelles je me suis rendu. Cette question reste en suspens jusqu'à présent.

Je me présente devant l'usine le jour du 15^e anniversaire de sa reprise en autogestion qui a eu lieu le 12 juin 2002. Nous sommes donc le 12 juin 2017. Ce n'est pas un hasard si je me présente ce jour là car j'obtiens cette information de Luis Caro, le président du *MNFRT*-OPR qu'intègre *Vieytes*- qui, lors de l'entretien qu'il m'accorde quelques jours avant, me propose même de m'y rendre pour l'anniversaire. A mon arrivée, la secrétaire qui me répond à l'interphone -et qui m'ouvre suite à mes explications- a l'air extrêmement surprise de voir un étudiant désireux de rencontrer le président de la coopérative. J'évoque le fait que je viens de la part de Luis Caro, mais cela ne semble pas diminuer la surprise du président lorsqu'il vient me voir à la réception. Je déduis de cela que Caro ne l'a pas prévenu de mon arrivée et que par conséquent il est très peu probable que je puisse obtenir un entretien sans prise de rendez-vous préalable, d'autant plus que les membres de l'ERT sont affairés autour des festivités. J'offre la bouteille de vin rouge que j'avais achetée pour cette occasion à mon interlocuteur, *Ricardo Roldan*, ce qui a pour effet de modifier radicalement l'expression sur son visage. Les traits de méfiance laissent place à un sourire d'apparence très sincère et il me remercie chaleureusement pour ce petit

¹⁸⁷ Le nom de la coopérative est issu du nom de la rue dans laquelle se trouve l'usine. L'adresse exacte est rue Vieytes 1743, entre rue Villarino et rue San Ricardo.

geste. Il me rendra la pareille, à ma grande surprise, lors de notre prochaine rencontre. Avant qu'il ne regagne la salle où se tient le repas, je fixe un rendez-vous avec lui pour réaliser un entretien.

Celui-ci a lieu la semaine suivante. Si ma première impression du quartier n'avait pas été trop lugubre en raison de la journée froide mais ensoleillée qui avait eu lieu, les nuages gris et le vent hivernal chargé d'humidité en provenance du *Rio de la Plata* me font revoir ma position. L'usine est toujours aussi imposante mais le gris des parois se distingue non sans difficulté de celui du ciel.

Toutefois, l'humeur des membres de *Vieytes* que je rencontre contraste avec l'idée que je me fais de l'ambiance qui règne dans l'usine. L'entretien démarre sur un contretemps. Je n'ai plus d'encre à mon stylo et la prise de notes devient impossible. Je suis contraint de mémoriser les éléments sur lesquels je dois rebondir et mon interlocuteur ne semble pas très à l'aise en présence du dictaphone. L'entretien devient par ailleurs très intéressant une fois le dictaphone éteint. Cela ne l'empêche pas de me livrer le récit des débuts de l'ERT, donc de la lutte qui y mène et par conséquent du contexte dans laquelle celle-ci se produit. Y compris dans des conditions plutôt adverses, le fait de commencer l'entretien par ce type de questions fait une nouvelle fois ces preuves.

Mon interlocuteur s'engage dans le récit de la lutte pour la reprise de l'usine.

« Je travaille depuis 26 ans depuis la marque *Ghelco*¹⁸⁸. J'étais là au moment de la faillite de l'usine, de la société anonyme. Tout ceci commence vers la fin de 2001. En profitant de la crise de 2001 les anciens patrons commencent à retarder le paiement du 13^e mois, de certains salaires, des primes, on ne nous donnait plus de tickets restos. C'est à ce moment-là que notre problème commence. Au début de l'année 2002 ils nous envoient un télégramme en nous suspendant pour quinze jours. Au bout de trois ou quatre jours après la suspension, un de nos camarades qui habite ici dans le quartier passe par la porte de l'usine et voit qu'ils sont en train d'emporter des machines, des matières premières, et il a donné l'alerte. Une chaîne de communication téléphonique s'est formée et au bout d'une demie heure on était déjà quarante ou cinquante ici, devant la porte, pour empêcher qu'ils emportent tout. Mais c'était peut-être un peu tard car quand notre camarade s'en est aperçu ils avaient déjà pris pas mal de choses. Ça on l'a remarqué plus tard, car quand on est entrés dans l'usine on a remarqué qu'elle était presque vide. A partir

¹⁸⁸ C'est le nom de la SA dont l'usine a été récupérée par les travailleurs qui fondent la coopérative *Vieytes*.

de ce jour-là on a décidé de mettre une tante devant le portail pour empêcher qu'ils continuent à emporter des choses. Pendant ce temps on apprend qu'à Avellaneda il y avait une usine récupérée, et qu'elle était supervisée par le docteur Luis Caro.

- Comment est-ce que vous l'avez appris ?
- A travers un camarade qui avait un voisin (maillage réseau populaire) qui travaillait dans cette usine-là. L'usine s'appelle [il hésite et il tapote la table avec ses doigts], c'est une fonderie de fer. Je ne me souviens plus là tout de suite [il hésite], *Union y Fuerza*.
- Ah c'est la première *récupérée* de Caro ?
- Oui exactement. Donc ce voisin de notre camarade lui dit qu'ils étaient passés par la même situation et qu'ils étaient supervisés par Luis Caro. On a demandé son contact il est venu faire une réunion avec nous afin de nous dire ce qu'on pouvait faire avec notre usine. Ça a été le premier espoir qu'on a eu pour croire en ce projet et former cette coopérative de travail qui s'appelle aujourd'hui *Vieytes*. Le juge par exemple nous disait « non *muchachos*, ça ne va pas marcher parce que vous êtes des employés, des manœuvres, les entreprises sont conduites par des chefs d'entreprise ». Nous on lui répondait que ça pouvait marcher mais on avait aussi contre nous le fait qu'on était la partie productive, qui était celle qui était restée et réfléchissait à ce projet. Le reste n'a pas voulu continuer.
- Vous étiez combien quand la SA a fait faillite ?
- Au moment de la fermeture on était quatre-vingt-onze. Mais ceux qui sommes restés étions quarante-trois, quarante-deux. Dans la partie administrative ils savaient que s'ils partaient ils allaient être embauchés ailleurs, et c'est ce qui s'est passé. Le juge nous demandait comment on allait vendre le produit si on ne savait que le fabriquer. On lui répondait qu'on allait apprendre et qu'on voulait essayer. On a fini par fatiguer le juge. Un jour on a pris une photo ici dehors avec toutes nos familles, c'est une photo qu'on a gardée ici, je te la montre tout à l'heure, et on la lui a apportée. On était déjà fatigués, presque sans espoir, c'était presque la dernière fois qu'on allait le voir. Et on lui a dit : « voici toute notre famille et elle attend votre décision. On veut entrer travailler ». Et la faillite aurait été frauduleuse, on avait plusieurs preuves qui indiquaient que la direction avait opéré illégalement. Il y avait même un dépôt parallèle destiné aux exportations vers le Brésil qui n'étaient pas déclarées. On a fini par l'attendrir. Il a décidé de nous laisser louer les locaux pendant six mois¹⁸⁹, afin qu'on puisse prouver que ça fonctionne.

¹⁸⁹ Le loyer était payé au parquet

Je crois qu'on a dû payer deux ou trois loyers. A côté de cela on se battait pour obtenir la loi d'expropriation au parlement de Buenos Aires¹⁹⁰. Lorsqu'on l'obtient on devient l'une des premières ERT de la capitale fédérale, avec *Glissinopolis* et *Bruckman* si je ne me trompe pas »¹⁹¹.

Cet extrait d'entretien regorge d'éléments à interpréter, à analyser, mais surtout à situer dans un contexte donné sans négliger le fait que nombre d'entre eux servent à situer très précisément les positions de mon interlocuteur dans le milieu des ERT. Nous analyserons en profondeur ce dernier aspect dans la deuxième partie de cette thèse. Remarquons, avant de nous lancer dans une analyse plus exhaustive que les étapes que décrit Ricardo Roldan sont loin d'être exclusives à l'histoire de *Ghelco*, puis de *Vieytes*.

3.1 La pratique de la lutte et la politisation, contre le positionnement idéologique comme moteur de l'action.

Tout d'abord, remarquons la prédominance d'une certaine conscience de classe dans le récit de Ricardo Roldan. Son point de vue sur l'action patronale, lorsqu'il affirme que la SA a profité de la crise pour opérer une faillite frauduleuse -tandis qu'un récit économique plus mainstream voit les faillites comme une conséquence immédiate de l'effondrement rapide du système bancaire- établit un clivage très net entre l'intérêt des détenteurs du capital et celui des travailleurs. Ceci se traduit par une solidarité concrète, basée sur un sentiment d'appartenance commune qui se décline sur plusieurs aspects en Argentine, notamment en 2001-2002, sur lequel nous avons insisté lors du chapitre I, qui est celui qui fonde l'identification au camp populaire à la fois qu'il le fait pour celui des travailleurs. Au regard de cela, le fait que l'information selon laquelle *Union y Fuerza* a été récupérée non loin de là, à *Avellaneda* et fonctionne bien est donnée par « un voisin d'un camarade ». L'information circule donc entre deux travailleurs, qui résident dans le même quartier. Cet élément contextuel semble appuyer l'hypothèse, maintes fois formulée, selon laquelle les liens de solidarité se resserrent lors de cette période ardue tout en empruntant des canaux préalablement établis tels que les réseaux syndicaux, les réseaux d'inter connaissance liés à l'emplacement géographique des classes

¹⁹⁰ La ville autonome de Buenos Aires possède son propre parlement et ses propres députés. Ils jouissent de prérogatives bien plus importantes que celles d'un conseil municipal d'une grande ville française.

¹⁹¹ Entretien réalisé auprès de Ricardo Roldan, président de la coopérative *Vieytes*, Buenos Aires, 2017.

sociales dont l'activation semble commandée par des impératifs d'ordre matériel. En ce sens, nous sommes ici en présence d'un réseau d'interconnaissance ouvrière, situé dans un quartier populaire au sein duquel circulent des informations, des idées, des prises de positions qui se retrouveront plus tard, dans des configurations différentes, dans les différentes OPR qui constituent, notamment à travers leurs porte-parole, la représentation politique des ERT.

Ce contexte favorise également une forte acceptation des ERT parmi des secteurs très hétérogènes de la société argentine. En l'absence de sondages et d'enquêtes quantitatives, cette affirmation jouit pour le moment d'un statut d'hypothèse fortement plausible. Les raisons de cette plausibilité se trouvent dans les gros titres de journaux de droite -nous supposons ici que ceux qui sont légitimés par le camp populaire sont nécessairement favorables aux ERT- comme *Clarín* ou *La Nación* qui, sans mentionner la question de la propriété privée dans les articles qui s'ensuivent -cela changera sous les gouvernements kirchnéristes- adoptent un style assez favorable lors de leur mise en récit de ces luttes ouvrières. Cela s'explique très probablement par l'ampleur du chômage et de la pauvreté en 2002. Selon l'Indec et des instituts statistiques concurrents¹⁹² le taux de pauvreté monétaire atteint presque 60% -trois Argentins sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté- tandis que le taux de chômage dépasse les 21%. Si ce taux n'est que le rapport d'actifs sans emploi qui en recherchent activement un sur le total de la population active, il ne rend certainement pas compte du taux de chômage que nous pourrions calculer au sein de l'économie informelle, qui regroupe in fine une population qui est majoritairement classée dans la catégorie « inactifs ». Pourtant, si l'on prend en compte que le code du travail ne s'applique pas dans cet univers, nous pouvons déduire selon toute probabilité qu'il s'agit là des couches les plus rapidement et amplement touchées par les licenciements ou la cessation d'activité lors de ce genre de crises.

L'acceptation des ERT dans l'opinion publique est renforcée dans un tel contexte donc, y compris pour des secteurs qui pourraient qu'y voir une atteinte à la propriété privée. Ces derniers, rebutés par ce qu'ils identifient comme de « l'assistanat » et fortement attirés par l'imaginaire de « la valeur travail », ne peuvent mobiliser leurs disqualifications habituelles envers des travailleurs qui luttent contre tout afin de maintenir leur emploi.

¹⁹² Lors du second mandat de Cristina de Kirchner (2011-2015) les statistiques de l'Indec, l'équivalent de l'INSEE, sont remises en cause par l'opposition qui accuse certains hauts fonctionnaires de « maquiller » l'inflation et la pauvreté. Le doute s'installe dans les milieux universitaires, ce qui oblige à accompagner les statistiques de l'Indec avec d'autres sources concurrentes pour prouver la véracité, ou du moins l'intervalle raisonnable des ordres de grandeur qui sont avancées.

Le phénomène des ERT, dont les prémisses s'enracinent dans les années 1990 (*cf* chapitre II) et qui se développe numériquement après la crise de 2001, trouve les explications de sa croissance également dans la structuration politique qui émerge suite au -et qui favorise- le développement des bases matérielles de l'autogestion argentine. Nous insisterons sur les multiples aspects de cette relation plus en avant mais nous pouvons d'ores et déjà nous arrêter sur ce dernier point, dont l'exemple qui suit incarne parfaitement la logique du dit développement.

3.2 De la création de valeur par le travail aux sentiments d'appartenance multiples.

Remarquons d'autres éléments qui rendent compte de la réflexion politique au sens large de mon interlocuteur. Nous reviendrons plus en avant sur la question de la politisation des acteurs et du rapport que cela peut avoir avec la motivation de leurs actes.

Tout d'abord, Ricardo Roldan opère une distinction -que je retrouve très souvent dans d'autres entretiens- entre ce qu'il nomme « la partie productive » -le nous- et « les autres », à savoir la partie administrative. Plus les postes y sont hautement placés dans la chaîne de commandement et plus cette partie est associée au patronat. Cela dit, cette distinction pose la question de ce qui est productif, de qui produit et *in fine*, de qui crée la valeur au sein d'un processus de production. Si nous raisonnons en termes de valeur ajoutée telle que l'on l'entend dans la comptabilité nationale, alors nous ne pouvons distinguer un type de travailleur de l'autre et nous ne pourrions que dire que le personnel administratif et les ouvriers ne sont pas autre chose que des éléments complémentaires dans un même processus de création de richesses. Remarquons d'ores et déjà que dès lors que nous raisonnons en termes macroéconomiques et non plus au niveau d'une entreprise, nombreux sont ce qui cessent de voir cette dynamique et considèrent par exemple bon nombre de fonctionnaires comme superflus.

Toutefois, dans l'esprit de Ricardo la distinction semble très claire. Pour lui, « la partie administrative » ne produit rien, elle apparaît comme superflue. L'expérience perçue semble lui donner en partie raison car l'usine peut fonctionner sans cette dernière. Il serait néanmoins erroné d'affirmer qu'elle peut fonctionner sans *travail administratif*, étant donné que celles et ceux qui le réalisent après la récupération sont précisément les ouvriers qui apprennent à le faire.

Ce raisonnement, fréquent dans l'univers des ERT, fait partie des bases conceptuelles sur lesquelles se construit une prise de conscience collective sur laquelle se dresse la perception de l'existence d'un nouvel acteur dans le mouvement ouvrier argentin, le travailleur autogéré. Cette prise de conscience jette les bases sur lesquels coïncidera plus tard le contenu idéologique et stratégique des organisations de représentation des ERT. Comme nous le verrons plus tard, nous aurions du mal à caractériser ce processus comme purement *bottom-up*, encore moins *top-down* mais plutôt une relation dialectique entre la sphère de la représentation politique et la base sur laquelle elle repose.

Remarquons un autre élément qui connecte une expérience particulière à une logique de politisation et de représentation. L'extrait se conclut par cette phrase : « Lorsqu'on l'obtient on devient l'une des premières ERT de la capitale fédérale, avec *Glissinopolis* et *Bruckman* si je ne me trompe pas ». Non seulement *Glissinopolis* et *Bruckman* sont loin d'être les premières ERT du pays, sauf si l'on considère que la catégorie « première » est franchement englobante, mais en plus de cela, elles ne sont pas nommées au hasard. Il s'agit là de deux solides ERT, dont une très médiatisée -*Bruckman*- qui sont représentées par l'OPR que dirige Luis Caro, le *Movimiento de fabricas recuperadas por sus trabajadores*¹⁹³ (*MNFRT*), dont *Vieytes* fait également partie. Ainsi, si l'on exclut l'hypothèse selon laquelle chaque acteur pris dans une relation de réciprocité avec son OPR la met sciemment en valeur sous peine d'occulter consciemment des faits objectifs, nous pouvons en toute logique envisager que le fait d'intégrer les réseaux du *MNFRT* limite et cantonne de fait la circulation de certaines informations. En ce sens, l'information selon laquelle *Glissinopolis* et *Bruckman* ne font pas partie des premières ERT -mais plutôt de la cohorte qui se crée durant le plus dur de la crise économique- peut parfaitement ne pas être parvenue aux oreilles de Ricardo au moment où celui-ci consolide le récit qu'il fait de sa propre histoire et celle du groupe en lutte qu'il intègre. Nous avons vu dans le chapitre II que ce phénomène se produit également au *MNER*, lorsque Murua et Castillo affirment que *l'IMPA* est la première ERT du pays. Même s'ils se rapprochent plus de la réalité, leur récit reste cantonné à *ce que le MNER raconte sur lui-même* dans ce cas précis.

3.3 *El acampe*, un premier mouvement nécessairement situé vers la remise en cause de la propriété privée.

¹⁹³ Mouvement d'usines récupérées par leurs travailleurs

Nous pouvons ajouter à cela un élément qui fait preuve d'une vision idéologico-politique assez situable. Elle n'est pas formulée en termes théoriques mais elle apparaît au contraire comme déduite d'un vécu. Lorsque les travailleurs de l'ex *Ghelco* remarquent que le patron de l'usine « vide » l'usine de ses propres machines, ils en bloquent l'entrée afin « empêcher qu'ils continuent à emporter des choses ». Cette action, connue comme « *el acampe* »¹⁹⁴ dans le jargon des travailleurs autogérés, s'inscrit dans une remise en question radicale de la primauté de la propriété privée sur les autres institutions qui régulent la société argentine. En effet, le patron considère qu'il s'agit là de ses machines -ce qui serait en réalité quasiment un syllogisme juridique vu qu'elles appartiennent en réalité à la SA ou à la SARL- et qu'il peut en disposer comme il l'entend. Les travailleurs, au contraire, considèrent que tant que le patron n'a pas soldé sa dette envers eux, les machines doivent rester dans l'usine. Cela revêt un intérêt stratégique également dans le sens où la présence des machines au sein de l'usine occupée constitue un atout dans les négociations entre le patron et les travailleurs. Cela explique que les patrons tentent, avant d'informer les travailleurs de la fermeture de l'usine, de retirer les dites machines de l'usine et ainsi retirer un levier supplémentaire au groupe de travailleurs en lutte.

Tout d'abord pour tenter d'inverser le rapport de forces dans les négociations -qu'ils perdent le plus souvent- mais aussi pour laisser exister la possibilité de faire tourner l'usine en autogestion. La propriété privée unilatérale des machines fait alors l'objet d'une remise en question au profit d'un rééquilibrage des régimes de propriété -car l'on y préfère la propriété collective- mais aussi des principes qui régissent l'idée de ce qui est juste, tels que la primauté du droit au travail, à la vie. Nous pourrions nous demander si cette « manière de voir les choses » est le fruit d'un travail de politisation active de la part des représentants des OPR ou si elle est au contraire préalable à la rencontre avec ceux-ci et que par conséquent les dispositions incorporées des uns et des autres coïncident et se superposent, ce qui nous ferait observer une coïncidence au niveau des discours également. Suite à l'analyse de nombreux entretiens, je préfère supposer qu'il s'agit d'une relation dialectique, qui ne se fait pas sans heurts et qui aboutit souvent -mais pas systématiquement- à une telle coïncidence. Nous analyserons cela en profondeur dans la deuxième partie de cette thèse.

¹⁹⁴ Le campement. Il s'agit de surveiller l'entrée de l'usine en y campant jour et nuit, tout en visibilisant la lutte à grand renforts de drapeaux, de panneaux explicatifs pour les passants et de tracts.

3.4 Le capital vu par un ouvrier autogéré.

Je me trouve toujours dans les locaux de l'usine *Vieytes*. Lorsque je montre à Ricardo que j'éteins mon dictaphone, il semble accuser un certain soulagement. La conversation devient plus fluide, nous employons un langage moins soutenu et il me propose de me faire visiter l'usine. La première fois que cela m'est arrivé -il s'agit de l'*IMPA* en 2015- je n'ai pas immédiatement perçu l'intérêt, même si je pressens qu'il y en a un, de sortir du cadre strictement délimité par une méthode d'enquête principalement axée sur des entretiens. Au fur et à mesure que j'accumule de l'expérience de terrain, je prends conscience que ces moments sont très structurants sur plusieurs aspects. Tout d'abord, l'entretenu prend du plaisir à montrer avec fierté le fruit du travail accompli à un regard extérieur. Si les ERT prises dans leur ensemble jouissent d'une exposition médiatique relativement importante, ce n'est pas le cas pour chacune d'entre elles. En l'occurrence, *Vieytes* n'apparaît pratiquement jamais dans la littérature scientifique ou non scientifique, ni dans un documentaire dédié à ce sujet. De plus, lorsque mon interlocuteur me parle de l'histoire d'une machine, d'un stock de marchandises, d'un camion qui appartient à la coopérative, il me parle implicitement de l'histoire du groupe, de l'usine, de la coopérative. Les informations contenues dans son récit relèvent de plusieurs ordres. Il est possible d'en déduire son positionnement sur certains sujets, mais aussi d'obtenir des renseignements objectivables sur le passé -donc sur les différents contextes qui structurent fortement la subjectivité du producteur du récit.

Ricardo Roldan me présente nombre de ses camarades, avec qui j'ai l'occasion d'échanger quelques mots mais auprès de qui je n'arrive pas à obtenir d'entretiens ce jour-là : les impératifs productifs prennent logiquement le pas sur le reste. Nous empruntons un long couloir qui mène vers un hangar gigantesque. Des tonnes de matières premières y sont entreposées mais Ricardo assure que lors des périodes fastes la pile de sacs de sucre qui se dresse face à nous atteint le double de ce que je vois à ce moment-là. A côté de cela, près d'un portail, se trouve un véhicule, à mi-chemin entre le transpalette et le tracteur. Les pneus semblent immaculés, une marque allemande se distingue sur la peinture jaune du véhicule. Ricardo marque une pause et regarde le véhicule. Je peux lire une grande fierté dans son regard, la même qui s'entend dans sa voix lorsqu'il s'adresse à moi. Je reconstitue l'entretien *ex post*, je n'ai pas pu enregistrer cet échange.

« Tu vois ça ? C'est le fruit de notre travail.

- Vous ne l'avez pas acheté à crédit ?
- Non, nous avons un accès très limité au crédit quand on est une *recuperada*¹⁹⁵.
- Alors comment vous avez fait ?
- On a épargné petit à petit. Une partie de la plus-value va dans un fonds pour investir et année après année, durant le gouvernement précédent, nous avons pu le remplir. C'est pour ça que je te dis que c'est le fruit de notre travail »¹⁹⁶.

Je n'ose pas lui poser la question, mais considérant le fait que même dans le champ académique très peu de personnes ont lu le tome I du Capital de Karl Marx, je formule l'hypothèse que Ricardo Roldan ne l'a pas lu non plus. Pourtant, il y fait référence directement dans ses propos lorsqu'il montre avec son exemple que le capital physique est le produit du travail accumulé. Nous pensons à la relation entre les concepts de « travail vivant » -celui de l'ouvrier- et de « travail mort », le premier étant transféré vers le second. Nous pouvons alors voir l'accumulation de capital comme une accumulation de vagues successives de plus-values créées par le travail. Cette idée se trouve exprimée plus clairement dans *Le manifeste du parti communiste* qui, même s'il ne peut être classé dans la production scientifique de Marx, certaines idées fondamentales de son auteur s'y retrouvent en quelque sorte vulgarisées. Ainsi, Marx, dans *Le manifeste*, section II « Prolétaires et communistes », écrit : « Dans la société bourgeoise, le travail vivant n'est qu'un moyen d'accroître le travail accumulé ». Nous retrouvons à nouveau l'idée que l'accumulation de valeur transformable en capital physique (en machines) ne peut venir que de ce qui crée la valeur, à savoir le travail.

Bien entendu, nul besoin de lire le Tome I pour comprendre les rudiments de la théorie de la valeur marxiste, qui est largement héritière de celle de Ricardo, elle-même inspirée par certains passages de *La richesse des nations* d'Adam Smith.

Quelle que soit la combinaison de possibilités dans ce schéma, que Ricardo Roldan ait lu Marx ou pas, sa réflexion fait preuve d'une indéniable prise de conscience de l'action qu'il mène à bien avec ses camarades.

¹⁹⁵ Traduction : « récupérée ». Le terme n'a pas le même sens en français qu'en espagnol dans le contexte où il est prononcé. Pour cette raison il est préférable de l'écrire en italique dans la restitution de l'entretien.

¹⁹⁶ Entretien réalisé auprès de Ricardo Roldan dans les locaux de l'usine *Vieytes*.

4. Produire sans patron, pragmatisme, programme ou idéologie ?

Cette conscientisation, souvent associée à l'apprentissage par la pratique -sans pour autant considérer cet apprentissage au regard d'une approche phénoménologique¹⁹⁷ - constitue un élément fondamental qui agit en interaction avec l'existence des OPR que nous analyserons par la suite. En effet, la récupération d'entreprises par leurs travailleurs ne se réalise jamais pour des raisons, exprimons-le grossièrement, *idéologiques*. Nous prenons ici une définition restreinte, non gramscienne de « raisons idéologiques ». Nous distinguons néanmoins cette notion de celle de « programme politique » -souvent associé à un courant idéologique- dans la mesure où ce dernier est plus la conséquence d'un rapport de forces donné que la résultante d'une conception idéologique éthérée de ce que devrait être la réalité sociale. Il s'agirait typiquement d'un cas de figure où un groupe d'ouvriers serait affilié au Parti Communiste argentin, ou se revendiquerait communiste et au nom de cela, mènerait son action en vue d'appliquer les principes qu'il a préalablement acceptés et qui sont contenus dans son courant politico-idéologique. Bien entendu nous pourrions inverser la relation entre *posture politique* et *idéologie* et considérer que la seconde détermine la première. Nous pourrions également -ce qui paraît plus cohérent- y voir une relation dialectique, elle-même déterminée par d'autres facteurs. Cependant, quelle que soit ici aussi la combinaison, nous pourrions imaginer qu'il existe la possibilité que le cadre dans lequel se déploie le registre d'action autorisé de l'action collective soit fortement influencé -voire délimité- par la posture idéologique. Par exemple, une action qui serait vue comme *pragmatique* peut parfaitement être condamnée, écartée, si elle contredit un principe idéologique associé à la posture mais qui n'a pas de rapport immédiat avec la lutte concrète qui est en train d'être menée. Cela dit, la dichotomie pragmatisme/idéologie est à remettre en question. En effet, les courants idéologiques -prenons par exemple un courant marxiste donné- sont forgés dans des contextes bien précis et intègrent, dans leur construction et leur constitution un certain nombre de questions qui pourraient être vues comme *pragmatiques*. Par exemple, l'exploitation du prolétariat préalablement théorisée -notamment dans les conditions où elle se produit au XIXe siècle en Europe de l'ouest- admet comme réponse possible une révolution entendue comme comme une solution pratiquement immédiate

¹⁹⁷ Nous y préférons une vision kantienne -dans *La critique de la raison pure*-, notamment sur le fait que « la réalité » ne s'offre pas à nous sans médiation mais au contraire, que la connaissance de l'objet dépend aussi des catégories perceptives du connaissant. En ce sens, l'apprentissage par la pratique et les raisonnements et conclusions qui en découlent ne peuvent pas être réduits à une simple approche phénoménologique qui conçoit une réalité préexistante à la manière de la percevoir du connaissant.

à une situation particulièrement violente et matériellement insupportable pour les groupes opprimés. Ce point entretient en quelque sorte l'illusion selon laquelle les postures idéologiques pourraient n'être que des solutions pragmatiques, applicables en tout lieu et en tout temps indépendamment du contexte et de l'époque dans lesquels les agents cherchent à les appliquer.

Cependant nous cherchons à séparer dans la mesure du possible différents niveaux de déterminants de l'action des acteurs dans la mesure où le cas de figure où un groupe d'individus très politisés agisse pour appliquer un corpus théorique à une situation nouvelle diffère radicalement de celui où un autre groupe d'individus agisse de manière qu'ils perçoivent comme pragmatique. C'est typiquement le cas de très nombreux travailleurs qui occupent leur usine ou leur lieu de travail qui déclarent lors d'un entretien qu'ils ont fait cela par manque de choix.

Les travaux de Maxime Quijoux (2013) et ceux d'Andrés Ruggeri (2003 ; 2014) montrent explicitement que les travailleurs qui s'engagent dans la récupération de leur lieu de travail le font « par nécessité ». C'est également, comme avancé plus haut, ce qui transparaît dans un grand nombre d'entretiens que j'ai réalisés. L'idée *de la nécessité* et de l'absence de choix est formulée comme telle au point que parfois, la conclusion immédiate qui s'impose est que le fait de récupérer une usine et d'en relancer la production de manière autogérée ne dépend en réalité que de sa fermeture. Or, nous défendons l'idée selon laquelle l'invocation du pragmatisme pur et de la nécessité pratique pure ne peuvent constituer des conditions suffisantes à la motivation de ce type d'action dans la mesure où si cela était le cas, alors toutes les usines et plus généralement les PME proches de la faillite devraient être le théâtre d'une tentative de récupération par ses travailleurs.

Les deux types idéaux entre lesquels oscillent les motivations des actions des agents à l'heure d'entamer une telle lutte sont alors les suivants. D'un côté se trouve ce qui nourrit les visions qui voient dans les ERT des germes du socialisme, ou encore d'une alternative radicale au capitalisme. C'est le cas de nombreux observateurs plutôt distants d'extrême gauche, souvent en provenance de milieux sociaux relativement éloignés de ceux des travailleurs qui mènent à bien ce type de luttes. C'est aussi la vision que véhicule le documentaire *The take* de Naomi Klein. Cette vision se nourrit souvent de l'hypothèse préalable selon laquelle il existe une raison idéologique -dans le sens où nous l'avons défini préalablement- qui motive l'action. Les nombreuses mentions faites à ce documentaire s'expliquent principalement par la réception mondiale qu'il a eu -qui elle-même s'explique en grande partie par la célébrité de Naomi Klein- et par conséquent à son pouvoir d'induire en quelque sorte en erreur les spectateurs.

L'autre terme -mis très justement en avant par Ruggeri et Quijoux- constitue en quelque sorte une réponse au premier. Il s'agit là de tordre le cou à l'idée avancée par le premier versant de l'alternative. Par conséquent, ce qui est généralement montré est le caractère immédiat, urgent, d'une action si radicale. Les raisons « idéologiques » sont écartées par les deux auteurs.

Pourtant, si l'on accepte que ces deux options recouvrent l'entièreté du champ des possibles, nous nous retrouvons face à certaines questions qui ne trouvent pas de réponse. Par exemple, pourquoi certains groupes d'ouvriers récupèrent -ou essayent de le faire- leur lieu de travail, alors que l'immense majorité d'entre eux ne le fait pas lorsque l'entreprise dans laquelle ils travaillent fait faillite ? Si une posture idéologique -fantasmée par certains militants- expliquait cela, alors nous devrions retrouver des traces de cette posture dans les entretiens, dans les positionnements, dans la documentation émique et étique.

Pourtant elle n'existe pas.

D'un autre côté, s'il s'agit simplement d'une action motivée par la nécessité et l'urgence, alors pourquoi nous n'observons pas systématiquement que les ouvriers d'une usine qui fait faillite en occupent les lieux, gagnent une lutte face aux forces de l'ordre, remportent une bataille judiciaire de longue haleine, apprennent à accomplir les tâches dont le patronat en a toujours revendiqué l'exclusivité au nom de compétences dont il avait théoriquement le monopole puis, contre toute attente, embauchent puis associent de nouveaux camarades, investissent et constituent des fonds de prévision et ce, depuis la révolution industrielle ? Nous pouvons reformuler la question en la cantonnant aux trente dernières années en Argentine afin de fixer toutes les variables que l'on pourrait mobiliser pour répondre à cette question -ce serait par ailleurs un exercice dont le résultat irait dans le sens de la réponse qui suit- et raisonner presque entièrement selon la logique du *ceteris paribus* : pourquoi l'immense majorité des ouvriers argentins ne récupèrent pas leur usine¹⁹⁸ lorsque celles-ci font faillite dans le contexte des années 1990 -qui comporte les particularités que nous avons analysé, notamment en termes d'effritement du pouvoir syndical- puis suite à la crise de 2001, ou encore lors de la période *kirchnériste* puis *macriste* ?

¹⁹⁸ Le terme « usine » est employé ici comme un générique qui fait allusion à tout type d'entreprise « que les travailleurs récupèrent ». Nous avons vu lors de la définition de l'objet que cette formulation est erronée dans la mesure où l'entreprise ne leur a jamais appartenu et que lors de la formation de la coopérative il s'agit d'une entreprise nouvelle. Cependant nous gardons cette formulation dans un souci de simplicité, nous ne pouvons pas déconstruire le signifié à chaque fois que nous en employons le signifiant.

Qu'est-ce qui fait que certains le font et que le nombre de récupérations global augmente au fil du temps ?

Le fait de répondre à cette question implique nécessairement de sortir de la dichotomie précédemment évoquée et introduire à ce schéma un élément qui constitue une partie de ce que nous pourrions identifier comme étant la spécificité argentine en termes d'autogestion ouvrière. En effet, si la position de Ruggeri et de Quijoux paraît radicalement opposée à l'idée qu'il existe un positionnement idéologique préalable comme motivateur de l'action, elle n'exclut pas qu'il existe au contraire diverses formes d'organisation politique -au sens large- dans lesquelles s'encadre la récupération d'entreprises.

En ce sens, les expériences de récupération éparses des années 1990 -qui se distinguent des occupations simplement revendicatives qui visent un retour « à la normale » - appellent un besoin d'organisation autour du nouvel objet que représentent des travailleurs livrés à eux-mêmes, puis autogérés. Si ce besoin d'organisation se base très certainement sur une nécessité pratique, relève du pragmatisme, sa réalisation emprunte le chemin de la représentation, cette fois-ci, politique.

Si le besoin d'organisation se construit sur le développement des bases matérielles de l'autogestion argentine¹⁹⁹, l'idée qui vient se plaquer sur *la chose*, le concept qui vient recouvrir l'espace de significations créé par le besoin d'interpréter cette nouvelle réalité donne lieu à la création de la catégorie de « travailleur autogéré ». Celle-ci est reprise, diffusée, resignifiée par les acteurs les plus exposés médiatiquement, les plus influents, les visages visibles du mouvement, que sont les porte-parole des différentes organisations, que ce soient des OPR ou des ERT.

Il s'agit là essentiellement d'individus qui, une fois groupés autour d'une cause commune donnent l'illusion d'être des primo militants issus de différents secteurs, à savoir des avocats du travail et des syndicalistes qui occupent des positions subalternes et dominées dans leur syndicat avant d'investir un nouveau terrain d'action que nous pourrions situer à la lisière du syndical et du partisan. Ceux-ci façonnent et sont façonnés par l'espace de la représentation politique propre aux ERT qui se construit conjointement à leur apparition. Les logiques qui lui sont propres sont à même d'expliquer les motivations essentiellement matérielles et symboliques -être le dirigeant de l'OPR la plus représentative- de ce type d'agents à se saisir

¹⁹⁹ Nous parlons ici exclusivement des ERT

des conflits de travailleurs contre leurs patrons dans le cadre d'entreprises en faillite ou en quasi-faillite.

L'un d'entre eux se nomme *Eduardo Murua*.

Deuxième partie : Naissance, institutionnalisation, autonomisation et fonctionnement d'un espace de la représentation politique propre aux entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine.

CHAPITRE IV : LES ORGANISATIONS TRADITIONNELLES DU MOUVEMENT OUVRIER NE CHERCHENT PAS A REPRÉSENTER LES TRAVAILLEURS AUTOGÉRÉS. LA GESTATION DU NOUVEL ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT SE PLACE SOUS LE SIGNE D'UNE AUTONOMIE SUBIE ET APPELLE LA CONSTITUTION D'UNE NOUVELLE CLASSE DE DIRIGEANTS.

Je me trouve dans le hall du Ministère de l'énergie à Buenos Aires. Nous sommes en 2018. La seconde moitié du mandat de Mauricio Macri est largement entamée. Les législatives de mi-mandat ont eu lieu l'année précédente et plus rien n'oblige le gouvernement à parier sur un semblant de relance keynésienne comme il l'a fait lors des précédentes échéances électorales.

L'économie, asphyxiée par les phénomènes que nous avons décrit dans la première partie, s'effondre. L'Argentine entre en récession. Les conséquences sur le niveau et la qualité de vie des Argentins sont néfastes et les plus touchés restent les secteurs les plus fragiles, comme les travailleurs informels ou ceux qui risquent de l'être, s'ils ne le sont pas déjà, comme le sont ceux qui composent les ERT.

La politique de dérégulation du marché des changes et des capitaux du gouvernement ainsi que la suppression des subventions à l'électricité, au gaz et à l'eau courante pour la majorité des citoyens mais aussi pour les PME provoquent inéluctablement ce que l'on connaît en Argentine

sous le nom de *tarifazo*²⁰⁰. La très forte hausse du prix de ces services agit comme un goulot d'étranglement pour les ménages, les entreprises classiques et les ERT. Les coûts de production augmentent tandis que les débouchés se tarissent. Pour éviter la faillite la majorité des ERT n'ont qu'une seule solution : retarder leurs échéances de paiement, qui se muent en dettes impayables.

Ce contexte favorise l'émergence de groupements de PME, d'ERT et de syndicats dans le cadre d'objets éphémères et peu institutionnalisés connus sous le terme de *multisectoriales contra el tarifazo*²⁰¹ ou plus communément, *multisectoriales*. Nous y reviendrons.

1. L'occupation du Ministère de l'Énergie de la ville de Buenos Aires en 2018 de la part de travailleurs autogérés témoigne de l'existence de diverses organisations de représentation propres aux ERT.

Le hall du ministère de l'énergie se trouve comblé de monde. L'ambiance est très tendue. Ce sont des dizaines de travailleurs autogérés qui en occupent les locaux en usant ainsi de l'une des techniques phares de leur répertoire d'actions collectives, tandis que les salariés, les hauts fonctionnaires et le ministre se trouvent aux étages supérieurs, barricadés et protégés par d'épais barreaux qui séparent le hall du reste du bâtiment. Le froid mordant qui règne dans la ville où de moins en moins d'habitants peuvent se chauffer s'imisce par les fenêtres vieillissantes ainsi que par la seule porte qui demeure semi ouverte. Les autres entrées sont protégées par d'épaisses plaques d'acier côté extérieur, comme si les autorités s'attendaient à une occupation. Cependant, elles ont visiblement manqué de temps pour clôturer totalement l'accès au public car, l'espace de quelques heures, le hall appartient aux occupants.

²⁰⁰ Le suffixe « *azo* » peut se traduire par l'adjectif « coup ». Ainsi, un *tarifazo* est un « coup de tarifs », c'est-à-dire une hausse du prix de l'électricité conséquente et rapide. La première utilisation de ce suffixe largement répandu depuis sur le terrain politique remonte aux émeutes et au soulèvement à Cordoba, en 1969, qui marque le début d'une résistance syndicale dure envers la dictature de Juan Carlos Onganía. Cet épisode est connu sous le nom de « *Cordobazo* ». Plus tard, en 2001, se produit le *cacerolazo* lorsque des marées humaines prennent les rues de Buenos Aires notamment, casseroles à la main pour faire du bruit, lors de la semaine qui précède la démission et la fuite en hélicoptère de Fernando De la Rúa.

Le concept évoque l'importance du phénomène, couplée à sa vitesse de propagation ou de réalisation.

²⁰¹ « Multisectorielles contre la hausse des prix » en français.

J'avais évoqué une hypothèse lors de mon premier colloque en 2016 -les RUIESS, tenues à Montpellier, organisées par l'Université Paul Valéry- selon laquelle je supposais qu'en présence d'un gouvernement de type oligarchique néolibéral -ou « libéral aperturiste » pour reprendre la typologie de Carlos Quenan²⁰²- allait s'opérer un rapprochement des différentes OPR, qui sous le gouvernement *kirchnériste*, plus ouvert aux revendications populaires, entretiennent des relations d'inimitié et de concurrence. Ce paradoxe apparent s'explique par le fait que l'ouverture aux revendications populaires comme celles que peuvent porter les ERT à travers les porte-paroles des OPR n'est pas totale mais partielle, et par conséquent la cooptation et la division de l'ensemble du mouvement deviennent une stratégie de gestion de la contestation assez banale et routinière.

Durant les premières années du *macrisme* je conclus que je me suis trompé, et je projette de l'écrire. Je me demande quelles sont les logiques qui prévalent sur celles que j'imaginai se mettre en branle dans le contexte que vit l'Argentine trois ans après la formulation de cette hypothèse. Ce que j'observe lors de cette journée de mobilisation sans précédent semble au contraire la confirmer. Cela ne constitue que l'un des nombreux rebondissements de mon terrain, dont la difficulté principale a fini par être de définir la date de clôture. En effet, la plupart des OPR sont présentes -à travers leurs représentants institutionnels, accompagnés de leurs camarades les plus combattifs. Je reviendrai en détails sur cet épisode très significatif et très parlant deux chapitres en aval.

Je réussis à m'introduire au sein du bâtiment car je suis accompagné d'un membre du *MNER*, qui m'a prévenu de la mobilisation. Puis c'est l'attente. Les différents leaders demandent à parler au ministre Javier Iguacel, qui succède à Juan José Aranguren lors de l'un des nombreux remaniements. Eduardo Murua, alors président du *MNER* s'impose avec une facilité déconcertante comme porte-parole légitime pour l'ensemble des présents ce jour-là, malgré quelques réticences exprimées à voix basse de la part de représentants des autres OPR.

Sa tignasse blanche, plus d'une fois maculée de son sang suite à des coups de matraque dans un passé récent -à deux reprises au sein de ce même bâtiment- contraste avec les bonnets d'hiver et les gros blousons rembourrés, vert kaki délavé, gris ou noirs massés près de l'accès aux étages gardés par deux policiers. Il demande à voir le ministre pour lui remettre en main propre un

²⁰² D'après l'entretien que j'ai réalisé auprès de lui à l'IdA, Paris, 2020.

communiqué commun dans lequel sont détaillées les mesures que demande « le secteur des ERT » ainsi que les problématiques spécifiques que « le secteur » connaît.

L'arrivée de la police est imminente, et il n'y a qu'une seule sortie. La moindre grenade de gaz lacrymogène lancée dans le lieu clos où nous nous trouvons déclencherait inévitablement un mouvement de foule vers la sortie, où ne nous attendrait pas autre chose qu'une bastonnade et des arrestations arbitraires. L'idée ne m'enchanté absolument pas, mais me défilé aurait eu un coût important en matière de négociation du prix du ticket d'entrée sur mon terrain qui, contrairement à une idée reçue selon laquelle cette négociation n'a lieu qu'au début, est en réalité constamment marchandé.

Les troupes gardent un calme relatif. Le groupe proche de Murua continue de réclamer d'être reçus par le ministre.

Les camions de CRS arrivent et se garent devant le bâtiment. Leurs portes arrière s'ouvrent et les forces de l'ordre descendent. Je me trouve près de Murua à ce moment-là qui déclare : « ils sont là ceux qui vont nous recevoir²⁰³ ». La blague fait rire ceux qui l'entendent.

Cet épisode a ceci de particulier que c'est la première fois que se déroule une action conjointe de cette ampleur entre différentes OPR. Cela rappelle pour certains « les débuts », où « on était tous unis ». Je mets ces propos entre guillemets car, à défaut d'être une citation totalement précise, ils sont monnaie courante dans les discours de nombreux membres d'ERT et d'OPR avec lesquels j'ai l'occasion d'échanger. Cela dénote en partie que l'intérêt objectif à la concurrence entre OPR augmente au fur et à mesure que les agents en occupent des positions dominantes dans cet espace.

La période qu'évoquent mes entretiens lorsqu'ils se réfèrent « aux débuts » n'est pas toujours clairement délimitée dans leurs propos - nous verrons que la délimitation temporelle des différentes périodes fait partie d'un enjeu de luttes bien précis- mais nous pouvons d'ores et déjà statuer qu'elle s'étend de la première fois où des agents s'organisent et se mobilisent dans le but explicite d'aider à récupérer -ou de récupérer- une usine dans le sens où on l'entend ici jusqu'au moment où se formalisent différentes tendances, ce qui marque de fait la désunion en question.

²⁰³ *Aca estan los que nos van a atender* en espagnol.

Ce chapitre porte sur la période de gestation de la représentation politique des ERT. En l'absence d'OPR constituées, nous nous centrons principalement sur des dirigeants particuliers, qui deviennent par la suite ceux des principales organisations formalisées propres aux ERT. Nous parlerons alors de « proto-groupe ». Cette formulation sera reprise notamment lors du chapitre suivant, qui analyse une période qui recoupe en grande partie celle de ce chapitre, mais avec un angle différent car nous nous concentrerons spécifiquement sur le processus qui mène à la formalisation de la première OPR.

La période que nous analysons ici est témoin de l'apparition graduelle d'un nouveau type de dirigeants sans organisation constituée à diriger, dans le cadre du refus des organisations ouvrières traditionnelles de se saisir de ce type de luttes -pour les raisons évoquées lors du chapitre II- ou encore d'encadrer des ERT déjà constituées, d'où le caractère subi de l'autonomie relative de l'espace en question. Certains proviennent du champ syndical ou politique et tentent -parfois avec succès- une opération de reconversion concomitante à la progressive constitution de l'espace de la représentation politique des ERT. D'autres sont au contraire sont d'extraction exclusivement ouvrière. Nous entendons par là qu'ils n'occupaient jusqu'alors aucune fonction de représentation syndicale ou politique, et que la lutte qu'ils protagonisent les mène à en occuper. C'est en analysant ces processus que nous pourrions expliquer et comprendre comment ils aboutissent à la formation -pour être plus précis, nous pouvons employer le terme de « formalisation » - de la première OPR, le *MNER*. L'analyse de cette période permet également de mettre en relation des éléments qui seront à même d'expliquer en partie les scissions que subit le *MNER* à partir de 2003 et qui donnent naissance, par la même occasion, à un espace de positions relatives où coexistent différentes OPR.

Ces éléments sont les suivants : d'une part, nous pourrions insister sur les trajectoires des « agents de changement » les plus significatives. D'autre part, nous montrerons qu'il existe différentes tendances politico-stratégiques qui entrent parfois en collision entre elles et qui correspondent assez bien au premier élément mentionné, les trajectoires. Cela passera par l'analyse de ces positions politico-stratégiques relatives au parcours des agents qui incarnent la représentation politique des ERT. Ces positions, dont nous avons vu au cours du chapitre I qu'elles sont issues de courants propres au mouvement ouvrier argentin, sont présentes au sein de la première proto-OPR, puis au sein du *MNER* monopolistique puis, plus tard, s'institutionnalisent dans des OPR distinctes. Il ne s'agira pas, bien entendu, de reprendre grossièrement des analyses déjà effectuées lors du premier chapitre mais, au contraire, entrer

dans le détail de ces positions, de manière à être en mesure d'expliquer par la suite les logiques de scission-constitution d'OPR.

Nous verrons également quels sont les intérêts objectifs des agents en termes de reconversion de capital symbolique dans un espace en voie de création, qui va de pair avec la légitimité -et plus précisément le type de légitimité -qu'ils acquièrent et sur laquelle repose leur position. C'est notamment à travers la coïncidence entre les actes et les discours produits et ceux qui sont valorisés dans ce secteur des milieux travailleurs que les dirigeants peuvent apparaître comme légitimes. Non pas que cela soit froidement calculé, au contraire. Il se produit très probablement un effet d'*illusio* classique, selon lequel les codes de chaque champ sont intégrés par les agents qui les reproduisent sans même en prendre pleinement conscience. Nous verrons alors également, à travers l'analyse de situations données, quels sont les codes mobilisés par les dirigeants, qui sont par la même occasion, très révélateurs des attentes de leurs camarades.

A la fin de ce chapitre, nous disposerons des éléments pour avancer vers le suivant dans la mesure où nous pourrons analyser les tentatives avortées de constitution d'OPR préalables au *MNER*. Nous serons également en mesure de définir plus précisément ce qu'est une OPR en suivant la même logique que pour la définition de l'objet ERT : si nous pouvons définir le moment où la chose apparaît, alors nous savons ce qu'*est* la chose et que par conséquent nous sommes en mesure d'en avancer les critères de définition.

En résumé, nous chercherons à analyser ici les éléments qui expliquent le mouvement vers une formalisation de la représentation politique, ainsi que les dynamiques de scission, coopération et concurrence qui deviendront plus ou moins explicites à partir de l'année 2003.

2. L'organisation politique des ERT est inséparable de leur définition.

Nous avons vu précédemment, lorsque nous avons abordé la question des critères de définition des ERT, que si nous statuons dans cette thèse que les premières apparaissent en 1992, il existe un consensus académique mais aussi émique pour n'identifier l'objet qu'à partir des cas observés en 1996, c'est-à-dire quatre ans plus tard. Cela peut paraître un détail mais selon Alexandre Roig, doyen de l'UNSAM : « C'est assez impressionnant de constater l'ébullition en termes de mouvements sociaux et d'innovations sociales durant les années 1990. On sort de sept ans de dictature et d'une hyper inflation. L'industrie est détruite et continue de l'être avec

le *ménémisme*. Les syndicats sont très affaiblis, le niveau d'organisation collective au début des années 1990 est très faible. Pourtant en quelques années on assiste à une réorganisation des travailleurs sous de nouvelles formes. En 1994 le début des *piqueteros* à Neuquén²⁰⁴, puis tu as *Cutral Co*²⁰⁵, en 1996, des résistances populaires dans le nord, à Jujuy, notamment avec *El Perro Santillan* [auquel nous devons ajouter la *Tupac Amaru*²⁰⁶ plus tard] et les entreprises récupérées »²⁰⁷. Autrement dit, quatre ans, dans les années 1990 en Argentine, c'est beaucoup.

Continuons à analyser le point principal. Buendia (2005) suppose que si les ERT de 1992 ne sont pas considérées comme des ERT dès le départ, contrairement à celles de 1996 c'est en partie en raison de leur incapacité à s'organiser collectivement, ce qui les fait tomber dans l'isolement : « Il existe un certain consensus pour situer chronologiquement les premières ERT en 1996. De fait, cela est vrai si nous nous limitons aux cas qui, tout en entrant dans la définition que nous avons suggéré dès le départ, se sont auto revendiqués en tant « qu'entreprises/usines récupérées » à partir du moment de leur récupération. Cependant il existe une série d'entreprises qui, si elles peuvent entrer dans le périmètre de la définition employée, n'ont pas cherché ou n'ont pas trouvé la manière de s'articuler organiquement avec d'autres expériences similaires, ce qui les a menées vers l'isolement et leur a réservée un sort disparate en fonction de nombreuses et diverses circonstances »²⁰⁸.

Cet extrait montre que Buendia prend en compte l'auto-perception des agents pour construire une définition d'ERT. Il ne s'agit pas là de tomber dans un relativisme subjectiviste cras, bien au contraire. Dans ces cours au Collège de France, Pierre Bourdieu évoque ce point : « L'idée simple que j'ai à l'esprit, c'est que la représentation que les sujets sociaux se font du monde social fait partie de la vérité objective du monde social. »²⁰⁹

²⁰⁴ Province argentine située au centre du pays, à l'ouest de Buenos Aires.

²⁰⁵ Cette ville est le théâtre de grands soulèvements populaires en 1996 et en 1997, qui marquent l'un des débuts du mouvement *piquetero* en Argentine.

²⁰⁶ Aujourd'hui dissoute par le gouverneur de la province de Jujuy, Gerardo Morales, cette organisation coopérative atteint une taille phénoménale vers la fin de la décennie 2000. Née dans le quartier *Alto Comedero*, dans la capitale de la province, cette organisation a pour but initialement de nourrir les enfants des bidonvilles. Peu à peu les activités se diversifient et *Sa* leadeuse est aujourd'hui emprisonnée.

²⁰⁷ Entretien réalisé auprès d'Alexandre Roig, dans son bureau situé à l'antenne portègne de l'Université de San Martin.

²⁰⁸ Buendia, L. (2005) *Destrucioneconomica y recuperacion de empresas en Argentina en la ultimadecada* (Trabajo de investigacionpre-doctoral), Facultad de CienciasEconomicas y Empresariales, Buenos Aires p.23

²⁰⁹ Bourdieu, P. (2015). *Sociologie générale: cours au collège de France 1981-1983* (Vol. 1). Le Seuil, p.103.

En allant plus loin, nous pouvons avancer que cette auto-perception ne trouve pas sa source dans une sorte de sujet irréductible mais est au contraire construite en grande partie par les agents capables de le faire, c'est-à-dire ceux issus de l'organisation politique du mouvement, et nous pourrions dire, si nous forçons un peu le trait : « par l'organisation politique elle-même ».

Par conséquent, nous pouvons déduire que sans la présence de cette organisation politique, qui s'incarne par la suite dans les OPR -donc sa forme la plus institutionnalisée- les ERT n'existeraient pas socialement *en tant que telles*, tellement leur définition est inséparable du travail de définition qui est mené par ladite organisation politique. Autrement dit, l'organisation politique des ERT et la définition même de ces dernières sont intimement liées dès le départ.

De ces points précédents nous pouvons déduire -et cela confirme ce que j'ai pu obtenir à travers mes entretiens et l'étude de la littérature grise et scientifique- que si les expériences menées en 1992 ne sont pas communément qualifiées d'ERT, c'est qu'il y a une absence totale d'organisation politique capable de contribuer à forger la catégorie et de l'imposer.

Cet apparent détour mène en réalité à nous questionner sur le moment où les travailleurs des ERT s'organisent politiquement. Interroger ce moment signifie également analyser les conditions de sa genèse.

Si ce processus peut plutôt prendre la forme d'un *continuum*, nous pouvons toutefois rendre compte des points d'inflexion qui peuvent constituer, réunis, un « moment initiateur », tout en restant conscients des limites que peut avoir une telle conception.

L'un de ces points est mis en récit par l'un de ses protagonistes, Eduardo Murua. Rappelons une nouvelle fois que son récit nécessairement situé ne peut être lu sans « filtre épistémologique » et qu'il nous fournit des éléments d'analyse sur plusieurs plans. Le premier, que nous pourrions appeler « factuel » -pour ensuite déconstruire cette notion puisque les faits s'interprètent- doit être complété avec ce que nous dit l'interprétation que Murua effectue des faits qu'il met en récit, nous dévoilant ainsi en partie sa position idéologico politique. Celle-ci est fondamentale puisque, comme nous le verrons dans ce chapitre, il existe au sein du groupement de délégués de la parole des travailleurs plusieurs tendances qui se matérialiseront par la suite dans différentes OPR. Toute similitude avec le champ syndical et l'histoire du mouvement ouvrier argentin ne sont pas de simples coïncidences.

Je me trouve dans le bureau qu'occupe Eduardo Murua, au troisième étage de l'immense²¹⁰ usine métallurgique *IMPA*. Son immensité est par ailleurs convoitée par des investisseurs désireux d'en faire un centre commercial. Pour l'heure, c'est un centre de production et de lutte, et de production de luttes si l'on veut d'une certaine manière. Nous y reviendrons dans le chapitre VII.

Les tableaux d'Eva Perón et « du général », comme on l'appelle avec fierté ou avec tendresse dans les milieux populaires en raison de ce qu'incarne l'idée que l'on se fait de sa figure, surplombent, comme d'habitude, la tignasse blanche de mon interlocuteur. Je suis conscient à ce moment-là qu'il a probablement dû faire le récit de ce qu'il me raconte un certain nombre de fois devant des journalistes, des camarades, des politiciens, ou encore d'autres chercheurs, ces derniers n'étant pas très nombreux. Pourtant il prend l'air de le raconter comme si c'était la première fois. Murua semble totalement à l'aise avec l'incarnation du personnage qu'il est précisément censé incarner.

Nous revenons sur les débuts du *MNER*, qu'il préside.

Ce fut le premier d'une longue série d'entretiens. Malgré un agenda très chargé, Eduardo Murua m'accorde au long de la durée de mon terrain plusieurs entretiens de plus d'une heure ainsi qu'un grand nombre de conversations plus informelles -non enregistrées. A cela s'ajoute ma présence à des réunions du *MNER* mais aussi mon rôle d'intermédiaire lors de la rencontre entre Murua, Pablo Levin et Martin Golinsky ou encore mon rôle de traducteur espagnol-anglais lors de la rencontre entre les membres de *l'IMPA* et la délégation envoyée par la seule ERT grecque, l'usine de savons bio *Vio-Me*.

3. Les prémices de l'organisation politique, une première approche.

Lors de cet entretien nous revenons sur l'engagement du dirigeant du *MNER*, qui mobilise dans son discours une analyse historique du contexte argentin. « Tout cela est relié au contexte qu'a traversé le pays à partir de la moitié des années quatre-vingt-dix. Si la destruction de l'appareil productif commence dans les années soixante-dix comme partout dans le Monde, la guerre qu'il

²¹⁰ L'usine est immense pour une PME. Si de nos jours ce sont environ cinquante travailleurs qui produisent des tubes d'aluminium, l'usine en hébergeait plus de mille dans les années 1940-50.

y a contre tout le mouvement ouvrier mondial, le chapitre commence en Argentine de manière très forte avec la dictature militaire. La destruction de l'industrie et la volonté de faire de l'Argentine un pays agro exportateur se poursuivent après le retour de la démocratie et ça aboutit qu'au milieu des années quatre-vingt-dix la situation empire. On est allés jusqu'à avoir 40, 45% de taux de chômage. Tout ça accompagné d'une batterie de lois de flexibilisation du travail mais aussi de changements au niveau des lois commerciales. L'Argentine avait une loi commerciale qui était d'une certaine manière progressiste parce qu'au moins, quand une entreprise faisait faillite, les travailleurs étaient indemnisés. Les premiers à être indemnisés suite à la liquidation judiciaire étaient les travailleurs. A partir des années quatre-vingt-dix ce mécanisme légal change, on donne la priorité aux banques et aux créanciers divers, donc non seulement les travailleurs perdaient leur emploi mais en plus ils n'étaient pas indemnisés du tout. A tout ça s'ajoute un condiment majeur qui est qu'en Argentine il n'existait pas, et c'est le cas encore aujourd'hui, un système de sécurité sociale comme en Europe n'est-ce pas ? Alors c'était un cocktail presque parfait pour construire autre chose. Et le comble, à tout ça tu ajoutes que ceux qui venions du militantisme syndical n'avions presque plus d'instruments pour mener la lutte syndicale parce qu'avec presque 40% de chômage l'affrontement avec le patronat est très difficile, presque tous les conflits étaient perdus. A partir de ça, un groupe de camarade qui étions opposés à la bureaucratie syndicale de la *UOM*, qui sont les métallurgiques, on a commencé à mettre sur la table le sujet de pouvoir occuper les usines et les remettre à produire »²¹¹.

Ce dernier élément permet de voir dans le processus de constitution de l'autonomie politique des ERT une relation de rupture et de continuité vis-à-vis du champ syndical. Cet extrait d'entretien ne constitue qu'un exemple parmi d'autres de cela, sur lesquels nous reviendrons plus abondamment par la suite.

D'autre part, la loi des faillites de 1995 est en effet très arrangeante pour le capital. Mise en place sous le gouvernement néolibéral de Carlos Saul Menem, durant lequel l'Argentine est considérée dans la région comme « le bon élève du FMI » cette loi exprime très bien la philosophie néolibérale : la réduction du coût du travail, quel qu'en soit le coût. En bon laboratoire social, l'Argentine fait les frais deux décennies avant l'Europe occidentale de la flexibilisation salariale. Toutefois, dans l'esprit des élites économiques agro exportatrices, et

²¹¹ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, président du *MNER* dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2015.

cela découle de leur intérêt direct lié au marché des changes national, l'Argentine ne doit pas constituer un des centres de consommation de la planète -ce qui implique d'industrialiser le pays et de développer un marché intérieur- mais doit au contraire se limiter à exporter des biens primaires. Ainsi, les salariés d'une industrie en plein démantèlement à marche forcée, n'étant pas requis pour être des consommateurs dans ce modèle, peuvent parfaitement être des variables d'ajustement qu'il n'est pas nécessaire d'indemniser pour assurer tout du moins un certain niveau de demande intérieure. Si l'existence de la lutte des classes est reléguée à une lubie du XXe siècle dans les plateaux télé parisiens, l'Argentine de Menem est clairement le scénario d'un affrontement entre des groupes socioéconomiques à intérêts divergents, tels que les travailleurs pauvres et les latifundistes par exemple.

Si lors de mon terrain je parviens à identifier plusieurs divergences entre les récits de différents acteurs concernant un même ensemble de faits ou une même période -ces divergences constituent par ailleurs un très riche matériau d'enquête-, aucune version dans l'éclaté et conflictuel milieu des ERT que j'ai été en mesure de relever ne contredit le récit que me livre Eduardo Murua.

Les premières passes d'armes du « groupe de Murua », qui s'élargit plus tard, se font lors de deux conflits qui opposent les salariés aux patrons dans deux usines différentes de la province de Buenos Aires : *Lassi* et *Safratti*, deux producteurs de pièces détachées pour l'industrie automobile. Certains des salariés sont syndiqués à la *UOM*, l'information parvient rapidement aux oreilles de Murua. Avec d'autres « syndicalistes dissidents » il leur propose d'occuper l'usine et commence ainsi à mettre en œuvre son savoir-faire militant, élément qui forge par la suite sa légitimité au sein du milieu -inexistant en 1996 - des ERT. Cela se fait, précisons-le, non pas contre l'avis de la direction de l'*UOM*, car cela aurait supposé de demander la permission d'agir au nom du syndicat, mais plutôt en dehors de son cadre d'action. Autrement dit, le groupe dissident n'agit pas au nom de la *UOM* mais au nom de quelque chose qui est à ce moment là encore en gestation, qui n'a pas encore de porte-parole, un proto-groupe à constituer. Le collectif agit, tout comme l'on peut y voir l'agrégation d'un groupe d'individus qui partagent cette volonté d'agir et cette direction dans leur action.

« -Ça s'est produit en quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quand on s'est mis à se demander : « *che*, on peut le faire non ? ». C'est à ce moment-là qu'apparaissent deux conflits dans la capitale, c'est nous qui les avons conduits. On a occupé l'usine mais là, quand ils ont vu qu'on avait occupé l'usine, les banques sont apparues dans un cas et dans l'autre ça a été les

patrons qui se sont pointés, avec l'argent des indemnités pour les travailleurs et ce sont les travailleurs qui ont décidé d'accepter les indemnités.

- Il s'agissait de quelles usines ?

-*Lassi* et *Safratti*. L'une était une usine de circuits imprimés qui travaillait pour Siemens, c'était *Lassi*, et *Safratti* fabriquait des essieux pour *Toyota*, pour *Ford* et pour d'autres marques. Cette expérience fait, qu'au moins, si tu veux, d'une certaine manière on a quand même gagné le conflit, parce que les camarades n'allaient pas être indemnisés et dans ces cas-là ils ont quand même eu quelque chose. Mais on n'a pas avancé dans les récupérations »²¹²

Cette dernière phrase est fondamentale pour comprendre sur quelles bases conceptuelles se construit peu à peu le milieu des travailleurs autogérés. Murua voit dans ces épisodes de lutte, des luttes avant tout ouvrières, qu'il approuve, qu'il considère des victoires, alors qu'il pourrait très bien considérer comme une défaite le fait que ces cas particuliers n'aient pas abouti à des formes d'autogestion. Cette dernière n'est pas perçue comme un but ultime mais plutôt comme un moyen de sortir de l'urgence, tandis que le combat que mène Murua semble, au regard de son discours, être un combat plus largement ouvrier.

3.1 L'UOM de Quilmes, un terreau fertile de contestation.

Eduardo Murua évoque indirectement « son » groupe avec des tournures au pluriel, notamment lorsqu'il mentionne celles qui auraient pu être selon lui les premières ERT du pays, *Lassi* et *Safratti* – est composé de syndicalistes qui occupent des positions subalternes dans la section de Quilmes de la puissante *Union Obrera Metalurgica*²¹³ (UOM). Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si *Lassi* et *Safratti* sont des usines métallurgiques.

La décennie 1980 est témoin d'un début d'inflexion des pratiques de lutte ouvrière, notamment à travers l'action d'une section locale –celle de Quilmes– d'un puissant syndicat métallurgique, la *Union Obrera Metalurgica*.

²¹² Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, Buenos Aires, 2017.

²¹³ L'Union ouvrière métallurgique est le principal syndicat qui représente les travailleurs métallurgiques en Argentine.

Cette section locale adopte alors la stratégie de la reprise d'usine en autogestion en vue de conserver les postes de travail dans le sud de la province de Buenos Aires (Ruggeri, 2009). En ce sens, d'après Andrés Ruggeri « nous retrouvons ainsi les premiers cas de récupération avec toutes les caractéristiques des ERT actuelles à la fin des années 1980 au sein de la zone sud du *Gran Buenos Aires*²¹⁴ promues par ce syndicat [la *UOM* de Quilmes]. Parmi ces premiers cas, aucun n'a survécu jusqu'à aujourd'hui. Non seulement les travailleurs ont fait face aux difficultés typiques d'infrastructure, d'accès au marché et de viabilité commerciale auxquelles ont dû faire face plus tard également la majorité des ERT, mais ils ont aussi été leur propre obstacle, en ne comprenant pas qu'un problème qui était incorporé dans l'imaginaire salarié comme passager, le chômage, devenait en réalité permanent. Le fait de ne pas mettre en place des mesures non habituelles de rupture avec la tradition syndicale et remarquons-le, de rester dans le cadre légal, réduisait notablement les possibilités de récupérer le travail »²¹⁵.

À côté de cela, d'autres occupations s'effectuent dans le cadre d'une lutte revendicative portant sur les salaires, les conditions ou la durée de travail. Elles n'aboutissent toutefois pas

à des reprises en autogestion. Celles-ci ont lieu uniquement lorsque l'on observe un retrait patronal sous diverses formes. La mention de cette forme de lutte est toutefois importante car elle permet de voir comment l'occupation d'usines devient constitutive du répertoire d'action pour certains syndicalistes.

Cet ensemble de manifestations ouvrières crédite le savoir-faire de certains acteurs les plus engagés *dans un passé récent*. De ce fait, ils sont encore vivants et à même d'influencer le processus de récupération d'entreprises une, voire deux décennies plus tard.

Dans la suite logique du point précédent les expériences des années 1980 sont connectées à celles des années 1990 à travers un très petit nombre de syndicalistes dissidents regroupés majoritairement au sein de la *UOM* de Quilmes.

Ce groupe de dissidents, qui ne partage pas les vues stratégiques de la centrale n'est même pas assuré d'être majoritaire dans la section de Quilmes mais cela ne les empêche pas de prendre part aux conflits ni de conseiller les ouvriers en détresse. Ainsi, selon Luis Buendia : « au total,

²¹⁴ Le *Gran Buenos Aires* en espagnol, ou le Grand Buenos Aires en français fait référence à la Ville de Buenos Aires et sa banlieue, sans pour autant constituer un quelconque découpage administratif précis.

²¹⁵ Ruggeri et al. (2009) *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires p.39

sur cette période peuvent être identifiées entre 15 et 20 coopératives de ce type qui furent surtout promues par la *Union Obrera Metalurgica (UOM)* de *Quilmes* ». Cette section revêt alors une aura de combativité largement reconnue dans les milieux ouvriers, mais surtout, elle est celle qui forme dans ses rangs certains futurs dirigeants et membres actifs encore très présents dans le milieu des ERT contemporaines comme par exemple l'actuel président du Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*), Eduardo Murua.

Cependant l'*UOM* n'est pas le seul syndicat à compter parmi ses membres des militants qui s'engagent dans l'accompagnement des ouvriers en lutte, comme nous le verrons plus tard avec l'exemple de la lutte de Campichuelo, soutenue, elle, par des membres de la *Federacion Grafica*. Je préfère toutefois commencer par évoquer la *UOM*, car c'est dans celle-ci que s'enracine en grande partie le processus d'autonomisation du milieu des ERT, car c'est de celle-ci que sont issus plusieurs membres du premier ensemble de militants engagés pour la récupération d'entreprises.

Il peut paraître à première vue paradoxal d'observer la constitution d'éléments qui tendent vers l'autonomie au sein de la *UOM*, eu égard à sa tradition centralisatrice (Marcilese, 2013). Cependant cela s'explique par l'héritage du syndicalisme révolutionnaire en Argentine qui contemple et défend une autonomie vis-à-vis de tout pouvoir central relativement importante (Miralles, G., & Funes, S., 1997).

Ainsi, dans cette perpétuelle tension qui construit l'histoire du mouvement ouvrier argentin, composée de tendances centralisatrices contre des velléités d'horizontalité, d'autonomisation contre des mouvements de délégation et de subordination, apparaissent au début des années 1990 -sans laisser aucune place au hasard- des délégués syndicaux qui occupent des positions subalternes, prêts à saisir l'occasion de modifier leur registre d'action collective qui se réduit à ce moment à négocier la meilleure indemnisation possible lors des faillites à répétition.

De son côté, Buendia (2005) signale en effet que durant la décennie 1980, mais aussi plus tard, plusieurs actions de ce type sont promues par la *UOM de Quilmes*. L'identité de la plupart de ces militants m'est malheureusement inconnue. Je n'ai pas réussi à retracer leur parcours et au moment où j'effectue mon terrain de recherche, il est fort probable que la plupart d'entre eux soit à la retraite. D'autres sont probablement décédés également. Les écarts d'espérance de vie entre les ouvriers et les cadres de manière générale cessent d'être une simple statistique apprise au lycée lorsque, à plusieurs reprises, la mort frappe des personnes avec lesquelles je m'étais

entretenu quelques mois auparavant, sans qu'ils puissent jouir convenablement d'une retraite en constante renégociation²¹⁶.

4. Une autonomie principalement subie.

Observons toutefois -et nous le confirmerons par la suite- que la relation entre le champ syndical et les ERT n'est pas univoque et complètement homogène. Les syndicalistes qui soutiennent les occupations d'usines métallurgiques à *Quilmes* le font bien souvent contre l'avis de la centrale nationale de la *UOM*, la section de *Quilmes* étant perçue comme plus combative. Cependant, ce n'est pas la *UOM* de *Quilmes* en tant que telle qui soutient les travailleurs -et ceci est d'autant plus vrai au fur et à mesure que nous nous rapprochons de la fin des années 1990- mais plutôt des délégués qui occupent à ce moment-là des positions subalternes. Cela rejoint ce que nous avons vu Leur reconversion dans un nouveau terrain, qui est clairement en dehors du champ syndical traditionnel, peut donner lieu à deux lectures tout du moins. Les liens entre syndicalisme et politique sont largement explorés par Quijoux et Yon (2018), Mischi (2018) ou encore Julliard (2018). Nous pouvons nous baser sur leurs travaux respectifs pour comprendre les logiques qui sous-tendent deux espaces qui jouissent d'une autonomie relative. Cependant, si nous nous interrogeons sur les passages potentiels d'un espace vers l'autre, d'un champ vers l'autre, comme pourrait typiquement être le cas de ces syndicalistes de l'*UOM* de *Quilmes* vers un nouvel espace, nous pouvons nous aider tout particulièrement des travaux de Mischi et de Julliard, qui étudient précisément des parcours individuels où l'on observe ce type de passages, notamment du champ syndical vers le champ politique, au moyen d'une reconversion du capital spécifique d'un champ dans le capital spécifique de l'autre champ. Ainsi, la première lecture que nous pouvons mettre en lumière serait que le groupe de l'*UOM* opère une reconversion de capitaux et troque, pour un certain nombre d'entre eux, une position subalterne dans le champ de départ par une position de premier plan au sein d'un espace complètement nouveau et en pleine formation, qui est celui de la représentation des ERT.

²¹⁶ Le système de retraites argentin est un mélange de répartition et de capitalisation, mais aussi de public et de privé. Je choisis de tourner la phrase dans le corpus du texte de cette manière pour deux raisons. La première est que de très nombreux retraités attaquent l'Etat en justice pour obtenir le taux promis par les réformes du gouvernement. Cette bataille juridique se mêle à ce qui constitue la seconde raison d'une telle tournure : la course entre les montants nominaux et l'indice des prix à la consommation. En effet, l'inflation rogne les retraites qui sont en permanence sujettes à des revendications de la part des bénéficiaires.

Notons également, et nous le répèterons un certain nombre de fois, que cette opération de reconversion, analogue à la création d'un espace de représentation relativement autonome pour les ERT, n'est possible qu'en raison du fait que l'écrasante majorité des dépositaires des institutions syndicales et politiques -autrement dit, les syndicats et les partis incarnés dans leurs porte-paroles- *laissent libre* cet espace en question et ne cherchent pas à s'en saisir pour différentes raisons que nous verrons en aval. Il arrive par ailleurs très souvent que le syndicat auquel sont affiliés les travailleurs qui viennent de comprendre que leur usine a fait faillite en voyant qu'elle est en train d'être vidée sans préavis, s'oppose à l'occupation et promeut l'option d'un accord avec le patronat -stratégie perdante dans un contexte de crise. Reformulons ceci, car ce point constitue un aspect central permettant d'expliquer la genèse du modèle argentin. La représentation politique relativement autonome qui caractérise les ERT argentines, ne peut germer sur le terrain que lui abandonnent les syndicats et les partis politiques, ne peut investir qu'un espace laissé pour compte par ceux-ci. Attardons-nous sur un point essentiel : formulé comme ceci, nous pourrions penser que cet espace à investir préexistait à l'arrivée des pionniers de l'UOM et qu'il n'attendait que d'être saisi. Or, cette lecture serait partiellement fautive. En effet, elle nierait la construction dialectique de cet espace qui met en relation la représentation politique et la base.

Autrement dit, avec l'existence d'une poignée d'ERT abandonnées à leur sort -si tant est que la catégorie même d'ERT puisse exister dans ces conditions, nous avons statué que non- il n'existerait pas d'espace politique à saisir, il n'y aurait qu'un phénomène marginal à représenter. Par conséquent, si nous avons vu que l'existence des ERT est intrinsèquement liée à l'existence d'une représentation politique, nous pouvons également avancer que l'investissement de l'espace en question se fait au fur et à mesure de sa création. Cette dernière n'est possible que si le nombre d'ERT augmente car l'espace en question est inexistant en 1992 par exemple. Nous discuterons par la suite du moment de sa genèse.

5. Les autres sources de la première proto OPR.

Nous avons identifié jusqu'ici une des principales sources de militants qui investissent un espace en pleine formation autour de la lutte concrète pour la récupération d'usines en faillite. Si cette vision stratégique existait au sein de l'UOM de Quilmes, nous pouvons raisonnablement

supposer que d'autres acteurs se saisissent de cette forme de lutte dans un contexte de déliquescence de l'action syndicale traditionnelle.

C'est le cas par exemple de José Abelli, de Lalo Paret mais aussi de Luis Caro. Je mentionne ces noms là car ils incarnent différentes tendances au sein du mouvement des ERT, dont certaines se formaliseront plus tard avec la constitution d'OPR spécifiques. J'aurais pu mentionner dès maintenant d'autres acteurs avec qui ne me suis entretenu et qui font partie de ces tendances. Cependant ils ou elles ne semblent pas remplir cette fonction d'incarnation -que nous analyserons par la suite- et leur mention, a priori, ne peut nous aider à situer ces courants.

Penchons-nous sur ces autres acteurs avant de nous arrêter sur la question de la définition ce qu'est, in fine, ce groupement de militants. Nous verrons que la réponse à cette question donne lieu à l'un des premiers grands affrontements entre tendances, sur fond de lutte pour la définition de ce qu'elles forment, elle-même intimement reliée à d'autres enjeux.

5.1 *Lalo Paret, l'incarnation de la logique de représentation territoriale des ERT de dans la banlieue industrielle de San Martin.*

L'une de ces tendances est celle incarnée par *Lalo Paret*, référent et dirigeant de la coopérative de triage de déchets *Bellaflor*, à *San Martin*, province de Buenos Aires. Nous avons vu dans le chapitre I que s'il dirige actuellement un programme de recherche-action inspiré d'Orlando Fals Borda à l'université de San Martin (*UNSAM*), il est né dans une pauvreté extrême et faisait partie dans sa jeunesse de ces multitudinaires bataillons de collecteurs et classificateurs de déchets, que l'on appelle communément *cartoneros* ou *cirujas* (cf. chapitre I). Lorsque nombre de ces travailleurs informels rejoignent des formes d'organisation de type *piqueteros*, des liens se avec d'autres travailleurs en « voies *d'informalisation* » -qui luttent pourtant pour rester dans l'économie formelle- tels que ceux des ERT. C'est de cette manière que *Lalo* et les camarades qui l'accompagnent s'approchent et prêtent main forte aux travailleurs qui occupent ou qui cherchent à occuper « leur » usine. Pour ne laisser aucune part d'explication au hasard, ou à ce que nous pourrions considérer comme de simples contingences, remarquons que San Martin est une zone industrielle sinistrée où ont proliféré des usines métallurgiques. Il est donc logique que celles qui font faillite et donnent lieu à des récupérations soient également des usines métallurgiques qui, du fait de leur secteur d'activité suscitent l'intérêt d'un groupe de militants

issus du syndicalisme métallurgique. Sans trop de surprise, Lalo le *ciruja* et Murua l'ex *Montonero* se rencontrent à *San Martin*.

« *El Vasco* est un ami. On s'est rencontrés au début du processus²¹⁷ et on a fait beaucoup de choses ensemble. Je te dis, Murua est un ami mais politiquement [il marque une pause et il hésite] il est fou²¹⁸. Par moments il a soutenu le gouvernement, ensuite il lui a déclaré la guerre puis quelques années plus tard il a failli accepter un poste si Scioli gagnait.

- Mais quelle est ta position vis-à-vis du *kirchnérisme* alors ? Tu ne me disais pas que tu étais péroniste ?
- Oui bien sûr, je suis péroniste de Perón.
- Mais ce n'est pas nécessairement anti kirchnériste ça.
- Non, je ne suis pas anti kirchnériste. En fait ça m'est égal. Ici, pour les gens de San Martin rien n'a changé. On ne nous a rien donné, les gosses crèvent toujours de faim alors on est obligés de nous organiser »²¹⁹.

Les propos de Lalo laissent entrevoir la résurgence d'un très long débat au sein du mouvement ouvrier argentin -qui est loin d'avoir l'exclusivité sur ce type d'interrogations- sur la question de la position à adopter face à l'Etat, elle-même subdivisée entre la possibilité de considérer l'Etat comme une entité monolithique au service de la bourgeoisie, et celle de distinguer entre les différents types de gouvernements qui se trouvent à sa tête. Si nous devons situer Lalo sur un axe où les deux extrêmes sont constitués de cette dernière subdivision, il serait plus proche de la considération de type monolithique sans pour autant l'embrasser, car il demeure « péroniste de Perón ». Autrement dit, il considère qu'un gouvernement réellement populaire peut mener des politiques radicales « de rupture avec la bourgeoisie », comme il le répète souvent lors de nos discussions.

D'autre part, nous pouvons supposer que la position adoptée par Lalo et le groupe de San Martin qui prêtent main forte aux ERT locales -et qui agit par conséquent selon une logique territoriale qui dépasse la question des ERT- est largement déterminée non seulement par la trajectoire de Lalo, elle-même dépendante du contexte socio-économique de l'endroit où il vit, mais surtout

²¹⁷ Lalo fait référence « aux débuts » de l'organisation collective des différents représentants d'ERT, qu'il associe avec l'époque de la crise de 2001.

²¹⁸ La connotation de *loco* (la traduction de « fou ») est infiniment moins négative qu'en français, au point qu'il m'est impossible de remplacer ce terme par un autre d'une charge symbolique équivalente mais qui garderait une signification similaire.

²¹⁹ Entretien réalisé auprès de Lalo Paret, San Martin, province de Buenos Aires, 2018.

par le contexte socio-économique lui-même. En ce sens, si la pauvreté avait été visiblement réduite à San Martin durant les années kirchnéristes, si les populations massivement exclues des bidonvilles du quartier avaient été prises en charge et que l'Etat avait montré un autre visage que la simple répression policière, alors Lalo aurait pu raisonnablement considérer que son positionnement envers les gouvernements successifs aurait pu différer plus largement de celle du trotskysme argentin, historiquement anti péroniste.

Arrêtons-nous ici pour le moment sur cette tendance pour nous pencher sur celle de José Abelli, initialement ouvrier agroalimentaire sous patron jusqu'à la rupture que représente pour lui la fermeture de son usine sans préavis et sans indemnisation.

5.2 José Abelli. Un péronisme ouvrier, un ouvrier péroniste.

Les nombreux cas de récupérations d'usines tout au long des années 2000, 2001 et 2002 viennent grossir les rangs de travailleurs qui subviennent à leurs besoins à travers l'autogestion et qui, agglutinés autour de chacune de leur coopérative, constituent une base suffisamment large pour qu'émergent des représentants chargés de coordonner et d'articuler chacune de ces expériences. L'un d'eux est José Abelli. Nous avons analysé un bref extrait d'entretien réalisé auprès de lui lors du 1^{er} chapitre. S'il s'agissait, lors du 1^{er} chapitre de montrer les diverses attaches au « péronisme » de la part des agents qui incarnent la représentation politique des ERT, nous tenterons, au cours de celui-ci, d'en dégager les courants auxquels ils appartiennent, dans le but de faire corrélérer cela aux différentes OPR qui se constituent par la suite. Rappelons que je le rencontre après de mois de terrain lors des *IVes rencontres internationales des travailleurs autogérés*, dans les locaux de l'usine *Cooperativa Textiles Pigüé* (CTTP), située à la lisière de la petite ville de Pigüé, à 600 kilomètres au sud-ouest de la ville de Buenos Aires. Nous aurons l'occasion de revenir sur ces rencontres, qui réunissent des centaines de travailleurs, de militants et de chercheurs de plus de vingt pays pour échanger des savoir-faire, créer des alliances stratégiques mais aussi consolider l'existence des organisations représentées à travers leurs porte-parole. Ces rencontres sont également l'occasion pour les ERT des différents pays de sortir de leur isolement relatif et pour les travailleurs qui les composent de se sentir valorisés par leurs pairs, d'acquiescer cette légitimité si recherchée lors de chaque tractage aux feux rouges, de chaque intervention télévisée, de chaque interview accordée à un journaliste. Lors de ces rencontres, celles et ceux qui étaient hier des anonymes, des ouvriers,

des serveurs, des cuistots, des femmes et hommes de ménage complètement substituables aux yeux de leurs anciens patrons et managers deviennent des stars unanimement applaudies lorsqu'ils prennent la parole pour raconter leur expérience. Le fait que de tels événements aient émergé des mouvements d'ERT à travers le monde conforte les travailleurs dans leur lutte, les rassure, les renforce. Il est aisé de voir dans un phénomène comme celui-ci un caractère nécessaire, des liens de causalité, des concaténations de causes et d'effets, d'en dégager les causes structurelles, de penser qu'une fois celles-ci prises en considération, les choses ne se seraient pas déroulées autrement. Il s'agit là d'une des tâches majeures des sciences sociales, que de s'extirper de l'illusion de l'immédiateté afin de dévoiler les causes et les mécanismes qui expliquent les phénomènes sociaux. Néanmoins, au niveau individuel et dans la réalité perçue par les acteurs les choses se présentent autrement. La réussite d'une entreprise collective telle que la récupération d'une usine, dont l'enjeu n'est rien de moins que la survie des travailleurs et de leurs familles n'apparaît pas comme quelque chose allant de soi. De plus, si la sociologie peut mettre à jour des causalités au niveau collectif, elle ne peut en aucun cas prédire la réussite individuelle d'une entreprise ouvrière donnée. L'incertitude demeure alors au niveau individuel, au niveau des acteurs, dont la présence à de tels événements agit comme facteur déterminant de leur propre détermination à continuer leur action.

Ce n'est pas un hasard qu'un tel événement se tienne dans cette usine textile. Il s'agit d'une ancienne filiale de *Gatic*, sous-traitante d'*Adidas* qui marque, avec la cessation son activité en 2003, le début d'une des luttes ouvrières les plus acharnées de l'histoire du pays. S'il s'agit toutefois d'une lutte dans un pays périphérique qui n'est pas sensé s'industrialiser ni devenir un des centres de consommation mondiaux selon les logiques de la division internationale des processus de production et que cette lutte a lieu suite à la fermeture d'une usine, elle constitue tout de même un des premiers cas de récupération ouvrière en Argentine à empiéter légèrement sur le terrain du capital transnational. En effet, la récupération d'une petite pizzeria familiale dans un quartier en voie de gentrification n'a pas le même impact sur les rapports de forces entre les différents secteurs socio-économiques de la société argentine que la reprise d'une usine dans laquelle se produisaient des vêtements estampillés avec le logo de l'une des marques les plus vendues à travers le monde. Ainsi, à partir du moment où existe la possibilité que les travailleurs reprennent une usine qui allait être démantelée et qu'à cela s'ajoute la possibilité que ces repreneurs peu conventionnels deviennent des concurrents directs dans la région pour Adidas, il s'ensuit que le coût des délocalisations augmente sensiblement et que la petite part de valeur ajoutée dans la filière textile que s'approprient les travailleurs autogérées de *CTTP*

vient modifier quelque peu l'optimisation des profits de la maison mère d'Adidas. Bien sûr, si cela reste marginal les actionnaires n'ont pas de quoi s'inquiéter, il ne s'agit *in fine* que d'une goutte d'eau dans un océan. Par contre, cela deviendrait beaucoup plus gênant pour les détenteurs du capital des grandes marques si cette pratique ouvrière venait à prendre de l'ampleur et à se généraliser. C'est ainsi que la lutte de *CTTP* est marquée par une très forte répression policière et par des intimidations judiciaires récurrentes envers les travailleurs et les travailleuses de l'usine. Autrement dit, une usine de 20 000 mètres carrés arrachée à travers la lutte au destin que lui promettait une entreprise multinationale devient un parfait symbole pour y organiser cette sorte d'Internationale des travailleurs autogérés. Comme beaucoup de référents de différentes organisations cette semaine-là, José Abelli se trouve à Pigüé et prend la parole en public, dans le théâtre municipal plein à craquer. Son nom revenait régulièrement dans les entretiens que je réalisais. Il s'agissait pour moi d'un élément clé pour la construction du panorama général de l'autogestion argentine. Seulement, il n'habite plus à Buenos Aires depuis quelques années mais à Rosario, siège d'une OPR très récente : *Autogestion, Cooperativismo, Trabajo (ACTRA)* qu'il intègre en tant que membre ordinaire dès sa création en 2016. Nous reviendrons plus tard sur cette OPR et sur les logiques qui sous-tendent sa constitution, assez différentes des OPR « de première génération ».

José Abelli, qui connaît comme la paume de sa main les installations de l'immense *CTTP* me conduit vers une salle de réunion exigüe située dans le bâtiment administratif. Nous nous asseyons face à face, lui une cigarette à la main et moi mon cahier de notes et mon dictaphone. Commence alors un des entretiens les plus déterminants de mon terrain. Après avoir été un des principaux dirigeants du *MNER*, Abelli devient président de la *Federacion de cooperativas de trabajadores autogestionados (Facta)*, qui est elle aussi issue de la deuxième scission du *MNER*, subvenue en 2006. Nous y reviendrons également. Il en découle que cet échelon manquant, ce personnage inaccessible si souvent mentionné mais à la fois passé sous silence non seulement se trouvait finalement face à moi mais constituait à mes yeux un formidable filon, notamment sur la période pré-2003 (année de la première scission du *MNER*), si peu documentée au niveau de l'organisation politique.

L'entretien débute par l'évocation de son passé militant, ses premiers engagements. Je compte l'aider à dérouler un fil sous forme de récit qui me proportionne, en plus des informations factuelles, des informations indirectes sur lui-même, son appareil perceptif, forgé par et forgeur des organisations qu'il a traversées. Dès le début, il ressent le besoin de revenir sur le contexte socio-économique du pays dans lequel s'enracinent les premières ERT. Il mentionne le

consensus de Washington, la désindustrialisation, le néolibéralisme –envers lequel il est extrêmement critique- le chômage de masses, la pauvreté, le manque de représentation des partis politiques vis-à-vis des travailleurs, ainsi que la « trahison » des syndicats : « Les partis politiques cessent de nous représenter à cette époque. Quand tu penses que le péronisme a représenté la classe ouvrière en Argentine et soudain le chef du péronisme [Menem] fait tout, absolument tout le contraire... Les syndicats [il appuie sur la dernière syllabe de *sindicatos*, pour renforcer son affirmation] ont cessé de représenter les travailleurs parce que quand on n'a pas de travail²²⁰ les syndicats ne nous représentent pas »²²¹. Aux remarques réalisées dans la note de bas de page sur les « travailleurs désœuvrés », s'ajoute cette composante autonome –à caractère subi plus que choisi- si présente sous différentes formes, au sein du phénomène d'ERT argentin.

Le fil continue de se dérouler à la fois que la toile se tisse lorsque José Abelli aborde son propre passé en tant que travailleur, qui passe par la case « travailleur désœuvré » avant de devenir un « travailleur autogéré ». Il évoque ainsi la récupération de l'usine dans laquelle il travaillait : « on s'est retrouvés avec la porte de l'usine fermée, sans être indemnisés.

-Dans quelle usine étiez-vous ?

-Un abattoir frigorifique de poulet. On a attendu huit mois qu'apparaisse un patron, qu'il réactive la production.

-C'était en quelle année ?

²²⁰ En espagnol : « cuando los trabajadores quedamos desocupados ». Ce dernier terme est loin d'être neutre. Il peut être traduit par « désœuvré » en français. Historiquement et politiquement situé, il s'agit d'un adjectif associé à un nom commun : *trabajadores* (travailleurs), ce qui forme le couple –tout aussi historiquement situé- de *trabajadores desocupados*, (travailleurs désœuvrés), largement revendiqués par les mouvements *piqueteros* dès 1994. Ces mouvements sont connus dans la littérature française en tant que mouvements de chômeurs, mais la charge symbolique de cette catégorie ne rend pas compte des implications qui se cachent derrière ceux de *trabajador desocupado*, ou simplement *desocupado*. Tout d'abord, un chômeur n'est pas considéré comme un travailleur. Cette catégorie de l'Insee regroupe des cadres, des ouvriers, des jeunes sans expérience de travail dans la même catégorie, du moment où les individus qui la composent, dont le passé professionnel est dilué dans l'uniformité du terme « chômeur », assurent rechercher activement un travail formel. Contrairement à cela, un « travailleur désœuvré » est avant tout un travailleur, y compris lorsque l'institut statistique de son pays le fait basculer dans le néant de la catégorie « inactif », car même si formellement il a abandonné tout espoir de retrouver un travail formel, il travaille dans l'informalité, comme environ 30% des travailleurs argentins. Ainsi, Abelli mobilise cette vision du travailleur lorsqu'il emploie le terme *desocupado*.

²²¹ Entretien réalisé auprès de José Abelli dans les locaux de l'usine textile autogérée *Cooperativa Textiles Pigüé*, Pigüé, Province de Buenos Aires, 2017.

-En 1998.

-C'était avant *l'IMPA* ?

-Non, *l'IMPA* était déjà une coopérative... C'était en 1998 ou 1999. Et un jour on s'est rendu compte qu'on y était tous dans l'usine. Il y avait ceux qui conduisaient les camions, ceux qui abattaient les poulets, ceux qui s'occupaient de la maintenance, il y avait ceux qui ramenaient les poulets, c'est-à-dire ce qui avaient besoin d'un abattoir et il y avait le marché qui demandait des poulets. Il n'y avait qu'un seul absent, c'était le patron, c'est tout. On s'est dit bon, allons-y. »²²²

6. Comprendre l'espace de la représentation politique des ERT à travers les idées d'autonomie relative et d'homologie structurale.

Les entretiens que j'ai pu avoir avec Abelli sont très révélateurs de sa position, tel que le montre cet extrait. En effet, nous pouvons accéder à son parcours. Si des « dispositions péronistes » sont déjà présentes, elles s'activent face à une situation inédite pour lui lors de la rupture de la continuité productive de son usine. Les rencontres qu'il fait, les situations qu'il vit et qu'il interprète le mènent à prendre un type de positions données qui ne se traduisent pas simplement par une place dans une typologie grossière du type « péroniste – anti péroniste » ou « réformiste – combatif » etc. Au contraire, nous verrons plus tard que si les parcours des différents dirigeants peuvent apparaître parfois comme incohérents, c'est surtout en raison du fait que nos hypothèses de départ sur lesquelles nous aurions basé l'analyse de ces parcours n'étaient pas nécessairement les plus pertinentes. En ce sens, le parcours d'Abelli compte parmi ses caractéristiques une défense de ce qu'il entend par « les travailleurs », qui s'insère dans une stratégie de lutte assez semblable à celle du syndicalisme -entendu comme le courant autonomiste mais possiblement négociateur du mouvement ouvrier argentin, qui soutient en grande partie le péronisme- dans le sens où, bien que l'accent est mis sur l'importance de l'organisation de la base de manière autonome, les compromis nécessaires avec certains

²²² Entretien réalisé auprès de José Abelli dans les locaux de l'usine textile autogérée *Cooperativa Textiles Pigüé*, Pigüé, Province de Buenos Aires, 2017.

gouvernements sont tout à fait envisageables, d'autant plus si ceux-ci sont considérés comme étant alliés du prolétariat.

La question de l'autonomie prend une autre dimension si l'on compare l'ensemble du mouvement ouvrier avec la branche que représentent les ERT. Tout d'abord, ces dernières sont soumises à une autonomie *subie* étant donné le retrait syndical et partisan de ce terrain. Néanmoins, cette autonomie sur le plan de la représentation politique n'implique pas la possibilité de mettre en place des stratégies autonomistes d'une plus grande ampleur, comme le propose le courant anarchiste ou le syndicalisme révolutionnaire dans une moins grande mesure. En effet, les ERT ne pèsent pas très lourd économiquement et ne peuvent à aucun moment parier sur la grève comme stratégie de lutte, pour des raisons assez évidentes. Très dépendantes des principaux acteurs qui déterminent les orientations de l'économie argentine, les ERT prises dans leur ensemble ne peuvent donc pas parier sur une autonomie économique, à laquelle s'adapterait une autonomie politique. Par conséquent, lorsque nous parlons d'autonomie politique subie, nous devons le comprendre d'une manière particulière. En effet, face à l'impossibilité de s'engager dans une réelle voie autonomiste, l'héritage de ce type de stratégies incarnées par différents référents des ERT prennent une dimension particulière dans ce milieu, comme s'il s'agissait d'un filtre qui vient ralentir un rayon lumineux et en modifie la couleur.

En ce sens, lorsque nous parlons d'héritage ou de similitudes stratégiques et théoriques entre les prises de position possibles dans le champ syndical et dans le milieu des ERT, nous devons prendre en compte les spécificités de ce dernier, dans le sens où une simple translation est impossible entre les deux espaces. Par contre, nous pouvons parfaitement prendre en compte le concept d'homologie structurale, non pas nécessairement au sens de Lucien Goldman (1955) et de Roland Barthes (1966) mais plutôt au sens bourdieusien.

« Le concept d'homologie structurale intervient donc comme un maillon causal à plusieurs endroits stratégiques de l'édifice théorique – en résumé, dès qu'est identifié un champ existant des homologies entre les positions et les prises de position à l'intérieur de ce champ, entre ce champ et les autres champs y compris le champ du pouvoir et l'espace social »²²³

²²³ Roueff, O. (2013). Les homologies structurales: une magie sociale sans magiciens? La place des intermédiaires dans la fabrique des valeurs. *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu, Paris, La Découverte*, p.157

Pierre Bourdieu lui-même, lors de son cours du 10 mai 1984 au Collège de France exprime la même idée en d'autres termes : « En réalité, le porte-parole, le manipulateur ne manipule que parce qu'il est lui-même manipulé ; il ne fait croire que parce qu'il croit en l'un des mécanismes qui font que les manipulateurs, les porte-parole croient à ce qu'ils disent – ce qui contribue à l'effet de croyance dans ce qu'ils disent-, ce sont des effets d'homologie entre l'espace des mandataires et l'espace des mandants. Je l'exprime de façon arbitraire [...] : si le mandataire n'est pas cynique, c'est que, très souvent, chaque mandataire (chaque clerc, chaque agent religieux etc.) est aux autres mandataires (aux autres clercs, aux autres agents religieux, etc.) qu'il combat dans un rapport homologue à celui de ses destinataires à d'autres destinataires.

Par exemple, dans un champ politique relativement autonome, celui qui occupe une position *a* de gauche est à celui qui occupe une position *b* de droite ce que celui qui occupe une position *A* de gauche dans l'espace social est à celui qui occupe une position *B* de droite dans l'espace social : le porte-parole des dominés est au porte-parole des dominants dans une relation homologue à celle des dominés aux dominants. Ce qui fait qu'on est dans la logique du coup double qui est l'une des choses les plus compliquées à comprendre dans le monde social. Elle signifie que chaque coup que les agents font à l'intérieur du champ relativement autonome (chaque coup du prophète contre le prêtre, chaque coup du poète contre d'avant-garde contre le poète d'arrière-garde, de l'académicien contre le poète symboliste, etc.) va, du fait de l'homologie entre le champ relativement autonome et les espaces plus larges (espace de la clientèle bourgeoise en littérature, espace des votants), être surdéterminé. Les gens vont faire d'une pierre deux coups. Si je suis porte-parole de la Gauche prolétarienne, en faisant un mauvais coup aux trotskystes, j'exprime le groupuscule homologue dans le champ »²²⁴.

En reprenant les logiques exprimées jusqu'ici, nous pouvons construire un schéma analogue concernant l'espace de la représentation politique des ERT. En effet, nous pouvons voir une correspondance entre, par exemple, le fait de défendre une posture autonome dans le champ syndical, et le fait de la défendre au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, du fait de l'homologie structurale des deux espaces.

Revenons brièvement sur la position d'Abelli, représentative d'une fraction du mouvement des ERT.

²²⁴ Bourdieu, P. (2017). Sociologie générale, vol. 2. Cours au Collège de France (1983-1986). Le Seuil. p. 398-399.

D'un côté, la centralité du travail dans les rapports sociaux se retrouve, comme l'indique Maxime Quijoux (2013), très présente dans les luttes pour les récupérations d'entreprise et vient façonner les orientations politiques et discursives des OPR, dont Abelli fut l'un des dépositaires de la parole collective en tant que président de deux d'entre elles. Autrement dit, José Abelli est un des rares acteurs à avoir produit du discours en tant que porte-parole. Bien sûr, nous pourrions prolonger quelque peu une certaine fiction et considérer qu'il s'est contenté de relayer les avis des uns et des autres, que son corps et sa conscience ont simplement été agis par le groupe mais cela suppose de nier le pouvoir du porte-parole sur le groupe, sur l'organisation, de nier que si pour être porte-parole l'individu doit s'effacer au profit de sa fonction, il n'en demeure pas moins un individu conscient de sa position et de son discours. Cet élément est déterminant dans l'analyse des entretiens car cela permet d'établir un filtre supplémentaire entre son discours et la réception de celui-ci. Quand Abelli parle, ce sont des périodes du *MNER* et de la *Facta* qui parlent, qui correspondent à la tendance qu'il incarne. Son discours laisse entrevoir les positionnements passés de ces OPR, les tendances qui leur préexistent et permet aussi de comprendre, au regard d'un panorama politique plus général, les raisons qui ont mené à son éloignement de la capitale.

D'un autre côté, nous retrouvons dans le discours d'Abelli un des fondements de l'organisation politique des ERT argentines : « Lorsqu'on avait l'Etat social le travailleur était un sujet passif. Il y avait un modèle de représentation, les syndicats nous représentaient à travers la négociation salariale, tout cela fonctionnait. Il y avait une participation démocratique du travailleur et si le péronisme était au pouvoir on était aussi représentés au niveau du gouvernement. On a dû ensuite nécessairement passer de l'état de sujet passif à l'état de sujet actif. Il a fallu nous approprier de notre propre représentation et l'exprimer dans l'organisation du travail pour soutenir notre économie, pour soutenir nos familles pour soutenir notre dignité. On ne savait faire rien de tout ça.

-On débattait de quoi à ce moment-là alors ?

-(Rires). On voulait que vienne un patron et qu'il prenne en charge la production, on voulait continuer à gagner notre salaire »²²⁵.

²²⁵ Entretien réalisé auprès de José Abelli.

S'agissant d'un entretien assez transversal, je m'y référerai à plusieurs reprises au cours de cette thèse avec l'analyse d'extraits différents à chaque reprise.

6.1 Représentation-mandat, représentation-identité et représentation-incarnation.

L'autre raison implicite pour laquelle Abelli insiste sur son passé en tant que travailleur est qu'il se démarque ainsi d'autres dirigeants d'OPR, notamment Luis Caro (président du *MNFRT*) et l'actuel président de la *Facta*, Federico Tonarelli qui ne proviennent pas de milieux ouvriers avant d'assumer les fonctions de dirigeants d'organisations ouvrières. La ressemblance avec des débats qui traversent les différents courants du mouvement ouvrier national et le rapport avec leur représentation et organisation politique est une nouvelle fois frappante : « Aucun de ceux qui sont à la *Facta*, Federico [Tonarelli], Favio [Resino] ni Silvia [Diaz] sont des travailleurs, ils viennent tous de la politique, ce sont des bureaucrates qui défendent leurs propres intérêts en parlant des travailleurs »²²⁶.

Cette distinction si explicite mobilise également une conception implicite de la représentation politique dans laquelle s'opposent un certain type de représentation-incarnation à un certain type de représentation-mandat.

Afin d'évacuer rapidement un long débat, je prends dès maintenant le parti, dans le sillon de Sintomer (2018) qui reprend à son tour l'argument d'Edmund Burke, de considérer que certaines formes de représentation-mandat telles que les trustees ou les mandats libres sont tributaires d'une logique de représentation-incarnation, dont une de ses formes les plus anciennes, la représentation-identité trouve ses racines au Moyen-âge. Ainsi, « dans la représentation-identité, une partie est identifiée au tout, selon le motif de la synecdoque particularisante de la *pars pro toto*, où la partie vaut pour le tout. Dans cette mesure, l'entité politique globale agit par elle-même (*per se ipsum*) à travers sa partie, que ce soit dans le cas de la Commune et de son Conseil, de l'Église et de son concile, de l'Empire et du Collège des princes-électeurs, ou encore, plus tard, des royaumes ou de l'Empire avec les États généraux ou la Diète. On peut ainsi dire que « les états sont le territoire », ou que, dans une certaine mesure, « dans des actions spécifiques, le conseil "est" la commune, et le concile l'Église »²²⁷. En termes

²²⁶ Ibid

²²⁷Sintomer, Y. (2018). La représentation-incarnation : idéaltype et configurations historiques. *Raisons politiques*, 72(4), p.17

bourdieusiens, il en va de même pour les individus : « Hobbes retrouve ou reprend la doctrine de la « corporation » élaborée par les canonistes du XIII^e siècle, notamment à propos de l'Église, en insistant seulement sur l'effet unificateur qui résulte de l'unicité du représentant, entendu à la fois comme plénipotentiaire et comme symbole du groupe, corpus unum dont il est l'incarnation visible ou, mieux, la manifestation in effigie »²²⁸.

De ce fait, même si José Abelli est mandaté en tant que représentant d'un groupe de travailleurs selon la logique de la représentation-mandat, il mobilise avant tout son statut de travailleur dans une logique de représentation-identité qui s'inscrit dans un cadre plus large de représentation-incarnation, selon lequel le représentant est semblable aux représentés au point que ceux-ci se fondent en lui. Lorsqu'il précise que d'autres présidents d'OPR « ne sont pas des travailleurs » il remet en réalité en question l'authenticité de la représentation mandat lorsque celle-ci ne se complète pas avec des logiques propres à la représentation-incarnation, ce qui lui sert à réaffirmer sa position.

6.2 Un cadre issu de la praxis.

Nous abordons ensuite le cas d'ERT qui figurent parmi les premières récupérées du pays. De nos jours, très peu d'ERT se forment sans l'intervention, tout du moins indirecte d'une OPR donnée, même si par la suite l'ERT décide de ne pas y appartenir ou d'être représentée par celle-ci. Cependant avant la constitution du *MNER*, les récupérations se produisent le plus souvent en dehors de tout encadrement institutionnel et sont par ailleurs le moteur qui fait émerger ou qui attire celles et ceux qui formeront plus tard la première OPR du pays.

Abelli revient sur cette période, qu'il a vécu en tant que travailleur : « on a tenté de nous déloger de notre usine, il y a eu des répercussions médiatiques. Il y avait dix usines qui fermaient par jour en Argentine et nous on était des fous qui levaient les volets de la nôtre. Les travailleurs de l'usine *Milhojas*, une usine de pâtes sont venus nous voir à Rosario, et ils étaient en train de subir une situation similaire. Ils nous disaient « on ne connaît rien à tout ça nous, mais voilà ce

²²⁸Bourdieu, P., (1984). « La délégation et le fétichisme politique ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin. Le travail politique. p.51

qui nous arrive ». On a récupéré *Milhojas* et puis sont venus les travailleurs de *Zanello*, l'usine de tracteurs ». Arrêtons-nous à ce stade afin de remarquer la constitution ex post du « on ». Au moment de ces événements, aucun groupe n'est constitué. Abelli fait donc apparemment référence aux membres de l'ERT dans laquelle il se trouve, mais nous verrons plus tard que ce n'est pas exactement le cas. Reprenons là où nous nous sommes arrêtés.

« -*Zanello* a été récupérée ?

-*Pauny*, oui, c'est la plus grande usine de tracteurs du pays. Six-cent travailleurs. Ensuite sont venus les travailleurs d'une usine de produits laitiers, accompagnés par le syndicat ATILRA et là on apprend qu'à Buenos Aires il y avait un frigorifique, qu'il y avait *IMPA* et on y est allés... et le *MNER* est né ». De toute évidence, ce ne sont pas tous ses compagnons de travail qui se rendent à Buenos Aires et c'est pourquoi ce « on » désigne en réalité un petit groupe informel de travailleurs dotés d'un certain « savoir-faire » en récupérations d'entreprises. Il s'agit là d'un des tous premiers groupements qui constituent par la suite le *MNER*.

En résumé, à travers l'analyse de cet entretien, plus précisément de ces extraits d'entretien, nous sommes en mesure d'apercevoir la résurgence de certains clivages historiques du mouvement ouvrier argentin, tel que celui opposant les ouvriers aux « bureaucrates », termes qu'Abelli utilise pour qualifier les dirigeants actuels de la *Facta*, dont il a été le premier président. Comme nous le verrons plus tard, la *Facta* est initialement issue d'une scission du *MNER* mais la plupart de ses dirigeants actuels n'ont jamais intégré le *MNER*.

Les positions idéologico-politiques portées par ceux qui deviendront officiellement dirigeants du *MNER* se retrouveront sous la même organisation durant une courte période. Leur caractère irréconciliable aboutit d'ailleurs à la première scission du *MNER* mettant fin ainsi à la courte période en question.

7. L'héritage de la « bureaucratie syndicale » péroniste : l'avocat du travail d'Avellaneda.

Penchons-nous à présent sur la tendance incarnée par Luis Caro, l'avocat du travail péroniste qui, comme nous le verrons plus tard, acquiert une certaine importance avec la gestion de la reprise de l'usine textile *Bruckman*, lutte initialement encadrée par le *PTS*. L'échec de la stratégie de ce dernier -qui prône une étatisation sous contrôle ouvrier, improbable dans le contexte donné- et la victoire de celle de Caro propulse celui-ci sur le devant de la scène des ERT durant une période relativement longue.

Luis Caro est héritier idéologique de la droite péroniste, promoteur d'une certaine efficacité économique au détriment de la promotion des aspects politiques de l'autogestion vis-à-vis du reste de la société.

Il est important de remarquer que les différences idéologiques qui conduisent aux scissions institutionnelles étaient déjà présentes et contenues dans –ou par- le groupe sériel initial ainsi que dans le *MNER*. Nous verrons également plus en aval que si certains acteurs ne proviennent pas du milieu des ERT, comme c'est le cas de Caro, d'autres y voient un levier pour intégrer le champ politique au niveau local, comme c'est le cas du polémiste Diego Kravetz.

Ceci évoque à nouveau les travaux de Mischi (2018) dans lesquels l'auteur analyse la porosité des champs politiques et syndicaux à travers l'étude de parcours de syndicalistes qui arrivent, grâce à leur formation et leur légitimité acquise dans le champ syndical, à investir les conseils municipaux afin d'y porter la voix des travailleurs. Le cas de figure d'un individu qui n'émane pas du milieu des ERT mais qui l'intègre dans un premier temps pour ensuite, dans un second temps, intégrer le champ politique national ou local est quelque peu différent, en raison de son origine. Toutefois, leur existence indique une porosité manifeste entre ceux deux milieux. Avec le cas de Murua nous avons vu que c'est la frontière qui « sépare » le champ syndical du milieu des ERT qui n'est pas hermétique. Nous verrons également plus tard que certains dirigeants d'OPR intègrent par la suite le champ syndical grâce au capital accumulé dans le milieu des ERT.

Revenons sur le courant porté par Luis Caro, qui fait partie des dirigeants du *MNER* pendant un court laps de temps avant de former sa propre OPR, le *MNFRT*. L'ancien mécanicien marin, devenu avocat du travail à la fin des années 1990, devient rapidement un référent pour les ouvriers en lutte grâce à sa capacité à les conseiller et à obtenir des décisions judiciaires qui leur sont favorables.

Il prône par ailleurs une gestion très entrepreneuriale des ERT et met l'accent ainsi sur l'efficacité économique de l'autogestion. Cela crée évidemment des tensions avec d'autres dirigeants qui, sans vouloir négliger cette dimension voient dans l'autogestion un germe potentiellement transformateur de la société argentine et par conséquent, une portée symbolique et politique bien supérieure à celle qu'envisage Luis Caro. D'un autre côté, l'accent mis sur les aspects managériaux entre en collision avec un principe fondamental de l'autogestion : l'autonomie des assemblées et l'indépendance de leurs décisions. Ne retrouvons-nous pas, à très petite échelle, la tension qui existe entre la souveraineté des Etats et les injonctions de bonne gouvernance « dans un monde qui bouge » qui remettent bien souvent en question le pouvoir de décision collective au niveau national ? Nous reviendrons par la suite sur ces débats qui ont profondément secoué le milieu.

Je ne dispose malheureusement pas d'enregistrements ou d'entretiens datant de l'époque pré 2002 dans lesquels s'expriment les acteurs qui défendent le courant de Caro. Je ne peux que supposer que sa ligne idéologique demeure essentiellement la même lorsque je réussis à m'entretenir avec lui. Je dispose également d'un grand nombre d'extraits d'entretien effectués entre 2015 et 2018 dans lequel lui-même et ses pratiques –desquelles je déduis son positionnement- sont directement mentionnées. Précisons également qu'il existe un large consensus au sein du milieu en rapport aux critiques adressées à ce courant et à la personne de Luis Caro, très souvent accusé de pratiques frauduleuses. Dans ces conditions, il existe une difficulté supplémentaire à analyser les discours d'un milieu si clivé à celle qui est déjà inhérente au type de discours produits par des acteurs conscients de leur position politique et de leur stratégie discursive. Le récit de certains faits, processus ou événements communs varie fortement en fonction du point de vue de la locution au point qu'il est très difficile par exemple d'établir sans équivoque certaines dates importantes. Toutefois, ces « imprécisions » qui émergent de la confrontation de récits sont tout à fait parlantes pour établir avec, cette fois ci, beaucoup de précision la répartition de positions relatives au sein du milieu. En ce sens, en comparant les discours de Caro et de ses partisans avec celui produit par le reste des acteurs avec lesquels je me suis entretenu, nous sommes en mesure de situer ce si contesté avocat du travail.

Suite à quelques échanges de mails, Luis Caro m'accorde un rendez-vous pour réaliser un entretien dans son cabinet situé à *Avellaneda*, province de Buenos Aires. Il est lui-même

originaire de ce quartier mais son lieu de naissance est plus éloigné du périphérique, qui marque la limite entre la ville autonome de Buenos Aires et sa province, que son bureau. Il est intéressant de remarquer qu'il ne me reçoit pas dans une usine ou une entreprise récupérée, où la plupart des dirigeants y établissent leur bureau, mais au 10^e étage d'un immeuble résidentiel qui abrite son exigü cabinet d'avocat. Une fois faites les présentations et suite aux remerciements que je lui adresse, nous nous asseyons à son bureau. Je me présente comme un étudiant français qui effectue une recherche sur les entreprises récupérées en Argentine et j'évite soigneusement d'évoquer les autres dirigeants et travailleurs avec lesquels je me suis entretenu jusqu'alors. L'enjeu est multiple. Je suis conscient à ce moment-là qu'il s'agit d'un personnage contesté, souvent accusé de corruption et de pratiques frauduleuses. Je dois être particulièrement attentif au caractère situé de son discours mais je dois également accéder à son réseau d'ERT afin d'y réaliser des entretiens. L'étudiant doit apparaître comme neutre à ses yeux. Je découvre au cours de l'entretien quelqu'un de très charismatique, qui tient un discours qu'un libéral qualifierait de pragmatique en rapport à la gestion des ERT. Parmi tous les paramètres sur lesquels peuvent agir collectivement les travailleurs autogérés, Caro privilégie la maximisation du chiffre d'affaires et des rémunérations individuelles. Cela peut se traduire par moins d'engagement politique –qui participe à développer le secteur et donc à le renforcer, ce qui se traduit par une durabilité du chiffre d'affaires- ou encore, par une moindre création de postes de travail. Je comprends, je vis, je ressens, que sa capacité de conviction repose en partie sur son charisme, sa manière de parler qui met en évidence son origine populaire, qu'il ne manque pas de rappeler. Son enfance à Villa Dolores, à l'est d'Avellaneda, zone rouge en termes de délinquance est évoquée à maintes reprises, ainsi que son engagement précoce dans le péronisme. « Mon papa m'emmenait au club de quartier voir *La Hora de los Hornos* de Pino Solanas », je l'ai vu plusieurs fois... Le film complet durait quatre heures ! ». Alors que j'en avais vu que quelques extraits, je réponds par l'affirmative lorsqu'il me demande si je l'ai vu. « C'était dangereux », me dit-il, pour faire référence à ce qui impliquait de visionner publiquement ce film dans le contexte politique de l'époque. Il s'agit d'un documentaire, « l'Heure des brasiers » en français dans lequel son réalisateur, Fernando « Pino » Solanas, sénateur socialiste jusqu'à son décès en novembre 2020, analyse les causes structurelles de la pauvreté en Amérique Latine et les mouvements politiques qui cherchent à y répondre pacifiquement dans un premier temps puis, dans un deuxième temps pour certains, à travers la lutte armée, comme le groupe *Montoneros*, d'obédience péroniste à tendance marxiste. Sa date de parution (1968) n'est pas anodine, si elle est mise en perspective avec la chronologie des chefs d'Etat argentins. En effet, *La Hora de los Hornos* paraît en pleine dictature militaire, deux

ans après le coup d'Etat à travers lequel Juan Carlos Onganía remplace par la force le président élu démocratiquement, Arturo Umberto Illia. Le pays subit alors un nouveau tournant autoritaire qui se traduit, une fois de plus, par la répression des mouvements ouvriers et étudiants ainsi que par la censure de la presse et de la culture. Dans un tel contexte, le documentaire de *Pino Solanas* ne pouvait être que classé comme subversif et bien évidemment interdit. Les visionnages ne se faisaient que de manière clandestine, notamment au sein des cercles péronistes qui, malgré la proscription du *Partido Justicialista* et la persécution de tout ce qui s'en approchait à partir de 1955, forment une nébuleuse dont le noyau dur est identifié comme « la résistance péroniste » (Salas, E., 2013).

Le fait que Luis Caro me dévoile l'information selon laquelle il assistait au visionnage, accompagnant son père, d'un tel documentaire permet de situer les débuts de son engagement militant. Cela nous permet de comprendre comment un avocat du travail, a priori relativement éloigné des réalités vécues par des ouvriers dont le combat pour récupérer leur usine est principalement motivé par la peur de basculer dans la misère –de laquelle on ne revient généralement pas-, finit par être porté vers les ERT argentines. Cet élément n'explique pas tout, le fait de devenir un des principaux référents d'un tel mouvement lui confère également un statut, une légitimité, un prestige qu'il n'aurait jamais acquis en tant que « simple » avocat du travail, en tant qu'anonyme d'Avellaneda parmi les anonymes de Buenos Aires et sa banlieue. A cette motivation s'ajoute, selon ses détracteurs –c'est-à-dire tous les acteurs du milieu des ERT qui le connaissent et qui ne font pas partie du *MNFRT*- une injonction bien plus marchande, celle de l'argent. Nous reviendrons sur ce point plus tard.

Le titre de cette sous partie mentionne « le péronisme de droite ». Nous avons déjà déconstruit cette notion mais nous pouvons rappeler les principales caractéristiques de ce positionnement idéologique. Plusieurs tendances s'affrontent au sein du mouvement ouvrier avant l'avènement du péronisme, qui marque en quelque sorte la suprématie du syndicalisme révolutionnaire avant 1945, vis-à-vis des autres courants au sein du mouvement ouvrier. Toutefois, le syndicalisme révolutionnaire ne constitue pas un courant exempt de contradictions internes et de tensions qui appellent ce que certains considèrent un dépassement. L'une d'entre elles oppose ce que nous pourrions appeler « les syndicalistes », dans l'aspect bureaucratique, vertical et parfois autoritaire que peut avoir ce type d'organisation ouvrière aux « révolutionnaires », notamment regroupés autour de la JP, la « Jeunesse Péroniste », qui déplore le remplacement programmatique des élites partisanses –ou syndicales - qui abandonnent leurs velléités

révolutionnaires au profit d'impératifs de maintien au pouvoir, pour reprendre les termes de Roberto Michels, lui-même proche des syndicalistes révolutionnaires français (Pouthier, 1986).

Ainsi, si l'on suit l'avis d'Andrés Ruggeri, Caro se positionne plutôt du côté de « la bureaucratie syndicale »²²⁹ du fait de ses pratiques de gestion mais surtout quant à son opposition au courant porté par Murua, chez qui l'identification au péronisme est accompagnée d'un discours fortement révolutionnaire et anti capitaliste. Luis Caro s'oppose en effet à ce qu'il appelle « faire de la politique » dans les usines et les entreprises récupérées en général : « est-ce que tu mettrais un atelier de montage dans une salle de classe ? Non. Alors je ne vois pas pourquoi on mettrait une école ou un centre culturel dans une usine. Une usine c'est fait pour travailler, pas pour faire autre chose, ceux qui veulent faire de la politique peuvent le faire en dehors. D'ailleurs si tu regardes les principes coopératifs, il y est écrit qu'elles sont autonomes et indépendantes. Les membres y adhèrent indépendamment de leurs opinions politiques »²³⁰. Cet extrait d'entretien constitue un concentré de la ligne défendue par le *MNFRT*. Toutefois, sous couvert de neutralité, Caro réalise ici une attaque en règle contre le courant porté par Murua à travers, en grande partie, d'une définition extrêmement restreinte de la politique qu'il semble identifier à la politique partisane, mais pas seulement. Ce sont aussi les pratiques qui sont visées : « faire de la politique » est ici entendu au sens le plus visible de l'action. La production et la diffusion de tracts, l'élaboration de banderoles pour aller en manifestation sont également à proscrire du lieu que sont, pour Caro, les entreprises autogérées. Nous pouvons apercevoir la configuration des tensions déjà présentes lors du processus de constitution de la première OPR, qui mène ensuite à son éclatement.

Nous avons jusqu'ici analysé la genèse des OPR, identifié les sources de militants qui les intègrent ensuite pour glisser ensuite vers une caractérisation des courants qui se forment avant la constitution formelle du *MNER*. Nous avons par conséquent longuement évoqué les syndicalistes péronistes de *l'UOM de Quilmes* et par conséquent le parcours de Murua. Cependant nous ne nous sommes pas nécessairement penchés sur toutes les implications de

²²⁹ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri dans les locaux de la coopérative « La Cacerola », Buenos Aires, 2018.

²³⁰ Entretien réalisé auprès de Luis Caro, président du *MNFRT* dans son cabinet d'avocat, Avellaneda, Buenos Aires, 2017.

cette tendance de peur de surcharger la sous partie qui visait avant tout à établir l'origine des premiers militants. Le développement qui suit cherche à combler ce manque.

8. L'héritage du péronisme révolutionnaire, matérialisé dans un secteur dissident d'une section locale des métallos de l'*UOM*.

Ce courant est celui porté par le groupe de Murua, qui est celui qui domine et que porte le *MNER* actuel. Avant la constitution de cette OPR il ne s'agissait que d'une branche informelle difficile à appréhender sans un certain recul historique.

Ce groupe sériel (Bourdieu, 1984) s'articule, tout comme ses homologues, autour d'un certain nombre d'ERT selon un processus assez simple : les ERT dont le conflit a été dirigé par Murua et les militants qui l'accompagnent sont autant de sources potentielles de légitimité pour celui-ci, qui devient à la fois un facteur fédérateur d'unités productives et de travailleurs qui les intègrent qui autrement auraient été isolés. Cette communion se matérialise par la constitution d'un réseau d'interconnaissances mobilisable au rythme des nouveaux conflits dans des entreprises proches de la faillite qui, si leur récupération se fait avec succès, viennent grossir les rangs du réseau. Cette même dynamique se retrouvera plus tard de manière formalisée lorsque la représentation politique du milieu des ERT sera structurée par différentes OPR. Ainsi, comme nous l'avons vu, la première victoire de ce groupe de militants issus de la *UOM* de Quilmes est la récupération *d'IMPA*, que les travailleurs, selon le schéma que nous venons de décrire plébiscitent en les acceptant comme représentants. Ce processus ne se fait pas sans heurts, comme nous le verrons au cours du chapitre dédié à *l'IMPA*.

Un travailleur *d'IMPA* raconte : « On était un petit nombre de *recuperées*²³¹ à cette époque [en 2000] et on était tous solidaires. Dès que des camarades avaient besoin de notre aide on se mobilisait pour eux de la même manière que d'autres l'ont fait pour nous.

-Et comment vous saviez que d'autres avaient besoin d'aide ?

²³¹ « *Recuperadas* » en espagnol. Le terme est très souvent employé pour désigner une entreprise récupérée par ses travailleurs.

-C'était le rôle du mouvement, les gens venaient parler à Murua ou à d'autres et ils se chargeaient de coordonner tout le monde »²³².

Cette solidarité inter travailleurs ne s'effrite pas par la suite malgré le fractionnement de leur représentation politique. Toutefois, les mobilisations suivent généralement les canaux marqués par les réseaux constitués par –et autour- les OPR, ce qui donne l'illusion d'un fractionnement de la base si l'on prend comme seul critère la structure des mobilisations.

Venons-en aux positionnements idéologiques qui caractérisent ce courant. Afin d'en dégager les caractéristiques principales nous avons dû, comme pour les autres, croiser des entretiens et supposer que les lignes idéologiques existantes entre 2015 et 2018 sont sensiblement les mêmes que celles du début des années 2000 à la différence près qu'elles n'étaient pas encore inscrites dans différentes OPR, dont le discours officiel est incarné par leurs porte-parole respectifs.

Concernant des dirigeants comme Murua, nous devons distinguer au moins deux niveaux de production de discours, selon le public à qui ils sont adressés. Hormis les membres du *Parti des Travailleurs Socialistes*, que nous n'avons pas encore mentionné en raison de leur totale absence dans la constitution des OPR, les dirigeants ne font pas de « prosélytisme » idéologico-partisan à l'intérieur des usines. Le discours politique produit dans le sein de l'unité productive a plutôt à voir avec le changement de perception des travailleurs qui, après une vie passée à être des sujets receveurs d'ordres deviennent subitement des sujets actifs capables, dans une certaine mesure de prendre collectivement en main leur destin ainsi que celui de leur lieu de travail. Toutefois, s'agissant des projets collectifs qui, tout en étant reliés, dépassent le cadre réduit de l'unité productive, plusieurs différences apparaissent progressivement. Celles-ci entretiennent par ailleurs une relation avec les positionnements idéologico politique des porte-parole. Ainsi, Murua provient d'une longue tradition militante. « J'ai commencé à militer à 14 ans, quand j'étais encore au collège. J'étais déjà péroniste à l'époque (rires) je militais dans mon syndicat étudiant »²³³. La description du contexte de l'entretien doit venir compléter cette retranscription pour lui donner tout son sens. Je me trouve face à lui, dans son bureau, jonché de factures et de brochures, un cendrier plein fait office de presse papier. Murua me parle, comme souvent, une cigarette à la main. Derrière lui se dressent les deux grands portraits déjà mentionnés. A gauche celui d'Eva Perón, à droite celui de Juan Domingo Perón, comme s'il s'agissait, en plus

²³² Entretien réalisé auprès d'un travailleurs associé de l'*IMPA*.

²³³ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux administratifs de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2017.

d'afficher pour les visiteurs une identification politique évidente, d'affirmer un pouvoir ouvrier sur les lieux qui ont autrefois appartenu à une administration corrompue. En effet, le fait de pouvoir accrocher ces deux tableaux à cet endroit est significatif d'un changement dans les rapports de force capital-travail.

D'autre part, les indices de son positionnement idéologico-politique, amplement partagé, plus tard, par les membres du *MNER* actuel, sont omniprésents dans son discours. Au cours de nos entretiens, Murua revient plusieurs fois sur l'objet de cette lutte ouvrière, sur le rôle des dirigeants et sur sa propre action. Je retranscris l'un de ces extraits qui, faute de recouvrir la totalité de son point de vue est tout de même assez représentatif. Point de chauffage malgré le froid hivernal portègne de ce début d'après-midi grisâtre. Le bruit des machines parvient étouffé par les nombreux murs et couloirs qui séparent la partie administrative des salles de production. Je n'ai jamais réussi à trancher quant à la manière dont Murua me perçoit. Suis-je un étudiant embêtant, simplement toléré dans les lieux ou bien mes questions suscitent un réel intérêt ? Dans tous les cas sa manière charismatique de me parler masque toute éventuelle animosité ou exaspération à mon égard. Nous partageons un maté et après tout, nous abordons un des sujets de prédilection d'un homme qui a passé sa vie à militer : nous parlons *de politique*. Concernant son engagement, Murua déclare : « l'autogestion je la vois comme quelque chose de défensif. On n'est pas en train de faire la révolution ici. Il y a beaucoup de jeunes comme toi sûrement, qui arrivent avec plein d'idées, des idées reçues dans la tête et ils voient ce qu'ils veulent voir. « Les ouvriers ont socialisé les moyens de production » et pour eux c'est le grand soir. Mais ce n'est pas du tout ce qui se passe ici. Les travailleurs se battent avant tout pour maintenir leur poste de travail. Mais tout ça n'empêche pas que pour nous [les militants, les plus engagés] c'est aussi une lutte ouvrière contre le capital. Je le répète souvent mais le travail est un bien rare et il devient de plus en plus rare avec le changement technologique. Alors nous ce qu'on fait c'est aussi résister contre cette logique qui attaque toute la classe ouvrière. Par contre je crois à la révolution moi, elle est nécessaire. Ce n'est pas possible qu'on vive dans un pays qui produise de la nourriture pour 400 millions de personnes et on ait des gosses qui crèvent de faim, on est que 46 millions ici. Et je ne parle pas que de l'Argentine, c'est toute la *Patria Grande* dont rêvaient San Martin²³⁴, Bolivar, Artigas, Perón qui est soumise au même

²³⁴ Grande figure de l'anti impérialisme latino-américain, José de San Martin est le général qui, à la tête de l'armée des Andes, libère l'actuel Chili du joug espagnol ainsi que le nord de l'Argentine. Lorsqu'il arrive à *l'Alto Peru*, il cède le commandement à Simon Bolivar et finit sa vie dans la pauvreté la plus totale à Boulogne Sur Mer. Le mur où Murua a accroché les tableaux d'Eva Perón et de Juan Domingo Perón sépare son bureau du hall de l'étage administratif de l'usine. Sur le même mur

problème. Mais tant que la conscience de nos peuples ne changera pas... Tiens regarde par exemple l'ouvrier qui vote Macri. Il habite à côté du *planero*²³⁵, souvent dans le même bidonville et il l'accuse de fainéant, de toucher des sous sans travailler alors que son propre poste de travail est ultra subventionné. Je te donne un exemple d'un secteur que je connais bien, on a fait un calcul avec *El Observatorio de la Riqueza*²³⁶ et si t'additionnes les subventions directes et indirectes aux multinationales comme Ford, un manoeuvre qui touche on va dire entre 15000 et 20000 *pesos* es subventionné à hauteur de 6000 *pesos*.

-Comment vous trouvez ce chiffre ?

-On prend les subventions totales et on les divise par la quantité de postes de travail »²³⁷. A travers cet extrait nous pouvons entrevoir une partie des sources d'inspiration qu'impliquent un tel positionnement idéologique. A cela s'ajoute une vision macroéconomique qui dépasse complètement le cadre de l'unité productive que représente une coopérative ouvrière. Si le « rassemblement » de Murua s'enracine dans des bases matérielles qu'incarnent les ERT, la vision politique de celui-ci transcende la seule lutte pour l'autogestion. Je retranscris par la suite un extrait d'un autre entretien réalisé auprès de Murua. Au cours de celui-ci nous pouvons déceler d'autres fondements idéologiques du positionnement de son rassemblement, notamment à travers une interprétation particulière de certaines catégories marxistes.

« Aujourd'hui, pour créer un poste de travail dans n'importe quelle partie du monde, bon toi tu es européen, aujourd'hui ça coûte en Europe 450 000 euros [par an]. Aux Etats Unis, 330000 dollars et en Argentine, deux millions de *pesos* [de 2015]. En dollars ça fait, selon *le dollar que tu prends*²³⁸, environ 300 000 dollars. C'est la somme que n'importe quelle entreprise capitaliste sérieuse doit investir pour créer un poste de travail. Et nous on disait quoi ? Que de

donc, mais du côté du hall est accroché un très grand portrait de José de San Martín, qui accueille les visiteurs du haut de son cheval, l'épée levée.

²³⁵ Dérivé du terme « plan », raccourci de « plan social » dont la traduction française est « allocation ». Les *planes* sont souvent associés au clientélisme, à la fainéantise dans l'imaginaire de la droite argentine.

²³⁶ Il s'agit d'un organisme semi-informel qui produit des statistiques sur les inégalités et la répartition des richesses. Cet observatoire est dirigé par un proche de Murua, Guillermo Robledo.

²³⁷ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, dans les locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2017.

²³⁸ Au moment de réaliser cet entretien, le marché des changes argentin était fortement régulé par les pouvoirs publics afin d'éviter au maximum l'inexorable dépréciation de la monnaie nationale. Dans le cadre de cette régulation, plusieurs taux de change officiels étaient en vigueur, selon le secteur du marché auxquels ils étaient adressés. Ainsi, s'il s'agissait pour un argentin de se procurer des dollars pour faire du tourisme à l'étranger, le taux de change qui lui était appliqué était supérieur, par exemple, à celui qui était adressé aux importations de certains produits non protégés.

notre côté on est convaincus qu'avec seulement 300 000 *pesos* [aux taux de change de 2015] ça suffisait. Pourquoi ? Parce que nous on avait des usines fermées avec des machines à l'intérieur et des travailleurs à l'extérieur. La seule chose qu'on avait à faire c'était d'incorporer les travailleurs et le comble, ces machines et ces propriétés foncières étaient quasiment toutes détenues par des banques officielles [appartenant en partie à l'Etat] ou bien l'Etat était directement créancier. En gros, l'Etat pouvait les capitaliser. C'est assez clair ?

-Oui, bien sûr.

- Tous les patrons capitalistes s'endettent envers l'Etat. La première chose qu'ils ne payent pas ce sont leurs impôts, puis les crédits que leur octroient les banques officielles. Alors quand l'entreprise fait faillite, quelle est la structure de cette dette ? 40% envers les travailleurs, 40% envers l'Etat et 20% envers les créanciers privés. Alors nous, en capitalisant ce qui est dû à l'Etat et aux travailleurs on garde l'entreprise. Et si on la dote d'un petit capital *de travail*²³⁹ de 300 000 *pesos* aujourd'hui, par exemple, pour chaque poste de travail on pourrait générer le capital de travail nécessaire pour s'en sortir et ne pas avoir à souffrir.

-Comment est-ce qu'on trouve ce chiffre ?

-Ce chiffre a à voir avec l'espace physique, les machines que tu dois installer et avec le travailleur qui doit générer 25000 dollars mensuels pour être productif.

-Alors c'est le total du stock de capital divisé par la quantité de postes de travail ?

- Tu veux dire pour une [entreprise] privée ? Oui, c'est ça. Tu dois acheter l'usine, bah, les mètres carrés, après tu dois acheter les machines et puis ce travailleur qui... [Murua hésite et entame une digression] Quel est le problème du capitalisme aujourd'hui ? Que le travail mort a dépassé le travail vivant »²⁴⁰.

L'entretien prend une tout autre tournure à ce moment-là. Murua s'apprête à me livrer son interprétation de catégories marxistes, telles que « le travail mort », qu'il reconnaîtra par ailleurs plus en aval comme faisant partie de la pensée marxiste. Nous verrons la signification qu'il lui attribue afin de la comparer avec celle que Karl Marx nous livre dans le tome I du *Capital*.

²³⁹ Murua fait souvent référence au capital fixe, aux machines, avec le terme *capital de travail*.

²⁴⁰ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2015.

La suite de l'entretien se déroule ainsi : « Et là il n'y a plus de profit. Si le travail mort surpasse le travail vivant, qui est le seul qui permet de générer du profit, selon Marx, selon moi, et moi je ne suis personne, il ne peut pas y avoir de profit [...] quand il n'y a plus de profit il faut générer une fiction, mais là je me mets dans un autre pétrin [...] la seule chose qui existe vraiment ce sont les pauvres. Le système en a vraiment besoin. Il y a bien plus de travail improductif que de travail productif. Aujourd'hui, il doit y avoir [dans le monde] sept-cent, neuf-cent millions de postes de travail productifs, pas plus. Pour faire vivre sept milliards d'individus. Après il faut voir, un gamin qui te livre une pizza chez toi on dit que c'est un travailleur. Et quelle plus-value il peut générer ? Et celui qui promène les chiens des autres ? Pour le système c'est un travailleur. Mais ça ne peut pas générer de profit ça. Ça ne crée rien »²⁴¹.

Arrêtons-nous un instant pour analyser ce fragment. Les notions de « travail mort », « travail improductif » et de « profit » sont manifestement liées pour Murua. Il semble utiliser les deux premières comme synonymes. D'autre part, se dégage également une conception de la valeur, de la richesse, desquelles découle sa conceptualisation du travail improductif ou mort assez éloignée de celle en vigueur dans la comptabilité nationale. Pour Murua, si un livreur ne crée pas de richesses, alors qu'est-ce que la richesse ? Celle-ci semble être assimilée –et cela se confirmera plus tard au cours de mes observations- à la production de biens matériels nécessaires à la vie humaine, ainsi qu'à certains services considérés indispensables. De cela se dégage sa conception de « travail mort », incompréhensible sans considérer une vision circulaire de l'économie et de la circulation des flux de valeur. Avant d'analyser cela, précisons toutefois que la conception marxiste de « travail mort » est toute autre. Ces termes n'apparaissent explicitement formulés ainsi que trois fois dans le tome I du *Capital* aux pages 258, 279 et 377 de l'édition de 2008 de Siglo XXI en espagnol, pour désigner le stock de capital : « le capital est du travail mort qui se réanime seulement, à la manière d'un vampire, en absorbant du travail vivant et qui vit d'autant plus longtemps qu'il continue à absorber du travail vivant »²⁴². Pour Murua, le « travail mort » est du travail qui n'est pas directement impliqué dans le processus de production de biens matériels socialement utiles. Dans la vision de Murua, l'ensemble de l'économie est irriguée par la valeur créée par les secteurs « réellement » productifs qui se déverse et maintient des secteurs « improductifs ».

²⁴¹ Ibid.

²⁴² Marx, K., (2008) *El Capital, Tomo I*, Siglo XXI, Buenos Aires, p. 279.

L'entretien se poursuit : « Tout ceci fait partie d'un système de simulation pour maintenir ce mensonge. Je vais même plus loin. Nous aussi on fait partie de ce mensonge. Les travailleurs autogérés fait aussi partie de ça. Regarde, en Argentine il existe trois usines d'aluminium. En Argentine on consomme 118 millions de tubes d'aluminium par an. Nous on en fait 10, un autre [une autre usine] en fait 20, un autre 25. Ça fait 55. C'est-à-dire que 60 millions de tubes sont importés. Mais toi, aujourd'hui, avec un million deux-cent mille euros, tu achètes une machine automatique pour qu'y travaillent dix personnes et tu les produis les 120 millions. Avec rien, tu comprends ?

-Que se passerait-il si on incorpore ces machines ?

-On licencierait énormément de travailleurs.

-Une coopérative ne peut pas licencier.

- Bon, ici on n'aurait pas ce problème, on joue au *truco* et on empoche le bénéfice et puis c'est tout. Je te dirais même plus, ici on est assez conservateurs, ou moi tout du moins je le suis. Je discute souvent de ça avec les camarades : quand on a reçu des commandes qu'on ne pouvait pas réaliser, et que tous pensaient « *che*, si on la fait on va gagner plus » moi je disais « non, ne prenons pas d'autres camarades ». On fera ça quand on sera sûrs qu'il y aura du travail pour un bon moment. On ne va pas prendre des camarades pour deux ou trois mois pour lui dire après qu'il doit partir »²⁴³. Malgré une apparence « simplement » technique, cet extrait est essentiel pour comprendre le positionnement du collectif de Murua. Si l'industrie argentine et *a fortiori* l'autogestion font partie du « travail mort » -qui ne peut exister qu'à travers un certain protectionnisme industriel- les ERT sont effectivement vues comme une mesure défensive de la part des travailleurs face aux assauts du chômage et de la précarité. Pour comprendre le cadre d'analyse plus large développé par Murua, allons un peu plus loin dans le même entretien. J'aborde la question de sa formation politique : « Je viens du *péronisme montonero*. J'applique certaines choses de Marx. J'ai écrit une lettre pour Perón, le Che, Evita et Marx. Je pense qu'on rassemble tout ça nous. La pratique de conduction de Perón, avec la passion qu'y mettait Evita, la science de Marx et la volonté du Che, tout ça... Et avec la lutte pour et avec les pauvres si tu veux on ajoute Jésus. Et si on a un défaut c'est peut-être qu'on n'est pas assez solidaires avec nos secteurs les plus vulnérables. Les catégories dont je te parlais, de travail mort et travail vivant, le profit, ce sont des catégories marxistes. On vit dans un grand mensonge et personne

²⁴³ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2015.

ne veut ouvrir les yeux. Il y a eu une grève hier et la consigne était « non à l'impôt sur le revenu »²⁴⁴. C'est une folie, les secteurs qui sont en train de gagner le plus l'ont faite à partir d'un accord.

Le mouvement ouvrier aristocratique²⁴⁵, avec le gouvernement, pour que certains travailleurs gagnent plus que les autres. Un chauffeur de bus gagne actuellement 20 000 *pesos* [de 2015]. Il y a un subside total de l'Etat. Et quand tu gagnes plus après tu ne veux pas contribuer. Donc au lieu de faire grève pour augmenter l'augmentation du salaire minimum des travailleurs, qui négocient en commission tripartite depuis douze ans [...] certains gagnent 6000 *pesos* [...] mais eux [les camionneurs de Moyano] ont négocié des accords avec le patronat et au lieu de faire la grève aux multinationales et affronter les patrons non... Il se mettent d'accord avec le patronat, qui tente de dévaluer²⁴⁶ et s'opposent à l'Etat pour une histoire d'impôt sur le revenu qui en définitive vient prendre quelque chose à ceux qui gagnent le plus pour donner à ceux qui gagnent le moins »²⁴⁷.

Suite à cela, Murua entame une réflexion qui débouche sur un questionnement à propos de la lutte pour le pouvoir, objet politique s'il en est. « Le pouvoir étatique a besoin d'uniformiser la société. Et la former aussi, pour pouvoir l'exploiter à un moment donné du système capitaliste. Environ 40% des gamins en Argentine vont au collège et au lycée par contentions sociales. On leur donne à manger et s'ils n'apprennent rien ce n'est pas grave. Qu'est-ce que ça change qu'ils apprennent, si de toutes manières on ne va même pas les exploiter ? Et même dans ce cas, qu'est-ce qu'il faut apprendre pour appuyer sur un bouton ? Et tout ceci est institutionnalisé, t'as un emploi et tu t'en accommodes petit à petit. Et personne ne va dire la vérité aux gens. Je pense que nous les pauvres on fait semblant de ne pas voir les choses en face. On connaît la vérité mais on n'ose pas lutter pour le pouvoir. En réalité je pense qu'ils le savent, les pauvres savent que s'ils se rendent compte que la démocratie formelle est un mensonge ils vont se

²⁴⁴ Murua fait référence à la grève conduite par Hugo Moyano, leader du syndicat de camionneurs, pour protester contre la mise en place d'un impôt sur le revenu du travail.

²⁴⁵ Murua fait ici référence à la CGT argentine notamment, chez laquelle il voit une bureaucratisation à outrance. Cela montre bien, par ailleurs, la position du *MNER* vis-à-vis des centrales syndicales en général et réhabilite une tradition combative et autonome du mouvement ouvrier. Ce positionnement suit le schéma –abordé dans un autre chapitre– d'opposition entre d'un côté la bureaucratie syndicale, confondue dans le péronisme fédéral et d'un autre côté les jeunesses péronistes et les secteurs les plus combattifs, y compris les groupes armés tels que les *Montoneros* qui s'identifient au péronisme.

²⁴⁶ Le taux de change est un enjeu de lutte entre différents secteurs sociaux à intérêt antagoniques. Les multinationales qui investissent en Argentine préfèrent bénéficier d'un *peso* faible, ce qui augmente le pouvoir d'achat de leurs dollars. Le contrôle des changes introduit par l'administration Kirchner est une des premières mesures que Mauricio Macri supprime lorsqu'il arrive au pouvoir.

²⁴⁷ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2015.

prendre une dictature. Il vaut mieux être pauvre dans ce mensonge mais au moins on ne nous tue pas. C'est pour ça qu'ils ne se rebellent pas. Il y a comme une peur du pouvoir²⁴⁸. Ils le sentent [ils le perçoivent comme] très puissant. Et ce sont les seuls qui pourraient en finir avec ce mensonge, on est tous en train de voler ce secteur qui ne possède rien. En Argentine c'est très clair. On a les ressources de la terre, le soja et les cochonneries qu'on vend, le pétrole et les mines. Il n'y a que ça, et ça appartient à 45 millions d'Argentins d'accord ? Parce que c'est du territoire. Après tout le reste est subventionné.

-L'industrie aussi ?

-Bien sûr. Il n'y a pas d'industrie qui gagne²⁴⁹ aujourd'hui. En Argentine aujourd'hui on donne un *Plan Trabajar*²⁵⁰ à un pauvre. A côté de ce pauvre vit un métallo qui bosse dans une usine de pièces détachées à qui l'Etat donne 6000 *pesos* pour maintenir son poste de travail. Pour contrôler l'importation, pour faire tout ce à travers quoi l'Etat obtient des ressources pour qu'on rende une partie aux mêmes usines automobiles pour qu'elles continuent à faire les bagnoles de merde qu'elles font. Et ce con là [l'ouvrier dont le poste est subventionné] dit « et celui-là à côté de chez moi [le pauvre qui touche une allocation] ne travaille pas ». En gros il y a un Etat qui est en train de freiner les importations chinoises et brésiliennes. Parce que sinon il n'y aurait aucun moyen de les concurrencer. Nous on est trois fois plus chers que les Chinois et deux fois plus que les brésiliens.

-Et tous ces subsides ? D'où ils viennent ?

-Des rétentions aux exportations, l'impôt sur les dépenses, tout ce qui a à voir avec ce que rapportent les ressources naturelles. Et encore, les mines ne rapportent rien parce que les entreprises minières partent avec 80%, elles te laissent 10% et les 10% restants on verra. Et tout le monde signe »²⁵¹.

Cette vision qui à première vue peut paraître désabusée, pessimiste est en réalité une critique du capitalisme, même sous sa forme protectionniste keynésienne propre aux gouvernements Kirchner. Ce regard presque sarcastique sur les contradictions systémiques qu'il relève vont de

²⁴⁸ Cette phrase peut s'interpréter de deux manières : soit les pauvres auraient peur du pouvoir dans le sens où ils auraient peur de l'exercer, soit ils ont peur du pouvoir institutionnel, de l'Etat et de son bras armé, la police et les militaires.

²⁴⁹ Qui soit rentable sans subsides.

²⁵⁰ Le *Plan Trabajar* est une sorte de subside sous condition d'activité.

²⁵¹ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2015

pair avec un pragmatisme qui prend effet dans le fait qu'il semble très conscient de sa position, de celle de son organisation et des ouvriers en général dans le rapport de forces national. S'il demeure combatif et souhaite la révolution, les orientations qu'il donne au groupe qui lui a délégué sa capacité d'agir collectivement sont à l'image d'un boxeur contre les cordes prêt à contre attaquer s'il en voit l'occasion. Et il la verra en 2004.

Nous avons présenté les différents courants idéologico politiques les structurants de l'espace de la représentation politique des ERT. Inexistant en 1992, celui-ci croît et se consolide au fur et à mesure que se développent les bases matérielles qui le sous-tendent. Ce processus dialectique s'opère sur la base de luttes constantes pour la définition de la ligne politique à tenir, les stratégies à adopter et, implicitement, pour la définition même de l'enjeu de lutte. Parmi ceux-ci, se trouve la question de la définition de la nature du groupement de militants qui se forme autour de luttes initialement éparses, parfois tronquées, comme celles de *Lassi et Safratti*. D'autre part, ces luttes sont sous tendues par les luttes « concrètes » que mènent les travailleurs lorsqu'ils cherchent à récupérer leur usine.

Nous analyserons lors du prochain chapitre le processus de constitution de la première OPR, qui comprend également la question de la définition de ce qui existe avant ce moment précis.

CHAPITRE V : LA CONSTITUTION D'ORGANISATIONS POLITIQUES DE REPRÉSENTATION PROPRES AUX ERT CONSTITUE UNE ETAPE CLÉ DE LEUR INSTITUTIONNALISATION.

Lors du précédent chapitre, nous avons analysé les origines et les conditions d'émergence des groupements de militants qui incarnent l'espace de représentation politique des ERT.

Nous nous concentrerons en premier lieu sur la question de l'institutionnalisation-formalisation des OPR car, suivant toujours la même logique qui nous a guidés lors des précédents chapitres, la question de l'origine de la chose est intimement liée à la définition de ses critères de définition qui, répétons-le, sont un enjeu de luttes.

Outre les éléments théoriques qui nous permettront de mieux cerner l'objet, nous analyserons minutieusement comment se déroule cette lutte, ainsi que les enjeux qui la sous-tendent.

L'objectif de ce chapitre est pluriel. Il s'agit d'un côté de rendre compte de l'émergence des organisations politiques de représentation (OPR) d'entreprises récupérées en Argentine et par là même d'analyser les relations –et leur nature- qu'elles entretiennent entre elles ainsi qu'avec d'autres organisations politiques et ouvrières plus traditionnelles comme les partis politiques et les syndicats. Cela fait, nous pourrions conclure que le processus de constitutions d'OPR propres au milieu des ERT argentines participe au processus de son autonomisation.

D'un autre côté il s'agit également de présenter les discussions à propos des critères en fonction desquels peut être caractérisée une organisation politique. Ce dernier terme doit être compris dans le sens d'un groupe politique organisé ou politiquement organisé et non pas sur le plan de ce qui fait référence à l'organisation d'un espace ou d'un système politique. Si cela n'a pas été présenté dès le départ c'est en raison du fait que la discussion autour de l'existence de la chose peut nous aider à caractériser en partie la chose elle-même.

1. [Réflexions sur les Organisations politiques de représentation : une discussion sur leur définition.](#)

Précisons toutefois que s'il s'agit de rendre compte de l'existence de telles organisations, l'erreur qui consiste à les présenter comme existant en tant que telles doit être évitée. Nous reviendrons sur cela par la suite mais une simple analogie peut être faite à ce stade avec l'existence des partis politiques. L'idée –erronée- selon laquelle les partis existeraient en tant que tels quelque part, que leur existence serait contenue de manière quasi métaphysique en un lieu aboutit à des questions dont la formulation contient l'erreur initiale, telles que « où existent les partis ? ». Il devient rapidement évident que leur existence ne se réduit pas à leur siège, ni à leurs membres (Aït-Aoudia, Dézé ; 2011). Ils ne sont pas contenus dans un édifice ni dans les personnes qui pourtant parlent en leur nom, comme les femmes et hommes politiques qui y appartiennent. Ils n'existent pas non plus simplement le temps des élections, même si pour certains partis cette illusion puisse paraître cohérente. De la même manière que le pouvoir n'existe en tant que tel nulle part, nul lieu ni personne n'agit comme « contenant » du pouvoir mais qu'au contraire celui-ci s'exerce, la question de l'existence des partis doit plutôt être posée en d'autres termes : « comment existent les partis » paraît de ce point de vue une formulation

bien plus pertinente. L'analogie avec les institutions peut nous aiguiller vers un début de réponse. Ce concept est à manier avec une extrême précaution en raison de son caractère polysémique et des controverses qu'il soulève (Tournay, 2011). Toutefois un consensus assez important semble émerger des divers courants qui portent l'analyse des institutions à propos de certaines caractéristiques fondamentales. En effet, selon Delphine Dulong : « l'institution est un corps objectivé de règles, de savoirs et de savoir-faire, tenu par des logiques sur lesquelles les individus ont d'autant moins de prise qu'elles sont l'objet d'un incessant travail de légitimation, elle n'a pourtant pas d'autre existence concrète que la multiplicité des pratiques des acteurs qui la font vivre [...] irréductibles en principe aux acteurs qui les incarnent, sont en fait le produit d'un travail permanent de construction par et de ces acteurs ». L'idée de l'instituant institué revêt ici la forme de l'institution constructrice des et construite par les acteurs ou dans les termes de Gaïti, elles sont « produit des pratiques et moteur des conduites »

Celles-ci existent à la fois « dans les esprits » des agents qui les ont intégrées et les reproduisent dans leurs discours, et par leurs actions. Les institutions façonnent les individus qui les façonnent à leur tour. Elles agissent à travers les agents, à l'image du policier qui frappe un manifestant : ce n'est pas un individu isolé qui peut faire cela, il n'aurait aucune légitimité pour le faire, mais il s'agit bel et bien de l'institution policière qui agit à travers le corps de son dépositaire. Un léger déplacement nous permet de statuer cette fois-ci sur leur existence, et par la même occasion sur celle des partis politiques, institutions particulières structurant le champ politique, ainsi que sur celle des OPR.

Si les partis existent, c'est socialement. Autrement dit, leur existence est le fait de leur (re)connaissance de la part des agents qui intègrent ces structures, agissant « comme si elles existaient » et par la performativité de l'énonciation, du langage et de l'action les font bel et bien exister : si un groupe d'individus reconnaît l'existence d'un parti, agit comme s'il existait et que celui-ci influence leurs pensées faits et gestes alors l'existence de ce parti devient effective à travers leurs pensées, leurs faits et leurs gestes. Bien sûr cela nécessite une reconnaissance sociale préalable ou plutôt d'une importante accumulation de capital symbolique de la part du parti qui agit le plus souvent à travers ses porte-parole (au singulier,

car le groupe n'admet qu'une seule parole, sous peine de scission) et représentants qui se retrouvent crédités par la même occasion de la légitimité à agir au nom de l'institution, au point que celle-ci agit à travers eux. Nous ne saurions étendre ce raisonnement au concept de classes sociales dans la mesure où nous pourrions très bien agir comme si elles n'existaient pas, le principe d'exploitation économique sur lequel elles se fondent serait néanmoins toujours à l'œuvre.

En ce sens, pour Michel Offerlé les partis « n'existent réellement que dans et par la concurrence que se livrent ceux qui, dotés de dispositions plus ou moins adéquates (capital incorporé, habitus de professionnel et/ou de militant), luttent pour l'appropriation de ce capital objectivé et, donc, pour le droit de faire les usages diversifiés qu'offre ce type d'entité ». ²⁵²

D'un autre côté, l'existence d'une institution politique implique nécessairement qu'elle soit située, c'est-à-dire qu'elle occupe une position relative vis-à-vis d'autres partis ou OPR par exemple. En effet, si le besoin et l'action de prendre parti s'inscrivent dans les structures partisans qui rendent cela possible, une situation dans laquelle cette construction dialectique ne se produit pas implique l'absence de la possibilité de prendre parti et, par conséquent, l'absence de structures partisans qui auraient pu rendre cette possibilité effective. Il existe bien des exceptions apparentes à cela, comme c'est le cas des systèmes politiques à parti unique : le parti existe et ne se construit pas en fonction d'un autre. Toutefois la possibilité de prendre parti n'y est pas absente mais se manifeste par des accords tacites, souvent éphémères, voire par des factions plus ou moins reconnues au sein du parti unique qui en tant que tel agit plus comme contingent du champ politique que comme structure qui rendrait effective la possibilité de prendre parti.

Ainsi, les positions relatives situées qu'occupent les partis et les OPR peuvent se concevoir en termes topologiques. De cela se dégage bien sûr l'idée de structure, qui sera rapidement affinée avec la prise en considération dans un premier temps d'une théorie de l'agent qui octroie à celui-ci une autonomie relative, afin de tendre vers la notion de champ bourdieusienne, plus pertinente pour analyser un espace marqué par des rapports de force et des enjeux de lutte précis.

²⁵² Offerlé, M. (2018), Chapitre premier. Qu'est-ce qu'un parti politique ? Dans Offerlé, M., *Les partis politiques* pp. 9-19, Presses Universitaires de France, p.18.

L'autre objectif de ce chapitre, une fois l'existence sociale des OPR démontrée, est de rendre compte des rapports de force dans lesquels elles s'inscrivent, qu'elles contribuent à façonner tout en étant façonnées par eux. Ces rapports de force n'existent pas seulement entre elles mais aussi vis-à-vis d'autres organisations ouvrières et politiques plus classiques, telles que les partis politiques et les syndicats. Autrement dit, il s'agit de montrer que la constitution progressive des OPR ne se produit pas sans la constitution simultanée du rapport de forces dans lequel elles s'inscrivent, processus qui vont de pair avec l'autonomisation progressive de ce milieu, qui n'est autre que l'espace de pouvoir et de représentation propre à cette nouvelle forme de représentation ouvrière. En effet il existe un rapport de forces entre les différentes OPR qui entrent en lutte pour la représentation des ERT mais aussi pour la définition de l'enjeu de la lutte, ce qui implique de faire de la définition des ERT un enjeu de lutte particulier qui entretient un strict rapport avec le premier. Le parallélisme avec l'analyse de Pierre Bourdieu sur le champ scientifique (1976) est très utile. En effet, si « la définition de l'enjeu de la lutte scientifique [fait] partie des enjeux de la lutte scientifique », la définition de l'enjeu de la lutte dans le milieu des ERT fait partie des enjeux de cette lutte dans le milieu des ERT. Il s'ensuit qu'en définir l'enjeu de lutte implique de définir ce pourquoi on lutte, pour quel type d'ERT on lutte et par conséquent à –lutter pour- définir ce qu'est une ERT. Sur ce point nous pourrions également nous baser sur les travaux de Maria Amalia Gracia, qui dédie les trois derniers chapitres de son ouvrage phare, *Fábrica de resistencias y recuperación social: Experiencias de autogestión del trabajo y la producción Argentina* (2013) à la question de la lutte pour la définition de ce qu'est une ERT.

Une fois posée la question de l'existence des OPR, se pose celle de leur définition en tant qu'organisation politique. Qu'est-ce qui permet de les classer en tant que telles, selon quels critères ? Peut-on donner une définition objective de ces critères de classement ou sont-ils eux aussi un enjeu de lutte ? La tâche n'est pas simple mais elle semble incontournable tant la question de la définition est liée à celle de l'existence de la chose.

1.1 Qu'est-ce qu'une organisation politique ?

Il paraît difficile de continuer à avancer sans présenter préliminairement les discussions qui portent sur la définition des critères qui discriminent ce qui relève d'une organisation politique de ce qui n'en relève pas, ainsi que celles qui portent sur la manière de les définir en tant que telles. Suffit-il par exemple de prendre en compte uniquement les intentions politiques des porte-parole –dont on suppose qu'ils ont été mandatés et légitimés pour parler au nom du groupe– pour rendre compte de l'engagement politique du groupe dans son ensemble et de le définir comme une organisation politique ? Ou bien est-il nécessaire de dépasser une interprétation intersubjective, et de prendre en compte d'autres critères, sans toutefois tomber dans une définition essentialiste ?

Commençons toutefois par définir les cas de figure qui ne relèvent pas du cadre de définition. L'homonymie des termes employés peut être porteuse de confusion, et bien que l'exercice de démarcation puisse sembler revêtir *ex post* un caractère parfois évident, il n'est pas moins nécessaire de le réaliser.

1.2 Qu'est-ce qui est politique ?

En ce sens, les termes « groupe politique » renvoient souvent au microcosme parlementaire pour désigner les groupes parlementaires, à savoir les groupes de députés formés et formalisés selon leur appartenance partisane. Bien entendu, ce n'est pas en ce sens-là que ces termes doivent être compris ici. Dans cette conception apparaissent toutefois les notions de constitution d'un groupe cohérent, organisé et capable de mandater des représentants (comme les présidents des groupes parlementaires), ainsi que la notion de *faire parti*, de se positionner politiquement en rapport aux autres groupes, et d'émettre depuis cette place un discours situé et situant, descriptif et normatif.

D'un autre côté, les termes « organisation politique » peuvent également prêter à confusion. Ceux-ci désignent parfois, même souvent, l'organisation politique des pays et, au même titre que les termes « organisation sociale », ils engagent la dimension systémique de la signification du mot « organisation ». En ce sens, l'organisation politique est synonyme de « régime politique ».

Le fait de tenter de définir une frontière conceptuelle entre les organisations qui sont politiques et celles qui ne le sont pas implique de s'interroger sur ce qu'est *la politique*. La difficulté est évidente, car aucune de ces notions ne bénéficie d'une définition consensuelle, ce qui n'empêche pas de mener la discussion et d'en faire ressortir certains éléments importants.

De manière générale, le terme « politique » est employé dans la littérature scientifique sans que soit explicitement avancée une définition unique. Celle-ci est souvent sous-tendue par le contexte dans lequel le terme est employé, et il est évident qu'aucun auteur ne peut prétendre trancher sans équivoque sur sa définition : le consensus sur la signification des termes n'existe pas.

Autrement, nul besoin de significations officielles que l'on oppose aux autres significations qui peuvent apparaître et que l'on relègue à la catégorie « d'erreurs ».

Comme il arrive souvent lorsque nous nous apercevons que les définitions employées ne font pas consensus, l'un des premiers réflexes est de se pencher sur l'étymologie du terme, dans une tentative d'y trouver une source de légitimité supérieure dans le passé plutôt que dans le présent, comme si les *Grecs* ou les *Romains* en détenaient sa signification ultime, et qu'il n'eût existé aucun « écart » à celle-ci à ce moment-là. Comme si la structure du mot était liée de manière infaillible à une signification invariable. En effet, le consensus est loin d'exister à l'Antiquité, comme le montre l'introduction de l'article de Philippe Gauthier à propos du terme *politeia* (1984).

Plutôt qu'une opération descriptive, le réflexe étymologique semble être ici une opération performative, à travers laquelle nous tentons, face au flou du présent, de légitimer une signification.

Ainsi, le terme « politique » trouve son origine dans le grec ancien, avec celui de la *polis*, désignant la cité, non pas entendue comme une ville au sens topologique mais comme une cité-Etat. À partir du mot *polis* se forme celui de *politeia*, dont la traduction latine n'est autre que *respublica*, la chose publique, la chose qui concerne tout le monde, sur laquelle les individus prennent collectivement des décisions. Prendre des décisions collectives qui concernent l'ensemble d'une société implique nécessairement une lutte entre différents groupes et acteurs et, par conséquent, l'existence de rapports de force, de pouvoir, de domination, entendue comme la capacité d'un groupe à imposer sa volonté au reste. Norberto Bobbio définit celle-ci

comme la « *capacité de l'homme à déterminer la conduite de l'homme* », c'est-à-dire comme la capacité d'un groupe ou d'un individu à imposer sa décision sur un autre individu ou groupe d'individus.

Mais encore, selon Lagroye J., François B., et Sawicki F. (2013), cités par Dormagen, J-Y Mouchard D. et Dézé A., « *la politique c'est donc le gouvernement des sociétés, mais pas seulement au sens institutionnel du terme. Le gouvernement d'une société au sens large, c'est, en effet, la capacité de certains groupes ou certains individus (les gouvernants) de diriger la vie en société, d'orienter le comportement de l'ensemble des membres de cette société, de promulguer des règles qui s'appliquent à tous et de pouvoir les faire respecter* »²⁵³.

Par conséquent, nous pouvons avancer dès maintenant que ce qui relève d'un rapport de pouvoir entre différents groupes sociaux et des luttes qui en découlent relève du politique, et que c'est sur le terrain politique que s'exprime cette lutte. Ce terrain, cet espace de lutte, dans un Etat de droit, comporte parmi ses enjeux de lutte la conquête de l'Etat lui-même, du pouvoir institutionnel, du pouvoir que confère le contrôle des institutions étatiques au groupe qui en prend le contrôle. Cela permet aussi l'existence d'organisations tournées vers la conquête du pouvoir institutionnel, les partis politiques, source d'une abondante littérature à leur sujet et dont le caractère politique semble évident. Sur ce point, pour Max Weber, repris par Offerlé : « *les groupes sont des partis lorsqu'ils sont fondés sur une adhésion formellement libre et que leurs membres et leurs dirigeants sont intéressés politiquement (le groupe est orienté vers l'obtention de la puissance politique au sein d'un groupement* ». Ainsi, il apparaît que l'action politiquement intéressée implique une lutte pour le pouvoir, notion *in fine* très proche de la lutte entre des agents au sein du champ politique, et qui se retrouve dans le milieu des ERT, si l'on considère qu'elle prend la forme d'une compétition pour la représentation de ces dernières. Puis, plus loin dans le même chapitre, Offerlé commente Gaxie et Lehingue : « *un parti est une entreprise de représentation participant à la compétition politique (aux formes légitimes historiquement variables) et prétendant, avec ses concurrents, monopoliser le droit de parler au nom des profanes et les représenter* ». Il met en avant le critère de la représentation, de parler « au nom de », comme élément de définition d'un parti politique qui est vu sous le prisme wébérien de la sociation, d'un « type particulier de relation sociale ».

²⁵³ Dormagen, J. Y., & Mouchard, D. (2019). *Introduction à la sociologie politique*. De Boeck Supérieur p.13.

Le caractère politique des partis est en ce sens *in fine* déduit de leur but, la conquête du pouvoir institutionnel. Mais rappelons toutefois que cela constitue le moyen politiquement privilégié de lutter pour la modification (ou le maintien) des rapports de pouvoir au sein de la *res publica*, de la chose publique, de l'espace social. Autrement dit, ils constituent une forme amplement légitimée particulière de mener une lutte politique au sein de la société, qui se traduit par la volonté de prendre le pouvoir étatique comme moyen de pouvoir imposer un rapport de forces donné.

Cela soulève deux questions : la première concerne les partis politiques dont les porte-parole déclarent ne pas lutter pour la conquête du pouvoir institutionnel –ce sont souvent des partis qui n'ont aucune chance de remporter d'élection majeure- mais inscrivent leur démarche, lorsqu'elle n'est pas purement l'œuvre de montages financiers, dans une logique communicationnelle. Ces partis cessent-ils d'être politiques pour autant ? Cessent-ils, au regard de l'absence de velléités de victoire électorale, de faire de la politique ? Si l'on considère d'un côté que leur engagement dans la bataille des idées porte sur la chose publique, cherche à ébranler le rapport de domination actuel et que d'un autre côté, c'est précisément cette lutte pour la domination et le pouvoir qui relèvent du politique -dont l'arène parlementaire et étatique ne sont que des terrains d'affrontement particuliers. Nous pouvons donc parfaitement envisager que cette lutte soit politique.

Répetons-le, tout ce qui concerne les affaires de la cité relève du politique.

Une fois ce point admis, il est possible d'étendre cette logique à d'autres organisations que l'on peut considérer comme politiques -même si elles n'adoptent pas la forme d'un parti avec ou sans volonté de contrôler l'appareil étatique- dès lors qu'elles participent aux affaires de la cité, qu'elles s'inscrivent dans une lutte pour changer les rapports de force, de domination, de pouvoir entre différents groupes sociaux antagonistes.

L'expression de ces rapports de force est visible partout, les objets d'application du pouvoir sont pratiquement illimités, ce qui donne sens à l'expression « tout est politique ». Ainsi, le code du travail, qui régule le temps et les conditions de travail, qui fixe un seuil de rémunération minimum, est le fruit d'une lutte politique. Il fait plus qu'évoquer peut-être la lutte majeure du XXe siècle au sein des pays industrialisés, celle qui oppose le capital au travail et produit une répartition donnée de la valeur ajoutée. Les prix de la moindre des marchandises relève aussi d'une lutte politique, d'un rapport de forces dès lors qu'ils dépendent en partie d'une politique

économique donnée. Si les salaires et les prix découlent de décisions politiques -car étant le résultat de rapports de forces particuliers-, les prix relatifs aussi, tout comme la répartition des richesses entre producteurs, détenteurs du capital physique, travailleurs, chômeurs, retraités, inactifs, exclus, rentiers urbains, agro-exportateurs, grands propriétaires terriens. Ainsi, le prix du pain est le fruit de décisions politiques, car la décision de (par exemple) le subventionner implique de réaliser un arbitrage -hautement contraint par les rapports de forces entre secteurs sociaux économiques à intérêts antagoniques- entre les différents acteurs de sa chaîne de production, mais aussi entre ceux-ci et d'autres groupes qui auraient pu recevoir cette subvention. Les arbitrages qui concernent les allocations des ressources communes, la décision de bénéficier tel secteur plutôt qu'un autre, relève d'une décision politique car elle est l'expression d'un rapport de forces donné. Le combat contre l'inflation, par exemple, peut adopter une forme monétariste avec le gel des salaires nominaux, la réduction de la croissance de la masse monétaire et la contraction du pouvoir d'achat. Le secteur touché est alors celui du travail. Mais la puissance publique peut aussi intervenir sur le marché des changes, éviter la dépréciation, retirer certains pans de l'économie du marché et les faire basculer sous l'égide du service public, augmenter la productivité du capital en obligeant ses détenteurs à réaliser des investissements productifs, quitte à ce qu'ils soient moins rentables que le secteur financier. Dans ce cas l'on choisit de viser le capital.

Cet affrontement peut également avoir comme objet une usine proche de la faillite. Le pouvoir législatif peut produire une loi des faillites extrêmement favorable au patronat, comme celle de 1995 en Argentine ou, au contraire, peut par exemple y introduire, au détriment de tous les autres créanciers, une priorité pour les travailleurs, ou encore, au détriment des autres repreneurs, la priorité à une reprise en coopérative.

Par conséquent, si la lutte pour la modification de rapports de pouvoir donnés relève du politique, elle ne cesse d'en relever lorsqu'elle investit un objet donné comme celui qui nous intéresse, les relations travail-capital. Autrement dit, la lutte des travailleurs autogérés, dès lors qu'elle investit consciemment ces questions, devient une lutte fondamentalement politique. Par extension, les organisations qui les représentent, les font exister en tant que travailleurs autogérés, parlent en leur nom, les OPR, revêtent un caractère politique.

Les travaux de Hector Palomino abondent dans cette direction. En faisant siens les mots de Castells, Palomino considère la possibilité que la dispute du pouvoir puisse exister en dehors de l'arène étatique : « *les mouvements ici présentés sont destinés à prendre (ou à disputer) le*

pouvoir des esprits et non pas le pouvoir de l'Etat ». Cela évoque sans doute le concept de bataille culturelle de Gramsci, la lutte des travailleurs autogérés pouvant participer à modifier la philosophie (les mentalités) d'une époque, à remettre en cause la vision hégémonique, l'idéologie dominante, quant aux questions que Palomino aborde par la suite. Celles-ci concernent le *statu quo*, qui devient très visible lors des négociations –et des affrontements– qui adviennent lors d'une faillite, entre les différents groupes qui interviennent, autrement dit, entre le capital et le travail, mais aussi les créanciers privés et public (l'Etat). Pour Palomino : « *le mouvement a une incidence considérable sur les attentes sociales lorsqu'il propose une solution originale pour les victimes de la situation inédite de pauvreté et de chômage qu'affronte [l'Argentine]. Mais le fait que cette solution implique une redéfinition des relations entre le capital et le travail et qu'elle interroge le maintien sans restriction du droit à la propriété privée, constitue un important changement qui ne se limite pas à la sphère culturelle mais qui a au contraire une incidence directe sur le système institutionnalisé des relations laborales, en octroyant aux travailleurs un nouvel outil de pression et de négociation face aux patrons. Leur capacité à discipliner la force de travail s'en retrouve inhibée, alors qu'elle s'était accrue durant les années 1990 en conséquence de la hausse du chômage* »²⁵⁴.

A titre d'exemple, Héctor Palomino voit dans l'existence des ERT un nouvel élément à prendre en compte lors des négociations intra entreprises lorsque la faillite est proche. La possibilité de la récupération ouvrière est présente et modifie sensiblement le rapport de forces.

Nous pouvons retrouver une logique analogue dans les travaux de Maria Inés Fernandez Alvarez (2017) qui s'inscrivent dans ceux de Didier Fassin, dans le sens où l'élément moteur de la lutte qui est identifié chez les travailleurs autogérés argentins n'est pas le fruit d'une rationalité économique et d'un simple calcul coût-bénéfice entre le chômage le plus précaire et la récupération du lieu de travail, mais d'une demande de dignité, de pouvoir vivre dignement de son travail, ce qui revêt de fait un aspect éminemment politique. En effet, le licencié comme sujet passif devient un sujet actif, un travailleur sans emploi qui lutte pour ne pas tomber dans la catégorie de « chômeur » : il devient un agent de changement. Ces éléments sont politiques dans la mesure où la lutte pour la dignité à travers la récupération du travail, ou à travers la lutte pour un travail digne, équivaut à refuser un ordre des choses dans lequel les salariés licenciés sont priés d'accepter passivement leur sort. Lutter pour reprendre l'usine implique, même si les

²⁵⁴ Palomino, H., & Trajtemberg, D. (2006). Una nueva dinámica de las relaciones laborales y la negociación colectiva en la Argentina. *Revista de trabajo*, 2(3), 47-68.

acteurs ne le formulent que rarement en ces termes, hormis les plus engagés, de s'insurger contre la logique écrasante d'être une variable d'ajustement, dont l'ajustement dépend de logiques de marché, de la primauté de la propriété privée sur d'autres droits (comme le droit au travail) et sur les pleins pouvoirs du capital sur le travail. Autrement dit, s'insurger contre un « ordre des choses » en revient à s'inscrire dans une logique de lutte à l'encontre d'un rapport de forces donné qui, lui, se trouve au cœur de la chose publique, de la *res publica*.

Comme nous l'avons vu, la remise en cause d'un ordre établi, d'un rapport de force dans la société relève du politique. Cette optique permet de concevoir les OPR comme des éléments qui concentrent, rationalisent, et cristallisent la politique en œuvre dans l'action des travailleurs.

Il faut toutefois veiller à ne pas adopter une vision substantielle et essentialiste de « la politique ». Nous y préférons, comme pour appréhender la valeur, une approche sociale, relationnelle. La politique est le fait de relations de dominations et de pouvoir.

Le fait de considérer les organisations propres aux travailleurs autogérés comme des organisations politiques soulève plusieurs questions. En effet, au regard de la définition large du politique que nous défendons, peut-on dire qu'une centrale syndicale est une organisation politique et, si oui, pourquoi ne pas considérer les OPR comme une forme particulière de syndicat au lieu d'intégrer uniquement le *P* de « politique » à leur acronyme ? Cela est plus difficile à concevoir en France qu'en Argentine car, malgré la porosité relative entre les champs syndical et politique français (Julliard, 2013 ; Mischi, 2018), du fait notamment du rapprochement qu'avaient connu le PCF et la CGT, ou du passé syndical de certains élus locaux, la charte d'Amiens, tout comme les déclarations de Philippe Martinez en 2017 font état d'une volonté constante de séparer les terrains syndicaux et politiques. Cela ne se produit pas en Argentine. La centrale accouche du Parti Laboriste en 1945, soutien essentiel du candidat Juan Domingo Perón. Dès lors, la CGT argentine investit non seulement -de par ses velléités de transformation sociale et de combat face à *l'oligarchie*- le terrain politique au sens large, mais elle investit également le terrain partisan, le champ politique donc. Au regard de cela nous pouvons y voir une organisation politique. Si, au contraire, la centrale avait tenu une ligne purement défensive, uniquement axée sur les conflits du travail au sein des entreprises, alors il eût été moins aisé d'y voir une composante politique, y compris si le choix de ne pas agir sur le plan politique est aussi un choix politique.

Par conséquent, si certains syndicats -tout comme les organisations propres aux travailleurs autogérés- revêtent un caractère politique, ne peut-on pas dire que les premiers sont une forme particulière d'OPR ? Ce qui aurait pu empêcher de le faire aurait été de ne pas considérer l'aspect politique des syndicats et d'y voir quelque chose de totalement à part. Mais cette barrière a été levée.

D'un autre côté, si les organisations propres aux travailleurs autogérés revêtent -tout comme certains syndicats- un caractère politique et qu'elles défendent l'intérêt de ces travailleurs, ne peut-on pas y voir une forme particulière d'organisation syndicale ?

Pourquoi ne pas considérer, par exemple, que le *MNER* soit une sorte de syndicat pour travailleurs autogérés plutôt qu'une organisation politique, sachant que le premier peut parfaitement être englobé par la seconde ? Si cette interrogation ne représente qu'un aspect secondaire de ce chapitre, elle n'est pas insignifiante pour autant car elle interroge la catégorie d'OPR. Nous aurions pu faire le choix, par exemple, de nommer cela des « organisations de représentation syndicale des travailleurs autogérés » puis rendre compte de leur caractère politique dans un second temps. Pourtant ceci équivaut à ignorer les conditions d'émergence des ERT ainsi que la dimension historique du processus. En effet, même s'il existe une relation de rupture et de continuité entre la sphère syndicale et le milieu des ERT, les OPR se constituent sur un terrain que leur abandonne en quelque sorte la très grande majorité des syndicats. Quelques exceptions existent, comme la *UOM de Quilmes* ou la *Federacion Grafica*, dont nous analyserons le rôle par la suite.

2. Les cas de *FENCOTEER* et de *FECOOTRA* : deux OPR qui remettent en cause notre délimitation temporelle ?

Pour finir, à la distinction que nous venons d'opérer entre les partis politiques, les OPR et les syndicats s'ajoute une difficulté supplémentaire, que nous n'avons pas mentionnée précédemment afin de ne pas surcharger le déroulement de l'analyse. Nous avons considéré les catégories d'OPR et celle d'« organisations propres aux travailleurs autogérés » comme synonymes. Toutefois, cette dernière case mérite d'être ouverte, disséquée et affinée car, d'un côté, comme nous l'avons vu au cours des chapitres précédents, il existe des organisations comme la *FECOOTRA* (Fédération de Coopératives de Travail) qui comptent dans leurs rangs des coopératives -qui sont parfois des ERT- et, d'un autre côté, il a existé au moins une

organisation qui aurait pu se constituer comme OPR mais qui, du fait qu'elle cède très rapidement toute autonomie du fait du rôle de simple relai de politiques publiques qu'elle assume, perd la possibilité de représenter politiquement l'autogestion argentine. Rares sont les publications qui relèvent la courte existence de la (*Federación Nacional de Cooperativas de Trabajadores de Empresas Reconvertidas*²⁵⁵). C'est le cas du chapitre 8 de l'ouvrage dirigé par Andrés Ruggeri, *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina* (2011). L'auteur relève un fait marquant, dont l'occultation remettrait en cause la validité scientifique d'une partie de cette thèse car son existence nous oblige à mettre à l'épreuve le concept d'OPR que nous avons construit. Rappelons que leur fonction est de représenter *politiquement* les travailleurs autogérés et que leur constitution est le produit de luttes ouvrières situées historiquement. Rappelons qu'il existe une période de temps assez importante entre le moment où se constituent ce que nous identifierons comme les premières ERT du pays –l'imprimerie *Campichuelo* et l'usine métallurgique *Quilmes Adabor*- récupérées en 1992 et le moment où se constitue la première OPR, le *MNER*. La formation de ce dernier est le fruit d'un processus d'accumulation de savoir-faire et de capacité à s'organiser de la part de ce secteur ouvrier si particulier au cours duquel les expériences de récupération isolées se rassemblent progressivement. Il était inévitable que les acteurs les plus engagés cherchent à rompre cet isolement et à contribuer à l'organisation d'une agrégation de cas qui peut se lire –nous y reviendrons également- en termes de mouvement.

C'est au cours de ce processus qu'apparaît *FENCOTEER*. Selon Ruggeri : « la première organisation formalisée d'ERT, dirigée par Daniel Flores, de l'usine frigorifique Yaguané, se sépare de ceux qui peu de temps après ont formé le *MNER* et se constitue en tant que *FENCOTEER*. Ce groupe s'est articulé à travers une *unidad ejecutora*²⁵⁶ au sein de l'*INAES*²⁵⁷ pendant le gouvernement d'intérim d'Eduardo Duhalde, qui n'a pas survécu au changement de gouvernement et a disparu dès l'assomption de Nestor Kirchner. Avec elle, la *FENCOTEER* disparaît également, ce qui prouve sa dépendance vis-à-vis de l'appareil d'Etat ainsi que son

²⁵⁵ Fédération nationale de travailleurs d'entreprises reconverties.

²⁵⁶ La traduction la plus rapprochée serait « unité exécutrice », ce à quoi il faudrait ajouter « de budget public » ou plus largement « de politiques publiques ». Les *unidades ejecutoras* ou *ente ejecutor* font partie de l'architecture administrative à travers lesquelles sont mises en place et s'exécutent les politiques publiques.

²⁵⁷ L'*INAES*, Instituto Nacional de Asociativismo y Economía Social est un organisme public qui dépend du ministère de Développement Social. Il est chargé de promouvoir l'économie sociale mais aussi de la réguler. L'*INAES* fonctionne aussi comme entité chargée de la perception d'impôts.

faible degré d'autonomie »²⁵⁸. Ainsi, la *FENCOTEER* est sans doute une organisation « propre aux travailleurs autogérés », la première à émerger de ce milieu qui plus est. Cependant, cette organisation n'entre pas en lutte pour la représentation politique des travailleurs autogérés, ni pour un autre enjeu spécifique au milieu et ne cherche pas à investir le terrain politique tel que nous l'avons défini précédemment. Il s'agit plutôt de l'extension d'un ministère à travers laquelle l'on pourrait y voir même le phénomène inverse, à savoir la représentation de l'Etat dans le milieu –naissant- des ERT. Le cas de *FENCOTEER* nous oblige à dégager une caractéristique supplémentaire des OPR : leur autonomie politique (relative), à défaut de laquelle il semble improbable que puisse s'exprimer politiquement l'autogestion ouvrière. Si les OPR ne jouissaient pas d'un certain degré d'autonomie, si elles n'étaient que des extensions étatiques par exemple, il n'y aurait aucun espace de positions relatives, aucun enjeu de lutte car les décisions collectives qui sous-tendent un espace politique en dispute seraient simplement prises à un autre niveau. Nous le verrons plus tard, mais le cas *FENCOTEER* nous oblige à affiner notre analyse sur un autre point. L'un des enjeux de lutte que nous observons, au regard de ce qu'il se passe suite à l'élection d'Alberto Fernandez en 2019, est celui d'intégrer -d'une manière particulière- « l'appareil d'Etat ». Il s'agit là, pour différents dirigeants -qui ne sont pas dupes du risque de cooptation- d'obtenir des postes nouveaux, dédiés à l'objet ERT dans différents ministères et à partir de là pouvoir orienter les crédits, les financements et les politiques publiques qui visent spécifiquement le secteur des ERT. Nous pourrions supposer que c'est exactement ce qu'ont cherché à faire les dirigeants de *FENCOTEER* presque deux décennies plus tôt et que cette stratégie ne mène qu'à la fragilisation du mouvement. Cependant, nous pouvons voir au moins deux grandes différences entre l'expérience de *FENCOTEER* et le processus -que nous analyserons plus tard- qui mène à l'intégration de l'appareil d'Etat -de la manière dont elle se produit- à partir de 2019. En premier lieu, le contexte institutionnel, notamment au sein du champ politique est très différent en 2002. Renoncer à toute autonomie pour intégrer une stratégie gouvernementale dans un gouvernement d'*interim* comme celui d'Eduardo Duhalde revenait à faire un pari sur l'avenir assez incertain, en supposant que l'urgence du moment n'ait pas hypothéqué la possibilité de pouvoir parier sur l'avenir. Cela rejoint l'autre différence majeure : la recherche d'autonomie vis-à-vis de l'Etat de la part des dirigeants, une fois que les organisations ouvrières traditionnelles la leur octroient par leur

²⁵⁸ Ruggeri (2009) Ch. 8 « La politica » in Ruggeri et al : *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires p.85

inaction. Nous pouvons raisonnablement supposer que ceux de la *FENCOTEER* ne s'inscrivaient pas dans cette visée et cela coïncide avec la stratégie adoptée. Ainsi, nous pouvons dès lors distinguer deux types idéaux -que nous contextualiserons plus tard sur le plan scientifique- en ce qui concerne la manière, pour cette branche-là du mouvement ouvrier argentin qu'incarnent les travailleurs autogérés, d'intégrer différentes institutions étatiques. Selon la terminologie administrative argentin -très connu des milieux syndicaux- cela est connu sous les termes « d'unité exécutrice ». Autrement dit, ce type de structures reçoivent une enveloppe de financements publics et sont chargées de les mettre en circulation selon des critères préalablement définis. La manière de définir ces critères et surtout la manière de les interpréter pour attribuer les subsides, sont suffisamment larges pour octroyer la possibilité à l'unité exécutrice d'exercer un pouvoir sur les récepteurs, ou pour combattre celui des unités exécutrices concurrentes. Cette logique est très bien documentée et analysée dans *El por qué de los que van ?* de Julieta Quiros (2011).

Par conséquent, nous pouvons avancer que *FENCOTEER* a été une organisation propre aux travailleurs autogérés argentins, mais qu'elle ne disposait pas de la composante politique –et politiquement située- qui lui permet d'être qualifiée d'OPR.

Le cas de *FECOOTRA* est quelque peu différent. Pour Ruggeri : « lors de ces premières étapes, la *FECOOTRA*, joue également un rôle important à travers ses actions dans la province de Buenos Aires mais son appartenance au milieu coopératif ne permet pas de faire confluencer dans cette organisation celles et ceux qui s'identifient comme des travailleurs plutôt que comme des coopérateurs »²⁵⁹. Cela renvoie à la question déjà abordée lors des précédents chapitres de la construction catégorielle et de la lutte qui la sous-tend. Reprenons les raisonnements admis jusqu'ici afin de nous demander si la *FECOOTRA* peut être qualifiée d'OPR. Il s'agit d'une fédération constituée en 1988, issue du milieu coopératif -porteur de pratiques et de réglementations assez éloignées des réalités perçues par les travailleurs autogérés des ERT argentines- et destinée à celui-ci. Certes, elle est porteuse de valeurs propres et regroupe en son sein des coopératives, comme peuvent l'être les ERT. Toutefois, *FECOOTRA* ne représente pas les travailleurs autogérés en tant qu'acteurs issus du mouvement ouvrier mais ne peut que les représenter en tant que coopérateurs, annulant ainsi ce qui contribue à la spécificité des ERT :

²⁵⁹ Idid, p.85

la représentation politique de ces travailleurs en lutte contre le chômage et la précarité à travers l'autogestion.

En résumé, nous verrons au cours de ce chapitre comment les OPR se forment sur un espace politique abandonné par les dirigeants syndicaux mais bénéficient pourtant du soutien de certaines sections syndicales dissidentes -telles que la *UOM* de *Quilmes*- et surtout du savoir-faire d'anciens syndicalistes qui intègrent ces nouvelles organisations propres aux travailleurs autogérés. Les OPR se constituent en effet dans une relation de rupture et de continuité avec les syndicats, et participent à la formation d'un système de représentation complexe qui produit de nouvelles positions et de nouvelles stratégies jusqu'alors inexistantes pour les acteurs qui l'investissent. Nous verrons également comment celles-ci s'inscrivent dans des rapports de forces particuliers et sont des éléments clés dans la lutte pour la représentation des travailleurs autogérés, pour l'accumulation de capital symbolique à l'image du capital politique accumulé par les partis dans leur course pour la représentation. Il s'agit donc de rendre compte du fonctionnement de ce milieu afin de montrer que son processus d'autonomisation représente d'un côté une spécificité argentine et d'un autre côté, qu'il s'agit d'un atout fondamental au développement du phénomène de récupération d'entreprises par leurs travailleurs.

Remarquons, avant d'aller plus loin, que les développements précédents, axés sur le choix assumé d'un retour historique, visent à dégager les différents critères de définition de l'OPR.

Plusieurs questions surgissent à ce stade. Nous avons soigneusement évité d'employer le terme « groupe », auquel nous avons préféré celui de « groupement » de militants, pour des raisons que nous détaillerons immédiatement après ceci. Par conséquent, nous pouvons nous demander ce qu'est ce groupement de militants et à quel moment peut-on parler de « groupe » ? D'autre part, si nous nous penchons cette fois-ci sur les questions de forme, nous pouvons nous interroger sur la correspondance avec les types idéaux du mouvement ou de l'organisation. Une fois relativisée, nous pouvons encore nous mettre en relation le passage du groupement au groupe et celui, supposé -nous ne le formulerons jamais en ces termes- d'un mouvement du mouvement vers l'organisation, afin de rendre compte en réalité d'un processus d'institutionnalisation multiforme.

Si nous avons pris pour habitude de « faire parler » davantage le terrain, notamment pour introduire des développements théoriques, nous faisons ici le pari contraire en raison de la précision dont nous devons faire preuve afin d'analyser le matériau empirique.

3. L'OPR en tant que groupe. Quelques éléments théoriques pour analyser leur processus de constitution.

Si un processus de délégation de la parole collective est concomitant à la constitution d'un groupe, les individus qui s'assemblent autour d'une question précise, la défense des travailleurs en lutte pour récupérer leur usine, ne constituent pas un groupe en tant que tel avant 2003. Avant d'aller plus loin, arrêtons-nous sur cette question faute de quoi nous risquons de nous retrouver dans un marécage de termes trop polysémiques dans lequel toute avancée deviendrait impossible.

Pour désigner les militants qui agissent en faveur des travailleurs qui luttent pour reprendre leur usine en autogestion, j'ai utilisé le terme « proto-groupe » ou « ensemble d'individus » etc. J'ai soigneusement évité de parler d'eux en tant que groupe, en contraposition aux groupes constitués que sont les coopératives et les OPR. Les raisons de cette distinction sont à chercher dans la définition même du groupe. Ce terme fait partie de ceux que l'on utilise souvent mais que l'on interroge rarement, auquel on attribue une telle neutralité que le seul fait de s'interroger sur sa définition peut paraître une perte de temps. Il relève à première vue, comme bien des objets sur lesquels se penche la sociologie de la plus béate des évidences. Un groupe est au mieux un « ensemble de choses, d'animaux ou de personnes, formant un tout et définis par une caractéristique commune » selon le Larousse.

Et pourtant il est difficile de mettre dans la même catégorie un ensemble d'individus rassemblés sur un parking de supermarché autour d'une personne qui fait un malaise et un groupe social, ou encore un autre ensemble d'individus, rassemblés sur une place publique, réclamant le départ du président de la République suite à la faillite du système bancaire. Prenons un dernier exemple, celui d'un parti politique.

Il est indéniable que l'on puisse qualifier ces exemples de « groupes ». Cependant leurs différences sont telles qu'il convient d'interroger cette catégorie qui relève du langage ordinaire afin d'en tirer une définition scientifique. En effet, le premier exemple représente un amas d'individus spatialement proches sans but ni cause commune, mus par leur curiosité individuelle. Le second représente quant à lui un ensemble d'individus rassemblés autour d'une action spontanée, sans organisation préalable, il s'agit d'un « simple » alignement des conatus.

Le troisième exemple, celui du groupe social, est un concept sociologique -dont pour une fois nous ne discuterons pas la définition- qui classe les individus d'une société en fonction de critères préalablement établis et n'a que peu de rapport direct avec les autres exemples. On pourra rétorquer par exemple que les membres d'un même parti peuvent aussi partager un groupe social, mais il s'agit là d'un rapport indirect. Le quatrième exemple quant à lui, tout comme une association, un syndicat, une coopérative ou une OPR a ceci de spécial qu'il se construit et se constitue à travers la délégation de la parole de tous vers un délégataire, processus grâce auquel celui-ci représente, incarne le groupe, le fait exister socialement. Le dépositaire de la légitimité collective, le porte-parole, n'agit plus en son nom mais au nom du groupe, l'action du groupe s'incarne dans ses mouvements, son corps est agi par le groupe. Ainsi, les propos du délégué syndical engagent bien plus que sa propre personne, et s'il veut parler en son nom il est obligé de préciser préalablement que ce qu'il va dire n'engage que lui.

Cette introduction à la question se base sur un article phare de Pierre Bourdieu, « La délégation et le fétichisme politique » (1984). Si le jury de l'agrégation de SES de 2017 écrit dans son rapport que « la sociologie ne s'arrête pas à Bourdieu »²⁶⁰, certes à juste titre, nous avons tout de même une dette envers lui. Sa connaissance approfondie des courants philosophiques qui façonnent la pensée de son temps se répercute sans doute dans sa manière de faire de la sociologie, de construire des outils scientifiques pour appréhender le monde social. C'est ainsi que son analyse sur la constitution des groupes constitue à mon sens la plus poussée et la plus complète dans le sens où sont disséqués les mécanismes qui fondent l'existence sociale du groupe. Si son article aborde cela de manière beaucoup plus large et exhaustive, nous ne retiendrons que ses éléments clés pour définir ce qu'est un groupe, notamment à travers la manière dont il se constitue.

Pour Bourdieu, le passage d'individus isolés, « sans parole, n'ayant ni la capacité ni le pouvoir de se faire écouter, de se faire entendre, sont placés devant l'alternative de se taire ou d'être parlés »²⁶¹ au statut unifié de groupe se fait à travers un processus de délégation de la parole collective. En ses termes : « l'acte de symbolisation par lequel se constitue le porte-parole, la constitution du « mouvement », est contemporain de la constitution du groupe ; le signe fait la chose signifiée, le signifiant s'identifie à la chose signifiée, qui n'existerait pas sans lui, qui se réduit à lui. Le signifiant n'est pas seulement celui qui exprime et représente le groupe signifié

²⁶⁰ Rapport du Jury de l'agrégation externe de SES. www.devenirenseignant.gouv.fr

²⁶¹ Bourdieu, P., (1984). « La délégation et le fétichisme politique ». In: Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 52-53, juin. Le travail politique. P 50.

; il est ce qui lui signifie d'exister, qui a le pouvoir d'appeler à l'existence visible, en le mobilisant, le groupe qu'il signifie »²⁶².

Autrement dit, le groupe fonde son existence lorsqu'il fait exister un porte-parole : « les individus -et cela d'autant plus qu'ils sont plus démunis- ne peuvent se constituer (ou être constitués) en tant que groupe, c'est-à-dire en tant que force capable de se faire entendre et de parler et d'être écoutée, qu'en se dépossédant au profit d'un porte-parole »²⁶³. Faute de porte-parole « ils sont renvoyés au sériel, à la récurrence, au statut d'individus isolés qui doivent se doter d'un porte-parole »²⁶⁴, moyennant quoi est consacrée l'existence du groupe car : « le groupe existe lorsqu'il s'est doté d'un organe permanent de représentation doté de la *plena potentia agendi* et du *sigillum authenticum*, donc capable de se substituer (parler pour, c'est parler à la place) au groupe sériel, fait d'individus séparés et isolés, en renouvellement constant, ne pouvant agir et parler que pour eux-mêmes »²⁶⁵.

Par conséquent, ce qui distingue les groupes de la quatrième catégorie d'exemples -ou le quatrième exemple- des trois précédents est le processus de constitution des mêmes. Un ensemble de militants réunis autour d'une cause, prenons par exemple la lutte pour l'occupation d'usine n'est pas un groupe constitué car n'a pas eu lieu de processus de délégation de la parole collective, chaque individu qui s'y trouve parle et agit à ce moment-là en son propre nom, et non pas au nom d'un groupe, ce qui en reviendrait à dire que le groupe agirait à travers lui, que le dépositaire de la parole collective serait agi par le groupe.

Ce point permet de tordre le cou à une idée reçue, une idée que j'avais moi-même intégrée au début de mon terrain. Celle-ci consiste à croire que le *MNER* se constitue en tant qu'organisation formelle, en tant que groupe politique dès 1998, comme le discours de Murua le laisse croire. Si nous laissons de côté l'adjectif « formelle », cela peut d'une certaine manière cela être vrai, si l'on considère que ce groupe de militants de 1998 forme un mouvement, que ce mouvement est national et qu'il agit en faveur des entreprises récupérées. En additionnant tout cela nous pouvons effectivement former l'acronyme *MNER* et dire que ce mouvement était un mouvement national d'entreprises récupérées.

²⁶²Ibid, p.50

²⁶³Ibid, p.49

²⁶⁴Ibid p.50

²⁶⁵Ibid p.50

Toutefois il faut attendre l'année 2002 pour que cet ensemble de militants ne se constitue, à travers une assemblée constituante et un processus de délégation de la parole collective comme l'élection de trois dirigeants, parmi lesquels se trouve José Abelli, dont l'analyse des entretiens qu'il m'a accordés est fondamentale pour ce chapitre.

4. Le *MNER* est-il une OPR ou un mouvement ?

Peut-on parler de « mouvement » pour qualifier les groupements d'ERT ? Et si oui, peut-on le faire sans effectuer de distinction de périodes ? Pouvons-nous considérer que le phénomène peut continuer à être qualifié de « mouvement » à partir du moment où se constitue la première OPR ? L'aspect organisé des OPR est-il incompatible avec la forme « mouvement » ? Dans le cas où il ne le soit pas, comment distinguer clairement des périodes avec pour seul critère la constitution de la première OPR ?

Ces questions appellent les réflexions qui suivent, étape nécessaire pour poser certaines bases analytiques essentielles à la compréhension de la construction de l'autonomisation politique du milieu des ERT.

Nous verrons qu'il n'existe pas de limite claire entre les formes « mouvement » et le caractère organisé du phénomène matérialisé par la constitution d'OPR. Nous choisirons toutefois de distinguer une période pré-OPR et une période où le phénomène est organisé politiquement de manière explicite aux yeux du reste de la société, ce qui donnera lieu à l'analyse de la constitution de la première OPR, le *MNER*.

Faisons tout d'abord mention de postures présentes dans la littérature selon lesquelles le terme de « mouvement » n'est pas réellement approprié pour qualifier le phénomène d'ERT, indépendamment de l'existence d'OPR. Dans le chapitre 8 de l'ouvrage collectif « Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina » (2011), Andrés Ruggeri va dans ce sens. L'auteur opère une distinction entre les ERT et le reste des mouvements sociaux qui leur sont initialement contemporains en Argentine d'après au moins deux critères : les ERT ne naissent pas de la crise de 2001 et proviennent dans une grande mesure de l'économie formelle. Ainsi, pour Ruggeri « lorsque l'on observe rétrospectivement après plusieurs années le développement du processus, il est difficile de caractériser les ERT,

malgré le fait qu'elles s'organisent à travers certaines structures fluctuantes appelées « mouvements », en tant que *mouvement social* comportant des caractéristiques assimilables à d'autres [mouvements] identifiés généralement comme étant le fruit de la crise de 2001, non seulement parce que les ERT n'émergent pas exclusivement de celle-ci mais aussi parce qu'elles constituent un phénomène socioéconomique issu de l'économie formelle, avec une capacité d'incidence politique bien supérieure à celle que pourrait laisser supposer son importance numérique. Tandis que les *Piqueteros*, à travers leurs nombreuses organisations, autant celles liées aux réseaux clientélistes comme celles qui sont le plus militantes, parvenaient à mobiliser des centaines de milliers de personnes et que les clubs de troc et les assemblées populaires atteignaient tous les quartiers de Buenos Aires, les ERT explosaient en tant que conflits ouvriers localisés, au sein desquels s'agglutinaient tout au plus quelques milliers de travailleurs dans leur lieu de travail. Tandis que les uns exprimaient une protestation sociale face aux conséquences du néolibéralisme dominant, les ERT représentaient une pratique propre aux travailleurs qui affrontaient et résistaient au phénomène économique de fermeture d'entreprises en essayant de l'éviter. Chacun des cas, d'un autre côté, ne pouvait se lier aux autres qu'à travers la solidarité et l'action érigée en exemple, car la survie ou non de chacune des expériences [de récupération] dépendait presque exclusivement de sa propre capacité et mis à part le fait de les représenter face à l'Etat et tenter d'arracher des concessions au pouvoir politique, peu de choses pouvaient être faites par les structures qui les réunissaient, à moins qu'elles soient intervenues dans les affaires internes de chaque entreprise »²⁶⁶.

4.1 Mouvement ou organisation ? Une fausse dichotomie.

Toutefois, la période pré 2002, plus précisément la période qui va de 1992 -année où *Campichuelo* et *Quilmes Adabor* sont récupérées- à 2002 -année où se constitue le *MNER* en tant que première OPR- est alors caractérisée par l'informalité et la forme « mouvement », au point que les premiers travaux parus sur le phénomène, hormis ceux qui portent sur

²⁶⁶ Ruggeri et al. (2009) *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires p.83

l'organisation interne des ERT- y voient le plus souvent un mouvement et rien de plus. Cela peut s'expliquer pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, comme le remarque Ruggeri dans la citation précédente, les ERT sont contemporaines, au moins jusqu'en 2003 -année de l'élection de Nestor Kirchner- d'une effervescence de mouvements sociaux avec lesquelles elles interagissent en plus ou moins grande mesure tels que les mouvements de *Piqueteros* (Svampa 2002), ou encore le mouvement des assemblées de quartier (Adamovsky, 2004, 2007) pour ne citer que ceux-ci.

Bien sûr, il ne faut pas confondre le caractère de « mouvement » d'un phénomène avec la notion -ou les notions- de *mouvement social* mais la conceptualisation de ces derniers est tout de même fondée sur la notion de mouvement. Nous emprunterons alors certains concepts utilisés pour analyser les mouvements sociaux afin de les appliquer à cette démonstration et d'expliquer les tensions qu'il peut y avoir entre par exemple le degré d'organisation et de hiérarchisation d'un phénomène et la notion même de mouvement ainsi que leur possible dépassement.

Ainsi, ce foisonnement de phénomènes classés en tant que mouvements sociaux au début des années 2000 en Argentine tend à favoriser le fait que les ERT soient appréhendées comme un mouvement qui viendrait compléter un tableau plus large dans une société en pleine effervescence. C'est le cas par exemple des travaux de Fernández, Maldonado, Herrán, Scopel, et Quartulli (2004), ceux de Retamozo (2011) ou encore ceux de Mascheroni et Perbellini (2014).

Pour finir, ces travaux n'opèrent pas de distinction de périodes pour qualifier le phénomène de « mouvement ». Pourtant, si l'on considère que l'existence d'organisations constituées et hiérarchisées est incompatible avec la notion de mouvement social qui lui serait caractérisé par un faible degré d'organisation et un haut degré de spontanéité, il est alors aisé d'en voir un dans les ERT de la période pré 2002. Toutefois, dès que se constitue la première OPR, « le mouvement » acquiert un degré d'organisation supérieur, qui se complexifie d'ailleurs par la suite avec le fractionnement du *MNER* et la constitution d'OPR concurrentes.

Il s'ensuit que cette qualification de « mouvement » découle d'une définition large, qui admet en son domaine la possibilité d'une certaine organisation et hiérarchisation. Ou encore mieux : la définition de « mouvement » ne porterait pas, *in fine*, sur les aspects organisationnels.

Pour approfondir cela, nous pouvons effectuer une analogie avec l'analyse des mouvements sociaux d'Erik Neveu (2015). Ce dernier montre tout d'abord que si la notion d'action collective (dans une acception élargie), essentielle aux mouvements sociaux, peut s'appliquer à des univers très organisés tels que l'entreprise ou l'administration, il paraît toutefois évident qu'il existe une grande différence avec les mouvements sociaux, notamment en ce qui concerne la part de croyances et d'engagement dans les motivations de l'action : « La production de biens et de services ne se distingue-t-elle pas nettement de la mobilisation des énergies pour une revendication ? Le degré d'institutionnalisation n'est-il pas incomparable ? La nécessité de gagner sa vie, l'organisation hiérarchique de l'entreprise, l'importance du travail comme élément structurant des existences garantissent a priori que chaque salarié répondra à l'appel de la pointeuse [...] La comparaison semblera enfin oublier une dimension de la croyance. Il n'est point besoin d'une foi quelconque dans des valeurs sacrées de l'industrie automobile pour travailler dans un garage. Un minimum de croyance en la « cause » s'impose à l'inverse pour manifester contre l'apartheid ou des essais nucléaires »²⁶⁷.

Autrement dit, les logiques propres à l'administration et aux entreprises (dans le sens marchand du terme) seraient différentes à celles des mouvements sociaux qui elles, relèveraient de l'engagement idéologique et/ou militant. Erik Neveu ironise quelque peu par la suite, en remarquant que pour une fois certaines catégories sociologiques et celles du sens commun se recourent pour opérer une telle distinction, qui apparaît alors comme évidente. Il s'agit également d'un appel à la vigilance épistémologique dirigé vers un courant particulier de la sociologie des mouvements sociaux : « l'évidence semble suggérer le caractère parfaitement artificiel d'un rapprochement entre des objets que les classements, pour une fois alliés, du sens commun et de la sociologie associent, pour les uns, à l'analyse des organisations, pour les autres, à l'étude des mobilisations. Mais un retour critique sur ces objets suggère bientôt un ensemble de recouvrements troublants. Quatre exemples l'illustreront »²⁶⁸.

Le premier exemple renvoie au néo management dans l'entreprise. Il ne s'agit plus pour les travailleurs d'exécuter une quelconque tâche répétitive mais de « prendre part à un projet », de « faire partie d'une équipe », d'avoir « l'esprit d'entreprise ». Je me permets un commentaire

²⁶⁷Neveu, É. (2015). I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ? Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie des mouvements sociaux* Paris: La Découverte p.7

²⁶⁸Ibid p.7

très peu orthodoxe, à l'adresse des rares lecteurs de ma thèse qui n'auront pas sauté ces lignes, voire ces pages. Durant mes années étudiantes, ce qui inclut la durée de préparation de ma thèse, j'ai eu la très enrichissante -d'un point de vue sociologique et non pas pécunier- occasion de pouvoir exercer plusieurs « petits boulots » -qui demandent toutefois de gros efforts- notamment dans le domaine de la restauration, essentiellement dans des PME. J'ai pu sentir dans ma propre chair les effets de ces techniques de néomanagement, à croire que tous les patrons achètent le même manuel en ligne à prix cassé. J'étais très surpris de retrouver dans le discours de mes collègues de travail, plus généralement chez les plus anciens ce type d'éléments discursifs qui font allusion « à l'équipe » -envers laquelle il faut se solidariser : être absent ou en retard nuit à l'équipe car les autres devront fournir plus de travail et reporter leurs congés- à « l'entreprise » -dans laquelle il faut s'investir-, « au chiffre » -qu'il faut maximiser comme si nos salaires en dépendaient, alors que nous percevons invariablement le Smic horaire. La conscience d'être salarié s'efface totalement au profit de cet « esprit d'équipe » au nom duquel il faut accepter, dans les limites floues d'un cadre légal tout aussi flou dans nos esprits, n'importe quel sacrifice sous peine de se sentir coupable de trahir « l'équipe ». Le chiffre d'affaires n'est pas maximisé dans une pure logique marchande -les intérêts des salariés sont décorrélés à court terme de celui du patron sur ce point- mais il devient un indicateur de la performance collective -et le collectif « c'est beau », c'est consensuel du moment où il ne remet pas en cause l'ordre établi- du sentiment d'accomplissement de soi. Ainsi, un ensemble de salariés devient « une bonne équipe », dans laquelle chacun est un « bon barman », qui devient plus simplement « un bon », du fait que le travail est constitutif de notre identité sociale et que le sentiment de réussite individuelle emprunte le chemin du travail pour se réaliser. Ainsi, la crainte du licenciement n'explique pas entièrement la motion des corps. Il fallait *une part de croyances collectives* au sujet de ce que nous faisons pour que cela soit si bien fait, que les cocktails soient produits avec une telle dextérité, que bière soit tirée de manière à ce que nous ressentions une réelle satisfaction lorsque la frontière entre le liquide et la mousse correspondait au marquage du verre. Ces croyances sont largement inculquées par les entrepreneurs d'opinion -les managers et les patrons- qui ont, eux, un intérêt matériel direct à la maximisation de notre effort.

Pour illustrer cela, Erik Neveu reprend Boltanski et Chiapello : « L'une des tendances récentes du management a été d'introduire dans le fonctionnement de l'entreprise des techniques de mobilisation et de motivation souvent voisines de celles des univers militants, faisant des cadres ou contremaîtres de véritables militants de l'entreprise, cherchant à produire un rapport à la

firme qui fasse vivre le salariat comme une forme d'engagement total au service d'une cause [Boltanski et Chiapello, 1999] »²⁶⁹

Le deuxième exemple mobilisé par Erik Neveu concerne les administrations publiques : « le fonctionnement de certaines administrations, dans le domaine de la santé publique par exemple, permet de constater que les démarches mises en œuvre pour promouvoir des politiques publiques ne sont pas sans parenté avec les objectifs et moyens d'action de groupements militants. Est-il absurde de comparer les campagnes de prévention du sida ou de l'alcoolisme que développe le ministère de la Santé avec les actions que peuvent promouvoir le mouvement AIDES ou une association antialcoolique ? »²⁷⁰.

L'auteur introduit deux autres exemples qui « peuvent illustrer les proximités entre des formes d'action militante et la logique des organisations économiques et bureaucratiques »²⁷¹ mais opère cette fois-ci un déplacement du regard. Les deux premiers illustrent l'existence de logiques propres aux mouvements sociaux au sein d'organisations hiérarchisées qui a priori diffèrent complètement des logiques d'action collective. Les deux suivants montrent au contraire l'existence de logiques entrepreneuriales et administratives -issues donc d'organisations hiérarchiques- au sein même des mouvements sociaux.

Ainsi, le troisième exemple montre l'introduction des logiques entrepreneuriales dans la réalisation de l'action collective : « les logiques d'entreprise pèsent d'un poids croissant dans le fonctionnement de nombreuses mobilisations. Une des façons à la fois de financer et de populariser une cause passe par le développement d'une gamme de « produits » : livres, tee-shirts imprimés, autocollants »²⁷².

Pour finir, le quatrième exemple montre l'existence de logiques d'entreprises de services au sein des mobilisations collectives : « certaines structures de type associatif et militant ont connu dans la période récente une professionnalisation qui s'est traduit par le développement d'un corps de permanents et d'experts (juristes, communicateurs) qui aboutit à une organisation interne voisine de celle d'une entreprise de services »²⁷³.

²⁶⁹Ibid p.9

²⁷⁰Ibid p.9

²⁷¹Ibid p.9

²⁷²Ibid p.9

²⁷³Ibid p.9

Rappelons le fil du raisonnement. Nous nous sommes engagés dans la discussion « mouvement » *versus* « organisation » car nous avons délimité deux périodes en fonction de cette différence qui est, comme nous le venons de le voir, à remettre en question. En effet, les exemples sus-cités montrent que l'existence d'organisations hiérarchisées au sein d'un phénomène n'invalide pas sa qualification en tant que « mouvement » car le critère discriminant pertinent ne porte pas tant sur les logiques organisationnelles mais plutôt sur les logiques (croyances, engagement) qui sous-tendent l'action collective, le mouvement.

Toutefois, même si l'existence d'OPR ne disqualifie pas l'adjectif de « mouvement » pour parler des ERT, il ne met certainement pas en avant l'organisation politique des ERT comme un espace en dispute de positions relatives à partir du moment où se constitue un espace de pouvoir formalisé, à savoir la première OPR dans laquelle évoluent différents courants. Nous pouvons parler d'espace de positions relatives intra-OPR. Cette période dure moins de deux ans car en 2003 c'est la dispute elle-même qui se formalise avec la scission du *MNER* et la constitution du *MNFRT* : l'espace de positions relatives existe alors également au niveau inter OPR.

En d'autres termes, il existe tout de même une différence entre la période pré OPR, très marquée par la forme de mouvement dans sa définition restreinte et la période marquée par l'existence des OPR. Si les deux admettent la qualification de « mouvement », la seconde période en admet toutefois une définition plus large et nous préférons plutôt y voir la prépondérance des organisations politiques de représentation.

A continuation nous tenterons de « disséquer » la période pré OPR pour en analyser différents aspects afin, dans un second temps, de disposer d'éléments robustes pour appréhender correctement le processus de constitution de la première OPR. Ce moment est déterminant dans la mesure où il représente un saut qualitatif dans le processus d'autonomisation politique du phénomène des ERT argentines.

Nous aborderons dans un premier temps les processus qui mènent à la constitution du *MNER*. A travers cela nous verrons les enjeux qu'il existe par exemple dans la manière de situer les débuts du *MNER* chez les différents acteurs. Ces enjeux sont en relation avec la position relative qu'ils occupent dans le milieu des ERT sur le plan politique et idéologique. Ainsi, c'est en prenant en compte cette structure que nous sommes en mesure de dévoiler les enjeux en question qui entretiennent une relation, *in fine*, avec la définition en dispute de ce qu'est une

OPR. Autrement dit, le fait de situer les débuts du *MNER* est inséparable de la manière de définir ce qu'est le *MNER*.

Dans un second temps nous verrons quels sont les courants idéologico politiques qui coexistent, interagissent et forment « le mouvement des ERT » durant la période pré OPR. Ils se retrouvent quelque temps ensuite réunis sous la bannière du *MNER* lors de la formalisation de celui-ci puis différentes scissions se produisent ensuite.

Certes nous aurions pu inverser ces deux parties, cela aurait favorisé la compréhension des positions relatives nécessaire à celle des enjeux. Toutefois l'analyse de la délimitation temporelle aurait été lésée. Face à ce choix impossible nous avons dû trancher et préférer de présenter en premier lieu les enjeux de la « question chronologique ».

5. Mouvement d'ERT ou proto OPR ? L'avant-*MNER*, une période marquée par l'informalité.

Contrairement à ce qui peut être perçu suite à la manière dont je fais le choix de présenter l'évolution du phénomène d'autonomisation politique des ERT argentines, l'acte qui marque la constitution du *MNER* n'est pas, pour la vieille garde de dirigeants qui l'ont vécu et protagonisé –en tout cas ce n'est pas présent dans leurs discours- quelque chose qui revêt une importance majeure. Si José Abelli a du mal à se souvenir de la date de cette assemblée constituante et se trompe quant au lieu où elle s'est tenue, Eduardo Murua ne la mentionne même pas. Lorsque je pose la question au premier sur la date à laquelle se crée le *MNER*, afin de la comparer avec les réponses des autres entretenus, j'observe que sa réponse diverge radicalement de celle du second. En effet, Abelli évoque le *MNER* après s'être remémoré les premières occupations d'usines auxquelles il a participé : « Et ensuite s'est formé le *MNER* à Buenos Aires.

-En quelle année ?

-Je ne me souviens plus... Je suis très mauvais pour les dates. C'était en 2001 ou en 2002. En tout cas l'assemblée s'est tenue à *l'IMPA* »²⁷⁴.

²⁷⁴ Entretien réalisé auprès de José Abelli, 2018.

Cela nous renseigne tout d'abord sur la manière dont les principaux producteurs de discours – performatif qui plus est- *racontent*, produisent un récit d'une histoire en dispute. Nous approfondirons cet élément dans cette sous partie. D'un autre côté, si Abelli fait mention d'une réunion « fondatrice » tenue à *l'IMPA*, il est loin d'être le seul. Nous verrons en aval que la réunion fondatrice –ou formalisatrice- du *MNER* a eu lieu quelques mois plus tard dans les locaux de l'usine métallurgique *La Baskonia*. Le fait de la situer à *l'IMPA*, que ce soit par oubli ou par volonté de communiquer en ce sens dévoile un flou quant aux « débuts du *MNER* » et par conséquent à ce qu'est le *MNER* en tant qu'objet politique : pour situer les débuts de la chose il faut pouvoir définir la définir. Ce flou se traduit en réalité par un manque de consensus sur la définition et devient, comme –presque- toutes les définitions, un enjeu de lutte.

6. La « petite perle » de Ruggeri. Le compte rendu de l'une des assemblées les plus structurantes du proto-groupe de représentation politique des ERT fait état des rapports de force entre les différentes tendances qui s'y trouvent.

Avant d'approfondir ce point, nous devons toutefois rappeler quelques éléments contextuels et historiques. L'un d'eux est la réunion qui s'est tenue à *l'IMPA* mentionnée ci-dessus. S'il est difficile d'obtenir des informations à travers les entretiens, l'aide d'Andrés Ruggeri a été déterminante. Il me fait parvenir un document qu'il qualifie de « petite perle » : le compte rendu de la réunion à *l'IMPA*, à l'époque où le *MNER* n'était pas encore constitué formellement.

Je reproduis partiellement ce compte rendu afin d'en produire une analyse détaillée. Il se divise en trois grandes parties. La première fait état de l'objet de la réunion, du lieu et de ses enjeux. La deuxième est composée de demandes aux pouvoirs publics, de projets et d'orientations de la part de ce secteur en pleine émergence que constituent à ce moment-là les ERT. La troisième est composée par la liste des fédérations et des coopératives qui y ont assisté à travers la présence de leurs représentants.

6.1 En l'absence d'OPR constituée, la catégorie « ERT » est loin d'être hégémonique pour désigner une entreprise récupérée.

Le contenu respecte le style classique des compte-rendus des assemblées ouvrières qu'il est possible de relever dans la littérature grise qu'il est possible de relever auprès des syndicats mais aussi dans la littérature scientifique qui traite de ces derniers :

« INFORMATION

Le 27 octobre de l'année 2001, se sont réunis à Buenos Aires, dans les locaux de la coopérative *IMPA*, un groupe de représentants de coopératives de travail et de fédérations, motivés par le besoin d'apporter une réponse organisée à la croissante destruction de sources de travail à travers la réouverture d'usines au moyen de l'autogestion des travailleurs ».

Remarquons que du paragraphe introductif sont absents les termes –qui apparaissent toutefois plus bas- aujourd'hui consensuels « d'entreprises récupérées par leurs travailleurs ». Dans le même esprit, *l'IMPA* n'est pas désignée comme une « entreprise récupérée » mais comme une « coopérative », alors que les représentants des autres ERT sont mentionnés en tant que représentants « de coopératives de travail ».

Au moins deux raisons peuvent expliquer ce choix sémantique. La première, liée à la seconde, est que les « coopératives de travail » constituent un objet beaucoup plus connu en 2001 que les ERT. Implantées dans le pays depuis la fin du XIXe siècle, elles jouissent d'une large acceptation dans la société argentine. Par conséquent il vaut mieux se référer à un objet connu et accepté pour tenter de légitimer un mode d'action ouvrière et une organisation de la production plutôt que d'annoncer dès les premières lignes quelque chose de relativement nouveau dont la légitimité est en dispute.

La seconde raison est de « rassurer » le public en faisant appel à cet objet dont l'aspect est bien plus neutre politiquement que celui de travailleurs faisant tourner des usines qui ne leur appartiennent pas légalement suite à la faillite de la forme SA ou SARL, autrement dit, de la forme classique de l'entreprise capitaliste.

L'emploi des termes « coopératives de travail », plus (re)connus que celui « d'ERT » et plus rassurants d'une certaine manière peut se lire comme une recherche de légitimité auprès de « l'opinion publique ».

Le compte rendu se poursuit ainsi : « Lors de la rencontre les travailleurs autogérés prennent en compte l'organisation social du travail pour une économie solidaire qui satisfasse les besoins populaires à travers la constitution d'un mouvement de convergence autour des objectifs généraux suivants ».

Les termes employés sont une nouvelle fois à relever. Loin de mentionner le *MNER*, le texte mentionne au contraire « un mouvement de convergence », dont l'illusion de sa réalisation était encore possible à ce moment-là²⁷⁵. Seulement, considérer que cela eût été effectivement possible en revient à nier la construction des rapports de forces et celle des positionnements relatifs qui sont en gestation durant cette période. Toutefois, la question de l'union revient souvent lors des entretiens, notamment lors de la période la plus récente de mon terrain, où les effets néfastes des politiques macristes sur l'industrie et le commerce se font sentir de manière plus marquée.

Les autres termes à relever sont ceux de « besoins populaires ». Nous retrouvons ici la logique populiste de gauche, typique de l'aile gauche du péronisme de construire la notion de « peuple » en contraposition à un élément qui n'en fait pas partie : « l'oligarchie ».

Les « orientations générales » dont fait état le compte rendu ne sont pas énumérées mais nous allons le faire ici pour simplifier leur analyse : « 1- Proposer [aux pouvoirs publics] la mise en place de politiques publiques de soutien et de promotion de la récupération d'entreprises en crise de la part des travailleurs organisés en coopératives ou d'autres formes qui les représentent ».

La dernière phrase est essentielle pour comprendre un des enjeux de la période. La forme juridique de prédilection associée à l'autogestion, concept qui peut s'opérationnaliser de nombreuses manières différentes ce qui donne lieu à une lutte pour sa définition, n'est pas encore clairement établie en faveur de la forme « coopérative de travail » régie par la loi 20.337. Sur le terrain s'affrontent plusieurs visions de l'autogestion parmi lesquelles, hormis la figure de la coopérative de travail – l'équivalent de la Scoop en France- nous pouvons identifier la société anonyme, dont le capital est détenu par les travailleurs, majoritairement ou totalement, directement ou indirectement –c'est par exemple le cas lorsque le capital de l'ERT qui est une SA est contrôlé par une coopérative détenue à son tour pas les mêmes travailleurs de l'ERT.

²⁷⁵ Nous préférons cette tournure de phrase à une autre, plus intuitive mais fautive de notre point de vue : « dont la réalisation était encore possible à l'époque ». Cela ferait voir le déroulement des événements comme quelque chose d'aléatoire, où le hasard ou le libre arbitre auraient un rôle à jouer. Nous nous inscrivons au contraire dans la tradition spinoziste selon laquelle les événements actuels sont le produit d'une concaténation de causes et d'effets. Par conséquent, seul ce qui se produit n'est possible au moment où cela se produit et tout tracé alternatif ne relève que d'une fiction car les conditions de sa réalisation n'étaient tout simplement pas réunies.

Nous pouvons également identifier la forme de prédilection du Parti des Travailleurs Socialistes, à savoir l'étatisation sous contrôle ouvrier.

L'intention de ce compte-rendu est de passer outre les différences idéologico-stratégiques qui deviennent clivantes par la suite. Ainsi, cela nous informe également sur l'état du milieu des ERT lors de cette réunion tenue à l'*IMPA*. Il s'agit d'un milieu en pleine formation, aux délimitations intérieures encore floues. Ce document montre que les divisions qui se construisent déjà au moment de sa publication ne sont pas encore clairement visibles et que de part et d'autre de cet « échiquier autogéré » l'on s'accorde pour lutter contre un adversaire commun, l'urgence matérielle largement aggravée par la crise.

6.2 Une revendication ancienne : l'accès au crédit.

Ces commentaires sont en lien avec la première phrase de cet extrait. Lorsqu'il s'agit d'adresser une demande aux pouvoirs publics, plusieurs stratégies sont possibles. Faire bloc derrière une revendication est l'une d'entre elles et c'est manifestement l'intention qui se dégage suite à cette assemblée. Nous verrons toutefois par la suite que s'il s'agit d'obtenir certains bénéfices relativement marginaux du point de vue de l'Etat mais importants du point de vue d'une ERT en crise tels que des subventions directes ou indirectes ou des lignes de crédit, les différentes OPR s'adressent séparément aux pouvoirs publics qui ont d'autant plus tendance à céder lorsque la demande ne concerne qu'une partie du milieu. Au-delà du coût relativement plus faible par rapport à s'il fallait satisfaire l'ensemble des revendications pour l'ensemble des ERT, les pouvoirs publics ont intérêt à entretenir une division au sein du milieu en jouant sur la rareté des « faveurs » afin de mettre les différentes OPR en concurrence dans l'espoir d'en discipliner l'ensemble.

Le texte se poursuit ainsi : « 2- Créer et gérer des mécanismes de soutien financier qui contempnent la situation initiale de ces entreprises ».

Il s'agit là d'une idée qui apparaît elle aussi de manière régulière dans les entretiens, le plus souvent pour déplorer l'absence de sa réalisation. C'est au cours de ces mêmes entretiens que j'ai pu avoir accès à l'idée que l'on se fait de cette idée, autrement dit, à conception de ce crédit mutuel. Dans la lignée de Proudhon et de Louis Blanc, des associationnistes et des proto-syndicats du XIXe siècle, les travailleurs autogérés argentins envisagent de mettre en commun

une partie des excédents des ERT qui fonctionnent le mieux afin de faciliter l'accès au financement pour celles qui en ont le plus besoin.

Cette idée initiale présente des variantes, souvent conditionnées par la position de l'entretenu dans le milieu. Par exemple, certains membres de la *Facta*, habitués à interagir avec des sénateurs, des députés et des intendants *kirchnéristes* avant l'arrivée de Macri au pouvoir envisageaient que l'Etat ou les gouvernements provinciaux puissent apporter des fonds publics à ces organismes de crédit autogérés. Contrairement à eux, les membres du *MNER*, habitués à être dans l'opposition vis-à-vis du gouvernement –tout en se revendiquant du péronisme- n'envisagent d'aucune manière une aide de l'Etat si généreuse.

Cela nous informe également sur une limite structurelle du secteur : l'accès au crédit, ou plutôt l'absence d'accès. Pour des raisons idéologiques, à cause des idées reçues sur l'autogestion mais surtout en raison du coût d'opportunité que cela représente de financer les ERT, les banques préfèrent ne pas ouvrir le robinet du crédit –ou le faire manière très partielle- envers ce secteur qui en a pourtant cruellement besoin et dont le maintien dans le temps prouve que les projets sont viables. Seulement, viable ne signifie pas « suffisamment rentable » du point de vue de l'entreprise capitaliste. Par conséquent le poids relatif d'un emprunt réalisé au prix du marché représente généralement un coût exorbitant dans la valeur ajoutée générée par les ERT qui privilégient plutôt le maintien des postes de travail au détriment du reste. En d'autres termes, certaines banques sont disposées à prêter aux ERT au prix du marché mais celui-ci s'avère bien trop élevé au regard de la structure de coûts de ces entreprises : parfois la valeur ajoutée générée suffit à peine à rémunérer les travailleurs.

6.3 La question de la dette potentiellement héritée, une réalité matérielle commune génératrice de sentiment d'appartenance commun.

En ce qui concerne la mesure réclamée, il est frappant de constater la pérennité de cette demande au fil des ans. En effet, la question des dettes contractées par l'entreprise privée en faillite dont héritent souvent les jeunes ERT –notamment vis-à-vis des fournisseurs, des banques et de l'Etat- est une question récurrente qui n'a pas à ce jour trouvé de réponse universelle et définitive. En effet, les dettes sont le plus souvent renégociées –si la majorité des créanciers l'accepte- lors de la faillite. L'enjeu pour les travailleurs qui forment une nouvelle coopérative sur les bases de l'ancienne entreprise est de ne pas hériter de la dette contractée par l'ancien patron. Seulement,

la totalité des créanciers ne partagent pas leur point de vue et réclament d'être payés. S'installe alors une deuxième négociation. Les travailleurs ont besoin de fournisseurs, vers lesquels l'ancien patron a laissé une dette. Pour accepter de livrer commande, les fournisseurs réclament de récupérer une partie de leur créance auprès de la nouvelle coopérative qu'ils perçoivent d'une certaine manière -et dans cette situation- comme l'entreprise qui leur doit de l'argent. Les négociations se font alors au cas par cas et sont souvent tributaires de l'interprétation des juges commerciaux et du rapport de forces entre les travailleurs et les créanciers, souvent très défavorable envers les premiers. Cela aboutit à des situations où les ERT qui commencent par exemple à produire dans l'informalité se retrouvent dans l'incertitude la plus totale quant à la question de la dette qu'elles semblent hériter. Toutefois, la stabilisation de leur situation juridique n'entraîne pas nécessairement celle de la question de la dette mais octroie toutefois au collectif de travailleurs formellement et légalement organisé un poids supplémentaire dans la négociation.

À cette question s'ajoute celle des nouvelles dettes contractées par les ERT. Il est tout à fait notoire de constater que ce sujet est aujourd'hui complètement d'actualité, notamment depuis que le secteur industriel argentin se voit confronté à la difficulté supplémentaire que représentent les « *tarifazos* » de l'ère Macri. Il s'agit là de phénoménales augmentations des tarifs de gaz, d'eau et d'électricité. Cette hausse s'explique par la suppression de la plus grande partie des subventions aux compagnies privées qui gèrent ces services publics à partir de 2016. Ces dernières souhaitent par ailleurs maintenir leur rentabilité mesurée en dollars ce qui fait que chaque dépréciation du *peso* se traduit par une hausse de leurs tarifs. Cette terrible augmentation se répercute sur la répartition de la valeur ajoutée créée par les ERT au détriment de la part qui revient aux travailleurs et aux investissements et compromet par la même occasion la survie du groupe, que ce soit par manque de revenus pour vivre -les travailleurs sont l'ERT, s'ils disparaissent elle aussi le fait- ou par manque d'investissements productifs. Souvent impayées car impayables, les factures cumulées sont autant de dettes que les ERT ont envers l'Etat. A titre d'exemple, la coopérative *Cueroflex* cumule en décembre 2017 une dette de plus de 6 millions de *pesos* envers *Edenor*, une des compagnies d'électricité du pays (Pagina 12, 29 avril 2018). Sachant que les « retraits » des travailleurs n'excèdent que rarement les 20 000 *pesos*, cette dette met en péril la viabilité de l'entreprise. Dans le cas où les ERT décident de payer une partie de leur dette due au *tarifazo*, il est très probable qu'elles doivent contracter des dettes ailleurs, un système de vases communicants qui les asphyxie.

Ainsi, la situation du début des années 2000 est similaire à l'actuelle sur plusieurs points, tels que celui des dettes. Même si les *tarifazos* sont spécifiques à l'ère Macri, les factures impayées génératrices de dettes ne datent pas d'aujourd'hui. Il suffit que le chiffre d'affaires de l'ERT suffise à peine à assurer un revenu décent aux travailleurs pour que le paiement des services passe au second plan, situation très commune lors des premières vagues de récupération.

Ce type de difficultés participe à la construction d'une identification commune des travailleurs autogérés. Une souffrance partagée constitue un facteur fédérateur puissant sur lequel s'appuie la construction d'un sentiment d'appartenance commun à la figure du travailleur autogéré. Si l'expression « on est tous dans la même galère » résume bien cette idée, elle apparaît plus explicite dans l'analyse de la pensée du philosophe italien Roberto Esposito réalisée par Pierre Lénéel, qui tente d'envisager la communauté sous l'angle du don, de la dette et de l'altérité dans l'ouvrage collectif dirigé par Amiotte-Suchet, Sainsaulieu et Salzbrunn, *Faire communauté en société, Dynamique des appartenances collectives* (2010). En ce sens, l'auteur reprend l'idée de la communauté fondée sur un manque, une dette commune fondatrice d'appartenance.

Nous pouvons compléter cela avec l'analyse de Bruno Théret (2007) sur la « monnaie dette de vie » qui considère, dans le sillage de Rospabé (1995) que toute société compte parmi ses fondements le besoin de ses membres, conscients de l'inéluctabilité de leur propre mort -ce qui fait d'eux des *morituri*-, de se perpétuer dans le temps. Ainsi, pour Théret : « Les dettes de vie sont au cœur de la reproduction sociale car, confronté à la mortalité de ses membres, tout groupe, toute société, pour s'inscrire dans la durée, doit nécessairement assurer sa pérennité par-delà leur disparition inéluctable à terme, ce qui passe par la transmission des dettes de vie entre générations et l'entretien du « capital-vie » global de la société ». Ceci étant, l'idée selon laquelle le lien social a pour origine la conscience de mourir -et qui passe dans cet exemple par la création et la circulation des dettes de vie- rejoint les propos de Pierre Lénéel (2010), pour qui les *morituri* se constituent en communauté sur la base ce qu'ils ont en commun, la certitude de leur mort. Mis en opposition à l'identification à un facteur fédérateur « plein » -l'identification à un élément vivant, perçu comme concret -, l'idée d'une communauté de destin dans la souffrance, dans la dette commune met à jour un autre type de facteur fédérateur dont nous retrouvons une forme euphémisée dans l'exemple des souffrances communes endurées par les travailleurs des ERT. L'existence de dettes impayables qui menacent leur survie et qui participe, comme nous l'avons dit, à la construction d'une identification commune, élément essentiel à la construction de la communauté ou à la création de lien social. Cela participe indéniablement à

la construction de ERT comme un objet spécifique au sein du mouvement ouvrier, ce qui constitue une base solide sur laquelle peuvent se construire les OPR.

6.4 Agir sur le législateur.

Le communiqué se poursuit sur une autre revendication phare des ERT : « Mettre en place un cadre légal qui protège et qui promeuve la récupération de sources de travail à travers la formation d'entreprises de travailleurs (Modification de la loi des faillites, du système de prévision de retraite²⁷⁶, homogénéisation des législations nationales et provinciales) tout en contemplant des alternatives qui facilitent la propriété transitoire ou définitive des moyens de production ».

Cette revendication exprimée par le milieu autogéré argentin à travers ce document est encore d'actualité. La situation qu'elle cherche à résoudre fait partie du fardeau commun mentionné et analysé dans le point précédent. Cela nous indique que les divisions qui vont suivre ne sont pas dues à des revendications différentes de la part de différentes OPR mais bel et bien un effet de champ où chaque acteur entre en lutte pour la représentation légitime, pour le pouvoir.

6.5 Échanger entre ERT.

Le contenu des paragraphes suivants est toujours d'actualité : « Participer dans de nouvelles options de marché qui favorisent le secteur à travers des propositions telles que « l'achat national » ou « l'achat coopératif ». De la même manière, générer un réseau d'intégration socioéconomique entre ces coopératives qui produise des échanges commerciaux, de « savoir » et d'expériences.

Adhérer et participer à ces activités du camp populaire qui visent la réactivation du marché intérieure et une distribution plus égalitaire des richesses. En particulier celle qui concerne la mise en place d'une assurance chômage ».

²⁷⁶ Les travailleurs autogérés sont considérés comme des travailleurs indépendants en Argentine et sont soumis à la même réglementation que les auto entrepreneurs en ce qui concerne la couverture et les apports à la sécurité sociale qui est bien moins avantageuse que celle des salariés formels et syndiqués.

Cela constitue la trace écrite de la volonté de créer un marché coopératif avant la constitution de la première OPR, à travers lequel les travailleurs autogérés seraient en mesure de contrôler plusieurs chaînes de valeur et de pouvoir décider collectivement des prix relatifs. Si cette idée se retrouve dans les discours de plusieurs dirigeants de la *Facta*, c'est tout de même le *MNER* qui est le plus prêt de la faire aboutir avec la mise en place d'une crypto-monnaie alternative à taux de change fixe, la monnaie *Par*. Nous aurons l'occasion de revenir bien plus longuement sur cette expérience dans le chapitre suivant. La mention faite du « camp populaire » est également notoire. D'un côté, l'un des rares documents officiels qui engagent pratiquement tout le milieu autogéré argentin l'emploie comme si la réalité qu'il recouvre était évidente et sautait aux yeux du lecteur. Autrement dit, ce concept peu académique renvoie tout de même à quelque chose de suffisamment immédiat pour le milieu des ERT comme pour être employé de la sorte. Cela peut nous faire supposer qu'il existe dans ce milieu soit la certitude d'appartenir au camp populaire, soit d'y être très proche -selon les acteurs-, autrement une telle mention à ce concept serait soit écartée soit explicitée davantage.

En outre, si réclamer une meilleure distribution des richesses peut paraître un élément de langage assez consensuel en France actuellement, notamment suite à l'écho qu'a eu l'ouvrage de Thomas Piketty, *Le capitalisme au XXI^e siècle*, cette réclamation prend un tout autre sens dans un pays périphérique qui se trouve dans la région la plus inégalitaire du monde -avec le lot de souffrances que cela entraîne pour les classes populaires- et qui de surcroît se trouve dévasté par la plus importante crise économique de son histoire. Répartir les richesses en Argentine signifie à ce moment-là de résoudre les situations d'urgence que doit affronter la majorité de la population -trois Argentins sur cinq se trouvent sous le seuil de pauvreté en 2002- et notamment les travailleurs qui tentent le pari désespéré de maintenir ouvertes les portes de leurs usines pour éviter de couler avec elles. Cette expression positionne également le milieu des ERT de manière assez claire sur l'échiquier idéologique mais aussi au sein du champ politique argentin. Certes, nous avons déjà insisté sur le fait que les travailleurs des entreprises autogérées ne décident pas de mener une telle lutte pour des raisons idéologico-politiques. Cela ne signifie pas toutefois qu'ils soient exempts d'avoir des positionnements politiques, au sens large, et de remettre en question un ordre établi fortement inégalitaire, notamment parce qu'ils en sont unes des premières victimes. Le vécu de leur situation matérielle les pousse dans ce cas à se positionner *ex post*. Du côté des dirigeants et des porte-parole la question semble plus complexe, comme nous l'avons vu avec l'analyse des entretiens de Caro et de Murua par

exemple. De plus, ce dernier par exemple se charge souvent de « former », de « politiser » ses camarades aux cours des innombrables réunions qu'impose la pratique de l'autogestion.

6.6 Accéder de plein droit à la sécurité sociale.

La dernière revendication de ce paragraphe, la mise en place d'une assurance chômage fait écho à celle qui porte sur les retraites. En effet, elles s'inspirent d'un même problème : le statut des travailleurs autogérés au regard de la sécurité sociale argentine. Considérés comme des autoentrepreneurs (*self employed workers*) ils entrent dans la catégorie des *monotributistas*, (« *monotaxpayers* » en anglais). Autrement dit, ils sont privés des avantages collectifs que leur confère leur ancienne condition de salariés en relation de dépendance syndiqués. Les apports sont plus élevés, les prestations moins importantes. Beaucoup d'entre eux sont contraints de se tourner vers des mutuelles privées au détriment de tous les autres aspects qui contribuent à leur niveau et leur qualité de vie.

Abordée avec un regard actuel, cette question permet de comprendre sous un autre angle le fractionnement du milieu des ERT qui se produit par la suite. D'autre part, il est intéressant également de situer l'origine et de retracer le cheminement des idées qui se retrouvent dans les motivations des actions des acteurs actuels. Le point suivant se décline comme suit : « Former une équipe multidisciplinaire d'assistance technique et de capacitation concernant de gestion entrepreneuriale, coopérative et technologique qui facilite l'échange d'expériences en vue de renforcer les entités actuelles et la création d'entités nouvelles ».

Si cette « équipe multidisciplinaire » n'a jamais vraiment vu encore le jour, un des enjeux des réunions des OPR -où assistent, rappelons-le, les porte-parole des différentes ERT qui la composent- consiste à réaliser cet exercice d'échange de savoirs, non seulement en termes de gestion mais aussi sur le plan juridique.

Cette idée, partagée de tous mais concentrée dans la parole légitime du *MNER* se retrouve exprimée plus d'une décennie et demie plus tard lors de la *IVe* rencontre internationale : « L'économie des travailleurs » qui se tient dans la ville de Pigué en 2017. Cette rencontre a la particularité de rassembler des travailleurs autogérés de plus de vingt pays, dont la Grèce, la France, l'Espagne mais aussi le Mexique, le Chili, l'Uruguay, le Brésil et bien sûr l'Argentine, sans toutefois compter avec la présence du *MNER* pour des raisons que nous analyserons par la suite et qui rendent compte des « effets de champ » qui structurent le milieu des ERT.

Ainsi, nous voyons une nouvelle fois que les contraintes communes à tous les travailleurs autogérés ne suffisent pas à maintenir une unité politique au niveau de leur représentation, exactement comme il se produit au niveau des représentations syndicales et partisans. Plutôt que d'utiliser les outils d'analyse que nous fournissent l'étude des dynamiques de fractionnement de ces dernières et de les plaquer sur ce nouvel objet que sont les ERT argentines organisées politiquement en tant qu'objet autonome, nous préférons effectuer plus directement l'analyse des propres fractionnements de celles-ci et de signaler les similitudes avec les sphères syndicales et politiques lorsque celles-ci ont lieu et de donner ainsi un poids supplémentaire à ces trouvailles. Autrement, nous prendrions le risque d'étouffer des révélations pourtant essentielles sous le poids d'un cadre conceptuel qui peut se révéler trop rigide et qui ne laisse aucune place à une certaine forme d'induction.

Quant au renforcement et la création d'entités actuelles et nouvelles, ce sont les OPR qui assument ce rôle également. Cette « mission » s'incarne dans la course à la représentation qu'elles mènent entre elles, dans le sens où chaque OPR se trouve renforcée et légitimée si les ERT qu'elles représente sont nombreuses et florissantes.

6.7 Rompre l'isolement.

Le paragraphe suivant déclame ceci : « Détermination d'un agenda institutionnel qui inclue des gestions face aux pouvoirs exécutif et législatif, et aussi les secteurs syndicaux et coopératifs. Articulation avec le système scientifique et technique ».

Nous retrouvons dans la première phrase, de manière apparemment paradoxale, les germes de ce qui va constituer une des principales sources de fractionnement dans le milieu des ERT alors qu'à ce moment précis « les gestions face aux pouvoirs exécutif et législatif » semblent être un besoin commun qui doit bénéficier l'ensemble du milieu de manière homogène. Toutefois, si le besoin est en effet universel -à l'échelle du milieu des ERT-, la manière de concrétiser cette démarche prendra des formes diverses selon les OPR qui, divisées, ont plus de chances d'obtenir des avantages pour « leurs » ERT que s'il fallait les concéder pour l'ensemble du secteur. Les pouvoirs publics s'accommodent ainsi parfaitement de cette division et vont même jusqu'à l'entretenir dans certains cas. Nous reviendrons plus en détails sur cette question lors du chapitre suivant.

D'autre part, les mentions faites aux secteurs syndicaux et coopératifs ne sont pas anodines. Il s'agit là de la preuve que pour le milieu des ERT les milieux syndicaux et coopératifs sont reconnus comme distincts. Autrement dit, si les ERT sont, aujourd'hui pour la plupart des coopératives, cette branche particulière du mouvement ouvrier ne se retrouve pas dans le mouvement coopératif argentin.

Finalement, « l'articulation avec le système scientifique et technique » exprime la volonté des travailleurs autogérés d'obtenir le soutien de l'académie. Il est à l'époque encore naissant. Si le phénomène est la source d'une production scientifique accélérée à son sujet au début des années 2000, rares sont les programmes universitaires versés à la collaboration avec les travailleurs eux-mêmes, qui demandent à l'académie, en plus de leur faciliter des avocats et des comptables, de jouer son rôle de systématisation des savoirs et de construction de concepts²⁷⁷ qui peuvent être utiles non seulement à la lecture de la réalité sociale de la part des membres des ERT mais aussi à leur structuration politique et à la communication. Le programme *Facultad Abierta* de l'Université de Buenos Aires dirigé par Andrés Ruggeri vient remplir en grande partie cette demande. Il constitue par ailleurs la principale source statistique qui permet de compter, mesurer, catégoriser cette réalité ouvrière particulière.

6.8 L'unification du secteur comme horizon.

Le dernier paragraphe du communiqué se déroule comme suit : « Constituer une politique de communication et de promotion envers des coopératives, des entreprises en crise, des moyens de communication journalistiques et la société en général. Création d'un groupe de coordination permanent ».

Emanant d'un secteur unifié, ces demandes prennent une forme plutôt générale, au point que rien ne laisse soupçonner la fracture qui s'approche. Cette « politique de communication » commune n'a jamais vu le jour. Au contraire, elle emprunte actuellement les divers chemins tracés par les OPR qui, malgré un certain rapprochement récent de certaines d'entre elles -nous y reviendrons- n'agissent ni ne communiquent de manière coordonnée.

Si ce paragraphe est le dernier de la partie des revendications, le reste du document constitue à lui seul un précieux filon. En effet, il s'agit de la liste de toutes les organisations -fédérations et ERT- qui participent à la réunion de *l'IMPA*. Au-delà de l'intérêt apparemment immédiat

²⁷⁷ J'ai pu relever cette demande dans plusieurs entretiens, analysés dans différents chapitres.

que comporte de connaître la liste des présents, il est très intéressant de se pencher sur les absents. Le *MNER*, par exemple, ne figure pas sur la liste, alors que Murua est présent et que la réunion se tient dans les locaux de son siège actuel -et le seul que le *MNER* n'ait jamais eu-, l'usine *IMPA*. Cela constitue une preuve supplémentaire que le *MNER* ne se formalise que plus tard, à savoir, lors de l'assemblée de la *Baskonia*.

Cela renvoie à la question de la constitution de la première OPR.

7. La date de constitution du *MNER* est en dispute, la définition de ce qu'est une OPR aussi.

7.1 Le point de vue de Murua.

Il importe de souligner que pour Eduardo Murua le *MNER* se forme bien avant *La Baskonia* et même avant la réunion de *l'IMPA*. Lorsque je lui demande de revenir sur les débuts « du mouvement », j'entends par là « du Mouvement national d'entreprises récupérées » et je suppose à ce moment-là, lors de notre premier entretien en 2015 qu'il comprend que je parle du *MNER*. Ce n'est que bien plus tard, en réécoutant cet extrait d'entretien et en relisant sa transcription que je remarque qu'un flou sémantique est possible dans le sens où mon interlocuteur est en mesure de prononcer les termes « le mouvement » pour nommer quelque chose qui n'est pas le *MNER* lorsqu'il aborde les conflits de *Lassi* et *Safratti* auxquels il a participé. Je reproduis ici un extrait d'entretien, dont une partie a déjà été citée dans le chapitre précédent. Si cette répétition partielle -car je reproduis ici un extrait plus large que celui cité dans le chapitre précédent- peut paraître peu orthodoxe, elle est pourtant nécessaire. En effet, les propos que tient Murua dans cet extrait sont passibles d'une double lecture car ils concernent plusieurs plans d'analyse que nous développons séparément.

Au cours cet extrait il est possible de constater comment Murua met en récit ce que sont pour lui les débuts du *MNER*. Tantôt « mouvement », tantôt « organisation », son groupe agit de manière consciente et cohérente dès 1997 tandis que l'acronyme *MNER* est utilisé en rapport à l'année 1999. Murua avance que le *MNER* existait en 1997 ? Nous ne le saurons jamais.

Pourtant ce n'est pas déterminant dans l'analyse. Ce qui est réellement plus parlant est de comprendre les raisons pour lesquelles ce flou sémantique, duquel découle une apparente

inexactitude chronologique²⁷⁸, est en mesure d'exister. Murua raconte : « [...], à tout ça tu ajoutes que ceux qui venions du militantisme syndical n'avions presque plus d'instruments pour mener la lutte syndicale parce qu'avec presque 40% de chômage l'affrontement avec le patronat est très difficile, presque tous les conflits étaient perdus. A partir de ça, un groupe de camarade qui étions opposés à la bureaucratie syndicale de la *UOM*, qui sont les métallurgiques, on a commencé à mettre sur la table le sujet de pouvoir occuper les usines et les remettre à produire.

-C'était en quelle année ?

-Ça s'est produit en quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept, quand on s'est mis à se demander : « *che*, on peut le faire non ? ». C'est à ce moment-là qu'apparaissent deux conflits dans la capitale, c'est nous qui les avons conduits. On a occupé l'usine mais là, quand ils ont vu qu'on avait occupé l'usine, les banques sont apparues dans un cas et dans l'autre ça a été les patrons qui se sont pointés, avec l'argent des indemnités pour les travailleurs et ce sont les travailleurs qui ont décidé d'accepter les indemnités.

- Il s'agissait de quelles usines ?

-*Lassi* et *Safratti*. L'une était une usine de circuits imprimés qui travaillait pour Siemens, c'était *Lassi*, et *Safratti* fabriquait des essieux pour *Toyota*, pour *Ford* et pour d'autres marques. Cette expérience fait, qu'au moins, si tu veux, d'une certaine manière on a quand même gagné le conflit, parce que les camarades n'allaient pas être indemnisés et dans ces cas-là ils ont quand même eu quelque chose. Mais on n'a pas avancé dans les récupérations »²⁷⁹.

Remarquons l'usage du « on » que fait l'actuel président du *MNER*. Il fait tout du moins référence à un rassemblement de militants qui agissent ensemble de manière cohérente en vue de réaliser un projet concret : sortir des vieux schémas de lutte syndicale avec la récupération d'entreprises qui font faillite.

L'entretien se poursuit ainsi : « En 1998, en mai, en réalité en avril quatre-vingt-dix-huit apparaît le conflit *d'IMPA*. Les travailleurs *d'IMPA* viennent nous voir, à nous, le

²⁷⁸ Si le *MNER* n'est pas défini en tant qu'OPR constituée, il est possible d'y voir son origine à plusieurs moments.

²⁷⁹ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua au sein des locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2015.

groupement²⁸⁰, pour nous raconter ce qui était en cours, le *vaciamiento*²⁸¹ de l'entreprise. Et là on leur a dit « d'accord, on va vous donner un coup de main », et qu'on voulait voir ce qu'il en était de la situation. L'entreprise n'était pas encore en faillite mais en redressement judiciaire et il y avait une tentative de *vaciamiento*. De notre côté on hésitait, parce que si on intervenait dans le conflit on pouvait peut-être empirer les choses et ça va devenir une faillite et tout le reste. On leur a dit qu'on voulait voir qui étaient les dirigeants, parce qu'ils géraient peut-être l'usine comme ils pouvaient et si on les met en conflit on risquait d'aggraver les choses. Mais bon, on a vu qui étaient les personnages qui étaient à la tête de cette usine, on a vu qu'ils traitaient les travailleurs comme des chiens et on s'est dit « bon, on va occuper l'usine [pause]. On l'a occupée en mai 1998 et le 22 mai 1998 on a formé la coopérative, le nouveau conseil d'administration lors d'une assemblée et on s'est mis au travail. Ça a été très difficile ici car il n'y avait pas d'expérience en occupation d'usines. Ici ne sont apparues aucune banque, aucun argent pour indemniser qui que ce soit, il n'y a pas eu ce problème. Le problème était de remettre l'usine en état de marche. Il n'y avait plus d'électricité, le gaz et l'eau avaient été coupés et il n'y avait aucune matière première. Tout ce qui restait c'était quarante travailleurs qui à ce moment-là étaient ceux qui avaient résisté, plus quelques camarades qui venaient du militantisme syndical et politique qui sommes venus. On s'est dit « allons de l'avant » mais on ne savait pas comment ça allait se terminer. En réalité, ce qu'on envisageait comme méthode de lutte autour d'une table de café a été réalisé par les camarades eux-mêmes qui nous ont appris que c'était possible. Il faut dire une chose quand même, les camarades ont fait énormément de sacrifices, il a fallu récupérer le capital de travail²⁸², il a fallu récupérer les clients, les fournisseurs, ça a représenté beaucoup de travail. [...] Il y a aussi un autre aspect très important, la conjugaison... Non seulement pour *l'IMPA* où on a travaillé tous ensemble, les travailleurs et les camarades qui venions du militantisme, on travaillait très longtemps, de six heures du matin jusqu'à minuit tous les putains de jours. La relation avec l'extérieur de l'usine a été un

²⁸⁰ *Agrupacion* en espagnol. La traduction qui s'en rapproche le plus en français est « groupement ». Toutefois le terme en castillan en Argentine est fortement utilisé pour désigner des groupes de militants pour diverses causes, le plus souvent politiques, et sont un échelon d'identification très répandu. Il n'est pas rare de voir dans les manifestations des banderoles avec le terme « agrupacion » suivi du nom de ce que l'on pourrait nommer par le terme d'organisation sans que celui-ci soit totalement synonyme. En effet, celui d'« agrupacion » implique un certain degré d'informalité.

²⁸¹ Ce terme, qui vient du verbe *vaciar*, (vider) désigne le processus de soustraction illégale des machines de la part du patron au détriment des chances des travailleurs de faire redémarrer la production.

²⁸² Le fait que les machines soient nommées « capital de travail » n'est pas anodin. Il s'agit ici de montrer que l'on distingue le capital physique du capital financier mais aussi que le premier est associé précisément à ce pourquoi les acteurs entrent en lutte : le travail.

autre élément très important aussi. Le fait que *l'IMPA* ait été récupérée par le travail combiné de militants et de travailleurs a servi comme point de référence et comme exemple pour les autres entreprises récupérées. De ce côté-là ça a été une bonne chose qu'il y ait des militants aux côtés des travailleurs. On a accompli un rôle qui allait dans le sens de l'effort de chaque travailleur. Sans les deux aspects ça n'aurait pas fonctionné. Sans l'audace des militants et cette histoire selon laquelle on est un peu fous et tout ça... Et tout ce qu'on apprenait du militantisme, toutes les connaissances qu'on avait, tous les contacts... Tout ça nous a permis d'accomplir un certain nombre de choses mais ça aurait été impossible sans la volonté des travailleurs. Je pense que l'apport des travailleurs est toujours plus important. S'ils n'avaient pas supporté tout ça, même si nous on mettait des idées sur la table, ça n'aurait pas suffi.

-Le mouvement naît alors dans les années 1990 ?

-Oui, on a récupéré *IMPA* le 22 mai 1998. C'est la première entreprise récupérée du pays »²⁸³.

La fin de l'extrait précédent met en évidence une inexactitude factuelle produite à profit d'une légitimation du *MNER* dans le milieu des ERT : *l'IMPA* n'est pas la première ERT du pays mais fait partie des premières. Le fait d'en faire la première attribue automatiquement un prestige supplémentaire à l'OPR qui est, sans doute cette fois-ci, la première du pays.

L'entretien continue : « Et par la suite ? Comment évolue le mouvement ?

-Eh bien vers la fin 1998 et le début de 1999 on a créé un espace de participation d'organisations alliées qui s'appelait « Mouvement populaire pour l'économie sociale »²⁸⁴. Il n'y avait pas là toutes les entreprises récupérées. C'était vraiment le début, il y avait d'autres ERT qui étaient en train de se constituer. Il y en avait une à Rosario²⁸⁵ qui s'appelait *Cotravi*, le supermarché

²⁸³ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de *l'IMPA*, 2015, Buenos Aires.

²⁸⁴ La date de création du MOPES correspond dans ce récit à celle avancée dans l'ouvrage de María Amalia Gracia, *Fábrica de resistencias y recuperación social, Experiencias de autogestión del trabajo y la producción Argentina* paru en 2011.

²⁸⁵ Rosario est une des principales villes de la Province de Santa Fe, située au nord ouest de Buenos Aires.

Tigre avait été récupéré, alors pour former ce mouvement d'économie sociale on convoquait d'autres coopératives, d'autres expériences coopératives, des coopératives de logements, de construction, de services, une autre qui était une vieille coopérative qui s'était formée dans les années soixante qui était une imprimerie. Avec tout ça et avec ceux avec qui on était le plus proches idéologiquement on a formé le Mouvement pour l'économie sociale qui en réalité adressait une demande envers l'Etat quant à la reconnaissance de ces nouvelles formes de création d'emplois. Mais en même temps la situation économique du pays n'arrêtait pas d'empirer, alors il y avait de plus en plus d'usines qui fermaient leurs portes et le nombre de récupérations augmentait. Le *Mopes* passait alors un peu au second plan par rapport à la lutte permanente pour la récupération d'entreprises qui finit par devenir le Mouvement national d'entreprises récupérées (*MNER*). On parlait tous les jours de la récupération, de la lutte, parce que chaque récupération avait avoir avec une lutte concrète. Ça voulait dire s'exposer physiquement, se battre avec les flics, organiser la coopérative et tout ce que ça voulait dire et tout l'effort qu'on y a mis... On était convaincus que c'était un besoin du mouvement ouvrier et plus encore, on est convaincus que c'est un besoin des travailleurs du monde entier. Disons qu'on considère que le travail est le bien le plus rare qui existe aujourd'hui et qu'il va devenir de plus en plus rare, tout du moins pendant qu'on ne sortira pas du système capitaliste. Alors on doit livrer bataille pour la récupération d'entreprises, en désobéissant un peu à l'ordre capitalisme pour ne pas perdre l'emploi. En 1999 on travaillait déjà avec le *MNER*, et en 2001 il y a une rupture dans l'économie très importante qui fait que les faillites croissent de manière exponentielle et que nous de notre côté on récupère aussi beaucoup d'usines »²⁸⁶.

Si plusieurs angles d'analyse sont possibles pour cet extrait, privilégions pour le moment la perception du porte-parole du *MNER* quant à la création de celui-ci. Si le flou sémantique précédemment mentionné autorisait un doute quant à la manière de situer les débuts du mouvement –ou du *MNER*–, Murua emploie clairement l'acronyme de l'OPR pour le situer en 1999. Cela nous permet de déduire que pour lui le *MNER* existe de manière informelle avant l'année 2002 et que l'assemblée constituante suite à laquelle il est élu président et référent pour la ville de Buenos Aires n'est qu'une formalité qui entérine une pratique déjà existante.

En toute cohérence, si l'on n'insiste que sur les aspects qui rapprochent le *MNER* d'un mouvement, il est logique d'y voir ses débuts avant l'assemblée constituante. Toutefois, comme

²⁸⁶ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua, président du *MNER* dans les locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2015.

nous le verrons dans le point suivant, la manière de situer chronologiquement l'existence d'un tel mouvement est aussi un enjeu de lutte qui découle de la lutte pour sa définition.

7.2 Le point de vue de Luis Caro.

Pour nous en convaincre, revenons à l'entretien réalisé auprès de Luis Caro.

« Je récupère la première en 2000, qui s'appelle *Union y Fuerza*²⁸⁷, car ma femme était conseillère municipale du *Partido Justicialista* à *Avellaneda*. Et moi j'étais assesseur. Ce conflit est apparu et on s'est mis à aider. Pour tous les conflits qui apparaissaient à ce moment-là, comme on avait l'attention de la presse, les chaînes de télévision venaient filmer en direct, tous les camarades, même le *Perro Santillan*²⁸⁸ a été là à *Union Y Fuerza*... Plein de camarades sont venus, Emilio Persico²⁸⁹... C'est là où on s'est connus. Et se croisait tous, Murua, tout ça... Dès qu'on appelait d'une usine on y allait tous. Il n'y avait pas vraiment *quelque chose* qui nous identifie à ce moment-là. »²⁹⁰ Caro met ici l'accent sur l'informalité, avant 2002, de la représentation des ERT et de l'organisation des dirigeants.

- En 2000 la seule chose qu'il y avait c'était le *MNER* non ?

- Non, le *MNER* a été formé en 2003²⁹¹.

-Ah bon ? En 2003 ?

²⁸⁷ Cette information peut être factuellement vraie ou fausse, selon la manière que l'on a d'interpréter la phrase. Il est évident qu'*Union y Fuerza* n'est pas la première ERT du pays car il s'agit d'une usine autogérée depuis décembre 2000. Par contre tout se joue sur le « je » et le « on » (dans la même phrase). En effet, Caro peut considérer qu'*Union y Fuerza* est la première usine récupérée avec l'aide de « son » groupement, dont il suggère l'existence par ce « je » dans une logique de représentation-incarnation ou par ce « on ».

²⁸⁸ Grand référent du trotskisme argentin, Santillan a participé à la lutte armée durant la dictature de Videla et de Galtieri (1976-1983). Son bastion militant se trouve depuis à Jujuy, province du nord de l'Argentine et frontalière avec la Bolivie où le taux de pauvreté est un des plus hauts du pays. Avec le développement d'une organisation territoriale fortement basée sur l'autogestion et soutenue par le *kirchnérisme* dès 2003, la Tupac Amaru, le Perro Santillan a perdu en protagonisme. Cela va de pair avec la capacité de la Tupac Amaru à sortir les *Jujeños* de la pauvreté extrême à travers des programmes d'inclusion par le travail autogéré –notamment dans la construction de logements dignes pour remplacer les bidonvilles- et l'accès à l'éducation.

²⁸⁹ Emilio Persico est un référent piquetero qui intègre bien plus tard avec son organisation –le *Movimiento Evita*- la puissante *CTEP*, dans laquelle se retrouvera également le *MNER*.

²⁹⁰ Entretien réalisé auprès de Luis Caro, Avellaneda, Province de Buenos Aires, 2017

²⁹¹ Caro situe l'assemblée constituante en 2003, à l'*IMPA*.

-Oui, il y a eu une réunion à l'*IMPA*²⁹² où on convoque tout le monde. Il y a eu *les gens de José Abelli, de Murua*, il y avait aussi des gens de *Yaguané*²⁹³ qui avaient quelques abattoirs frigorifiques et *nous*. Il y a eu aussi *FECOOTRA*. Alors moi... J'aidais toujours les camarades, quand il y avait un conflit, on m'appelait. Puisque j'étais avocat... J'obtiens mon diplôme en 2001, on m'appelait et j'y allais. J'ai d'ailleurs été avec *Ardura Amancay*, qui est de la *CCC*²⁹⁴ au sud du pays avec la coopérative *d'Aurora Grunding*²⁹⁵ tu vois ? *Renacer* ! [il se souvient du nom subitement]. C'est moi qui leur ai fait la loi [d'expropriation], j'ai parlé aux députés. *Alderete* et *Ardura Amancay* m'y ont emmené là-bas, au sud, avec le *PCR*²⁹⁶ (rires) qu'est-ce qu'on a à voir avec eux ? Mais on était là pour les aider. [Caro reprend le fil initial de son argumentation, sur la création du *MNER*]. Alors que s'est-il passé ? S'est formé le Mouvement d'entreprises récupérées [on suppose qu'il parle du *MNER*], c'est ce qu'on trouve dans certains écrits, où on intégrait tous le Mouvement d'entreprises récupérées. En réalité, d'un point de vue formel je n'ai jamais fait partie du *Movimiento* [*MNER*] parce qu'on n'avait pas les mêmes conceptions des choses mais comme on était toujours ensemble pour aller à droite à gauche... Alors nous par exemple on a récupéré *Ghelco*²⁹⁷, nous on avait déjà récupéré dix ou quinze usines. Alors voilà, José Abelli et Murua...

- C'est qui « nous » ?

- « Nous » ce sont les coopératives qui se sont créées. Par exemple *Union y Fuerza, Papelera San Jorge*...

²⁹² Cette réunion a bel et bien existé, nous y trouvons des références dans plusieurs entretiens et *Andrés Ruggeri* m'a fait parvenir son compte rendu mais ce n'est pas celle qui marque la constitution du *MNER*.

²⁹³ Groupés autour de la *FENCOTEER*, qui disparaît en 2003 avec le changement de gouvernement.

²⁹⁴ *Ardura Mancay* est la secrétaire générale de la *Corriente Clasista Combativa*, (*CCC*), qui intègre de nos jours la *CTEP*. La *CCC* n'est pas une centrale syndicale mais une organisation qui travaille dans les syndicats mais aussi dans les quartiers défavorisés avec les travailleurs informels et les travailleurs sans emploi.

²⁹⁵ *Aurora Grunding* était une usine d'assemblage de biens d'équipement ménagers de haute technologie, située dans la province de *Tierra del Fuego* au sud du pays. Elle cesse sa production en 1996, fait faillite en 1998 et ses travailleurs -dont aucun n'est indemnisé- la reprennent en autogestion en 2003 et forment la coopérative *Renacer*.

²⁹⁶ Le Parti Communiste Révolutionnaire.

²⁹⁷ *ERT* située au sud du quartier de *Barracas* à *Buenos Aires* dans une ancienne zone industrielle aujourd'hui grandement sinistrée.

- Donc il n'y avait pas de mouvements [entendu dans le sens d'organisations] construits alors ?

- Exactement. Il y avait bien le Mouvement d'entreprises, mais le Mouvement d'entreprises nous présentait comme si on faisait partie d'eux tu comprends ? Donc un problème est apparu parce qu'Abelli et Murua disaient « nous le Mouvement d'entreprises et nous les représentants »... Ils commençaient à...

-Le Mouvement d'entreprises c'est le *MNER* c'est ça ?

-Oui, le mouvement d'entreprises récupérées. Alors *Ghelco*, et toutes les autres faisaient partie du Mouvement d'entreprises. Et les mêmes camarades me disaient... alors je me rappelle dans une réunion je leur [à Murua et à Abelli] ai dit : « Murua, Abelli, ne nommez plus le Mouvement d'entreprises pour parler de ces coopératives parce qu'elles n'en font pas partie.

-Le « Mouvement d'entreprises » c'est toujours le *MNER* c'est ça ?

-Exactement et c'est là que les mêmes camarades de l'usine on dit « Luis [Caro], on n'est pas là-dedans nous, faisons notre propre groupe, quelque chose de semblable, quelque chose qui soit identifiable, quelque chose qui nous donne un nom », alors ça a été « de Fabriques Récupérées ».

-Et ça ça s'est produit en 2003 ?

-Exactement. On a fait le Mouvement de Fabriques Récupérées [par leurs Travailleurs, *MNFRT*]. Et si tu regardes bien, le *MNER* a presque disparu. Après il y a eu d'autres fédérations, celle qui a été créée au *BAUEN* aussi a pratiquement disparu.

- La *Facta* ?

- Oui, *Facta*, exactement. *UPEA* aussi. On a aussi été très critiqués sur autre chose. Nous disions qu'on n'avait pas d'objectifs politiques »²⁹⁸

Nous pouvons voir à travers cet extrait que pour Caro, le *MNER* est au début quelque chose d'informel. Lorsque celui-ci avance dans son degré de formalisation, que l'OPR en construction

²⁹⁸ Entretien réalisé auprès de Luis Caro, président du *MNFRT*, Avellaneda, Province de Buenos Aires, 2017.

accumule suffisamment de légitimité pour pouvoir *nommer* les choses, discriminer, classer. Le « groupe de Caro » y oppose un autre classement car il a la légitimité suffisante pour le faire. Arrêtons-nous ici afin de ne pas empiéter sur une autre partie, celle attenante au processus de scission du *MNER*. Toutefois le récit de Caro laisse entrevoir que le *MNER* se constitue avant le *MNFRT* et que ce dernier est une réponse au premier. Cela va dans les sens des observations d'Andrés Ruggeri, présent lors de l'acte de constitution du *MNER* en 2002.

Si les principaux référents des différentes OPR avec lesquels je me suis entretenu restent imprécis quant à l'assemblée constituante du *MNER*, les membres actuels de cette OPR, pour la plupart, n'y étaient pas présents.

Arrêtons-nous succinctement sur ce point avant d'aborder la restitution de l'assemblée constituante, il y va de notre compréhension du fonctionnement des OPR. Certes, nous aurions pu faire le choix de regrouper ces aspects « théorico-techniques » dans une sous partie à part mais cela, malgré les avantages qu'il peut y avoir aurait présenté plusieurs inconvénients majeurs qui, à mon sens, pèsent plus que les avantages dans le calcul coût-bénéfice qui est le mien. De ce fait, ces points d'analyse disséminés de la sorte dans le corpus, telles des injections salutaires permettent d'une part de rendre la lecture de ce corpus plus dynamique dans la mesure où se renforce l'interaction entre l'analyse et les données collectées sur le terrain et d'autre part, cette dynamique permet d'affiner l'analyse. En effet, les idées viennent aussi en écrivant, l'écriture d'une thèse a ceci de particulier -les lecteurs, pour la plupart des chercheurs confirmés seront certainement d'accord- qu'elle permet précisément un développement de la pensée par l'écriture grâce à son format. S'agissant d'un article il faudrait bien sûr circonscrire les analyses théoriques à quelques paragraphes, le regrouper, puis en apporter les éléments de terrain qui les vérifient. Ici, toutefois, nous pouvons nous permettre la bienfaisante liberté de procéder autrement : s'il est vrai que les extraits d'entretien suivent une structure organisée autour d'éléments théoriques préalablement construits, leur retranscription appelle, presque toujours, des analyses complémentaires dont l'explicitation préalable ne ferait qu'alourdir la lecture.

Par conséquent, nous avons par exemple fait le choix d'introduire l'analyse du fonctionnement des OPR de manière graduelle, en saisissant les occasions que permettent la présentation chronologique -sur laquelle est organisée le plan- de la constitution politique et de l'autonomisation progressives du milieu des ERT plutôt que de constituer une sous partie purement analytique à part dont la lecture serait, faute d'exemples et de retours sur le terrain,

très pesante et jonchée d'embuches. De plus, ce choix aurait rendu tout à fait impossible l'introduction dans la dite sous partie des analyses qui ne peuvent que répondre à des exemples

Ainsi, l'explication des raisons pour lesquelles les membres actuels du *MNER* n'étaient pas présents lors de l'assemblée constituante de leur OPR n'intervient qu'au moment où l'on introduit l'existence de cette assemblée.

Continuons. Le *MNER* embrasse la forme « mouvement » dans le sens où il ne s'agit pas d'une fédération de coopératives. Ainsi, pour être membre du *MNER* il faut simplement y militer, s'impliquer les projets, participer aux assemblées. N'importe quel individu peut, en principe, en faire partie. Il n'y a pas un bureau formel qui attribue des cartes d'adhérent, l'adhésion est tout aussi informelle et ne demande qu'un engagement idéologique et surtout pratique. Par exemple, j'ai moi-même été reconnu comme membre du *MNER* par d'autres membres au bout de quelques mois passés à les fréquenter et à intégrer leurs assemblées, à rédiger certains textes et à donner mon avis lorsqu'on me le demandait. Bien évidemment je n'ai jamais été perçu de la même manière qu'un travailleur membre d'une ERT qui assiste aux assemblées pour trouver des solutions aux problèmes concrets que rencontre sa coopérative. Ces assemblées sont donc constituées de membres du *MNER* qui ne sont pas nécessairement des travailleurs membres d'une ERT, ni des présidents de coopératives. Les raisons d'y assister sont généralement basées sur des besoins matériels, du soutien moral et juridique mais entrent en jeu également des liens de réciprocité, parfois à mi-chemin entre une économie morale à la Thompson, l'analyse bourdieusienne du don en Algérie et l'excellente analyse de Julieta Quiros sur l'engagement politique des *piqueteros* et des péronistes dans les quartiers périphériques et extrêmement défavorisés de Buenos Aires, où elle propose de considérer la politique comme une production qui incorpore du travail, comme un élément constitutif des individus : « les personnes font de la politique parce que la politique les affecte, fait d'elles des personnes »²⁹⁹. Nous reprendrons ces éléments lorsque nous analyserons à part entière le fonctionnement du *MNER* actuel. Ainsi, les membres actifs sont généralement des associés d'ERT relativement nouvelles, ou d'ERT qui rencontrent des difficultés particulières.

Je précise « particulières » car si l'on considère les rapports produits par *Facultad Abierta* durant le gouvernement de Macri, pratiquement aucune ERT n'est exemptée des conséquences désastreuses de la politique économique néolibérale menée par ce dernier. Il en découle que les

²⁹⁹ Quiros, J., (2011) in Bartolozzi, I. Note de lecture, « Cuadernos de Antropología Social », núm. 40, décembre, 2014, Universidad de Buenos Aires Buenos Aires, Argentina p. 182

membres fondateurs du *MNER*, ceux qui étaient présents lors de l'assemblée constituante en 2002 n'assistent plus aux réunions hebdomadaires et que ceux qui y sont présent n'avaient pas encore « basculé » dans l'autogestion en 2002.

8. Quelle autonomie des agents pour quelle théorie de l'action ?

Avant d'aller plus loin dans la retranscription de cet extrait, remarquons deux éléments importants. Le premier concerne le discours du dirigeant du *MNER* sur le rôle des militants issus du syndicalisme, la *UOM* en l'occurrence et l'apport de leur savoir-faire dans la réussite de la récupération de *l'IMPA*. Au-delà de la justesse de cette analyse, il est important de souligner le rôle auto légitimateur d'un tel discours, ce qui nous informe sur le caractère de la position occupée par Murua. S'il est légitimé pour occuper le poste qu'il occupe, cette légitimité est en constante renégociation. Nous verrons, par la suite, quelles autres stratégies, parfois très conscientes, sont mises en place pour pérenniser la légitimité qui lui permet de continuer à parler au nom du groupe. Le fait d'explicitier le rôle des militants syndicaux, donc le sien, dans la lutte des travailleurs autogérés fait aussi partie de cet ensemble de stratégies.

Une fois posé ce constat, apparaissent une série de questionnements et de raisonnements sur les *intentions* qui motivent l'action des acteurs qui méritent d'être explicités afin d'être évacués, suite à quoi nous préciserons une nouvelle fois ce mérite réellement d'être analysé.

La théorie de l'action qui est considérée ici ne se base absolument pas sur la supposition, trop simpliste, selon laquelle les agents agissent simplement par intérêt personnel. Si nous devons supposer ça nous devrions pouvoir avancer avec certitude que les intentions d'un dirigeant d'OPR sont tout à fait cohérentes, conscientes et motivées par la seule recherche de pouvoir sur le groupe. Cela serait d'une part impossible à prouver et constituerait d'autre part une vision métaphysique, essentialiste de l'action humaine, la source de toute action ne serait autre que la recherche de pouvoir, ou plutôt de la possibilité de l'exercer. A côté de cela, si nous faisons semblant, l'espace d'un court instant de considérer une telle vision, nous pourrions la contredire sur le même plan, car un but ultime en déplace un autre, d'où la faiblesse des théories métaphysiques. En ce sens, nous pourrions acter qu'un acteur qui occupe la position de Murua peut parfaitement employer consciemment tout type de stratégies de manière parfaitement consciente afin de se légitimer au sein du groupe mais que cela est fait dans un but majeur, qui

serait d'éviter que quelqu'un de moins compétent, ou porté par d'autres intentions prenne sa place et nuise au groupe dans son ensemble.

La sociologie ne peut pas nous permettre de statuer sur ce que sont « les vraies » intentions des acteurs lorsqu'ils effectuent leurs actions et tant mieux, car il n'y a en réalité qu'un intérêt limité à le savoir. Les neuro sciences, dans leur accès récurrents d'hybris pourraient le prétendre, de la même manière que les économistes néolibéraux croyaient à *l'homo oeconomicus*, ou faisaient semblant d'y croire faute de devoir, en termes un peu brutaux, renier leur place dans le champ scientifique. Il s'agirait là d'un non-sens tout à fait typique venant de la part de tous ceux qui prétendent percer le sous-champ sociologique avec des outils trop positivistes, car la vérité est toujours située, très souvent relative et elle dépend de contextes donnés mais aussi des manières d'interpréter des faits, des intentions. De plus, Murua pourrait rechercher son intérêt personnel en étant président du *MNER* (exemple n°1) ou se sacrifier pour celui-ci tout en croyant qu'il est le plus adapté, pour le bien du groupe, à occuper cette place (exemple n°2) que cela ne changerait rien à son action ni à l'orientation du *MNER*, ni au fait que les stratégies de légitimation conscientes et que dans l'exemple n°1 nous pourrions y voir de la manipulation alors que nous y verrions de la sincérité dans l'exemple n°2. La prétention de connaître une inatteignable vérité objective sur les intentions –sujet qui mène à une impasse- ne constituent pas un objet d'étude sociologique.

Ce qui est à relever, au contraire, ce sont les conditions qui engendrent un besoin de légitimation, qui, à travers son analyse, dévoile les caractéristiques des positions relatives des acteurs qui le produisent. En ce sens, le discours de Murua est significatif de la fragilité relative de sa position car malgré la durée de son maintien au poste de président du *MNER*, les élections dans cette OPR font plutôt office de formalité administrative que d'enjeu majeur. En effet, tant que le *conductor* est légitimé, il n'y a aucune raison d'appeler à des élections pour le déplacer. Rappelons que si le *MNER* est une *OPR* constituée, c'est sa forme « mouvement » qui est invoquée le plus souvent pour évacuer la rigidité des normes de fonctionnement de la forme « organisation », telles que les assemblées générales ou les élections d'un président. Ce raisonnement est particulièrement explicite dans un entretien réalisé auprès d'un ouvrier de *l'IMPA* : « Ici l'important c'est d'avoir du travail et de quoi faire vivre nos familles. Si ça marche avec les dirigeants actuels on continue comme ça, s'il y a des questions à régler on en discute, et on discute beaucoup. On se dispute pas mal aussi »³⁰⁰. Nous reviendrons plus tard

³⁰⁰ Entretien réalisé auprès d'un travailleur associé de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2017.

sur cette question mais selon ce que j'ai pu relever à travers mes observations et de multiples entretiens, la prise de décision collective, tout du moins dans le cas de *l'IMPA* qui est, rappelons-le, le siège du *MNER*, n'épouse pas nécessairement les canaux prévus à cet effet par la forme coopérative, contrairement à d'autres ERT regroupées à la *Facta* par exemple.

9. L'acte de constitution du Mouvement National d'Entreprises Récupérées (*MNER*).

Le déroulement de l'assemblée constituante du *MNER* aurait été pratiquement impossible à restituer, y compris en croisant des entretiens, si je ne comptais pas avec l'aide d'Andrés Ruggeri, qui y a assisté en tant que chercheur. Lors d'un des nombreux entretiens qu'il m'accorde, Ruggeri déclare : « Tu sais, tous les vieux fondateurs, Murua, Abelli, sûrement Caro également, tous donnent une date différente et font un récit plus ou moins différent sur quelle a été la fondation du *MNER*. Chacun raconte la version qui l'arrange le mieux. Tout dépend de ce que tu considères comme « fondation ». Parce qu'évidemment il y avait des réunions, il y avait différentes assemblées depuis l'année 2001, avant le mois de décembre où il y avait différents secteurs qui se réunissaient. Alors n'importe laquelle peut être prise comme l'acte de fondation du *MNER*. Par contre je me souviens parfaitement bien parce que j'y ai assisté, que quand nous avons commencé à avoir des relations avec *IMPA* et à travers *l'IMPA* avec tout le mouvement de récupérées, le *MNER* n'était pas encore formalisé. On parlait du mouvement d'entreprises récupérées, mais de fait, il y a eu un acte, une journée, une sorte d'assemblée, de congrès qui s'est faite le jour de l'ouvrier métallurgique, le 7 septembre dans les locaux de l'usine *La Baskonia*. C'est une usine métallurgique qui était en voie de récupération à *La Matanza*. Et ça a été annoncé et discuté, comme quoi c'était à ce moment-là que se fondait officiellement le Mouvement National d'Entreprises Récupérées. Et là les trois étaient présents. Il y avait Murua, Abelli et Caro. Ils ont fait une sorte de distribution de postes de leadership disons, dans laquelle Murua devient le président du *MNER*, Abelli le vice-président et Caro devient celui qui prend en charge la province [de Buenos Aires]. Murua prend en charge la capitale, et Abelli s'occupe de l'intérieur du pays, notamment Santa Fe et Cordoba [...] Pour autant que je sache, Abelli n'a jamais été le président au niveau national disons. C'était comme une sorte de leadership tripartite mais celui dont on disait qu'il était le président c'était Murua. Après ça, surtout après cette réunion à *La Baskonia*, Abelli s'est toujours présenté comme vice-président du *MNER*. Et quand Caro engage sa rupture, quelques mois plus tard, en janvier 2003

et qu'il forme le *MNFRT*, ne restent plus qu'Abelli et Murua et Murua était le président et Abelli le vice-président et il s'est toujours présenté comme tel et il signant en tant que vice-président »³⁰¹.

Les récits qui font état de cette assemblée sont rares. *La Baskonia* n'est pas souvent mentionnée dans les entretiens que j'ai pu réaliser et ce nom n'est jamais associé avec précision à la formalisation du *MNER*. Nous en avons vu les raisons. La vieille garde de dirigeants livre un récit beaucoup trop situé- ce qui nous dévoile toutefois la manière dont ils sont situés- et ne permettent pas de restituer les faits dans leur ensemble. Au contraire, le récit de Ruggeri est une restitution académique d'observations de terrain et se trouve d'ailleurs complété par une contribution dans un ouvrage collectif (2009) duquel il est le compilateur. Dans celui-ci Ruggeri écrit : « Le *MNER* a regroupé au début la grande majorité des cas [de récupération]. Malgré le fait de fonctionner préalablement de manière informelle, il s'officialise en tant que groupe lors d'un acte qui a eu lieu dans l'usine métallurgique *La Baskonia*, dans la localité de *La Matanza*, le 7 septembre 2002. Cet acte a été réalisé de manière simultanée avec une Rencontre Nationale de Fabriques Occupées et en Lutte, convoquée par des organisations de gauche, où ont joué un rôle important les deux principales ERT qui proposaient l'étatisation sous contrôle ouvrier, *Bruckman* et *Zanon*. La réunion à *La Baskonia* a rassemblé plus de 50 entreprises récupérées avec un profil nettement lié au mouvement ouvrier y se sont trouvés légitimés trois dirigeants en tant que principaux référents du *MNER* : Eduardo Murua, Luis Caro et José Abelli³⁰². Ce qui suit apparaît dans une note de bas de page qui vise à compléter la mention faite au mouvement ouvrier. Je préfère la retranscrire dans le corpus principal eu égard à son importance : « l'acte a coïncidé avec le jour du travailleur métallurgique et il y avait des représentants de différentes sections de la *Union Obrera Metalurgica*. En plus de la présence de nombreux dirigeants politiques de différents secteurs, la réunion a compté avec celle de l'alors secrétaire général de la *CTA*, Victor de Gennaro ». Cela fait l'objet d'un autre chapitre, mais la *CTA*, centrale dissidente créée en 1991 est issue d'une scission de la *CGT* dont les dirigeants étaient jugés trop conciliants par le groupe dissident. Cela rappelle le mouvement de dissidence au sein de l' *UOM* qui « déverse » des dirigeants subalternes de la section de *Quilmes* vers le milieu des ERT alors

³⁰¹ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri, 2019

³⁰²Ruggeri et al. (2009) *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires p.85

en pleine constitution. Il s'agit également d'un nouvel exemple qui illustre une certaine continuité entre la sphère syndicale argentine et le milieu des ERT, dont la constitution politique propre marque toutefois une autonomie relativement importante. La continuité se situe surtout au niveau des « transfuges », des acteurs qui effectuent le passage d'une sphère à l'autre.

L'acte réalisé à *La Baskonia*, de par sa composition et de par ce qui s'y est joué apparaît alors comme le moment symbolique dans lequel le premier groupe politique se constitue. La légitimité collective, incarnée par les représentants de plus de cinquante ERT, c'est-à-dire l'immense majorité pour l'année 2002, se déverse alors par cet acte de délégation qu'est la nomination des porte-paroles vers leurs réceptacles, leurs contenants, leurs *délégués* qui sont les représentants Caro, Abelli et Murua. En tant que représentants, ils rendent présent le groupe à travers leur propre présence, qui cesse d'être individuelle, sans pour autant devenir divisible car le groupe n'a qu'une seule parole, sous peine de scission. De ce fait, ces acteurs particuliers que sont les représentants n'agissent plus en leur propre nom mais au nom du groupe. Leur identité individuelle est reléguée au profit de la fonction qu'ils occupent. Nous reprenons ici le raisonnement bourdieusien déjà explicité lors de l'analyse partielle de son article « La délégation et le fétichisme politique » (1984) pour rendre explicite le « deuxième mouvement » qui se produit de manière simultanée à celui de la délégation à travers laquelle se réalise l'existence des porte-parole. Puisque ce premier mouvement fait exister les porte-parole d'un groupe, il peut s'en distinguer, pour les besoins de cette analyse un deuxième, qui n'est autre que celui qui fonde le groupe. En effet, c'est à partir du moment où les individus qui composent le groupe délèguent consciemment leur légitimité à d'autres individus que les premiers fondent l'existence du groupe et cessent d'agir en leur propre nom, cessent d'être des individus isolés. Autrement dit, le groupe se réalise en tant que groupe dès lors que ses membres en reconnaissent l'existence, par exemple, à travers la désignation d'un porte-parole. Si la désignation de ce dernier implique que les membres reconnaissent l'existence du groupe, nous pouvons formuler la suivante proposition : l'existence d'un groupe est conditionnée à celle de ses porte-parole de la même manière que l'existence de ces derniers est conditionnée à celle d'un groupe.

La constitution de la première OPR est un acte qui entraîne une transformation radicale de la situation des ouvriers autogérés argentins et marque par là même la spécificité du pays vis-à-vis de ses voisins latino-américains. En effet l'Argentine est le seul pays au monde, à ma connaissance, à voir évoluer sur son territoire une forme particulière de mouvement ouvrier, un mouvement d'ouvriers autogérés dont la représentation politique au sens que nous avons défini

en début de chapitre se construit de manière autonome vis-à-vis des instances de représentation traditionnelles.

De plus, une fois le *MNER* constitué en tant qu'OPR, les travailleurs autogérés argentins sortent de leur isolement relatif et acquièrent une visibilité politique inégalée. Ils deviennent, à travers leurs porte-parole des producteurs de discours, des sujets politiques, voire des sujets de changement. Une OPR permet d'effectuer le saut entre le statut d'individus isolés à celui de groupe organisé capable même d'installer ses revendications dans l'agenda politique locale voire nationale. De plus, l'OPR confère au mouvement une force de frappe conceptuelle, organisationnelle mais aussi en termes de communication politique, voire philosophique au sens gramscien du terme.

De manière plus générale, la capacité d'organisation des mouvements qui émergent et qui évoluent à la marge de la formalité, tel que le mouvement *piqueteros*, est assez exceptionnelle dans la région et fait écho à celle, historique, du mouvement ouvrier du pays, le plus développé de la région en raison des causes structurelles qui ont permis son industrialisation.

Les implications de la constitution du *MNER* en tant que groupe organisé ne s'arrêtent pas là. Avec elle, c'est le milieu de l'autogestion ouvrière, celle qui a traversé l'épreuve que représente l'occupation et la reprise d'un lieu de travail sans aucune garantie de succès qui acquiert un statut auprès des autres secteurs organisés et représentés politiquement dans cette grande arène qu'est la société argentine. A travers cette OPR, le milieu acquiert un statut d'interlocuteur pour les pouvoirs public, la presse, les partis politiques mais aussi les autres organisations ouvrières : les syndicats, dont les dirigeants ne le perçoivent pas toujours favorablement.

La littérature scientifique fait état des OPR, mais très souvent de manière annexe et jamais en ces termes. Tel que nous l'avons mentionné précédemment, le phénomène de récupération d'entreprises argentine appelle une production relativement forte d'articles scientifiques à partir du moment où il s'installe dans l'agenda médiatique à la fois que le nombre d'ERT augmente sensiblement, c'est-à-dire après la crise de 2001. Les angles d'analyse sont avant tout organisationnels, très descriptifs voire partisans et lient le phénomène de manière assez stricte au contexte économique, qui représente sans aucun doute une variable d'envergure. Nombre de chercheurs abandonnent l'objet par la suite et se recentrent sur leurs intérêts de prédilection. Nous pouvons citer ici Maristella Svampa, référence académique incontournable des mouvements sociaux latino-américains ou encore Adamovsky, qui établit un lien entre le

mouvement des assemblées de quartier et les mouvements d'ERT dans la période chaotique qui est celle de la post crise bancaire. Rares sont ceux pour qui les ERT constituent un objet d'études dans la durée. Sur ce point, Maria Ines Fernandez Alvarez, Julian Rebon, Andrés Ruggeri, Gabriel Fajn pour l'Argentine et Maxime Quijoux pour la France apportent des analyses bien plus approfondies qui sont l'aboutissement de longs terrains de recherche. L'analyse de leurs résultats portent souvent sur les motivations des acteurs, les structures qu'ils intègrent et les processus qui les mènent à la lutte.

Le *MNER* est certes mentionné par plusieurs auteurs, dont Maxime Quijoux qui lors d'un entretien en début de thèse m'a encouragé à approfondir mes recherches sur le plan de l'organisation politique de l'autogestion argentine. D'après lui : « Il faut évidemment admettre que l'envergure autochtone accordée à cette mobilisation, centrale dans la mobilisation comme dans l'autogestion qui suivra, n'a pas suffi en elle-même pour permettre à ces ouvriers de récupérer leur entreprise. Sur ce point, l'action du *MNER*, Mouvement National d'Entreprises Récupérées, a été décisive, notamment au niveau juridique [Quijoux, 2009]. D'autres éléments extérieurs à l'usine et à ses dynamiques propres ont également influé sur le cours de la lutte. Il en est ainsi concernant le soutien régulier d'autres usines récupérées qui, pour certaines, aiguilleront beaucoup ces néophytes dans la lutte et dans l'autogestion »³⁰³. Les travaux d'Andrés Ruggeri vont jusqu'à produire des statistiques relatives au nombre d'ERT qui intègrent l'organisation et l'évolution de ce chiffre sur la période 2003-2016.

A titre d'exemple, pour la période où le *MNER* n'avait pas de concurrents, il est écrit dans le rapport de la troisième enquête statistique (2010) sur les ERT argentines menée à bien par le programme Facultad Abierta dirigé par Andrés Ruggeri : « Nous avons conclu qu'en 2004 il y avait 161 ERT, avec 6900 travailleurs [...] en 2002/2003 avaient été interrogées 59 entreprises récupérées, sur un total de 128 selon la liste dont disposait en ce moment le *MNER* sur laquelle nous n'avions pas fait toutefois de travail de débroussaillage comme en 2004 [...] ce qui fait que le total était possiblement proche de 100 »³⁰⁴.

De son côté, Alvarez (2017) dédie plusieurs paragraphes de son excellent ouvrage à la description des composants du *MNER* et de ses orientations idéologiques. Si elle n'en fait pas

³⁰³Quijoux, M., (2011) « Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale », Cahiers des Amériques latines, 66, p104.

³⁰⁴Ruggeri A. et al., (2010) « Informe del Tercer relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina » rapport de recherche, Facultad de Filosofía y Letras, UBA, Buenos Aires p.7

l'acte fondateur, Alvarez mentionne une importante assemblée politique qui se déroule dans les locaux de l'*IMPA* à la fin de l'année 2001. Parmi les courants militants qu'elle identifie se trouvent ceux qui composent plus tard le *MNER* ou qui gravitent autour de celui-ci. Selon Alvarez : « vers la fin de l'année 2001 a eu lieu, au sein de l'usine récupérée *IMPA*, une rencontre qui a réuni des militants et des dirigeants d'organisations ou de coopératives de travail parmi lesquelles se trouvaient celles constituées à partir d'entreprises « en crise », dans beaucoup de cas encore en voies de résolution. [...] une grande partie de ces coopératives avaient été impulsées par des dirigeants ou des militants d'organisations syndicales, entre lesquelles on distingue le courant Felipe Vallese de la *UOM*. Cette rencontre a également compté avec la participation de dirigeants de coopératives liées à la *FECOOTRA* et à la *Federación de Trabajadores de la Industria y Afines (FETIA)*³⁰⁵, formée au sein de la Centrale des travailleurs argentins (*CTA*) et qui a une incidence dans la Province de Buenos Aires et l'intérieur du pays. Pour cette dernière, l'autogestion était définie selon un outil de lutte pour la « justice sociale » et les récupérations devaient s'articuler avec d'autres expériences similaires ou communautaires. Le compte rendu de la rencontre mentionnait comme objectif celui de « répondre de manière organisée à la destruction de postes de travail à travers la réouverture d'entreprises à partir de l'autogestion »³⁰⁶.

Nous retrouvons ici plusieurs organisations déjà mentionnées. Un des éléments centraux à retenir est la présence de la « du courant Felipe Vallese de la *UOM* ». Il s'agit en réalité de la section de *Quilmes*. Arrêtons-nous sur ce nom, car il est le nom de quelque chose qui lie la lutte des travailleurs autogérés argentins à celle des Mères et des Grand-mères de la Place de Mai qui œuvrent pour la *récupération* de l'identité de leurs enfants et petits-enfants disparus pendant la dernière dictature. Felipe Vallese est né en 1940 à Flores, quartier populaire de la ville de Buenos Aires. Deux ans après le coup d'Etat de 1955 qui destitue Juan Domingo Péron, Vallese devient ouvrier métallurgique dans une usine de Flores et est élu un an plus tard, à 18 ans à peine, délégué syndical de la *UOM*. La sanguinaire dictature militaire prend fin en 1958 avec l'élection d'Arturo Frondizzi, l'un des leaders les plus appréciés du Parti Radical. Son mandat n'est que de courte durée car il est à son tour destitué par un coup d'Etat militaire en mars 1962 à la suite duquel c'est un civil et non un militaire qui est placé à la tête de l'exécutif : José Maria

³⁰⁵ Fédération des travailleurs de l'industrie et autres apparentés

³⁰⁶ Alvarez, M. I., (2017) *La política afectada : experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*, Buenos Aires, Prohistoria Ediciones, p.172-173.

Guido, également membre du Parti Radical. C'est sous son gouvernement que qu'un groupe *de tareas*³⁰⁷ enlève le jeune Felipe Vallese à l'âge de 22 ans.

Son corps ne sera jamais retrouvé par la suite. Il s'agit là d'un des premiers disparus de l'Histoire récente du pays, largement employées par la suite dans le cadre de politiques dites de terrorisme d'Etat.

Le fait que la section de la *UOM* de laquelle émerge une partie des promoteurs initiaux de la récupération d'entreprises porte le nom de Felipe Vallese peut paraître à première vue un simple détail tout juste bon à compléter une analyse descriptive. Il s'agit là toutefois d'un élément qui prendra de plus en plus d'importance au fur et à mesure que la représentation politique du milieu des ERT se complexifie.

En effet, lors de mes observations de terrain, j'ai pu relever à maintes reprises un engagement de plusieurs OPR très marqué en faveur des Mères de la Place de Mai, dont la lutte principale consiste à retrouver leurs enfants disparus -ou plutôt identifier leurs corps souvent retrouvés dans des fosses communes clandestines- ou bien les enfants des disparus, vivants, séquestrés à la naissance avant que leurs mères ne soient torturées et exécutées. L'expression employée en espagnol est un détail non mineur : en Argentine il s'agit de « *recuperar los hijos (de) desaparecidos* » ,que se traduit par *récupérer* les enfants (de) disparus. Elle est souvent associée à une autre, « *recuperar la memoria* » qui se traduit par *récupérer* la mémoire. Le rapprochement entre la récupération du travail et cette récupération si particulière, si émouvante a maintes fois été fait lors de cérémonies officielles.

Par exemple, Nora Cortiñas, une des principales référentes était présente lors d'une « journée de la femme » à l'*IMPA* alors que d'autres figures connues sont souvent présentes lors des actes réalisés à l'hôtel BAUEN.

Nous aurons l'occasion d'y revenir plus en détail mais nous pouvons avancer dès maintenant quelques éléments d'analyse. Les associations des Mères de Place de Mai et des Grand Mères de Place de Mai ont été reconnues par l'Etat bien après le début de leurs actions informelles. Les mères et les grands-mères des disparus pendant la dictature de 1976-1983 ont bravé tous les jeudis la junte militaire en faisant le tour de la Place de Mai avec un foulard blanc sur la tête.

³⁰⁷ Littéralement : « de tâches ». Il s'agit de groupes civils paramilitaires qui tout en travaillant informellement pour les services de renseignement ou directement pour le gouvernement, avaient totale liberté pour effectuer les besognes les plus illégales.

Les réunions non déclarées étant interdites, une simple marche n'était pas formellement condamnable. Cette pratique se perpétue y compris après le rétablissement des institutions démocratiques avec l'élection de Raul Alfonsin et devient un symbole de dignité, de lutte, de résistance, chacun pouvant y placer ce à quoi il résiste. Il faut attendre l'élection de Nestor Kirchner en 2003 pour que l'Etat ait une politique active dans la recherche et l'identification des disparus, qui est ce que réclament « les folles de la Place », comme la droite les a appelées en créant comme bien des fois les conditions pour un retournement de stigmaté.

De ce fait, embrasser leur cause signifie également voir dans les différentes dictatures un ennemi commun de la classe ouvrière organisée mais aussi, plus généralement, des secteurs populaires dans leur ensemble en raison des politiques libérales qu'elles ont systématiquement mené, accompagnées de la répression -très- violente des contestations ouvrières et sociales.

De ce constat en découle un autre. Si les dictatures s'attaquent aux classes populaires organisées, elles favorisent les groupes sociaux qui ont intérêt à comprimer les salaires, déréguler les marchés, privatiser les biens publics et réduire au maximum le secteur industriel afin que son développement ne nuise pas aux exportations agro-alimentaires. Dans les discours recueillis ces secteurs sont souvent regroupés sous les termes de « capital concentré » et « oligarchie ».

Ainsi, le soutien de la lutte des Mères des Places de mai est le nom d'une opposition à l'oligarchie, identifiée comme un ennemi violent dont les intérêts sont radicalement opposés à ceux de la majorité. Il n'y a qu'un pas entre ce constat et une lecture populiste de gauche de la notion de peuple très proche de celle de Laclau et Mouffe (2005) et que l'on retrouve également très souvent dans les entretiens dans les termes, systématiquement entre guillemets dans les textes scientifiques, de « camp populaire ». Si cette notion n'est pas -encore, tout à fait- « élevée » au rang du langage savant, elle est toutefois très utile pour comprendre que s'y regroupent, dans ce « camp populaire » les acteurs et les groupes qui s'y reconnaissent, qui s'identifient dans une logique verticale -contre l'oligarchie- et dans une logique horizontale -avec « le peuple ». Ainsi, dans l'esprit de nombreux acteurs du milieu des ERT, les luttes associées aux Droits de l'Homme comme celles des Mères de Place de Mai rejoignent celle des ouvriers autogérés dans la mesure où il existe un « ennemi commun » et une reconnaissance horizontale.

Nous avons analysé lors de cette partie le processus de constitution du *MNER* et ce que cela implique en termes de délégation de la légitimité collective et d'autonomisation relative du milieu des ERT. Parallèlement à cela, nous avons justifié une nouvelle fois le choix de l'objet d'étude, à savoir les individus qui incarnent la représentation politique du milieu. Nous avons également introduit plusieurs questions qui seront développées en aval telles que la relation entre les OPR et le reste des organisations constituées qui façonnent -et qui sont façonnées par- le champ politique argentin. A cela s'ajoutent des questions telles que celles qui ont été abordées à travers des exemples comme celui du rapprochement entre le *MNER* -mais aussi la *Facta* à partir de 2006- et la recherche des disparus de la dernière dictature en date.

Pour finir, nous avons largement évoqué des concepts, outils, informations et sujets traités dans d'autres chapitres, notamment ceux attenants à l'Histoire du mouvement ouvrier, strictement liée aux modifications des structures productives de la région, dont la version argentine fut particulièrement virulente et marquée par des enjeux politiques très importants.

CHAPITRE VI : L'ESPACE DE LA REPRESENTATION POLITIQUE DES ERT SE FORMALISE ET DEVIENT CONFLICTUEL AVEC LA CONSTITUTION D'ORGANISATIONS POLITIQUES DE REPRESENTATION MISES EN CONCURRENCE.

Lors du précédent chapitre, nous avons tenté de rendre compte des conditions d'émergence de la première OPR. Nous avons mis en relation la dispute pour sa définition avec le désaccord sur le moment de sa constitution. Nous avons statué sur le fait que la constitution formelle -qui implique la délégation de la parole des délégataires vers les porte-parole- constitue précisément le mouvement de formalisation qui constitue un groupe (Bourdieu, 1972).

Nous verrons au cours de ce chapitre comment, une fois constituée une première OPR, le *MNER*, les courants et les logiques de confrontation existantes au sein du proto groupe de représentation, à savoir celui constitué par les militants avant la formalisation du *MNER*-s'institutionnalisent et se mêlent à d'autres logiques, façonnées par des rapports de forces propres à ce que l'on pourrait appeler le « sous champ » des ERT. Dès lors, si nos classements nous classent, tout positionnement, perceptible à travers des actions et des prises de position publiques de la part des porte-parole, impliquent, nécessairement un effet d'alignement ou de

contre-positionnement de la part des autres membres du groupe. Ainsi, si ce dernier mouvement est suffisamment puissant il provoque une scission puis la constitution d'un autre groupe, d'une autre OPR, faisant apparaître plus clairement un enjeu de luttes spécifique au sous champ des ERT : la lutte pour leur représentation politique, intimement liée à celle pour leur définition.

1. La stratégie politique du *MNER*, un premier mouvement de positionnement.

Nous étudierons dans cette sous partie comment la construction d'enjeux de luttes spécifiques se poursuit dans le milieu des ERT au fur et à mesure que celui-ci gagne en autonomie à travers la constitution d'OPR, à commencer par le *MNER*. Nous verrons que les positionnements qu'opère cette OPR provoquent des réactions et des contre-positionnements dans ses propres rangs.

À cela se superposent des ensembles de positionnements sur d'autres plans, que nous pourrions qualifier d'organisationnels et idéologiques. Concernant le plan organisationnel, nous nous référons ici non pas tant à l'organisation du *MNER* en lui-même mais plutôt aux préconisations que fait celui-ci quant à l'organisation des entreprises récupérées qui intègrent cette OPR.

S'agissant du plan idéologique, il entretient un lien avec le reste des positionnements mais nous parlons ici plus précisément des orientations idéologiques, souvent explicites dans les discours recueillis qui se traduisent par là même en des positionnements relatifs.

Très concrètement, la période analysée sera celle qui sépare la constitution du *MNER* à la *Baskonia* et la constitution du *MNFRT* six mois plus tard qui, rappelons-le, provient d'une scission du premier.

Ainsi, dès que le *MNER* se constitue et que Murua en devient le président, la ligne adoptée est celle héritière des apprentissages de ses passages à la fois au sein du groupe armé *Montoneros* en tant que membre actif dans les années 1970 mais également à *l'UOM* dans les années 1980. Cette longue accumulation de savoir-faire et de conditionnements s'exprime d'une manière donnée dans un contexte donné : celui d'une Argentine dévastée par la crise économique la plus grave de son histoire.

En termes d'Alvarez : « Le *MNER* a tenu un discours ancré dans le caractère « national et populaire », en mettant en avant la défense de « la production nationale » et celle de la « souveraineté nationale », dans laquelle les entreprises récupérées constituaient un chemin pour aboutir à un projet de pays qui questionne le modèle néolibéral des décennies passées ».

Nous avons insisté précédemment sur le caractère défensif de l'autogestion vu par le *MNER*, ainsi que sur la vision politique générale de cette OPR. Rappelons que Murua déclare lors d'un entretien dont nous avons retranscrit un extrait que pour les militants –comme lui- « c'est aussi une lutte ouvrière contre le capital »³⁰⁸.

Alvarez fait en ici le lien entre ces deux aspects lorsqu'elle avance que pour le *MNER* l'autogestion représente un élément allant dans le sens de l'aboutissement d'un « projet de pays qui questionne le modèle néolibéral des décennies passées ». Nous retrouvons ici la dimension politique de l'action des travailleurs autogérés défendue dans ses travaux.

Nous retrouvons ensuite dans son analyse de manière plus explicite cette fois ci le caractère défensif de la récupération d'entreprises par leurs travailleurs que nous avons identifié dans le discours autorisé du *MNER*. Selon Alvarez : « Pour cette organisation, dont la devise a été « occuper, résister, produire », la récupération faisait partie d'un processus d'organisation plus large dans lequel chaque usine récupérée devenait « un espace de résistance » »³⁰⁹. Nous relevons ici le caractère politique de l'occupation, au sens où nous l'avons défini en début de chapitre en grande partie grâce aux éclairages apportés par Alvarez (2017). Dans la lignée de Didier Fassin et de Maria Inés Fernandez Alvarez, nous postulons que les actes de résistance sont des actes politiques dans le sens où ils sont l'expression d'un refus d'un ordre des choses tributaire d'un ordre établi par le rapport de forces en présence dans une société donnée. Alvarez poursuit ainsi : « Le processus de récupération s'est défini dans ce cadre comme un « nouvel espace de lutte de la classe travailleuse » qu'il est nécessaire de conquérir »³¹⁰. Arrêtons-nous sur les termes de « classe travailleuse »³¹¹. Cette expression, relevée par Alvarez à travers des entretiens réalisés auprès de membres du *MNER*, dévoile l'héritage de la vision péroniste de l'antagonisme de classes dans la société argentine, elle-même issue des discours dominants au

³⁰⁸ Alvarez, M. I., (2017) *La política afectada : experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*, Buenos Aires, Prohistoria Ediciones, p.175

³⁰⁹ *Ibid*, p.176

³¹⁰ *Ibid* p.176

³¹¹ La traduction en castillan est « *clase trabajadora* ». Comme bien des termes et expressions, sa traduction en français fait perdre à l'expression d'origine sa charge symbolique.

sein des courants majoritaires du mouvement ouvrier organisé qui soutiennent la candidature de Juan Domingo Perón en 1945.

Contrairement à ce que peuvent affirmer de nombreux travaux, tels que la thèse de Guillaume De Gracia (2009) par exemple, le péronisme est très loin d'être une version sud-américaine du fascisme italien. L'un des grands éléments de distinction est l'existence d'une lecture de classes proche du marxisme dans le discours péroniste, que nous retrouvons ici dans les discours recueillis par Alvarez. Toutefois, plutôt que d'employer l'expression de « classe ouvrière », très connotée à l'extrême gauche en Argentine, les péronistes préfèrent ceux de « classe travailleuse », plus floue, et en quelque sorte plus « populiste » mais qui a l'avantage stratégique de constituer ce signifiant vide nécessaire au ralliement d'un grand nombre d'individus contre un ennemi commun, identifié comme « l'oligarchie ».

De plus, il existe une distinction entre « mouvements sociaux », « mouvements populaires » et « mouvement ouvrier » dont l'histoire est intimement liée à celle du syndicalisme et par conséquent à l'économie formelle. Les termes « classe travailleuse » effectuent une coupure plus transversale. Il n'est pas anodin que les porte-paroles *MNER* emploient l'expression de « classe travailleuse ».

Cela interroge par ailleurs la place des ouvriers autogérés dans le processus de production. Collectivement propriétaires et détenteurs du capital, individuellement « prolétaires », ils intègrent également des unités productives qui remplissent certains critères de la définition de l'économie informelle. Cela participe à faire du milieu des ERT un espace en dispute quant à leur définition mais aussi quant aux organisations qui cherchent à les représenter. Ces deux éléments entretiennent un lien extrêmement puissant qui constitue d'ailleurs l'un des piliers d'analyse de cette thèse, que nous développerons cours de ce chapitre.

Je choisis de retranscrire un extrait d'entretien réalisé auprès de l'un des dirigeants du *MNER* par Alvarez en raison de la date à laquelle cet entretien a été réalisé, bien antérieure à celle des propos que j'ai pu moi-même recueillir : Alvarez conclut son terrain au début des années 2000 alors que je commence le mien en 2015.

Un membre du *MNER* lui déclare : « Réussir la récupération était une intention. On a toujours cru que c'était ce qu'il fallait faire, que la méthode habituelle de lutte des travailleurs ne suffisait pas, qui était de lutter uniquement pour le salaire et de meilleures conditions. Ça ne suffisait pas avec ça. Et on était convaincus qu'il fallait conceptualiser cette nouvelle méthode de lutte. On l'a améliorée peu à peu, on la revoyait au fur et à mesure. Et puis la réalité a fait que les

camarades s'en emparent. On peut avoir les meilleures intentions, les meilleures idées mais si les camarades ne s'en servent pas... C'est impossible à réaliser. Oui, on l'avait fait à *Mosconi*, *Avador*, avec le soutien du syndicat, très important. Mais on ne pouvait pas le faire dans d'autres entreprises. *IMPA* est apparue. Bon d'abord *Yaguané*, ensuite *IMPA*. Alors bon... A cette période-là c'était... Disons qu'en 86 et 87 l'idée était à certains camarades, en 96 et 97 c'était devenu un besoin pour les travailleurs cette méthode de lutte [...] En plus le mouvement ouvrier argentin avait déjà connu des expériences en 69 et 70 avec certaines usines textiles, du type occupation et remise en route des machines. On dit toujours de notre côté qu'on n'est pas nouveaux et qu'on n'a rien inventé, ni la poudre, rien. On a seulement pris l'expérience de l'ensemble du mouvement ouvrier et on la rend effective lors des moments nécessaires [...] Mais ce n'est pas spontané. Sinon, il y aurait eu un groupe de camarades décidés à poser cette nouvelle méthode de lutte. C'est vrai que la crise accélère, mais s'il n'y avait pas eu ceux qui se sont décidés à le faire ça aurait été très difficile »³¹².

Cet extrait montre comment les dirigeants assument déjà à cette période leur position en tant que tels. Cela est rendu possible par un processus de conversion d'un capital symbolique accumulé dans le champ syndical, vers ce nouvel espace en formation qui est celui des ERT. L'accumulation de capital nécessaire pour occuper les positions dominantes dans cet espace est relativement plus faible que dans d'autres champs déjà largement constitués et à l'autonomie bien avancée.

Afin de souligner la prise de position du *MNER* sur le plan idéologique, deux extraits d'entretien seront très pertinents, auxquels nous ajoutons un passage supplémentaire de *La política afectada* d'Alvarez (2017). Celle-ci mentionne que : « la stratégie du *MNER* a tendu vers l'articulation avec d'autres organisations « du camp populaire » assemblées, organisations de travailleurs sans emploi [*desocupados* en espagnol], organisations de quartier- et vers le développement d'activités à l'intérieur des usines en les transformant en un espace non seulement de production [de marchandises] mais aussi éducatif, de création et de diffusion culturelle, en un centre de soins »³¹³.

³¹² Entretien réalisé auprès d'un dirigeant du *MNER* en 2002 par Maria Inés Fernandez Alvarez.

³¹³ Alvarez, M. I., (2017) *La política afectada : experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*, Buenos Aires, Prohistoria Ediciones, p.178

1.1 Le « camp populaire », une notion mobilisatrice dénuée de bases matérielles ?

Avant d'aller plus loin arrêtons-nous sur deux éléments. Le premier est l'usage des termes « camp populaire » entre guillemets. Nous supposons que les guillemets font office de citation d'un vocabulaire émiq. Si cela est analysé en profondeur dans un autre chapitre, rappelons qu'à l'heure où j'écris ces lignes il n'existe aucun travail scientifique qui porte sur l'opérationnalisation du concept de « camp populaire ». Cette affirmation peut paraître risquée, osée. C'est pourquoi avant de la poser je m'en suis remis à l'expertise de Chantal Mouffe, rencontrée lors de l'Université d'été du média Le vent se lève (LVSL) en juin 2019 à la Sorbonne pour lui soumettre cette lacune dans ma bibliographie. Mes soupçons ont été confirmés lorsqu'elle me dit à son tour qu'il n'existe à sa connaissance aucune publication académique qui porte sur l'analyse du terme. Bien sûr, Laclau l'emploie dans *La Raison Populiste* (2005) mais il en fait quasiment un substitut de « peuple » sans pour autant approfondir outre mesure sur les raisons de son utilisation. Rappelons-en alors les principaux éléments qui permettent d'appréhender ce concept. Pour les acteurs, il s'agit bien souvent d'un signifiant vide où chacun peut y voir une signification mobilisatrice à laquelle s'identifier. Comme il arrive souvent pour ce genre de notions, son existence sociale dépend non seulement de la perception d'un découpage particulier de la société de la part des acteurs mais aussi de leur perception quant à leur appartenance à ce qu'ils entendent par « camp populaire ». Ce dernier point se décline sur deux aspects ou plans. Le premier est celui de la perception individuelle, de l'auto-perception. Un individu peut se sentir faire partie du « camp populaire » dès lors qu'il croit être « de ce côté-là de la barrière ». Le second plan est celui de la perception des autres sur l'individu. Si celui-ci se sent appartenir au « camp populaire » mais que les autres ne le perçoivent pas ainsi, apparaît un enjeu de lutte explicite pour la définition, lutte autant plus sérieuse diffuse et récurrente qu'aucun acteur n'a la légitimité suffisante pour imposer ses critères à l'ensemble.

Le camp populaire est donc constitué d'individus qui s'identifient comme y appartenant et le font par là même exister socialement. Ses frontières sont floues, notamment en raison du second plan de perception mentionné précédemment ainsi que du fait que les critères de définition sont en dispute. Si nous nous arrêtons à cette conception du concept, nous risquerions de tomber dans un versant subjectiviste que nous récusons fortement dans cette thèse. En effet, si les critères objectivables et matériels peuvent être flous pour soutenir un tel sentiment d'appartenance, le « eux » contre lequel se constitue le « nous » est pourtant d'autant plus

facilement identifiable que les inégalités économiques et les positionnements politiques sont marqués. En effet, ce « eux » n'est autre que la classe dominante, possédante qui peut composer ce que l'on identifie comme l'oligarchie nationale, dont les intérêts objectifs sont très souvent radicalement opposés à ceux du reste de la société. Ainsi, le sentiment d'appartenance au « camp populaire » se construit tout de même sur des critères matériels.

Le second aspect qui doit retenir notre attention découle du premier : il s'agit des autres organisations « du camp populaire ». Lorsque je commence mon terrain en 2015, le *MNER* est une organisation relativement isolée qui ne bénéficie que de très peu d'alliés. Cet état de fait est loin de se vérifier lors du terrain d'Alvarez. Nous pouvons déjà entrevoir l'effet du fractionnement, de la complexification du milieu des ERT au cours de ces quinze dernières années sur une OPR comme le *MNER*, dont l'isolement relatif est en réalité l'expression de son positionnement relatif dans la structure que forment les OPR par leur différenciation.

Alvarez poursuit : « Cette proposition a répondu d'un côté au « besoin » d'ouvrir/élargir le conflit et le « relier au quartier », supposée comme nécessaire face à « l'instabilité des processus ». Cela exigeait du *MNER* d'obtenir le soutien des habitants des quartiers dans lesquels se déroulaient les luttes concrètes, en vue de faire face à un ordre d'expulsion par exemple. En plus, cette proposition était liée à un positionnement politico-idéologique selon lequel la récupération du travail devait être accompagnée de la récupération des autres droits « expropriés » par les politiques néolibérales, comme la santé, l'éducation etc. Dans ce cadre les récupérations étaient « une méthode de lutte » qui devait atteindre d'autres espaces, en réclamant à l'Etat une politique orientée vers la récupération de l'emploi à travers des revendications telles que la Loi Nationale d'Entreprises Récupérées »³¹⁴.

Douze ans après ces paroles, Murua me montre dans son bureau un projet de loi rédigé par le *MNER*. Le président de l'*IMPA* s'y trouve également, accompagné d'autres membres de l'OPR. L'un d'eux déclare : « Ça c'est le projet de loi qu'on a écrit et qu'on a soumis au gouvernement. Ils nous ont dit « oui c'est très bien » et puis ils n'ont pas donné suite »³¹⁵. Ces dires renvoient à l'un des points qui allaient fractionner la première OPR du pays : la position vis-à-vis du gouvernement de Nestor Kirchner, élu en mai 2003, caractérisée par un éloignement avec ce courant politique qui ne prend fin qu'avec l'élection du libéral conservateur Mauricio Macri.

³¹⁴ Ibid p.179

³¹⁵ Entretien collectif réalisé dans les locaux de l'*IMPA* auprès de membres du *MNER*.

Tel que mentionné dans le passage cité de *La politica afectada* (2017), le *MNER* entend le concept de récupération comme quelque chose d' applicable à d'autres espaces qui ne soient pas l'usine. Cette ligne idéologique se vérifie encore actuellement. Je m'entretiens en 2018 avec un jeune membre du *MNER* qui n'est alors pas encore un travailleur autogéré car la lutte qu'il mène avec ses camarades pour récupérer le laboratoire au bord de la faillite n'a pas encore abouti au moment de l'entretien. Son laboratoire trouve un repreneur, qui s'en défait très peu de temps après. Le deuxième repreneur a la réputation de démanteler les entreprises qu'il achète au bord de la faillite. Les salariés s'y opposent mais rien n'y fait. Deux mois plus tard, deux cent d'entre eux sont licenciés du jour au lendemain. Les travailleurs apprennent que le laboratoire va être vidé de ses machines. Ce modus operandi frauduleux est somme toute assez classique et ne surprend pas la vieille garde du *MNER*. Toutefois, lorsqu'un travailleur en situation de dépendance salariée en est la victime, cela est vécu comme une « première fois » absolument terrifiante. Le *MNER* apporte une solution combative à une situation perçue comme résolument injuste et indignante. Les travailleurs occupent les lieux mais doivent attendre l'accord du juge et de l'INAES pour pouvoir réactiver la production sous forme coopérative. En attendant, ils commercialisent des marchandises produites par d'autres ERT qui conforment le *MNER* et certains d'entre eux effectuent des petits boulots non déclarés.

En juin 2019 ils obtiennent gain de cause et leur ERT devient le premier laboratoire autogéré au monde.

Bruno Di Mauro, le premier président de la coopérative m'accorde un entretien enregistré suite à une longue série de conversations informelles. J'en retranscris un extrait dans lequel est particulièrement visible le positionnement idéologique du *MNER* et sa coïncidence avec les propos relevés par Alvarez : « Pour moi le *MNER* c'est un lieu où je peux militer, ils m'ont ouvert les yeux sur beaucoup de choses. Ici j'ai vraiment appris ce que ça voulait dire la solidarité. Quand tu vois que plein de gens qui ne te connaissent pas, qui sont des travailleurs comme toi viennent te voir quand t'es dans une situation de merde, que t'es au plus bas tu comprends qu'il y a quelque chose [...] Je me suis engagé dans le *MNER* parce que je crois qu'on est en train de faire quelque chose d'utile pour la société. Aider nos camarades c'est une chose mais ça ne s'arrête pas là, on milite aussi sur d'autres terrains et le moindre petit acte est un acte militant. Ici on gère des stocks alimentaires pour distribuer aux plus pauvres, ça aussi c'est un acte de résistance à mon avis. Et puis je crois au projet, à l'idée qu'il y a derrière.

-Quelle est cette idée ?

-D'agir partout où on le peut, de ne pas nous laisser faire en tant que peuple, pas juste en tant que travailleurs autogérés »³¹⁶.

Nous pouvons observer que l'idée « d'étendre la lutte » et la logique qui sous-tend l'occupation des usines fait partie du socle conceptuel de cette OPR. Elle a ceci de particulier, que le projet politique du *MNER* s'enracine pour des raisons historiques, « de circonstance » pourrions-nous dire, dans l'objet particulier que sont les ERT. Pourtant, dès le départ le projet transcende ces luttes concrètes sans toutefois s'en séparer. S'établit alors une relation particulière entre le *MNER* et les membres des ERT qui le composent. D'un côté, le *MNER* se réalise, se matérialise en tant qu'OPR par le biais de la lutte des travailleurs autogérés. D'un autre côté, cette OPR ne se « réduit » pas à cela. Il existe une volonté de la part d'un certain nombre de militants et de dirigeants de porter un projet plus large, de politiser les travailleurs, pas tant sur le plan partisan mais plutôt en ce qui concerne le rapport des individus aux phénomènes qui les traversent, qui les concernent. En ce sens, le « travail de politisation » s'apparente plutôt à une lutte pour la bataille culturelle gramscienne, contre un « sens commun » dominant, contre une « hégémonie culturelle » et cherche à rompre avec certaines visées individualistes qui peuvent apparaître dans les consciences des compagnons de lutte et se manifester dans leurs actes et leurs discours.

Le second extrait d'entretien qui illustre le positionnement idéologique du *MNER* est issu d'un des membres d'une ERT ayant fait partie de cette OPR qui s'en est éloigné par la suite :

« Au début on était tous ensemble, on luttait tous pour quelque chose de commun, qui était la récupération d'usines à une époque où tu avais une situation catastrophique pour l'industrie. Un peu comme maintenant je te dirais. Mais après est venu un gouvernement qui malgré tous ses défauts était quand même un gouvernement qui mettait en place des politiques en faveur du travail, tout ça... Et Murua a commencé à critiquer publiquement Nestor [Kirchner], à dire que c'était la même chose que le gouvernement précédent et ce n'était pas ça, vraiment. Alors nous on a préféré faire un pas de côté, Murua reste un camarade attention, mais il a pris des décisions qui... bon... »³¹⁷. L'entretien me fait alors un signe de la main pour signifier qu'il souhaite passer à un autre sujet. Les positionnements étant toujours relatifs, nous pouvons également rappeler que le *MNFRT* récuse les pratiques militantes -et stratégiques³¹⁸- du *MNER* : « est-ce

³¹⁶ Entretien réalisé auprès de Bruno, membre du *MNER* dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2018.

³¹⁷ Entretien réalisé auprès d'un ancien membre du *MNER* dans un café du centre-ville de Buenos Aires, 2017.

³¹⁸ Nous reviendrons plus en détails là-dessus notamment au cours du chapitre dédié à *l'IMPA*.

que tu mettrais un atelier de montage dans une salle de classe ? Non. Alors je ne vois pas pourquoi on mettrait une école ou un centre culturel dans une usine. Une usine c'est fait pour travailler, pas pour faire autre chose, ceux qui veulent faire de la politique peuvent le faire en dehors »³¹⁹.

Ainsi, le *MNER* apparaît assez rapidement comme une organisation combative sur un plan qui dépasse la seule lutte pour la récupération des postes de travail. L'OPR prend également position contre le gouvernement de Nestor Kirchner. L'affrontement atteint une situation de non-retour lors des années 2004 et 2005. Avant d'analyser ces épisodes, continuons sur le chemin qui mène à la rupture, à la scission et qui engendre le *MNFRT*.

Comme nous l'avons vu, plusieurs points de désaccord structurels deviennent visibles au sein du *MNER*. La ligne de Murua est pourtant majoritaire, ce qui ne laisse d'autre choix aux dissidents de l'accepter ou de quitter le *MNER*.

Contrairement aux ruptures classiques entre différents courants au sein du mouvement ouvrier, où celles-ci se produisent suite à un évènement marquant, un congrès, une grève perdue ou une action violente menée par une minorité par exemple, le processus de scission-constitution qui complexifie le milieu des ERT argentines en 2003 s'accomplit sans qu'un évènement de la sorte n'ait eu lieu.

2. Un premier mouvement de scission-constitution : le « groupe de Caro » donne lieu au Mouvement national de fabriques récupérées par leurs travailleurs (*MNFRT*).

L'ordre dans lequel seront analysés les extraits d'entretien qui suivent ne sont pas soumis à une chronologie de terrain particulière, ni à une hiérarchisation spécifique pour laquelle j'établirais, nécessairement de manière discrétionnaire, un ordre de priorité. L'ordre qui suit répond plutôt à une logique concentrique. Nous commencerons par analyser des propos recueillis auprès de membres du *MNFRT*, afin de les confronter par la suite à ceux issus de membres d'OPR concurrentes lorsqu'ils abordent la question de la création du premier.

³¹⁹ *Ibid*

2.1 Une opération de classification nécessaire à l'émergence du *MNFRT* : Le *MNER* vu par Caro.

Je me réfère ici à un extrait d'entretien déjà retranscrit au cours du chapitre précédent, au cours duquel Luis Caro affirme que ce que Murua et José Abelli nomment « le *MNER* » ne représente pas sa tendance. Caro enracine une partie des raisons de la création du *MNFRT* dans ce qu'il présente comme une sorte d'ambiguïté : sa tendance n'aurait jamais formellement fait partie du *MNER*. Par conséquent, l'acronyme « *MNER* » acquiert une polysémie considérable, fruit de la lutte pour sa définition, et nécessaire à la justification discursive de la fondation du *MNFRT*.

Rappelons que tout d'abord, Caro semble dissocier le *MNER* de ce qu'il appelle « Mouvement d'entreprises récupérées », ou « Mouvement d'entreprises ». Lorsqu'il utilise l'acronyme, il fait référence à l'OPR formalisée, officiellement fondée lors d'une assemblée avec une désignation claire de porte-paroles et de postes de direction. Nous le voyons par exemple lorsqu'il dit clairement : « Le *MNER* se forme en 2003 » après avoir évoqué les années préalables où il parle pourtant de « Mouvement d'entreprises récupérées ». Nous pourrions croire que ce sont deux OPR radicalement différentes si l'on ne connaît pas le terrain et j'admets avoir été quelque peu déstabilisé durant cet entretien. C'est précisément pour cela que je lui demande deux fois dans cet extrait si pour lui, le « Mouvement d'entreprises récupérées » et le *MNER* sont une seule et même chose, ce à quoi il répond que oui. Vers la fin de l'entretien, je lui repose une dernière fois la question afin d'être absolument sûr qu'il n'y a pas de quiproquo et il me répond une nouvelle fois que oui, avec un air quelque peu agacé.

Par conséquent, nous pouvons déduire qu'il décline une même appellation entre sa version formalisée, incarnée par un acronyme et sa version informelle, représentée par la lecture d'une partie de cet acronyme en fonction des périodes, qu'il distingue entre l'après et l'avant *MNFRT*. En ce sens, il apparaît que pour Caro, c'est le mouvement de formalisation du *MNFRT*, produit de l'autonomisation d'une tendance au sein du groupe de militants non formalisé, qui pousserait à la formalisation du *MNER*. Que le *MNER* soit formalisé avant ou après le *MNFRT* ne modifie en rien cette conclusion. En effet, nous pouvons parfaitement supposer que le fait qu'une tendance non formalisée devienne une OPR suite à un acte de constitution et que ce processus pousse une autre tendance à le faire ne serait qu'un cas particulièrement visible de la dialectique qu'il existe entre les différentes tendances au sein d'un même ensemble de militants. De fait, les actions quotidiennes de placements et de positionnements relatifs au gré des échanges et des actions de terrain constituent un processus de va-et-vient permanent perçu par les mêmes agents qui se positionnent en fonction de cela. Par conséquent, nous pouvons dire que le fait qu'une

tendance conduit une autre à agir est particulièrement visible lors d'une création d'OPR mais cela ne représente que la pointe de l'iceberg car ce phénomène prend plutôt la forme d'un continuum. Par conséquent, il est parfaitement possible qu'une tendance ait poussé l'autre à la formalisation sans que cette première n'opère nécessairement ladite formalisation à travers la constitution de l'OPR sensée l'incarner.

Abordons un autre point essentiel. Nous pouvons nous interroger sur les raisons qui poussent un acteur influent comme Luis Caro à opérer précisément cette distinction et pas une autre, tandis que les membres du *MNER* situent chronologiquement sa création aux alentours de la récupération *d'IMPA*, qui n'est autre que le siège actuel de cette OPR. L'hypothèse que je formule implique de supposer qu'il s'agit là d'une manifestation de la lutte dans laquelle s'inscrivent les différents dirigeants des différentes OPR et qui entraînent, par des effets de groupe et des logiques de légitimation, bien souvent l'ensemble de ces dernières dans ce combat.

En effet, Caro a besoin de se distinguer du *MNER* pour faire exister le *MNFRT*. Par conséquent, une stratégie efficace, probablement de l'ordre du semi-conscient, consiste à reproduire un discours selon lequel son proto-groupe, qui forme plus tard le *MNFRT*, n'a jamais appartenu au *MNER*, car celui-ci n'aurait pas existé durant la période où cela eût été possible.

Ces éléments n'expliquent probablement pas à eux seuls la logique qui produit des phénomènes de scission-constitution dans l'espace de la représentation politique des ERT.

En effet, les logiques de concurrence et de lutte entre dirigeants doivent nécessairement se superposer à des visions politico-idéologiques elles aussi en opposition -potentiellement plus mobilisatrices qu'une concurrence qui peut apparaître comme hors sol à la base- et qui peuvent permettre de voir apparaître une lutte pour les enjeux de luttes. Parmi ces derniers se trouve, entre autres, celui de la bonne stratégie à adopter en fonction d'objectifs suffisamment précis - eux aussi enjeux de luttes- afin d'y subordonner une stratégie.

Nous sommes dès lors en mesure de connecter deux -ou plus- niveaux d'analyse qui, combinés parviennent à expliquer raisonnablement les dynamiques de scission-constitution au sein de l'espace en dispute qui est celui des ERT.

Ainsi, les questions dites programmatiques sont logiquement liées aux positionnements des agents sur un axe politico-idéologique, à la fois qu'elles peuvent être un objet de dispute entre ces mêmes agents dans la mesure où elles permettent, si elles sont victorieuses, de positionner

l'OPR qui les porte dans une position de domination vis-à-vis de ses concurrentes. Parallèlement à cela, la définition même de ce qu'est une ERT semble connectée à cette logique de lutte dans la mesure où chaque OPR la définit selon ce qui la place dans une meilleure position vis-à-vis de ses concurrentes. De plus, comme nous le verrons plus tard, les différentes stratégies de lutte semblent liées à la manière dont les OPR définissent, par exemple, ce qu'est une ERT.

Nous avons déjà abordé les différentes tendances qui préexistaient à la période marquée par l'institutionnalisation des OPR. Celles-ci non seulement se trouvent institutionnalisées au moment où elles s'incarnent dans différentes OPR mais voient aussi en apparaître de « nouvelles » qui n'existaient pas nécessairement en tant que telles durant la période pré 2003.

En ce sens, « le groupe de Caro », que nous avons abordé précédemment devient le *MNFRT*, qui maintient un corpus idéologico stratégique très stable au cours de ses deux décennies d'existence, au prix, dans son cas, d'un isolement relatif croissant, aussi expliqué par le regard très négatif que porte l'ensemble du milieu vis-à-vis des pratiques qu'il mène.

Continuons sur l'analyse du précédent extrait. Remarquons les attaques *ad hominem* par transposition que réalise Luis Caro. En nommant le *MNER*, il nomme Murua, sa tendance, la stratégie qu'il défend ainsi que le projet politique pour lequel il lutte. Ces attaques sont nécessaires pour accomplir une stratégie de démarcation et d'identification. Le groupe se constitue aussi par rapport à un tiers, si cette opposition se constitue en facteur fédérateur, en facteur agglutinant (Rheingold, 1993).

Mon interlocuteur emploie par la suite un argument -quelque peu fallacieux- de double positionnement. En effet, à la fois qu'il positionne le *MNER* et la *Facta* dans la catégorie d'organisations qui « ont quasiment disparues », il positionne de fait le *MNFRT* dans celle de l'OPR perçue comme stable, efficace et solide. Nous pourrions aussi, si nous admettons que nos classements nous classent, déduire la position objective de Luis Caro dans ce que nous pourrions appeler le « sous champ des ERT », ou l'espace des ERT si nous admettons qu'il est composé de positions relatives occupées par des agents en lutte pour différents types de rétributions. Nous pouvons voir qu'il est à la tête d'une OPR qui se trouve isolée du reste de l'espace de représentation politique des ERT qui, même s'il se trouve fractionné et en proie à des luttes entre organisations de représentation, parvient tout de même à se rassembler sur des questions majeures.

Pour finir, et voici peut-être un trait distinctif majeur qui permet de discriminer le *MNFRT* du reste des OPR, arrêtons-nous sur la dernière phrase de notre extrait : « On a aussi été très critiqués sur autre chose. Nous disions que nous n'avions pas d'objectifs *politiques* ».

Caro relativise immédiatement après, afin de préciser sa pensée. Il se rend bien compte que le combat d'ouvriers qui refusent la précarité et la misère en reprenant leur usine est un combat éminemment politique, qui se trouve au cœur des relations entre le capital et le travail par exemple. En ses termes :

« Bien entendu si on regarde le concept objectif de « *politique* » disons, tout acte de l'être humain est politique, d'accord. Mais on ne fait pas de politique partisane si tu veux. On ne soutient ni ne combat aucun dirigeant. On nous critiquait aussi car par exemple pendant les actes de Cristina... Je l'ai rencontrée quatre ou cinq fois Cristina par exemple, pour parler de la modification de la loi de faillites. Elle me nomme très souvent. Mais contrairement aux autres je ne cherchais pas un poste politique. On m'en a proposé, j'ai remercié mais j'ai refusé. J'aurais tenu cinq minutes moi. Mais par exemple, les gens d'*UPEA* et autres... Beaucoup ont fini en tant que fonctionnaires au Ministère du Travail. De fait, lors d'un voyage officiel au Venezuela³²⁰ il y a quelques années les seuls qui avons été exclus étions nous. Alors la récupération d'usines a été un échec au Venezuela. Et modestie à part, nous sommes les initiateurs de la chose. Quand je dis « nous » c'est le mouvement. Et si tu regardes bien les usines où il y a des ouvriers qui travaillent, qui reçoivent des matières premières et qui produisent des marchandises ce sont les nôtres, celles du *MNFRT*. Chez les autres les bons moments sont sporadiques. Prenons l'exemple du *BAUEN*. Le conflit était dévié dès le départ. Encore aujourd'hui ils sont en train d'essayer d'éviter leur expulsion de l'immeuble. Les camarades du *BAUEN*, à deux reprises, ont voulu se mettre en contact avec nous, le *MNFRT*, parce que les camarades de *Bruckman* et de *Grissinopolis* sont parfois leurs amis, certains sont même parents je crois. Et très concrètement ils m'ont empêché d'y aller ! [Les autres OPR]. Parce que ce sont des secteurs de type partisan et politique. Il y a le *Partido Obrero* et le *PTS* là-dedans.

- Au sein de la *Facta* ?
- Au sein du *BAUEN*.
- Mais le *BAUEN* est à la *Facta* maintenant n'est-ce pas ?

³²⁰ Dans le cadre de sa politique de développement du secteur coopératif, le PSUV fait venir des délégations d'ouvriers autogérés d'Argentine et d'Uruguay afin de réaliser une transmission rapide de savoir-faire. En échange de cela, le Venezuela paye avec des barils de pétrole.

- Oui, oui... En réalité
- Mais *Facta* ne s'est pas créée avec le *kirchnérisme* ? Avec le soutien du *kirchnérisme* disons ?
- Oui, ils ont tous été créés comme ça... En réalité, c'est un des sujets majeurs, on ne peut pas dépendre de ça. Mais si tu regardes bien, durant les douze années *kirchnéristes* ils n'ont pas obtenu de solution. C'est seulement vers la fin que la loi d'expropriation a été votée à laquelle Macri a opposé son veto. Pourquoi ils ne l'ont pas fait quand il y avait Cristina au pouvoir ? Il y a un sujet ponctuel qu'il faut mettre ici en relation, et je crois qu'il y a ici une petite différence que tu as évoquée d'ailleurs. Dans mon cas concret il y a une triple action ici : avocat spécialiste des faillites. Deuxièmement, je suis un militant social, je viens du même milieu que les camarades et je me sens comme eux, et l'autre point est que je suis référent également. Je réunis ces trois conditions, je ne suis pas seulement un avocat qu'on appelle seulement le temps d'un contrat. Lors d'une négociation face à une faillite imminente, j'ai dit à Cristina et à Scioli [ancien gouverneur de la Province de Buenos Aires], qui n'était pas en train d'exécuter la loi d'expropriation, face à 5000 camarades, je me suis adressée à la présidente, « avec le respect maximal que vous méritez, nous ne pouvons pas attendre seize mois avec les camarades [agricoles de *Pauny*³²¹] face à la porte de l'usine. Pourquoi ? Pour que le juge donne enfin son autorisation pour que l'on puisse commencer à travailler ? Il faut modifier la loi ! ». Tu imagines comment criaient les camarades ? [...] Deux mois plus tard c'était bon. Alors sur ce genre de choses on se débrouille de manière cohérente et on ne recule pas. On s'en fiche si on est face à un gouverneur péroniste, radical ou qui que ce soit, s'il est face à nous, on le combat parce qu'on défend les camarades. C'est pour ça que je te dis que tu ne dois pas donner trop d'importance au « thème politique »³²². Je te donne un exemple. Tomada³²³ m'a appelé. Il savait qu'on travaillait sur la modification de la loi des faillites parce qu'on en avait déjà parlé avec Kirchner. Alors il me dit « regarde, voici la réforme que nous conseillent nos assesseurs. Si tu la lis et tu l'acceptes cette réforme, qui n'était pas celle que j'avais présentée, nous on te fait une campagne, tu vas sur les meilleures chaînes, tu fais des interviews pour les meilleurs journaux ». C'était une sucrerie quoi. Je lui dis « bon d'accord, il n'y a pas de problème ». J'ai donc lu la proposition de loi, je lui ai demandé un rendez-vous et je lui

³²¹ L'audio n'est pas clair mais cette information correspond au croisement de témoignages.

³²² Caro fait référence ici aux rapports avec le champ politique, notamment aux partis politiques.

³²³ Ministre du travail entre 2003 et 2015.

dis : « monsieur le ministre, cette réforme est une réforme que certains voulaient faire avec des sociétés anonymes ». Des SA ouvrières tu comprends ? Afin qu'on puisse tout vendre rapidement. Donc je lui dis : « cette réforme c'est celle que n'a pas pu faire Cavallo !³²⁴ Nous on veut que ce soient les ouvriers qui reprennent ». Et il me dit que les ouvriers n'ont pas les compétences acquises pour le faire.

- Tomada a dit ça ?
- Oui, Tomada.
- Le ministre du travail ?
- Oui ! (Il fait traîner le « i » du « si »). Comme ça comme je te parle, en face à face. Je lui réponds : « avec le respect que je vous dois et avec le respect que je dois à la présidente de la Nation, vu tout ce qu'elle fait pour nous, cette conversation ne va pas être diffusée. Je ne vais pas... ». Enfin j'aurais dû l'incinérer ! [Rires]. Alors que s'est-il passé ? Il a fait *UPEA*, il donnait toujours des ressources à d'autres et à nous, rien. Alors lui il venait et bon, je n'ai pas de problèmes avec le fait que le ministre vienne, mais nous on ne lui doit rien. Et cette proposition de réforme je l'ai ici, c'est terrible ce qu'il voulait faire. Et je lui ai dit que non, ça on ne le fera pas. Et je lui ai dit qu'il regarde bien qui sont ses conseillers, parce que je ne pense pas que Nestor Kirchner ou Cristina pensent une chose pareille. Si Cavallo a voulu la faire cette réforme ! Il y a donc beaucoup de choses qui à mon avis expliquent pourquoi Scioli a perdu en 2015. Parce qu'il y a beaucoup de choses qui n'ont clairement pas été faites.
- On peut revenir sur l'année 2003 ? Lorsque vous me dites que se créent deux mouvements distincts [le *MNER* et le *MNFRT*], quelles étaient les différences structurelles entre les deux ?
- Bon ça porte sur l'organisation dont je te parle. Les ouvriers doivent prendre en main la coopérative, avec une répartition égalitaire, regarde le BAUEN aujourd'hui comment ils sont...
- Non mais le *MNER* par exemple...
- Oui là c'est pareil...
- Au sein d'*IMPA* il y a une répartition égalitaire des revenus.

³²⁴ Ministre de l'économie durant la décennie 1990 puis au début des années 2000. Il représente l'incarnation du Consensus de Washington en raison des mesures ultra libérales qu'il a impulsées en Argentine, qui mènent en très grande partie à la crise de 2001.

- Alors, je te raconte comment c'était à *IMPA*. J'ai été une semaine à *IMPA*³²⁵. Les camarades m'ont appelé. Je leur ai posé quelques questions : « vous faites des réunions en assemblée ? ». Non. Tu dois faire des assemblées tu comprends ? Tu ne peux pas te débrouiller autrement. Et là Murua, Guillermo Robledo et celui qui est juge maintenant, je ne sais plus comment il s'appelle... Gallardo ! Les quatre, faisaient payer dix mille dollars aux camarades pour administrer l'usine *IMPA* au début de tout.
- Ah bon ?
- Oui monsieur. J'ai l'instrument pour... Quand je suis allé cette semaine-là j'ai pu voir tout ça. Ils avaient un contrat et touchaient 5% du bénéfice net en plus de ça. Ce genre de choses je ne les accepte pas.
- Mais au regard des statuts ce n'est pas illégal de faire une chose pareille ?
- Non, c'est un contrat, la coopérative peut contractualiser des gérants.
- Ah d'accord, ils n'étaient donc pas associés au même titre que les autres travailleurs ?
- Non, ils étaient gérants.
- Et maintenant ?
- Je ne sais pas ce qu'il en est maintenant. Si tu me demandes je ne sais pas. Mais je sais qu'ils font ce genre de choses.
- C'était en quelle année tout ceci ?
- Je crois que c'était en 2007 ou 2008.
- D'accord. Et la scission entre les deux mouvements ?
- Ah la scission ! En réalité il n'y a jamais eu, comme je te l'ai dit précédemment quelque chose... Alors nous on a formé quelque chose de notre côté et eux ont fait autre chose de leur côté. Et c'est tout. Et ensuite nous, on a continué de notre côté.
- Il y avait donc à peu près les mêmes différences qu'aujourd'hui disons ?
- Oui oui. Mais tout de même parfois on discute de certains sujets. Par exemple Murua m'appelle parfois sur un sujet ponctuel et même... Il y a des cas... Enfin nous on essaye d'être le plus indépendants que possible. De fait on a eu des réunions avec la Secrétariat au commerce³²⁶ précédent, quand il y avait Guillermo Moreno. Il est allé où il y avait

³²⁵ Il s'agit très probablement de l'année 2005. *L'IMPA* compte avec une « histoire cachée », qui n'apparaît que si l'on creuse le terrain en profondeur. La semaine en question a vu de violents affrontements entre deux factions de travailleurs, opposés entre autres sur la bonne stratégie à adopter face aux difficultés économiques que rencontre la coopérative à ce moment-là. La question de la stratégie apparaît comme inséparable de l'OPR qui la porte car à moins que *l'IMPA* devienne une ERT autonome et isolée de toute OPR, « elle doit choisir » quelle OPR intégrer en fonction de la politique interne qu'elle « veut » mener.

³²⁶ L'équivalent d'un sous ministère

Murua. Il y avait une question de respect envers moi car je suis avocat et en plus je connais bien le sujet, idem avec Grabois... Juan Grabois...

- Qui est Grabois ?
- Grabois est un des référents de la *CTEP*³²⁷. Il est référent du *Mouvement de travailleurs exclus le MTE* [qui fait partie à ce moment-là de la *CTEP*]. Et il est consultant du Pape actuellement. C'est un avocat lui aussi, c'est un très bon gars. On se respecte mutuellement mais on a des désaccords. Par exemple, je ne suis pas d'accord avec la syndicalisation des travailleurs des usines récupérées.
- Mais Murua si par exemple.
- Oui ça oui en effet.
- De fait ils voulaient appartenir à la CGT, et la CGT a ouvert la porte aux mouvements sociaux.
- Mais par rapport à la *CTA*... Car Murua provient de la *CTA* ?
- Non non du tout. Il vient de *l'UOM*, il était militant de *l'UOM* à un moment, avec Eduardo Gutierrez et d'autres, Guillermo Robledo était de là aussi.
- Cela fait une différence majeure.
- Oui oui, je me rappelle d'une discussion sur le trottoir *d'IMPA*, quand Guillermo Robledo arrive, à ce moment-là les travailleurs étaient 170. Guillermo Robledo me dit qu'il est gérant général de l'entreprise. Gérant ? Je ne peux pas le comprendre ça, un gérant dans une coopérative. Alors il me dit : « tu sais ce que c'est que de donner à manger à 170 travailleurs ? ». Non, parce que les travailleurs des usines récupérées travaillent et se donnent à manger eux-mêmes. On a une vision assez différente de ce qu'est une usine récupérée. Il y a une question de dépendance... Le syndicalisme argentin... Ils ont ce type de conceptions qui considèrent un peu que les travailleurs seraient comme invalides tu comprends ? Qu'eux doivent les guider, que s'ils ne sont pas là [les dirigeants] ça ne fonctionne pas. Et ils créent une certaine dépendance vis-à-vis des ouvriers également. Et le système est comme ça ! Le système patron-ouvrier fonctionne comme ça. Alors bien sûr, quand les ouvriers ont commencé à dire qu'ils pouvaient prendre en main tout cela [...] Il y a aussi les questions de la répartition, du fait de rendre des comptes [accountability], de l'organisation, nous on a par exemple trois fichiers. L'un avec les entrées et sorties d'argent, un autre avec les prix des

³²⁷ Confédération des travailleurs de l'économie populaire. Il s'agit d'un « syndicat des travailleurs informels », *a fortiori* informel lui aussi mais dont les dirigeants luttent pour obtenir le statut syndical auprès des autorités publiques.

marchandises et du reste, et finalement le coût de la production disons. On fait cela car autrement on ne pourrait pas fonctionner. En ce sens, on adopte les méthodes d'entreprises de pointe, d'entreprises capitalistes disons. J'ai travaillé pour *Esso*, pour *Shell*, à l'époque où j'étais mécanicien naval. Alors j'ai gardé ce type de... Ce sont des choses qui sont bonnes pour l'entreprise. Dans ce cas c'est pour les multinationales et d'autres, mais dans d'autres cas ça peut être pour les ouvriers. On applique des normes de qualité par exemple. Et on en a parfois besoin pour pouvoir vendre mieux ».

Nous abordons par la suite la question de la monnaie *Par*, qu'il affirme ne pas connaître. Puis je lui demande s'il observe une certaine corrélation entre l'OPR dans laquelle s'inscrivent les différentes ERT et d'un côté leur disposition géographique et de l'autre, leur secteur d'activité, tout en sachant que dans le cas de la métallurgie par exemple, ces deux variables se recoupent en raison du regroupement des usines. Par exemple, comme le montre le IV *Relevamiento*, les ERT se concentrent dans les zones où il y a le plus d'entreprises, et en supposant que les faillites de PME soient réparties sur le territoire de manière relativement uniforme, il est logique que les ERT soient le plus nombreuses là où il y a plus de faillites. Si nous appliquions ce même raisonnement avec un découpage par OPR, nous pourrions émettre l'hypothèse selon laquelle une OPR dirigée par un ancien métallo de *l'UOM* se concentre plutôt sur les usines métallurgiques et que par conséquent nous verrions une implantation géographique du *MNER* qui correspondrait à la localisation zones industrielles, notamment de Buenos Aires et d'autres grandes villes. Cependant je n'ai jamais eu accès à ce type de données et il semblerait, si l'on en croit mes entretiens, qu'il n'existe pas une corrélation entre ces variables. Je n'ai donc pas cherché à approfondir cette hypothèse outre mesure, qui, en cas de confirmation partielle, aurait pu considérablement enrichir une analyse de type plus matérialiste.

2.2 Un réseau d'usines autogérées relativement autonome ?

Mon interlocuteur rebondit sur cette question -qui est reliée à celle de la monnaie *Par* ainsi qu'à celle des réseaux d'échange et de distribution- pour me parler de la difficulté à créer des réseaux d'échange entre producteurs. Cette question demeure un horizon pour de nombreux dirigeants qui, sans nécessairement l'avoir lu, semblent s'inscrire en partie dans la lignée d'associationnistes français tels que Louis Blanc, pour qui la coordination de coopératives de

production, de consommation et de distribution pourrait constituer un tissu suffisamment solide pour se stabiliser dans le temps et remplacer à terme les entreprises capitalistes classiques.

Si Caro semble avoir envisagé la question de la coordination d'ERT dans le but d'intégrer un « réseau d'autogérés », pour lui les ordres de grandeur auxquelles sont confrontées les usines autogérées dépassent ce que le réseau pourrait absorber.

« Théoriquement tu peux l'envisager, c'est toujours bon de tisser des relations. Mais d'un point de vue pratique c'est difficile. Prends l'exemple d'un frigorifique qui produit cent mille kilos de viande. Il va les vendre à qui ? Aux camarades du mouvement ? Oui ils vont en acheter et après ? C'est très difficile que ça se produise. Il faut que ça ait lieu dans une économie dirigée par exemple. Nous cependant on a par exemple une usine de briques et quand des camarades ont besoin de briques elles sont là, disponibles, ils leur en font cadeau directement, ce n'est pas nécessaire qu'ils les payent. C'est pareil pour la peinture, que ce soit pour une cantine populaire, une bibliothèque, une école. Il y a des camarades d'organisations sociales ou même politiques qui ont besoin de peinture, on leur donne. Par exemple un des composants de base de la peinture est fabriqué par *Quimica del Sur*³²⁸. Mais ils font des tonnes de peinture et s'ils leur donnent deux-cents ou trois-cents litres c'est rien ! »

2.3 Ni le *Parti ouvrier*, ni les lycées populaires dans les usines du *MNFRT*.

- Oui effectivement. Et vous faites aussi des collèges et lycées populaires dans les usines ?
- Bon c'est un autre sujet, ce n'est pas notre objectif. Si ça se produit dans une usine, et bien que ça se produise. Mais l'usine doit avant tout produire ce que fait l'usine. Ce genre de choses ont eu lieu quand il y avait de la place dans les usines. Mais pour nous enfin... Il y a des lieux faits pour ça, ce sont les collèges et les lycées. Cette discussion a eu lieu au sein du mouvement à *Grissinopolis*. Il y avait le *PO* ce jour-là ponctuellement. Il y avait Pitrolla, ça a eu lieu en 2003 ou en 2004. Au début quoi, ça a été une assemblée très importante, transcendante³²⁹ où il y avait Pitrolla, Pablo Heller, Marcelo Ramal, et leur dirigeant historique dont je ne me souviens plus le nom, qui a été plusieurs fois candidat aux présidentielles pour le *PO*... Bon c'était une grosse assemblée, où il y avait leurs dirigeants, ça a duré jusqu'à une heure du matin, où quand

³²⁸ Il s'agit d'une ERT du *MNFRT*

³²⁹ La traduction en castillan est plus courant que sa traduction française.

tu entrais à *Grissinopolis*, et il y avait Le Manifeste communiste, des affiches de Lénine, Trotsky je ne sais pas quoi, l'histoire de je ne sais plus qui et je leur dis [rires], moi je viens acheter des grissines ici ! [Rires]. « Mais comment tu vas être contre ça » ils me disaient. Je ne suis pas contre, le Manifeste me paraît super, je l'ai lu, je le connais presque par cœur mais c'est une question qui, pour ceux que ça intéresse, peuvent la traiter dans un lieu à part mais ici il faut produire des *grissines*, il faut acheter de la farine, les fabriquer et les vendre ! C'est comme ça ! Alors ça a été discuté et les camarades ont décidé majoritairement de faire ça [se concentrer sur la production et sa commercialisation] et le reste, s'ils veulent faire des choses politico-partisanes parfait, qu'ils louent un local, et peut-être même qu'on les aidera à louer ce local, mais ici c'est une usine ! On ne peut pas changer ça. Et ils répondaient « oui mais la lutte, ceci cela ». Tout ceci est un sujet en soi déjà. Et l'autre sujet a été le lycée populaire. On a un collègue aussi, en tant que coopérative récupérée. Alors c'est comme si on était au collège et on leur demandait s'il n'y a pas une petite place pour faire un petit atelier, on y mettrait une fraiseuse ou je ne sais quoi... Bon ça n'a aucun sens [rires]. Chaque chose à sa place. *Grissinopolis* était faite pour faire des *grissines*. Et après pour le reste chacun fait ce qu'il veut, il va faire la révolution de son côté s'il veut, il n'y a aucun problème ».

Arrêtons-nous ici dans la retranscription de cet entretien ô combien central. Dans la mesure où Caro est un dirigeant d'une OPR relativement homogène et actuellement isolée, que son mandat semble renouvelable *ad vitam aeternam* -son poste n'est pas soumis à de votes réguliers- son discours, dans lequel s'expriment ses dispositions incorporées, ses intérêts stratégiques au niveau personnel et collectif, acquiert un caractère performatif. Autrement dit, Caro occupe une position qui lui permet d'insuffler une direction programmatique au *MNFRT*, chose qu'un dirigeant d'une ERT serait incapable de faire. Par conséquent, nous pouvons en partie déduire le fonctionnement du *MNFRT* et les relations de cette OPR -incarnée dans ses dirigeants selon une logique de représentation-incarnation du style *pars pro toto* vue dans le chapitre précédent- à travers l'analyse de ses propres positionnements en nous basant sur l'hypothèse implicite, mais raisonnablement plausible et cohérente, selon laquelle ses propres positionnements engagent ceux de l'OPR qu'il dirige, faute de quoi il y aurait eu un autre processus de scission constitution émanant du *MNFRT*.

Revenons sur les moments clés de cette retranscription. Tout d'abord, lorsque Luis Caro évoque l'hôtel *BAUEN* -dont l'histoire sera analysée dans un chapitre ultérieur-, il produit un discours que l'on peut situer à contre-courant de ce que pourrait percevoir un point de vue extérieur à

l'univers de l'autogestion argentine. En effet, le *BAUEN* est mis en avant, notamment par la *Facta*, comme un symbole de lutte non seulement des ERT ou encore de l'autogestion et du coopérativisme en général, mais du mouvement ouvrier tout entier. Le travail de communication de l'OPR qui y a siégé jusqu'en 2020, la *Facta*, est excellent en ce sens. Cependant, peu d'informations passent le filtre de la communication officielle et il est très difficile de connaître la véritable situation économique du *BAUEN* -et par conséquent obtenir des informations sur, par exemple, la réussite économique de la ligne défendue par la *Facta*- à moins d'y effectuer une recherche de terrain plus approfondie. Chose que j'ai faite : en plus des entretiens réalisés et du travail d'observation non participante non masquée, j'ai également été sollicité pour calculer les coûts de différents biens et services offerts par la coopérative et j'ai ainsi pu avoir accès à certaines données comptables essentielles.

Par conséquent, si je suis en mesure de confronter le récit de Luis Caro à des données comptables objectives, je suis aussi en mesure de connecter deux niveaux d'analyse qui sont d'un côté celui des positions relatives qui forment la structure de l'espace en dispute dans lequel évolue ma population d'étude mais aussi les bases dites « matérielles » sur lesquels se basent souvent ces positions relatives. Autrement dit, si une tendance au sein des ERT prônait quelque chose perçu comme étant « complètement hors sol », nous pourrions la situer dans l'espace de la représentation de celles-ci mais elle ne reposerait sur aucune base lui permettant de se maintenir dans le temps, voire de se développer.

Et effectivement, au moment où je les consulte, les comptes du *BAUEN* indiquent une mauvaise santé économique de ce qui demeure *in fine* une entreprise. Autogérée, certes, mais une entreprise qui évolue dans un marché capitaliste semi-concurrentiel, dont les projets politiques -au sens large comme au sens restreint- que porte notamment sa direction ainsi que les membres les plus impliqués ne peuvent exister que si le chiffre d'affaires, rapporté à d'autres variables tout aussi économiques, le permet.

Ainsi, la mise en avant de cette information tenue relativement à l'écart des observateurs extérieurs constitue pour le *MNFRT* un argument de taille contre la *Facta*. Si Caro attribue cela aux « visées politiques » de cette dernière OPR, cela demeure néanmoins une occasion d'ériger le *MNFRT* en tant que modèle à suivre et par conséquent à le légitimer au sein du milieu des ERT.

Observons également le rapport qu'entretien Caro « au politique ». S'il commence par opérer un éloignement discursif entre le *MNFRT* et « la politique », il se rend compte immédiatement

après que le fait que des travailleurs occupent puis fassent repartir les machines de leur usine en l'absence de patron représente un acte politique au sens large. C'est pourquoi il circonscrit son analyse à ce qu'il appelle la politique partisane. Il vise en ce sens spécifiquement les kirchnéristes et le Parti Ouvrier (*Partido Obrero, PO*), qui rassemble l'une des deux principales branches du trotskysme argentin, avec qui le *MNFRT* connaît un affrontement dur au sujet de la récupération de *Bruckman*. Longuement analysé par Maxime Quijoux (2013), cet épisode met en scène deux visions stratégiques antagonistes quant à la direction que doit prendre la récupération de l'usine textile *Bruckman*. Lorsque le patron abandonne les ouvrières, ces dernières se retrouvent face au fait accompli et disposent d'expériences similaires dans leur répertoire d'action collective (Tilly, 1984). Cependant, elles évoluent pour la plupart en dehors de tout cadre partisan ou syndical -ce qui est le fait de très nombreuses PME dans ce secteur- excepté pour l'une d'entre elles, qui milite au *PO*. Ce dernier se donne pour mission d'encadrer la lutte des ouvrières et prône dès le départ l'étatisation sous contrôle ouvrier de l'usine. Le gouvernement de l'époque -le conflit commence sous la présidence intérimaire d'Eduardo Duhalde et s'étend jusqu'après l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner- n'envisage à aucun moment de commencer une lutte parlementaire pour appliquer une mesure portée par l'adversaire politique que représente le *PO*, qui, quoi que très minoritaire -rassemblés, les différents courants trotskystes n'excèdent jamais 3% aux présidentielles, avec un PC absent- disposent de réseaux de communication et de diffusion idéologique très performants, grâce auxquels ils critiquent très durement les différents gouvernements péronistes. Face à l'absence de possibilité de résolution du conflit dans l'état du rapport de forces du moment, les ouvrières de *Bruckman* s'ouvrent à l'offre de Caro lorsqu'il se propose pour reprendre le dossier avec d'autres méthodes. Fort de son efficacité sur le plan juridique et de la gestion d'entreprises, il obtient rapidement l'accord du juge commercial en charge du dossier pour créer une coopérative de travail, outil honni par le *PO* mais défendu par la majorité des dirigeants d'OPR jusqu'à nos jours pour rendre effectif le contrôle ouvrier sur les moyens de production. La victoire de Caro sur ce dossier représente un coup double pour sa carrière. D'un côté, il apparaît comme l'avocat du travail efficace qui est capable de résoudre un conflit apparemment irrésoluble et d'obtenir la création d'une coopérative de travail. Ce dernier point représente l'autre facette du coup double car cet outil est aussi le signe de la défaite de la stratégie politique du *PO* et devient peu à peu hégémonique dans le milieu des ERT pour assurer la continuité productive pour les groupes de travailleurs en lutte.

Les exemples d'affrontements entre ce qu'il entend comme une vision efficace de la gestion de coopératives de production et des visions politico-partisanes qui cherchent à prendre le contrôle de différentes usines autogérées sont nombreux. Ce que nous pouvons tirer de cela est que Caro construit, à travers ces opérations de différenciation, l'image d'un *MNFRT* centré principalement sur la réussite économique des ERT qu'il représente, tandis que les autres mettraient en péril la continuité productive des usines, à travers l'utilisation de la lutte des travailleurs autogérés qu'ils mettraient au service d'une action politique plus large.

Nous pouvons aussi remarquer qu'il opère une distanciation relative vis-à-vis des principaux référents du kirchnérisme -et *a fortiori* de leurs suiveurs- tout d'abord en s'affirmant face à Cristina de Kirchner mais surtout face à Carlos Tomada, qui a été ministre du travail durant les douze années kirchnéristes (2003-2015). Autrement dit, la proposition de loi que Tomada aurait proposée à Caro en échange du financement d'une campagne électorale pour ce dernier ne diffère pas nécessairement idéologiquement de la vision gouvernementale vis-à-vis d'un objet qui apparaît comme nouveau et marginal que sont les ERT mais, qui plus est, ne s'insère pas dans les instances traditionnelles de représentation ouvrières.

Nous développerons ce point plus tard, mais j'introduis dès maintenant un élément qui a considérablement enrichi mon terrain ainsi que mon analyse sur les relations entre l'Etat et les OPR. J'ai réalisé un entretien de plus d'une heure auprès de Carlos Tomada en 2018 et il en ressort que le gouvernement kirchnériste percevait les ERT davantage comme une expérience relevant de l'innovation sociale classique de l'économie populaire à encadrer par le Ministère de développement social. Toutefois, s'il existe un consensus entre les dirigeants des différentes OPR, c'est celui qui s'articule autour de la demande claire de ne plus être considérés comme des sujets passifs récepteurs de financements de subsistance mais au contraire, comme des acteurs à part entière du tissu productif national capables de participer à la réindustrialisation du pays et de résorber le chômage, tout en voulant étendre un modèle de production très favorable aux travailleurs. Nous comprenons rapidement que les conséquences d'une extension de ce modèle apparaissent comme dangereuses pour la stabilité politique d'un gouvernement tiraillé par différents groupes socio-économiques aux intérêts antagonistes, à la tête d'une économie en crise, dépendante au niveau international, soumise à la dégradation des termes de l'échange et au syndrome hollandais. Nous devons ajouter à cet ensemble d'éléments l'existence historique de ce que Carlos Quenan nomme « un match nul hégémonique » entre le

bloc « libéral aperturiste » et le bloc « industrialisateur redistributif »³³⁰, très nocif pour la construction d'institutions solides à long terme.

En d'autres termes, les gouvernements de Nestor ou de Cristina de Kirchner ont très peu de marge de manœuvre -notamment si l'on regarde de près le score de Nestor Kirchner en 2003 (22%) - pour, dans l'hypothèse où ils en auraient eu l'intention, donner des gages forts envers des groupes d'ouvriers qui s'approprient d'entreprises privées en faillite. Nous pouvons supposer que le caractère marginal des ERT constitue l'un de leurs principaux atouts dans la mesure où ces expériences, que la droite qualifierait de « bolchéviques », ne s'attire pas les foudres de ladite droite -ou plus précisément des groupes sociaux détenteurs des moyens de production de communication et d'octroi de crédit.

En se positionnant d'une telle manière, Caro fait apparaître le *MNFRT* comme une OPR autonome entièrement dédiée à la défense des intérêts matériels immédiats -ou les plus immédiats possibles- des ERT qu'elle regroupe, ce qui peut se voir en réalité comme une prolongation d'une partie de la tradition du *syndicalisme* très présent dans le mouvement ouvrier argentin jusque dans les années 1940, jusqu'au moment où le péronisme redéfinit les clivages et les affrontements historiques entre tendances. Cependant celles-ci ne sont pas créées *ex nihilo* mais se constituent en partie par la confrontation du prolétariat avec des situations très concrètes qui amènent les travailleurs et leurs représentants à trancher sur des questions *in fine* très pratiques. En ce sens, si le péronisme regroupe plusieurs tendances, celles-ci réapparaissent non pas en tant que telles à l'heure actuelle, mais l'on peut identifier des choix stratégiques qui correspondent aux logiques qui ont mené à ce même type de choix stratégiques par le passé et qui participent à la construction d'une tendance donnée, à la fois que celle-ci participe à l'élaboration de ces choix. Par conséquent, indépendamment de l'hypothèse selon laquelle Luis Caro serait conscient que ce positionnement relatif correspond assez bien au positionnement relatif de ladite tendance vis-à-vis notamment des partis politiques et de la stratégie collective à mener, le *MNFRT* reproduit visiblement des choix stratégiques opérés et défendus par le passé par un secteur du *syndicalisme*³³¹.

³³¹ Rappelons que le terme *syndicalisme* est employé ici pour désigner l'un des quatre grands courants qui structurent explicitement le mouvement ouvrier argentin avant l'avènement du péronisme, phénomène qui englobe par la suite plusieurs tendances -notamment la tendance socialiste, syndicale révolutionnaire ainsi qu'une fraction des communistes- et à partir duquel le clivage principal s'articule autour de la dichotomie *péronisme* vs *anti-péronisme*.

Le rapport au politique entendu de cette manière fait écho au reste de l'entretien. En effet, si le modèle que défend le *MNFRT* s'incarne dans une « bonne gestion économique » au niveau de l'ERT, qui n'entreprendrait aucune relation avec ce que son porte-parole appelle « la politique », même s'il précise ensuite qu'il s'agit de « politique partisane ». En ce sens, Caro ne semble pas prendre en compte l'impact que peut avoir l'intégration d'un circuit d'ERT sur les performances économiques de celles-ci. Il relègue au contraire cette possibilité au niveau des « dons » que peuvent se faire « les camarades » lorsqu'il évoque ceux qui concernent les briques ou la peinture, renvoyant de fait cette possibilité au modèle du « prosommateur » (Ferreira, 2008) dont l'équilibre ne peut dépasser un niveau infra-industriel. Autrement dit, il n'y a pas assez de demande dans le circuit pour absorber la production industrielle des ERT. Ce constat va pourtant à contre-courant de celui que fait le *MNER*, avec l'introduction de sa propre monnaie alternative en 2016, la monnaie *Par* qui dépasse très rapidement le cadre des seules ERT.

Par conséquent, nous pouvons y voir un autre sujet de clivage, de classement-classant, dans la mesure où nos classements nous classent au regard des autres agents-classants, ce qui positionne objectivement -sans tomber dans un certain biais idéaliste - le premier émetteur de classement dans un espace de positions relatives. En ce sens, l'intégration d'un circuit plus ou moins restreint au domaine des ERT -ce qui ne peut que passer par une volonté collective de le faire, très probablement sur des bases éthiques (au sens de Bruno Théret, en référence à la confiance éthique permettant de faire circuler une monnaie) ou éthico-politiques incarnées dans l'adhésion des membres.

2.4 Un clivage relatif à l'organisation au sein de l'ERT.

La suite de l'entretien fait apparaître un autre point, que nous pourrions appeler « programmatique » qui sous-tend, du moment où il fait l'objet d'une divergence, une partie de la justification théorique et discursive du processus de scission-constitution de 2003. Il s'agit d'une question assez fondamentale, à savoir l'organisation interne que doivent idéalement adopter les ERT. Nous avons déjà vu que Caro incarne en quelque sorte la victoire du modèle de la Scoop classique sur d'autres formes institutionnelles relativement capables de réguler et d'opérationnaliser ce que nous pouvons entendre par « autogestion ». De ce fait, c'est en faisant appel à une vision très radicale des principes coopératifs -il fait référence à Rochdale dans une

autre partie de l'entretien, ainsi qu'aux associationnistes français du XIXe siècle- que Caro tente une stratégie de démarcation vis-à-vis de ses concurrents. Il invoque donc l'égalité des « retraits » ou des revenus. En Argentine, les Scoop n'ont pas d'associés-salariés mais uniquement des associés qui détiennent collectivement le capital. Par conséquent, à moins de contractualiser des travailleurs, la Scoop ne verse pas de salaires mais des revenus, perçus mensuellement par les travailleurs associés. Ces revenus qui proviennent de la répartition de la valeur ajoutée sont vus comme des « retraits » auxquels les travailleurs ont droit. Mon interlocuteur affirme donc que par exemple à *l'IMPA*, malgré les affirmations de Murua, l'égalité salariale n'est pas respectée mais qu'au contraire, cette ERT serait, ou aurait été le théâtre d'un hold-up de la part de certains dirigeants érigés en « gestionnaires » vis-à-vis des travailleurs. Je n'ai jamais été en mesure de vérifier la véracité de telles affirmations, ce qui aurait considérablement enrichi mon terrain. Cependant deux remarques s'imposent à ce stade. Tout d'abord, nous devons rompre avec l'illusion du caractère anecdotique de telles affirmations. Il ne s'agit pas simplement d'une « dispute entre dirigeants », comme nombre d'observateurs mais aussi de travailleurs autogérés l'affirment en surface, de la même manière qu'une envolée lyrique d'un député à l'encontre d'un groupe opposé n'est pas simplement un fait divers bon à faire l'objet d'un commentaire de comptoir. Il s'agit au contraire d'éléments qui dévoilent l'état d'un rapport de forces particulier, d'une configuration donnée et qui mobilisent et charrient avec eux des visions du monde qui s'affrontent dans une bataille culturelle. Autrement dit, ces « anecdotes » ne sont possibles que dans un cadre institutionnel et des rapports de force donnés.

Puis, l'autre remarque que nous devons introduire nécessairement concerne la mise en perspective de l'accusation révélatrice de Caro. Si celle-ci dévoile surtout le point de vue de la locution et ne dit pas grand-chose sur le destinataire, elle passe tout à fait sous silence un fait important. L'horizontalité censée mener à l'égalité « salariale » n'est pas formellement respectée dans toutes les usines du *MNFRT*. En effet, les entretiens que j'ai pu réaliser à *Grissinopolis* sont très révélateurs à ce sujet dans la mesure où, dans cette ERT, la dirigeante est ni plus ni moins que la veuve de l'ancien patron. Cela dit, je n'ai pas eu accès aux comptes de cette usine mais je sais, de par les entretiens que j'y ai réalisés, que la coopérative a recours à la contractualisation de salariés et par conséquent il apparaît comme très peu probable que l'ensemble des travailleurs et des travailleuses qui l'occupent bénéficient d'un revenu parfaitement égal. Cette question est par ailleurs soulevée régulièrement au sein du mouvement des ERT en particulier mais aussi du mouvement coopératif en général. J'ai été confronté à une telle problématique pour la première fois en 2011, à Montevideo en Uruguay, lorsque j'assiste

à une assemblée de représentants d'ERT uruguayennes -dont la représentation politique et syndicale se fondent dans le puissant *PIT-CNT*. Il s'agissait de tanneries. Trois mois durant, tous les ans, le carnet de commandes se remplit abondamment. Cependant le reste de l'année est une période creuse. N'importe quelle entreprise capitaliste classique embaucherait des saisonniers en CDD. Les Uruguayens refusent : « on ne veut pas se comporter comme des patrons. Si on fait ça, qu'est-ce qui nous distinguerait d'eux ? »³³². Si l'option d'engager des saisonniers semble exclue, celle d'associer de nouveaux travailleurs lors d'une hausse rapide mais temporelle de la demande apparaît également comme une impossibilité majeure dans la mesure où, la hausse de la production étant sporadique, il y aurait plus d'associés qu'avant pour se répartir un même revenu ayant fortement chuté le restant de l'année. C'est un risque que les travailleurs autogérés ne peuvent pas se permettre de prendre. Par conséquent, ce qui est décidé est de ne pas maximiser le chiffre d'affaires au regard des capacités productives potentielles des usines dans le but de garder exclusivement des associés en nombre raisonnable pour que le revenu par tête ne chute pas trop durant les périodes creuses. Ces prises de parole et cette décision montrent que « les associés » s'identifient avant tout à leur condition d'ouvriers. La conscience de classe prime sur la rationalité économique à court terme.

La direction de *Grissinopolis* tranche cependant dans le sens inverse, comme nous venons de le voir. C'est une autre conception de la coopérative ouvrière, à la limite de la légalité -une fois passée une période d'essai de six mois, les nouveaux travailleurs ont le droit d'être associés -qui prime dans ce cas de figure. Nous pourrions comprendre que cela équivaut à une stratégie de préservation de la coopérative originale mais nous devrions conclure alors que la préservation des uns passe nécessairement par l'exploitation des autres. Dans tous les cas, ce cas de figure représente tout de même une part d'ombre, un non-dit dans le discours du porte-parole du *MNFRT* qui, en évitant soigneusement de le juger moralement, se révèle essentiel pour situer rationnellement sa position.

Précisons toutefois que pour une ERT, le fait d'intégrer une OPR particulière n'implique pas nécessairement d'en suivre la pratique de l'autogestion qui y est prônée au pied de la lettre. Il peut exister dans une même OPR des ERT aux pratiques relativement différentes, et ceci est plus à relier avec le type d'entreprises qui est récupérée ainsi qu'avec l'histoire, la période et l'intensité avec laquelle se produit le conflit puis la lutte pour la récupération (Ruggeri, 2014).

³³² Les propos recueillis sont approximatifs, je ne disposais pas de dictaphone à l'époque

Cependant, comme nous l'avons vu avec le *MNER*, il y a un travail d'ajustement et de discussion permanents réalisé par les membres les plus impliqués -dont font partie les dirigeants- qui visent à homogénéiser les pratiques au sein d'une même OPR. Ce processus ne se fait pas sans heurts et explique parfois le basculement d'une ERT d'une OPR vers une autre, ou encore l'éloignement d'une ERT vis-à-vis d'une OPR. En effet, « appartenir à une OPR » ne se fait pas selon un schéma purement dichotomique mais il s'agit plutôt d'un continuum où l'on observe une intensité de participation pour une ERT donnée selon la période qu'elle traverse. Nous verrons cela par la suite.

2.5 Les lignes de fracture possibles et leur nature.

Cela dit, des questions telles que la manière de répartir les revenus, le positionnement vis-à-vis du parti de gouvernement, la gestion générale de l'ERT, l'existence ou pas d'un centre culturel, d'une école, d'un lycée ou d'une université populaire au sein des locaux de l'usine, le positionnement vis-à-vis du champ syndical -avec les différentes manières de le faire- ou encore la manière de prendre en main une lutte particulière -qui varie selon la lecture du rapport de forces par les dirigeants d'une OPR donnée, ce qui varie également en fonction des périodes- sont autant d'éléments, selon ce que j'ai pu identifier lors de mon terrain, sur lesquels se basent les positionnements relatifs et qui sous-tendent les différentes ruptures qui mènent aux processus de scission-constitution que nous pouvons observer.

Ces observations sont à mettre en relation avec le temps long, dans le sens où les répertoires d'action collective (Tilly, 1985) ainsi que les dispositions incorporées qui permettent leur mise en œuvre sont nécessairement construits historiquement, raison pour laquelle nous pouvons observer des similitudes entre différentes tendances du mouvement ouvrier argentin et différentes tendances au sein du milieu des ERT.

Troisième partie : la rencontre entre les logiques de fonctionnement propres à l'espace de la représentation politique ERT et un contexte politique particulier mène à leur accession à l'appareil d'État.

CHAPITRE VII : L'ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT SE COMPLEXIFIE AVEC L'ÉMERGENCE D'OPR DE DEUXIÈME GÉNÉRATION.

Nous avons vu lors du chapitre précédent comment se complexifie l'espace de la représentation politique des ERT argentines, avec le processus de scission-constitution qui mène à la création du *MNFRT* dirigé par Luis Caro, et à la consolidation du *MNER*, dirigé par Eduardo « *El Vasco* » Murua et José Abelli.

Nous avons également pu dégager les principaux éléments sur lesquels se base cette première scission. Cette liste mérite d'être reproduite ici : des questions telles que la manière de répartir les revenus, le positionnement vis-à-vis du parti de gouvernement, la gestion générale de l'ERT, l'existence ou pas d'un centre culturel, d'une école, d'un lycée ou d'une université populaire dans locaux de l'usine, le positionnement vis-à-vis du champ syndical ou encore les modalités de prise en main une lutte particulière³³³ sont autant d'éléments, sur lesquels se basent les positionnements relatifs et qui sous-tendent les différentes ruptures qui mènent aux processus de scission-constitution que nous pouvons observer.

Avançons dès maintenant que s'il y a un intérêt immédiat ne serait-ce qu'à décrire cette dynamique et à en exposer les logiques, notre travail ne s'arrête pas là. Au contraire, l'objectif de l'analyse qui précède est d'expliquer -afin de pouvoir prévoir l'évolution et caractériser le phénomène des ERT- comment les logiques propres au milieu des ERT mènent à la réalité que nous observons aujourd'hui et nous rappelle une des problématiques de cette thèse. Autrement dit, il s'agit de comprendre comment un phénomène qui se manifeste par quelques reprises éparées d'usines par des travailleurs en passe de tomber dans le gouffre de la désaffiliation (Castel, 1995) prend de l'ampleur et aboutit, près de deux décennies plus tard, à l'occupation de positions dans l'appareil d'Etat à travers la création d'un sous-ministère entièrement dédié aux ERT.

Rappelons que c'est précisément ce processus historique que nous interrogeons et dont nous cherchons à rendre compte à travers la prise en compte des dynamiques, des mécanismes, des logiques propres au milieu des ERT, dans lesquelles sont pris les agents -qui, par leur action,

³³³ Cela varie selon la lecture du rapport de forces par les dirigeants d'une OPR donnée, ce qui varie également en fonction des périodes.

les font à la fois exister- qui sont elles-mêmes héritières d'un processus historique bien plus large, à savoir celui qui façonne le mouvement ouvrier argentin.

Rappelons également que nous nous inscrivons dans la vision de Ruggeri (2014) lorsque nous considérons que malgré la réalisation de l'autogestion sous forme de coopératives de production, le phénomène que nous étudions constitue une branche à part entière du mouvement ouvrier national, plutôt qu'une manifestation quelque peu folklorique de l'ESS et du coopérativisme.

Toutefois, nous pouvons également y voir des caractéristiques qui tendraient à classer ce phénomène dans la catégorie d'économie populaire (Coraggio, 2009). Avançons dès maintenant que ce classement fait lui aussi l'objet d'une lutte entre tendances, qui devient le théâtre de la mise en place de stratégies conscientes ou semi conscientes de la part des dirigeants du *MNER* notamment, qui mettent l'accent sur cette dimension afin de tisser des alliances extra-OPR qui s'avèrent « gagnantes » par la suite dans certains cas. La tournure de la phrase précédente cherche à interpeller le lecteur, dans la mesure où elle fait état d'une interprétation de type téléologique, où les acteurs seraient purement rationnels, omniscients et stratèges. La réalité est bien plus complexe. Autrement dit, à travers l'emploi du terme « gagnantes » l'accent est mis sur l'atteinte d'objectifs politiques de moyen terme pour le *MNER*, ce qui participe à la légitimation de celui-ci. Nous employons les termes « légitimation » et « légitimité » dans un sens bourdieusien. En effet, si quelque chose apparaît comme légitime c'est qu'un groupe a les moyens, à travers une opération réussie de légitimation d'imposer quelque chose comme légitime. Les autres sens avec lesquels le terme peut être interprété sont ici rejetés à la suite de l'analyse qu'en fait Frédéric Lordon (2007).

Au cours de ce chapitre, nous tenterons de continuer à rendre compte des logiques qui structurent le milieu des ERT argentines, et plus particulièrement celui de leur représentation politique avec la complexification de cette dernière. Si, lors du chapitre précédent nous avons vu que le *MNFRT* et le *MNER* sont issus d'un groupe de militants qui compose au début des années 2000 l'essentiel de la représentation politique des travailleurs autogérés, et que la formalisation du premier entraîne de fait la formalisation de l'autre, il n'en va pas de même pour les OPR qui se constituent par la suite. Nous observerons que ces dernières présentent des caractéristiques qui permettent parfois de les classer dans d'autres catégories que les premières. Autrement dit, nous pouvons, dès ce chapitre, élaborer puis peaufiner une typologie des OPR afin de tenter de fournir un cadre d'analyse suffisamment clair pour autoriser une comparaison internationale.

1. La victoire électorale de Nestor Kirchner ouvre la voie à des nouveaux rapports entre les mouvements sociaux et l'Etat.

Au plus dur de la crise économique, financière, politique et sociale connue sous les termes de « crise de 2001 » et qui s'étend sur les années suivantes, se dessine la candidature d'un *outsider* du péronisme, le gouverneur de la province de Santa Cruz, Nestor Kirchner. Quoique minoritaire dans les sondages, il incarne les franges les plus combatives du parti et obtient rapidement le soutien d'importants secteurs du mouvement ouvrier, parfois à l'encontre des directions syndicales.

Le documentaire *The take* (2004) de Naomi Klein recueille certains témoignages ouvriers, notamment lors d'occupations d'usines, qui font référence à Nestor Kirchner et à la possibilité de continuer à d'accorder leur confiance les institutions de représentation traditionnelles.

Toutefois, Klein adopte le point de vue minoritaire d'une frange du *PTS* qui contrôle deux ERT à ce moment-là et prônent un discours qui tient un discours tendant à rejeter l'ensemble de la classe politique. Par conséquent, le documentaire cherche plutôt à interroger, dans une vision quelque peu enchantée, la possibilité selon laquelle les luttes pour les reprises d'usine en autogestion en Argentine peuvent conduire à l'avènement d'un Etat ouvrier. Malgré cela, les témoignages d'ouvriers péronistes, ou ressentant une sympathie pour le péronisme, qui est en réalité le reflet du sentiment d'appartenance de classe, permettent, pour ne citer que cette source-là, de rendre compte de l'image dont jouit Nestor Kirchner dans ces milieux. Et pour cause, sa communication s'articule autour de principes faisant appel à certains piliers idéologiques que les milieux populaires argentins associent au péronisme. : la souveraineté politique, l'indépendance économique et la justice sociale.

Ainsi, Nestor Kirchner s'adresse directement aux travailleurs argentins et parle d'industrie nationale, de ne pas plier face au FMI ni aux créanciers internationaux et emploie un discours anti-impérialiste et anti-néolibéral. Dans des salles d'actes bondées d'un public très populaire, majoritairement ouvrier, Nestor Kirchner connecte ces éléments avec le devoir de mémoire relatif aux crimes de la dictature de 1976-1983. En faisant cela, il se positionne de fait au cœur du « camp populaire » et consolide sa base électorale, dans la mesure où les tortionnaires ont été les instigateurs du néolibéralisme et le fer de lance des attaques sanglantes lancées contre le mouvement ouvrier organisé. En 2002, s'opposer au néolibéralisme, à Washington et au FMI

tout en revendiquant le retour de l'industrie nationale constituent des gages forts en faveur des travailleurs, *a fortiori* envers ceux qui luttent pour faire tourner leurs usines sans patron.

De ce fait, lorsque Nestor Kirchner remporte les élections présidentielles en 2003, il est soutenu par une grande partie des travailleurs des ERT ainsi que de leur direction. Ce ne sera plus le cas en 2005.

Nous verrons par la suite que le changement de gouvernement participe à fractionner et à complexifier le milieu de la représentation politique des ERT. En effet, un gouvernement de type « ouvert » (Naser et al. 2017) est plus à même d'entendre et de donner suite aux revendications du mouvement ouvrier, aux revendications dites « populaires » (Quiros, 2011) ainsi qu'à celles des mouvements sociaux, comme peut le montrer par exemple le tournant qui s'amorce au Brésil en la matière avec l'élection de Lula Da Silva en 2003 (Benetti, 2015).

Ce tournant représente un changement à deux niveaux en ce qui concerne la relation entre le gouvernement et les mouvements sociaux, populaires et ouvriers, au sein duquel nous classons les ERT (Ruggeri, 2014). En effet, entre le coup d'Etat de 1976 et la crise de 2001, ces derniers n'ont rencontré dans l'Etat qu'un organe de répression dont l'hostilité à leur égard varie selon les périodes.

En ce qui concerne les ERT, cela a homogénéisé leurs rapports au gouvernement, dans la mesure où, exceptée la brève période du « duhaldisme »³³⁴, où l'on observe une tentative de cooptation d'une partie de la direction des ERT, ces dernières rencontrent une politique « du guichet fermé » si ce n'est une violente répression à l'encontre des ouvriers en lutte. Nous pourrions nous demander si la politique de cooptation, quoique timide, du gouvernement Duhalde n'est pas précisément ce qui explique initialement la rupture de l'unité -supposée- du milieu de la représentation des ERT et permet par là même que se constitue la possibilité pour le groupe de Caro d'engager un processus de scission-constitution victorieux.

1.1 Une réduction relative de l'instabilité pour les ERT

Dès lors qu'un projet politique national qui s'inscrit dans la vague des « progressismes latinoaméricains » des années 2000 prend le contrôle de l'Etat, la donne change vis-à-vis des ERT. Jusqu'alors les travailleurs qui luttent pour reprendre leur lieu de travail -presque par

³³⁴ Une fraction conservatrice du péronisme qui gouverne par intérim entre 2002 et 2003.

défaut- en autogestion sont soumis à une très forte instabilité sur plusieurs niveaux, qui va de pair avec une grande précarité lors des premières étapes de leur lutte, renforcée par un contexte de crise majeure. L'instabilité juridique, tout d'abord, vient du fait qu'initialement, toute lutte pour la récupération d'une usine par exemple implique nécessairement d'agir illégalement. L'occupation des lieux ou encore le refus de les quitter lorsque les forces de l'ordre l'ordonnent sont autant d'actions qui se font en dehors de tout cadre légal. Puis, lorsque le rapport de forces oblige à négocier, ce n'est autre que le juge commercial qui peut décider si le projet des travailleurs est viable et leur octroyer le droit de continuer leur activité productive et commerciale, moment avant lequel ils le réalisent là aussi de manière illégale.

Cette instabilité s'accompagne nécessairement d'une instabilité de revenus. Les premières étapes de la lutte riment invariablement avec une chute des revenus des travailleurs, déjà bien affaiblis par les retards de paiement de la part de l'ancien patron. Ils doivent également accomplir des horaires parfois supérieurs à ceux qu'ils réalisaient lorsque l'entreprise était encore sous la tutelle d'un patron. De plus l'incertitude est totale, étant donné que leur pari peut très bien être perdu : les salariés ont souvent le choix entre tenter de toucher leurs indemnités à travers différents procès individuels à l'encontre de leur ancien patron, ou bien de reprendre leur usine et tenter de relancer la production. Si l'usine fait finalement faillite, leur source de travail disparaît définitivement, ainsi que la possibilité -infime, dans la plupart des cas- de percevoir leurs indemnités de licenciement.

Par conséquent, à partir du moment où est élu un président qui forme un gouvernement dont les orientations permettent de prévoir une réduction rapide de ces différents types d'instabilité, cela représente une lueur d'espoir pour les travailleurs en lutte.

La question qui se pose alors, pour l'ensemble des mouvements sociaux -catégorie où ont initialement classées les ERT- et populaires, ainsi que pour le mouvement ouvrier organisé, loin d'être nouvelle, est d'ordre stratégique : faut-il soutenir le nouveau gouvernement, tenter de travailler avec lui et abandonner les positions de confrontation ou bien, au contraire, est-il est préférable de les maintenir dans le but d'obtenir le plus grand nombre de revendications possibles ? Les choix qui sont faits par chaque organisation semblent être déterminés par un ensemble de facteurs tels que la lecture du rapport de forces qu'en font leurs dirigeants, le calcul coût-avantage qu'ils font s'ils reçoivent une offre du gouvernement à titre individuel, l'histoire de chaque organisation ou encore le positionnement idéologique des acteurs les plus impliqués dans les prises de décision par exemple.

Dès lors, si cette même question traverse l'espace de représentation politique des ERT à partir de 2003, elle trouve des réponses hétérogènes mais relativement prévisibles. Ce sont ces mêmes réponses qui m'ont en partie induit en erreur lors de mon premier terrain, qui a servi à l'élaboration de mon mémoire de recherche de Master 2 et comme terrain exploratoire pour cette thèse.

1.2 Réforme ou révolution ? Une dichotomie illusoire.

En effet, en 2015 les eaux sont clivées. Deux OPR semblent radicalement opposées vis-à-vis de la posture à tenir face au gouvernement tandis qu'une troisième est relativement silencieuse. Un *MNER* en perte de vitesse mais très combatif, isolé du reste des OPR, fustige le *kirchnérisme* et la *Facta*, tandis que cette dernière entretient de très bons rapports avec le gouvernement et les députés de la majorité. Le *MNFRT* reste silencieux. Cette photographie succincte et grossière de l'état de l'espace de la représentation politique des ERT fait apparaître le *MNER* comme une organisation au discours révolutionnaire, classable à l'extrême gauche de l'échiquier politique, et dans la mesure où elle s'oppose au gouvernement, tout comme l'extrême gauche partisane, il était très tentant d'y voir une homologation des champs. Autrement dit, si une partie de l'extrême gauche argentine est historiquement anti péroniste et que le *MNER*, qui tient un discours révolutionnaire classable à l'extrême gauche est extrêmement dur envers le *kirchnérisme*, peut-on alors y voir une affiliation idéologique et stratégique avec cette même extrême gauche partisane ? Si la tentation de répondre que oui était forte, cela aurait signifié d'ignorer la composante d'extrême gauche qui se trouve historiquement affiliée au péronisme, telle que celle qu'a incarné le groupe armé *Montoneros*, dont Murua a fait partie. Une fois ce premier biais évacué, que la garde du jeune apprenti chercheur se baisse, le piège analytique ne fait que gagner en puissance. En effet, il est aisé de classer à ce moment-là le *MNER* en tant qu'organisation de type révolutionnaire-combative et, par contraposition et en raison des liens qu'elle entretient avec le gouvernement Kirchner, considérer que la *Facta* est une organisation de type réformiste.

L'approfondissement de ma recherche de terrain les années suivantes m'a permis de m'extirper de cette fausse lecture, dans la mesure où je n'ai pas observé de différences systématiques de pratiques ni de fonctionnement des ERT selon l'OPR qu'elles intègrent. En effet, les travailleurs et leurs représentants de première échelle -à savoir les présidents des coopératives qu'ils élisent-

entretiennent des rapports avant tout caractérisés par la solidarité de classe avec leurs congénères des autres ERT. Cela semble déterminer en grande partie les actions concrètes des dirigeants, même s'ils jouissent d'une certaine marge de manœuvre vis-à-vis de leur base. De plus, le fait d'établir ce clivage davantage issu d'un savoir immédiat mal déconstruit supposait d'observer des actions de lutte immédiatement classables dans des catégories à la construction plus que discutable et finalement peu scientifiques. Or, il s'avère comme nous le verrons plus tard que si le répertoire d'action collective des travailleurs en lutte pour récupérer leur usine peut être garni et en partie inspiré par des acteurs clés, le processus de mimétisme fait largement son œuvre parmi les travailleurs dont l'entreprise est en péril. Cela pose un problème d'analyse dans la mesure où le processus que nous pouvons observer en ce qui concerne le façonnement de ce répertoire ne saurait obéir intégralement à un modèle *top-down* ni *bottom-up*. En effet, de nombreuses similitudes existent lors des différentes étapes du conflit et de la récupération de l'entreprise lorsque nous comparons les *modus operandi* des différentes OPR. Cela s'explique probablement parce que les travailleurs sont soumis aux mêmes contraintes économiques, judiciaires et politiques à l'heure de prendre collectivement la décision d'entrer en lutte. Dès lors, les dirigeants, s'ils peuvent les conseiller et agir à leur niveau, ne sont pas en mesure de définir toutes les modalités que prend une lutte concrète. De plus, ils sont contraints à leur tour de proposer et de conseiller des mesures qui ont fait leurs preuves ou qui répondent aux attentes de groupes de travailleurs très souvent assaillis par la peur de la misère qui les attend s'ils échouent.

Ce qui semble varier au contraire ce sont certaines caractéristiques dues à l'histoire et le positionnement idéologico-politique des OPR. Cela est lié à leurs stratégies de luttes³³⁵ spécifiques, ce qui implique des considérations différentes quant à la place que doit prendre *la politique* dans les usines, si l'on omet que la récupération de l'usine en elle-même relève d'un acte politique si l'on mobilise la définition large *du politique* que nous avons abordée dans les chapitres précédents. Rappelons les positionnements de Caro en rapport à cette question, qui

³³⁵ L'expression « stratégies de luttes » recouvre tous les aspects qui visent à reprendre l'entreprise en autogestion de manière pérenne. Si visibiliser un parti dans l'usine en échange de soutien permet de résister à la police par exemple, alors ouvrir les portes de l'usine à ce que Caro entend par « la politique » fait partie intégrante de la stratégie de lutte.

s'avèrent être radicalement opposés à ceux de Murua. Ces positionnements induisent des pratiques différentes dans les ERT en dehors de la sphère strictement productive.

En résumé, nous pouvons dire qu'une fois évacuées des visions quasiment manichéennes qui opposeraient un *MNER* révolutionnaire à une *Facta* réformiste, subsistent des différences idéologico-politiques qui interagissent avec des stratégies de lutte qui ont des caractéristiques différentes selon les OPR. Le lecteur attentif pourrait rétorquer cette démonstration a fait l'objet du chapitre précédent. Cependant nous cherchons à aller au-delà dans le présent chapitre, raison pour laquelle il semble pertinent de rappeler sur quels plans existent des différences qui opposent les OPR entre elles, qui sont autant de signes de complexification de l'espace dans lequel elles interagissent à travers les actions des acteurs qui les incarnent. D'autre part, lors du chapitre précédent, nous ne revenions pas sur la fausse dichotomie que nous venons d'analyser. Son évocation, en plus de signaler l'écueil qu'elle constitue, sert ici à introduire ce qui suit, à savoir le processus par lequel l'espace de représentation politique des ERT se clive en les termes que nous avons décrits précédemment.

Revenons à la période qui suit immédiatement l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner. Il n'existe à ce moment-là que deux OPR qui rassemblent la grande majorité des ERT (Ruggeri, 2010), le *MNER* et le *MNFRT*.

Une fois produit le processus de scission-constitution qui donne naissance au *MNFRT* nous aurions pu nous attendre à ce que l'hétérogénéité idéologico politique de chaque organisation diminue. Autrement dit, si un courant quitte une OPR pour en former une autre, chacune devrait être plus homogène en termes idéologico-politiques. S'il est difficile de prouver cela de manière définitive, nous pouvons tout de même raisonnablement supposer que cela se produit en grande mesure pour le *MNFRT*. Cependant, le *MNER* « contient » encore plusieurs courants qui ne tardent pas à manifester leurs points de désaccord en fonction des variations du contexte politique au niveau national.

2. Radicalité ou isolement ? Le *MNER* s'éloigne du « projet populaire » kirchnériste.

La divergence par rapport au gouvernement se creuse progressivement. Les revendications du *MNER* vont au-delà des questions qui concernent strictement les ERT : le mouvement tracte à

maintes reprises face à la *Casa Rosada*³³⁶ en faveur de la nationalisation d'YPF³³⁷, ou encore contre l'extraction minière sauvage de la part des capitaux étrangers. D'autre part, ne voulant pas faire alliance avec le gouvernement, le *MNER*, ainsi que les membres qui y adhèrent, font l'objet de moins de subventions, contrairement à celles qui adhèrent aux OPR qui ne s'opposent pas à la politique gouvernementale. La possibilité d'obtenir des *créditos blandos*³³⁸ se réduit fortement, dès lors que ceux-ci sont déjà ardu à obtenir avec le soutien d'une fédération telle que la *Facta*.

Le *MNER* reproche au gouvernement de vouloir diviser le mouvement des ERT avec une politique de subvention arbitraire mais aussi de saper en quelque sorte la révolte populaire observée durant la crise de 2001 en la canalisant en sa faveur.

Dès l'année 2004, le *MNER* entame une bataille communicationnelle. Il accuse, entre autres, certaines mesures gouvernementales favorables aux coopératives d'être « une farce »³³⁹. D'un autre côté, des porte-parole du pouvoir exécutif répondent publiquement : « Murua est l'ennemi public du gouvernement ». ³⁴⁰

Durant ce conflit, les lignes bougent. Certains militants qualifient les dirigeants du *MNER* d'extrémistes qui manquent de représentativité. Si de nombreux commentaires datant de cette époque sont disponibles sous des vidéos *youtube* ou sur des forums de débat très spécifiques, l'un des entretiens informels que j'ai réalisé auprès de Lalo Paret, dirigeant de *Bellaflor* et militant de San Martin, semble aller dans un sens similaire. Les propos recueillis sont approximatifs, du fait du caractère informel de l'entretien, qui se déroule par conséquent en l'absence de dictaphone.

Je me trouve dans la localité de San Martin, province de Buenos Aires. Le trajet en RER -ou son équivalent argentin- donne l'impression que le wagon est un échantillon évolutif des zones que nous traversons. Au terminus, là où je descends pour retrouver Lalo quelques centaines de mètres plus loin, même si je suis habillé de manière « sportive », on perçoit au premier coup d'œil que je n'habite pas le quartier. Il s'agit là de l'une des zones les plus populaires, touchées

³³⁶ Le palais présidentiel

³³⁷ Yacimientos Petroliferos Fiscales est l'entreprise nationale d'extraction, de raffinerie et d'exploitation de pétrole. Démantelée et privatisée durant les années 1990, elle fait l'objet d'une renationalisation en 2012.

³³⁸ « Crédits mous », c'est-à-dire des crédits dont le taux d'intérêt est inférieur au taux d'intérêt moyen en vigueur sur le marché.

³³⁹ Déclaration de presse d'Eduardo Murua, 2005

<http://argentina.indymedia.org/news/2005/05/292551.php>

³⁴⁰ *Ibid*

par la pauvreté et la misère, non seulement de la province de Buenos Aires mais du pays tout entier. C'est aussi l'une des zones où l'organisation populaire est la plus forte. Nous y reviendrons.

J'apprends lors de cet entretien que Lalo a fait partie du *MNER*. Puis, lorsque je revisionne le documentaire *The take* de Naomi Klein je m'aperçois que parmi les personnes qui pour moi étaient des anonymes qui apparaissent tantôt dans un coin de l'écran, tantôt prennent la parole devant un groupe de travailleurs en lutte, se trouvent le jeune Lalo, le moins jeune Murua, ainsi que d'autres personnes qui m'accordent des entretiens plus d'une décennie après le tournage.

Nous abordons le sujet de l'organisation politique des ERT à travers l'une des questions initiales de mes entretiens qui cherche à faire parler l'entretenu sur la genèse du processus auquel il participe ainsi que de son engagement. Comme nous l'avons signalé à plusieurs reprises, cela permet à mon interlocuteur de dévoiler ses propres définitions de ce à quoi il participe, de ce pourquoi il s'engage. Afin de situer ce qui va suivre, je retranscris à nouveau un extrait d'entretien -enregistré cette fois-ci- réalisé auprès de Lalo, déjà retranscrit dans le chapitre IV, auquel j'ajoute cette fois-ci également la suite. Il s'agit de la deuxième fois que j'emploie ce procédé et les raisons en demeurent substantiellement les mêmes. En effet, si dans le chapitre IV il s'agit de rendre compte des proto-tendances qui coexistent et commencent à se façonner au sein du proto-groupe de militants, les propos de Lalo que nous retranscrivons à nouveau - auxquels viennent s'ajouter cette fois-ci le reste de l'entretien- sont également utiles pour illustrer la position du groupe de Murua, qui constitue l'une des bases sur laquelle repose le processus de scission-constitution à travers lequel voit le jour la *Facta*.

« *El Vasco* est un ami. On s'est rencontrés au début du processus³⁴¹ et on a fait beaucoup de choses ensemble. Je te dis, Murua est un ami mais politiquement [il marque une pause et il hésite] il est fou³⁴². Par moments il a soutenu le gouvernement, ensuite il lui a déclaré la guerre puis quelques années plus tard il a failli accepter un poste si Scioli gagnait.

- Mais quelle est ta position vis-à-vis du *kirchnérisme* alors ? Tu ne me disais pas que tu étais péroniste ?
- Oui bien sûr, je suis péroniste de Perón.

³⁴¹ Lalo fait référence « aux débuts » de l'organisation collective des différents représentants d'ERT, qu'il associe avec l'époque de la crise de 2001.

³⁴² La connotation de *loco* (la traduction de « fou ») est infiniment moins négative qu'en français, au point qu'il m'est impossible de remplacer ce terme par un autre d'une charge symbolique équivalente mais qui garderait une signification similaire.

- Mais ce n'est pas nécessairement anti *kirchnériste* ça.
- Non, je ne suis pas anti *kirchnériste*. En fait ça m'est égal. Ici, pour les gens de San Martin rien n'a changé. On ne nous a rien donné, les gosses crèvent toujours de faim alors on est obligés de nous organiser ».

L'entretien se poursuit : « Murua... Avec Murua on a des désaccords. J'ai fait partie du *MNER*, à l'époque de l'usine que tu as vu dans le film et que tu as visitée³⁴³, la *19 de diciembre*. Maintenant on ne se voit pas très souvent, et il y a beaucoup de choses à faire ici à San Martin avec la prison, avec *Bellaflor*, avec la *UNSAM*. Enfin, ce n'est pas que j'ai rompu avec le *MNER* mais il y a d'autres priorités ici... On se voit de temps en temps avec *El Vasco*, des fois je l'appelle et je passe à *IMPA* »³⁴⁴.

Lalo semble quelque peu gêné d'aborder cette question. J'en déduis qu'il pense que l'OPR qu'il a vu naître a changé et que cette dernière peut apparaître désormais comme plus éloignée des réalités qui lui apparaissent comme plus immédiates. En effet, la majorité des ERT qui se regroupent sous la bannière du *MNER* sont situées à Buenos Aires, si ce n'est dans la ville, dans la banlieue proche. Or, San Martin est relativement éloigné de la ville de Buenos Aires.

Ces deux extraits d'entretien montrent qu'après le départ du « groupe de Caro », plusieurs tendances continuent à coexister au sein du *MNER* sans que cela n'aboutisse nécessairement à une scission. Les désaccords entre *Lalo* et *Murua* -ou entre leurs tendances respectives- n'atteignent pas la même intensité ni ne rencontrent les mêmes possibilités matérielles qui provoquent des processus de scission-constitution tels que ceux qui engendrent d'abord le *MNFRT* puis plus tard la *Facta*. De plus, les tensions semblent s'évacuer du fait des caractéristiques mêmes de San Martin. Cela fait que les ERT qui y sont regroupées n'ont pas besoin d'entrer en conflit avec la direction du *MNER* si cette dernière agit de manière contraire à leurs intérêts ou d'une façon qui serait incompatible avec leur positionnement idéologico-politique et leur vision stratégique.

3. Les conditions d'une scission se réunissent à nouveau.

³⁴³ *Lalo* fait référence au film *Industria argentina*.

³⁴⁴ Entretien réalisé auprès de *Lalo Paret*, San Martin, Province de Buenos Aires, 2017.

Cependant, à la même période certains militants du *MNER* souhaitent une refonte du mouvement. Dans ce contexte le *MNER* s'isole quelque peu. La fracture totale avec le gouvernement national se produit en 2005, lorsqu'Eduardo Murua lance une occupation du bureau du secrétaire du président à la *Casa Rosada*, en réaction à l'escalade communicationnelle des des mois précédents, ainsi qu'au silence gouvernemental face aux revendications du mouvement

Je me trouve dans les locaux d'*IMPA*, en présence de Murua et d'autres membres du *MNER* dans la salle qui fait office de bureau principal. Cinq personnes sont présentes, suffisamment pour former une ronde optimale de maté. Celui-ci passe de main en main à la fois que Murua met à notre disposition des biscuits *Don Satur*, réputés idéaux pour le maté et socialement situés en raison de leur faible prix. Le début de l'entretien est collectif. Loin de gêner son déroulement, les échanges qui se produisent entre mes interlocuteurs constituent de précieuses informations que je m'empresse de noter sur mon cahier. Puis vient l'heure de commencer une réunion technique pour les nouvelles ERT qui intègrent le *MNER* dans une salle adjacente. Je me retrouve alors seul avec Murua et ses portraits d'Eva et de Juan Domingo Perón.

L'entretien se poursuit comme suit : « - J'ai eu l'occasion de lire la description du *MNER* sur votre page Facebook et j'ai été surpris de lire que le mouvement avait presque disparu et qu'il revient maintenant.

- Naan, écoute, le mouvement... Je te dis, le principal... On a eu une étape de croissance très forte jusqu'en 2005, année où on a pris le chemin d'un affrontement très fort contre le gouvernement. Notre mouvement était conduit par ce secteur, notre organisation sociale. Contrairement aux organisations purement revendicatives comme le syndicat, nous ne défendions pas uniquement nos revendications mais également celles de *notre peuple*, y compris en ce qui concerne les questions de dette extérieure, de protection des ressources naturelles, la récupération d'YPF³⁴⁵... Au sein de notre organisation, une grande organisation, il y avait plusieurs lignes à ce moment-là. *Nous*³⁴⁶ on conduisait l'ensemble mais lorsque l'on entre dans un conflit très dur avec le gouvernement, par exemple, je suis même allé jusqu'à occuper le bureau à la *Casa Rosada* du secrétaire

³⁴⁵ YPF est l'acronyme de *Yacimientos petroliferos fiscales*. Il s'agit d'une entreprise publique d'extraction et de raffinement de pétrole et de production et de distribution de combustible. Elle a été privatisée dans les années 1990. Cette privatisation hautement symbolique donne lieu à une mobilisation ouvrière de type *piqueteros* et constitue un moment charnière dans l'histoire des luttes sociales et ouvrières argentines.

³⁴⁶ Ce « nous » désigne la tendance du *groupe de Murua* au sein du *MNER*.

privé du président de la République, en 2005... En 2004 j'avais rencontré le président de la nation, je lui ai expliqué le besoin qu'a l'Etat d'avoir une politique en faveur de la reprise d'entreprises. Je lui ai même proposé une manière de le faire, je lui ai fourni les chiffres de combien ça coûterait à l'Etat le fait de récupérer un emploi comme celui-ci. Je lui ai vraiment fourni tous les chiffres, en faisant même la comparaison entre combien cela coûterait à l'Etat et combien cela coûterait au secteur privé le fait de le récupérer d'une manière ou d'une autre, je lui ai exposé les lois dont nous avons besoin, les fonds nécessaires pour que ceci fonctionne et que cela ne se fasse pas uniquement avec le sacrifice des travailleurs. Et j'ai dit au président : « si vous faites tout ceci nous on se retire, on va lancer des pierres ailleurs. Si l'Etat a une politique, que ce soit l'Etat qui s'en occupe ».

- Vous avez ces chiffres sous la main ?
- Oui je les ai, mais globalement c'est simple. Aujourd'hui, pour créer un poste de travail dans n'importe quel endroit du monde, bon toi tu es européen, aujourd'hui pour créer un poste de travail authentique il faut 450 000 euros en Europe et aux Etat Unis 330 000 dollars alors qu'en Argentine ce sont deux millions de *pesos*, deux millions deux-cents mille, deux millions trois cent mille³⁴⁷. De *pesos*, ce qui en dollars, selon le dollar que tu prends³⁴⁸, ce sont trois-cent mille dollars d'accord ? C'est ce que n'importe quelle entreprise capitaliste doit investir pour avoir un seul travailleur. Et nous, que disions-nous ? On était convaincus qu'avec seulement trois-cent mille *pesos*... Pourquoi ? Parce qu'on avait des usines avec des machines à l'intérieur d'accord ? Et des travailleurs à l'extérieur. La seule chose que l'on devait faire c'était d'incorporer les travailleurs. Et

³⁴⁷ Ces chiffres peuvent choquer de prime abord, d'autant plus si l'on n'a pas en tête comment sont faits les calculs qui permettent des les obtenir. Ces chiffres se basent également sur une hypothèse fondamentale, formulée plus tard dans le même entretien, ainsi que dans d'autres entretiens ultérieurs réalisés auprès de Murua : il y a des secteurs d'activité créateurs de valeur et d'autres non. Si cela peut faire référence aux *bullshit jobs* de Graeber, cela suppose surtout qu'un certain type de travail humain est créateur de valeur alors que d'autres activités n'en créent pas. Toute la question est de définir une ligne de démarcation claire entre les deux. Bien entendu nous pourrions nous baser sur *Le Capital* de Karl Marx ou sur des travaux ultérieurs pour discuter cela mais cette thèse ne porte pas sur la théorie de la valeur, même s'il s'agit là d'un sujet essentiel pour comprendre l'organisation de nos sociétés. Ainsi, si nous prenons l'exemple d'un ouvrier métallurgique par exemple, comment calculer combien la création de son poste de travail « coûte » au capitaliste ? Tout simplement en divisant l'investissement correspondant à la formation brute de capital fixe par le nombre de travailleurs nécessaires à la production.

³⁴⁸ Murua fait référence aux différents taux de change officiels qu'il y a en Argentine avant la levée des restrictions sur le marché des changes national en 2016. Suite à celle-ci, il existe toujours un taux de change officiel et un taux de change parallèle, typiquement lorsque l'on vend ou achète des dollars sur le marché noir, extrêmement accessible par ailleurs.

le comble était que toutes ces machines et ces propriétés étaient pratiquement toutes aux mains de banques officielles ou endettées envers l'Etat. L'Etat pouvait les capitaliser. Je me fais comprendre ?

- Oui bien sûr.
- Des banques provinciales... Tous les patrons capitalistes s'endettent envers l'Etat. La première chose qu'ils ne payent pas ce sont les impôts puis les crédits que leur octroient les banques officielles. Alors à la fin, quand elle fait faillite si on regarde cette masse de dettes de l'entreprise capitaliste, c'est 40% envers l'Etat, 40% envers les travailleurs et 20% envers des privés. C'est-à-dire que nous, en capitalisant ce qui est dû à l'Etat et aux travailleurs on gardait une usine. Et si on la dote d'un petit capital de travail de par exemple trois-cent mille *pesos* aujourd'hui pour chaque poste de travail, on pourrait générer un capital de travail pour s'en sortir et ne pas avoir à souffrir.
- Comment arrive-t-on à ce chiffre ?
- Ce chiffre a à avoir avec l'espace physique, avec les machines que tu dois installer, et avec le travailleur qui doit générer environ vingt-cinq mille dollars pour que ceci soit rentable, tu me comprends ?
- C'est-à-dire que c'est le capital total sur la quantité de postes de travail ?
- Tu veux dire dans une entreprise privée ? Oui c'est ça. Tu dois prendre en compte que tu dois acheter l'usine, enfin, les mètres carrés, puis les machines et ce travailleur qui te... Euh, la machine, aujourd'hui le travail... Quel est le problème du capitalisme aujourd'hui ? Que le travail mort a dépassé le travail vivant.³⁴⁹ C'est clair ? Et là leur profit s'épuise. Si le travail mort surpasse le travail vivant, qui est la seule source de profit, selon Marx et selon moi, qui ne suis personne, il ne peut pas y avoir de profit. Ce qu'essayent de faire le système, le pouvoir, les progressistes, la droite, la gauche, ils essayent de maintenir la fiction de que ça existe ou ça n'existe pas, de qu'il y a plein de riches qui sont méchants et qu'ils prennent tout l'argent et toutes ces conneries... Non, personne ne discute le fait qu'il y a des secteurs qui vivent bien mieux que d'autres mais en réalité le problème qui se produit est leur profit s'épuise. Et quand le profit s'épuise il faut générer de la fiction et la maintenir. Mais là j'ai mis les pieds dans un autre bordel.
- Non, au contraire ça m'intéresse beaucoup.

³⁴⁹ Nous pouvons voir, à la fois malgré et grâce aux interruptions et aux sauts que fait mon interlocuteur, quel est le raisonnement qui se produit chez lui pendant qu'il parle, d'autant plus que cette manière de s'exprimer est classique chez quelqu'un qui pense plus vite qu'il ne parle. Il semble considérer le rapport K/L puis très rapidement arriver à la conclusion qu'il faut actuellement très peu de travailleurs pour activer une machine.

- Bon, disons, d'autant plus que tu es sociologue, ce n'est pas facile de maintenir une société vivant dans un mensonge, un mensonge des plus parfaits. En croyant qu'il y a des travailleurs qui génèrent beaucoup de profits³⁵⁰, en croyant qu'il y a des juges, en croyant qu'il y a des avocats, en croyant qu'il y a des politiciens... Si tout cela est un mensonge... Que l'Eglise... Tout un grand mensonge. La seule chose qui existe vraiment ce sont les pauvres. Les pauvres, c'est ça l'unique vérité, le reste ce sont des mensonges. Tu n'en as même pas besoin. Il y a vingt fois plus de travail improductif que de travail productif. C'est-à-dire que le travail productif n'existe presque plus. Aujourd'hui il doit y avoir sept-cent, neuf-cent millions de postes de travail productifs seulement. Pour faire vivre sept milliards d'individus. Après il faut voir, il y a un gamin qui te livre une pizza chez toi et on te dit que c'est un travailleur. Mais quelle plus-value ça peut produire ça ? Et bien sûr le mec qui est un travailleur se dit : « Ohlala je suis un grand monsieur car on m'a apporté une pizza à la maison ». Et un autre se fait promener le chien. Ici en Argentine il y a des gens qui promènent des chiens³⁵¹. Et pour comble pour le système ça c'est un travailleur. Alors, les gars, ça, ça ne peut pas générer de profit d'accord ? Ça ne génère rien du tout. Ce n'est pas du produit brut, ce n'est rien³⁵². Mais bon, c'est tout un système de simulation pour maintenir le mensonge. Mais encore, nous aussi on fait partie de ça. Les travailleurs autogérés faisons aussi partie de ça. Regarde, en Argentine il existe trois usines de tubes d'aluminium³⁵³. En Argentine sont consommés cent-dix-huit millions de tubes par an. Nous on en fait dix, un autre en fait vingt, un autre vingt-cinq. Ça fait cinquante-cinq. C'est-à-dire que soixante millions sont importés. Mais toi aujourd'hui, avec un million deux-cent mille euros tu achètes

³⁵⁰ Il s'agit de la traduction du terme « *ganancia* » mais il semble plus adéquat de le remplacer par « valeur » dans cette phrase.

³⁵¹ Je n'ai jamais réussi à déterminer si Murua me dit cela car il me prend pour un européen complètement éloigné des réalités argentines ou bien s'il le dit de manière laconique mêlant auto-dérision et dénonciation.

³⁵² Si les catégories qu'emploie Murua, de manière implicite pour discriminer les activités génératrices de valeur des autres -où il semble ranger les services- peuvent surprendre, il montre tout de même une bonne connaissance des règles de la comptabilité nationale avec l'exemple du promeneur de chiens. En effet, étant donné qu'il s'agit là du travail informel, il n'est pas comptabilisé dans le PIB si l'on fait la somme des valeurs ajoutées. Nous pourrions à la rigueur considérer que la dépense du promeneur de chiens se traduit par une valeur ajoutée ailleurs et que la somme des dépenses -à laquelle participe le promeneur de chiens- est égale à la somme des revenus et des valeurs ajoutées. Cependant en Argentine cela ouvre à trois possibilités. Soit cela mène à une importation, donc à une diminution du PIB, soit à un achat de devises, qui ne donne lieu à aucune hausse du PIB, soit à la constitution d'une épargne, qui fondrait très vite avec l'inflation, toujours mal calculée. Donc le PIB déflaté n'est pas un chiffre exact et ne peut rendre compte précisément des dépenses du promeneur de chiens.

³⁵³ Qui est ce que produit presque exclusivement *IMPA*.

une machine automatique pour qu'y travaillent dix personnes et tu fais les cent-vingt millions. Avec deux *pesos*, tu comprends ? »³⁵⁴

Cet extrait est lourd d'enseignements. Tout d'abord, il nous permet d'accéder d'une certaine manière à l'appareil théorique que mobilise Murua. Nous supposons implicitement qu'il existe une cohérence assez élevée entre les grilles d'analyse dont un agent dispose pour percevoir le monde social qui l'entoure, ses positionnements politico-idéologiques, ses actions et le système de justifications de ces dernières. Nous avons déjà longuement abordé cela lors des chapitres précédents avec d'autres extraits. La grille d'analyse marxiste de Murua entre en résonance avec son passé de *Montonero*, de syndicaliste à la *UOM* et avec ses visées révolutionnaires de long terme. Il ne voit pas dans les ERT l'émancipation du prolétariat mais leur octroie un caractère défensif. Contrairement aux anarchistes, Murua ne perçoit pas l'autogestion comme une voie vers la révolution mais il y voit une forme d'organisation ouvrière qu'il faut défendre et aider à organiser, faute d'alternatives de court terme. Notons également qu'il mobilise un vocabulaire cette fois-ci plus proche du péronisme, lorsqu'il se réfère à « nos peuples », ainsi que de la théorie de la libération chrétienne, lorsqu'il affirme que la seule réalité ce sont les pauvres. De fait, Murua et d'autres membres du *MNER* entretiennent des liens avec le Pape François dans la mesure où le soutien de ce dernier constitue un label légitimateur au sein des classes populaires argentines. Nous verrons plus tard que cela fait partie de la stratégie que met en place le *MNER* après 2015 pour regagner les positions qu'il perd durant l'ère kirchnériste au profit de la *Facta*.

Toutefois, si j'ai choisi de présenter cet extrait d'entretien à ce stade, c'est principalement pour montrer quelles lignes de fracture agissent dans l'espace de représentation des ERT au cours des années 2003-2005. Nous pouvons voir par exemple que contrairement à ce que revendique le *MNFRT*, le groupe de Murua qui dirige à ce moment là le *MNER* prône un rôle actif de l'Etat dans la récupération d'entreprises, ce qui d'une certaine manière est en parfaite cohérence avec la branche du syndicalisme révolutionnaire qui fournit probablement la majorité des forces militantes pour soutenir la candidature de Perón en 1946 (Murmis et Portantiero 2019). En effet, il ne s'agit pas d'agir en dehors de l'Etat mais au contraire de lui arracher des concessions et si possible, des postes de décision pour infléchir sa politique en faveur des travailleurs. C'est de fait ce qu'il se produit trois lustres plus tard.

³⁵⁴ Entretien réalisé auprès de Murua, dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2017.

Toutefois, nous pouvons également constater que la ligne que défend le groupe de Murua est tout de même assez radicale et peut repousser les fractions qui rejettent l'affrontement avec le gouvernement Kirchner qui est, rappelons-le, le premier gouvernement péroniste « de gauche » après le coup d'Etat de 1976. Autrement dit, la classe ouvrière argentine mais également les travailleurs désœuvrés font reposer beaucoup d'espairs sur lui et son gouvernement. De plus, l'Argentine sort rapidement de la crise aigüe dans laquelle elle se trouve depuis l'année 2001. Les indicateurs de pauvreté et de chômage, s'ils restent élevés diminuent incontestablement quelles que soient les sources que l'on consulte. Si cela s'explique en partie par la hausse du cours du soja sur les marchés internationaux, nous avons vu dans les premiers chapitres que cette même hausse n'est pas nécessairement une bonne nouvelle pour les pays exportateurs en raison des effets brusques sur le taux de change qu'elle entraîne mais aussi en raison des répercussions sur le niveau des prix exprimés en monnaie nationale. Nous pouvons considérer par conséquent que les politiques mises en place par le gouvernement, qu'elles concernent la réactivation de la demande domestique, la dette extérieure ou la croissance économique, se révèlent efficaces dans la diminution de la pauvreté et du chômage, ce qui de fait, profite aux travailleurs argentins.

Par conséquent, à partir du moment où est élu un gouvernement qui semble permettre de réduire considérablement cette instabilité, il représente une lueur d'espoir pour de nombreux travailleurs en lutte. Ainsi, la plus grande partie des membres des ERT soutiennent un gouvernement réformiste -qui arrive après une décennie de dictature d'extrême droite et vingt ans de néolibéralisme.

Les conditions sont réunies pour un processus de constitution-drainage dont le *MNER* tardera à se relever.

4. La constitution de la *Facta* : La fin du « bipartisme ».

A l'instar de deux partis politiques distincts, le *MNER* et la *Facta* sont, dès la création de cette dernière, des concurrents directs sur le terrain de la représentation politique des ERT. Si le *MNER* monopolise les adhésions au début de l'année 2003, plus d'un quart des ERT se retrouvent à la *Facta* en 2010 (Ruggeri et al, 2014). Le quart suivant est représenté par le *MNFRT*. Puis, la *Red Gráfica Cooperativa*, la *Unión Productiva de Empresas Autogestionadas (UPEA)*, la *Federación de Cooperativas de Trabajo (FECOOTRA)* et le *MNER* doivent se

répartir l'autre moitié des entreprises récupérées.³⁵⁵ Notons d'ores et déjà qu'une OPR comme le *MNER* ne se trouve pas sur le même plan que la *Red Gráfica* par exemple, dans la mesure où elles ne sont pas exclusives, contrairement au tryptique *MNER-MNFRT-Facta*, pour des raisons que nous développerons plus tard.

Au cours de l'année 2006 le processus arrive à maturité. La rencontre entre les conditions nécessaires à un processus de constitution d'une nouvelle OPR et l'opportunité de le faire se produit. Les tensions au sein du *MNER* augmentent au cours de l'année 2005 et se cristallisent notamment sur la question de la gestion de la lutte au sein de l'hôtel *BAUEN*. Si l'histoire de cette ERT est extrêmement complexe et révélatrice des rapports de forces entre différents groupes sociaux-économiques au sein de la société argentine, nous pouvons toutefois tenter un résumé en quelques paragraphes afin de situer l'analyse qui va suivre.

4.1 Le *BAUEN*, l'hôtel des travailleurs. Siège de la *Facta* et incarnation de sa stratégie.

Les sources sur lesquelles je m'appuie pour restituer les principaux traits de l'histoire du *BAUEN* sont de trois ordres. Tout d'abord, des entretiens réalisés auprès de plusieurs membres de l'ERT lors de mes terrains de 2017 et de 2018. Ceux-ci sont complétés par d'autres que j'ai eu l'opportunité de réaliser auprès de membres d'autres ERT ayant interagi directement avec le *BAUEN* mais aussi auprès d'anciens membres du gouvernement Kirchner tels qu'Oscar Gonzalez ou Carlos Tomada.

D'autre part, je me base sur une ample littérature qui documente et analyse largement le processus de constitution et de lutte de cette ERT, notamment l'ouvrage phare en la matière, *Bauen: el hotel de los trabajadores*. (Ruggeri et al., 2017).

Enfin, je mobilise également différents documentaires audiovisuels qui recueillent la parole des mêmes personnes avec lesquelles je m'entretiens en 2017-2018 à quelques années d'intervalle.

Dès lors, nous pouvons résumer l'histoire du *BAUEN* comme suit. Notons tout d'abord qu'il existe une distinction entre « *BAUEN* » en majuscules et *Bauen* qui correspond à la distinction entre la coopérative de travail et l'entreprise privée. En effet, la première, afin de garder l'image

³⁵⁵ Ruggeri, A., Informe del IV relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina. 2014: las empresas recuperadas en el período 2010-2013 . - 1a ed. - Ciudad Autónoma de Buenos Aires: Cooperativa Chilavert Artes Gráficas, 2014 p.59

de marque sans se faire sanctionner légalement pour cela, abandonne le nom de l'entreprise privée *Bauen* au profit d'un acronyme qui, une fois développé, signifie « *Buenos Aires, una empresa nacional* ».

Ainsi, l'hôtel *Bauen* est construit durant la dernière dictature dans le but d'accueillir un public très aisé lors du mondial 78. Une fois la coupe du monde finie, l'hôtel devient le repère de la bourgeoisie d'affaires portègne et de certains membres de la classe politique. Les salles de réunion se muent en lieux de conflits d'intérêts où la consommation de drogues et d'alcool accompagne les projets de privatisation des biens publics au profit de capitaux étrangers et d'une fraction de la bourgeoisie nationale, au nez et à la barbe des travailleurs priés de s'éclipser pour ne pas incommoder les convives. Construit grâce à des crédits publics jamais remboursés, l'édifice est le symbole de la collusion entre la famille propriétaire, les Iurcovic, et le gouvernement dictatorial de Videla puis de Galtieri.

Les années 1990 ne dérogent pas à cette règle et les salons privés de l'hôtel deviennent plus que jamais des lieux mythiques associés à la *farandula*³⁵⁶. En d'autres termes, le *Bauen* s'installe durablement comme un lieu de débauche, de corruption et d'affaires réservées à des fractions particulières de l'oligarchie argentine et de sa classe politique.

Lorsque la crise de 2001 éclate, les Iurcovic veulent se défaire de l'hôtel au bilan mal en point. Bien entendu, cette famille ne compte pas dédommager ses salariés et vend l'hôtel à des capitaux brésiliens opaques qui mènent à bien le travail de démembrement sur le dos des travailleurs. Selon un scénario classique, ces derniers se retrouvent un jour face à des portes fermées, des fenêtres cloîtrées, sans la moindre indemnité en poche.

A ce moment-là, c'est le *MNER* qui conduit le conflit, et notamment Eduardo Murua. Ses qualités de tacticien sont reconnues y compris par ses adversaires et ce joueur de *truco* aguerris sait aussi très bien lire le jeu dans ce type de situations. Un groupe de travailleurs veut occuper l'hôtel, le *MNER* leur fournit le *modus operandi* pour le faire. Notons qu'une fois l'hôtel occupé, le *MNER* compte dans ses rangs deux des plus grosses ERT du pays, non seulement en termes de travailleurs mais aussi sur un plan symbolique : le *BAUEN* et *IMPA*. Le signal envoyé

³⁵⁶ Ce terme désigne initialement les personnes qui travaillent dans le spectacle et le divertissement mais prend une tournure particulière en Argentine durant la décennie 1990 dans la mesure où différentes personnalités politiques, dont le président Carlos Menem assistent à des émissions de grande écoute puis se réunissent avec des personnalités de *l'infotainment* -telles que Marcelo Tinelli- pour de grandes soirées festives. Nombre d'entre elles se déroulent au *Bauen* à huit clos.

est fort : si un groupe de travailleurs en lutte souhaite occuper son lieu de travail et mettre en œuvre une production sans patron, c'est vers le *MNER* qu'il faut se tourner.

4.2 Quelle position adopter face à un gouvernement conciliant-cooptant ?

Toutefois, comme nous l'avons vu précédemment, le « groupe de Murua » adopte des positions politiques et idéologiques incompatibles avec la politique du gouvernement Kirchner et engage le *MNER* avec lui. Les lignes de fracture se font apparentes lors de la rupture définitive de 2005 vis-à-vis du gouvernement qui, de son côté, adopte une stratégie de conciliation vers les secteurs les plus modérés des ERT. Cela ressemble fortement à un processus analysé et décrit par Julieta Quiros (2011), selon lequel les organisations *piqueteras* et péronistes chargées de mettre en place des dispositifs sociaux dans des quartiers populaires de la province de Buenos Aires sont les acteurs d'une lutte pour des ressources rares que l'administration distribue en fonction de cette lutte. Dans le cas des ERT, d'un côté, le gouvernement kirchnériste a intérêt à compter avec l'appui d'une OPR plutôt conciliante, d'un autre, cette dernière a tout à gagner du soutien du *kirchnérisme*, si elle souhaite obtenir des réponses favorables à des revendications immédiates.

4.3 Cycle de fondation et drainage en 2006.

Lors de l'année 2006 a lieu une réunion avec les représentants d'environ cinquante coopératives, non nécessairement issues d'un processus de lutte pour la récupération du lieu de travail et, par conséquent, non nécessairement des ERT, si l'on s'en tient à la discussion des premiers chapitres. Cette assemblée constituante marque la création de la Fédération argentine de coopératives de travailleurs autogérés, la *Facta*.

Cela provoque une sorte de drainage qui vide le *MNER* d'une partie de sa substance, seuls les courants les plus combattifs demeurant en son sein.

En effet, dès lors que se matérialise la possibilité d'accompagner un gouvernement qu'on peut classer parmi les « progressismes latinoaméricains », dont les réformes sont censées améliorer les conditions matérielles d'existence des travailleurs à court-moyen terme, apparaît la

possibilité analogue de ne plus devoir subir les rudes conséquences de se trouver dans une organisation opposée à ce même gouvernement.

Si la *Facta* draine un certain nombre d'ERT en provenance du *MNER*, elle n'adopte pas la forme des OPR de première génération. En effet, seules les structures coopératives, c'est-à-dire des personnes morales, peuvent intégrer une fédération, et non des personnes physiques, comme c'est le cas pour le *MNER*. En effet, si une coopérative rejoint le Mouvement National d'Entreprises Récupérées, elle le fait à travers ses membres qui adhèrent aux idées du Mouvement. S'agissant des fédérations, elles ne peuvent être intégrées que par des coopératives en tant que personne morale. L'adhésion ou non d'une coopérative de premier degré, à une de deuxième degré -donc à une fédération- se définit lors de l'assemblée générale. La réglementation de son fonctionnement préalable à sa création -le fonctionnement des fédérations est réglé par la loi- produit une apparence d'institutionnalisation qui serait supérieure à la *Facta* qu'au *MNER*. Cependant, comme nous l'avons vu lors du chapitre II, cela est fortement à remettre en question.

Les éléments suivants soutiennent cet argument.

Le site internet de la *Facta* déclame : « La Fédération Argentine de Coopératives de Travailleurs Autogérés a été formée originellement avec des entités nées du processus de récupération d'entreprises, dont le noyau était le Mouvement National d'Entreprises Récupérées (*MNER*). Suite à la première étape, ont été incluses des coopératives de travail qui ne provenaient pas nécessairement de la récupération d'entreprises, mais qui intégraient certains principes fondamentaux pour l'organisation coopérative : un caractère démocratique, un régime horizontal, participatif et l'autogestion »³⁵⁷.

En d'autres termes, la création de la *Facta* entraîne un processus de drainage du *MNER* vers celle-ci.

Le reste du texte qui apparaît sur le site est susceptible de brouiller certaines pistes qui nous ont fait conclure que la *Facta* adopte une stratégie de conciliation envers le gouvernement :

« Nous sommes des travailleurs autogérés, qui avons soutenu avec notre effort notre propre source de travail, et qui même durant les périodes où l'économie nationale se trouvait le plus détériorée, nous avons pu promouvoir plus d'occupation³⁵⁸. Nous ne sommes pas un groupe de

³⁵⁷ Site officiel de *Facta* : <http://www.facta.org.ar/quienes-somos/>

³⁵⁸ Comprendre dans le sens « d'emploi ».

support des gouvernements actuels ou futurs, et nous ne faisons pas partie de l'opposition non plus. Nous sommes simplement un secteur qui a ses propres projets, objectifs et intérêts de classe, et nous luttons en fonction de ceux-ci. Nous sommes conscients que nos entreprises sont des institutions à caractère social qui ont besoin de croître et de se renforcer, que nous faisons partie d'un changement culturel qui cherche à transformer la concurrence et la compétition en aide mutuelle, et l'individualisme en réponse collective. Nous ne faisons pas partie du passé mais du futur, qui nous mènera vers une société plus juste et plus solidaire. Ceci étant nous soutenons avec une totale conviction l'autogestion des travailleurs comme une méthode de gestion qui est en lien avec la démocratie directe, et en conséquence de cela nous nous opposons au sophisme qui consiste à poser le masque de la coopérative sur de vieux contenus patronaux qui éloignent les travailleurs de la prise de décision. En raison du fait que nous sommes clairs en relation à ce contenu essentiel nous déclarons que la plus haute autorité de cette fédération est constituée par l'assemblée plénière générale d'entreprises. Nous ne cherchons pas ni nous ne désirons de représentations individualistes, nous allons construire une représentation dûment ancrée dans les principes de la démocratie participative »³⁵⁹.

Remarquons que les tournures qui visent à démarquer la *Facta* de toute politique gouvernementale et à affirmer qu'il n'existe pas des liens entre cette fédération et le gouvernement cherchent avant tout à prévoir les possibles attaques communicationnelles et discursives qui iraient précisément dans ce sens. Je relève nombre d'entre elles lors d'entretiens que m'accordent différents membres du *MNER* en 2015. L'un d'eux déclare face à mon dictaphone : « la *Facta* est un typique outil du gouvernement pour nous diviser. Eux [la *Facta*] ferment leur gueule et ils obtiennent des subventions alors qu'à nous on ne nous donne rien »³⁶⁰.

La date est importante dans la mesure où ces velléités se tassent au fur et à mesure que les positions relatives du *MNER* et de la *Facta* se modifient au sein de l'espace de représentation politique des ERT. En effet, lors de mon retour sur le terrain en 2017 le contexte politique national est tout autre et si l'heure n'est pas à l'union, il apparaît clairement chez mes entretenus que l'ennemi principal est Mauricio Macri et sa politique destructrice pour les conditions de vie des travailleurs.

³⁵⁹ *Ibid*

³⁶⁰ Entretien réalisé dans les locaux d'*IMPA*, Buenos Aires, 2015.

Toutefois, si nous nous concentrons sur ce qu'il se produit en 2006, nous pouvons interpréter cet extrait non seulement comme un texte dont le but est de positionner la toute nouvelle fédération dans l'espace des ERT vis-à-vis des autres OPR, mais encore comme une tentative de déjouer ce serait une réplique évidente du *MNER*, à savoir l'argument selon lequel l'existence de la *Facta* n'aurait pour seul effet que de diviser et d'affaiblir le mouvement dans son ensemble.

4.4 La *Facta* avance d'importants points de rupture programmatiques vis-à-vis des autres OPR.

Nous pouvons également remarquer un certain nombre de marqueurs idéologiques qui différencient d'emblée la *Facta* du *MNER*, dont la production de discours fait référence de manière beaucoup plus assumée aux milieux ouvriers.

En effet, outre celle de « démocratie directe » - notion largement répandue dans les débats des assemblées quartier au long de l'année 2002-, est mobilisée la notion de « démocratie participative ». Cette dernière fait référence à des expériences beaucoup plus récentes, notamment à Rio de Janeiro durant les années 1990.

Rappelons toutefois que rien ne permet d'affirmer que le profil socio-économique des membres des ERT qui composent la *Facta* est sensiblement différente que celle de ceux qui composent le *MNER*. Dans les deux cas, il s'agit de travailleurs qui se sont retrouvés à la rue suite à la faillite des PME qui les employaient. Par ailleurs, nous pourrions nous interroger, par exemple, sur l'existence d'une corrélation élevée entre l'appartenance à une OPR donnée et un secteur d'activité donné, ce qui aurait un impact sur le profil des membres des ERT selon l'OPR. Si tel était le cas, nous pourrions envisager des adjectifs tels que « les métallos du *MNER* », d'autant plus que cette dernière OPR est intégrée et créée par des membres de la UOM de *Quilmes*. Cependant, une nouvelle fois, aucune corrélation entre ces variables n'a été pour l'heure établie.

Cela dit, rappelons que les travailleurs qui permettent l'existence des directions sont sensiblement proches et partagent des intérêts communs. Nous pouvons alors déduire que les porte-parole qui rédigent le texte sus-cité ne semblent pas appartenir au monde ouvrier, non pas en raison d'un hypothétique niveau de langage supposément inatteignable par un ouvrier -ils n'étaient pas censés savoir gérer une usine non plus et pourtant la réalité montre le contraire- mais du fait des concepts mobilisés. En effet, parler de « démocratie participative » plutôt que de « pouvoir ouvrier » par exemple, comme pourrait le faire le *PTS* à Neuquén, positionne de

fait le locuteur en décalage avec le *PTS*, et plus encore avec les membres du *MNER* qui préfèrent parler de « travailleurs », de « lutte » et « d'autogestion ».

C'est en 2017 que cette idée pour être confirmée, au cours d'une série d'entretiens avec différents dirigeants de la *Facta*.

Penchons-nous à présent plus spécifiquement sur les points concrets de divergences, tout du moins au niveau discursif, qui découlent de ce que nous avons analysé jusqu'ici.

Lors d'un entretien avec l'un des porte-parole de la *Facta*, je cherche à identifier le positionnement de mon interlocuteur par rapport au *MNER*, il répond : « Le *MNER* ? Moi je suis allé à *IMPA*, on leur a proposé notre aide mais ils ne sont pas du tout organisés, ils ne savent pas ce qu'ils veulent. On a discuté avec les dirigeants, mais sans suite »³⁶¹.

Il est à noter que la *Facta* ne cherche pas la confrontation avec le *MNER*. La première constitue alors l'acteur qui jouit des apparences de l'institutionnalisation la plus poussée, qui est en pleine croissance.

Cependant, le *MNER* reproche à la *Facta* une série d'actions qui sont perçues différemment selon la subjectivité de chaque acteur.

Par exemple, lors d'un entretien accordé à Médiapart, Eduardo Murua déclare : « Quant à la *Facta*, à vrai dire je ne sais pas ce que c'est, et eux-mêmes ne savent pas qui ils sont ! Ils n'ont aucune idée ; ils sont là pour voir ce qu'ils peuvent tirer du gouvernement, rien de plus. En réalité c'est le gouvernement qui a créé la *Facta* pour affaiblir les autres mouvements ! »³⁶².

D'un autre côté, un autre porte-parole du *MNER* me livre lors d'un entretien : « Ce sont les dirigeants de chaque coopérative qui composent la fédération d'accord ? Nous on s'en fiche, un camarade, un travailleur d'une coopérative, la seule chose qu'on lui demande au sein du mouvement c'est qu'il ne nous ramène pas de problèmes internes à la coopérative. Mais ici tous les camarades peuvent participer. Il y a des coopératives dont les dirigeants ne sont ni des camarades combattifs ni des militants, tu vois ? Peut-être qu'ils ont été élus parce qu'ils sont plus compétents dans telle ou telle chose. Mais il y a des camarades militants qui viennent et qui participent du mouvement. C'est de ceux-là dont on a besoin. On n'a besoin d'un idiot qui

³⁶¹ Entretien réalisé à Carlos Ortiz, membre du conseil d'administration de la *Facta*.

³⁶² Site internet de Médiapart <http://blogs.mediapart.fr/blog/baptiste-bloch/110211/eduardo-murua-le-montenero-qui-recuperait-des-entreprises>, le 11/02/2011.

même s'il est président d'une coopérative ne se batte pas. C'est ça la différence entre nous et ces fédérations mensongères »³⁶³.

Les dirigeants de la *Facta* perçoivent d'une manière que nous pourrions qualifier de « réformiste » les limitations du système capitaliste et de la réponse que peut apporter le gouvernement à leurs problématiques : « mais on doit composer avec ce qu'on a, et l'opposition de droite est féroce. Je ne veux pas retourner en 2001. Si on n'est pas avec ce gouvernement on fait le jeu de l'opposition », déclare Carlos Ortiz.

Nous pouvons remarquer dans ces propos la prégnance d'une forme d'homologie des champs, déjà analysée au cours d'un précédent chapitre. En effet, nous pouvons remarquer que, parmi les dirigeants, les choix et les appréciations quant à la politique nationale correspondent assez bien aux actions et à la production discursive au sein de l'espace de la représentation politique des ERT. Il est en effet pratiquement impossible, avant l'élection de Macri, d'être kirchnériste et de se trouver au MNER, non pas nécessairement parce que les membres de ce dernier auraient agi de manière à exclure un kirchnériste mais au contraire, ce dernier aurait difficilement supporté une politique d'affrontement si dure envers le gouvernement. De plus, un désaccord au sujet de l'appréciation de la politique gouvernementale devient, du fait de l'affrontement entre le *MNER* et le gouvernement, un désaccord relatif à la stratégie à mettre en place au niveau de l'organisation politique des mêmes ERT.

4.5 Federico Tonarelli et Eva Lossada. Le dirigeant socialiste de la *Facta* et la présidente péroniste du *BAUEN*.

Dans le but d'approfondir les éléments apportés jusqu'ici, mais aussi afin d'en suggérer de nouveaux, je choisis d'introduire un long extrait d'entretien réalisé auprès de Federico Tonarelli et de Maria Losada, alors présidente de la coopérative *BAUEN*.

L'entretien se déroule au sein de l'hôtel *BAUEN*. Plus précisément au café de l'hôtel, qui est, en réalité, une coopérative distincte hébergée dans le même bâtiment. Cette pratique est très courante dans certaines ERT qui disposent de suffisamment d'espace. Assis à une table de ce café, un client ordinaire peut croiser un député, un journaliste-star « de gauche », un intellectuel

³⁶³ Entretien réalisé auprès de Carmelo dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2017.

engagé ou encore un artiste tout aussi engagé. Le café du *BAUEN* est un lieu de rencontres, où il convient de montrer les invités de marque afin d'ancrer la popularité de l'adresse. Derrière cette interprétation se cache toutefois une terrible réalité matérielle, qui n'est autre que la menace pour les travailleurs de l'ERT de se faire déloger par les forces de l'ordre. La présence de ce genre de personnalités a pour fonction tacite de l'empêcher en faisant la démonstration de la solidité de la coopérative et de son acceptation dans le champ culturel et politique argentin. Il paraît par ailleurs improbable qu'une charge policière se produise lorsqu'un député se trouve dans les lieux.

Je me trouve assis à une table double, en présence d'Eva Losada et de Federico Tonarelli, qui est souvent sollicité durant l'entretien, entre autres par un député kirchnériste qui fait une apparition dans le bar. J'aurai par ailleurs l'occasion de m'entretenir de manière plus informelle avec chacun d'eux séparément afin d'approfondir notre discussion initiale. Lorsque l'on écoute l'enregistrement de l'entretien l'on s'aperçoit que le bar est plutôt bruyant, surtout parce que l'entrée principale ouvre sur l'une des avenues les plus denses du pays, l'avenue *Callao*. Cependant cela ne gêne en rien l'entretien ni la concentration des personnes qui nous trouvons autour de la table dans la mesure où nos oreilles sont plus qu'habituees au bruit de fond qui ne tarit jamais à Buenos Aires.

Pour commencer l'entretien, je pose une question ouverte qui s'avère être la plus efficace pour mettre à l'aise mes entretenus et pour recueillir leur positionnement et leur perception sur les événements qu'ils décrivent et analysent. Je demande donc à Tonarelli de me raconter « comment a commencé tout ce processus ». Le signifiant à demi vide mobilisé dans cette formulation est là pour que ce soit mon interlocuteur qui le remplisse.

Federico Tonarelli me répond. « Tout ce qui s'est produit à partir de la crise de 2001 représentait une richesse incroyable. Et très rapidement les entreprises récupérées ont acquis beaucoup de notoriété dans ce contexte et l'objet est devenu très sympathique, très accepté. Alors le fait de capitaliser ça politiquement était à l'ordre du jour. Alors pourquoi l'institutionnalisation de certaines coopératives ?³⁶⁴ Parce qu'on pensait qu'on devait avoir un mode de fonctionnement différent de ce qui était le Mouvement à cette époque-là. C'était une chose laxer, désordonnée, qui a joué un rôle vital, car une chose n'enlève pas l'autre, si elle n'avait pas existé il ne serait rien arrivé de tout ceci.

³⁶⁴ Il associe la fédération comme quelque chose d'institutionnalisé et il emploie le mot « coopératives ».

- C'est comme s'il s'agissait d'une étape nécessaire ?
- Oui totalement
- Mais pas suffisante ?³⁶⁵
- Exactement. C'est comme si après, certains degrés de maturité et certains changements d'étapes requièrent certains changements dans la politique générale du processus. Alors maintenir cela quand l'étape avait déjà changé révélait aussi une sorte de manque de vision politique plus stratégique. Les fédérations commencent à surgir à partir du moment où le processus se stabilise de telle manière que l'on remarque que la chose est là pour rester et ça nécessite un autre type d'organisation. »

L'idée qu'avance Tonarelli est que la forme organisationnelle que doit prendre la représentation politique des ERT correspondant aux étapes socio-économiques et politiques du pays. Autrement dit, le *MNER* serait obsolète durant le *kirchnérisme*. Il est vrai que le *MNER* se résorbe après l'année 2005 puis se revigore vers l'année 2008. Cela semblerait donner raison à Alain Touraine lorsqu'il affirme que la forme « mouvement » ne peut se maintenir dans le temps. Cependant, comme nous l'avons vu, d'une part, sous ses airs de mouvement, le *MNER* est une OPR institutionnalisée et, d'autre part, comme nous l'avons vu également, ces deux aspects ne sont pas nécessairement exclusifs, ce qui complexifie l'analyse. De plus, la vision linéaire de Tonarelli, qui comprend des étapes perçues comme objectives à laquelle devrait s'adapter la forme de la représentation politique des ERT, constitue une lecture nécessairement partielle. Cette partialité s'explique par le caractère nécessairement par le point de vue temporellement et socialement situé de la locution. De ce fait, si l'on prend en compte les étapes ultérieures de l'histoire du phénomène des ERT, nous n'observons ni une tendance à la fédéralisation des coopératives, ni le fait que cette fédéralisation soit associée à une institutionnalisation. Au contraire, d'une part, si Tonarelli dépeint le *MNER* comme informel, et par conséquent peu institutionnalisé -ce qui ne correspondrait pas selon lui au caractère devenu permanent des ERT- ce dernier n'a d'apparemment informel que les modalités de prises de décision collectives. En réalité, le *MNER* s'institutionnalise dans l'espace de représentation des ERT par la pratique. Et d'autre part, nous verrons plus tard que, contre tout pronostic au moment où se crée la *Facta* (2006) et lors des années qui suivent sa création, le *MNER*, qui était

³⁶⁵ J'oriente. Mais mon interlocuteur est rompu aux entretiens, aux interviews et à la prise de parole en public. J'ai besoin de confirmer certaines choses et je préfère poser les questions directement en faisant le pari que mes formulations n'orienteront pas trop les réponses. L'autre option serait de laisser couler un entretien beaucoup plus libre mais je courrais le risque que nous n'abordions jamais ce que je voulais aborder.

en perte de vitesse, adopte une stratégie qui s'avère tout à fait gagnante à partir de l'élection présidentielle d'Alberto Fernandez en 2019.

Tonarelli reprend : « Les fédérations naissent en réalité en fonction des besoins de cette période, 2005, 2006, 2007. On n'a pas inventé *Facta* pour présider une organisation de coopératives. On avait besoin d'un outil et le Mouvement ne remplissait plus le rôle que nous pensions qu'il devait accomplir.

- Imaginons qu'en 2006 il y aurait eu un gouvernement de droite néolibérale, la *Facta* aurait été créée de toutes manières ? Ou bien le contexte était plus favorable pour cette institutionnalisation ? »

Si cette question peut paraître étrange, posée de cette manière et à ce moment-là, elle fait en réalité écho à l'une des hypothèses que je cherche à tester lors de l'entretien. En effet, je tente d'évaluer, à ce moment-là, la possibilité, qui m'est suggérée par les différents membres du MNER lorsque nous parlons de la *Facta*, que cette dernière soit une création du gouvernement -en répétant en quelque sorte le schéma *UPEA*-, dont les revendications et le mode de fonctionnement soit plus compatible avec ce que le *kirchnérisme* attend des travailleurs se saisissant des moyens de production à travers la lutte.

En effet, si le secteur des ERT est somme toute assez petit comparé au reste de l'économie, il s'agit tout de même d'un objet dont peut s'emparer un large arc d'opposition et ouvrir ainsi un front supplémentaire contre la majorité péroniste. Par conséquent, si les ERT font bloc et sont ouvertement et porteuses d'un discours révolutionnaire et que cela est repris par exemple par la droite conservatrice pour dénoncer « qu'en Argentine la propriété privée n'est pas respectée », alors cela pourrait même avoir des répercussions sur le compte capital de la balance des paiements ainsi que sur le marché des changes. Par conséquent, il y a un intérêt évident, si l'on adopte le point de vue du gouvernement, à tenter de coopter la direction politique des ERT. Cela dit, je cherche alors, de manière détournée, à obtenir le point de vue de Tonarelli sur cette question dans la mesure où, s'il répond que sans l'action du gouvernement la création de la *Facta* eût été impossible ou improbable, j'obtiens de fait un indice supplémentaire qui pourrait tendre à valider l'hypothèse suggérée par la direction du *MNER*.

Tonarelli continue : « Le contexte était bien plus favorable. Mais la chose requérait que les coopératives se dotent d'une organisation de second degré qui les regroupe ». Notons son vocabulaire. Il parle de coopératives et pas d'ERT. Il défend la position selon laquelle les coopératives devaient se doter d'une fédération et palier ainsi un manque. Cependant les

fédérations de coopératives existent depuis longtemps en Argentine. Tonarelli parle alors de coopératives issues de la récupération d'usines, donc d'ERT et de la création d'une fédération spécifiquement intégrée d'ERT. Pourquoi parler alors de coopérativisme ? Nous verrons également que la *Facta* a également compté parmi ses adhésions des coopératives qui n'entrent très clairement pas dans la définition, y compris au sens large de l'ERT. Ce point est essentiel dans la mesure où l'emploi de termes différents pour recouvrir apparemment une même réalité, fait partie intégrante de la lutte pour la définition de ce pourquoi on lutte dans le milieu des ERT.

L'entretien se poursuit : « C'est aussi vrai que le processus des douze années du *kirchnérisme* est incomparable avec celui-ci³⁶⁶ mais même ainsi, il y a beaucoup de discussion « fine » à propos de comment le *kirchnérisme* a perçu le processus de récupérations d'entreprises.

- Comment l'a-t-il perçu ?
- Je pense qu'il l'a perçu comme quelque chose de transitoire, produit de la crise de 2001 et qui tendait à disparaître avec la baisse du chômage, avec la création de postes de travail...
- Vous connaissez Andrés Ruggeri ?
- Oui bien sûr, c'est un ami.
- Vous avez vu les rapports qu'il produit avec *Facultad Abierta*, où il montre que loin de disparaître, le phénomène prend de l'ampleur.
- Oui, mais c'était une question, une discussion politico-idéologique avec le gouvernement. Le gouvernement pariait sur, disons, la réduction du taux de chômage à des niveaux très bas, selon cette logique plus de XXe siècle, l'illusion du plein emploi.
- Tu penses qu'il n'y aura pas de retour au plein emploi ?
- Non, jamais de la vie³⁶⁷. Les arguments qu'on avançait étaient... Enfin, ce qu'il se passe est que se croisent des positions, des regards idéologiques de différents types. Certains d'entre nous, qui intégrons ce processus [de récupération d'entreprises et de construction de cette fédération] mais qui venons d'une formation de gauche³⁶⁸, nous

³⁶⁶ L'entretien se déroule sous le mandat de Macri.

³⁶⁷ L'expression exacte qu'emploie Tonarelli est « *ni en pedo* », qui signifie, mot pour mot « même pas bourré ». Il n'existe à ma connaissance aucun équivalent en français qui allie à la fois registre populaire, possibilité d'emphase de ce type dans la prononciation et recouvrement du champ conceptuel.

³⁶⁸ Le terme « gauche » renvoie généralement à la partie de la gauche qui ne s'identifie pas -ou pas pleinement- au péronisme en Argentine. Dans le cas de Tonarelli il s'agit du Parti Socialiste mais dans cette catégorie nous pouvons également y ranger les différents courants trotskystes représentés notamment par le PTS et le PO.

sommes mis à discuter et on est arrivés à la conclusion selon laquelle le travail autogéré associé en coopératives commençait à jouer un rôle, accomplir une tâche, et à couvrir spécifiquement toute une part des postes de travail que détruisent les crises économiques. Et quand vient par la suite une période de recomposition économique, ils ne sont jamais générés à nouveau³⁶⁹. Imaginons que la crise détruise un million de postes de travail. Mais ensuite, même avec la recomposition qu'il y a eu depuis 2003, avec une croissance à taux chinois, tous ces chiffres, cinq millions de postes de travail, bon, même comme ça, n'ont pas été récupérés tous les postes de travail qui ont été détruits durant l'étape néolibérale des années 1990. Et ces postes de travail qui ne se récupèrent pas, même si l'économie se recompose, commencent à être récupérés à partir des coopératives de travail. Et ça c'était une discussion avec le *kirchnérisme*. Ils pensaient que notre affaire était juste le produit de ce bordel, que douze ans après il n'y avait aucun sens de... Disons, ils pensaient que la tendance de leur modèle économique allait faire que nous soyons quelque chose un peu folklorique. Nous on disait, attention, ce n'est pas ce qui va arriver. En plus il y avait un processus qui... Par exemple, en 2013 il y a eu toute une vague de restaurants récupérés. Et en réalité ce n'était pas parce que ces restaurants faisaient faillite³⁷⁰. En réalité c'était que même si la forme légale était la faillite de l'entreprise, ce qu'il se produisait était que le patron ne considérait pas que la rentabilité de son entreprise correspondait à ses attentes, ou à ce qu'il avait connu par le passé et il mettait son argent dans un autre business, il réorientait son capital dans une autre affaire ».

Précisons que cela correspond de fait à définancer l'entreprise, ce qui la mène inexorablement vers la faillite. Le détail de ce fonctionnement remet largement en question l'idée reçue selon laquelle la propriété privée du capital implique une bonne gestion de l'entreprise, qui est un argument souvent basé sur l'hypothèse selon laquelle on s'occupe très précautionneusement des choses qui nous appartiennent du seul fait qu'elles nous appartiennent. Ceci peut être partiellement vrai au niveau individuel. Cependant, l'erreur d'analyse classique est de transposer les logiques qui peuvent s'appliquer au niveau individuel à un cadre où entrent en

³⁶⁹ Cette dernière phrase nous donne un aperçu sur la vision globale de Federico Tonarelli, partagée actuellement par les dirigeants de la *Facta*. Il ne voit pas dans l'autogestion une forme défensive adoptée par le mouvement ouvrier argentin en l'attente d'un moment chaud pour passer à l'offensive mais, au contraire, il voit dans le coopérativisme une forme institutionnalisée capable d'absorber la main d'œuvre que le secteur privé -mais aussi public- n'est pas en mesure de faire.

³⁷⁰ Tonarelli fait ici référence à la faillite comptable, qu'il faut dissocier de la cessation d'activités décidée de manière unilatérale par le patron.

jeu d'autres logiques, plus ou moins collectives, comme celui de l'entreprise. Autrement dit, les intérêts privés du patron *stricto sensu* peuvent différer des intérêts de long terme de l'entreprise, prise dans un sens collectif, qu'il possède légalement. Cette erreur classique se retrouve souvent aussi sous la forme : « on gère le budget de l'Etat comme on gère le budget d'une famille », comme si les contraintes budgétaires et les objectifs étaient les mêmes pour un Etat que pour un ménage.

L'entretien se poursuit : « Et là se créait la coopérative et elle fonctionnait. Le processus d'entreprises récupérées n'était pas seulement le produit de la crise mais aussi d'autres questions que le *kirchnérisme* ne prenait pas en compte. Par exemple, *les gastronomiques* gagnaient je ne sais pas, 50% et ils ont commencé à ne gagner plus que 25%³⁷¹, 30%, donc ils se sont dit [les patrons] que ce n'était plus une bonne affaire et ils sont allés vers des business où ils gagnaient 50%. Par exemple le casino financier, tu comprends ?³⁷² Le *kirchnérisme* n'a pas compris qu'on fait partie du monde du travail. Alors il y avait des politiques publiques mais c'était quelque chose de plutôt réduit. C'étaient des programmes d'assistance assez petits. Il n'y avait pas de politique publique comme il y en a eu en Uruguay par exemple. Ils ont créé un fonds public d'investissement avec des millions de dollars dans le but de financer les entreprises autogérées. C'est le FONDES³⁷³. Cela résout le problème dont te parlait Eva³⁷⁴, quand elle te disait que personne ne voulait nous prêter de l'argent. Il existait en Uruguay un autre regard idéologique sur le processus de récupération d'entreprises ».

Eva Lossada intervient : « Cela dit, on pouvait tout de même travailler avec le gouvernement précédent³⁷⁵. Alors qu'avec celui-ci non. Par exemple, avant on travaillait avec tous les ministères³⁷⁶, on travaillait sur le plan des salons-événementiel mais aussi sur

³⁷¹ Mon interlocuteur fait ici référence au retour sur investissement annuel.

³⁷² Cette analyse ne fait pas consensus dans le milieu des ERT. Par exemple, Murua estime que la seule explication du report de l'investissement comme cause de fermeture d'une usine ignore des mécanismes bien plus profonds à l'œuvre, tels que la concentration tendancielle du capital par exemple.

³⁷³ Créé sous le gouvernement de Mujica, largement défendu par le sénateur Daniel Placeres, ancien ouvrier verrier qui a participé à la lutte pour la reprise de son usine en autogestion, le *FONDES* est un fonds d'investissement public nourri par une partie des excédents du *BROU* -la principale banque publique du pays- et qui est destiné à financer les entreprises récupérées par leurs travailleurs ainsi que certaines autres unités de production identifiées au coopérativisme.

³⁷⁴ La présidente de la coopérative BAUEN.

³⁷⁵ Celui de Cristina de Kirchner et plus en amont, celui de Néstor Kirchner.

³⁷⁶ Eva Lossada fait ici référence aux commandes publiques adressées au BAUEN de la part de différentes administrations lors de l'époque *kirchnériste* en contraposition au gouvernement de Mauricio Macri, de type libéral conservateur.

celui de l'hébergement. Ils ne payaient pas immédiatement mais on savait que l'argent allait entrer. Maintenant on n'a rien. Les chambres par exemple, qu'elles soient occupées ou vides, il y a un coût qui leur est associé. Donc on doit les remplir coûte que coûte donc on est obligés de baisser drastiquement les prix ».

Tonarelli continue : « Tu vois ces nuances que tu commences à voir à partir du moment où tu te mets dans la question plus fine de comment le gouvernement précédent ou celui-ci se comportent, tu commences à voir des questions comme celles-ci. Ce que te dit Eva était une initiative non pas de l'Etat, pensée en tant que politique publique mais c'était une initiative venant de la part de fonctionnaires qui voyaient ceci avec beaucoup de sympathie et disaient : « *Che*, si j'ai un budget alloué à la gastronomie et à l'hôtellerie, je le dirige vers l'hôtel BAUEN et pas vers une entreprise capitaliste ».

- Sur ce point justement, la stratégie vis-à-vis du gouvernement aujourd'hui. Avant vous pouviez négocier, vous pouviez obtenir certaines concessions...
- Oui
- Par exemple, la modification de la loi des faillites...
- On a beaucoup milité pour ça.
- Vous l'avez soutenue et vous lui avez donné une impulsion ?³⁷⁷
- On est beaucoup intervenus en effet.
- Comment on obtient ce type de concessions ?
- On les obtient parce que bon, comme je te disais le gouvernement précédent avait un autre regard politico-idéologique. La loi des faillites qui avait été modifiée dans les années 1990 au service du fait que les capitalistes puissent fermer des entreprises et les rouvraient sous une autre forme ailleurs sans devoir verser aucun dédommagement et sans se voir opposer des accusations pénales. C'était un abus total. Alors le gouvernement s'est dit qu'il fallait modifier cela.
- Qu'est-ce qui a été obtenu de la nouvelle loi des faillites ?
- La légalisation du fait qu'on sollicite au juge la possibilité de faire une coopérative... Enfin c'est plutôt le fait que le juge qui gère la faillite peut t'octroyer la continuité de cette ancienne entreprise en faillite à la coopérative que forment les *laburantes*, ceci est

³⁷⁷ Je pose cette question car je sais que la modification de la loi des faillites de 2011 est souvent présentée comme une victoire arrachée par une OPR en particulier et non pas comme le fruit d'une lutte du mouvement dans son ensemble.

établi dans la loi, avant ce n'était pas le cas. Avant c'était une lutte avec la justice. Maintenant le juge ne te la donne pas non plus immédiatement et sans aucun problème.

- Les juges, ils jouent pour quelle équipe ?³⁷⁸
- Cela dépend de l'étape politique. Avant les juges étaient plus enclins à aider, quand il y avait le *kirchnérisme*, et maintenant ils sont devenus des gens au service du *macrisme*.
- Mais le pouvoir judiciaire n'a jamais été pro *kirchnériste* disons.
- Mais les juges réfléchissaient à deux fois avant de te refuser la continuité. Maintenant ils te la refusent d'entrée. C'est un peu comme la police qui maintenant réprime et avant ne le faisait pas. Le pouvoir politique lui avait interdit de réprimer, alors que maintenant le pouvoir politique l'incite à le faire.³⁷⁹ Il se passe quelque chose de similaire avec la justice. Sur des sujets en rapport avec le nôtre, c'était difficile que le pouvoir judiciaire ne fomenté un délogement au point qu'il devienne effectif. Alors que maintenant ils le font sans détours.
- Quel est le contrepois que peut exercer la *Facta* en rapport à ce type de décisions ? Par exemple, comment avez-vous empêché le délogement par la police le 19 ?³⁸⁰
- En réalité on a fait toutes les démarches judiciaires que nous devons faire mais on pensait que le soutien politique transversal, le soutien social dont jouit la coopérative et tout ça finit par influencer d'une telle manière que la justice... »³⁸¹

Avant de continuer la retranscription de cet entretien ô combien central, nous devons nécessairement analyser ce qui mène mon interlocuteur à répondre à ma question concernant « le 19 ». Si le 19 avril 2017 le BAUEN allait être délogé par la police suite à une décision judiciaire sans que les travailleurs aient eu le temps d'épuiser tous leurs recours juridiques, les causes qui empêchent la police d'appliquer cet ordre sont en grande partie à chercher le 11 avril et même avant. En effet, mon terrain de recherche s'enrichit considérablement le 11 au soir, moment où j'assiste à un « dîner solidaire » pour récolter des fonds et visibiliser l'urgence de la situation.

³⁷⁸ La phrase en espagnol est : « *Y los jueces, para qué lado juegan ?* ». En Argentine, cette phrase contenant une référence footballistique est immédiatement comprise. Nous pourrions la traduire plus précisément par : « Quel bord soutiennent les juges ? » ou « dans quel camp sont les juges » ?

³⁷⁹ Nous pourrions rétorquer qu'un des bras armés de l'Etat dépend directement de l'exécutif alors que le pouvoir judiciaire est censé être autonome.

³⁸⁰ Le gouvernement de la ville de Buenos Aires annonce que le BAUEN sera délogé le 19 avril 2017. Il s'agit là d'une énième tentative de délogement de la part des forces de l'ordre qui n'a pas eu lieu, bien que d'autres fois la police soit effectivement entrée dans l'hôtel en le saccageant.

³⁸¹ Entretien réalisé auprès de Federico Tonarelli et Eva Lossada au sein de l'hôtel BAUEN, centre-ville de Buenos Aires, 2017.

4.6 L'hôtel *BAUEN* organise un « dîner de résistance » très révélateur.

J'apprends l'existence de cet évènement en me rendant au *BAUEN* peu de jours auparavant. Je suis fraîchement arrivé à Buenos Aires fin mars. La chaleur est étouffante et le taux d'humidité la rend encore plus pénétrante. L'hôtel *BAUEN* dispose d'une puissante climatisation qui lui donne des airs d'oasis lorsque l'on passe la porte d'entrée. L'objet de ma visite est de décrocher des entretiens. Contrairement au scénario *IMPA*, je dispose cette fois-ci d'une carte d'entrée conséquente. J'y vais de la part de Carlos Ortiz, le trésorier de la *Facta* et ami de ma famille. Tout d'abord quelque peu méfiant, mon premier interlocuteur à la réception m'indique très rapidement où se trouve le bureau de Tonarelli. En y pénétrant j'y trouve plusieurs membres de la coopérative. Je viens d'interrompre une réunion. J'apprendrai par la suite que pour parler à Tonarelli il faut nécessairement interrompre quelque chose. La réception est néanmoins chaleureuse. Je fais part de ma volonté de réaliser des entretiens dans le cadre de ma recherche. Préalablement prévenus par Carlos Ortiz, Tonarelli et la femme qui occupe le poste de secrétaire sont déjà au courant de ma venue. Toutefois, aucun entretien n'aura lieu ce jour-là. Au lieu de cela, on m'informe qu'un « dîner en soutien à l'hôtel et contre son délogement se tiendra le 11 avril ». J'achète alors mon entrée ainsi qu'un *tee-shirt* vendu pour l'occasion.

Je m'y rends seul. Je suis loin d'imaginer que la soirée allait se dérouler comme suit. J'imaginai quelque chose de « très populaire », une ambiance proche des multiples manifestations de soutien à la coopérative qui ont lieu à chaque fois qu'elle se retrouve menacée. Au lieu de cela, un des membres de la coopérative, chargé de la sécurité, me demande mon billet d'entrée - j'apprends plus tard que la menace d'irruption violente plane en permanence sur l'hôtel- puis, une de ses camarades, assignée à la réception formelle des invités me conduit jusqu'à la table que je partage alors avec des personnes qui sont pour moi de parfaites inconnues. Ce ne sera plus le cas à la fin du dîner. J'apprends que l'une des convives assises à ma table avec qui j'avais sympathisé est la sœur du célèbre dessinateur *Rep*. Toutefois je m'aperçois rapidement que je me trouve dans le « salon secondaire », si nous pouvions les hiérarchiser d'une certaine manière. Ou « salon des anonymes » comme aiment en rire les personnes avec qui je partage le dîner. En effet, les personnalités politiques, les dirigeants syndicaux, les journalistes de renom venus soutenir le *BAUEN*, les acteurs, les chanteurs célèbres ainsi que la presse se trouvent dans une autre salle, peut-être même plus spacieuse que la nôtre. Nous voyons ce qu'il s'y passe à travers un écran géant installé dans la nôtre. Lorsqu'une célébrité associée au « camp

populaire » traverse notre salle pour se rendre à l'autre, un tonnerre d'applaudissements retentit, des saluts sont échangés avec la foule. Je ne suis pas en mesure de recenser sur le moment l'ensemble des personnalités qui se trouvent au *BAUEN* ce soir-là. Cette information est pourtant essentielle pour m'aider à déterminer la place qu'occupe la *Facta* dans le milieu des ERT en Argentine. En effet, c'est en voyant quels secteurs du champ politique et syndical, incarnés ici par leurs porte-parole, que la *Facta* est capable de mobiliser que nous pouvons statuer sur le positionnement relatif de cette dernière. Nous pouvons réaliser le même exercice avec le *MNER* par exemple, dont les paris qui paraissent perdants à ce moment là se révèlent être d'une efficacité redoutable trois ans plus tard. C'est la raison pour laquelle je liste à la suite les invités « célèbres » qui ont assisté à cet événement le 11 avril 2017 à partir d'un média versé sur le coopérativisme et l'autogestion qui en a fait le recensement, anred.org.

Selon cette source, la liste, qui n'est pas exhaustive, est la suivante : Nora Cortiñas et Taty Almeida (*Madres Línea Fundadora*)³⁸², Guillermo Fernández, Gustavo Berger (Un Rubio Peronista)³⁸³, Cristina Banegas, Luisa Kuliok, Alejandra Darín³⁸⁴, Norman Briski, Ingrid Pelicori, Juan Sasturain, Luis Felipe «Yuyo» Noé, Vicente Battista, Graciela Dufau, Hugo Urquijo, Ana María Bovo et Juano Villafañe³⁸⁵.

Ont participé également le sénateur Juan Manuel Abal Medina (FPV), les députés nationaux Carlos Heller et Juan Carlos Junio «MC- (*Partido Solidario*), Victoria Donda (*Libres del Sur*), Adrián Grana (FPV), Juan Carlos Giordano (*FIT-Izquierda Socialista*), Myriam Bregman «MC- (*PTS-FIT*), Gabriela Troiano, Lucila Duré (*Partido Socialista*), Claudio Lozano «MC- (*Unidad Popular*), le député du *Parlasur* Daniel Filmus (FPV) et les législateurs de la Ville de Buenos Aires Carlos Tomada³⁸⁶, Javier Andrade, Paula Penacca, José Cruz Campagnoli, Andrea Conde et Laura Marrone (*FIT-Izquierda Socialista*).

Nous pouvons observer que seules trois orientations politiques représentées par différents législateurs à différents niveaux assistent au dîner. Une partie de l'ancienne garde du *kirchnérisme*, le FPV (*Frente para la Victoria*), une partie du trotskysme argentin représentée par le PTS (Parti des travailleurs socialistes) et le FIT (*Frente de izquierda y de los*

³⁸² Deux des principales référentes des Mères de Place de Mai.

³⁸³ Deux humoristes identifiés au péronisme de gauche.

³⁸⁴ Actrice, sœur du très célèbre Ricardo Darin, connu en France pour avoir joué le rôle de *Bombita* dans le film argentin *Les nouveaux sauvages*.

³⁸⁵ Il s'agit là d'actrices et d'acteurs ainsi que de personnes occupant des postes de responsabilité dans le Centre Culturel de la Coopération (CCC).

³⁸⁶ Ancien ministre du travail durant les douze années kirchnéristes.

trabajadores) ainsi qu'une tendance du Parti Socialiste proche du *kirchnérisme*, incarnée notamment par Oscar Gonzalez, ancien vice-premier ministre durant les douze années kirchnéristes également. J'aurai l'occasion, quelques mois plus tard, de m'entretenir avec Oscar Gonzalez dans un premier temps puis, dans un second temps, avec Carlos Tomada.

À cette liste s'ajoutent les dirigeants Víctor Santa María (*Partido Justicialista*), Mariano Recalde (*La Cámpora*) Leopoldo Moreau (*Movimiento Nacional Alfonsinista-FORJA*), Carlos Raimundi (*Solidaridad e Igualdad*), Vilma Ripoll y Guillermo Pacagnini (*MST*), Oscar González (*Unidad Socialista*), Roberto Feletti (*Partido de la Victoria CABA*), María Rachid (*Movimiento Evita y FALGBT*), Delia Bisutti (*Nuevo Encuentro*) et Laura Velasco (*Libres del Sur*).

Nous pouvons voir ici qu'en plus d'élus de la nation, provinciaux ou de la ville, les auteurs de l'article évoquent des dirigeants de différents mouvements politiques et sociaux, pas nécessairement constitués en partis. Typiquement, le *Movimiento Evita* regroupe des dizaines d'organisations de quartier et intègre à ce moment-là la très puissante *CTEP*, qui cherche à se constituer en tant que syndicat de travailleurs désœuvrés et par ce biais intégrer la CGT.

D'autre part, ont assisté à ce dîner les journalistes Eduardo Aliverti, Roberto Caballero, Liliana Daunes, Cynthia Ottaviano, Pablo Marchetti, Nora Lafón, Romina Calderaro, Pablo Caruso, Martín Piqué, Luisa Valmaggia y Carlos Aznarez. Mais encore, ont été présents Hugo Yasky³⁸⁷ et Gustavo Rolandi (*CTA*), Claudio Marín (*FOETRA*), Hugo Cachorro Godoy (*ATE Nacional*), Daniel Catalano, Alejandro Gianni, Juan Manuel Sueiro et Luciano Fernández (*ATE Capital*), Gustavo Chizzolini (*UTE*), Beto Pianelli, Néstor Segovia (*AGTSyP*), et Tito Nenna (dirigeant enseignant); Edgardo Form (*Cooperar*), Eduardo Fernández (*Apyme*), autorités de *Facta*, *Fecootra*, la *Asociación de Clubes*, *FEDECABA*, *Gestara*, *ACTRA*, la *CNCT*, la *Universidad Nacional de Quilmes*, la *Universidad Nacional de General Sarmiento*, le groupement *HIJOS*, le *Centro Cultural de la Cooperación*, l'*Instituto Movilizador de Fondos Cooperativos* et *Idelcoop*, entre autres institutions.³⁸⁸

³⁸⁷ Hugo Yasky est l'un des convives les plus applaudis. Professeur des écoles, il est référent syndical de la centrale enseignante CTERA puis dirigeant de la CTA, confédération issue d'une scission de la CGT en 1991.

³⁸⁸ Cet ensemble amalgame des dirigeants syndicaux, des institutions propres au coopérativisme argentin, mais aussi des OPR, nommées par leur signe et non pas par leurs porte-parole. Source : <https://www.anred.org/2017/04/13/se-realizo-la-cena-solidaria-contral-desalojo-del-hotel-bauen/>

5. Comment situer la *Facta* dans l'espace de la représentation politique des ERT ?

De tout ceci se dégagent quelques axes assez clairs qui permettent de situer plus précisément la *Facta* dans le milieu des ERT et, tout en considérant que l'autonomie de ce dernier vis-à-vis des champs syndical et politique n'est que relative et qu'il existe une certaine homologie marquée par une certaine cohérence idéologico-politique entre les différents champs ou espaces, nous pouvons également nous aider du positionnement de la *Facta* vis-à-vis des acteurs des champs syndicaux et politiques afin de déterminer plus finement ce qu'il se produit au sein de l'espace des ERT. En ce sens, nous voyons que la *Facta* est proche de la CTA d'Hugo Yasky, de représentants du trotskysme argentin, d'une tendance du Parti Socialiste argentin. Remarquons que tout comme elle l'avait fait avec le *kirchnérisme* lorsqu'il était au pouvoir, la *Facta* se rapproche cette fois-ci du champ syndical avec le mouvement amorcé vers la CTA. Il ne s'agit pas d'opportunisme, encore moins d'une brillante stratégie individuelle mais plutôt d'une nécessité pratique de chaque OPR dans un espace concurrentiel. De fait, cela relève d'une tendance plus générale, dans la mesure où, comme nous le verrons plus tard, le *MNER* adopte une stratégie similaire en se rapprochant d'une organisation syndicale propre à l'économie populaire mais participe aussi à relativiser l'autonomie initialement subie dont jouit l'espace de la représentation politique des ERT.

De plus, à cet axe partisan peut s'ajouter un axe vertical haut-bas à la Ostiguy (2006). S'il est vrai que ce dernier cherche à compléter l'axe gauche droite avec un axe haut-bas pour rendre compte du phénomène politique et social que représente le péronisme en Argentine -la tâche est toutefois trop ardue pour qu'un seul article suffise à l'accomplir- nous employons cette idée ici de manière analogue sans qu'elle ne soit exactement la même. En effet, les partis et les tendances sus-citées ne sont pas l'équivalent d'un positionnement sur un axe gauche droite plus abstrait, que l'on viendrait compléter ensuite par un axe vertical. Au contraire, un parti est toujours situé sur les deux axes et il est impossible -hormis quelques exceptions qui peinent à compléter la définition de *parti politique* car elles ne remplissent pas le critère de « volonté de conquérir le pouvoir » - de le situer sans équivoque uniquement sur un axe. Toutefois, nous pouvons insister sur l'axe vertical pour noter que le PS et les deux tendances trotskystes citées plus haut sont, de par leurs militants, leurs électeurs leurs dirigeants, souvent situées plus haut que des mouvements se revendiquant du péronisme tels que ceux qui intègrent la *CTEP*. Nous verrons que cela s'explique notamment par le parcours des dirigeants de la *Facta*. En effet,

Federico Tonarelli est un ancien militant de la même tendance du *PS* que représente Oscar Gonzalez. C'est en effet Tonarelli qui propose à Oscar Gonzalez que je serve d'interprète lors d'une réunion avec Hélène Conway-Mouret, sénatrice PS française, à l'Alliance Française de Buenos Aires, alors que mon objectif initial était d'organiser une réunion entre Conway-Mouret et Tonarelli pour visibiliser la question des ERT argentines en France³⁸⁹. De plus, c'est lors des entretiens que m'accorde postérieurement Oscar Gonzalez que j'apprends que Federico Tonarelli a un parcours radicalement opposé à celui d'Eduardo Murua par exemple. L'ancien métallo péroniste, minoritaire à la *UOM*, ancien *montonero* et marxiste révolutionnaire ne partage pas grand-chose en commun, en termes de d'analyse politique du monde social et des rapports de forces qui structurent la société argentine avec un ancien cadre du Parti Socialiste, aussi *de gauche* soit-il. Bien avant de percevoir si finement ces particularités, j'ai longtemps été berné par l'illusion selon laquelle le *MNER* et la *Facta* auraient représenté à une échelle bien plus réduite une forme particulière du débat « réforme vs. révolution », au point que cela transparaisse dans ma première journée doctorale lors des RIUESS en 2016 et que cet écueil me soit signalé par Jean Louis Laville. En réalité, si les directions peuvent s'opposer sur la stratégie de lutte globale, la définition de ce qu'elles portent et de ce qu'elles sont ou doivent être, les travailleurs -la base- qui les sous-tendent ne sont en rien opposés, bien au contraire.

Reprenons l'entretien. Nous abordions la question de la marge de manœuvre dont dispose la *Facta* et plus généralement les ERT organisées pour obtenir gain de cause face à un gouvernement de type fermé face aux revendications ouvrières.

Je réponds à Tonarelli : « C'est ma question. Si au gouvernement tout lui est égal...

- Si tout ceci était une simple démarche administrative, des papiers, des avocats, sans les gens, sans les travailleurs, sans partis politiques, sans soutien social, sans militants et je ne sais quoi, la justice nous aurait sorti à coup de pieds il y a très longtemps ».

Dans cette phrase précise, nous pouvons voir un résumé du positionnement de la *Facta* sur un certain nombre de points en termes de stratégie de lutte. Pour comprendre cela, il faut la mettre en rapport avec des événements tels que le dîner solidaire qui s'est tenu dans les locaux de l'hôtel en soutien à ses travailleurs le 11 avril 2017. Les objectifs de ce dîner sont multiples. Tout d'abord, il s'agit de faire une démonstration de forces vis-à-vis du gouvernement à travers

³⁸⁹ J'avais eu le contact de Conway-Mouret car je logeais chez la présidente de l'Association des français à Buenos Aires, qui avait été chargée de la recevoir lors de son arrivée à Buenos Aires. <https://www.helene-conway.com/2017/08/premiere-etape-de-mon-deplacement-dans-le-cone-sud-argentine/>

la présence massive d'invités *lambda* -comme moi- mais également celle d'invités « de marque », tels que des députés du FPV, des dirigeants syndicaux, des Mères de la Place de Mai ou encore de journalistes célèbres opposés au gouvernement de Mauricio Macri. Au total, plus de sept-cent personnes sont présentes ce soir-là. Mais aussi, il s'agit pour les travailleurs de l'hôtel de montrer qu'ils sont capables d'organiser et de tenir une telle réception dans des conditions optimales, sans recevoir le moindre ordre d'un patron. Mais encore, cet événement est l'occasion de récolter rapidement des financements. En plus de la place à prix fixe qui est vendue, les convives peuvent acheter des *tee-shirts* avec le logo du *BAUEN*. Pour finir -cela me sera révélé par la suite-, il s'agit d'appeler à la mobilisation, parmi les présents et face aux caméras, en vue de résister physiquement à la tentative de délogement en passant la nuit à l'hôtel le 19. Le récit de cette réception, à laquelle je me rends dans une démarche d'observation participante non masquée -même si mon quasi anonymat remet quelque peu en question cette dernière catégorisation- trouve toute sa pertinence ici dans la mesure où les observations que j'ai pu effectuer ont considérablement enrichi mes intuitions de recherche ainsi que ma vision des rapports de forces qui façonnent en grande partie les relations entre OPR ainsi qu'entre ces dernières et les institutions étatiques. Rappelons toutefois que les orientations des OPR sont avant tout orientées par les dirigeants mais leurs actions seraient totalement stériles si elles n'étaient pas sous-tendues par les travailleurs et leur travail. Plus précisément, si ces derniers ne sont pas au fait de toutes les tactiques et stratégies que les dirigeants mettent en place selon les règles du jeu dans lequel ils évoluent, ces tactiques et ces stratégies n'auraient aucun sens, aucune existence possible sans « l'action des masses ».

Mon interlocuteur poursuit : « Le *BAUEN* a une telle légitimité que cela finit par faire peser la balance en notre faveur y compris s'il y a des décisions judiciaires qui nous sont défavorables. Alors bien sûr on a fait un travail très rigoureux avec *Facta*, notre avocat a très bien travaillé mais derrière tout cela il y a un soutien et une légitimité populaire qui fait que ceci a beaucoup plus de poids.

- Donc en dernière instance, si l'aspect juridique est important, ce qui pèserait le plus serait la construction d'un symbole mobilisateur ?
- Oui totalement.
- Comment on construit cela ?
- [Eva rit] On ne sait pas, on ne sait pas ! Je crois que ce sont les gens qui le font, nous on est attrapés dans notre quotidien qui ne nous laisse pas voir et parfois on sort dans la rue

et on tombe sur des gens qui disent « vive le BAUEN ! ». Nous sommes nous-mêmes surpris de ce que ça peut représenter. Parce que c'est la maison des travailleurs. Et les travailleurs en ont fait leur maison. Ils sont toujours venus ici pour une cause « x » et les installations étaient à leur disposition. Par exemple, c'est d'ici qu'est sortie la revendication de la journée de six heures pour les travailleurs du métro, suite à une réunion qu'ils ont fait ici. Donc chacun se l'est approprié et c'est ce qu'on voulait.³⁹⁰

- [Tonarelli intervient] Le processus génère beaucoup de sympathie car ici, dit très concrètement et en deux mots, il y a des gens qui protègent et se battent pour garder leur boulot. Que sont les récupérations d'entreprises ? Ce sont des travailleurs qui protègent leur travail et luttent pour ne pas le perdre³⁹¹. Cela génère *per se* beaucoup de sympathie. Et puis ici ont conflué certains éléments. Cet hôtel était très célèbre et super luxueux, et maintenant c'est un hôtel des secteurs populaires. Il y a des questions symboliques qui font que la vie du Bauen³⁹² est divisée en deux disons. L'étape de l'entreprise c'était l'hôtel des riches, dit de manière générale. « La politique » se réunissait ici, mais c'était « la politique » au service du capital. A partir du moment où se forme la coopérative, se crée en quelque sorte le BAUEN opposé. Et cela a un poids symbolique très important. Alors ça génère beaucoup de sympathie d'un côté, il y a une construction sociale et culturelle très importante, et d'un autre côté eux nous détestent parce que c'est comme si on leur avait volé leur hôtel. Mais leur hôtel dans tous les sens du terme, le leur car c'étaient les patrons, le leur parce que c'était leur lieu de réunion, le leur parce que c'était le lieu de leurs partis. En leur prenant l'hôtel tu leur voles un symbole à eux, et là c'est la bagarre quoi. »

³⁹⁰ Eva Lossada se revendique péroniste. Plus qu'un corpus idéologique clair, cette étiquette renvoie avant tout à un positionnement de classe et est associé « aux travailleurs », que nous pourrions traduire par « prolétaires » en termes marxistes, même si la terminologie marxiste n'est pas très répandue au sein du péronisme. Toutefois, on retrouve dans son discours les principaux éléments fédérateurs qui participent à la constitution du sentiment d'appartenance au péronisme, notamment ceux attachés à la défense des intérêts matériels de travailleurs. Nous pouvons voir dans ces propos que pour elle, l'hôtel n'appartient pas à la coopérative mais au contraire, à qui défend les intérêts de la classe à laquelle elle appartient et à laquelle elle s'identifie. Comme souvent, on peut alors déduire que les travailleurs autogérés sont avant tout des travailleurs *en situation de devoir autogérer leur outil de travail*.

³⁹¹ Tonarelli livre ici sa définition d'ERT.

³⁹² Le fait d'écrire Bauen en minuscules n'est pas une erreur de distraction. En effet, quand l'hôtel appartient légalement à la famille Iurcovich, il se nomme Bauen, en minuscules. Ce nom est le nom légal de l'entreprise et donc de la marque. Pour éviter un procès pour usurpation tout en surfant sur l'image de marque, les travailleurs nomment leur coopérative -qui se confond avec le nom de l'hôtel- *Buenos Aires una empresa nacional*, dont l'acronyme n'est autre que *BAUEN*.

Nous retrouvons ici une grammaire classique du eux-nous, très structurante dans les discours politiques argentins, qui ne manque pas d'inspirer Ernesto Laclau dans la construction théorique qui sous-tend ses travaux sur le populisme comme vision agonistique de la démocratie. Je cherche à approfondir cette vision antagonique sur un plan marxiste cette fois-ci afin de pouvoir classer un peu mieux la vision de mon interlocuteur : « Si je te³⁹³ dis « lutte des classes », tu me réponds quoi ?

- Qu'elle existe, je suis convaincu que oui. Bien sûr. [Eva Lossada approuve, Tonarelli continue]. Ici ça se reflète clairement. Aujourd'hui plus que jamais. Le *macrisme* et les puissants contre les travailleurs dans une coopérative.
- [Eva Lossada] Pour qu'un président de la République [Macri] mette son veto à une loi d'expropriation de l'hôtel c'est que quand même...
- [Tonarelli] Le président s'est occupé de nous tu vois ? On ne s'en rend pas compte à notre échelle parce qu'on est ici en train de commander un café à *Chicho*³⁹⁴. C'est un peu trop si on le voit avec notre point de vue. Ça veut dire que la chose acquiert une importance qui nous dépasse, on est pas très conscients de tout ce que ça représente. Tu t'en rends compte dans ce type de situations. Quand on vote une loi d'expropriation au Congrès, quand le président y met son veto, pour qu'on serve d'exemple.
- Et politiquement, vous, de quelle formation vous venez ? Tu m'as dit Federico que tu venais de *la gauche*³⁹⁵. Toute ma vie.
- Mais quelle gauche ?
- La gauche socialiste. Disons le courant... L'aile gauche du socialisme.
- [Eva] Moi pour ma part... [Federico intervient] Eva est péroniste (rires). [Eva reprend la parole]. Pour ma part, je viens de cette classe qui regardait la télé et qui votait pour celui qui apparaissait [ou qui nous paraissait]. Et presque tous les camarades qui sont ici, ceux qui ont milité enfin, il y a de l'apprentissage mutuel. Moi je peux enseigner ce qui est relatif au fonctionnement intérieur de l'hôtel et lui peut m'apprendre des choses sur le plan politique. Il y a quelque chose de bon qui se forme à partir de tout ça. [Eva

³⁹³ Le tutoiement est de mise en Argentine, y compris dans des situations et des milieux où il serait impensable en France. Les professeurs d'université et les étudiants se tutoient par exemple et le vouvoiement peut parfois apparaître comme un signe de fausse courtoisie, comme si on en faisait trop.

³⁹⁴ C'est le surnom donné au serveur qui s'occupe des personnes assises dans le café-bar-restaurant du *BAUEN*, lieu où se déroule l'entretien.

³⁹⁵ Rappelons que ce que l'étiquette « gauche » désigne en Argentine est le plus souvent la gauche en dehors du péronisme. Cependant, si l'on regarde où se trouve la plus grande partie de l'échiquier qui défend « des valeurs de gauche », elle se trouve au sein du péronisme.

décrit ensuite des situations concrètes au travail où priment la solidarité, la confiance et le respect, le son n'est pas bon, il est impossible de retranscrire ses paroles correctement].

- La formation politique de laquelle vous venez influe la manière d'organiser la coopérative ?
- [Tonarelli] Et oui.
- [Eva] Mais aussi, on ne demande pas pour qui ont voté les camarades, on ne sait pas et personne ne donne de consignes de vote. Alors bien sûr, ceux qui sont en train de nous défoncer, évidemment c'est non, tu comprends ? Le *macrisme* quoi.³⁹⁶ Alors nous, quand on est restés sans emploi, la politique nous a appris qu'il y a un autre type de politique qui est la bonne. Et tous les jours on apprend, ici les politiciens viennent et nous demandent « vous avez besoin d'un coup de main, vous avez besoin de quelque chose ? » Alors tu changes ta façon de penser la politique. Et on se dit que c'est bon de voir qu'il y a des gens qui croient à ce genre de processus [de récupérations d'entreprises] et ça fait du bien.
- Donc cette expérience a changé ta manière de voir les choses sur le plan politique ?
- Oui bien sûr, et beaucoup de camarades aussi. On a beaucoup grandi politiquement. Parfois je dis à Federico de parler à ma place car il voit les choses plus clairement. Et il me dit que non, que je dise ce que j'ai à dire et point. Il ne me dit pas « c'est vrai que je dois parler à ta place car tu ne sais pas parler », au contraire ! Et ça ça aide à grandir en tant que personne aussi.
- [En m'adressant à Tonarelli] Tu travaillais aussi au *BAUEN* avant d'être à la *Facta* ?
- Non, je suis arrivé pendant l'étape de la coopérative. Enfin, avant *Facta* oui, mais pas pendant l'étape de l'entreprise.
- Revenons à l'année 2003. Il y a eu une scission entre le *MNER* et le *MNFRT* de Luis Caro.
- Oui.
- Que s'est-il passé ?³⁹⁷
- Luis Caro en réalité a commencé en tant qu'avocat des ERT et après il s'est rendu compte qu'il pouvait construire son propre *kiosque* comme on dit. Et c'est un type avec

³⁹⁶ Le terme « défoncer » est la traduction de « *hacer mierda* ». D'autre part, nous pouvons constater une fois de plus que les propos d'Eva Lossada, même si elle refuse parler de politique sur le même plan que Tonarelli, dénotent d'une conscience de classe aigüe, dans le sens où le refus de voter pour un candidat dont le programme constitue une attaque frontale aux travailleurs argentins est total.

³⁹⁷ Le fait d'avoir le point de vue de dirigeants de la *Facta* m'aide à classer leur manière de classer.

envie d'être le protagoniste et de diriger ça, et d'un autre côté il avait un regard idéologique un peu mauvais³⁹⁸. Le type avait été lié à Aldo Rico, aux *Carapintadas*³⁹⁹... C'est un avocat de droite...

- C'est étrange qu'un avocat de droite s'occupe des ERT non ? »

Lorsque je pose cette question je sais très bien que Caro peut être classé dans ce que l'on appelle en termes peu scientifiques « la gauche du travail et la droite des valeurs », et que cette tendance existe au sein du péronisme. Je la pose néanmoins pour connaître le point de vue de Tonarelli. Ce dernier me répond : « Disons que la confusion existe partout.

- [Eva] Si tu prends l'exemple de l'usine textile *Bruckman*, la gestion ne se fait pas démocratiquement. Les décisions ne sont pas prises en assemblée. Certains camarades nous ont même demandé si on voulait intervenir là. Mais on leur a dit qu'on ne pouvait pas, que c'était leur coopérative, nous on ne peut pas mettre notre nez là-dedans. Une chose similaire est arrivée à *IMPA*, car il y avait Murua, puis Caro est arrivé et ils sont arrivés à une situation où les camarades se battaient physiquement entre eux. Pourquoi ? Parce que ce sont les dirigeants qui laissent que ce genre de choses arrivent.
- [Tonarelli] Si nous avons construit une fédération pour institutionnaliser davantage le *MNER*, Caro était bien pire que le *MNER*. Avec le *MNER* il y avait un désaccord en rapport à comment on se conduit, comment on s'organise mais on est camarades. Caro, par contre, c'est un délinquant, un délinquant. Sur le plan idéologique c'est quelqu'un de droite, *jodido*, philo-fasciste, il emploie les pires méthodes, il donne de l'argent aux travailleurs des coopératives qu'il veut acheter, il choisit les dirigeants des coopératives, il ramène des investisseurs privés desquels il tire de toute évidence un avantage. C'est l'opposé de tout ce que nous représentons ainsi que ce que représente le *MNER*. Caro c'est vraiment l'autre côté, c'est le pire.
- Le *MNFRT* est puissant actuellement ?
- Je pense que non. C'est utile pour lui. Nous on dit en rigolant que c'est une franchise. Parce qu'il doit se faire payer pour son conseil juridique et il doit prendre de l'argent de chaque entreprise. Et il a fini avec un procès car ils faisaient des connexions clandestines

³⁹⁸ Le terme en castillan est « *jodida* ».

³⁹⁹ Aldo Rico est un officier de l'Armée de Terre argentine mais aussi un ancien élu local, représentant des secteurs les plus conservateurs et de droite du péronisme. Il est connu pour être à la tête des *Carapintadas*, des militaires qui ont protagonisé des soulèvements armés entre 1987 -quatre ans après la fin de la dernière dictature militaire- et 1990, dans le but de faire pression sur les gouvernements élus au suffrage universel direct au sujet des jugements à la Junta.

de gaz, et dans ce groupe là avec qui il faisait ça il avait certains travailleurs de ses ERT. Il a mené des camarades à faire les pires choses.

- [Eva] Le pire est que les mauvaises personnes ont eu un meilleur accès à Cristina de Kirchner que nous.
- [Federico] Caro est resté comme une référence auprès de Cristina, c'était l'homme des « récupérées ». Et bon, Cristina ne pouvait pas savoir qui était qui. Lui s'en est rapproché et elle a « acheté » que les « récupérées » c'était Caro.
- Pour mettre en place tout ceci, vous vous êtes inspirés d'expériences d'ailleurs ? Vous avez nommé *Mondragon* au Pays Basque.
- Cela s'est construit progressivement en base à des expériences antérieures, mais, disons... C'est très *argento*⁴⁰⁰ tout ça. C'est très à nous quoi. Oui on a regardé quelques expériences d'autogestion, Mondragon, la Yougoslavie je ne sais pas... Les années vingt et trente en Italie, les occupations d'usines, mais ceci est très argentin, très argentin. [Eva] Oui, rien à voir, rien à voir.
- Une dernière question. Je commence par un exemple. *L'IMPA* respecte l'égalité salariale...
- Oui.
- Ici les retraits, si j'ai bien compris, se font en fonction des besoins.
- Et des responsabilités.
- [Eva] Mais ça ne varie pas beaucoup. C'est le cas de la plupart des coopératives de travail. L'échelle de revenus est assez resserrée.
- Lorsque je suis allé à Novatec, qui est à la *Facta*, à Pilar il y a deux ans, Carlos Ortiz m'y a conduit...
- [Federico] Oui, Juan Carlos Ferreyra⁴⁰¹.
- Oui exactement. L'échelle est d'un à quatre.
- Nous ici on n'arrive même pas du simple au double. On a tout de même décidé qu'il fallait une échelle. Car ce n'est pas la même chose par exemple Maria Eva avec la responsabilité qu'elle a qu'un camarade qui n'a pas cette responsabilité.
- [Eva] Un camarade fondateur ne touche que 100 *pesos*⁴⁰² de moins que moi par exemple, parce que je suis au Conseil.

⁴⁰⁰ Manière très argentine de dire que c'est argentin.

⁴⁰¹ Tonarelli se souvient du nom du président de la coopérative de Pilar.

⁴⁰² Au moment de l'entretien, le *peso* s'échange sur le marché des changes officiel contre 1/30 euros et environ 1/25 USD. Autrement dit, un euro = 30 *pesos* et un USD = 25 *pesos*.

- Mais au-delà du salaire, je parle plutôt des questions organisationnelles. Tu penses que le fait d'appartenir à telle ou telle fédération a une incidence sur la manière de produire ?
- Non, non, je ne pense pas. On a tous le même problème et les mêmes vertus, qui sont de toujours essayer de trouver la solution pour que la coopérative continue et continue. En plus il y a une bonne entente entre les fédérations, il y a tout un processus assez sympa. On travaille beaucoup avec *Fedecaba*⁴⁰³, avec *Gestara*...
- Et *Actra* ? Qui est relativement récente ?
- Non *Actra* en réalité c'est la première fédération de coopératives de travail. Elle a 50 ans. Mais elle était morte et enterrée et maintenant ils l'ont ressuscitée. Je crois qu'il y a *Manteca*, avec *Pigüé* non ?⁴⁰⁴ Je crois qu'ils ont reflotté la vieille matricule d'*Actra* dont je pense qu'elle date des années 50, 60. Au lieu d'en créer une nouvelle il me semble qu'ils ont simplement mis à jour celle-ci. Mais on fait tous partie de la même chose et... Et puis à un moment on devrait tous converger dans une organisation de tous et voilà.
- Ce serait la *CNCT* ça ?
- Non parce que la *CNCT*⁴⁰⁵ en réalité regroupe beaucoup de coopératives de travail du programme *Argentina Trabaja*⁴⁰⁶. Les nôtres sont des entreprises de services ou de production de biens, des usines. Mais je pense qu'*Actra*, *Facta*, *Fecootra*, *Fedecaba*, toutes celles-là à un moment, je pense, de par la dynamique de la chose, vont finir par se rassembler. On est déjà ensemble mais pour le moment chacun dispose de sa propre organisation. Comme il n'y a pas de grandes différences, je pense qu'on va tous... La tendance est qu'un jour on finisse tous ensemble ».

Remarquons que cette liste exclut bien entendu le *MNFRT* mais aussi le *MNER*, ainsi qu'une partie de la *CTEP*, celle qui cherche à regrouper des ERT tout en cherchant à intégrer le *MNER*.

⁴⁰³ Fédération de coopératives *de la ciudad de Buenos Aires*.

⁴⁰⁴ Tonarelli fait référence au président de la coopérative *CTTP* (Cooperativa de Trabajo Textiles Pigüé), lieu où se tient un an après l'entretien le IV congrès de l'économie des travailleurs, déjà mentionné dans les chapitres précédents.

⁴⁰⁵ Confédération nationale des coopératives de travail.

⁴⁰⁶ Le programme *Argentina trabaja* voit le jour en 2009. Il consiste à financer avec de l'argent public des coopératives de travail destinées aux populations les plus exclues dans le but de combattre la pauvreté extrême et plus modestement, le chômage. De très nombreuses coopératives qui existent dans le cadre de ce programme sont des coopératives de construction de bâtiment. Autrement dit, à travers ce programme, l'Etat agit indirectement en tant qu'employeur en dernier ressort. Cependant il ne gère pas directement les coopératives ni leur financement. Ce dernier passe par des *entes reguladores* (organismes de régulation) comme la *CNCT*, qui devient un intermédiaire en situation de quasi-monopole en termes de financement.

L'union envisagée en 2017 suit tout de même les lignes de fractures initiales et pour l'heure, il est très improbable que toutes les OPR confluent vers une seule organisation. L'entretien se poursuit : « Des personnes défendant certaines positions idéologiques affirment que les ERT ne peuvent aller au-delà des règles que leur fixent le marché. Elles seraient en quelque sorte « preneuses de prix » et que finalement ça ne changerait rien.

- Ça ne changerait rien dans quel sens ?
- Dans le sens d'aller vers une transformation politique au sein des processus de production.
- Alors, s'il y a un endroit où le capitalisme... Ça aussi c'est une opinion personnelle, où le capitalisme représente le plus clairement la « non démocratie », c'est dans le travail. Toi au travail tu ne peux décider de rien [il emphatise sur le « rien » avec la voix]. Et disons l'opposé à ça, où règne réellement ce qui est démocratique dans le capitalisme, ce sont les coopératives de travail, dans les entreprises sans patron. Rien que ça, comme expérience de rupture pour un travailleur c'est fabuleux, extraordinaire, inégalable disons. Aucun de ceux qui sommes passés par une expérience comme celle-ci restons les mêmes. Mais encore, après c'est difficile, certains camarades s'en vont travailler ailleurs et ça leur coûte de s'habituer à la relation de dépendance parce qu'ils travaillaient en liberté. Rien que ça, ça justifie déjà le processus. Le problème est qu'il y a des gens « qui déjeunent le dîner ». Et le dîner ça se mange le soir. A midi, on déjeune. Bon et moi qui viens de la gauche, j'ai beaucoup de discussions là-dessus. Car normalement certains courants de gauche disons, dans cette idée de l'idéal finissent par minimiser des processus qui sont très importants, très riches, et qui dans le futur vont produire bien plus de choses importantes du seul fait de... Oui, on est dans l'économie de marché, parfait. Mais ici il y a cent travailleurs qui décident eux-mêmes de ce qu'ils font avec leur entreprise.
- Ferreyra me disait que si on arrive à 20% de l'économie sous autogestion on peut être en mesure d'inverser le rapport de forces capital travail.
- [Federico ne paraît pas convaincu] « Moui », oui, c'est un processus très jeune
- Mais c'est ce qui est visé ?
- [Tonarelli, sur un ton assez léger] « Ouais », en fait nous ici on estime qu'on est en train de semer à peine. Mais minimiser le processus, avec tous les problèmes qu'il rencontre, c'est une folie parce que c'est quelque chose de très très important.
- [Eva] Peut-être qu'ils le voient de leur point de vue et c'est bien qu'ils le voient eux de leur point de vue. Mais quand on voit comment on a repris ceci, c'était totalement vide,

et grâce au service [au travail] qu'on donne il y a des gens, sans quoi il n'y aurait personne alors on peut dire qu'il y a un degré de supériorité terrible. Tu apprends, tu grandis en tant que personne, car ce n'est pas la même chose de parler au nom des camarades, de les représenter que de travailler ici à l'intérieur. Et au début on ne sait pas faire ça. Puis on apprend. Donc pour moi il n'y a pas de plafond. Il y a un passage difficile à faire au niveau des consciences. Ce n'est pas la même chose une entreprise conventionnelle qu'une coopérative. Et parfois les camarades ne s'en rendent pas compte [...] Si demain quelqu'un n'est pas là, la coopérative doit continuer. Il faut donc enseigner et apprendre en permanence. Tu dois laisser un héritage. Il y a des camarades qui ne comprennent pas ce processus, qui disent « si je ne suis pas là on ne peut rien faire ». Et ce n'est pas comme ça, ils se trompent complètement »⁴⁰⁷.

Cet extrait d'entretien est révélateur de la position idéologico-politique de la *Facta*, que ce soit en 2006 ou au moment où il s'est déroulé, à savoir en 2017. Le changement de contexte politique national enrichit les réflexions de Tonarelli et de Losada dans la mesure où ils sont contraints d'adapter leurs stratégies, de revoir leurs alliances afin de compenser la chute du réseau de députés du *FPV*. Nous verrons lors du chapitre suivant de manière approfondie comment cela se produit dans le cadre d'un réordonnement de l'espace de représentation politique des ERT. La description du dîner du *BAUEN*, si elle peut paraître anachronique compte tenu de la période que nous analysons dans le présent chapitre a pour objectif de rendre compte du réseau passé et présent de la *Facta* dans la mesure où s'y trouvent différents courants politico-syndicaux qui, faute d'avoir convergé durant le *kirchnerisme* sont contraints de le faire avec Macri. Nous pouvons déduire qu'ils étaient nécessairement compatibles. Par conséquent, le fait de rendre compte de cet état du rapport de forces au sein du champ politique argentin et *a fortiori* au sein de l'espace de représentation politique des ERT en 2017 nous donne une idée assez précise de son état durant la période 2006-2015 si l'on tient compte du reste des paramètres qui le déterminent.

Nous avons vu au cours de ce chapitre ce que signifie la création de la *Facta* pour l'espace de la représentation politique des ERT. La constitution de cette OPR de seconde génération, en plus d'être une tentative d'institutionnalisation du phénomène de récupération d'entreprises s'accompagne de l'arrivée de militants partisans, dont certains professionnels de la politique dans ce que nous appelons jusqu'ici *le sous champ* des OPR. Ce phénomène de passage d'un

⁴⁰⁷ Entretien réalisé auprès d'Eva Losada et Federico Tonarelli au sein de l'hôtel *BAUEN*, Buenos Aires, 2017.

champ à l'autre pour certaines trajectoires individuelles n'est pas nouveau. Nous avons déjà analysé le cas des « transfuges » de *l'UOM de Quilmes*, dont le mouvement -entendu au sens linéaire sur une trajectoire- est consubstantiel de la construction de l'espace de représentation politique que nous étudions. Ce qui constitue néanmoins une nouveauté est la provenance des dirigeants de cette OPR de seconde génération, ainsi que le fait qu'elle ne regroupe pas uniquement des ERT, même si cela ne m'apparaît qu'à la suite de plusieurs mois de terrain.

CHAPITRE VIII L'ENTRÉE EN FONCTION DE L'ADMINISTRATION MACRI EN 2016 PROVOQUE UNE RECONFIGURATION DE L'ESPACE DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT : RECOMPOSITION ET UNITÉ RENEGOCIÉE.

1. Le modèle économique post-kirchnériste, une sensation de déjà-vu.

La victoire électorale de Mauricio Macri en novembre 2015 ne laisse présager rien de bon pour l'économie du pays, déjà mal en point depuis les répercussions en Amérique latine de la crise des *subprimes*. Si nous ajoutons à cela les contraintes structurelles au développement des pays latinoaméricains que nous avons abordées précédemment, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'orientation clairement néolibérale pouvait raisonnablement inquiéter la majorité des personnes qui vivent de leur travail en Argentine, et *a fortiori* les travailleurs des entreprises récupérées.

Je me trouve dans le quartier de *Palermo*, au niveau socio-économique plutôt élevé. Le quartier de *Palermo*, avec ses nombreuses subdivisions dont la labellisation novatrice est principalement issue de stratégies marketing des promoteurs immobiliers, est associé à ce à quoi les secteurs populaires argentins attribuent la qualification de « *cheto* ». Ce terme, comme la plupart des classifications -si tant est que nous nous soustrayons à la tentation d'en faire une analyse rudimentaire- a le pouvoir de classer le sujet classant sans pour autant que la classification effectuée par ce dernier ne soit nécessairement pertinente. Il semblerait néanmoins, si l'on regarde les principaux indicateurs socio-économiques de *Palermo* qui, plus ou moins intégrés par les agents classants -mais pas nécessairement, la réputation du quartier se passe de statistiques- que cette classification prenne un sens au-delà des points de vue. En effet, la

meilleure traduction de « *cheto* » semble être « *bourge* » en français, sans que cela ne désigne la *bourgeoisie* en termes marxistes.

C'est en plein quartier aisé que je rencontre les travailleurs de l'ERT *Madereras Cordoba*⁴⁰⁸. J'avais croisé le président de l'ERT maintes fois à l'*IMPA* lors des réunions hebdomadaires du *MNER* qui se tiennent alors le mercredi. Ce dernier est à ce moment-là l'un des membres les plus actifs de l'OPR. Le degré d'implication de ces derniers vis-à-vis de la participation sur divers plans au sein de l'OPR dont ils font partie semble invariablement dépendre de l'urgence économique dans laquelle se trouve piégée l'ERT. Cependant cette variable que je n'ai pas pu quantifier ne suffit pas à rendre compte des raisons pour lesquelles les différents membres des ERT qui composent le MNER s'y engagent activement. En effet, si cette corrélation avait été élevée, j'aurais dû observer une croissance exponentielle du nombre des participants aux réunions du mercredi durant la période où je les ai observées, alors que celui-ci demeure assez stable. Quand de nouveaux membres s'y rendent, leur participation est spontanée et sporadique. Cependant, tous les membres partagent comme point commun le fait d'appartenir à une ERT en difficulté économique. Des entretiens et de mon observation découlent que ces derniers viennent avant tout trouver des solutions pratiques à leurs difficultés matérielles. Toujours selon les entretiens informels que j'ai pu y réaliser -et cela apparaît souvent sous forme de dénonciation- dès que les difficultés de l'ERT à laquelle le membre présent aux réunions appartient s'amenuisent, celui-ci cesse de venir aux dites réunions de manière assidue pour, le plus souvent, ne plus revenir du tout.

Une fois dans les locaux de *Madereras Cordoba*, deux membres de l'ERT prennent le temps de me faire visiter les lieux en m'expliquant les processus de production. Lorsqu'ils retournent au travail -ils ont pris ce temps pendant leur pause- je m'entretiens avec le président de la coopérative, qui comme la plupart de ses homologues, accomplit pratiquement les mêmes tâches productives que ses camarades, notamment lorsqu'il s'agit de petites structures comme celle-ci.

« On a récupéré la menuiserie il y a deux ans. La preuve que le patron faisait n'importe quoi est que nous avons réussi à augmenter le chiffre d'affaires, les choses marchaient très bien avant le changement de gouvernement.

⁴⁰⁸ Si *Cordoba* désigne à la fois une région espagnole et une province argentine, le nom de cette ERT provient d'une association entre le secteur d'activité de l'usine -la menuiserie- et l'avenue sur laquelle se trouve le lieu de production, à savoir l'avenue *Cordoba*.

- L'arrivée de Macri a changé quelque chose pour vous ?
- Oui, enfin, il faut regarder les chiffres, ça c'est une donnée objective. On travaille à perte depuis cette année.
- Comment vous faites pour tenir alors ?
- On avait accumulé un excédent pour les moments difficiles justement. Mais au rythme où vont les choses, si rien ne change on risque la faillite dans quelques mois »⁴⁰⁹.

Mon interlocuteur semble hésitant au moment de « parler de politique », autrement dit, de critiquer le gouvernement. Nous avons souvent mentionné la méfiance que peut rencontrer un chercheur qui arrive pour la première fois dans une usine. Je ne sais pas à ce moment-là si cette méfiance, probablement renforcée par la présence de mon dictaphone se limite à mon interlocuteur ou bien à l'intégralité des membres du *MNER* qui m'ont vu à *l'IMPA*. Celle-ci explique en tout cas le fait que mon interlocuteur insiste sur l'irréfutabilité « des chiffres », à savoir le chiffre d'affaires de l'ERT, en berne depuis la mise en place des politiques néolibérales du gouvernement Macri.

En effet, celles-ci représentent incontestablement une nouvelle attaque contre l'industrie nationale -et par conséquent contre le mouvement ouvrier argentin- perçue par les cerveaux qui animent les *think tanks* conservateurs du pays comme peu compétitive, comme un reliquat hérité du passé ou encore quelque chose « d'artificiel » car protégé par l'intervention étatique, qu'il conviendrait, l'un comme l'autre, de réduire à leur plus simple expression.

Si l'économie argentine connaît une période de décélération entre 2011 et 2015, avec une légère récession en 2014⁴¹⁰, les mesures que prend l'administration Macri ne font qu'empirer la situation. En effet, dès l'annonce de sa victoire en novembre 2015 -et avant sa prise de fonctions en décembre- ce dernier annonce qu'il va supprimer complètement le contrôle des changes, payer les fonds vautours et flexibiliser le marché de l'emploi afin d'attirer « une pluie d'investissements » et mettre l'Argentine sur le chemin du développement qu'elle aurait quitté avec les politiques péronistes dès la moitié du XXe siècle.

Si la plupart des interventions officielles comportent des effets performatifs, celle qui concerne le marché des changes ne déroge pas à cette règle, bien au contraire. Les agents maximisateurs de profits que sont les importateurs et les grossistes savent très bien que si le contrôle des

⁴⁰⁹ Entretien réalisé auprès du président de la coopérative *Madereras Cordoba*, Buenos Aires, 2017.

⁴¹⁰ En raison de leurs matrices productives, les pays périphériques sont plus exposés aux récession que les pays industrialisés ou post-industriels.

changes disparaît, il se produira une ruée du *peso* vers le dollar qui n'aurait d'autre effet que de déprécier la monnaie nationale pour, dans un second temps, venir alimenter une inflation déjà élevée⁴¹¹. Ces mêmes agents maximisateurs, dans leur logique de maximisation de l'utilité en partie contrainte par le fait que leurs homologues agissent de la même manière, n'attendent pas l'entrée en vigueur de la mesure pour répercuter la future appréciation du dollar sur les prix finaux en *pesos* des biens destinés au marché domestique. Cela crée une première accélération de l'inflation et vient confirmer une fois de plus que ce phénomène multicausal est en grande partie alimenté par la prévision des agents, notamment les « formateurs de prix »⁴¹².

Lors de sa prise de fonctions en décembre, Mauricio Macri court-circuite l'assemblée avec l'emploi de *DNU*⁴¹³ à répétition et démantèle par-là les fragiles mesures de régulation financières et monétaires du gouvernement précédent. De ce fait la prophétie se réalise et les épargnants se ruent sur le dollar, provoquant ainsi le processus que les « formateurs de prix » avaient anticipé. Cela a pour effet de causer une dépréciation du *peso* de l'ordre de 30% et une deuxième vague d'accélération de l'inflation qui s'établit à 40% pour l'année 2016.

Pour enrayer ce processus, le gouvernement met en place différentes mesures d'inspiration monétariste.

En premier lieu, dans le but de rendre le *peso* plus attractif sur le marché des changes, mais aussi pour renchérir le crédit et limiter la création monétaire par cette voie-là, la *BCRA*, sous ordre du gouvernement fédéral, émet des bons hautement rémunérateurs en *pesos* à très court terme. Les *Lebacs* deviennent alors l'instrument des classes les plus aisées pour s'enrichir davantage à travers un processus de *carry trade* ou de « bicyclette financière ». Si théoriquement ce mécanisme est mis en place pour enrayer la dépréciation du *peso* en jouant sur la demande de ces derniers, c'est exactement l'inverse qui se produit à moyen terme. En effet, un investisseur peut dans un premier temps céder des dollars US contre des *pesos* sur le

⁴¹¹ Selon les sources, le taux d'inflation annuel du pays varie entre 8% et 25% en 2015.

⁴¹² Il s'agit de la traduction de « *formadores de precios* », dont la dénomination est très courante dans les discours politiques argentins. Cela désigne sans équivoque les entreprises oligopolistiques de distribution de biens destinés au marché domestique, mais aussi celles qui dominent le marché des produits intermédiaires, comme *Aluar*, une entreprise d'aluminium dont dépend la santé économique de petites usines telle qu'*IMPA*.

⁴¹³ *Decreto de necesidad y urgencia*, qui signifie décret de nécessité et d'urgence. Il s'agit de l'équivalent *grosso modo* du 49 :3 français à la différence près que le nombre de *DNU* qu'un président peut signer n'est pas limité institutionnellement. Leur seule limite est « le coût politique » et dépend par conséquent du rapport de forces donné au moment de la signature entre les différents groupes sociaux à intérêts divergents qui composent la société argentine.

marché des changes argentin à un taux de change donné afin d'acquérir des *Lebacs* à un prix donné. Lorsque le titre arrive à maturité, ce même investisseur se voit rembourser le placement initial, ce à quoi la *BCRA* ajoute le montant qui correspond aux intérêts en *pesos*. Ce même investisseur peut alors acheter des dollars au même taux de change auquel il les a cédés initialement. La rentabilité de cette manœuvre peut atteindre 20% en 2017.

Autrement dit, si un spéculateur entame le processus avec mille dollars, il le termine avec mille deux-cents. Les deux-cents supplémentaires proviennent de l'endettement public extérieur du pays. Si l'on comprend cela, le caractère court-termiste de la mesure devient évident et ne cache que très mal un nouvel épisode de financement public de fuite de capitaux privés au profit de groupes socio-économiques bien déterminés et aux dépens d'autres groupes tout autant déterminés, tels que les travailleurs des entreprises récupérées.

Les spéculateurs, très conscients du caractère court-termiste de la mesure, n'hésitent pas à placer leurs capitaux dans des titres plus sûrs, notamment aux Etats-Unis dans un processus « d'envol vers la qualité » dès que l'Argentine menace de connaître des difficultés en matière d'accès à l'endettement extérieur. Ces « envols » provoquent inévitablement une dépréciation du *peso* et une accélération de l'inflation, que la *BCRA*, qui change deux fois de président en trois ans, ne tente d'enrayer qu'à travers la mise sur le marché de nouveaux dollars, issus de la dette, prêts à être consommés par l'appétit insatiable des investisseurs privés.

Dans le but officiel de combattre ces reports sur le dollar, la banque centrale a la possibilité de relever les taux d'intérêts directeurs -ce qui est nuisible pour l'industrie nationale- dans le but de renforcer l'attractivité de la monnaie nationale et ainsi enrayer la dépréciation tout en réduisant l'hémorragie de réserves. Elle peut également intervenir sur le marché des changes à travers la vente de dollars pour éviter que leur prix n'augmente trop vite. La troisième option est de laisser agir la main invisible pour ne pas avoir à relever les taux d'intérêt ni, théoriquement, voir les réserves de dollars fondre trop rapidement. Le coût est de laisser se renforcer le couple dépréciation-inflation au point qu'il échappe à toute tentative de régulation à moyen terme.

Sous les apparences d'incompétence et de manque de coordination entre les différents secteurs du pouvoir politique qui contrôlent à la fois l'Etat et la *BCRA*, l'Argentine se voit appliquer ces trois mesures simultanément. Si cela semble comporter un caractère absurde, le résultat de cette batterie de mauvaises mesures mal appliquées bénéficie cependant à des secteurs financiers

bien précis. En effet, la fonte du stock de devises, les dépréciations non contenues et la hausse des taux directeurs autorisent l'accumulation de devises de la part du secteur privé, qui ne se prive pas de spéculer sur la monnaie nationale, du fait de sa dépréciation espérée. D'autre part, tout se passe comme si la politique financière du gouvernement incarnait le *telos* de celle défendue par la bourgeoisie financière, compradore et terrienne en ce qui concerne l'industrialisation du pays, base économique qui permet, rappelons-le, la constitution d'une classe ouvrière organisée. Ces mesures, couplées à l'ouverture indiscriminée aux importations sont la cause de la destruction de plus de cent-mille emplois industriels en trois ans de mandat⁴¹⁴.

Parallèlement à cela, sur les plans monétaire et financier les performances économiques de telles mesures s'avèrent pour le moins contraires à ce que les condottiers chargés de la communication gouvernementale annoncent à la population. Sur la même période, l'inflation cumulée dépasse les 100%⁴¹⁵ alors que la dépréciation du *peso* atteint les 250%⁴¹⁶.

La dette publique, de son côté, passe de 52% du PIB en 2015 à près de 90% en 2019⁴¹⁷, conséquence logique du renflouement du stock de devises de la part de la *BCRA*. Ce point est essentiel car il permet d'aborder la question de la composition de la dette publique. Elle se dollarise, et les échéances de remboursement se raccourcissent en même temps que les taux d'emprunt sur les marchés financiers internationaux augmentent conjointement au risque pays.

2. Le *tarifazo*, un facteur fédérateur de courants ouvriers et d'organisations hétérogènes. La rencontre entre la *Facta* et le syndicalisme traditionnel.

Ce contexte extrêmement aride pour les travailleurs argentins constitue une modification du rapport de forces au niveau national entre le capital et le travail qui a des répercussions au sein du champ syndical, à la lisière duquel se constitue, comme nous l'avons vu, l'espace de représentation politique des travailleurs autogérés des ERT.

⁴¹⁴ Selon l'article de *Página 12* du 28/11/2018. <https://www.pagina12.com.ar/158528-la-industria-perdio-mas-de-cien-mil-empleos>

⁴¹⁵ Selon l'article d'*Infobae* du 18/05/2018 <https://www.infobae.com/economia/2018/05/12/la-inflacion-en-la-era-mauricio-macri-ya-acumulo-un-100-por-ciento/>

⁴¹⁶ Article de *Minuto Uno* du 30/08/2018 <https://www.minutouno.com/economia/dolar/el-peso-se-devaluo-un-84-enero-2018-y-un-252-la-era-macri-n3086103>

⁴¹⁷ Selon les statistiques de la *BCRA*. <https://www.argentina.gob.ar/economia/finanzas/presentaciongraficadeudapublica>

Les travailleurs organisés, que ce soit en syndicats ou en OPR se voient rapidement contraints d'affronter un changement de paradigme assez radical sur le plan des politiques économiques et publiques mises en place par le gouvernement. Si la période kirchnériste est marquée par une volonté de relancer l'économie en pariant sur la consommation intérieure et l'industrialisation -nécessairement tronquée- du pays, ce qui favorise de fait la classe ouvrière à travers la création d'emplois industriels formels, les années macristes semblent prendre de court les registres d'action collective des travailleurs habitués à avoir eu affaire avec un gouvernement plutôt conciliateur durant les années 2003-2015.

Cet élément ne manque pas de bouleverser le rapport de forces constamment renégocié qui structure le champ syndical argentin, dominé jusqu'alors par une CGT qui ne remet pas en cause un modèle corporatiste hérité historiquement (Dobrusin, B., & Cató, J. M., 2018), pourtant concurrencée par les deux CTA. Forts des variables contextuelles que nous venons d'évoquer, nous pouvons comprendre comment se constitue la *Corriente Federal* au sein même de la CGT unifiée ainsi que les attentes matérielles qui y renvoient.

En effet, le 12 août 2018 le stade de *Ferro* est plein à craquer. Nul match de football ce jour-là pour remplir le stade *Arquitecto Ricardo Etcheverri*, qui s'élève au beau milieu du quartier populaire de *Caballito*. À la place, le lancement de la candidature de Sergio Palazzo, dirigeant du syndicat des employés de banque, au siège de co-dirigeant de la CGT. Le fonctionnement de cette dernière se veut collégial, ce qui permet à la *Corriente Federal*, incarnée par Palazzo, d'invoquer cette collégialité afin d'appeler à l'élargissement maximum de la représentativité de la centrale parmi les travailleurs argentins, ce qui sert d'argument principal pour formaliser ce nouveau courant. Au sein du « programme combatif » que nous pouvons retrouver dans les discours portés ce jour-là par les différents porte-parole, dans les comptes rendus produits par les militants ou dans les interviews dans la presse, nous pouvons retrouver de manière omniprésente la maxime de la lutte contre le néolibéralisme de manière générale mais aussi la protection de l'industrie nationale, l'étatisation des ressources stratégiques, celle des services publics, ainsi qu'une réforme financière et une réforme du système d'imposition. Lors de son discours au stade de *Ferro*, Palazzo fustige le *tarifazo*⁴¹⁸ et la gestion de crise du gouvernement et appelle à une CGT de combat et de confrontation vis-à-vis de l'exécutif et des secteurs socio-économiques qu'il représente.

⁴¹⁸ Hausse indiscriminée des prix des services publics

Parallèlement à cela, se constitue à Buenos Aires, puis au niveau national, un organe informel de discussion et de coordination qui porte le nom de *Multisectorial contra el tarifazo*, que l'on peut traduire par « multisectorielle contre la hausse des prix des services publics ». Dès à présent nous nous y référerons comme *Multisectorial CABA* pour Buenos Aires. Cet organe de coordination rassemble des porte-parole probablement non élus des petites et moyennes entreprises, des associations plus ou moins formelles de consommateurs, des membres de coopératives de production et de consommation, ainsi que certains membres d'ERT. Au fur et à mesure que se développe ce mode éphémère d'organisation que nous pourrions qualifier de « populaire » en profitant de la polysémie de ce terme, il attire de manière croissante l'attention des grandes chaînes de télévision, ainsi que celles des organisations de la classe ouvrière. Ce faisant, des liens d'interconnaissance et une certaine compatibilité tactique, fondamentalement basée sur l'opposition aux politiques néolibérales mises en place par le gouvernement de Macri, finissent par rapprocher la *Multisectorial CABA* de la *Corriente Federal*. Parmi les porte-parole les plus habiles et capables de s'imposer dans de telles situations, se trouve Federico Tonarelli, président de la *Facta*, qui intègre la *Multisectorial CABA*.

Ce dernier est également membre d'un petit parti de centre-gauche créé en 2007 par Carlos Heller, qui est lui-même un député aux sensibilités socialistes de la ville de Buenos Aires, président de la banque *Credicoop* et ancien vice-président du mythique club de football *Boca Juniors*. Cet aperçu relève d'un intérêt en termes d'analyse de réseaux (Mercklé, 2011) dans la mesure où l'on comprend mieux le parcours de Federico Tonarelli, ainsi que la manière dont il s'insère dans un espace de positions relatives traversé par des rapports de force. Rappelons que l'idée force de ce procédé est de s'intéresser aux parcours individuels dans le but de déduire les structures sociales qui les rendent possibles.

Son parcours est d'autant plus parlant dans la mesure où il illustre également un cas assez particulier de passage d'un sous-champ -composé de l'espace de représentation politique des ERT- à une position précise au sein d'un champ plus large, à savoir, le champ syndical. En effet, en 2018, Federico Tonarelli est élu au poste de secrétaire d'assistance sociale de l'une des centrales syndicales du pays hors CGT, la *CTA de los trabajadores*.

Afin de mesurer l'impact que cela peut avoir au sein de l'espace de représentation des ERT, mais aussi ce que cela signifie en termes de stratégie politique de la *Facta*, nous devons apporter certaines précisions essentielles sur les origines de la *CTA*.

Tel que nous l'avons vu précédemment, l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem en 1989 et l'instauration du programme néolibéral qu'il met en place a des répercussions d'autant plus importantes au sein du champ syndical argentin que la majorité de ses dirigeants, ainsi que le gouvernement contre lequel ils sont censés s'opposer s'ils prétendent défendre l'intérêt des travailleurs qu'ils représentent se réclament tous deux du péronisme. Cela comporte une différence essentielle vis-à-vis du néolibéralisme de l'administration *Cambiamos* dans la mesure où Macri représente sans équivoque la plupart des secteurs anti péronistes. Ainsi, en l'absence de réseaux au sein de l'administration *Cambiamos*, un dirigeant syndical péroniste ne manque de disposer que de très peu de rétributions matérielles ou symboliques s'il tente d'affronter durement le gouvernement. Cela ne se vérifie pas au début des années 1990 dans la mesure où Carlos Menem obtient le soutien de la CGT unifiée en échange, entre autres, d'un monopole de cette dernière sur les caisses de sécurité sociale des travailleurs qu'elle représente, ainsi que l'assurance que ce système sera maintenu. S'opposer au gouvernement dans un tel cas de figure comporte un coût d'opportunité important pour un dirigeant syndical en termes de carrière personnelle, mais à ce coût est également associé pour les travailleurs qui intègrent les syndicats qui composent la CGT de voir leur système de sécurité sociale se dégrader.

Cependant, cette opinion n'est pas hégémonique au sein de la CGT au début des années 1990. Rappelons et reformulons ce que nous avons analysé lors du chapitre II : certains courants tentent de s'opposer à une politique trop arrangeante envers un gouvernement dont les mesures ne cessent de dégrader les conditions matérielles d'une part conséquente des travailleurs du pays. Faute de pouvoir combattre la direction de la CGT au sein de cette dernière, des dizaines de dirigeants syndicaux, notamment dans le secteur public, opèrent un processus de scission-constitution avec tous les éléments que cela implique, tels que la tenue d'une assemblée constituante ainsi que l'élection de dirigeants et de porte-parole qui incarnent le processus analogue de délégation de la parole collective et qui participent par la même occasion précisément à la constitution du groupe.

De ce fait, en 1992 a lieu la constitution de la *Central de trabajadores de la Argentina*⁴¹⁹ (CTA), qui draine de la CGT, notamment des syndicats du secteur public, mais pas uniquement. Dominée par une majorité social-démocrate péroniste, elle comporte également d'importants courants minoritaires marxistes, notamment trotskystes ou proches du Parti Communiste argentin.

⁴¹⁹ Centrale des travailleurs d'Argentine

Pour des raisons dont nous ne donnerons pas le détail ici dans un devoir de concision, l'opposition entre deux courants au sein de la CTA aboutit à une scission de cette dernière. Dans un inévitable souci de différenciation, se forment alors la *CTA de los trabajadores* d'un côté, et la *CTA autonoma* de l'autre. Si la première est dirigée par Victor de Gennaro -issu de l'Association des travailleurs d'Etat (ATE)- jusqu'en 2006, lui succède cette année-là Hugo Yasky, alors secrétaire général de la Centrale des travailleurs de l'éducation de la République argentine (CTERA). Il s'agit du même Hugo Yasky qui pénètre dans les salons bondés de l'hôtel *BAUEN* sous un tonnerre d'applaudissements lors du dîner organisé pour éviter le délogement par les forces de l'ordre. Le fait que Federico Tonarelli entretient de si bons rapports avec le dirigeant de l'une des centrales syndicales du pays, la *CTA de los trabajadores*, est à mettre en corrélation, sans établir un lien de causalité univoque, avec sa candidature -puis son élection- au poste de secrétaire d'assistance sociale de cette centrale.

Avant d'aller plus loin, nous devons formuler un questionnement auquel nous tenterons de répondre à la fin de cette sous-partie. Nous pouvons raisonnablement supposer que les liens d'interconnaissance et de redevabilités mutuelles et réciproques qui lient des agents tels que Federico Tonarelli et des dirigeants syndicaux prennent du temps à se construire. Par conséquent, nous pouvons déduire que la possibilité d'intégrer la *CTA* au poste qu'il occupe actuellement aurait pu se matérialiser avant l'année 2018. Nous pouvons alors nous interroger sur l'existence d'éléments contextuels qui poussent les dirigeants d'OPR à revoir leurs stratégies politiques et leurs alliances.

Si nous devons reformuler cette question de manière incorrecte et en termes barbares, nous pourrions nous demander : « pourquoi n'est-ce pas arrivé avant ? ». Cette formulation comporte en elle l'erreur selon laquelle un phénomène doit nécessairement se produire et nous pousse à chercher les causes pour lesquelles il ne se produit pas. L'erreur consiste à affirmer sans équivoque qu'en l'absence de certaines barrières, le phénomène doit avoir lieu. Or, c'est indémontrable. C'est pourquoi nous ne cherchons pas à faire cela ici. Au contraire, nous introduisons les questionnements que nous avons vus dans le but d'avancer par la suite l'élément qui explique comment Tonarelli obtient un poste à la *CTA* et ce que cela signifie en termes d'un certain type de stratégie politique qui se décline ici de la manière qu'autorise son parcours qui s'inscrit lui-même dans une succession de rapports de forces passés et présents. Autrement dit, si Tonarelli se tourne à ce moment-là vers la *CTA*, c'est parce que sa position objective au sein de l'espace de représentation des ERT, couplée à ses réseaux d'interconnaissances n'autorisent probablement pas autre chose de très différent.

Avançons un élément contextuel supplémentaire avant de réaliser une synthèse de ce que nous tentons d'analyser ici.

Le 21 février 2018, le syndicat de camionneurs dirigé par Hugo Moyano, qui occupe également une place au sein du triumvirat de la CGT, appelle à manifester sur l'avenue la plus large du pays, la *9 de julio*, qui s'étend sur quatorze voies et enrobe le célèbre obélisque en plein centre-ville. Les mots d'ordre ressemblent fortement à ceux que reprend Palazzo quelques mois plus tard au stade de *Ferro* lorsqu'il lance officiellement la *Corriente Federal*. Il s'agit de s'opposer à court terme à la gestion néolibérale de la crise de la part du gouvernement et plus précisément de enrayer la hausse indiscriminée du coût d'accès aux services publics élémentaires, phénomène que les Argentins nomment *tarifazo*. Cette « attaque contre la poche des travailleurs »⁴²⁰ constitue par ses effets matériels extrêmement concrets un facteur potentiellement fédérateur pour toutes les personnes qui vivent de leur travail en Argentine.

La manifestation s'avère être un succès pour les organisateurs. Aux côtés des camionneurs se trouvent des dizaines d'organisations politiques et syndicales recouvrant la quasi-totalité des sensibilités politiques de ce que nous pourrions appeler « le camp populaire » selon la réflexion menée précédemment. Mais encore, des dizaines de milliers de personnes auto convoquées accompagnent les travailleurs syndiqués ce jour-là. La *9 de julio* est noire de monde. Les immenses bannières des différentes organisations délimitent clairement l'espace entre différents groupes de militants, ce qui donne un aperçu des rapports de forces qui règnent entre elles, selon la position qu'elles occupent sur le goudron.

Cette capacité mobilisatrice permet alors aux dirigeants de la CGT de lancer la *Multisectorial 21F*, qui est à distinguer de celle que nous avons mentionnée précédemment

En outre, les organisations auxquelles se rapproche la *Corriente Federal* hormis la *Facta* sont les suivantes⁴²¹ : la *Mesa de Unidad de Entidades Pymes (MNUP)*⁴²² *FECOOTRA*⁴²³, *Facta*,

⁴²⁰ Cette expression est omniprésente dans les discours engagés en Argentine en 2018 lorsqu'il s'agit de nommer autrement le *tarifazo*.

⁴²¹ Si je n'ai pas pu assister à cette réunion, l'article de Michetti dans le média *Sindical Federal*, « La Corriente Federal se reunió con Mesa de Unidad PyME y entidades cooperativas » rend compte des organisations présentes. Consultable ici : <https://sindicalfederal.com.ar/2020/07/21/la-corriente-federal-se-reunio-con-mesa-de-unidad-pyme-y-entidades-cooperativas/>

⁴²² Il s'agit d'un regroupement de petites et moyennes entreprises tournées vers le marché intérieur et par conséquent particulièrement touchées par la crise.

⁴²³ Fédération de coopératives de travail. Comme son nom l'indique, il s'agit d'une fédération non pas nécessairement tournée vers les ERT en général mais plus largement vers les coopératives de travail.

*CNCT*⁴²⁴ et *FEDECABA*⁴²⁵. Nous pouvons constater qu'elles s'insèrent davantage dans la mouvance de l'économie sociale et solidaire et du coopérativisme que dans celle plus spécifique des ERT, dont nous nous attelons à montrer l'appartenance au mouvement ouvrier argentin.

Une autre question demeure, que nous pouvons formuler de plusieurs manières. En effet, nous pouvons nous demander, si nous considérons que la *Facta* est une OPR propre au milieu des ERT, alors sur quelles bases est possible un tel rapprochement avec des organisations ne sont pas propres à ce milieu ? Ou encore, les organisations propres à l'ESS argentines considèrent-elles que les ERT font partie du mouvement coopératif, avec les valeurs politiques que celui-ci charrie, qui sont sensiblement proches du courant socialiste ? Ou bien, la *Facta* n'est-elle pas uniquement une OPR propre au milieu des ERT mais intègre également des coopératives qui ne sont pas comptabilisées comme des ERT malgré le fait que son siège soit jusqu'en 2020 l'hôtel *BAUEN* ? Nous voulons montrer à travers ces questions -dont la réponse est à venir immédiatement après le développement qui suit- que l'enjeu définitionnel est essentiel car y est associé une dimension performative conséquente. En effet, appartenir à une confédération et se rapprocher d'un courant du syndicalisme groupé au sein de la CGT peut apporter une légitimité importante, un réseau et des financements pour les différentes ERT qui intègrent la *Facta*. En outre, ses dirigeants sont propulsés sous le feu des projecteurs et acquièrent une visibilité publique qu'elles et ils n'auraient pas eu autrement.

L'extrait d'entretien suivant peut nous éclairer considérablement sur les bases sociales qui rendent possible ce rapprochement. Notons en effet que le *MNER* ou le *MNFRT* sont totalement absents de telles discussions.

Je me trouve avec Federico Tonarelli dans les locaux du *BAUEN*. Nous marchons dans les couloirs de l'étage administratif tandis qu'il me montre où sera mon bureau pour la journée suite à ma proposition d'aider l'ERT avec sa comptabilité. Si ma mission est d'évaluer précisément le coût des repas et des chambres vides afin de les comparer aux chambres occupées -j'apprendrai plus tard que l'enjeu de savoir combien de chambres il faut maintenir

⁴²⁴ Confédération nationale de coopératives de travail. La *CNCT* regroupe la quasi-totalité des fédérations de coopératives de travail. En plus de constituer potentiellement un organe de négociation vis-à-vis des pouvoirs publics, il s'agit également de l'un des deux grands allocateurs de ressources monétaires (*unidad ejecutora*) aux travailleurs qui s'insèrent dans le programme *Argentina Trabaja*. Dans la mesure où ce dernier fait appel à la forme coopérative pour créer des emplois notamment dans la construction de logements, les dirigeants de la *CNCT* voient un intérêt matériel concret à être en position d'orienter une partie de ces flux. L'autre *unidad ejecutora* n'est autre que la *CTEP*.

⁴²⁵ Fédération de coopératives et autogérées de Buenos Aires. Notons la présence du « et », qui montre que l'on distingue une coopérative d'une « autogérée », qui est ici synonyme d'ERT.

en état de marche divise l'assemblée et s'inscrit dans des oppositions plus anciennes-, Tonarelli prend tout de même le temps de me montrer les différentes installations de l'hôtel pour la première fois depuis le début de mon terrain. J'interprète cela comme un gage de confiance assez avancée de sa part envers moi. Lorsque nous marchons, j'aborde la question de l'assemblée constituante de la *Facta*, concomitante à celle de son élection en tant que président de cette fédération. Je suis alors au courant des accusations que portent certains anciens dirigeants évincés qui accusent les nouveaux, dont Tonarelli fait partie, d'avoir manipulé l'élection avec de « fausses ERT » dont les représentants sont venus de la province de Salta pour voter à Buenos Aires. En effet, peu d'ERT existent à Salta selon les statistiques dont je dispose. Se pose alors la question de la classification de ces ERT du nord du pays, ainsi que plus généralement de l'objet que la *Facta* regroupe. Federico Tonarelli déclare alors :

« Tu sais, à la *Facta* on n'a pas que des *recuperadas*⁴²⁶. Il y a aussi pas mal de coopératives qui ne sont pas des entreprises récupérées.

- Mais selon les statistiques de Ruggeri la *Facta* était l'organisation majoritaire chez les ERT en 2015.
- Oui ça c'était en 2015, les choses ont beaucoup changé depuis.
- Qu'est-ce qui a changé ?
- La crise, c'est très démobilisant. Et le fait de participer à une fédération comme la nôtre demande du temps et de l'énergie, chose que les camarades n'ont pas nécessairement en ce moment, je pense qu'il y a un grand découragement ».

Avant d'aller plus loin, remarquons que les OPR de première génération prennent de l'ampleur précisément durant les crises tandis qu'elles sont en perte de vitesse durant les périodes de relatif rétablissement économique, comme celle qui s'étend de l'année 2003 à l'année 2015.

La force explicative des arguments qu'avance Tonarelli, dont le point de vue est nécessairement situé, n'est pas totale dans la mesure où nous pouvons raisonnablement supposer que si la *Facta* est en perte de vitesse, elle n'est plus suffisamment puissante pour répondre aux demandes de ses adhérents. Nous pourrions y voir un cercle vicieux et supposer que c'est parce que la *Facta* perd des adhérents qu'elle est en perte de vitesse et que par conséquent elle ne peut plus répondre aux besoins de ceux-ci comme elle le faisait en 2015. Si nous en restions là nous ne pourrions expliquer l'origine de ce recul. En effet, cela reviendrait à ignorer un facteur

⁴²⁶ La traduction de *recuperadas* est « récupérées ». Il s'agit là de l'un des raccourcis les plus courants pour nommer les entreprises récupérées par leurs travailleurs.

contextuel essentiel, qui n'est autre que le changement de gouvernement en 2015 et la perte de réseaux de cette OPR au sein du champ politique.

Si nous l'avons déjà mentionné précédemment -notamment en début de chapitre-, l'arrivée au pouvoir du PRO⁴²⁷ représente un élément contextuel qui impacte en profondeur les relations de coopération et de concurrence qui règnent entre les dirigeants du mouvement ouvrier. Le phénomène d'homologie structurale entre les champs, notamment lorsque nous prenons en compte le sous-champ des ERT et les champs politique et syndical nationaux, nous permet de comprendre que ce qu'il se passe par exemple au sein du champ syndical a un impact direct ou indirect au sein du milieu de la représentation politique des ERT. Dans le cas de la *Facta* par exemple, la perte de réseaux d'interconnaissances au sein de l'assemblée nationale et du sénat du fait du renouveau législatif produit un isolement dangereux pour la survie de l'organisation qui ne peut qu'être comblé par une réorientation explicite de ces réseaux. Autrement dit, la *Facta* se doit de se tourner vers le champ syndical, notamment vers les secteurs politiquement et idéologiquement compatibles -rappelons que Tonarelli provient de la branche du socialisme compatible avec le péronisme- afin de rompre son isolement. Si elle était l'OPR majoritaire en 2013 (Ruggeri, 2014), elle n'est plus que l'ombre d'elle-même quatre ans plus tard.

En ce sens, le recul de la *Facta* sur le plan de la représentation des ERT s'explique notamment par la perte de sa capacité à allouer des ressources, conduire des conflits et prêter main forte aux travailleurs en lutte, notamment durant les premières étapes du conflit.

2.1 *Adan Buenos Ayres*, la librairie en lutte, signe d'une *Facta* en perte de vitesse.

Le conflit mené par les travailleurs de la librairie *Adan Buenos Ayres* sur l'année 2017-2018 illustre cela.

Je me trouve au sein des installations de l'hôtel *BAUEN* lors de la semaine qui précède la I^{Ve} rencontre internationale de l'économie des travailleurs, dont la plus grande partie se déroule à Pigüé. Cette semaine est toutefois composée de nombreux événements et pré-réunions à laquelle assistent des travailleurs en détresse qui ont l'intention de se rapprocher de la *Facta* en

⁴²⁷ Propuesta Republicana (PRO) est le parti de Mauricio Macri qui intègre le front électoral *Cambiamos* en 2015.

vue d'entamer le processus de récupération de leur lieu de travail. Dans le cas d'*Adan Buenos Ayres* c'est à la suite d'une fraude patronale.

Lors de l'une de ces assemblées, qui se tient au sein d'un amphithéâtre situé au premier étage de l'immense hôtel, une jeune femme prend la parole. Les visages du groupe qui l'accompagnent sont fermés. J'apprends plus tard que les deux personnes les plus âgées du petit groupe sont ses parents, qui ne font pas partie directement du conflit qui les oppose au patron. L'intervention de la jeune femme, que je n'ai pas enregistrée, est un appel à l'aide. L'assemblée l'applaudit et Tonarelli prend la parole pour répondre qu'une discussion en tête à tête s'ensuivra afin de trouver une solution à leur problème.

Je comprends rapidement que j'assiste potentiellement à la genèse d'un conflit qui peut déboucher sur la création d'une ERT. Je n'ai eu jusqu'alors aucune possibilité de suivre cela directement, l'essentiel de mes entretiens auprès de travailleurs autogérés se font après la constitution de l'ERT et je ne peux que recueillir des récits sur cette étape-là. Je tente d'assister à la conversation entre Tonarelli et le groupe suite à leur échange dans l'assemblée. Celui-ci a lieu de manière très informelle dans le hall de l'hôtel. Beaucoup de monde se trouve là et le brouhaha est incessant. Ma seule chance d'assister à la conversation est tout simplement de faire irruption au sein du cercle qu'ils forment. Je ne saisis pas cette chance. Je parviens toutefois à échanger rapidement avec Lucia, qui a pris la parole lors de l'assemblée. J'ai la chance qu'elle soit en train d'apprendre le français et que je représente pour elle à ce moment-là un interlocuteur extra-scolaire dans cette langue. Je lui dévoile ma position de chercheur ainsi que le sujet de ma thèse. Nous échangeons nos coordonnées afin que je puisse aller sur le lieu du conflit, qui se trouve à deux rues du *BAUEN*.

Je m'y rends dès le lendemain. Je retrouve les mêmes personnes que j'ai pu apercevoir la veille, ainsi que Lucia, qui fait les présentations. Le groupe se trouve sur le trottoir face au store baissé de la librairie qu'ils n'ont pas réussi à occuper. Ils se trouvent donc en situation « *d'acampe* » en dehors du lieu de travail. Sans occuper les lieux, les chances de victoire diminuent.

La bonne entente est immédiate. Sa mère est uruguayenne. Ayant vécu six ans à Montevideo, nous avons immédiatement de quoi échanger les premières minutes de conversation. Je me fais offrir un maté. Je l'accepte sans hésiter, la pandémie de covid-19 n'existe pas encore. La chaleur de la boisson contraste avec le froid hivernal portègne.

Je demande à Lucia de me raconter en détails leur combat. Derrière nous se trouve le rideau de fer baissé, que le groupe a recouvert d'affiches expliquant les grandes lignes. Certaines d'entre elles incluent une photo et le nom du patron frauduleux.

Elle me tend un tract, rédigé par ses soins.

« Ici tu as l'explication générale mais je t'explique en détails si tu veux.

- Je veux bien si ça ne te dérange pas.
- On est là pour ça, on a besoin de visibiliser le conflit.
- Je peux enregistrer l'entretien ?
- Oui.⁴²⁸
- Merci. Voilà, c'est allumé.
- D'accord. En 2016 l'entreprise classique, la SARL *Adan Buenos Ayres* était proche de la faillite. Je n'y travaillais pas encore à ce moment-là, je suis arrivée il y a un peu plus de six mois. Les camarades se sont vus proposer un *deal*. De Vita, le patron, leur a proposé de former une coopérative avec lui pour sauver les postes de travail.
- Mais ce n'est pas illégal ce genre de pratiques ?
- Si, justement mais c'était assez flou, tu vas voir. Je me fais embaucher il y a six mois, à la SARL avec déjà cette promesse de passer sous statut d'associée de la future coopérative. De Vita possédait le fonds de commerce et il a promis de le mettre à disposition de la coopérative pour constituer le capital initial. Il inscrit la coopérative à *l'INAES*, jusque-là tout va bien. C'est à ce moment-là que tu as dû entendre parler d'*Adan* pour la première fois j'imagine ?
- J'avoue que non, j'étais en France aussi. Pourquoi ?
- Parce qu'il y a eu une grosse campagne de presse et d'appel à la solidarité. De Vita est passé dans beaucoup de médias pour raconter son histoire et comment la coopérative allait sauver les postes de travail. Et grâce à ça il y a eu un gros mouvement de solidarité pour sauver la librairie, qui est assez connue à Buenos Aires. Donc tu avais des queues de trois-cents mètres de gens qui venaient acheter des livres, et c'est la solidarité des gens qui a sauvé la boîte. Mais entre temps on apprend que De Vita vend le fonds de commerce dans notre dos, ce qui veut dire que la coopérative partait sans aucun capital initial et on allait probablement se retrouver à la rue. Tu vois ce que ça implique ?

⁴²⁸ Les premiers échanges avant l'activation de mon dictaphone sont retranscrits de mémoire et ne sont par conséquent pas retranscrits au mot près.

- Plus ou moins...
- Je t'explique. De Vita a inventé toute cette histoire de la coopérative pour avoir plus de temps pour payer ses dettes, car on a aussi découvert qu'il les payait avec notre argent. Avec la coopérative la librairie est encore ouverte, alors que si la SARL coulait il aurait dû la fermer et entamer le processus de faillite. Donc il gagne du temps, il fait travailler des gens qu'il arnaque et entre temps il paye ses dettes personnelles avec l'argent de la coopérative. Et si la coopérative fait faillite ensuite il s'en fout.
- Je vois, c'est plus clair, merci.
- Mais ce n'est pas tout. Un soir, on l'a confronté dans la librairie et il est devenu violent. Il m'a agressée physiquement, c'est pour ça qu'on parle de violences au travail mais aussi de genre. Mon père voulait le tuer, je ne te raconte pas »⁴²⁹.

Dans cet extrait d'entretien sont contenus les principaux éléments du conflit qui oppose les travailleurs de la librairie *Adan* à leur ancien patron. La *Facta* charge dès la semaine suivante son avocat, Daniel Ataliva -spécialisé en droit du travail- d'entrer en contact avec le groupe en lutte afin de réaliser un bilan des voies à explorer au niveau juridique. Cela correspond avec les pratiques usuelles des OPR, qui, même si elles doivent parfois agir en dehors du cadre légal considèrent les marges de manœuvre dont elles disposent pour encadrer un conflit donné, dans la mesure où se pose toujours la question de l'intensité avec laquelle peuvent intervenir les forces de l'ordre en cas d'agissements illégaux.

Les travailleurs d'*Adan* trouvent tout de même le temps long : « On ne sait pas si on doit retourner voir Tonarelli au *Bauen*, on l'a déjà appelé hier et il nous a dit que Daniel était très occupé mais qu'il va venir dans la semaine »⁴³⁰. Cependant, une semaine passée dans le froid -les équipes se relayent dans une tente de camping pour passer la nuit- en situation d'*acampe*, censée empêcher le *vaciamiento*, est perçue comme un laps de temps particulièrement long. Lorsque je n'ai pas d'entretiens à faire ailleurs, je me rends au stand que le groupe a installé face au rideau de fer. Rompus à la communication, les libraires attirent la solidarité des passants. Les dons de livres affluent, ainsi que les clients. Cependant cela ne suffit pas à rémunérer décemment les membres du groupe, qui se trouvent par ailleurs dans l'informalité la plus totale. Les nuits passées sous un balcon aux côtés de personnes sans domicile fixe sont éreintantes et l'énervement envers la *Facta* se fait sentir.

⁴²⁹ Entretien réalisé auprès de Lucia, membre de la coopérative *Adan Buenos Ayres*, devant les locaux de la librairie éponyme, Buenos Aires, 2017.

⁴³⁰ Propos recueillis auprès d'un membre du groupe en lutte.

Lors de l'un de ces après-midis d'hiver, je demande à deux membres qui tiennent le stand les raisons de leur choix d'OPR :

« Pourquoi vous vous êtes tournés vers la *Facta* ?

- Le *BAUEN* est à côté d'ici, on savait que c'était une récupérée, on est allés voir pour demander conseil et il se trouve qu'ils sont à la *Facta*. Mais on avait aussi entendu parler de Caro, qui a sa propre organisation.
- Et pourquoi ne pas l'avoir appelé ?
- On y a pensé au début, mais après on a appris ce qu'il faisait avec les récupérées, et que Diego Kravetz avait travaillé avec lui. Alors on a dit non, on ne veut rien savoir avec eux.
- Et pourquoi pas le *MNER* de Murua ? Vous connaissez l'*IMPA* ?
- On ne sait pas, oui on connaît mais on est d'abord allés voir au *BAUEN*, pour le moment on reste avec eux mais s'ils ne nous aident pas plus que ça peut-être qu'on ira voir du côté de Murua »⁴³¹.

Si le nom de Kravetz paraît anodin, les enjeux que son énonciation recèlent le sont beaucoup moins. En effet, il s'agit d'un homme politique argentin qui a fait sa carrière principalement dans des postes ou des candidatures au niveau de la province de Buenos Aires. Rappelons qu'à elle seule, celle-ci contient environ un tiers des habitants du pays et que les rapports de forces partisans en son sein se voient souvent projetés au niveau national par nombre d'analystes politiques qui n'hésitent pas à assurer que « celui qui gagne la province, gagne le pays ». Si Diego Kravetz fait carrière dans différents courants du *kirchnerisme*, il intègre la coalition *Cambiamos* dès 2015. Suite à la victoire de Macri, il se voit rétribuer cette décision par l'octroi du poste de secrétaire de sécurité du district de Lanus, une subdivision de la province de Buenos Aires. Autrement dit, il est en charge des forces de l'ordre de ce district et applique une politique répressive contre les habitants des bidonvilles qui l'identifient clairement à droite. Depuis, il cumule ce poste avec celui de chef de gouvernement du district de Lanus.

Toutefois, le début de sa carrière politique n'obéit pas à schéma de production *ex nihilo* de capital politique. Autrement dit, il ne sort pas de nulle part. Au contraire, il accumule la légitimité et la réputation nécessaires à sa candidature en tant que législateur de la province de Buenos Aires au sein du milieu de la représentation politique des ERT. Il s'engage en tant

⁴³¹ Entretien réalisé auprès de deux membres du groupe de libraires en lutte, Buenos Aires, 2017.

qu'avocat proche des travailleurs en lutte au sein du « groupe de Caro », puis au *MNFRT* une fois produit le processus de scission-constitution qui donne naissance à cette OPR. Une fois les réseaux constitués, il quitte le *MNFRT* pour intégrer pleinement le champ politique. Si ces cas de transferts ou de passages du milieu des ERT vers le champ politique sont souvent perçus comme des utilisations de la lutte des travailleurs comme tremplin vers une carrière politique, ils ne sont pas tout à fait marginaux. Ce qui scandalise la plupart des membres des ERT au sujet de Kravetz, c'est son revirement idéologique apparent, dans la mesure où il passe du camp des travailleurs en lutte, à celui qui les réprime.

Le fait d'avoir intégré dans son équipe rapprochée un tel personnage éveille la méfiance du groupe de libraires en lutte vis-à-vis de Caro et du *MNFRT*. Cela explique également en partie que la *Facta* leur apparaisse comme l'OPR la plus à même de leur fournir un cadre satisfaisant.

Lorsque je retourne devant la librairie fermée, l'ambiance est tendue. Lors de la nuit précédente les veilleurs ont aperçu un camion de transport de marchandises tenter de se garer en face. Lorsqu'ils se sont montrés, le camion a redémarré et est parti. Le groupe se trouve alors menacé par l'imminence de la tentative de *vaciamiento*. Sans la marchandise que contient la librairie, leur projet de récupérer le contrôle sur la coopérative est vain. Je signifie ma volonté de les aider physiquement et en prévenant du monde si une situation de tension venait à se produire.

Celle-ci se produit le lendemain, alors que je me trouve dans les locaux du *BAUEN*, précisément à une réunion entre le groupe de libraires et la *Facta* dont le but est de déterminer un plan d'action.

L'arrivée de De Vita à la librairie précipite la prise de décision. Les assistants à la réunion sont prévenus par l'appel de l'un de leurs camarades qui leur notifie que De Vita vient de s'enfermer dans la librairie.

Nous nous y rendons immédiatement, accompagnés de l'avocat de la *Facta*, Daniel Ataliva, dont la corpulence lui permet de jouer un rôle déterminant par la suite. Les affiches arrachées au niveau de la petite porte trahissent la présence de quelqu'un à l'intérieur des locaux. Le groupe de travailleurs tente de faire sortir leur ancien patron en l'invitant à discuter mais ils n'obtiennent que son silence pour réponse. Les forces de l'ordre arrivent. Six agents en gilet pare-balles sortent de leurs voitures de police aux gyrophares éblouissants. La nuit est tombée. Il fait froid. Les porte-parole du groupe engagent une discussion avec les policiers. Je réussis à écouter la teneur de leur conversation. Les agents de police préviennent le groupe que s'ils tolèrent déjà la présence du campement et du stand informel, ils s'attendent à ce que ces derniers

ne tentent aucune action illégale supplémentaire. Si cette indulgence apparente peut paraître surprenante, elle est à remettre dans le contexte social du pays. En pleine crise économique, les campements informels de familles entières à peine expulsées de leur logement se multiplient, ainsi que les conflits qui opposent les travailleurs à leurs patrons. Le coût politique de réprimer systématiquement des manifestations de détresse et de misère si criantes et si massives n'est pas anodin, notamment à quelques semaines des législatives. Il est alors fort probable que les forces de l'ordre aient reçu ordre de faire preuve d'une certaine tolérance.

Vers 20h, De Vita accepte d'entrouvrir la petite porte. Le ton monte rapidement entre celui-ci et Ataliva. Face à la tentative de De Vita de refermer la porte au nez de ses interlocuteurs, Ataliva passe son pied dans l'encolure de la porte et empêche le geste du premier. Suite à cela, Ataliva force l'entrée de la librairie, et s'y engouffrent à tour de rôle l'avocat de la *Facta*, le père de Lucia et un autre membre du groupe en lutte. La porte se referme derrière eux. Je viens d'assister à ce qui peut constituer l'une des étapes clés dans la constitution d'une ERT, à savoir une première tentative d'occupation des locaux.

Le bruit incessant des bus, des camions et des voitures qui passent par l'avenue *Corrientes* rend impossible toute fuite de la conversation qui se tient à l'intérieur. De notre point de vue, l'attente semble se faire dans le silence le plus total. Si la police revient et que De Vita tente de dire que des intrus ont fait irruption par la force au sein d'une propriété privée, les agents risquent d'embarquer tout le monde. La question qui se pose pour le chercheur est alors celle du degré d'engagement avec son terrain. Prendre la fuite pour éviter la répression signifie aussi de passer pour quelqu'un qui a peur aux yeux des libraires, ce qui risque de couper le lien de confiance que j'ai réussi à établir. D'un autre côté, rester en revient à prendre le risque de finir au commissariat et éventuellement de subir des violences policières dans un pays où le seuil d'acceptation de ces dernières est bien plus élevé qu'en France.

Fort heureusement, rien de tout cela ne se produit. La petite porte s'ouvre à nouveau. Tout le monde sort de la librairie, excepté De Vita, qui referme la porte. Suite à cela, l'avocat de la *Facta* nous dit : « cet homme est fou, c'est un connard », ce qui laisse entendre que toute négociation apaisée avec lui semble impossible. Ataliva promet au groupe une réunion très prochainement puis quitte les lieux.

Lorsque je retourne voir les libraires, le stand a pris de l'ampleur. La générosité des donateurs ainsi que le processus de vente-achat-vente semble porter ses fruits. Toutefois, ils n'ont aucune nouvelle de la *Facta*. Les jours qui suivent, sans que des responsables de cette OPR ne trouvent

le temps de recevoir les travailleurs en lutte semblent entériner leur isolement. Comme nous l'avons vu dans la première partie, il existe un certain nombre de créations d'ERT qui se produisent en dehors de l'encadrement plus ou moins explicite d'une OPR. Parfois la simple solidarité des voisins et d'autres travailleurs suffit sans que celle-ci ne s'organise nécessairement au moyen des réseaux constitués d'une OPR donnée.

Je prends l'initiative d'aborder le sujet lors de ma rencontre suivante avec Tonarelli, qui prend très souvent le temps de parler avec moi malgré un emploi du temps extrêmement chargé -il m'accorde souvent quelques minutes entre une réunion avec les travailleurs du *BAUEN* et un entretien avec la presse.

Tonarelli me raconte ce qu'il fait ce jour-là. De nombreuses réunions concernant la lutte contre le *tarifazo* l'attendent, puis nous parlons de « la crise », qui rythme le quotidien de millions de travailleurs dans le pays.

« En parlant de la crise et de faillites, que penses-tu *d'Adan* ? »

L'expression qu'arbore à ce moment-là le visage de Federico est, comme je le note juste après l'entretien dans mon carnet « typiquement argentine ». Je ne peux que tenter de rendre compte de la signification qu'aurait son équivalent en France. Il s'agirait d'exprimer une gêne issue de la difficulté de la chose dont on traite. Federico me répond : « *Adan* c'est compliqué. Ils n'ont pas le local, ils n'ont pas réussi à occuper les lieux. Les murs appartiennent à quelqu'un d'autre et il n'est pas très convaincu par la coopérative apparemment »⁴³².

J'interprète ses paroles comme un aveu de défaite et je ne cherche pas à aller plus loin. Je ne partagerai jamais cette information avec le groupe en lutte, même si le doute me ronge encore sur ce que j'aurais dû faire. Le chercheur doit-il rester le plus neutre possible et se poser en simple observateur ou a-t-il le droit d'agir sur son propre terrain, quitte à modifier par son action la réalité qu'il observe ? Mais encore, cette dernière ne se modifie-t-elle pas du seul fait de sa présence, ce qui romprait avec une approche réaliste de la même et rendrait celle-ci relationnelle, dialectique et co-construite ? Si j'ai changé de posture plusieurs fois à ce sujet au cours de mes années de thèse -mais aussi au cours des années qui les ont précédées-, je n'ai jamais osé faire de la recherche action participative à la Orlando Fals Borda (1987). Tout d'abord par manque de formation, mais aussi car je sais par expérience que ce positionnement

⁴³² Entretien réalisé auprès de Federico Tonarelli, Buenos Aires, 2017.

méthodologique -basé sur un positionnement épistémologique- est assez minoritaire au sein du champ scientifique français.

Le froid et la fatigue finissent par gagner le groupe. Au bout de quelques semaines il lève le stand sans pour autant abandonner leur combat. Je reste en contact avec eux, grâce à quoi j'apprends que son combat pour la constitution d'une coopérative de travail continue. Leur projet est validé auprès de l'*INAES*, qui tarde tout de même quelques mois à leur donner une licence officielle.

Depuis lors, je suis leurs agissements sur les réseaux sociaux et j'échange sur les réseaux sociaux avec Lucia, qui me donne régulièrement des nouvelles. La coopérative est devenue une librairie en ligne, en l'attente de trouver un local. Les mesures sanitaires très strictes mises en place par le gouvernement d'Alberto Fernandez favorisent *in fine* cette forme-là, qui n'était initialement qu'un pis-aller mis en place pour remédier à une situation de crise aigüe. Néanmoins, si je ne dispose pas du bilan comptable de la coopérative, je sais toutefois que la plupart de ses membres doivent également travailler ailleurs et que celle-ci ne génère pas suffisamment de revenus pour en faire l'équivalent de salariés à plein temps.

Mettons fin à ce récit et rappelons les raisons de sa présence ici. Il s'agit d'incarner dans un exemple concret la perte de capacité à mener des conflits de la *Facta*. Les raisons qu'avance Tonarelli peuvent se lire comme un aveu de faiblesse de la part d'une OPR dont le siège est constamment au bord du délogement de la part des forces de l'ordre. Lorsque celui-ci avance le fait que les travailleurs n'ont pas pu occuper le local comme raison pour laquelle la *Facta* ne peut rien faire, nous pourrions en toute logique rétorquer que l'occupation physique et illégale du local est précisément l'un des rôles que peut jouer l'OPR à travers l'action de ses membres.

Durant le processus d'*acampe* des travailleurs d'*Adan*, j'ai également l'occasion de me rendre à l'*IMPA* et d'échanger avec des membres actifs du *MNER*. Lorsque je parle de cela à l'une des membres de cette OPR, elle interpelle Murua, qui passe par la salle dans laquelle nous nous trouvons à ce moment-là. Ce dernier répond : « Bien sûr, qu'ils viennent nous voir et on verra comment on trouve une solution ».

Si sa réponse est marquée par une certaine réserve, cela s'explique au moins pour deux raisons. La première est que les membres expérimentés du *MNER* savent pertinemment qu'avant d'agir il faut disposer d'une connaissance assez poussée du dossier. Il est impossible d'engager l'OPR dans un conflit dont les membres ne connaissent pas les tenants. L'autre raison, qu'il ne faut pas négliger, est que si le *MNER* semble disposer de plus de ressources matérielles et

symboliques que la *Facta*, son arsenal n'est pas illimité. Les engager dans un conflit comporte aussi un coût, qui augmente si le conflit est déjà encadré par une autre OPR. Autrement dit, le *MNER* n'a pas intérêt, sauf dans le cas d'une demande expressément formulée de la part des travailleurs en lutte, à venir « concurrencer » la *Facta* sur son terrain et ainsi envenimer davantage les relations entre ces deux OPR.

3. Le rapprochement des OPR vers un champ particulier remet-il en cause leur autonomie ?

Si nous pouvons voir à travers l'exemple d'*Adan*, mais aussi à travers les extraits d'entretien retranscrits plus haut que la *Facta* est en perte de vitesse, nous pouvons mettre en relation ce fait avec le rapprochement de l'OPR vis-à-vis du champ syndical. Nous pourrions être tentés de conclure qu'en l'absence de capacité à mener des conflits et à répondre aux besoins immédiats des travailleurs en lutte, les OPR propres aux ERT se meuvent dans un espace dont l'autonomie vis-à-vis du champ syndical n'est qu'assez limitée.

Or, l'inverse se produit durant l'étape kirchnériste, dans la mesure où la *Facta* fonde sa grande capacité à mener des conflits précisément sur ses rapports privilégiés avec un secteur dominant du champ politique, les députés du *FPV*. Autrement dit, sa forte capacité à mener des conflits se base sur une autonomie réduite vis-à-vis d'un autre champ, que met en évidence la chute de cette OPR suite au changement de gouvernement.

La question qui doit alors se poser est de savoir si les conclusions que nous pouvons tirer pour la *Facta* en matière d'autonomie peuvent se généraliser à l'ensemble de l'espace de la représentation politique des ERT. Autrement dit, peut-on affirmer que le *MNER* par exemple subit le même processus et les mêmes contraintes, ou bien cette OPR, du fait de sa position historiquement construite, se distingue-t-elle de la *Facta* sur cet aspect ? Le *MNER* fait-il preuve d'une autonomie relative plus importante que la *Facta*, et si oui, cela dépend-il des périodes données ? Mais encore, si nous répondons par l'affirmative, que pouvons-nous affirmer sur l'espace de la représentation politique des ERT ?

3.1 Le parcours des principaux dirigeants : aspect révélateur du caractère relatif de l'autonomie de l'espace de la représentation des ERT et de la nature du type de capital pertinent.

Avant de conclure trop rapidement que l'espace de la représentation politique des ERT, malgré son processus d'autonomisation subie lors d'un premier temps ne constitue pas un espace autonome des champs syndicaux et politiques, ce qui renforcerait l'idée selon laquelle le phénomène que nous observons appartient pleinement au mouvement ouvrier argentin, analysons la stratégie du *MNER* durant la période 2015-2019. Notons ici, qu'au-delà des stratégies de chaque OPR, contraintes par l'état des rapports de forces qui impactent leurs dirigeants sur le plan individuel ainsi que l'OPR prise dans son ensemble -deux aspects qui sont bien des fois liés, le dirigeant est légitimé si l'OPR est puissante- un autre élément, maintes fois énoncé au cours de cette thèse, vient compléter l'analyse de l'autonomie relative de l'espace de la représentation politique des ERT sur un autre plan. Il s'agit là des parcours des dirigeants. Comme nous l'avons déjà vu, certains se construisent dans la lutte même pour la récupération de leur source de travail (l'entreprise, l'usine) mais d'autres, notamment ceux qui demeurent au premier plan, sont issus de positions subalternes des champs syndicaux et politiques. Que Murua soit issu du champ syndical, Tonarelli et Caro du champ politique, leur seule reconversion réussie témoigne non seulement d'une homologie structurale entre ces différents espaces sociaux mais aussi d'un certain rapprochement qui rendent possibles de telles passerelles. En d'autres termes, nous pouvons envisager que la reconversion de ces dirigeants ne témoigne pas nécessairement d'une conversion de capital pertinent dans une autre espèce de capital, mais plutôt une conversion entre deux sous-espèces de capital, dont tout semble montrer qu'il s'agit de capital politique, décliné donc sous différentes formes. D'autre part, cela peut également expliquer leur motivation personnelle à vouloir se rapprocher, lorsque la situation le leur permet, soit du champ dont ils proviennent, soit de celui au sein duquel ils envisagent également une reconversion.

4. L'isolement relatif du *MNER* augmente sa marge de manœuvre.

Nous avons vu dans la précédente sous-partie que l'hégémonie de la *Facta* au sein de l'espace de la représentation politique des ERT se produit notamment durant l'étape *kirchnériste*. C'est d'autant plus vrai que cette OPR est créée avec le soutien du gouvernement Kirchner. Durant cette même période, le *MNER* ne fait que perdre des positions, au point de réduire ses activités au strict minimum vers la fin des années 2000.

Lorsque je commence mon terrain fin 2015 -rappelons qu'il s'agit là du terrain exploratoire sur lequel j'ai basé mon mémoire de Master 2- le *MNER* entame un processus de reconstruction et adopte une stratégie jusqu'alors assez contraire à celle de la *Facta*. Si les velléités se sont tariées vis-à-vis du *kirchnérisme*, l'OPR demeure dans une position d'opposition au gouvernement et en paye les conséquences sur un plan matériel immédiat. Le *MNER* ne peut négocier que très peu de financements et aider à obtenir que très peu de crédits productifs pour les ERT qui l'intègrent, ce qui pousse nécessairement une grande partie d'entre elles vers d'autres OPR, qu'elles soient nationales ou sectorielles.

Cet isolement relatif pousse le petit groupe qui compose alors le *MNER* à se tourner vers des stratégies que l'on peut qualifier de « novatrices », auxquelles se mêlent plus tard des alliances avec l'expression la plus organisée des mouvements de travailleurs informels en Argentine, à savoir la *CTEP*, puis la *UTEPA*. Nous verrons ce dernier élément par la suite. Avançons toutefois qu'il est essentiel pour comprendre la manière dont le *MNER* réussit à intégrer l'appareil d'Etat en 2019 à travers la nomination de Murua au poste de secrétaire des entreprises récupérées. Avançons également qu'il serait illusoire d'y voir uniquement un processus *bottom-up* où la lutte des travailleurs organisés force la main d'un gouvernement de type « ouvert » et obtient par cette nomination une victoire sans précédents. Le gouvernement de Fernandez, tout comme ceux des époux Kirchner met en place des stratégies de cooptation qui ne dupent personne dans l'espace de la représentation des ERT. La preuve la plus flagrante de cela est que Murua les dénonce lors de nos entretiens en 2015. Nous pouvons alors supposer que se met en place une lutte où chaque part joue ses cartes en espérant tirer le meilleur bénéfice possible, que ce soit au niveau personnel et/ou au niveau de l'organisation que le représentant incarne.

Revenons à l'analyse des stratégies que met en place le *MNER* durant la période que nous avons évoquée.

4.1 La monnaie *Par*, le « *bitcoin* populaire » des entreprises autogérées comme stratégie de légitimation du *MNER*.

Mon retour en Argentine se fait dans un contexte très différent à celui qui avait marqué mon terrain de 2015. En 2017, Macri est à mi-mandat, et la plupart des choses que craignaient les travailleurs qui n'ont pas voté pour lui en 2015 sont en cours de réalisation, comme nous l'avons détaillé dans l'introduction de ce chapitre. Je renoue très rapidement mes liens avec *l'IMPA*, le

siège du *MNER*. J'essuie plusieurs ajournements de dernier moment de mon entretien avec Murua, ce qui me permet toutefois de m'entretenir avec d'autres membres du *MNER* de manière plus informelle dans la mesure où je me trouve sur place lors des ajournements en question. Lorsque celui-ci dispose enfin d'un moment à m'accorder, s'ensuit un entretien-fleuve de plus de deux heures au cours duquel je découvre la monnaie *Par*. Nous abordons spécifiquement le passé récent du *MNER*. Murua commence par m'expliquer les difficultés rencontrées, qui ne diffèrent que de très peu de celles rencontrées par les ERT qui composent d'autres OPR : « Avec le *tarifazo* on vit une situation critique. Les factures de gaz et d'électricité, rien que ça, parfois ça représente la moitié des coûts totaux d'une coopérative.

- Comment faites-vous alors ?
- Alors on ne paye pas, c'est simple. Mais les dettes s'accumulent.
- Et comment allez-vous faire pour ne pas les payer ?
- On va essayer de négocier, de faire durer la chose le plus longtemps possible. Si tu es le seul à ne pas payer, tu es mort. Mais cette situation touche absolument toutes les petites et moyennes entreprises du pays, et elle nous touche nous, les *recuperadas*, plus durement. Ce que je te racontais sur le Ministère de l'énergie, c'est ça⁴³³. On est obligés de mettre en place des stratégies de lutte, et c'est le fruit de l'organisation en temps de crise. Par exemple, on a mis en place notre propre monnaie alternative ».

Ces dernières paroles provoquent chez moi une avalanche de souvenirs. Mon enfance et les *clubes de trueque*, les *créditos*, les assemblées populaires et la crise de 2001. Puis, les références théoriques, les articles que j'ai lus sur le sujet, sur lesquels j'ai travaillé durant mes années d'étude. Au moment de réaliser cet entretien, je traverse une phase critique dans ma formation académique et politique. Je suis très mitigé sur les possibilités qu'offre la voie purement électorale, même si je me rends bien compte qu'y renoncer peut participer à empirer les conditions matérielles d'existence de millions de travailleurs. Or, je m'intéresse tout particulièrement aux monnaies alternatives (Blanc, 2019), dont l'intérêt qu'elles revêtent en termes de réactivation économique en période de crise me paraît transposable à des zones et des périodes plus stables. Cet état d'esprit explique ma réaction à ce que m'apprend Murua : « Comment ça, vous avez une monnaie alternative ici ? Où circule-t-elle ?

⁴³³ Murua fait référence à un autre entretien, collectif cette fois-ci, où il me fait part des stratégies du *MNER* en relation à l'occupation du bâtiment où est logé le Ministère de l'énergie dans le but de forcer des négociations et des exemptions de paiements pour les ERT de l'OPR.

- Oui, c'est une monnaie alternative basée sur la *blockchain* tu connais ? Elle a été créée ici à *l'IMPA* mais elle circule dans un réseau d'entreprises récupérées initialement.
- Mais c'est révolutionnaire !
- [Murua rit un peu amèrement] Oui, si tu veux... »⁴³⁴.

Je regrette d'avoir extériorisé mon enthousiasme une fraction de seconde après l'avoir fait, dans la mesure où cela contredit toutes les recommandations de tous les cours de méthode dont j'ai pu bénéficier au cours de ma formation.

Suite à cela, il propose de me présenter à l'assemblée de la monnaie *Par*, qui se réunit tous les mercredis au sein des locaux de *l'IMPA*. Heureusement pour moi, cet entretien se déroule un mercredi. Lorsqu'il se termine Murua prend le temps de m'accompagner et de me présenter aux membres de l'assemblée. Ces derniers m'accueillent chaleureusement et me permettent de participer à la réunion. C'est à ce moment-là que débute le processus par lequel certains membres du *MNER* finiront par me reconnaître comme un membre de l'OPR.

Au fil des assemblées, qui deviennent par la suite bimensuelles, je parviens à tisser des liens avec les membres qui y assistent, qui se confient de plus en plus souvent à moi sur les dysfonctionnements éventuels du système *Par*. J'assiste également à des débats de fond, qui mettent en confrontation des courants économiques que l'on devine à travers les interventions, ainsi que différentes approches de la monnaie.

Si cela peut donner lieu à une étude approfondie en économie monétaire, comme le montre la thèse en cours de Raphaël Porcherot, ce n'est pas notre objectif ici. Il s'agit plutôt de rendre compte de cette expérience monétaire, d'en expliquer les mécanismes et les enjeux que cela comporte pour une ERT afin de comprendre comment cela s'insère dans une stratégie politique plus large du *MNER*.

4.2 Le *Trueque*, une référence historique pour les classes populaires argentines.

Si nous avons déjà abordé le sujet lors de chapitres précédents, nous nous devons d'approfondir succinctement les questions relatives aux innovations monétaires.

⁴³⁴ Entretien réalisé auprès d'Eduardo Murua dans les locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2017.

Le pays se voit appliquer durant les années 1990 une politique de *currency board*, ce qui rend inévitablement sa balance commerciale durablement déficitaire. Comme nous l'avons vu, ce processus fait pression à la baisse sur le stock de devises détenu par la Banque Centrale. Ce n'est cependant qu'au début des années 2000 que se produit la débâcle financière : « Les dépôts bancaires en *pesos* et en dollars ont diminué pendant toute l'année 2001. Mais à partir du 1er novembre, la fuite devint une ruée, culminant en une hémorragie de 1,3 milliard de dollars pour la seule journée du 30 novembre. Dans cette même journée, les réserves de la banque centrale fondirent de 1,7 milliard de dollars et la base monétaire se contracta d'autant »⁴³⁵. Ce processus aboutit à l'abandon inévitable du *currency board*, ce qui a pour effet une dépréciation drastique du *peso*.

La diminution de la masse monétaire en *pesos*, conséquence du *currency board* et de l'hémorragie de devises aboutit à des ruptures de chaînes de paiement, des faillites en séries, notamment des faillites bancaires. Cela diminue davantage la masse monétaire en *pesos*. Couplé au fait que les dollars leurs sont systématiquement préférés -au point que le gouvernement met d'importantes restrictions sur l'achat de dollars-, il en résulte que la monnaie nationale argentine peine à assurer sa fonction d'intermédiaire des échanges. Ainsi, le manque de liquidités en *pesos* favorise le développement des clubs de troc. Ces derniers, face à la difficulté de la double coïncidence des besoins que suppose précisément le troc ne tardent pas à émettre leurs propres monnaies alternatives sous forme de petits billets tamponnés, les *créditos*.

Pour résoudre ce problème, la plupart des clubs de troc ont recours à l'émission de *créditos* selon différents critères. J'ai l'occasion de m'entretenir avec *Facundo*, un membre du MNER très actif dans le projet Par et qui a été proche des membres fondateurs du premier club de troc, celui de Bernal en 1995. De cette année-là jusqu'à 2002, Facundo participe à la mise en place de différents clubs de troc dans la capitale et sa périphérie rapprochée. Les entretiens qu'il m'accorde me permettent d'obtenir des renseignements de première main sur les différentes scissions et recompositions des groupes qui composent ou pas la *Red Global de Trueque* qui voit le jour en 1996. Les désaccords portent notamment sur les modes d'émission des *créditos* dans chaque club de troc, sur les modes de prise de décision collective au sein de chaque club, et par conséquent sur l'autorisation de conversion ou non et à quel taux de change selon quel mode de calcul des *créditos* du club X par rapport aux *créditos* du club Y. Si ces questions

⁴³⁵ Aglietta, M. (2008). V. Les crises de la globalisation financière. *Repères*, 5, p. 136

peuvent paraître très théoriques et quelque peu éthérées, ce sont en réalité des problèmes concrets que rencontrent les participants de cette économie informelle, qui sont majoritairement des travailleurs formels et informels. En effet, si le club X décide d'octroyer facilement des *créditos* à ses membres afin de générer un choc de demande initial dans le but de fluidifier les échanges et d'activer la production, et que ces derniers s'empressent d'acquérir des *créditos* du club Y ou directement des produits du club Y avec les *créditos* du club X, se pose nécessairement la question du taux de change entre les *créditos* X et Y, dans la mesure où dans ce cas de figure, les membres du club X pourraient acquérir des marchandises du club Y en fournissant beaucoup moins de travail en contrepartie que ce que devraient fournir les membres du club Y pour acquérir les mêmes marchandises. En outre, si les membres du club Y acceptaient la politique monétaire du club X, les *créditos* X devraient nécessairement perdre du pouvoir d'achat puisqu'ils sont émis en quantité supérieure. Comment le club Y pourrait-il libeller le prix de ses marchandises correctement en *créditos* X dans ce cas de figure ? Faudrait-il accepter un double système de prix, voire triple, ou multiple si cette pratique venait à se généraliser ? Ou bien faudrait-il isoler chaque club des *créditos* des autres mais permettre un échange de *créditos* au sein de ce qui ressemblerait à un marché des changes à échelle réduite ? Et dans ce cas, comment évaluer correctement le rapport des prix relatifs de *créditos* autrement qu'à travers le très imparfait jeu de l'offre et de la demande à très court terme ?

Ces questions ne trouvent de réponse définitive à aucun moment durant la période où naissent, se développent puis disparaissent les clubs de troc en Argentine, à savoir la période 1995-2003. Cependant le mouvement général tend vers des tentatives de coordination nationale, toujours remises en cause, au sein d'un organe de coordination qui se superpose en partie à celui de 1996 : *la Red Nacional de Trueque*, qui voit le jour en 2001.

Pour en revenir à une question très concrète qui détermine en grande partie l'orientation que peut prendre un club de troc et sa conséquente insertion dans réseau national, je choisis de retranscrire un extrait d'entretien réalisé auprès de Facundo.

« Lorsque l'on a commencé à avoir des difficultés au niveau des échanges au sein du club, on a dû se demander s'il fallait octroyer un cadeau de 50 *créditos* aux nouveaux arrivants. Comme ça, ils auraient de quoi acheter les marchandises des autres, qui recevraient des *créditos* en échange, avec lesquels ils pourront acheter les marchandises des nouveaux par exemple. Jusque-là il y avait un autre système dans certains clubs pour les nouveaux arrivants. Ces clubs émettaient directement des *créditos* en échange des marchandises que tu apportais le jour même.

Eux ils t'achetaient tes produits et ils les revendaient. Et toi tu pouvais acheter d'autres produits à d'autres membres plus implantés avec tes *créditos*. Mais c'était difficile à gérer et surtout l'évaluation des prix des marchandises posait toujours problème. Alors la chose la plus simple, qu'ont choisi la plupart des clubs, a été de donner gratuitement des *créditos* aux nouveaux arrivants. Mais ça a fini par poser un problème d'inflation »⁴³⁶.

Dans cet extrait, mon interlocuteur met de fait en lumière les problématiques liées à la question essentielle de l'émission de la monnaie, inséparable de celle de qui en contrôle l'émission.

Lorsqu'arrive l'année 2002, ce sont plus de 2,5 millions d'adhérents qui échangent leurs marchandises (Ould-Ahmed, 2010) au moyen de ce système monétaire alternatif dans tout le pays. Cependant l'année 2003 est témoin de la résorption quasi complète des *créditos* en Argentine. Cela s'explique pour au moins deux raisons, qui peuvent être complémentaires.

Les raisons que Facundo nomme « la version officelle » mettent l'accent sur le manque de coordination et l'exacerbation de la concurrence entre clubs de troc. Selon mon interlocuteur, cela aurait mené à une émission trop importante de *créditos* et par conséquent à une hyperinflation en *créditos*, ce qui, couplé au redressement de l'économie nationale et au conséquent rétablissement du *peso*, aurait signé l'arrêt de mort d'un système monétaire alternatif largement alimenté par la crise monétaire. Nous pouvons retrouver cet élément dans les travaux de Ould-Ahmed (2010) ainsi que dans l'ouvrage de Hintze (2003).

Cependant, il existe selon Facundo une version officieuse, indémontrable mais fortement répandue dans certains clubs à l'heure de leur déclin. Cette version rejoint les travaux d'Adamovsky (2005) sur les assemblées de quartier, où il montre comment certains secteurs conservateurs du péronisme de gouvernement, à savoir les duhaldistes -Eduardo Duhalde est président par intérim entre 2002 et 2003- tentent de prendre le contrôle de ce mouvement populaire et quand ils n'y parviennent pas, de s'y opposer.

En suivant ce schéma, le gouvernement de Duhalde voit d'un très mauvais œil que des expériences monétaires alternatives mais néanmoins massives compromettent la souveraineté monétaire argentine et interrogent l'efficacité des politiques monétaires et budgétaires nationales et provinciales. Cependant, le coût politique d'interdire ce type d'expériences en pleine crise économique semble trop important à assumer. Par conséquent, Duhalde aurait

⁴³⁶ Entretien réalisé auprès de Facundo, au sein d'un bar près de l'usine *IMPA*, Buenos Aires, 2017.

favorisé la surémission de *créditos* dans les différents clubs de troc afin de générer une hyperinflation et faire imploser ce système monétaire.

Dans les deux cas, nous pouvons remarquer que le manque de contrôle collectif et concerté sur l'émission monétaire, aggravé par la falsification du support matériel de la monnaie, les billets, fait partie des causes principales qui expliquent la quasi-disparition des *créditos* et des clubs de troc en Argentine.

Les entretiens que j'ai pu réaliser auprès des membres de l'assemblée de la monnaie *Par*, ainsi que les débats auxquels j'ai pu assister au cours de ces assemblées me permettent de savoir que les membres sont parfaitement conscients de tous les travers et les erreurs de différentes formes qu'ont pu prendre les clubs de trocs et la mise en circulation des *créditos*.

Cela explique que la communauté *Par* évite avec succès de tomber dans les travers en question à travers un ingénieux système composé de trois grands piliers : une assemblée démocratique, la *blockchain Bitshare* et une forme d'émission monétaire par le crédit.

Pour comprendre cela, ainsi que les implications que comporte l'implémentation d'un tel système monétaire dans le cadre du Mouvement national d'entreprises récupérées par leurs travailleurs, nous devons analyser le fonctionnement technique de cette innovation monétaire.

Si nous devons nous baser sur la typologie qu'élabore Jérôme Blanc dans *Les monnaies alternatives* (2018), nous pourrions classer la monnaie *Par* à la croisée du crédit mutuel et des crypto actifs. En effet, si Blanc analyse bel et bien l'expérience des *créditos* et des clubs de troc en Argentine, il ne mentionne à aucun moment la monnaie *Par*, dont la nature interroge de fait la typologie qu'il élabore dans son ouvrage.

La première grande innovation de la monnaie *Par* vis-à-vis des *créditos* mais aussi des crypto-actifs en général réside dans son mode d'émission. Si les *créditos* sont émis généralement de manière discrétionnaire sous forme de « cadeau d'entrée » aux nouveaux membres et que -pour ne prendre que l'exemple le plus célèbre- le *bitcoin* est créé par le protocole informatique uniquement sous forme de rémunération des mineurs -ce qui rend son offre particulièrement inélastique- la monnaie *Par* est émise principalement par le crédit, selon un schéma légèrement plus complexe que celui qui régit la création monétaire par le crédit de l'euro par exemple.

En effet, une fois qu'un prêt bancaire de cent euros par exemple est octroyé à une société non financière ou à un particulier, nous considérons que ces cent euros sont en circulation. Le

système *Par* distingue le moment de l'accord du prêt, que nous pourrions voir comme une possibilité d'endettement potentielle en réalité, et le moment de la mise en circulation des *pares*. Autrement dit, la création de l'outil monétaire -qui devient monnaie dès lors qu'il est utilisé comme telle- et la mise en circulation de la monnaie sont deux moments différents.

Pour un membre de la communauté *Par*, la possibilité de s'endetter requiert l'accord de l'assemblée. Une fois que celle-ci le donne, le membre qui demande le crédit ne s'en voit pas accorder un directement, mais une possibilité d'avoir un solde négatif dans son portefeuille électronique à hauteur du crédit demandé.

Afin d'incarner ce processus avec un exemple, j'opte pour la mise en récit d'un vote donnant lieu à une création monétaire, lors d'une assemblée à laquelle j'ai assisté.

Je me trouve dans les locaux de *l'IMPA*, plus précisément dans le hall du 2^e étage. Un mur nous sépare du bureau de Murua, qui ne s'y trouve généralement pas lorsque les assemblées *Par* se déroulent. Andrea, l'une des membres du MNER qui assiste de manière très assidue aux assemblées *Par* nous partage des parts du gâteau à la vanille qu'elle fait toutes les semaines. La blague récurrente qui surgit à ce moment-là est de lui demander « tu acceptes de *Par* en échange ? ».

L'ordre du jour dicte le rythme des discussions. Nous abordons le sujet d'une ERT qui cherche à intégrer le réseau *Par* et demande un crédit initial. Grâce à cela, cette ERT pourra adresser une demande aux autres offreurs, et elle remboursera son crédit à travers la vente de ses produits.

Le président de l'assemblée, Mario Cafiero⁴³⁷ prend la parole : « Camarades, nous avons ici le cas d'un camarade qui souhaite intégrer le circuit. Il représente une coopérative qui fabrique des confitures et du *dulce de membrillo*⁴³⁸. On lui accorde un prêt ERT ?⁴³⁹ ».

L'assemblée répond positivement à l'oral. Cafiero reprend : « On passe au vote. Qui est pour ? »

⁴³⁷ Mario Cafiero est un homme politique argentin affilié au péronisme. Il décède en 2020 des suites d'un cancer. Je souhaite que cette thèse participe, même si c'est humblement, à l'hommage que je lui dois.

⁴³⁸ Going. Le « *dulce* » ne désigne cependant pas de la confiture mais une pâte épaisse et sucrée, idéale pour l'élaboration de certains desserts typiquement argentins.

⁴³⁹ En 2018, les prêts initiaux accordés aux ERT s'élèvent à 30 000 *pares*, contre seulement 1000 pour les particuliers.

Toutes les mains se lèvent, y compris la mienne. Si l'on me dit depuis quelque temps que je fais partie intégrante du projet *Par* et que j'ai le droit de vote, c'est la première fois que je l'exerce. Etant donné que la décision est validée à l'unanimité, mon action reste marginale et neutre. Elle renforce toutefois mon appartenance au groupe et resserre les précieux liens de confiance qui me permettent d'approfondir mon terrain.

« C'est adopté » annonce Cafiero. « Vous voyez ? C'est aussi simple que ça que de créer de la monnaie ». Les rires qui s'ensuivent sont ponctués de blagues sur le « *bitcoin* populaire » qui devient rapidement le « *bictoin* péroniste ».

Prenons l'exemple de ce membre de l'ERT en question pour comprendre la suite. Ce qui est voté en assemblée n'est pas un crédit à proprement parler. Nulle monnaie n'a été créée lors de l'application de cette décision. Ce qui est octroyé à Armando -nous le nommerons ainsi-, c'est la possibilité que son compte, qui affiche un solde de zéro *pares* à ce moment-là, puisse atteindre un solde négatif de trente mille, indépendamment du fait qu'il puisse gagner et dépenser d'autres *pares* avant d'atteindre ce solde négatif. Ainsi, ce n'est que lorsqu'Armande dépense des *pares* qu'il en met en circulation des signes monétaires qui n'existaient pas avant. Ce sont les possibilités de s'endetter qui permettent ce type de dépenses, et ce ne sont que ces dernières qui correspondent à la création monétaire.

Ainsi, le fait qu'Armando atteigne un solde de -30000 équivaut à dire que 30000 *pares* sont en circulation et qu'ils viennent adresser une demande à la production des autres membres. De plus, lorsque ces derniers les obtiennent à travers la vente de leur production, ils viennent à leur tour constituer une demande pour, entre autres, celui qui les a mis en circulation. Les dépenses des uns constituent alors les revenus des autres.

De ce fait, la masse monétaire n'existe que parce qu'il existe des déficits.

Lors de mon retour en France suite à mon terrain de 2017, j'apprends à travers les contacts que j'ai gardés qu'un autre doctorant français assiste aux assemblées *Par*. Andrea m'envoie même un message *whatsapp* pour me dire : « on t'a remplacé ». Il s'agit de Raphaël Porcherot, doctorant en économie à l'ENS. Lorsque nous nous rencontrons à son retour à Paris, au séminaire de Maël Rolland sur les crypto-actifs et les monnaies alternatives à l'EHESS, il accepte de m'accorder un entretien suite à une discussion informelle sur la monnaie *Par* et son expérience de recherche à Buenos Aires.

Je retranscris à la suite un extrait de cet entretien : « Tu es donc à -1000. Tu vends [des marchandises] pour 300, tu passes à -700. Tu peux donc à nouveau dépenser 300 PAR avant d'atteindre la limite de ton découvert autorisé. [...] En l'état, il n'y a pas de remboursement de crédit, donc pas de "destruction monétaire " en tant que telle. La masse monétaire est ainsi directement fonction du nombre de personnes dans le réseau, du type d'aval qu'ils ont ainsi que du montant "cadeau" de bienvenue et éventuellement des modalités de réajustement des avoirs monétaires pour prendre en compte l'inflation. En clair, il n'y a pas d'obligation de remboursement de ton crédit. [On peut le voir comme] une sorte de "droit" associé à ta personne en tant que producteur actuel ou potentiel de biens et services. Toutefois, des mesures sont prévues dans le règlement pour les gens qui sont depuis trop longtemps en déficit, pour leur dire de remonter. Mais du point de vue macroéconomique de *Par*, c'est mieux qu'il y ait beaucoup de gens en déficit : cela permet d'avoir du circulant, puisqu'il y a création monétaire lorsque tu utilises ton aval »⁴⁴⁰.

Sans nécessairement approfondir outre mesure le point suivant, nous devons toutefois analyser sobrement les questions de la fonte et de la parité avec le *peso* argentin. Ces questions, en plus d'être liées, montrent à quel point la mise en place de la monnaie *Par* nécessite des compétences en économie mais surtout, *politise* et forme les membres qui y participent.

Le but de rendre une monnaie alternative « fondante » est généralement de favoriser les dépenses au détriment de la thésaurisation (Blanc, 2018). C'est, par exemple, le mécanisme utilisé par Silvio Gesell dans son système monétaire où les billets sont tamponnés à intervalles réguliers, les billets non tamponnés ne valant plus rien. Au fur et à mesure que s'accumulent les tampons le billet perd de la valeur, ce qui incite à la dépense et dévalorise l'épargne.

Si dans le cas de la monnaie scripturale l'opération devient bien plus simple -il suffit d'intervenir les comptes. La monnaie *Par* propose une version encore plus simplifiée, rendue possible par le contexte monétaire argentin. En effet un système de fonte élaboré laisse la place à la parité avec le *peso* argentin, qui perd du pouvoir d'achat régulièrement du fait de l'inflation structurelle du pays.

Cependant, il n'y a que deux manières qui fonctionnent à long terme pour maintenir une parité entre deux monnaies. Il existe bien sûr d'autres tentatives plus ou moins fructueuses dans

⁴⁴⁰ Entretien réalisé auprès de Raphaël Porcherot, Paris, 2018.

l'histoire des expériences monétaires, à l'instar des *stablecoins* mais nous n'approfondirons pas ce point ici. Ces deux manières se basent sur deux grands principes.

D'un côté se trouve le *currency principle*, qui implique que l'organisme chargé de réguler le cours -une banque centrale dans le cas d'une monnaie nationale, une association dans le cas d'une monnaie locale- doit détenir la même quantité de valeur que celle que représente le circulant. Ainsi, les usagers peuvent à tout moment échanger leurs monnaies au même prix et l'organisme ne sera jamais en « rupture de stock ». C'est exactement ce qui est appliqué avec le *currency board* par exemple.

De l'autre côté, se trouve le *banking principle*. Il s'agit là de garder en réserve une quantité de valeur inférieure à celle représentée par le circulant. *Ceteris paribus*, nous pouvons dire qu'il s'agit de garder en réserve une quantité inférieure d'unités monétaires que celles qui sont en circulation, en faisant le pari selon lequel tous les agents ne se rendront pas au guichet en même temps.

La monnaie *Par* ne fait ni l'un ni l'autre. La parité est simplement décrétée par l'assemblée, qui prévoit des sanctions en cas de non-respect. Outre le fait qu'il n'existe pas nécessairement d'incitations à échanger des *pares* contre des *pesos* et vice versa dans la mesure où nul *peso* n'est requis pour obtenir des *pares* -qui s'obtiennent soit à travers le crédit soit à travers la vente de marchandises- le fait que toutes les transactions soient publiques, grâce à la transparence qu'offre la technologie *blockchain* permet de détecter, si l'on regarde de près, tout agissement non réglementaire.

Politiquement, c'est un signal fort. Nous pouvons le voir comme une forme de démocratie ouvrière qui prend le pas sur la logique marchande.

Cependant, si nous abordons une question précise de politique institutionnelle nous pouvons voir la complexité qu'implique la mise en place de cette alternative monétaire qui dépasse amplement la sphère purement marchande. Nous pourrions dire en termes polanyiens (1944) que celle-ci se trouve encastrée -à l'échelle que nous observons- dans la sphère sociale.

En effet, si effectivement le besoin de céder des *pesos* pour acquérir directement des *pares* est exclu du fonctionnement du système, il faut néanmoins engager des *pesos* pour produire une marchandise pour la vendre en *pares*.

Pour que cela soit attractif pour les producteurs, il faut nécessairement que le coût d'opportunité de renoncer au marché en *pesos* soit inférieur aux gains d'opportunité de choisir le marché *Par*

à la place. En effet, si pour produire un kilo de *dulce de leche* par exemple, une ERT doit engager 10 *pesos* et qu'elle doit choisir entre gagner 100 *pesos* ou 100 *pares*, il faut nécessairement que ce qu'elle peut acquérir ensuite avec 100 *pares* soit supérieur à ce qu'elle peut acquérir avec 100 *pesos*.

Autrement dit, si l'ERT engage des *pesos* pour produire une marchandise qu'elle vend sur le marché *Par*, mais que ce qu'avec les *pares* qu'elle retire de cette transaction elle ne peut acquérir qu'une gamme de produits très limités par exemple, l'opération représente un mauvais choix économique. De ce fait, pour qu'il soit attirant, le marché *par* doit être diversifié, intégré et complémentaire. Or, cela n'est possible qu'une fois que plusieurs producteurs complémentaires intègrent le circuit. Cependant aucun ne voudra faire le premier pas si l'état du marché *Par* ne répond pas à ces critères à ce moment-là et par conséquent, du fait de l'agrégation de ces choix individuels de ne pas y participer, le marché *par* n'atteindrait théoriquement jamais ces critères.

Cela comporte des implications au sein même de la politique institutionnelle qui régit et régule la démocratie interne d'une ERT. En effet, si un président d'ERT convainc l'assemblée de miser sur le marché *Par* et que l'opération est un échec pour les raisons sus citées, alors il risque de perdre son poste. Ce risque agit également comme un frein non marchant capable de limiter l'adhésion au marché *Par*.

Le salut ne peut alors qu'être collectif. En ce sens, ce n'est qu'à travers la coordination simultanée de plusieurs offreurs à productions complémentaires⁴⁴¹ que le marché *Par* peut être suffisamment intégré pour en attirer des nouveaux.

Pour finir de rendre compte de cette expérience monétaire et de ses implications politiques, nous devons présenter les autres acteurs institutionnels qui participent à sa construction. En effet, si les utilisateurs sont principalement des ERT et des particuliers dont nous pourrions classer le plus souvent leur activité vis-à-vis de la monnaie *Par* dans l'économie informelle, ce ne sont toutefois pas ceux-ci qui en introduisent la technologie ni nécessairement le cadre théorique.

La réalisation de la monnaie *Par* est tributaire d'une rencontre entre des besoins matériels, une technologie disponible et un projet politique et économique, ce dernier étant porté notamment par le *MNER*.

⁴⁴¹ Si tout le monde produit du lait, il n'y a aucun intérêt à en vendre pour acheter celui du voisin.

4.3 *Waba*, l'association de l'économiste et du codeur, contrôle les aspects techniques de la monnaie *Par*.

Lors de mes assistances aux assemblées *Par*, j'ai l'occasion de remarquer trois participants qui semblent, de par leurs interventions et leur *hexis corporelle* ne pas correspondre aux critères de ce à quoi je pourrais m'attendre d'une assemblée dans une ERT. Je noue rapidement des liens avec deux d'entre eux, qui font la démarche de venir vers moi alors que je reste habituellement en retrait.

Il s'agit là de Sebastian Valdecantos, ancien économiste à la *Cepal*, et Pablo Tutino, informaticien. Ce sont deux des membres les plus actifs de l'association *Waba*, qui propose aux collectivités locales ou à des groupes de producteurs et de consommateurs des outils monétaires alternatifs afin de réactiver localement l'économie là où le circulant en monnaie nationale fait défaut. Le premier système monétaire qu'ils ont mis sur pied est celui des *Par*, et c'est aussi celui pour lequel ils ne sont pas rémunérés, c'est pourquoi ils n'y consacrent pas l'entièreté de leur temps de travail.

C'est dans cette optique que lorsqu'ils rencontrent des membres du MNER, la connexion se fait immédiatement. Lors d'un entretien dans les locaux de *Waba*, Pablo Tutino me raconte ces débuts : « On cherchait justement l'occasion de proposer la monnaie *Par* à des gens qui en auraient besoin. On a d'autres projets qui nous rémunèrent mais ça on le fait gratuitement, dans une logique militante. Quand on a rencontré Murua il nous a dit qu'ils cherchaient à réactiver le troc face à la situation d'urgence sociale que l'on traverse. Mais vu ce que ça a donné on lui a proposé la monnaie *Par*, ils en ont discuté en assemblée et ils nous ont invités pour venir leur présenter le projet. Ça leur a plu. A chaque fois qu'on le présente ça plaît. Ça veut bien dire quelque chose, ça veut bien dire que ça répond vraiment à un besoin non ? »⁴⁴².

J'ai également l'occasion de m'entretenir avec Sebastian Valdecantos. Sa présence dans une ERT et son assiduité aux assemblées m'interpellent tout particulièrement. Je ne cesse de me demander quelles sont les causes de la présence d'un ancien économiste de la *Cepal* dans ce qui est à ce moment-là le début d'une expérience monétaire alternative et qui plus est, ne lui rapporte rien matériellement. Lors de l'un de nos nombreux échanges je me permets d'aborder

⁴⁴² Entretien réalisé auprès de Pablo Tutino dans les locaux de l'association *Waba*, Buenos Aires, 2017.

cette question. Valdecantos me répond : « On peut dire que j'ai quitté la *Cepal* pour me consacrer pleinement à *Par*. Mais ce n'est pas tout à fait exact. Je voyais bien qu'à la *Cepal*, même si c'est important que ça existe et qu'on produit un travail scientifique important, on ne peut pas vraiment s'en servir pour changer les choses dans les pays de notre région. Je voulais agir directement. Puis il y a d'autres raisons sur lesquelles je préfère rester silencieux si tu permets mais j'avais de toutes manières envie de faire un pas de côté. La monnaie *Par* en a été l'occasion »⁴⁴³.

En 2019, lorsque l'administration Fernandez remplace l'administration Macri, Sebastian Valdecantos obtient le poste de directeur de la Direction nationale de développement et de la promotion du développement des coopératives et des mutuelles, rattachée à l'INAES, dont Mario Cafiero devient le directeur.

Avant de conclure cette sous partie, je me dois de rendre compte d'un entretien qui m'a longtemps paru difficile à utiliser dans le cadre de cette thèse mais qui semble avoir toute sa place ici. Le but de la retranscription qui suit est de surligner à quel point un projet tel que la monnaie *Par*, même s'il peut paraître marginal à ses débuts, est en mesure d'inquiéter les autorités monétaires nationales, notamment du fait de l'impossibilité technique d'y mettre fin.

L'entretien en question se déroule auprès de Mercedes Marco Del Pont, ancienne présidente de la *BCRA* sous le mandant de Cristina Fernandez de Kirchner. Je réussis à obtenir cet entretien en plusieurs étapes, avec l'aide de son neveu, qui est alternativement le copain de l'une de mes cousines. Celui-ci m'invite non seulement à participer à ses cours d'économie marxiste avec Pablo Levin à la UBA -qui accepte ma présence dans sa salle de classe- mais aussi aux « petits déjeunés de travail » qu'organise Marco Del Pont de manière mensuelle, au cours desquels les assistants -notamment des membres du gouvernement Kirchner et leurs collaborateurs proches- bénéficient de ses exposés sur la situation macroéconomique et financière du pays, souvent accompagnés d'une présentation faite par un ancien ministre. Au-delà de la finesse des analyses de ces exposés, il s'agit aussi pour les participants de mettre à jour leur réseau d'interconnaissances.

Lorsque l'exposé prend fin, je suis présenté à Mercedes Marco Del Pont par son neveu et lui demande un entretien au sujet des entreprises récupérées et des monnaies alternatives. Si elle admet dès le départ ne rien connaître au sujet des ERT, elle accepte tout de même pour deux

⁴⁴³ Entretien réalisé auprès de Sebastian Valdecantos au sein des locaux de l'*IMPA*, Buenos Aires, 2017.

raisons au moins. D'un côté, je suis « un ami de Fran » et de l'autre, j'insiste sur le contexte macroéconomique qui favorise l'essor des ERT.

L'entretien se déroule deux mois plus tard, dans son bureau. Il s'agit d'un entretien difficile car je n'ose pas vraiment imposer un guide strict. Je tente plutôt d'orienter cet entretien semi-directif à l'aide de relances et de commentaires afin que celle-ci recouvre du mieux possible le champ des réponses qu'appellent les questions qui se trouvent dans mon guide. L'entretien commence par un « échauffement » au cours duquel il est impératif de lancer mon interlocutrice sur l'un de ses sujets de prédilection afin de fluidifier la suite de la conversation. Ainsi, suite à une analyse financière très poussée de l'Argentine des années Macri, nous abordons la question des monnaies alternatives et des prémisses du retour des clubs de troc sur le territoire. En effet, certaines expériences émergent de manière marginale à ce moment-là dans les quartiers périphériques de Buenos Aires mais demeurent très peu publicisées. Je profite de l'occasion pour enchaîner : « En parlant de ça, avez-vous entendu parler de la monnaie *Par*, qui circule actuellement principalement dans un réseau d'entreprises récupérées par leurs travailleurs ?

- Non, je n'en ai jamais entendu parler, qu'est-ce que c'est ? »

Suite à sa question, je présente en détails ce qu'est la monnaie *Par*. Inutile de retranscrire ici cette partie de l'entretien, cela serait assez redondant avec les pages précédentes. Sa question me donne toutefois une information cruciale : si je constate lors d'un entretien avec l'ancien ministre du travail, Carlos Tomada, qu'il est très au fait du phénomène d'ERT en Argentine - qu'il ne considère toutefois pas comme élément potentiellement réactivateur de l'économie mais le fait plutôt dans une optique assistencialiste, les différents ministères et organismes dépendants de l'exécutif - comme la BCRA - ne semblent pas communiquer entre eux à ce sujet. Nous pourrions rétorquer que le fait de supposer qu'ils l'auraient fait « tout naturellement » ne serait que le fruit d'un prisme déformant auquel serait soumis le chercheur du fait de son rapprochement avec son sujet d'étude, rapprochement que ne partage pas le reste de la société. Bien entendu, je me suis posé cette question. Cependant, au-delà de la réponse que nous pourrions lui donner, le fait de son existence permet en réalité de confirmer l'hypothèse selon laquelle les ERT apparaissent comme quelque chose de négligeable du point de vue de l'exécutif, et du *kirchnérisme* en général, ce qui explique en grande partie le caractère *subi* de l'autonomie relative de l'espace de représentation des ERT.

Suite à cela, je demande : « Supposons que le péronisme remporte les prochaines présidentielles et que vous retrouviez votre poste de directrice de la Banque Centrale.

- Ça fait beaucoup de suppositions [rires].
- Oui, mais ce n'est pas fini [rires]. Supposons que d'ici là la monnaie *Par* ait acquis une importance considérable, comparable aux *créditos* en 2002. Que voudriez-vous faire en tant que présidente de la Banque Centrale ?
- Je voudrais la contrôler.
- Et comment ? Si elle se base sur la blockchain...
- Je ne sais pas, mais je voudrais la contrôler »⁴⁴⁴.

Ces quelques échanges avec une ancienne présidente de la *BCRA* montrent à quel point la technologie blockchain est susceptible de conférer un caractère incontrôlable du point de vue des autorités monétaires nationales à une expérience monétaire qui peut être perçue comme marginale lors de son lancement. Cela marque une différence essentielle avec les *créditos*, dont l'émission était incontrôlable, ce qui représentait précisément son flanc le plus fragile et attaquant, dans l'hypothèse où il eût été effectivement attaqué.

Politiquement, c'est-à-dire en termes de rapports de force envers le gouvernement, le *MNER* détient là une arme formidable. Le fait de promouvoir une cryptomonnaie -et non pas un cryptoactif- alternative, potentiellement très dérangeante pour le gouvernement permet à cette OPR de s'asseoir à la table des négociations face à n'importe quel ministre en comptant avec un argument de poids à faire valoir. La question qui se pose alors est la suivante. Le *MNER* contrôle vraiment la monnaie *Par*, ou celle-ci appartient à ses usagers ? Mais aussi, dans le cas où il ne s'agirait pas d'un simple bluff, les dirigeants du *MNER* seraient prêts à sacrifier *Par* en échange de contreparties lors d'une négociation ?

D'autre part, la monnaie *Par* renforce l'attractivité du *MNER*, vis-à-vis d'autres OPR, qui est en période ascendante après plusieurs années de repli, tandis que la *Facta* est en perte de vitesse et le *MNFRT* ne fait que maintenir ses positions. Cela légitime davantage le *MNER* dans le milieu de la représentation politique des ERT.

Nous devons également prendre en compte le fait que sa position vis-à-vis du gouvernement impacte celle que le *MNER* a avec les autres OPR en termes relatifs. En effet, comme s'il s'agissait d'une triangulation, un *MNER* capable de négocier avec l'exécutif est un *MNER* dominant vis-à-vis de ses homologues.

⁴⁴⁴ Entretien réalisé auprès de Mercedes Marco Del Pont, Buenos Aires, 2017.

Puis, lorsqu'une OPR est capable de promouvoir une telle expérience monétaire, y compris si elle n'en garde pas un contrôle effectif, elle améliore sa réputation et donc son attractivité.

5. *IMPA* : De la lutte pour la culture à la culture de la lutte, une stratégie globale de légitimation face aux tentatives de délogement.

Nous venons d'analyser la monnaie *Par* comme outil politique que peut utiliser le *MNER* en vue de se légitimer dans l'espace de la représentation politique des ERT. Ce n'est pas le seul élément dont dispose cette OPR pour réaliser une opération de légitimation.

Nous verrons quels sont les liens qu'entretiennent les notions de « culture populaire », de « culture ouvrière », la définition de ce qu'est une ERT ainsi que l'enjeu de lutte qui se cache derrière la lutte pour sa définition.

Les OPR entrent en lutte pour la représentation des ERT mais aussi pour définir l'enjeu de lutte légitime, ce qui implique de définir « ce pourquoi on lutte ». De cette lutte en découle une autre, celle pour imposer des critères de définition de ce qu'est une ERT. En effet, chaque OPR a intérêt à promouvoir une manière de définir les objets qu'elle représente de manière à faire d'elle l'OPR la plus représentative, la plus combative ou encore celle qui représente « de vraies ERT ».

Il s'agit présent, à travers l'analyse d'une ERT argentine, l'usine métallurgique *IMPA*, de montrer comment ces notions sont promues, mobilisées et signifiées à travers une lutte ouvrière particulière. Cette lutte passe en partie par une opération de légitimation impliquant un élargissement des critères de définition de ce qu'est une ERT, opération sans laquelle l'élargissement du groupe des individus qui s'y identifient –élément qui contribue à fonder le groupe- serait impossible.

Quant à la culture, terme souvent employé, y compris dans la littérature scientifique, sans en donner de véritable définition préalable, nous retiendrons les principaux éléments de la Déclaration de Fribourg⁴⁴⁵, certes extrêmement large mais qui a le mérite de constituer une base

⁴⁴⁵ « La culture couvre les valeurs, les croyances, les convictions, les langages, les savoirs et les arts, les traditions, institutions et modes de vie par lesquels une personne ou un groupe exprime son humanité et les significations qu'il donne à son existence et à son développement ».

suffisamment consensuelle sur laquelle pouvoir discuter. De plus, si les savoirs, les valeurs et les institutions –qui sous-tendent des pratiques- font partie de la définition de la culture, alors elle devient opérationnelle lorsqu’il s’agit par exemple d’isoler un ensemble de savoirs, de valeurs et de pratiques largement partagé dans les milieux ouvriers, plus précisément ouvriers militants, et de nommer cet ensemble « culture ouvrière ».

Cette réflexion est le produit de l’analyse d’un exemple concret, celui d’une lutte ouvrière qui aboutit à la récupération de l’usine métallurgique *IMPA*, dont l’histoire et les stratégies du groupe de travailleurs qui forment la coopérative livrent un éclairage très pertinent sur les questions jusqu’ici abordées.

5.1 L’usine métallurgique *IMPA*, la lutte légitimatrice du « groupe de Murua », puis du *MNER*.

Située dans le quartier d’Almagro, ancienne zone industrielle portègne⁴⁴⁶ l’usine *IMPA*, *Industria metalurgia y plastica argentina*⁴⁴⁷, devient une référence communément partagée censée incarner l’autogestion argentine ainsi que des luttes ouvrières victorieuses. Sous l’apparence du figé, du donné, que renvoie l’image de cette usine, élevée au niveau de « symbole de la lutte des travailleurs autogérés » se cache une histoire faite de rapports de force et de combats, parfois physiques entre les groupes ouvriers en lutte, la police, les juges et le gouvernement de la ville de Buenos Aires.

Si *l’IMPA* est formellement une coopérative depuis les années 1960, son fonctionnement interne s’éloigne rapidement de cet idéal-type au fur et à mesure qu’une caste dirigeante prend le pouvoir et finit par gérer le collectif comme une entreprise privée. Cela ne pose pas réellement problème aux travailleurs durant les périodes de stabilité économique mais les contradictions deviennent insupportables dès lors que le déclin du secteur métallurgique, auquel s’ajoute la mauvaise gestion des dirigeants provoquent une dégradation brutale des conditions de travail et des rémunérations à partir de la fin des années 1990.

Suite à cela, certains ouvriers découvrent que la direction ne verse pas leurs cotisations aux caisses de sécurité sociale. Ils entrent alors en contact avec un collectif de syndicalistes dissidents et d’avocats du travail militants qui constituent à l’époque la base de ce qui sera plus

⁴⁴⁶ Le terme *portègne*, ou sa traduction argentine *porteño* désigne l’appartenance à la ville de Buenos Aires, principal port international du cône Sud.

⁴⁴⁷ Industrie métallurgique et plastique argentine.

tard le *MNER*. Ces derniers assistent juridiquement et politiquement le groupe en lutte qui va jusqu'à occuper l'usine –contre l'avis d'une bonne partie de leurs camarades- afin de forcer les dirigeants à se soumettre à une élection. Celle-ci a lieu mois plus tard, tout au long duquel les travailleurs vivent leur première expérience autogestionnaire.

Avec la forte croissance du nombre d'ERT suite à la crise de 2001, ces militants se trouvent projetés sous les feux médiatiques, et se trouvent investis presque malgré eux du rôle de porte-parole, ce qui formalise le groupe (Bourdieu, 1984) et place les plus légitimés d'entre eux dans le rôle de *conducteurs*. Cette image, très employée dans le milieu syndical et ouvrier, notamment dans les milieux qui revendiquent une affiliation au péronisme implique un jeu de dettes et de créances morales dans lequel s'inscrit l'individu reconnu comme tel, dont la légitimité est constamment renégociée à l'aune de sa capacité à conduire les conflits.

Suite à la scission de 2003, *l'IMPA* demeure le siège social du *MNER* mais devient l'objet de convoitise de nombreux promoteurs immobiliers qui voient dans les milliers de mètres carrés de l'usine un espace idéal pour l'installation d'un centre commercial dans une zone protégée de la concurrence.

Le *MNER* est alors contraint de défendre son bastion face aux menaces de délogement ordonnées par la justice et exécutées par la police. Pour ce faire, le *MNER* met en place des stratégies de légitimation -qui font partie de sa stratégie de lutte- dont fait partie la promotion de « la culture populaire », dont nous discuterons la définition. De plus, ces stratégies comprennent une opération de classification suffisamment performative pour réussir à légitimer de nouveaux critères de définition de l'ERT.

D'autre part, si les stratégies de lutte sont parfois si bien incorporées qu'elles peuvent se mener de manière semi consciente, les positionnements qu'elles impliquent ne sont certainement pas le fruit de calculs conscients de la part des agents mais plutôt celui de leur vision du monde, socialement située et historiquement construite. De plus, les critères de définition des ERT se fondent aussi sur les croyances de ceux qui luttent pour les imposer, lutte qui les engage en tant qu'êtres sociaux dans la mesure où le refus de leur philosophie au sens gramscien équivaut à leur perte individuelle de reconnaissance.

5.2 La lutte pour la culture comme stratégie de légitimation. De la culture ouvrière à la culture populaire.

Peu de temps après la reprise de l'usine en autogestion, le nouveau conseil d'administration d'*IMPA* met à disposition un spacieux secteur de l'usine pour y loger le centre culturel *Impa La Fabrica*. Ces centres, très répandus dans les quartiers populaires de la ville de Buenos Aires, sont des lieux où se pratique la culture populaire argentine. La définition de ces termes pris séparément ou non est tout sauf consensuelle. Complexité supplémentaire, pour le cas d'*IMPA*, cette culture populaire semble imbriquée dans des manifestations propres à la culture ouvrière –et plus précisément de ce qui peut être qualifié d'héritage culturel du syndicalisme révolutionnaire (Cabot, 2017) - qui s'en distingue pourtant originellement si l'on considère que « les ouvriers » ne sont pas « le peuple » ou encore l'existence des débats sociologiques qui portent spécifiquement sur les cultures populaires et de ce fait opèrent une distinction entre « culture ouvrière » et « culture populaire ». Ces débats opposent les bourgeois légitimistes d'un côté –pour qui les agents des classes populaires sont « condamnés à consommer des biens symboliques déclassés par ceux qui produisent les standards légitimes »⁴⁴⁸ - et d'un autre côté les tenants des *cultural studies* qui développent une lecture oppositionnelle, pour qui les cultures populaires s'inscrivent dans des mécanismes de résistance et qu'elles « sont dotées d'un système de valeurs et façonnent leur propre univers de sens »⁴⁴⁹. L'ouvrage de Passeron et Grignon, *Le savant et le populaire* (1989) opère une synthèse en reconnaissant les fondements de la légitimité culturelle chère aux bourgeois, tout en admettant une autonomie relative de la culture populaire qui s'émancipe ainsi de la domination à laquelle elle s'oppose selon les *cultural studies*.

Le cas du centre culturel de *l'IMPA* semble dépasser à sa manière ce débat. En effet, si les activités dites culturelles qui sont pratiquées –de la même manière qu'une culture se pratique- en son sein telles que le *tango*, le *fileteado porteño*⁴⁵⁰ ou le *candombe* peuvent tomber sous le domaine de définition de la « culture populaire » c'est en partie en raison du fait qu'elles sont revendiquées comme telles par les personnes qui les pratiquent et les promeuvent d'un côté mais aussi parce que certaines de ces pratiques jouissent de cette image dans la mesure où elles sont issues de *cultures traditionnelles*, indiennes paysannes et noires (Barbero et Ollivier, 2005) et qu'elles s'inscrivent dans une logique de résistance culturelle face aux effets de la mondialisation. C'est le cas du *candombe*, pratiqué à *l'IMPA*, dont les origines africaines

⁴⁴⁸ Pasquier, D. (2005). La « culture populaire » à l'épreuve des débats sociologiques. *Hermès, La Revue*, 42(2), p. 62

⁴⁴⁹ Ibid

⁴⁵⁰ Style de peinture typiquement portègne initialement utilisé pour décorer les charrettes, les camions de transport de marchandises et les autobus.

renvoient à l'esclavage et au passé colonial du pays lui attribuent un caractère « populaire ». En effet, la lutte contre l'esclavage implique une lutte contre les élites coloniales, élites en opposition avec lesquelles peut être nommé, constitué « le peuple ».

Finalement, l'existence de centres culturels au sein des ERT qui revendiquent cette culture populaire finit par installer l'idée que les ERT qui abritent des centres culturels constituent une manifestation de plus de cette culture populaire. Pourtant, cela invisibilise la démarche consciente et stratégique -dont ce processus est tributaire- qui renvoie plutôt à des pratiques de lutte issues de la culture ouvrière.

5.3 La redéfinition de l'ERT comme élément légitimateur

L'ouverture du centre culturel dans les locaux de l'usine est suivie peu de temps après par celle d'un lycée populaire, d'une université des travailleurs ainsi que d'un centre de soins communautaire. Le premier accueille des élèves décrocheurs et leur permet de finir le secondaire avec un diplôme reconnu par l'Etat. L'université s'adresse aux travailleurs de l'usine mais aussi à toute personne qui souhaite y suivre les séminaires, qui intègrent entre autres l'histoire du mouvement ouvrier mondial, sud-américain et argentin.

Ces initiatives participent au processus d'identification de la communauté de voisins et font partie intégrante des stratégies de lutte du *MNER* grâce auxquelles il réussit à engager non seulement les habitants du quartier mais aussi divers réseaux militants dans la défense d'un objectif commun, qui est celui de pérenniser l'occupation des lieux.

Ces stratégies sont d'autant plus efficaces qu'elles sont intégrées par les agents, à un niveau parfois semi inconscient, à tel point que la lutte pour « la culture » et la lutte ouvrière se confondent en une seule lutte culturelle. Un observateur extérieur pourrait tout au plus y voir l'expression d'un traditionalisme actif –et activé par des individus qui ont intérêt à maintenir vives ces pratiques- ou bien simplement croire que l'ensemble de ce qui se passe entre les murs de l'édifice relève d'une émanation g nueine de la « culture populaire » dont l'autogestion ferait partie.

L'usine n'est plus uniquement une usine autogérée par ses travailleurs. Elle devient aussi un centre culturel, une université des travailleurs et un lycée populaire, qui accueille un public en décrochage scolaire et lui donne une seconde chance de tenter de s'insérer par le diplôme.

Le *MNER* élargit ainsi le cercle d'individus qui s'identifient à *l'IMPA*, qui s'approprient les lieux et créent des liens de réciprocité, ce qui implique nécessairement l'élargissement des critères de définition de la chose à laquelle s'identifier. En effet, cela aurait été impossible si le *MNER* n'avait promu qu'une définition restreinte de l'ERT et mis en avant uniquement ses aspects productifs ou encore, si n'avait qu'été activement promue la seule « culture ouvrière » -en plus d'avoir été pratiquée.

Au contraire, avec l'élargissement des critères de définition –qui permet un élargissement des éléments auxquels s'identifier- c'est une définition de l'ERT radicalement différente de celle du *MNFRT* qui est promue. *L'IMPA* devient bien plus qu'une usine autogérée. La chose acquiert une toute autre dimension et devient un lieu au sens de Marc Augé, pour qui ils sont « identitaires, relationnels et historiques »⁴⁵¹. En ce sens, pour le *MNER*, une ERT est aussi un lieu ouvert à la communauté, un lieu politique et politiquement situé où l'on produit un discours public, où les décisions collectives dépassent simplement les questions, essentielles, de la répartition de la valeur ajoutée et du temps de travail.

Pour finir, l'analyse du processus de récupération de *l'IMPA* par ses travailleurs fait apparaître des logiques de lutte et de légitimation qui sont difficiles à distinguer à première vue, que ce soit sur le plan particulier de son histoire ou sur celui du milieu des ERT en général. Les outils d'analyse propres aux questions culturelles se révèlent très utiles dans ce processus de dévoilement car leur utilisation implique d'interroger les évidences, notamment lorsque les notions de « culture » et de « culture populaire » sont mobilisées par les acteurs eux-mêmes. Ainsi, cette focale d'analyse permet de comprendre que dans le cadre de la concurrence entre OPR, la lutte pour la définition de ce qu'est une ERT -concomitante aux stratégies de légitimation du *MNER*- prend la forme apparente d'une lutte pour la culture populaire.

6. L'occupation du Ministère de l'énergie sous le prisme d'une analyse en termes de rapports de forces entre OPR.

⁴⁵¹ Augé, M. (1992) *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil, p.69

Revenons à cet après-midi hivernal. Nous avons vu au début du chapitre IV que l'occupation illégale du Ministère de l'énergie de la ville de Buenos Aires revêt les apparences d'un début d'union entre OPR, qui « rappelle les débuts du mouvement »⁴⁵².

Toutefois, seule une analyse approfondie des rapports de forces qui existent entre les différents acteurs et les différentes OPR nous permet de lire correctement la réalité qui s'offre à l'œil de l'observateur à ce moment-là. En effet, un passant qui n'aurait pris connaissance des luttes des ERT qu'à travers la presse, le documentaire de Naomi Klein, ou parce qu'il habite près d'une ERT, ne verrait, s'il réussissait à s'introduire au sein du hall occupé, que des travailleurs mobilisés, brandissant des banderoles qu'il peinerait pour la plupart à identifier.

Cependant, celles-ci sont déterminantes, tout comme l'absence de certaines interactions qui auraient dû avoir lieu en l'absence de rapports de concurrence entre certains agents qui se trouvent présents ce jour-là. En effet, de la même manière qu'une définition élargie de la domination comprend le fait que B se plie à la volonté de A sans que ce dernier n'ait à l'exprimer, et que cette absence de traces rend la mise en évidence de la domination de A sur B très compliquée, l'absence d'interactions entre par exemple, un Murua et un Tonarelli ne prouve pas en soi un quelconque type de relation de concurrence entre eux. Cependant, forts de notre connaissance des relations de concurrence et de domination qui traversent l'espace de la représentation politique des ERT, nous sommes en mesure d'expliquer, en l'occurrence, cette absence d'interaction.

Pour nous aider dans cette analyse, nous devons décrire de manière détaillée et exhaustive la disposition spatiale des groupes qui se trouvent dans le hall du ministère.

Si nous entrons par la seule issue qui n'est pas condamnée par un lourd rideau de métal, nous devons nous diriger vers la droite pour accéder aux étages. La porte en verre qui y donne accès est fermée. L'espace juste avant cette porte devient alors le lieu privilégié des négociations, dans la mesure où c'est là que se produisent les interactions avec le ministre par messagers interposés. Par conséquent, occuper ce lieu relève de l'une des caractéristiques de la domination. Il s'agit de la capacité à s'imposer comme interlocuteur légitime vis-à-vis des autres dirigeants dans une telle situation. Que Murua ait pris de court les autres dirigeants car il connaît mieux la procédure où parce qu'il serait arrivé avant, peu importe. Ce qui compte est que l'ensemble des occupants acceptent cet état de fait. Nous pourrions supposer qu'ils le font

⁴⁵² Dans cette citation, le terme « mouvement » désigne l'ensemble des ERT avant l'institutionnalisation de deux OPR distinctes.

pour éviter un conflit entre camarades lors d'une situation déjà très tendue. Cela en reviendrait à ignorer les manifestations syndicales argentines où peuvent se déclencher de véritables pugilats entre services d'ordre plus ou moins informels de différentes centrales, très souvent pour des questions de position géographique dans la Place de Mai par exemple, qui ne font que refléter en réalité des rapports de force entre tendances, partis, centrales et syndicats.

De fait, deux syndicats se trouvent présents ce jour-là. Il s'agit d'un côté de la *Federacion Grafica Bonaerense*, dont le siège a pris le relais pour héberger les assemblées de *Moneda Par* après *l'IMPA*. Nous pourrions nous demander pourquoi ce syndicat est présent et pas un autre. Un début de réponse se trouve dans les secteurs d'activité où se produisent les reprises d'entreprises durant la crise de 2001 et les années suivantes. Il s'agit là notamment d'usines métallurgiques (15% des ERT, ce qui représente la majorité relative) mais aussi d'imprimeries (10% des ERT, en troisième position après les entreprises alimentaires)⁴⁵³. Rappelons que la première ERT du pays en termes chronologiques n'est autre que *Campichuelo*, l'imprimerie située à moins d'un kilomètre de *l'IMPA*, la troisième. Les imprimeries récupérées se regroupent rapidement autour de la *Red Gráfica Cooperativa*, que nous ne pouvons qualifier d'OPR à proprement parler.

Cette dernière lie tout aussi rapidement des liens avec la *Federacion Grafica Bonaerense*, qui manifeste son soutien ce jour-là. Deux OPR entretiennent alors des liens avec ce syndicat. La *Facta*, modestement, qui représente certaines imprimeries autogérées, mais surtout le *MNER*, qui a mené les conflits les plus durs auprès des travailleurs de *Chilavert* l'un des emblèmes de l'autogestion ouvrière argentine depuis 2003. Le fait que les assemblées *Par*, forgées au sein même du *MNER* et jusqu'alors tenues à *l'IMPA*, son siège, se tiennent désormais dans les locaux de la *Federacion Grafica Bonaerense* est assez parlant des relations entre l'OPR et le syndicat. Nous pourrions supposer que ces dernières puissent être de nature concurrentielle et que ce déménagement soit un coup porté au *MNER*. Cependant, nous avons vu que les syndicats ne cherchent pas, d'une part, à représenter des ERT -et ce depuis 1992- et d'autre part, les entretiens menés auprès des membres de l'assemblée *Par* nous informent sur les causes de ce changement de lieu. Il s'agit pur et simplement, selon Andrea, militante active du *MNER*, d'une question pratique : « *L'IMPA* est mal desservi, il y avait souvent beaucoup d'absences. On cherchait un lieu plus central depuis longtemps et les camarades du *sindicato grafico* nous ont

⁴⁵³ Registre national d'entreprises récupérées, site de l'INAES.
<https://www.argentina.gob.ar/inaes/registro-nacional-de-empresas-recuperadas>

ouvert leurs portes »⁴⁵⁴. Il s'agit donc d'un service rendu au *MNER* et non pas d'une attaque envers ce dernier.

Pour confirmer notre conception de « l'existence des OPR », que nous avons analysée dans le chapitre IV suite à la question quelque peu provoquante de « comment existent les partis politiques », nous remarquons la présence de la *Federacion Grafica Bonaerense* à travers la présence physique d'individus qui s'en réclament, qui l'incarnent, qui agissent en son nom. De ce fait, je n'identifie pas plus de cinq ou six membres du syndicat d'imprimeurs, qui occupent un secteur proche du centre du hall.

Si nous avons Murua à notre droite et la porte par laquelle j'entre dans notre dos, il faut aller tout droit jusqu'au fond du hall pour trouver, assis, le président de *Fedecaba*, une fédération de coopératives de Buenos Aires associée à la *Facta*. Les deux organisations se recoupent, une ERT peut être membre de la *Facta* et de *Fedecaba* simultanément. La grande différence en termes pratiques entre les deux réside dans le degré d'institutionnalisation -produit d'une construction historique- au sein de l'espace du coopérativisme argentin. En effet, si la *Facta* se constitue comme une OPR au sein de l'espace des ERT et de l'autogestion ouvrière dès le départ en concurrence avec le *MNER*, *Fedecaba* est créée par l'association de coopératives déjà existantes, dont la plupart ne tombent pas sous le domaine de définition de l'ERT. De fait, cette fédération est présidée par le même président que la *Fundacion Campichuelo*. Logée dans les locaux de la 1^e ERT du pays, la fondation représente une recherche d'autonomie supplémentaire de *Campichuelo* qui, si elle a fait partie du *MNER* lors des premières années de l'OPR, elle parie désormais sur le coopérativisme pour se maintenir à flot. Cela confirme la nature de *Fedecaba*, car l'existence de ce lien montre une continuité stratégique qui s'insère bien plus dans le coopérativisme institutionnalisé que dans l'espace de la représentation politique de cette branche du mouvement ouvrier argentin que sont les ERT.

Comme s'il s'agissait de prouver cette distance entre deux espaces, le Hugo Cabrera est seul. Je me suis déjà entretenu à maintes reprises avec lui et je l'ai croisé au *Bauen* en compagnie de Tonarelli assez souvent, au point que lors des premiers mois de mon terrain je suppose qu'il s'agit d'un dirigeant de la *Facta*. Je m'adresse à lui pour le saluer. Il a l'air tendu : « Comment ça va ?

- On est là, on attend quoi.

⁴⁵⁴ Entretien réalisé auprès d'Andrea, militante du *MNER*, au sein des locaux de la *Federacion Grafica Bonaerense*, Buenos Aires, 2018.

- Je vois que t'as réussi à avoir la seule chaise [rires].
- Oui, on me l'a donnée car j'ai trop mal au genou avec cette foutue humidité.
- Tu es venu tout seul ?
- Oui enfin, il y a Fede et quelques camarades là-bas mais ils sont occupés, et moi je ne vais pas bouger de ma chaise [rires] »⁴⁵⁵.

Je suppose à ce moment-là que les camarades auxquels il fait référence sont les membres de la *Facta* qui entourent Federico Tonarelli. Ces derniers n'occupent pas de position précise au sein du hall. Ils circulent. Notamment Tonarelli, qui est difficile à intercepter discrètement. Les raisons de ma volonté d'être discret s'expliquent par ma crainte d'être trop associé à une OPR ou à une autre. Montrer aux membres du *MNER* que je m'entends bien avec le président de la *Facta* pourrait susciter leur méfiance, surtout après les déclarations que Carmelo et Murua ont fait à l'encontre des dirigeants de cette dernière OPR.

Toutefois, ni la *Facta* ni le *MNER* ne sont présents uniquement à travers ses dirigeants. Par exemple, plusieurs travailleurs de *Cueroflex*⁴⁵⁶, une ERT affiliée à la *Facta*, ont pris leur journée à l'usine pour participer à la mobilisation collective. Ils occupent le centre du hall, saluent leurs camarades et échangent avec des travailleurs d'autres ERT affiliées à d'autres OPR. Cela confirme une nouvelle fois ce qui apparaît dans de nombreux discours : ce qui est perçu comme des divisions ne concerne que les dirigeants « nous les travailleurs on est tous dans la même galère »⁴⁵⁷.

De la même manière que la présence de travailleurs d'imprimeries autogérées appelle la présence du syndicat des ouvriers du livre, celle de travailleurs d'une tannerie autogérée - *Cueroflex*- s'accompagne de la mobilisation du syndicat de tanneurs. Il s'agit là du *Sindicato de obreros curtidores*. Rappelons que selon le modèle syndical argentin, historiquement construit, il ne peut y avoir qu'un seul syndicat reconnu par branche.

Les tanneurs présents ce jour là se distinguent par leur corpulence. Ils imposent un respect particulier. Leur présence dans le hall est, du moins de mon point de vue, rassurante.

⁴⁵⁵ Entretien réalisé auprès d'Hugo Cabrera, président de *Fedecaba* lors de l'occupation du ministère de l'énergie, Buenos Aires, 2018.

⁴⁵⁶ *Cueroflex* est une tannerie récupérée par ses travailleurs située au nord de la capitale fédérale.

⁴⁵⁷ Phrase extraite d'un entretien réalisé auprès d'un ouvrier métallurgique d'une ERT représentée par le *MNER* -la 19 de Diciembre à San Martin-

Si nous devons fournir des proportions sur la centaine de présents en fonction de leur appartenance à une OPR ou à un syndicat, nous pourrions avancer que la moitié d'entre eux sont mobilisés par le *MNER*. En effet, ce type d'occupations font partie du répertoire d'action collective très spécifiquement de cette OPR, qui ne manque pas de rappeler son slogan : « occuper, résister, produire ».

La tension monte lorsque les forces de l'ordre arrivent. Six fourgons de gendarmerie se garent dans une rue adjacente, desquels descendent des hommes lourdement armés de matériel répressif. Suite à cela Murua fait sa blague, déjà évoquée dans le chapitre IV : « ils sont là ceux qui vont nous recevoir », en jouant sur la double signification de « recevoir » et par conséquent sur les deux possibilités d'être « reçu ». Soit par le ministre, soit par des gendarmes qui vous ruent de coups. Ma crainte porte à ce moment-là sur la possibilité que les gendarmes lancent des gaz lacrymogènes à l'intérieur du bâtiment, ce qui aurait provoqué une ruée vers la sortie, probablement accompagnée d'une pluie de coups de tonfa.

Certains membres du *MNER* se muent en porte-parole pour communiquer avec les gendarmes. Je ne peux assister à leurs échanges. Ces derniers ne cherchent pas à déloger le hall par la force, comme c'est souvent le cas.

Environ une heure se passe avant que le ministre accède à ouvrir le dialogue de manière interposée. Seul un petit groupe de personnes est autorisée à monter pour remettre en main propre un communiqué commun signé par toutes les organisations présentes. Parmi ceux-ci se trouve Murua. Je n'arrive pas à voir Tonarelli monter mais je ne peux le trouver dans le hall non plus, possiblement en raison du lieu où je me trouve.

Je me trouve du côté extérieur de l'entrée lorsque descend le groupe de porte-paroles. Murua s'adresse aux présents et annonce qu'il a pu remettre en main propre le communiqué, non pas au ministre mais à un haut fonctionnaire que le ministre délègue pour l'occasion, ce qui constitue en soi un message clair adressé aux travailleurs : la demande est reçue, mais sans reconnaître que ces derniers lui ont forcé la main. Ainsi, quel que soit le côté de la barricade, personne ne perd la face.

Pour finir, rendons compte du communiqué conjoint que produisent les organisations présentes peu de temps après l'occupation du ministère :

« Communiqué des travailleurs et des travailleuses autogérés des entreprises récupérées et coopératives de travail.

Suite à la mobilisation massive au Ministère de l'énergie de la Nation, et suite à avoir été reçus par le fonctionnaire de la nouvelle gestion⁴⁵⁸ Lucas Logaldo, représentant du ministre Javier Iguacel, nous avons obtenu la promesse, de la part du Ministère, de suspendre les coupures d'électricité pour nos coopératives. De plus, nous nous sommes accordé sur la date d'une première réunion de travail, le mardi 10 juillet, où nous traiterons de la mise en place de la tarification différentielle.

Nous attendrons la résolution de cette réunion et nous nous maintenons en état d'alerte et de mobilisation, pour la défense de nos postes de travail.

FEDERACIÓN GRÁFICA BOAERENSE - SINDICATO DE OBREROS CURTIDORES - FEDECABA - FACTA - FETRAES - RED GRÁFICA COOPERATIVA »⁴⁵⁹.

6.1 Une occupation sous l'hégémonie du *MNER*.

Analysons à présent les implications de ce que nous venons de décrire. Remarquons d'ores et déjà le grand absent de cette mobilisation collective : le *MNFRT*. Si l'on prend en compte l'ensemble des propos recueillis auprès de tous mes interlocuteurs n'appartenant pas à cette OPR au cours de mon terrain à propos de Luis Caro, son président, cela semble presque logique. Cependant, cette absence est tout aussi politiquement parlante et nous informe sur les positions relatives occupées par les différentes OPR à ce moment-là, et par conséquent sur les rapports de forces en présence à cet instant. Comme nous l'analysions dans la 1^e partie de cette thèse, les propos qui portent sur la personnalité de Caro, les anecdotes et le récit de ses « frasques » ne peuvent exister qu'en se trouvant superposés à une réalité matérielle sous-jacente, que nous devons toujours chercher à dévoiler. Ainsi, ces rapports interpersonnels correspondent très bien à l'isolement quasi absolu du *MNFRT* au sein du champ de la représentation des ERT. Le fait qu'aucun de ses membres ne participe aux *IV Rencontres...* ou aux actions conjointes telle que l'occupation du ministère ou encore le fait que seuls certains articles de presse font passer, par manque de connaissance du terrain, cette OPR comme l'expression de l'organisation des ouvriers autogérés, constitue le signe de son ostracisation.

⁴⁵⁸ Par « nouvelle gestion », le communiqué fait référence à l'ensemble de l'équipe ministérielle associée au mandat de Macri.

⁴⁵⁹ Communiqué produit suite à l'occupation du ministère de l'Énergie de la ville de Buenos Aires.
Source : <https://radiografica.org.ar/2018/07/04/tarifazos-cooperativas-toman-el-ministerio-de-energia/>

D'autre part, si l'absence du *MNFRT* est frappante, la présence du *MNER* est saisissante. Non pas parce que ses militants soient présents, mais plutôt par leur nombre et surtout en raison de la manière dont peut agir le *MNER*.

En effet, c'est bel et bien le *MNER* qui décide de manière unilatérale la date et le lieu de l'occupation, qui s'érige en leader légitime. Son président est celui qui remet en main propre la lettre conjointe au haut fonctionnaire qui le reçoit, auprès de qui il parle au nom de tous. Le tour de force qui consiste à s'ériger en porte-parole du groupe, de parler au nom des autres OPR en noyant tout cela à travers l'emploi des termes « le secteur », celui au nom duquel il parle comme s'il n'était plus traversé de rapports de force et de concurrence, n'est pas le fruit d'une habileté particulière d'un individu aux capacités extraordinaires de réussir à se placer au bon endroit au bon moment. Ce tour de force se produit car il est possible qu'il se produise dans la mesure où ce sont des rapports de forces particuliers qui l'autorisent.

Dès lors, si l'action est mise en récit lors d'une version officielle qui fait état d'un secteur uni qui réclame une baisse des factures d'électricité pour les travailleurs autogérés, nous devons aller bien au-delà de cette façade pour comprendre ce qu'il se passe réellement ce jour-là.

L'un des grands éléments que nous pouvons remarquer, que nous pouvons qualifier de point initial de l'analyse qui suit est que le *MNER* impose son agenda. En plus de définir le lieu et la date de l'occupation comme nous l'avons mentionné plus haut, le *MNER* impose également son *modus operandi*. En effet, comme nous l'avons vu lors des chapitres précédents, les occupations du ministère de l'énergie constituent une mesure assez classique pour cette OPR et occupe une place de choix dans son répertoire d'actions collectives. Cependant, le *MNER* se mobilise habituellement seul. Si cela peut constituer une faiblesse pour l'ensemble des travailleurs autogérés, dans la mesure où il semble plus logique que l'union fait la force et qu'un gouvernement serait plus à même de céder sur sa politique si une large part des travailleurs se mobilise. Cependant, concernant cette branche particulière du mouvement ouvrier que sont les travailleurs autogérés présente une particularité telle que la logique s'inverse. Nous pourrions présenter le raisonnement qui suit dans l'ordre inversé mais celui-ci semble plus percutant.

L'élément qui inverse la logique semble être la faiblesse numérique du mouvement des ERT pris dans son ensemble. Près de dix-huit mille travailleurs, dont la grève n'est plus une option de lutte, regroupés dans près de quatre cent ERT, certes plutôt concentrées dans la capitale et sa province mais aussi éparpillées sur le reste du territoire, sans grands moyens de pression vis-à-vis des groupes de pouvoir contre lesquels s'inscrivent historiquement les combats des

travailleurs argentins organisés. Autrement dit, même rassemblés, les travailleurs des ERT disposent que de très peu de cartes à jouer face de leurs adversaires, dans ce cas, le gouvernement, et ne pèsent alors que très peu dans un quelconque rapport de forces, notamment sur le plan économique.

Par conséquent, sur le strict plan de la négociation collective, que le *MNER* s'oppose seul au gouvernement ou que ce soit l'ensemble des OPR qui le fassent, cela ne change pratiquement rien au rapport de forces entre les travailleurs autogérés et le gouvernement.

C'est alors que la logique s'inverse : le gouvernement peut se permettre de céder plus facilement s'il n'accorde des ressources -dans ce cas la suspension des coupures d'électricité et la mise en place d'une tarification spéciale- qu'à une seule organisation d'un même secteur et non pas au secteur dans son ensemble, ce qui lui coûterait plus cher en termes budgétaires mais aussi politiques, car cela équivaldrait à une capitulation face à des travailleurs en lutte. Les dirigeants du *MNER* en sont conscients, et durant le gouvernement Kirchner ont accepté ce pis-aller. Ainsi, les occupations du ministère de l'énergie qui ont eu pour protagonistes uniquement des membres du *MNER* ont très souvent été victorieuses, mais les avantages ne s'appliquent qu'à l'organisation qui a mené lesdites occupations, au *MNER* donc. Nous retrouvons ici la logique analysée par Julieta Quiros dans son ouvrage *El por qué de los que van* (sic) selon laquelle il apparaît comme légitime que ce soient ceux qui luttent qui soient récompensés. L'octroi de ressources est alors le fruit d'une lutte au niveau de l'organisation. Pour Quiros, la lutte s'assimile à un travail et l'octroi de ressources, comme une rémunération pour l'effort fourni. Cette logique fait écho à celle mobilisée par Raul, ouvrier métallurgique de l'*IMPA* lorsque je lui demande ce qu'il s'est passé avec les travailleurs qui n'ont pas voté en faveur de la reprise de l'usine et de la création de l'ERT. Font-ils partie de l'ERT à la fin du conflit ? Raul me répond : « *el que no lucha, se jode* ». « Celui qui ne lutte pas, va se faire voir » donc.

Nous pourrions nous demander si, conscients de la manœuvre gouvernementale -qui constitue une base susceptible d'alimenter les logiques de concurrence entre OPR- les dirigeants du *MNER* ne s'en seraient pas simplement accommodés, en s'inscrivant dans une sorte de logique *win-win* entre l'OPR et le gouvernement, en délaissant ainsi toute perspective d'organisation collective.

Deux questions doivent alors se poser. Nous pouvons tout d'abord nous demander si le manque d'organisation collective du secteur est le renforcé par les stratégies de lutte du *MNER* ou bien cette OPR subit les agissements de ses homologues ? Puis, quels étaient les choix du *MNER* ?

Lutter au nom de tout le secteur quitte à ne rien obtenir en se mobilisant seul ? Quels étaient les choix des ouvriers *d'IMPA* en 1998 ? Se répartir un très maigre chiffre d'affaires entre celles et ceux qui ont lutté pour la récupération uniquement ou diviser le revenu par tête par trois en intégrant les travailleurs qui s'opposaient au projet de récupération ? Ces questions n'appellent pas de réponse morale chez les agents qui en trouvent les réponses, car elles se posent sur un plan pratique : est-il possible de faire autrement dans un tel contexte ? D'autre part, elles ne doivent cacher les questionnements sur leurs propres conditions de possibilité. Formulés simplement, les choix cornéliens qui s'offrent aux travailleurs ne doivent pas emporter le chercheur avec eux. Ce dernier ne doit pas perdre de vue comment -ce qui rend possible que- des travailleurs désespérés en arrivent à devoir trancher de telles questions.

Remarquons toutefois que le processus de scission-constitution qui débute en 2003 échappe à toute volonté individuelle ou collective si nous nous plaçons au niveau de l'OPR. Celui qui donne naissance à la *Facta* est encore plus parlant, dans la mesure où il se produit sous les auspices du *kirchnérisme* alors au pouvoir et évince de fait davantage le *MNER* de sa position de leader capable de rassembler, au point de causer non pas sa quasi disparition mais son « endormissement » vers la fin de la décennie 2000. Nous pouvons alors nous demander si la tactique que « choisit » le *MNER* n'est pas en réalité essentiellement subie. En effet, le *MNFRT* ne représente en aucun cas une OPR qui cherche l'union du secteur pour les raisons que nous avons analysé dans les précédents chapitres. La *Facta* des années *kirchnéristes* non plus, car s'unir avec le *MNER* en revient à confronter le gouvernement alors que sa genèse, dont la rupture avec la ligne de Murua constitue un élément explicatif et sa stratégie -les deux éléments sont liés- reposent sur une alliance avec le *kirchnérisme*.

Néanmoins, comme nous l'avons précédemment abordé, l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri rebat les cartes au sein de l'espace de représentation politique des ERT. L'hypothèse que j'avais formulée en 2016 ne se vérifie pas totalement dans la réalité car elle était trop simpliste. J'avais supposé, rappelons-le, qu'un contexte plus adverse envers les travailleurs autogérés produirait nécessairement un rapprochement entre OPR, mais je n'en avais pas vraiment exploré les causes, ou plutôt, j'en étais resté à une analyse sectorielle en délaissant les stratégies au niveau de l'OPR.

En effet, si la *Facta* participe à cette mobilisation par exemple, c'est surtout car elle n'a pas le choix. Ayant perdu ses soutiens au gouvernement, le fait de ne pas y participer implique plusieurs types de coûts, que nous analyserons par la suite dans le cadre de l'analyse générale de ladite mobilisation.

Tout d'abord, en suivant la logique précédente, les organisations qui ne se mobilisent pas lors de la prise du ministère n'obtiennent aucune rétribution matérielle. Autrement dit, les demandes adressées au ministre, sur lesquels il cède, ne se réalisent que pour les ERT qui intègrent les organisations qui mobilisent ce jour-là. Par conséquent, derrière le slogan de l'unité, se cache agrégation d'OPR qui savent que la réduction des prix ne s'appliquera pas pour leurs ERT si elles ne participent pas à la mobilisation.

Reprenons. Une fois que le *MNER* lance l'initiative, les autres OPR, mises face au fait accompli de la mobilisation, n'ont d'autre choix que de la suivre et d'y participer comme si elles avaient fait partie de ladite initiative. En effet, chaque OPR a besoin de se montrer face aux autres ainsi que face à la base militante ce jour-là, mais cela doit rester un fait inavoué. Il faut au contraire que chacune redouble d'efforts pour communiquer sur le fait qu'il s'agit d'une opération conjointe avec le *MNER* réalisée sur un pied d'égalité. De ce fait, chaque OPR montre aussi aux autres sa capacité à mobiliser. Ce signal envoyé aux pairs peut, dans le cas où la capacité à mobiliser soit importante, indiquer que l'OPR est solide et capable de résoudre les conflits des travailleurs en lutte ce qui a pour effet d'accroître sa légitimité.

Mais encore, outre le coût matériel immédiat associé à l'absence de mobilisation, à savoir le fait que le gel des tarifs ne s'applique pas aux absents, il existe également un coût en termes de légitimité et de réputation. Autrement dit, si une OPR ne se mobilise pas lorsque les autres le font, elle se retrouve condamnée à l'isolement. La relation inverse est également possible si l'on considère le cas du *MNFRT*, qui ne se mobilise pas dans la mesure où son isolement se trouve déjà acté.

Reste à s'interroger sur les raisons du pas vers l'unité que fait le *MNER*. Si celle-ci cache -et s'explique en partie par- les mécanismes que nous venons d'analyser, nous pouvons nous demander si le *MNER* pouvait continuer à mettre en place sa stratégie solitaire. Cela voudrait dire que les discours unitaires ne seraient pas qu'une façade et qu'il ne fallait qu'attendre que d'autres OPR soient contraintes de suivre l'initiative du *MNER*, qui aurait toujours visé ladite unité, mais sous certaines conditions ?

Un premier élément de réponse nous est donné par l'analyse des processus de scission-constitution. Il semble en effet, comme nous l'avons rappelé plus haut, que le fractionnement de l'espace de la représentation politique des ERT en plusieurs OPR distinctes se produit à l'insu du *MNER*.

Le deuxième élément prend en compte le caractère partiel de cette unité. En effet, l'absence de l'une des trois OPR de première génération produit un effet similaire, du point de vue du gouvernement, à quand le *MNER* se mobilise seul : même s'il a plusieurs OPR face à lui, le gouvernement peut encore « jouer la division » en accordant des revendications minimales à une partie du secteur et faire rapidement cesser la mobilisation.

Nous avons jusqu'ici tenté d'expliquer l'apparente union du secteur en partant des stratégies de chaque OPR selon un contexte donné. Cependant, le troisième élément se situe au niveau du secteur des ERT dans son ensemble. En effet, les attaques contre les travailleurs perpétrées par le gouvernement de Macri sont si intenses que ce que peut obtenir telle ou telle OPR en négociant de son côté avec le gouvernement semble dérisoire par rapport à ce que peuvent perdre les travailleurs autogérés. De ce fait, l'unité, du moins partielle devient une nécessité pratique pour tous, y compris pour le *MNER* dans la mesure où ses effets se font sentir sur d'autres aspects qui vont bien au-delà des négociations avec le gouvernement. Nous pouvons mentionner par exemple les effets de réseau déjà évoqués lors de l'analyse de la monnaie *Par*, qui présenterait un caractère bien plus libérateur si elle intégrait l'ensemble des ERT du pays.

7. Diagnostic de l'état des rapports de forces entre OPR et agents au sein l'espace de la représentation politique des ERT à la fin du mandat de Mauricio Macri.

Ce chapitre est notamment dédié aux effets macro que causent les stratégies des OPR prises séparément. Cependant, il ne s'agit pas d'une réhabilitation d'un certain individualisme méthodologique wébérien que nous placerions à un niveau méso, à savoir au niveau de l'OPR ou bien en réduisant des organisations politiques au rôle d'individus dans un modèle beaucoup trop simpliste. En effet, les agissements des OPR sont avant tout ceux de leurs dirigeants. De plus, ces derniers sont le produit de parcours particuliers et ne peuvent agir que dans le cadre de rapports de forces précis, eux-mêmes largement façonnés par un contexte politique, social et économique qui les dépasse amplement.

Dès lors, nous avons vu comment la *Facta* est forcée de se rapprocher d'un certain courant minoritaire de la CGT lorsqu'elle perd ses soutiens au gouvernement dès le début de l'année 2016. Dans la même logique, elle est aussi contrainte de se mobiliser avec le *MNER* selon les termes de ce dernier lors de l'occupation du ministère de l'énergie. Nous avons vu également comment la *Facta*, si elle réussit à mener une mobilisation réussie au tribunal pour infléchir la

décision du juge, elle ne dispose pas de forces suffisantes pour mener la lutte *d'Adan Buenos Ayres*.

Sur la même période, le *MNER* passe d'un état de quasi inactivité militante à devenir l'OPR la plus légitimée. Si le *MNER* se caractérise par sa forte capacité à mobiliser dès sa création, ses prétentions d'être un mouvement plus qu'une organisation -nous avons vu que cette dichotomie n'est pas nécessairement opérante- et ses victoires lors des premières étapes d'une occupation, ce type de stratégie la relègue à être une « OPR de rue ». La *Facta*, au contraire, se construit plutôt en opposition au *MNER* au niveau stratégique ce qui permet de tenter la qualification « d'OPR de bureau ». Cette typologie ne suit pas une logique qui se baserait sur le degré d'institutionnalisation de chaque OPR.

Cela supposerait de trancher trop brutalement dans un continuum -même si pratiquement toutes les typologies le font dans une certaine mesure- mais surtout, présenterait un caractère trop simpliste car elle supposerait qu'il y a une seule manière de s'institutionnaliser, ou encore, que le fait de s'institutionnaliser ne se réfère qu'à un mode précis d'institutionnalisation dans un contexte institutionnel donné. Autrement dit, nous pouvons considérer que le *MNER* tout comme la *Facta* présentent des degrés d'institutionnalisation similaires dans des milieux différents.

Par conséquent, dans le but d'affiner quelque peu cet outil, nous pouvons avancer que cette typologie se construit sur la base d'une plus ou moins grande insertion dans des réseaux officiels pré existants. En effet, la constitution du *MNER* est concomitante à la construction de l'espace même de la représentation politique des ERT. Celui-ci se consolide alors au sein d'un nouvel espace, toutefois encastré dans le mouvement ouvrier, dont le répertoire d'actions collectives se retrouve logiquement dans la branche que constituent les ERT. Lorsque se constitue la *Facta*, au contraire, cet espace existe déjà. Cependant celle-ci tente de s'y légitimer en investissant en parallèle celui du coopérativisme, en tissant des liens avec des députés et sénateurs kirchnéristes au sein du champ politique, de manière à apparaître comme l'organisation capable d'agir, sur d'autres terrains que le *MNER*, en faveur des ERT qu'elle représente. C'est précisément cette dépendance qui explique la chute de la *Facta* lorsque l'administration Macri arrive au pouvoir.

Mais encore, le *MNER* parie sur d'autres stratégies de légitimation de manière autonome, telles que l'ouverture *d'IMPA* et la mise en place de la monnaie *Par*.

Nous verrons au cours du chapitre suivant que le *MNER* s'investit dans puissante Confédération des travailleurs de l'économie populaire (CTEP) tout en négociant son autonomie, au point de

contrôler la « branche autogérées » de la *CTEP*. Une certaine logique voudrait que nous analysions ce processus et ses implications au cours du présent chapitre, étant donné que celui-ci porte précisément sur les stratégies que mettent en place les OPR selon le contexte dans lequel elles évoluent. Si nous nous basions uniquement sur un critère chronologique formel pour articuler ce plan, alors le présent chapitre, qui porte essentiellement sur la période macriste devrait contenir tout ce qu'il se produit durant le mandat de Macri concernant les phénomènes que nous analysons.

Suivant cela, nous n'aurions d'autre choix que d'écrire un « long chapitre VIII » en y incluant la stratégie que met en place le *MNER* au sein de la *CTEP*, qui prend forme précisément durant le mandat de Macri.

Cependant, cela viendrait à diminuer le versant analytique d'un plan de type chronologique-analytique.

De ce fait, plusieurs raisons nous poussent à privilégier une autre logique que la ci-dessus mentionnée et à analyser l'imbrication de la *CTEP* et du *MNER* dans le chapitre suivant. Rappelons que l'une des interrogations qui composent la problématique de cette thèse porte sur la manière dont, selon toute apparence, des groupes de travailleurs isolés, marginalisés suite à la faillite brutale de l'entreprise capitaliste dans laquelle ils travaillent finissent par s'organiser collectivement et à intégrer l'appareil d'Etat deux décennies plus tard. Le coup joué par le *MNER* au sein de la *CTEP* constitue une large part de l'explication et se distingue par là même des stratégies analysées précédemment. Autrement dit, si la *Facta* avait été en mesure de réaliser une telle manœuvre qui aurait abouti au placement de certains de ses membres à des postes ministériels, alors nous aurions nécessairement dû traiter cela dans le chapitre suivant.

Or, le chapitre IX est constitué de l'analyse de l'aboutissement partiel d'un processus long, que nous nous sommes attelés à analyser au cours des précédents et qui est nécessairement toujours en cours. Par conséquent, les actions des agents et des OPR qui le reflètent et qui expliquent cette accession à l'appareil d'Etat à court terme, c'est-à-dire celles qui constituent le rapport de forces qui, dès que se produit un nouveau changement de gouvernement, permettent que ce phénomène ait lieu, sont celles que nous devons nécessairement traiter dans le chapitre suivant. Par conséquent, ce choix se justifie dans la mesure où ce que nous analyserons dans le chapitre IX fait immédiatement partie de l'aboutissement partiel du processus que nous décrivons. Autrement dit, sans la « stratégie gagnante » du *MNER* -cela suppose de raisonner avec une

hypothèse contrefactuelle- la représentation politique des ERT -notamment le *MNER*- n'aurait jamais pu accéder à l'appareil d'Etat.

Or, ces processus correspondent en plus ou moins grande mesure aux changements de gouvernement. Nous aurions alors pu dédier le chapitre suivant à l'analyse des conséquences de changement de contexte politique au sein de l'espace de la représentation politique des ERT. Cependant, l'entrée du *MNER* au sein de la *CTEP* se produit vers la fin de l'administration Macri. Cette logique jetterait à terre la précédente, qui paraît bien plus pertinente en termes analytiques.

Nous verrons par la suite comment des changements structurels qui se produisent à la frontière de la définition de l'autogestion ouvrière, de l'économie populaire et du mouvement ouvrier mais qui impactent l'espace de la représentation politique des ERT fournissent une fenêtre d'opportunité pour le *MNER* qui ne manque pas de s'y engouffrer afin d'entamer une ascension sans précédent.

Rappelons, avant d'entamer le chapitre suivant, que la construction de la définition de l'ERT relève d'un long processus de lutte et d'impositions parfois performatives plutôt que d'un consensus immédiat entre les différents producteurs de catégories. De ce fait, nous pouvons retrouver dans la réalité des caractéristiques, des traits saillants propres aux ERT qui correspondent à certains critères de définition de l'économie populaire et informelle. L'emploi de la conjonction de coordination « et » accomplit ici une fonction de distinction dans la mesure où ces deux domaines de définition ne se recoupent pas nécessairement. L'emploi de la conjonction « ou » n'aurait eu pour effet que de confondre davantage ces deux ensembles.

CHAPITRE IX : LE RETOUR DU PÉRONISME AU POUVOIR S'ACCOMPAGNE DE LA CRÉATION DE POSITIONS MINISTERIELLES CONTROLÉES PAR DES MEMBRES ISSUS DE LA REPRÉSENTATION POLITIQUE DES ERT : PÉNÉTRATION, COOPTATION OU INSTITUTIONNALISATION ?

1. L'administration Fernandez hérite d'une situation économique fortement dégradée.

Nous avons vu lors du chapitre précédent que les contraintes structurelles qui conditionnent fortement le développement économique de l'Argentine s'exacerbent lorsque le gouvernement de Macri met en place une batterie de mesures néolibérales, telles que la dérégulation totale du commerce extérieur, du marché des changes et de celui de capitaux, tout en permettant que l'inflation rogne les salaires. De ce fait, l'Argentine entre en récession dès 2016. L'année 2017 est le témoin d'un léger rebondissement de la croissance, expliqué notamment par l'investissement public – à travers la rénovation de routes, financé par l'endettement extérieur-en période préélectorale. Passée cette période, les contradictions structurelles du modèle se font sentir à nouveau. Le poids de la dette explose et mène à la réduction drastique de la dépense publique, avec des effets dévastateurs sur la croissance et l'emploi. L'année 2018 est placée sous le signe de la récession et du retour du FMI. Celle-ci se poursuit tout au long de l'année suivante, aggravée par les contraintes que comporte l'emprunt au FMI. Tandis que l'Argentine devient le débiteur majoritaire du Fonds, celui-ci impose des mesures draconiennes pour que le pays se soucie principalement de rembourser ses débiteurs en dollars, sans toutefois se soucier du fait qu'en la présence d'un marché des capitaux dérégulé, les milliards que l'institution déverse ne font que financer la fuite des capitaux, ce qui est pourtant contraire à ses propres statuts. Ce flux continu permet de maintenir un taux de change relativement stable mais l'ensemble des investisseurs et des spéculateurs savent que dès que celui-ci se tarit, deux phénomènes peuvent se produire. Soit le taux de change explose et fait exploser l'inflation à son tour, soit le gouvernement se voit contraint d'appliquer des mesures restrictives aux mouvements de capitaux et notamment sur le marché des changes. C'est précisément ce que finit par faire l'administration Macri en fin de mandat, en entrant en parfaite contradiction avec l'ensemble des discours tenus à ce sujet jusqu'alors.

Si l'année 2019 est le témoin de la victoire électorale d'Alberto Fernandez en pleine récession économique, elle est aussi celle où commence la pandémie de *Covid-19*. Il faut attendre les premiers mois de l'année 2020 avant que les images d'un Wuhan confiné cessent de nous paraître lointaines. Tandis que les pays européens attendent que les morts journalières s'élèvent à quelques centaines avant de confiner leurs populations, l'Amérique latine regarde, compte, et ferme ses frontières. L'Argentine confine sa population dès que la première vague atteint le pays et s'engage ainsi dans ce que la presse baptise : « le plus long confinement au monde ». Si la mesure est efficace pour endiguer ce premier assaut, notamment comparé à des pays d'Amérique centrale ou au Brésil où les corps s'amoncellent dans les rues, elle ne permet toutefois pas de contenir la propagation du virus à long terme. De plus, certaines catégories de

la population ne peuvent tout simplement pas rester confinées. Il s'agit là bien sûr des travailleurs essentiels dans le secteur formel, mais surtout de l'ensemble des travailleurs informels qui n'ont d'autre choix que de continuer à travailler, pratiquement au jour le jour, pour espérer obtenir un revenu suffisant pour ne pas basculer sous le seuil d'indigence.

Tel est le cas des travailleurs autogérés. Ils ne sont en général pas dans une situation aussi précaire qu'un vendeur de rue informel, mais partagent avec lui l'impératif de devoir travailler en pleine pandémie, sous peine de se retrouver en situation de privation totale de revenus.

Cependant, la crise économique liée à la pandémie dépasse amplement, de par sa complexité, son étendue et ses causes -dont les pires ne se font pas encore ressentir du fait de l'intervention des banques centrales- celle de 2008. Crise d'offre et de demande qui menace de faire s'effondrer un système financier déjà sous perfusion depuis 2008 et dont la chute entraînerait l'économie réelle comme en 1929, celle de 2020 présente toutes les formes d'un maëlstrom implacable, impossible à combattre avec des mesures conventionnelles. Cela est d'autant plus vrai pour les pays périphériques fortement endettés en dollars dont les monnaies nationales ne sont pas des devises. Par conséquent, ces économies ne peuvent faire usage de politiques d'assouplissement quantitatif massives pour racheter leurs dettes publiques en quantité suffisante. Les dettes se payent au centuple par le travail de la population et par l'exportation de ressources naturelles qui prend souvent des airs de pillage.

Les ERT, entreprises insérées dans un marché concurrentiel rencontrent alors les problèmes classiques des PME en Argentine. L'accès aux dollars, nécessaires aux importations de machines, de pièces destinées à leur réparation, ou de produits intermédiaires, est limité. De plus, leur prix mesuré en pesos augmente quotidiennement. Si l'ERT parvient toutefois à s'en procurer en quantité suffisante, elle rencontre probablement un problème d'approvisionnement dû aux désajustements de la production de ces biens, notamment en Chine. A cela s'ajoute un *tarifazo* qui ne dit pas sans nom, dans la mesure où le gouvernement de Fernandez n'a pas réussi à diminuer le prix de l'électricité et du gaz, mais seulement à freiner leurs augmentations respectives.

Pour finir, la demande adressée aux ERT chute drastiquement, non seulement en raison de la diminution plus ou moins généralisée des revenus mais du fait des mesures sanitaires. Le secteur du tourisme est l'un des plus touchés, au point que la *Facta* perd son siège historique. En effet, l'hôtel *BAUEN* ferme définitivement ses portes en 2020. Alors que la coopérative avait

résisté aux multiples assauts des forces de l'ordre, avait surmonté la crise de 2001 qui l'a vue naître, celle de 2008, les récessions néolibérales et le *tarifazo*, la crise du Covid constitue le coup de trop.

Le panorama économique décrit jusqu'à présent semble si sombre pour les ERT que bien des fois, depuis la France, je me suis demandé si elles n'allaient pas toutes périr malgré leur énorme capacité de résistance. Force est de constater que non, si nous nous basons sur les rapports de Ruggeri et sur les statistiques à leur sujet devenues officielles. Nous reprendrons ce point en fin de chapitre.

Penchons-nous à présent sur l'un des processus, *a priori* extérieur aux ERT, qui naît durant le *kirchnérisme*, demeure relativement silencieux jusqu'au macrisme puis éclot avec force dès 2017 et ne cesse de gagner en puissance depuis. Il s'agit là de la constitution d'une organisation de représentation de « l'économie populaire » qui cherche à prendre toutes les formes d'un syndicat puis d'une centrale, alors qu'elle naît de la jonction de plusieurs organisations politiques préalables et se présente comme une confédération. Il s'agit là de la *Confederacion de los trabajadores de la economia popular (CTEP)*. Nous verrons comment cela vient bouleverser les rapports de force au sein de l'espace de la représentation politique des ERT et comment son action explique en grande partie l'accès de certains dirigeants d'OPR au gouvernement. Nous tenterons ensuite de répondre à la question posée dans le titre de ce chapitre : s'agit-il d'une simple cooptation de la part d'un gouvernement qui cherche à apaiser la contestation ou bien pouvons-nous parler d'une réelle pénétration de l'autogestion ouvrière au sein d'un gouvernement dirigé par un parti qui l'a jusqu'alors très majoritairement ignorée ?

2. « L'économie populaire » se dote d'une centrale syndicale dont l'existence modifie les rapports entre OPR.

Les termes employés dans le titre de cette sous-partie sont plus à même d'attirer l'attention du lecteur et d'introduire le caractère conflictuel de la définition et de l'emploi de ces termes. Pour comprendre cela, nous devons nous intéresser à l'histoire de la Confédération des travailleurs de l'économie populaire, ainsi que sur ce que recouvre le concept d'économie populaire. Nous

verrons à travers cela que la *CTEP* se révèle être un puissant producteur de catégories, au point de modifier certains rapports de forces au sein du champ académique et politique. En effet, dès lors que la *CTEP* réussit à imposer l'usage des termes « économie populaire » au détriment du champ lexical de l'informalité et de la précarité, cela favorise les articles scientifiques et les discours politiques qui les reprennent et les théorisent.

La *CTEP* se crée en 2011, à la fin du premier mandat de Cristina de Kirchner. Si la période de croissance économique « à taux chinois » comme aiment à le répéter les dirigeants partisans au pouvoir contribue à la contraction du chômage et de la pauvreté durant le mandat de Nestor Kirchner et le début du premier mandat de Cristina de Kirchner, cela ne suffit pas à éradiquer la pauvreté structurelle, le travail informel et le chômage, dont le taux n'atteindra jamais plus la proportion frictionnelle de la période 1940-1973. En effet, la matrice productive argentine, dépendante de l'insertion du pays dans les marchés internationaux n'absorbe tout simplement pas l'ensemble de la population en âge de travailler et potentiellement disposée à le faire⁴⁶⁰. Selon Novick (2016), l'emploi informel atteint en 2012 un tiers de la population économiquement active. Cette proportion se maintient avec de légères variations jusqu'à aujourd'hui.

Cependant ce phénomène n'est pas nouveau. Il devient structurel durant la dictature de 1976 du fait de la désindustrialisation du pays, phénomène qui s'aggrave lors de la décennie 1990. Les conditions matérielles d'existence que connaissent des millions de personnes qui travaillent dans le secteur informel pour survivre ou qui viennent d'y tomber suite à des licenciements massifs, permettent la construction politique d'organisations *piqueteras* qui adoptent initialement la forme de mouvements, faiblement qui sont institutionnalisées et sont portées sur des actions de rue, notamment les piquets de grève et les coupures de routes qui donnent leur nom aux membres de ces rassemblements.

Si entre le milieu des années 1990 et 2011 certaines de ces organisations -magnifiquement analysées et décrites par Julieta Quiros dans son ouvrage *El por qué de los que van* (2011) - disparaissent ou fusionnent, celles qui existent encore au moment où se constitue la *CTEP* sont loin d'être étrangères à la construction de cette « centrale de l'économie populaire ». Parmi

⁴⁶⁰ Nous n'entrerons pas dans le débat de la définition de la population active car le critère de la recherche de travail de la part des individus en âge de travailler pour y être comptés pose problème. En effet, un individu qui ne déclare pas être à la recherche d'un emploi formel peut être un étudiant aisé ou bien un habitant d'un bidonville qui vend des bracelets à un feu rouge. Le second serait compté comme inactif alors qu'il travaille pour survivre, d'où l'expression « potentiellement disposée à le faire ».

celles-ci se trouvent plusieurs organisations centrales, telles que les piqueteras *Movimiento Evita* et *Barrios de pie*, le *Movimiento de trabajadores excluidos*, *Movimiento popular La dignidad*, *Movimiento popular Patria grande* mais aussi la *Corriente clasista combativa*. Sans faire l'historique de chaque organisation en détails, nous pouvons simplement constater que si nous nous basons uniquement sur un échiquier politique partisan, nous sommes en présence d'un rassemblement assez hétérogène qui couvre ce que nous pourrions appeler le péronisme de gauche -notamment sur l'axe économique- et populaire jusqu'au marxisme avec la CCC, que les militants qui ne s'y trouvent pas surnomment « les chinois » en raison de leur proximité avec certains courants du maoïsme.

Nous pouvons d'ores et déjà déceler ce qui rassemble ces différentes organisations et les populations qu'elles représentent et qui les composent. Prenons toutefois un extrait d'article écrit par Juan Grabois, l'un des dirigeants de la CTEP pour exemplifier et approfondir ce point : « Pour certains fonctionnaires et dirigeants politiques, il est difficile de comprendre ce que faisaient, le 1^{er} mai, les kirchnéristes du *Movimiento Evita*, le *Movimiento Nacional Campesino Indígena*, le M8 ou *Los Pibes*, les différentes expressions de la gauche populaire comme *Patria Grande*, *la Dignidad*, *Seamos Libres*, ou *Darío Santillán*⁴⁶¹, des organisations nettement sociales comme *Movimiento de trabajadores excluidos (MTE)*, des groupements *piqueteros* tels que la CTD et le MTD *Aníbal Verón*, les *Misioneros de Francisco*, la *Carlos Mujica*, des groupes autonomistes, des dirigeants d'obédience chrétienne, des militants du syndicalisme péroniste mais aussi des trotskystes indépendants, défilant tous ensemble vers le Ministère du travail, fondus dans une colonne massive et colorie, sous un même drapeau et avec les mêmes réclamations, notamment la reconnaissance du syndicat des exclus. Comment peut-on comprendre que des rivaux électoraux et idéologiques, opposants et pro-gouvernement partagent une même construction⁴⁶² sociale ? Comment comprendre que les manœuvres du tandem Berni⁴⁶³- Montaña, le bâton et la carotte des mouvements aient échoué dans leurs tentatives de briser notre organisation ? Comment parvenons-nous à maintenir l'unité en temps de polarisation extrême, avec un mouvement ouvrier divisé en cinq centrales, lors d'une année

⁴⁶¹ Dario Santillan est un ancien guerrillero trotskyste qui a continué une lutte non armée à Jujuy dès la fin de la dictature auprès des travailleurs de l'économie populaire, ou « exclus » comme ils étaient nommés dès les années 1980.

⁴⁶² Dans le sens « d'organisation ».

⁴⁶³ Sergio Berni était en 2015 le « Secrétaire de sécurité de la Nation », c'est-à-dire un haut fonctionnaire dépendant du ministère de l'intérieur. Depuis 2019, il est ministre de sécurité de la Province de Buenos Aires. Carlos Montaña est actuellement fonctionnaire de ce dernier ministère et répond alors à l'autorité de Berni.

électorale où la politique⁴⁶⁴ emporte tout sur son passage ? Comment expliquer, malgré le fait que cette étrange unité soit un gros mot à *l'INAES*, et se trouve totalement marginalisée de la politique officielle d'aide aux coopératives, presque tout l'associationnisme populaire, du Mouvement national d'entreprises récupérées jusqu'à la Fédération de coopératives de *cartoneros* et recycleurs soit encadré là ? La réponse ne se trouve pas dans des conspirations politiques ni dans des luttes pour des ressources, et c'est pour cela, pour ceux qui conçoivent que les pauvres ne s'expriment que tous les deux ans dans les urnes ou qu'on les discipline en distribuant de la nourriture, une allocation ou une petite coopérative⁴⁶⁵, cet assemblage doit lui paraître incompréhensible et insupportable. Il échappe aussi à la compréhension de ceux qui utilisent les humbles comme plateforme de déploiement d'un petit groupe militant qui fait le choix d'un espace contrôlable face au processus imprédictible. D'autres le comprennent encore moins, à savoir les avant-gardes éclairées qui conçoivent le secteur comme un lumpenprolétariat indigne des révélations du pseudo marxisme »⁴⁶⁶.

Avant d'analyser le cœur de ce passage, ne voyons pas cette dernière phrase comme une attaque au marxisme, mais plutôt comme une réplique à certains militants qui s'en revendiquent et qui reproduisent un cadre analytique qui découle d'une interprétation trop simpliste du marxisme. Cette réponse sous forme d'invective masquée permet aussi d'introduire tout le propos de la *CTEP*, incarnée ici par Juan Grabois, à savoir, considérer la population de laquelle il parle non pas comme faisant partie du lumpenprolétariat mais comme des prolétaires -au sens justien- et des travailleurs avec tous les droits qui y sont associés.

Le caractère unitaire que Grabois met en avant, derrière lequel l'on devine l'axe qu'il cherche à imposer -du type peuple vs oligarchie- est à relativiser fortement. En effet, si de nombreuses organisations défilent aux côtés de la *CTEP* et parfois vont même jusqu'à l'intégrer, ce n'est pas nécessairement ou iniquement par adhésion idéologique ou parce que c'est l'axe oligarchie-peuple, ou « haut-bas » (Ostiguy, 2005) qui prime pour chacune d'entre elles. Il existe un élément explicatif supplémentaire à prendre en compte, qui ne remet pas nécessairement en cause les précédents. En effet, le poids de la *CTEP* est incontestablement plus important que celui de toutes les autres organisations prises séparément. La *CTEP* peut être vue alors comme le centre de gravité au sein duquel ou par rapport auquel les autres organisations doivent se

⁴⁶⁴ Le terme « politique » est employé ici dans un sens restreint qui fait référence notamment à l'actualité partisane.

⁴⁶⁵ Juan Grabois fait ici clairement référence au « plan *Argentina Trabaja* ».

⁴⁶⁶ Article écrit par Juan Grabois, dirigeant de la *CTEP*, publié dans *Resumenlatinoamericano* le 8/02/2015. Lien : <https://www.resumenlatinoamericano.org/2015/02/08/argentina-que-es-la-ctep/>

positionner. Par conséquent, y adhérer ou s'en approcher relève aussi d'un choix stratégique qui vise soit à tenter de prendre part au processus de décision, soit à ne pas se marginaliser, plutôt que de rester complètement en dehors de cette organisation. Autrement dit, la *CTEP* est si hégémonique en 2015 que toutes les autres organisations qui tentent de représenter le même public ont le choix entre y « jouer leurs billes » ou rester en dehors.

Cependant, malgré cette relativisation d'une unité supposée ou effective entre organisations, il n'en demeure pas moins vrai que l'ensemble des organisations mentionnées plus haut cherchent à représenter politiquement des populations aux caractéristiques communes, telles que l'informalité, la pauvreté, l'exclusion, qui vit de son travail, que la *CTEP* cherche à constituer en tant que classe unifiée, celle des travailleurs de l'économie populaire appartenant au prolétariat, au détriment d'une distinction travailleurs formels insérés par le travail vs. les informels, marginalisés et uniquement sujets à diverses formes d'assistance sociale. Autrement dit, le combat de la *CTEP* relève en grande partie d'une lutte pour la définition des sujets qu'elle cherche à représenter. Certains auteurs avancent même que la *CTEP* opère simultanément une tâche de représentation d'un type de population particulière à la fois qu'elle crée les sujets qu'elle cherche à représenter. En termes de Muñoz, et Villar (2017) : « [...] la *CTEP* se structure avec l'intention de représenter un secteur qui n'était même pas considéré comme des « travailleurs », ce qui impliquait non pas la représentation mais la création du même en tant que collectif avec une entité au sein de l'espace public institutionnel. Autrement dit, c'est dans l'exercice de la représentation que la *CTEP* crée le sujet qu'elle cherche à représenter »⁴⁶⁷.

Cela ne doit pas être interprété, à mon sens, à l'aide d'un prisme issu d'une interprétation idéaliste primaire. Elle ne crée pas quelque chose qui n'existe pas dans le monde social. Les conditions matérielles sensibles des travailleurs de l'économie populaire et leur place dans les processus de production sont sensiblement les mêmes, avant et après 2011. La *CTEP* se fraye plutôt un espace dans la représentation politique de ces travailleurs qui avant n'étaient pas considérés comme tels du point de vue de l'officiel. La *CTEP* ne vise pas seulement la reconnaissance de ses catégories de la part des organisations syndicales ou partisans, mais vise directement l'Etat, le point zéro de l'officiel, l'institution capable d'imposer des catégories performatives par excellence au service de ceux qui la contrôlent. Ainsi, lorsque nous lisons que la *CTEP* crée le sujet à représenter lors de l'exercice de sa tâche de représentation, nous

⁴⁶⁷ Muñoz, M. A., & Villar, L. I. (2017). Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (*CTEP* en la CGT): entre la organización sindical y el conflicto político-social (Argentina, 2011-2017). *Crítica y Resistencias*, 5. p.15

devons cantonner cette observation au domaine de ce que nous pourrions appeler l'espace de la représentation politique.

Puis, en termes de Munoz et Villar « La *CTEP* s'est orientée vers la recherche de reconnaissance envers ses « représentés », envers la CGT, envers d'autres syndicats et envers l'Etat, avec pour objectif de devenir une organisation légitime (mais aussi légale), représentante des travailleurs de l'économie populaire. Au cours de ce processus, la *CTEP* a obtenu la reconnaissance de sa *personeria social*⁴⁶⁸ et la construction d'institutions publiques associées avec le secteur [de l'économie populaire] (s'en distingue la loi d'urgence sociale, entre autres) mais aussi la propre construction d'un sujet collectif : les travailleurs de l'économie populaire. Il est évident que cela n'est pas du seul fait de la *CTEP* mais aussi d'un processus interactif fait d'alliances et d'inimitiés qui comprend d'autres organisations, syndicats, le gouvernement et l'Etat »⁴⁶⁹.

En plus d'appuyer le point précédent, cet extrait comporte une information essentielle pour comprendre l'un des enjeux de lutte de la *CTEP*. Nous comprenons que cette organisation cherche à se légitimer, et le fait avec succès tous azimuts, envers d'autres organisations bien plus institutionnalisées ainsi qu'envers l'Etat. C'est seulement à travers cela que la *CTEP* espère pouvoir exister politiquement. Cependant cela ne se joue pas uniquement sur le plan discursif dans la mesure où la *CTEP* encadre de fait directement des centaines de milliers de personnes dans tout le pays et cherche à en représenter des millions.

Afin d'illustrer davantage les deux points précédents, je choisis de retranscrire un extrait de l'un des entretiens charnière qui ont fortement contribué à l'avancée de mon terrain.

Je me trouve à Pigüé, au sein de l'immense usine textile récupérée par ses travailleurs, *Cooperativa de trabajo Textiles Pigüé (CTTP)*. La *IVe Rencontre internationale de l'économie des travailleurs* comprend de nombreuses conférences et débats, auxquels j'assiste assidument. L'une d'entre elles est impartie par deux militantes de la *CTEP*.

Suite à leur conférence et au cycle de question-réponses, je réussis à décrocher un entretien avec les conférencières. Ce dernier est long, riche et complexe. Aussi, je choisis de ne

⁴⁶⁸ Il s'agit d'un statut officiel octroyé par l'Etat qui reconnaît alors l'organisation qui en jouit comme un « quasi syndicat ». Très concrètement cela se traduit par une organisation interne officielle, et en cas de manquement, les membres de l'organisation peuvent recourir aux autorités publiques pour régler les différends, exactement comme pour cas par exemple d'une *scoop*, toutes proportions gardées. Cependant, la *CTEP* vise la *personeria gremial*, à savoir sa reconnaissance officielle de la part de l'Etat en tant que syndicat. Rappelons que le modèle corporatiste argentin n'admet qu'un syndicat par branche ou par secteur, ce qui rend l'enjeu de sa reconnaissance officielle assez primordial.

⁴⁶⁹ *Op cit*, p.22

retranscrire qu'un extrait réduit du même ici dans le but de rester dans les clous du sujet qui nous concerne dans cette sous-partie.

Sans surprise, la *CTEP* s'organise par branches d'activité : « Chaque organisation qui compose la *CTEP* est plutôt versée vers une activité. Par exemple le *MTD* regroupe généralement les *cirujas* alors que *MP La dignidad* s'occupe plus généralement des logements. Donc chacune est plutôt spécialisée dans un secteur productif particulier. Et on vit ensemble comme ça, avec des réunions puis en pensant les politiques que l'on porte par branche. Ce n'est pas la même chose une récupérée qu'une coopérative de travail⁴⁷⁰, les foires ambulantes forment aussi un autre secteur, qui est subdivisé également. Ce n'est pas la même chose la foire de *San Telmo* que les foires du *conurbano*⁴⁷¹, de la *Matanza*, notamment au niveau de la répression. Rassembler tout cela n'est pas évident mais on essaye de créer les liens nécessaires pour que toutes les branches puissent se rassemblent pour échanger sur les réalités de chaque secteur pour que l'on puisse tous savoir ce qu'il se passe. Car lorsqu'un camarade d'une branche a un problème on y va tous. Mais cette logique va aussi au-delà, car quand il y a eu le cas de *Pepsico*, toute la *CTEP* est allée soutenir les travailleurs formels. Car on fait partie d'une seule classe, celle qui travaille. De fait, la *CGT* nous a soutenus pour la loi d'urgence sociale. La *CGT* a défilé avec nous lors d'une manifestation massive devant le parlement et juste après on a eu la loi. Certainement, sans leur soutien ça nous aurait coûté beaucoup plus. Pour seconde marche de San Cayetano⁴⁷² on a aussi été accompagnés par la *CGT*. San Cayetano est ici le patron du travail. Pour la première on était cinq cent mille⁴⁷³. Et c'est à partir de cette marche là que la *CGT* ouvre les portes à l'économie populaire. C'est un processus long et fastidieux, ça va nous coûter beaucoup, mais cette place-là, ce sont les travailleurs de l'économie populaire qui l'ont gagnée en luttant dans la rue⁴⁷⁴»⁴⁷⁵.

⁴⁷⁰ Mon interlocutrice fait référence ici aux coopératives à but d'emploi directement créées par l'Etat dans le cadre du programme Argentina trabaja. Cependant, du point de vue de la loi, la plupart des ERT qui s'organisent en coopératives sont légalement des « coopératives de travail ». Il faut alors distinguer le langage juridique du langage « commun » employé ici.

⁴⁷¹ Le *conurbano* fait référence à la banlieue proche qui entoure la ville de Buenos Aires. Avellaneda, par exemple, fait partie de ce que l'on nomme « la première ceinture » du *conurbano*.

⁴⁷² La marche est allée de l'église de San Cayetano jusqu'à la Place de Mai. La distance dépasse les 13 km.

⁴⁷³ Elle a lieu le 7 août 2016.

⁴⁷⁴ Cette expression prend un double sens dans ce contexte particulier dans la mesure où la lutte dans la rue peut désigner à la fois le quotidien de nombre de travailleurs qui intègrent la *CTEP* -qui travaillent de fait dans la rue- et les manifestations.

⁴⁷⁵ Double entretien simultané réalisé auprès de deux militantes de la *CTEP*, Pigüé, Province de Buenos Aires, 2017.

Au travers de cet extrait, nous pouvons voir comment ces deux porte-parole de la *CTEP* produisent un discours fortement axé sur l'appartenance de classe, ce qui rend cohérente toute tentative d'approche et de légitimation vers les organisations historiques de la classe ouvrière, telles que la CGT citée ici. Nous retrouvons cette composante dans de nombreux discours produits par les porte-parole de différentes OPR, tel que nous avons pu l'analyser dans de précédents chapitres. Cet élément peut nous permettre de comprendre le rapprochement d'une partie de la représentation politique des ERT et la *CTEP*. Nous analyserons cela en détails par la suite.

2.1 La *CTEP* s'inscrit dans la tradition syndicale corporatisme, forgée durant le premier péronisme.

Lorsque nous nous penchons attentivement sur l'organisation par branches de la *CTEP*, nous ne pouvons cesser de remarquer les similitudes avec l'organisation syndicale du mouvement ouvrier qui prend sa forme actuelle durant le premier péronisme. En effet, selon Munoz et Villar (2017) le modèle syndical forgé durant le premier péronisme se caractérise par le monopole de la *personeria gremial* aux mains d'une seule organisation par activité ou par branche. Cela aboutit nécessairement à une unité syndicale élevée dans la mesure où le coût d'être un syndicat concurrent équivaut à ne pas jouir de la *personeria gremial*.

En effet, selon Natalucci (2017), c'est le ministère du Travail et de la sécurité sociale qui est habilité à octroyer d'inscrire et de créer la *personeria gremial*. En termes de Natalucci : « Cette accréditation est celle qui permet à des organisations de représenter des travailleurs lors des négociations collectives face aux employeurs. Seuls les syndicats avec le plus d'adhérents, et ceci par branche, peuvent les représenter »⁴⁷⁶.

En allant plus loin, Villar et Munoz affirment : « la revendication du modèle syndical revêt un caractère symbolique et organisationnel pour la *CTEP*. Autrement dit, celle-ci revendique le modèle dans le cadre d'une stratégie qui cherche à ce que ses interlocuteurs (l'Etat, la CGT, le reste des organisations syndicales et sociales) la reconnaissent en tant qu'organisation officielle et que ses représentés soient reconnus comme étant des travailleurs. En ce sens, depuis sa création, la *CTEP* organise « les branches d'activité » en accord avec la rhétorique de la CGT.

⁴⁷⁶ Natalucci, A. (2017). El sindicalismo peronista durante el kirchnerismo (2003-2015). P. Abal Medina, A. Natalucci y F. Rosso; *Existe la clase obrera*, 63-123.

Par exemple, les branches qui existent depuis les débuts de l'organisation sont les suivantes : la branche des recycleurs, la branche paysanne, la branche motards, la branche programmes sociaux et la branche textile. De nos jours, dans le cadre de la loi d'Urgence sociale⁴⁷⁷ (Loi N° 27.345, de 2016), il existe une reconnaissance étatique et publique de certaines branches et activités pour que l'on puisse offrir à ces travailleurs le « salaire social complémentaire » [...] de cette façon, le processus serait similaire (mais cela reste à vérifier) à celui qui a lieu à la moitié du XXe siècle, moment où l'Etat conditionne l'organisation syndicale. Cela dit, il n'existe pas pour le moment de manière institutionnalisée (mais dans la loi oui) un conseil qui permette, ou pas, la représentation monopolistique par branche »⁴⁷⁸.

Nous avons jusqu'ici de nombreux éléments qui permettent d'étayer la thèse selon laquelle la *CTEP* cherche consciemment à s'inscrire dans une stratégie syndicale calquée de l'expérience de la CGT durant les années péronistes et par conséquent montrer qu'elle fait partie du mouvement ouvrier organisé à part entière.

Cependant, Munoz et Villar remarquent : « si l'on pense en termes syndicaux, les responsables par branche sont ceux qui devraient représenter les travailleurs de l'activité économique correspondante (recycleurs, paysans, vendeurs ambulants etc.) au sein des instances de négociation spécifiques. Nonobstant, ici la représentation est organisée au niveau local et national. Au niveau local, car les municipalités, durant la période 2011-2015 ont été en grande partie un échelon de redistribution de ressources. Au niveau national, car le Ministère de Développement social est celui qui a promu les négociations avec les organisations et a orienté les ressources. Cela dit, s'il existe bel et bien des référents reconnus au niveau national, comme par exemple pour la branche des recycleurs, espace public⁴⁷⁹, entreprises récupérées, nous n'identifions aucun processus formel de sélection des responsables »⁴⁸⁰. Autrement dit, coexistent au sein de la *CTEP* une tendance vers l'organisation par branches avec l'organisation nationale évoquée ci-dessus, héritée du fait que la Centrale se forme à travers l'union d'organisations préexistantes, telles que le *Movimiento Evita* ou le *MST* comme nous l'avons précédemment mentionné. Cela dit, ces deux aspects ne sont pas nécessairement contradictoires, dans la mesure où les organisations préexistantes qui forment la *CTEP* recouvrent déjà des secteurs d'activité assez précis.

⁴⁷⁷ *Emergencia social* dans le texte non traduit.

⁴⁷⁸ *Ibid*

⁴⁷⁹ Il s'agit ici notamment des forains informels et des vendeurs ambulants.

⁴⁸⁰ *Ibid*

Arrêtons-nous ici pour constater un élément marquant. Même si elles abordent la question à travers le prisme de la structure organisationnelle de la *CTEP*, les autrices pointent un élément clé, que je relève également lors de mon terrain et qui est déjà mentionné lors d'un précédent chapitre. Il s'agit de l'absence d'élections formelles dans le processus de désignation des dirigeants du *MNER*, ce qui apparaît aux yeux de Munoz et Villar comme l'absence de processus formel de désignation de responsables dans certaines branches au sein de la *CTEP*. Nous pouvons suggérer une valeur ajoutée à leur recherche sur ce point dans la mesure où nous avançons que cette caractéristique n'est pas du fait de la *CTEP* mais qu'elle se vérifie au contraire préalablement au sein des organisations qui la composent qui, notamment dans le cas du *MNER*, se muent en branches d'activité de la Confédération.

Les autrices continuent : « Cela se produit toutefois dans le cas de certaines localités, où il existe des délégués de base élus par les travailleurs des unités productives. Ces délégués négocient avec la municipalité et sont à l'origine de transactions avec l'organisation nationale en ce qui concerne les questions spécifiques de cette unité donnée, ainsi qu'au sein des différentes instances de vie interne de l'organisation (par exemple, la manière dont se distribuent les salaires sociaux complémentaires). En ce sens, le statut de délégué de base existe sein de certaines unités productives. Retenons que cela ne représente pas un processus généralisé. Surtout, il n'existe pas de statut national qui consolide la *CTEP* comme une organisation syndicale formelle, malgré l'obtention de la *personeria social* en 2015 »⁴⁸¹.

Ce caractère organisationnel ambivalent de la *CTEP* est un point à retenir pour expliquer comment le *MNER* parvient à l'intégrer si rapidement sans que cela ne soit grandement publicisé. Avant de voir cela, ajoutons une citation supplémentaire de Munoz et Villar qui nous permet de faire le lien avec la construction du mouvement ouvrier organisé lors du siècle précédent : « les syndicats sont des organisations hautement structurées et hiérarchisées qui représentent leurs adhérents à travers leurs revendications corporatives. La *CTEP* ne correspond pas à ce type idéal, même si elle déclare son intention de le faire. Cela se voit également à travers ses revendications, généralement disparates, ce qui met en évidence l'hétérogénéité du secteur et des organisations qui composent la *CTEP*. En ce sens, ce processus ressemble plus à la formation des syndicats du début du XXe siècle mais leur forme actuelle n'en constitue pas nécessairement l'horizon »⁴⁸².

⁴⁸¹ *Ibid*

⁴⁸² *Ibid.*

Remarquons que Munoz et Villar mobilisent une définition restreinte du syndicalisme pour caractériser les syndicats contemporains, cantonnés selon elles à des luttes corporatistes. Cet aspect de la lutte syndicale est séparé dans leur analyse des revendications politiques car cela leur permet surtout de « voir » une dichotomie dans la *CTEP*, élément qui différencierait cette organisation des syndicats formels. Cependant, si nous regardons les prises de position des différents dirigeants de la CGT et de la CTA ces dernières années, elles empiètent clairement sur ce que nous pourrions appeler « le terrain politique » si nous en mobilisons là aussi une définition restreinte (cf chapitre *IV*). Ainsi, il est peu aisé de trouver dans un syndicat classique en Argentine la seule composante corporatiste. Pour cette raison, les autrices sont contraintes d'élever immédiatement la définition qu'elles donnent d'un syndicat au rang de type idéal et de comparer ce dernier à la trajectoire de la *CTEP*. Elles remarquent cependant que cette dichotomie était bien plus présente lors de la consolidation du modèle syndical argentin durant les années péronistes. Cela n'est pas dû au hasard ni à un stade particulier d'une supposée évolution mais est plutôt le fruit de la stratégie des courants ouvriers qui soutiennent la candidature de Perón en 1945 : intégrer l'Etat et s'appuyer sur cela pour mener la lutte des classes au niveau national, tout en faisant avancer les revendications matérielles immédiates des travailleurs.

Cela dit, nous pouvons affirmer que les deux types de revendication coexistent au sein de la *CTEP*. C'est précisément cette caractéristique qui, semble-t-il, permet au *MNER* de s'intégrer si aisément, au point de se muer en « branche récupérées » de la *CTEP*. En effet, comme nous l'avons vu lors des chapitres précédents, le *MNER* n'est pas une organisation vouée uniquement à la défense des intérêts immédiats des travailleurs autogérés comme peut s'en rapprocher par certains aspects le *MNFRT*, mais se fait porteur d'un projet politique bien plus large, de remise en cause du capitalisme avec un contenu anti-impérialiste très marqué. Comme nous l'avons vu, pour les membres du *MNER*, la défense des travailleurs autogérés et la remise en cause du capitalisme vont de pair -ou ne sont pas contradictoires- dans la mesure où combattre ce système d'accumulation serait favorable à ces derniers.

Si la *CTEP* n'est pas une organisation résolument anti capitaliste et ne se revendique pas comme telle, ses dirigeants produisent néanmoins un discours très semblable à celui du *MNER* avec une rhétorique qui englobe l'anti impérialisme, la critique de la « finance internationale », le rôle du FMI et qui fustige « l'oligarchie ». Ces discours, diffusés à travers des tracts, perceptibles lors d'interviews télévisées ou de prises de parole en public, dépassent amplement des revendications strictement corporatistes de la même manière que le *MNER*, comme nous

l'avons mentionné, ne concentre pas les siennes sur le pur terrain des revendications immédiates des travailleurs autogérés, sans pour autant les négliger. Autrement dit, la symbiose entre le corporatiste et le politique -si nous en prenons les définitions restreintes-, avec ce contenu si particulier, que nous pourrions qualifier de « péroniste de gauche⁴⁸³ » existe également au sein du *MNER*, contrairement aux autres OPR. Répétons-le : cette concordance sur ce plan-là entre la *CTEP* et le *MNER* est précisément ce qui permet à celui-ci d'intégrer la première de la manière dont il le fait. Si nous reprenons la comparaison des aspects organisationnels et les contenus programmatiques des différentes OPR, nous pouvons aisément remarquer que seul le *MNER* était à même d'intégrer la *CTEP*.

De plus, nous pouvons expliquer la coexistence de ces deux éléments, notamment au sein de la *CTEP* par sa construction historique. Composée d'organisations issues des mouvements *piqueteros*, elle cherche néanmoins à s'intégrer dans le champ syndical argentin. Le contexte d'émergence de la proto OPR dont certains membres forment le *MNER* un lustre plus tard n'est pas différent, et même si nous avons largement remis en cause la forme « mouvement » des débuts de cette OPR (cf chapitre IV), le contexte politique et social dans lequel elle se constitue ne manque pas de laisser des traces, ce qui est susceptible d'augmenter la compatibilité entre celle-ci et la *CTEP*.

Cependant, si ces éléments sont en grande partie explicatifs des conditions de possibilité d'intégration du *MNER* au sein de la *CTEP*, ils ne suffisent pas à rendre compte de la stratégie que poursuit le premier lorsqu'il intègre la seconde.

2.2 Le marché de *San Telmo*, théâtre de la rencontre avec un délégué de la *CTEP*.

Afin de caractériser davantage cette organisation, je retranscris un extrait d'entretien réalisé auprès d'un autre membre de la *CTEP*.

Je me trouve à *San Telmo*, un dimanche matin. Si le quartier est principalement connu pour son architecture du XIXe siècle, ses rues pavées, son côté « authentique »⁴⁸⁴ et ses petits commerces

⁴⁸³ Nous nous situons uniquement sur le plan économique pour positionner le péronisme sur l'axe gauche-droite dans cet exemple précis.

⁴⁸⁴ Ce terme n'a aucune valeur scientifique. Je le reprends entre guillemets dans le but de transmettre la perception qu'en ont « les touristes » tout en pointant le caractère incongru de son utilisation dans la mesure où le terme « authentique » renvoie à un imaginaire en constante renégociation et ne désigne aucune réalité particulière.

fortement attirants pour les touristes -notamment français-, les raisons de ma présence se trouvent sur le pavé. Il pleut et le froid est mordant. Les artisans de la coopérative *El Adoquin* doivent non seulement faire face aux intempéries et aux commerçants installés qui considèrent que leur foire est illégale et leur prend des parts de marché mais aussi à la répression policière qui s'intensifie dès 2016. « La rue est à tout le monde », déclament les affiches qui apparaissent ici et là sur certains stands. Je rencontre Osvaldo, qui vend son artisanat de cuir sur un stand. J'obtiens son numéro grâce à Maria Inés Fernandez Alvarez, à qui j'avais fait part de ma volonté de réaliser des entretiens avec des membres actifs de la *CTEP*, afin de faire le lien -assez caché avant 2019- entre cette organisation et les ERT.

Suite à un début d'entretien très fluide -mon père a exercé la même activité qu'Osvaldo durant un certain temps, la mention de cela crée immédiatement un lien- nous en venons au récit des aspects pratiques de la *CTEP*, malgré le fait que mon interlocuteur ne soit pas familiarisé avec les ERT. Si je redoute une certaine méfiance de sa part -ce qui est le cas lors d'une tentative d'entretien dans un centre de soins de la *CTEP* quelques jours plus tard- elle est nettement atténuée par le travail de terrain réalisé par Maria Inés Fernandez Alvares dans la mesure où c'est elle qui a gagné initialement la confiance de mon interlocuteur et que c'est elle également qui m'introduit dans ce réseau.

Osvaldo déclare : « Ici on est la branche foraine de la *CTEP*. En Argentine comme tu dois le savoir il y a énormément de petites foires informelles, non déclarées. Je fais ça depuis presque trente ans moi. Le problème qu'on rencontre est que cette situation instable nous expose nécessairement à la répression policière. Le magasin d'antiquités que tu vois derrière, tu le vois ? Il est fermé aujourd'hui. Bon, même s'il est fermé le propriétaire appelle la police pour nous virer un jour où il ne travaille pas. Ils pensent que la rue est à eux alors qu'elle est à tout le monde. Mais ils ont la police de leur côté. Donc nous on doit s'organiser de notre côté et la *CTEP* est un outil pour ça, pour que les travailleurs informels aient des droits.

- Et comment vous comptez les obtenir ?
- Le combat est collectif. Par exemple quand on a besoin de nous pour une manifestation on y va. Et quand l'organisation va réclamer devant le ministère du travail et que nous on ne peut pas y aller d'autres y vont.
- L'assistance aux manifestations est volontaire ?
- Oui.
- Comment se passe la convocation ?

- Les dirigeants prennent le pouls à chaque fois, pour savoir quelle organisation et quel groupe vont y aller. On ne peut pas se permettre de convoquer [à une manif] et que personne⁴⁸⁵ n'y aille. En dessous de *cien lucas y media*⁴⁸⁶ on n'y va pas »⁴⁸⁷.

Ce chiffre peut paraître énorme. Cependant si on le met en relation avec, par exemple, les rassemblements du 24 mars, en mémoire des disparus de la dernière dictature, nous nous rendons compte qu'une manifestation de cent cinquante mille personnes demeure une mobilisation de taille moyenne pour Buenos Aires. En effet, ce ne sont pas moins d'un demi-million de personnes qui remplissent la Place de Mai et les avenues aux alentours à chaque 24 mai, ce qui représente environ 16% de la population de la ville de Buenos Aires mais seulement 3% de l'agglomération de Buenos Aires. Si l'on prend en compte que les manifestants mobilisés par la *CTEP* habitent très majoritairement dans les banlieues de Buenos Aires, qui composent son agglomération, alors nous pouvons amplement relativiser le chiffre des cent-cinquante-mille minimum, ce qui le rend hautement plausible.

2.3 La *CTEP* à Pigüé : l'économie populaire institutionnalisée s'invite à la IV^e Rencontre internationale de l'économie des travailleurs.

Si cet entretien est hautement formateur et m'aide considérablement à orienter mes hypothèses du moment, c'est quelques semaines auparavant, à Pigüé, que je découvre véritablement l'importance qu'occupe la *CTEP* au sein de l'espace de la représentation politique des ERT. Jusqu'alors, je m'étais centré principalement sur les OPR jusqu'ici décrites, sur leur constitution, leur histoire et entre autres, les rapports de forces dans lesquelles elles s'inscrivent au point que le tsunami que représente la création de la *CTEP* en 2011 m'était toujours apparu comme un phénomène dont les répercussions n'atteindraient que très marginalement celui représenté par les ERT et leur organisation politique. Il s'agissait là probablement d'un impensé, très certainement causé par une séparation trop rigide entre le mouvement ouvrier

⁴⁸⁵ L'expression en espagnol est : « *que no vaya nadie* ». Cela ne veut pas dire que *personne* ne s'y rend, mais c'est une façon de parler pour dire que relativement peu de manifestants s'y rendent effectivement.

⁴⁸⁶ « *Cien lucas y media* » est de l'argot argentin. Une *luca* désigne en Argentine un billet de mille pesos. Transposé au nombre de manifestants, cela désigne cent cinquante mille personnes. Je choisis d'incorporer l'expression originelle non traduite dans la retranscription car elle sert de marqueur social et nous aide à mieux caractériser le point de vue de la locution.

⁴⁸⁷ Entretien réalisé auprès d'Osvaldo, artisan forain et membre de la *CTEP*, rue *Defensa*, San Telmo, Buenos Aires, 2018.

argentin, son histoire, que j'associais uniquement au salariat formel, et un conglomerat jusqu'alors apparemment peu cohérent d'activités plus ou moins informelles. Nous pouvons dire de manière quelque peu provoquante que j'étais encore quelque peu étranger à la production catégorielle de la *CTEP*.

Allons plus loin. Analysons un autre extrait d'entretien réalisé auprès des deux militantes de la *CTEP* à Pigüé, dans le but de situer davantage cette organisation et de rendre compte du poids politique et économique qu'elle représente. Au cours de cet entretien, j'apprends qu'en plus de jouir d'une forte capacité de mobilisation, élément qui occupe une place primordiale dans le répertoire d'actions collectives de la *CTEP*, cette organisation est aussi un *ente ejecutor*⁴⁸⁸. « Dans le cadre du programme *Argentina trabaja* L'*ente ejecutor* est celui qui reçoit un pourcentage du revenu de chacun des coopérativistes et c'est celui qui se charge de présenter les travaux qui vont se faire, d'acheter le matériel et de mettre en œuvre le travail. La *CNCT* et la *CTEP* sont des *entes ejecutoras*.

- (Autre interlocutrice) Lors d'un premier temps ce programme était dirigé directement par l'Etat. Et dans un second temps l'Etat l'a délégué aux organisations sociales.
- Pour plus d'efficacité ?
- Oui car ce sont en définitive celles qui étaient présentes sur les territoires »⁴⁸⁹.

J'apprends à ce moment-là que le pouvoir de la *CTEP* est bien plus important de ce que l'octroi de la *personeria social* et que sa victoire sur la loi d'urgence sociale ne pouvait le laisser entendre. Tout comme les organisations que Julieta Quiros analyse dans *El por qué de los que van* (2011), la *CTEP* se voit déléguer par l'Etat la tâche d'attribution des allocations *d'Argentina Trabaja* et la fonction de contrôle d'exécution des travaux publics qui y sont associés. Cela comprend l'achat de matériel et par conséquent un budget. Si cette politique publique revêt officiellement un caractère national et universel, dans les faits -comme pour l'*AUH*⁴⁹⁰- les budgets sont limités et des critères d'attribution tacites peuvent émerger. Dans le

⁴⁸⁸ Nous pouvons traduire cela par « organe exécutant » d'une politique publique. Dans le cadre d'*Argentina Trabaja*, en 2017 ce sont principalement la *CTEP* et le *CNCT* qui en ont en charge l'exécution.

⁴⁸⁹ Entretien réalisé auprès de deux militantes de la *CTEP* au sein des locaux de la *CTTP*, Pigüé, 2017.

⁴⁹⁰ *Asignacion universal por hijo*. Il s'agit d'une allocation octroyée officiellement sur critère de revenu et par enfant à charge, uniquement aux mères de foyer pour maximiser la portée de la politique publique. Cependant, les budgets étant limités, des critères d'attribution informels émergent et sont négociés dans une lutte à plusieurs niveaux entre les allocataires, les organisations qui les coordonnent et l'Etat, comme l'explique Julieta Quiros (2011).

cas de *l'AUH*, ceux-ci dépendent notamment d'un arbitrage entre les besoins de l'allocataire potentiel, son engagement dans la lutte collective ainsi que de son travail effectif fourni. En ce qui concerne la *CTEP* et *Argentina Trabaja* je ne dispose pas de cette donnée. Cela importe, mais ce qui est primordial est que la *CTEP* est en position de discriminer parmi des bénéficiaires potentiels parmi les potentiels bénéficiaires du plan *Argentina Trabaja*.

Ceci place l'organisation en position de force vis-à-vis de tout concurrent potentiel et lui garantit un afflux constant de militants mobilisés. Bien entendu cela n'est en rien une dénonciation d'une apparente pratique clientéliste. Au contraire, dans le cas des organisations étudiées par Julieta Quiros, ce n'est pas une forme de clientélisme qui explique la mobilisation des secteurs populaires qui aujourd'hui tombent sous le domaine de définition des sujets que prétend représenter la *CTEP*. Au contraire, le cœur de cette pratique est la nécessité pratique de la lutte collective pour obtenir une ressource rare, les financements. La personne qui ne lutte pas pour cet objectif commun, n'est pas prioritaire par rapport à celle qui le fait. Comme nous l'avons vu précédemment, nous retrouvons cette logique par exemple à *l'IMPA*, lorsque se constitue la coopérative de 1998. En effet, les travailleurs qui « restent » sont ceux qui ont lutté pour reprendre l'usine. Il n'y a à ce moment-là pas de place pour tout le monde, ou plutôt, un revenu par tête trop faible pour les 120 travailleurs qui font encore partie de l'entreprise en 1997. « Celui qui n'a pas lutté, *chau* », me confie Raul.

3. Émanation du mouvement ouvrier ou économie populaire ? La définition des ERT est à nouveau en dispute.

La présence de la *CTEP* aux *Ive Rencontres* me donne immédiatement l'indication que *quelque chose* se joue vis-à-vis des ERT, et ce probablement dans les deux sens.

En effet, la *CTEP* tente par son discours et par son action militante de « faire tomber » les ERT sous le domaine de sa définition d'économie populaire. Il est vrai que celles-ci revêtent certains critères de définitions communs -mis en avant par la *CTEP*- avec l'économie populaire telle que l'informalité au travail, notamment lors des premières étapes de la récupération. Il n'y a qu'un pas ensuite pour assimiler une ERT à une coopérative de *cartoneros* faisant partie de la *CTEP*.

Nous avons vu précédemment que pour des raisons historiques, le phénomène des ERT se distingue de l'ESS et n'emprunte majoritairement la forme coopérative que pour des raisons

stratégiques rendues possibles par un rapport de forces donné lors d'une période donnée et non pas par une adhésion idéologique préalable aux « valeurs de l'ESS », même si retrouve des traces de celle-ci dans certains discours de présidents d'ERT, telles que *Novateck*.

Les liens que je découvre avec la *CTEP* lors des *IVes Rencontres* me font alors supposer que « l'économie populaire » peut prendre le terrain qu'aurait pu occuper l'ESS au sein de l'espace la représentation politique des ERT, d'autant plus que celles-ci appartiennent parfois à des fédérations qui sont membres de la *Confédération nationale de coopératives de travail (CNCT)*, le concurrent direct de la *CTEP* en tant qu'*ente ejecutor* du programme *Argentina trabaja*.

Directement issues de luttes ouvrières concrètes, construites par des travailleurs qui évoluaient hier dans le travail formel, souvent syndiqués, les ERT entretiennent également des différences avec ce que tente de représenter et construire la *CTEP*. Les différences de trajectoire façonnent les imaginaires collectifs et, comme nous l'avons vu avec les entretiens réalisés auprès de *Lalo Paret*, les travailleurs en lutte de l'ERT *19 de Diciembre* ne s'identifient pas aux *cirujas* de San Martin. Au contraire, ces derniers incarnent le repoussoir qu'ils veulent conjurer.

Toutefois, nous pouvons identifier dans une certaine mesure une lutte commune entre ces deux cas de figure dans le sens où, l'un comme l'autre tente soit de sortir de l'informalité, soit de ne pas y tomber.

De ce fait, les ERT semblent souvent faire partie soit de l'économie populaire, soit de l'économie sociale et solidaire. À chaque ensemble sont associées de organisations bien précises et des intérêts stratégiques et matériels que la production discursive ne saurait cacher.

Ce sont également des intérêts stratégiques qui semblent rapprocher « les ERT » de l'économie populaire. Comme nous l'avons vu, la représentation politique des ERT est suffisamment traversée de luttes et de concurrence pour que nous puissions considérer « les ERT » comme un ensemble homogène sur ce plan.

Par conséquent, si l'illusion de ce rapprochement entre « les ERT » et l'économie populaire représentée par la *CTEP* se produit, ce n'est pas le fait de l'ensemble des OPR, mais de l'une seule d'entre elles, le *MNER*.

En effet, nous avons vu que la *Monnaie Par* représente un premier grand coup joué par le *MNER* pour regagner des positions face à une *Facta* qui menace de devenir hégémonique durant le *kirchnérisme*.

L'autre pari de Murua et du reste des dirigeants du *MNER* est non seulement de se rapprocher de la *CTEP*, mais de l'intégrer.

Je découvre cela progressivement. En effet, mes interlocutrices à Pigüé mentionnent uniquement « la branche des *recupérées* de la *CTEP* » lorsque l'entretien se dirige vers la question de l'organisation pratique de cette structure qui prétend à la reconnaissance syndicale officielle

Outre l'idée précédemment formulée selon laquelle la *CTEP* cherche à travers sa lutte à se légitimer auprès du mouvement ouvrier organisé incarné ici par la CGT, nous pouvons avoir dans cet extrait d'entretien un aperçu de comment deux militantes de la *CTEP* mettent en récit la description de l'organisation interne de leur structure. Leur manière de transmettre me donne deux indications importantes. La première est que je suis face à deux militantes chevronnées, probablement anciennes, capables de produire un discours rodé, d'une importante réflexivité, chose que des primo militants ont bien souvent du mal à faire. L'autre indication, qui découle de la première, est que la *CTEP* n'envoie pas n'importe qui à une telle rencontre. Si les dirigeants historiques⁴⁹¹ -et fortement médiatiques- ne se rendent pas aux *Ive Rencontres*, le porte-parolat de la *CTEP* n'en demeure pas moins une affaire de premier ordre.

Concernant la « branche des *recupérées* », l'entretien se poursuit ainsi. Je prends la parole : « J'ai été surpris de voir que la camarade de la *Facta* propose de construire quelque chose conjointement lors de son intervention.

- Moi aussi j'ai été surprise [rires]
- Ah d'accord, car en général les organisations de représentation politique des *recupérées* se trouvent très divisées.
- Oui, beaucoup.
- Et de fait, vous aussi vous rassemblez/représentez⁴⁹² des *recupérées*.
- Oui.
- Et comment tu perçois le *MNER*, la *Facta*, le *MNFRT* ? Comment tu vois ces organisations ? Tu les vois comme de potentiels alliés, comme des partis concurrents entre guillemets, comment on le perçoit du point de vue de la *CTEP* tout ça ?

⁴⁹¹ Nous parlons ici de Juan Grabois et Emilio Pérsico.

⁴⁹² Le terme en espagnol est *nuclear*, qui peu à à voir avec l'énergie nucléaire dans ce contexte mais évoque le rassemblement au sein d'un *nucleo*, un noyau.

- Pour nous... De notre point de vue on ne voit pas de concurrents. On voit des travailleurs. On a une proposition concrète...
- Je te parle des dirigeants en réalité.
- Oui, oui...
- Pas des camarades travailleurs.
- Mais pour moi ce sont des processus. Ce sont des processus longs, et eux y compris ont besoin de trouver leur propre identité, comment se rassembler, comment disputer... Ce sont des disputes de pouvoir en définitive. Alors tout ce qu'on pourra faire collectivement va finir en définitive par être quelque chose de positif pour les travailleurs. Nous on va s'allier avec tout ce qui sera nécessaire parce qu'on est en train de se battre pour les droits des travailleurs qui aujourd'hui n'en ont pas.
- (Autre interlocutrice) Oui, et la relation avec les entreprises récupérées, la branche des entreprises récupérées, est plutôt pensée en fonction d'alliances avec chacune des fédérations ou groupements plutôt qu'avec chacune des entreprises récupérées. Ce serait impossible sinon. Il y a certaines ERT qui sont des ERT qui font partie directement de la *CTEP* mais généralement c'est pensé en relation à l'organisation à laquelle l'ERT appartient.
- D'accord, alors par exemple une ERT peut appartenir à la *Facta* et à la *CTEP* en même temps ?
- Totalement.
- D'accord, ce n'est pas exclusif.
- Non, du tout »⁴⁹³.

Remarquons d'ores et déjà deux grands éléments à analyser. En premier lieu, la *CTEP* n'a pas vocation à se constituer en OPR des ERT en soi, de la même manière que la CGT ne rassemble pas *directement* les travailleurs qui y sont syndiqués, mais le fait à travers les syndicats que la confédération rassemble.

D'autre part, et cela découle du point précédent, l'OPR qui intègre la *CTEP* le fait avec une autonomie relative dans la mesure où elle demeure l'intermédiaire entre les travailleurs autogérés qu'elle représente et d'autres organisations ou la direction de la *CTEP*. Nous retrouvons une nouvelle fois la tension entre intégration, cooptation et autonomie qui traverse l'espace de la représentation politique des ERT. La manière de trancher, de résoudre cette

⁴⁹³ Entretien réalisé auprès de deux militantes de la *CTEP*, Pigüé, Province de Buenos Aires, 2017.

équation est sans équivoque multifactorielle. Nous pouvons ici nous centrer sur les facteurs stratégiques, que l'analyse qualitative que nous menons ne permet de mesurer leur poids relatif. Ceci étant, il est fort à parier qu'une belle régression statistique, si elle était capable de produire un chiffre, ne nous dirait rien sur la manière de coder ce que l'on cherche à mesurer.

Toutefois, je ne sais pas encore à ce moment-là si la branche ERT de la *CTEP* est dirigée par une OPR particulière ou si la réalité que décrivent mes interlocutrices est exempte d'enjeux particuliers et de rapports de forces entre OPR. Je me donne pour objectif de court terme d'explorer cette voie-là dans la mesure où je cherche à recouvrir de manière exhaustive les différentes organisations qui peuplent l'espace de représentation politique des ERT en Argentine.

En plein terrain, je me lance dans la lecture d'une proportion non négligeable de la littérature grise produite par la *CTEP*, dont les livres de Grabois et Pésico où l'on trouve l'analyse de l'organisation faite par ses propres dirigeants -que nous devons toujours situer- ainsi que la doctrine qu'ils cherchent à transmettre et la production de catégories, notamment à travers la lutte pour l'imposition du « nouveau sujet social » qu'est le « travailleur de l'économie populaire »⁴⁹⁴, catégorie que les auteurs ne manquent d'emprunter à Coraggio. Cela nous montre une nouvelle fois la manière dont se forment, circulent et sont resignifiées les catégories que nous utilisons pour lire le monde social dans le cas précis du sujet que nous traitons. La production académique et éémique semblent être ici deux éléments d'un processus dialectique qui n'est permis que par des conditions matérielles d'existence concrètes des sujets que la *CTEP* affirme créer, tout du moins au niveau discursif. L'objectif de la *CTEP* est de prendre d'assaut la citadelle de l'Etat, seul « lieu » capable de diffuser des catégories aux apparences de neutralité que leur accorde l'officiel.

Malgré ces lectures, je ne décèle là non plus aucune trace d'OPR proprement nommée au sein de la *CTEP*. Aiguillé par l'hypothèse selon laquelle il en existe nécessairement une qui y occupe une place de choix, je continue mes recherches une fois de retour dans la capitale du pays. Suite à une recherche Google, j'identifie différents lieux où est référencée la *CTEP* comme organisation. Dans un périmètre proche d'où je me trouve -près du mythique stade de *Boca Juniors*- y sont listés des centres de soins, un siège, des lieux de réunion. Je choisis de me rendre dans ce qui semble tout cela à la fois, dans le très mal famé quartier de *Retiro*. Je m'y rends à

⁴⁹⁴ Grabois, J. (2017). La personería social. Perspectivas en torno al nuevo régimen de agremiación para los trabajadores de la economía popular. Facultad de Derecho de la Universidad de Buenos Aires p.8

piéd. Avant de trouver, non sans peine, le lieu que je cherche, j'ai l'occasion de voir un vol à l'arracher sur l'un des innombrables stands du marché de vêtements qui côtoie la gare de RER.

Lorsque je trouve le lieu, j'ai l'impression que mon gps indique n'importe quoi. Rien de ce que je vois ne correspond ce à quoi je m'attends. Je tente cependant d'y entrer. Je sonne à une porte en métal, grise. Aucun écriteau n'indique qu'il s'agit d'une installation de la *CTEP*. Cependant lorsqu'une voix dans l'interphone me demande en quoi elle peut m'aider, je me présente comme un étudiant qui fait sa recherche sur la *CTEP*. La porte s'ouvre. Le changement d'ambiance entre la rue silencieuse et l'intérieur est prenant. J'entends beaucoup de voix autour de moi, qui émanent des escaliers et des couloirs qui débouchent sur le petit hall dans lequel je me trouve. Je décide de me diriger vers l'escalier le plus large, qui donne probablement sur un accueil. Au premier étage, un bureau, dans une pièce assez exigüe. Je me présente à nouveau. Je m'adresse visiblement à la même personne avec qui j'ai échangé à travers l'interphone. Après avoir entendu ma requête, mon interlocutrice me dirige vers un autre bureau, avec un ton qui trahit une certaine impatience. La *CTEP* a des choses autrement plus importantes desquelles s'occuper que d'accorder des entretiens à des étudiants en sciences sociales. J'en suis parfaitement conscient et c'est pourquoi je pense à ce moment là que tout ce que je peux obtenir sera toujours mieux que rien.

Suite à un bref échange, mon interlocutrice me redirige vers une salle d'attente et me dit d'attendre que l'on vienne s'occuper de moi. Je me trouve dans ce qui paraît être une salle d'attente d'hôpital -l'édifice héberge un centre de soins- mais je ne partage pas cet espace uniquement avec des patients. Des mères avec leurs enfants en bas âge et des adolescents avec leurs mères attendent que leur numéro de passage soit dit et se dirigent vers un couloir. Je n'ai l'occasion de parler avec aucun d'entre eux. Un homme en chemise vient me voir et me demande si je suis l'étudiant en sociologie qui veut faire ses recherches sur la *CTEP*, ce à quoi je réponds par l'affirmative. Je crois déceler de la méfiance dans son regard, comme pratiquement à chaque fois que j'ai l'occasion de m'adresser à quelqu'un qui fait partie de la *CTEP*, exceptées mes interlocutrices de Pigüé. Si leur attitude chaleureuse à mon égard m'avait surpris, elle s'explique probablement par le contexte et le lieu dans lesquels se déroule l'entretien.

Mon interlocuteur me dit être débordé mais me propose de me donner le numéro de téléphone du coordinateur des ERT à la *CTEP*. Je le remercie, je note le numéro dans mon téléphone. Au fur et à mesure que j'entre des chiffres, mon répertoire m'indique que ce numéro est déjà enregistré. « Mais c'est Daniel Zakuski du *MNER* ?

- Oui, tu le connais ?
- Mais bien sûr ! »⁴⁹⁵.

Je pense à ce moment-là que j'ai fait un énorme détour pour rien, et je formule deux hypothèses. La première est que les liens entre la *CTEP* et les ERT est bien moins institutionnalisés qu'il n'y paraît. La seconde est que Daniel Zakuski, avec qui j'ai réalisé pléthore d'entretiens, a omis volontairement de me parler de son rôle à la *CTEP*. Engage-t-il le *MNER* ? Agit-il dans le dos de Murua ? Seul un entretien supplémentaire avec lui me permet de répondre à ces questions.

Suite à un échange sur *Whatsapp*, Daniel me propose de nous voir le mercredi suivant à *l'IMPA*, jour où se tient la réunion hebdomadaire du *MNER* à laquelle il participe en tant que coordinateur.

Nous nous rencontrons à l'étage administratif de l'usine. Je lui raconte en riant mes péripéties et lui demande pourquoi il ne m'avait jamais rien dit sur la position qu'il occupe à la *CTEP*.

Il me répond : « On t'a dit quoi de moi exactement ?

- Que tu es le représentant ou le coordinateur des ERT à la *CTEP*.
- Ah bon ? Je ne le savais pas [rires].
- Comment ça ?
- Je ne sais pas pourquoi ils t'ont donné mon numéro mais bon, me voilà représentant des *recuperadas* à la *CTEP*.
- Je...
- Plus sérieusement, le *MNER* fait partie de la *CTEP*. Ils auraient dû te donner le numéro de Murua, mais tu l'as déjà. Ils t'ont juste donné un numéro pas trop engageant, le mien, pour te donner quelque chose.
- Oui j'ai remarqué une certaine méfiance.
- C'est normal, la *CTEP* subit beaucoup d'attaques de partout. C'est une organisation qui emmerde⁴⁹⁶ pas mal de monde.
- Je vois. Pourquoi on parle peu du fait que le *MNER* soit dans la *CTEP* ?
- Ce n'est pas qu'on n'en parle pas, on ne communique pas tout le temps là-dessus c'est différent. On tient à garder notre identité en tant que *MNER*, on ne veut pas qu'on dise

⁴⁹⁵ Reconstitution d'un extrait d'entretien réalisé auprès de l'un des travailleurs du centre social de la *CTEP* de *Retiro*, Buenos Aires, 2017.

⁴⁹⁶ Traduction de « joder ». Si en castillan d'Espagne cela renvoie explicitement au sexe et seulement dans un second temps à « nuire », en Argentine cela renvoie exclusivement à « nuire ».

« ah vous êtes la *CTEP* en fait ». Mais les gens qui doivent le savoir le savent, ce n'est pas un problème et on ne cherche pas à le cacher non plus.

- Pourquoi avoir intégré la *CTEP* ?
- La *CTEP* est née en 2011. Depuis ils font du bon travail et ils ont beaucoup grandi. Ils considèrent que les ERT font partie de l'économie populaire. Même si on ne représente pas grand-chose peut-être que ça les légitime un peu plus. Dans tous les cas on a vu que l'organisation grandissait et il y avait des points d'accord sur le fond, notamment entre Murua et Grabois, qui sont tous les deux allés voir le Pape François par exemple. Toute cette doctrine sociale de l'Eglise ça te parle un peu ? Ça prend beaucoup dans les secteurs populaires en Argentine. Mais au-delà de ça, parce que tu peux avoir des accords avec des gens avec qui tu ne t'allies pas, on en avait besoin. Le *MNER* était très seul, le secteur des ERT n'est pas uni. Puis si on ne prenait pas cette place quelqu'un d'autre l'aurait prise »⁴⁹⁷.

Cet entretien a lieu lors du dernier mois de mon premier terrain. Il constitue l'une des étapes clés de ma recherche et de mon raisonnement. Il agit comme un connecteur capable de relier des pièces éparses qui n'attendaient qu'à être mises ensemble dans mon esprit. Alors que je rencontre Daniel pour le moins de manière bimensuelle, nous n'abordons jamais le sujet de la *CTEP*. Il est impossible de savoir ce qu'on ne sait pas que l'on ne sait pas.

De ce fait, je dispose dès lors d'un panorama quasi exhaustif de la représentation politique des ERT. Cependant, y compris après mon retour sur le terrain en 2018, vital pour approfondir certaines questions, notamment celles qui touchent à la relation entre les ERT et la puissance publique, je ne dispose toujours pas ne serait-ce que de l'esquisse d'un point final, d'un élément qui me permette enfin de mettre en cohérence la totalité de mon terrain.

Celui-ci m'est donné d'un côté par la victoire d'Alberto Fernandez en 2019 et la création d'organismes publics dédiés spécifiquement aux ERT. De l'autre, par les personnes qui se retrouvent à la tête des dits organismes.

L'UTEP, le « pari gagnant » du MNER.

⁴⁹⁷ Entretien réalisé auprès de Daniel Zakuski au sein des locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2017.

Le samedi 21 décembre 2019, le stade de Ferro est plein à craquer. Au cri de « *tenemos sindicato*⁴⁹⁸ », scandé avec la mélodie d'une chanson de stade très connue, les militants de la toute récente *UTEPA* réagissent au discours des porte-parole de l'organisation qui se réclame être le syndicat de l'économie populaire « qui regroupe trente pour cent de la population active du pays »⁴⁹⁹ selon Esteban *gringo* Castro, l'un de ses dirigeants.

L'acte de constitution de *l'Union des travailleurs de l'économie populaire, l'UTEPA*, semble être une réussite aux yeux de ses organisateurs qui montent à l'estrade l'un après l'autre pour dire l'officiel, comme le ferait n'importe quel porte-parole dont le groupe a délégué la parole au moment même de sa constitution, dans la mesure où ce processus constitue précisément un élément clé de sa constitution (Bourdieu, 1979).

De ce fait, ce discours du *Gringo* Castro semble accomplir à la perfection la fonction de ce genre de cérémonies dans la mesure où il n'existe qu'un léger décalage entre ce qui se joue et la manière dont le porte-parole de *l'UTEPA* joue le jeu. Autrement dit, ce discours accomplit sa fonction d'ajustement, de ratification, et probablement d'imposition ou de réimposition d'une certaine ligne politique à l'ensemble hétérogène qui compose *l'UTEPA*. Nous pouvons alors lire son discours comme une succession d'opérations à visée performative qui cherchent non plus à constituer mais à consolider l'objet à la fois qu'elles continuent de le façonner, exactement comme font les représentants de la *CTEP* depuis sa création. Prenons quelques exemples. Castro évoque tout d'abord ce qu'il entend comme l'acte fondateur de *l'UTEPA*, la marche à San Cayetano, censée commencer un processus qui aboutit à l'acte de constitution du syndicat, pour ensuite déclarer s'inscrire dans la tradition du mouvement ouvrier organisé du pays. Autrement dit, il réaffirme la volonté d'inscrire *l'UTEPA* dans une logique de classe, à la fois qu'il revendique « la religiosité populaire de notre peuple » tout en préparant le terrain pour une adhésion marquée au « premier péronisme ». En effet, Castro évoque la lutte conjointe des anarchistes, des socialistes, des communistes et des péronistes dans la constitution de la *CTEP* puis de *l'UTEPA*, peu avant de déclarer « on n'a pas pu nous voler l'Histoire, vivent les 70

⁴⁹⁸ On a un syndicat.

⁴⁹⁹ Propos recueillis à travers le visionnage de son discours sur la plateforme youtube, consulté le 06/12/2020. Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=NdHNIZTOS-M&t=129s>

Une fois n'est pas coutume, *l'UTEPA*, comme la *CTEP* tente de bousculer les catégories officielles au moyen de légers ajustements tels que celui-ci. En effet, si nous devons compter exactement comme le fait n'importe quel institut de statistiques tel que l'INSEE en France ou *l'Indec* en Argentine, les travailleurs « de l'économie » populaire font très majoritairement partie de la population inactive. Cela montre en réalité le problème de construction de telles catégories, mal adaptées à des pays où le travail informel atteint des proportions inimaginables pour les statisticiens qui les ont fondées et pour les délégués de la puissance publique qui les ont officialisées.

dernières années⁵⁰⁰, vivent Perón et Evita ». Si ces positionnements existent en effet au sein des militants de la *CTEP*, ils sont loin d'être consensuels. Pour un communiste, même si l'on évoque son courant au côté des trois autres qui structurent l'histoire du mouvement ouvrier argentin, il est relativement impensable de crier « vive Perón et vive Evita ». Toutefois, comme nous l'avons vu lors de l'analyse du discours de Graboïs, la rhétorique de la *CTEP* noie ces distinctions au moyen de ce qui ressemble à l'établissement d'une frontière politique du style « peuple/oligarchie ».

Malgré cela, en l'absence de prédispositions à être accepté, un discours peut difficilement prendre prise. Par conséquent, si les discours produits par les dirigeants de la *CTEP* sont mobilisateurs, ils rencontrent nécessairement des sensibilités prêtes à être mues par ceux-ci. Cet élément nous permet de mettre en avant un lien supplémentaire avec le premier péronisme, cette fois-ci sur le plan purement discursif. Selon Sorroche et Schejter : « [...] des formes nouvelles et créatives d'organisation d'un secteur marginalisé du marché du travail formel ont basé leur construction politique et revendicatrice sur les images du passé de la classe ouvrière argentine et de sa forme d'organisation, de ses demandes et de ses luttes. Mariela Cepeda, membre du mouvement *Atahualpa/Pueblo Unido* de Mar del Plata l'exprime son auto identification, partagée par de nombreux membres de la *UTEP* en ces termes : « Je pense qu'on est les *descamisados* du XXI^e siècle si tu y réfléchis bien. On est les relégués, ceux qu'Evita appelait les *cabecitas negras*, c'est ce qu'on est pour la société » (Entretien du 17/01/2020).

Ils proposent ainsi une identification avec les secteurs qui, il y a plus d'un demi-siècle, se trouvaient dépossédés de droits et qui ont trouvé dans le premier péronisme l'accès à certains d'entre eux, qui à ce moment-là paraissaient inatteignables »⁵⁰¹.

4. La formalisation de l'*UTEP* en tant que syndicat de l'économie populaire peut se lire comme un changement qualitatif en termes organisationnels et comme une démonstration de forces vis-à-vis du gouvernement de Fernandez.

⁵⁰⁰ Cela fait référence à la période d'existence « du » péronisme, ou plutôt des multiples formes que prennent les péronismes sur plusieurs plans.

⁵⁰¹ Sorroche, S., & Schejter, M. R. (2021). "Sigo siendo el mismo de siempre": Imágenes de la clase obrera argentina en la construcción de la Unión de Trabajadores y Trabajadoras de la Economía Popular (UTEP) p.10.

Nous pouvons alors nous interroger sur le sens à donner à la constitution de *l'UTEP*. Est-ce le signe d'une accumulation quantitative qui donne lieu à un changement qualitatif ou bien cet acte ne représente qu'une démonstration de force envers le tout nouveau gouvernement Fernandez ?

Pour répondre à cela, nous devons remarquer en premier lieu que le fait de considérer qu'un tel acte de délégation-constitution représente un passage de l'officieux à l'officiel avec tous les ajustements discursifs et programmatiques que cela implique, serait une erreur. En effet, l'officieux n'occupe qu'une place très marginale dans la *CTEP* qui précède *l'UTEP*, tout comme dans les organisations qui fondent la *CTEP* quelques années auparavant. Nous devons plutôt voir dans cet acte de 2019 l'officialisation d'une montée en puissance de cet objet syndicalo-politique que nous analysons depuis le début de ce chapitre.

Ainsi, pour répondre à l'interrogation formulée plus haut, nous pouvons avancer que les deux processus mentionnés semblent cohabiter. D'un côté, *l'UTEP* constitue un changement qualitatif, mais ce n'est pas le premier de ce long processus. *L'UTEP* ne surgit pas, comme nous l'avons vu, d'un mouvement de masses peu structuré qui viendrait précisément de gagner en structuration et qui s'institutionnaliserait à travers un changement qualitatif sans précédent. De plus, la *CTEP* peut faire l'objet de cette même appréciation, contrairement aux organisations qui la composent. Nous pouvons néanmoins faire état d'un processus d'accumulation quantitative qui se mue en changement qualitatif sur le plan de la marche vers la syndicalisation officielle. *L'UTEP* apparaît comme mieux structurée que la *CTEP*, avec un fonctionnement interne qui se veut même plus démocratique que celui d'un syndicat traditionnel et qui respecte une stricte parité à toutes les instances de décision.

Toutefois, là où nous pouvons voir, au contraire, une démonstration de forces, est sur le plan de l'officialisation effective de cette syndicalisation. *L'UTEP* n'obtient pas la *personeria gremial* qui lui permettrait de représenter officiellement, c'est-à-dire aux yeux de l'Etat, les secteurs qui intègrent cette organisation.

Cependant, répétons-le, ces deux processus semblent cohabiter. En allant plus loin, nous pouvons avancer qu'il s'agit d'une dichotomie apparente dans la mesure où les démonstrations de force et les actes de constitution tels que celui-ci peuvent se lire à l'aune d'un seul et même processus d'institutionnalisation et d'officialisation, qui vise principalement des interlocuteurs étatiques. Nous retrouvons ici clairement l'héritage des courants syndicaux qui se coalisent

autour de la candidature de Juan Domingo Perón en 1945 et qui, une fois Perón élu, constituent la colonne vertébrale du péronisme au moment même où se forment les bases du modèle syndical corporatiste argentin.

Rappelons que le *MNER* prend pleinement part à ce processus. Alors qu'à la fin de la décennie 2010 le *MNER* se résorbe au point de parler de « disparition » au profit d'une *Facta* qui semble tendre vers le monopole de la représentation des ERT, ce qui lui permettrait d'orienter l'institutionnalisation du phénomène de récupération d'entreprises selon les termes idéologico-politiques que défendent ses dirigeants. Au regard des rapports qu'elle entretient avec le *kirchnérisme* entre 2006 et 2015, peu de choses sont permises quant à la capacité de cette OPR à diriger ce processus. En outre, rien ne laisse présager durant cette période un possible bouleversement des rapports de forces au sein de l'espace de la représentation politique des ERT au profit du *MNER* et au détriment de la *Facta*.

5. Le paradoxe de la *Facta* : son réseau parlementaire ne lui permet pas d'accomplir ce que réalise le *MNER* depuis l'*UTEP*, obtenir une place au sein de l'appareil d'Etat.

Lorsqu'Alberto Fernandez remporte les élections présidentielles, je me trouve en France. Je considère à ce moment-là que mon terrain en présentiel est définitivement fermé. Je ne retournerai pas en Argentine avant la fin de la rédaction de ma thèse. Cependant, j'actualise régulièrement mes données au travers d'entretiens semi informels avec différents acteurs avec qui je suis resté en contact. Parmi ceux-ci se trouve Federico Tonarelli, qui malgré un emploi du temps extrêmement chargé trouve toujours un moment pour me répondre. Je le contacte lorsque j'apprends que le tout nouveau gouvernement est en phase de créer une direction des entreprises récupérées. Je ne dispose pas à ce moment-là de l'information qui me permet de savoir à quel ministère est rattachée cette direction dans la mesure où il existe un enjeu en rapport à cette décision. De plus, cet enjeu n'est pas seulement le fait d'une lutte interministérielle incarnée par une concurrence entre différents membres d'un parti au pouvoir. Elle est le signe au contraire de la pénétration de l'un des enjeux que portent différents dirigeants d'OPR, ainsi que la *CTEP* puis l'*UTEP* : être considéré en tant que secteur économique à part entière et non pas comme simples récepteurs d'aides sociales, ce qui signifie d'avoir pour interlocuteur -et *a fortiori* l'intégrer- le ministère de Développement productif plutôt que le ministère de Développement social.

Nous pourrions rétorquer que le *MNER*, par exemple, abandonne cet objectif durant l'époque kirchnériste et que Carlos Tomada, alors ministre du Travail, privilégie des interlocuteurs tels que Tonarelli ou Caro. Par conséquent, cela remettrait en question la primauté qu'aurait cet pour l'ensemble de l'espace de la représentation politique des ERT. Cependant, dans la mesure où c'est Murua qui finit par prendre la tête du secrétariat aux ERT près d'une décennie plus tard, nous pouvons y voir le signe d'un repli stratégique sur cette question lors d'une période où le rapport de forces est sensiblement défavorable au *MNER*.

Toutefois lorsque je reçois la nouvelle selon laquelle se crée cette direction dédiée aux ERT, je formule l'hypothèse qu'elle sera dirigée par un acteur appartenant à la *Facta*. Je suppose alors que la victoire électorale d'Alberto Fernandez, rendue possible par le soutien de Cristina de Kirchner -qui fournit la majorité des électeurs mais propose la candidature à Fernandez pour contourner son propre plafond de verre- comprend nécessairement la réactivation du réseau dont dispose la *Facta* au sein du parti au pouvoir.

L'autre versant de cette hypothèse consiste à considérer que les rapports conflictuels qu'entretient le *MNER* avec le gouvernement entre 2003 et 2015 place cette OPR dans une position défavorable pour obtenir cette concession, si ce sont les mêmes secteurs du parti qui se retrouvent au pouvoir en 2019. De ce fait, cela favoriserait par contraposition la *Facta*.

Je contacte Federico Tonarelli au sujet de cette direction dans le but de mettre à l'épreuve cette hypothèse.

Tonarelli aborde tout d'abord la situation au BAUEN : « Avec la *feria judicial* on est tranquilles jusqu'en mars. Ensuite on devra construire des ponts avec le nouveau gouvernement pour voir comment on solutionne peut solutionner cette affaire. Parce qu'on ne peut pas continuer comme ça, les choses vont très mal. Ces six derniers mois ont été terribles sur le plan économique, il faut résoudre ce conflit, on ne peut pas continuer comme ça après tout ce temps »⁵⁰². Le début de sa réponse m'indique d'ores et déjà que mon hypothèse est probablement fautive.

Tonarelli continue : « En rapport au secrétariat en question, c'est le Vasco Murua qui l'a prise. Je ne crois pas qu'on travaillera ensemble. Ce qu'on va faire, dans la mesure du possible, c'est que les coopératives de *Facta* puissent accéder à tous les bénéfices qui puissent être octroyés. Mais *le Vasco* est quelqu'un de très spécial, alors il ne va pas appeler le reste des organisations

⁵⁰² Entretien téléphonique réalisé auprès de Federico Tonarelli, janvier 2020.

pour travailler ensemble. Alors bon, on va d'abord voir sur quoi il compte pour assister le secteur. Pour le moment c'est juste une annonce et on verra quel est le budget de ce secrétariat. Ensuite on verra quelle est l'attitude de Murua, il est un peu réfractaire à partager des choses tu vois ? Je te dis d'entrée, sans avoir parlé avec lui ni aucun d'entre eux, je suppose que non. Je suppose qu'on enverra les coopératives de manière individuelle, chacune de son côté pour demander ce qu'il y ait à y demander et voilà. Mais peut-être que le type fait la surprise de convoquer une gestion un peu plus ouverte de cet espace, je ne sais pas.

- Merci beaucoup pour ta réponse Federico. J'ai été surpris que ce soit le *MNER* qui prenne ce secrétariat. Je pensais que la *Facta* avait une bien meilleure relation avec le *kirchnérisme* que Murua. Ou alors nous devons supposer que ce secrétariat ne provient pas d'une initiative kirchnériste mais d'un autre secteur ?
- Pablo, non. Ce qu'il s'est passé là... Celui qui a beaucoup d'espace avec le nouveau gouvernement d'Alberto c'est le *Movimiento Evita*, conduit par Emilio Persico. Et le Vasco Murua, ça fait un moment qu'il est dans cet assemblage de Persico, qui s'appelle la *CTEP*. Le Vasco s'est mis là dedans il y a un moment, on voit qu'il a maintenu la relation avec Persico et comme Persico c'est le mec qui pèse qui a réussi à se faire de la place à plusieurs endroits, bon, il a porté le Vasco. C'est vrai qu'on avait certaines relations [avec le gouvernement] mais le mouvement Evita a réussi à débarquer au sein de la gestion [le gouvernement] avec beaucoup de poids, c'est pour ça qu'on n'a eu aucune chance. C'est ça qui s'est passé »⁵⁰³.

L'extrait d'entretien retranscrit ici représente un point charnière de mon terrain. Il s'agit également celui qui donne naissance à la première ébauche de plan qui va dans le sens du plan définitif de cette thèse, dans la mesure où les propos de Tonarelli explicitent très clairement comment agissent les rapports de forces entre OPR sur différents plans -ici dans l'espace de la représentation politique des ERT et le plan partisan- et comment ils se conjuguent avec des trajectoires individuelles -celle de Murua notamment- historiquement déterminées, dont la rencontre avec un contexte socio-politique particulier ne pouvait produire que l'expression de laquelle nous sommes témoins.

En effet, le récit de Tonarelli peut s'interpréter sur deux plans. Le premier est le plan descriptif, où un acteur émique produit un discours descriptif et analytique sur son propre milieu, sur sa

⁵⁰³ Ibid.

propre expérience. Le second, qui fait écho au premier, est celui des conditions de production de ce discours. Tout en prenant en compte les éléments du premier plan, nous pouvons déduire quelles sont les conditions de production d'un tel discours. Autrement, dit, nous pouvons reconstruire la logique qui mène à la marginalisation de la *Facta*, ce qui nous permettra d'expliquer dans un second temps comment le *MNER* intègre l'appareil d'Etat.

De ce fait, la *Facta* apparaît comme « hors-jeu » dans le jeu des relations de force qui lui ont autrefois permis d'être hégémonique dans l'espace de la représentation politique des ERT.

Rappelons que les dynamiques de recomposition du champ politique argentin produisent l'objet politique qui se revendique comme le « syndicat de l'économie populaire », qui est, rappelons-le, issu de la fusion de plusieurs organisations *piqueteras* (entre autres) telles que le *Movimiento Evita*. C'est à la tête de celui-ci qu'Emilio Persico, l'un des principaux dirigeants de la *CTEP* puis de l'*UTEP* négocie ce que Tonarelli appelle « un espace politique » au sein du futur parti au pouvoir. Nous pouvons renommer cette idée avec les termes de « poids au sein du parti ».

6. La création du secrétariat d'Etat de l'économie populaire s'accompagne d'une direction des ERT, à la fois que la monnaie *Par* propulse Cafiero et Valdecantos à la tête de l'*INAES*.

Le fait de présenter le cas de la *Facta* sous l'angle du paradoxe nous permet de mettre en relief le processus que nous analysons ici : celui qui s'apparente à une accession à l'appareil d'Etat de la part de l'un des secteurs politiques des ERT, incarnés par des dirigeants du *MNER*.

En effet, si Murua parvient à occuper une position sous-ministérielle et par là même à positionner le *MNER* de manière qui présente les apparences d'être très avantageuse, ce n'est pas le seul dirigeant qui réalise une telle opération de conversion de ce que nous pourrions nommer « capital ERT » en capital plus généralement politique. Déjà analysées lors des chapitres précédents, ces opérations de reconversion sont assez classiques aux interstices des champs syndical et politique par exemple, et même entre la représentation politique des ERT et le champ politique avec l'opération de reconversion réussie de Diego Kravetz, à l'époque où le *MNFRT* pouvait encore tenir lieu de plateforme capable d'accomplir un tel placement.

Toutefois, si nous pouvons lire le parcours erratique de Kravetz à l'aune d'une stratégie individuelle de placement, ce cadre de lecture ne semble pas suffire pour analyser ce qui trait à

cette sous-partie. En ce sens, afin de réaliser une analyse structurée, nous devons formuler une sous-problématique, reliée au corpus hypothétique de l'ensemble de cette thèse.

En ce sens, nous devons nous interroger sur la manière de caractériser l'apparent mouvement de pénétration de l'autogestion ouvrière argentine au sein de l'appareil d'Etat. S'agit-il d'un mouvement *bottom-up*, où les agents agissent par et qui agissent le phénomène autogestionnaire national parviennent à imposer leurs conditions au parti au pouvoir et forcer l'obtention d'un secrétariat d'Etat ? Ou au contraire, s'agit-il d'une stratégie de cooptation d'un mouvement potentiellement contestataire, de la part d'un gouvernement qui a tout intérêt à stabiliser le plus de fronts intérieurs possibles dans la mesure où il sait que les négociations avec le FMI ne font que commencer ? Puis, pouvons-nous, dans le même temps, considérer que ce mouvement, quel que soit le sens de son flux, représente *in fine* une forme d'institutionnalisation des ERT comme le pense Richard Neuville ?

Rappelons tout d'abord les éléments qui permettent au *MNER* d'intégrer l'appareil d'Etat. Nous devons les analyser sous l'angle des rapports de force qui structurent le champ politique argentin ainsi que ceux qui existent au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, sans toutefois négliger la prise en compte des trajectoires individuelles.

De ce fait, nous devons reprendre l'analyse bourdieusienne sur les processus de constitution-délégation afin de rappeler à tout instant que nous ne pouvons dissocier complètement l'agent porte-parole de l'individu agi par ce rôle dans le même temps qu'il est capable, dans une certaine mesure, d'engager le groupe au travers de ses décisions individuelles.

En ce sens, la stratégie du *MNER* lorsqu'il s'agit d'intégrer la *CTEP* est indissociable des bénéfices individuels que peut retirer Murua d'une telle opération. Cela dit, nous devons une nouvelle fois nous défaire de toute vision téléologique de ce processus, dans la mesure où les agents ne connaissent pas le résultat d'une telle stratégie mais tâtonnent, mettent en scène des hésitations, des va-et-vient, typiquement avec la discrétion des membres du *MNER* sur le fait qu'ils intègrent pleinement la *CTEP* : si le pari avait été perdant cette discrétion aurait payé, alors qu'elle compromet également les rétributions positives si le pari est gagnant.

Dès lors, si l'avenir est incertain au moment de la prise de décision, nous devons nécessairement prendre en compte les éléments qui l'orientent. Nous avons déjà remarqué que le socle

stratégique et idéologique commun entre la *CTEP* et le *MNER* est suffisamment large pour permettre à ce dernier d'intégrer la première.

6.1 La revendication d'un péronisme populaire de la part du *MNER* et de la *CTEP* constitue un facteur explicatif de leur alliance.

Nous devons prolonger ce raisonnement et le connecter avec l'un des aspects fondamentaux précédemment abordés : l'appartenance « au péronisme ». En effet, nous avons déjà remarqué et analysé les origines péronistes de l'écrasante majorité des ouvriers autogérés argentins. Si cela comporte un intérêt immédiat dans la mesure où il est intéressant de remarquer l'apparente contradiction entre l'autogestion, traditionnellement associée à l'anarchisme, à l'associationnisme français et britannique ou encore au titisme yougoslave, et le fait que nous ne retrouvons aucune trace de celle-ci au sein de l'ensemble des éléments idéologiques, programmatiques ou discursifs qui s'apparentent au péronisme. Si l'analyse du péronisme que nous réalisons dans cette thèse devait se justifier uniquement par le fait que les agents s'en revendiquent et que cela semble contradictoire d'un point de vue historique avec leur pratique de l'autogestion, nous n'y aurions pas dédié l'entièreté du premier chapitre. En effet, les effets vont au-delà.

La revendication du péronisme -sans qu'il ne soit jamais explicitement défini- que peuvent faire les travailleurs en Argentine implique un sentiment d'appartenance commune qui se calque sur le sentiment d'appartenance au « camp populaire » que nous avons analysé lors des chapitres précédents dans la mesure où la construction idéologique même du péronisme se base sur la revendication de son caractère populaire, ce qui a pour effet d'accentuer son les mythes mobilisateurs qui l'accompagnent.

De ce fait, la reconnaissance mutuelle du caractère populaire entre agents semble inextricablement liée au partage d'un sentiment d'appartenance commun, dans ce cas au péronisme. Cela est particulièrement visible à travers de multiples expressions familières, extrêmement difficiles à traduire qui jonchent les discours de mes interlocuteurs tout au long de mon terrain. Par exemple, l'expression « *es del palo* » apparaît souvent en guise d'approbation ou pour atténuer un désaccord de ligne politique avec notamment des membres du *MNER*. Si nous omettions la référence au jeu de *truco* qu'elle implique, nous pourrions approximativement traduire cette expression par « il est fait du même bois que nous ».

Par exemple, lorsque je montre ma surprise à Daniel Zakuski lors de la mise en place de notre dernier entretien dans lequel il me livre certains des ressorts de l'intégration du *MNER* à la *CTEP*, sa réponse est exactement celle-ci : « ceux de la *CTEP son del palo Pablo* »⁵⁰⁴.

Nous mobilisons de la sorte à nouveau les travaux d'Ostiguy, de manière quelque peu implicite. En effet, c'est en insistant sur le caractère perçu comme populaire du péronisme, ou plutôt du péronisme populaire -ce qui suppose qu'une partie du péronisme ne le soit pas- que nous pouvons supposer qu'au sein de cet espace, la reconnaissance mutuelle d'appartenir au même camp facilite de manière apparemment immédiate une certaine cohésion qui rend compatibles des organisations politiques données au détriment d'autres organisations politiques données qui ne semblent pas partager le sentiment d'appartenance commun au « péronisme populaire ». Rappelons que si Caro revendique se revendique du péronisme, il s'agit d'un versant bien plus conservateur, classable à droite sur l'échiquier politique et bien moins populaire selon le tableau d'Ostiguy (2005).

6.2 Emilio Persico, le *Gringo* Castro et l'avocat Graboïs, les figures de proue des travailleurs de l'économie populaire organisée catalysent un poids électoral qui leur permet d'obtenir le secrétariat de l'économie populaire.

Nous avons abordé précédemment le processus de constitution du paquebot qu'est la *CTEP*, à bord duquel se trouve le *MNER* et du fait qu'il permet d'atteindre un objectif jusqu'alors impossible : un espace sous ministériel au sein de l'appareil d'Etat. La question que nous pouvons nous poser est celle des conditions de possibilité d'une telle accession. Partons du principe que le champ politique est un espace concurrentiel où chaque coup est calculé et qu'aucun agent n'a intérêt à renoncer à son intérêt, tout en montrant un intérêt au désintéret (Bourdieu, 1983). Par conséquent, nous ne pouvons qu'interpréter les différentes actions et décisions qui s'y prennent et entreprennent sous l'égide d'une lecture basée sur les rapports de forces entre groupes et entre agents au sein de ces groupes. De ce fait, si la coalition électorale menée par Alberto Fernandez comporte des membres qui acceptent de faire une apparente concession à ce qui est présenté comme « l'économie populaire », il ne peut s'agir en réalité d'une faveur gratuite mais plutôt d'un coup calculé dans un contexte pré-électoral. Pour prendre la mesure de cela nous devons rappeler que la *CTEP* dispose de dizaines de milliers de militants

⁵⁰⁴ Entretien réalisé auprès de Daniel Zakuski au sein des locaux de *l'IMPA*, Buenos Aires, 2018.

très mobilisés, mais pas n'importe lesquels ni sur n'importe quel sujet. Les militants de la *CTEP*, comme nous l'avons vu en début de chapitre, sont majoritairement des travailleurs informels, enfants ou petits fils d'ouvriers ou de paysans venus s'entasser dans des bidonvilles suite aux différentes vagues de désindustrialisation et de concentration des terres. Ils représentent aussi l'électorat très généralement acquis au péronisme. Nous pouvons confirmer cela en croisant les données électorales avec la variable géographique. Pour cela, l'élection la plus pertinente à analyser semble être celles que l'on désigne en Argentine sous le nom de *primarias abiertas simultaneas obligatorias (PASO)*, et plus précisément celles de 2017. L'on peut traduire cela par : « primaires ouvertes simultanées et obligatoires ». L'enjeu de ces élections est double. D'un part, comme leur nom l'indique, il s'agit d'une primaire. L'année 2017 n'est pas une année d'élection présidentielle mais législative où la moitié du parlement est appelé à se renouveler. Dans ce cadre, chaque parti doit s'accorder de manière démocratique sur les candidats à présenter lors des législatives qui ont lieu un mois plus tard.

Cependant, au-delà de cet aspect formel, les *PASO* sont en réalité un excellent sondage qui permet d'évaluer les rapports de forces intra mais surtout inters partisans. D'une part, lorsqu'un parti présente un seul candidat aux primaires, les électeurs -soumis à la contrainte du vote obligatoire- votent d'ores et déjà pour lui, ce qui laisse présager les résultats de l'élection législative. D'autre part, lorsqu'il présente plusieurs candidats, le cumul des voix obtenues par ce parti donnent une idée assez précise de combien de voix obtiendra le gagnant de la primaire lors de l'élection. En nous basant sur ces observations, nous pouvons analyser la carte interactive des résultats des *PASO* de 2017 du quotidien *La Nación*⁵⁰⁵. Ce document montre à l'aide d'un code couleur les résultats électoraux par parti politique au sein de chaque district des différentes provinces argentines. Si nous zoomons par exemple sur la province de Buenos Aires, qui est l'espace géographique qui nous intéresse pour cette sociologie électorale, car elle concentre plus d'un tiers de la population du pays et par conséquent la majorité des forces de la *CTEP*. Nous pouvons voir en jaune les districts à majorité *Cambiamos*. Les différentes nuances de bleu indiquent ceux qui sont à majorité péroniste, toutes tendances confondues. Nous pouvons observer que la ville de Buenos Aires se trouve très majoritairement acquise à la coalition *Cambiamos*. Cependant, une fois dépassée la limite du périurbain le bleu devient majoritaire, avec des écarts plus importants au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la capitale.

505

https://elecciones2017.lanacion.com.ar/multimedia/proyectos/17/elecciones/elecciones_2017_paso_mapa_resultados/

En effet, les taux d'adhésion aux listes péronistes sont plus élevés au sein des districts de ce que l'on nomme « le troisième cordon » que ceux qui composent « le premier cordon ».

Considérant le fait que les militants de la *CTEP* se trouvent principalement dans les zones bleues et que leurs revendications syndicales sont plus susceptibles de se réaliser dans le contexte d'un gouvernement de type « ouvert », ou encore que le parti au pouvoir et l'organisation syndicale de l'économie populaire partagent leur adhésion « au péronisme », les bases matérielles et idéologiques d'une alliance tout du moins tacite sur fond d'échanges intéressés au sein du champ politique. Ces derniers prennent la forme de la possibilité d'intégrer l'appareil d'Etat et de pénétrer le champ politique en échange de voix et de forces militantes en vue de la campagne présidentielle de 2019.

Basons ces remarques sur un exemple. Je me trouve à la Place de Mai après une mobilisation de la *CTEP* en 2018. Celle-ci a eu lieu le matin, il est environ 14h. Les pluies éparses vident la place suite à la mobilisation mais certaines militantes chevronnées, arborant la chasuble de *MP La Dignidad* -l'une des branches de la *CTEP*- demeurent sur les lieux et continuent à tracter. Je profite de leur relatif isolement pour en aborder une, qui serait plus susceptible de parler avec moi en l'absence de la pression du groupe. Cependant, je me trouve face à un mur. Mon interlocutrice répond par monosyllabes aux quelques questions d'usage que je lui pose. Inutile de lui demander un entretien. J'obtiens toutefois la confirmation qu'elle fait partie de la *CTEP* et que la mobilisation du jour s'insère dans une série de mobilisations plus large contre l'inflation, la dévaluation du *peso* et les politiques économiques menées par le gouvernement de Macri. Elle me tend un tract.

Celui-ci a une forme de billet de banque surdimensionné en papier glacé. Ce billet ne représente pas des *pesos* mais des *patacones*, la monnaie alternative mise en place par la province de Buenos Aires lors de la crise de 2001, qu'il faut distinguer des monnaies alternatives nées des clubs de troc, les *créditos*, ainsi que des autres monnaies provinciales. En effet, les *patacones* sont en réalité des bons du trésor provincial destinés à être pris pour des billets, et de ce fait assurer les fonctions classiques de la monnaie. Nous pouvons observer que figure sur n'importe quel *patacon*, tout comme sur le tract, l'inscription suivante en police très réduite : « lettre de trésorerie pour annulation d'obligations ».

Au dos de ce tract figure le texte suivant : « Si on continue comme ça, le troc revient, le *patacon* revient. Mettons un frein à Macri. Liste *La Dignidad*, Rafael Klejzer, pré candidat aux

législatives ». En bas à droite figure le logo de MP *La Dignidad*, l'une des principales organisations qui composent la *CTEP*.

Ce tract incarne parfaitement l'argumentation que nous développons au sein de cette sous-partie. D'une part, nous pouvons remarquer qu'à travers un message percutant, qui renvoie directement à la crise de 2001, l'une des organisations de la *CTEP* appelle directement à voter contre Macri, ce qui en revient très généralement à voter pour l'une des composantes du péronisme. D'autre part, si nous suivons la trajectoire de Rafael Klejzer, référent de *MP La Dignidad*, nous pouvons voir qu'il constitue l'un des nombreux cas d'intégration du champ politique en ayant comme support une organisation sociale de type contestataire telle que celle de laquelle il est référent. En effet, après avoir été candidat aux *PASO*, il bénéficie des réseaux de la *CTEP* pour intégrer le ministère de Développement social en tant que « directeur national des politiques d'intégration ». Ce processus semble dépasser les cas particuliers pour concerner au contraire une génération de « dirigeants sociaux », dans le cadre d'une campagne électorale à la Lula, du type union populaire ou populiste de gauche (Groz, 2020).

Outre la *CTEP*, le *MNER* dispose d'un autre tremplin pour intégrer l'appareil d'Etat, que nous avons analysé précédemment : la monnaie *Par*.

Rappelons que la personne qui dirige les assemblées n'est autre que Mario Cafiero, candidat aux législatives en 2017 pour une liste péroniste mineure. Il déclare en assemblée *Par* qu'il n'a « aucune chance de gagner » et il en rit. En 2020, il est nommé président de *l'INAES*, qui dépend du Ministère de développement productif.

La monnaie *Par* propulse un autre de ses membres à un poste de direction étatique. Il s'agit là de l'économiste cépalien Sebastian Valdecantos, ancien membre de *Waba*, qui rencontre le *MNER* lorsque ce dernier cherche à développer une monnaie alternative. Rappelons que *Waba* est l'association d'informaticiens qui code le logiciel et qui loue « une place » dans la *blockchain Bitshare* pour mettre en place la monnaie *Par*. Une fois élu, Alberto Fernandez nomme Valdecantos, au poste de directeur national de développement et promotion des coopératives et des mutuelles.

Nous pouvons alors nous interroger sur la nature des liens entre Cafiero, Valdecantos et l'administration Fernandez, car *a priori* une petite initiative monétaire ne suffit pas à peser dans des négociations qui impliquent une répartition de postes sous ministériels pour ceux qui la dirigent. Ceux-ci n'intègrent pas directement la *CTEP* et par conséquent ne peuvent pas espérer incarner un passage à l'appareil d'Etat similaire à celui de Murua.

Au-delà du fait que Cafiero fasse partie des soutiens du parti au gouvernement durant toute la période macriste, l'explication la plus pertinente à ce passage reste l'appartenance au *MNER*. En effet, le cas de Valdecantos permet de confirmer cette hypothèse, dans la mesure où si les réseaux parlementaires de Cafiero lui avaient permis, à eux seuls, de diriger *l'INAES* -quand rien dans sa carrière politique montre un rapprochement avec l'ESS hormis la monnaie *Par*- alors comment expliquer le poste de Valdecantos qui ne bénéficie pas des mêmes réseaux que Cafiero ?

Nous pourrions supposer que Cafiero ait pu « placer » Valdecantos une fois nommé -mes entretiens auprès de ce dernier ne me permettent pas de confirmer cela- mais cela n'annulerait pas le point important de notre analyse : le fait que les deux sont membres du *MNER* et que c'est à travers cette OPR que les passages en question sont possibles à ce moment-là. Le fait de travailler sur la monnaie *Par* durant les années macristes semble surtout avoir déterminé le type de poste obtenu et non pas le fait d'en obtenir un.

Suite à ce que nous venons d'analyser, nous pouvons nous demander sous quel prisme nous devons interpréter ce que nous avons désigné jusqu'ici comme une « entrée la représentation politique des entreprises récupérées au sein de l'appareil d'Etat ». S'agit-il d'une cooptation d'une sous-branche de cette branche du mouvement ouvrier, tout comme le *kirchnérisme* avait favorisé la *Facta*, ou bien nous pouvons considérer qu'il s'agit au contraire de la conséquence d'un rapport de forces suffisamment favorable aux ERT pour qu'une partie de leur représentation politique parvienne à intégrer l'Etat et à y mener une lutte de l'intérieur.

Aussi contexte électoral avec campagne basée en partie sur mouvements sociaux ?

Nous pouvons avancer plusieurs éléments de réponse à cette question.

En premier lieu, nous devons analyser précisément le rôle imparti à chacun de ces agents au sein de l'appareil d'Etat afin de définir si leur action correspond à une modification, y compris minime, des rapports de forces en dehors du champ étatique. Autrement dit, est-ce que le poste qu'occupe Murua par exemple lui permet d'accomplir le travail que lui réclame sa base, ou au contraire, rien ne change pour cette dernière en termes de revendications obtenues ? Si cela était le cas, alors il en découle que le gouvernement restreint (composé du président et de ses ministres) n'aurait accordé que des places pratiquement honorifiques au représentants de cette branche du mouvement ouvrier en échange de soutien électoral et de militants durant la campagne.

La réponse à cette question ne permet toutefois pas de statuer définitivement sur la qualité du poste occupé. En effet, il est possible que les prérogatives liées au poste permettent à celui qui l'occupe d'œuvrer en vue de satisfaire les principales revendications de sa base mais que l'occupant ne le fasse pas pour diverses raisons. Dans ce cas, nous serions face à une situation plus complexe, dans la mesure où il faudrait démontrer que l'occupant pourrait agir autrement mais qu'il ne le fait pas pour des raisons précises. Si ces raisons impliquent un accord tacite avec le gouvernement, alors nous ne serions pas face au même cas de figure que pour le point précédent, dans la mesure où il existe la possibilité formelle pour que le dirigeant qui occupe le poste agisse. S'il ne le fait pas suite à un arrangement tacite avec le parti au pouvoir l'effet est le même que lors du point précédent, mais les conséquences en termes d'institutionnalisation et de rapports de forces changent, dans la mesure où la possibilité d'agir représente un levier supplémentaire pour la représentation politique des ERT face à une situation où cette possibilité n'existe pas. Toutefois, cela signifie aussi que le gouvernement s'adonne à une simple stratégie de cooptation, tout comme pour le cas de figure précédent.

Nous pouvons en outre également supposer que le dirigeant qui occupe le poste a la volonté d'agir, que les prérogatives associées à son poste le lui permettent mais que la conjoncture économique, notamment la crise de 2019, rendent nulles ses actions, ou tout du moins invisibles.

Remarquons que dans le cas où nous envisageons la possibilité que le dirigeant pourrait agir ou qu'il agit mais que l'impact de ses actions semble nul, nous nous trouvons face à une difficulté majeure, à savoir celle de devoir démontrer qu'il aurait pu en être autrement, ou qu'à défaut de son action, le résultat serait tout autre.

Une difficulté analogue est présente lorsque l'on cherche à analyser toutes les facettes de la domination par exemple (Dézé et Dormagen, 2020). En effet, si nous prenons une définition basique de la domination, selon laquelle cette dernière existe lorsqu'un individu impose sa volonté à un autre individu et que le second agit selon la volonté du premier, alors nous remarquons qu'il est aisé de statuer sur son existence lorsque l'expression de la volonté du premier est active. Cependant, si le premier exerce une domination symbolique, ou une domination passive sur le second, alors il n'a pas à exprimer activement sa volonté. Le second agit d'ores et déjà comme il est attendu qu'il le fasse. Nous ne pouvons nier que ce cas de figure existe, cependant nous ne pouvons en apporter de preuve empirique aussi facilement que dans le cas de la domination active. Autrement dit, la relation entre l'action ou l'inaction et le résultat ou l'absence de résultat n'est pas totalement univoque.

Par conséquent, si nous appliquons un raisonnement analogue au sujet que nous traitons, nous ne pouvons écarter le fait que le manque de résultat ne découle pas nécessairement d'une absence d'action de la part de l'agent qui la porte.

Nous évoquons ces possibilités dans un souci d'exhaustivité. Cependant, comme nous venons de l'évoquer, les possibles réfutations empiriques à certaines hypothèses sont hors de notre portée. Néanmoins, cela ne pose pas de problème majeur dans le sens où nous chercherons à continuer à dépasser l'arbre des possibilités que nous venons de construire.

En effet, rappelons que l'obtention de ces postes se négocie en période électorale et devient effective lors des premiers mois de gouvernement. Cette période est fondamentale pour l'administration Fernandez dans la mesure où la crise du Covid-19, couplée à la crise financière domestique mettent le gouvernement dans la délicate position de devoir contenter sa base électorale tout en négociant avec le FMI. Autrement dit, le gouvernement se donne pour tâche de calmer l'inévitable contestation sociale en vue de l'application des politiques d'ajustement exigées par le FMI. À cela s'ajoute une campagne présidentielle menée avec le soutien des mouvements sociaux et de certains syndicats puissants, ainsi qu'avec celui de la *CTEP*, comme nous l'avons vu en amont.

Ces deux éléments combinés mènent à la facilitation de l'octroi de postes sous-ministériels. D'un côté, le gouvernement a un intérêt immédiat à coopter certains dirigeants ouvriers et sociaux pour maximiser ses chances de canaliser leurs bases. De l'autre, le soutien de ceux-ci en période électorale se traduit logiquement par un retour de faveurs, sous peine de se de créer de nouveaux opposants dès le départ, ce qui dépasse d'une certaine manière le point précédent.

Par conséquent, nous pouvons avancer que la nomination de dirigeants sociaux et syndicaux, parmi lesquels se trouvent certains membres de la représentation politique des ERT en période électorale et durant les premières semaines de gouvernement obéit davantage à une stratégie partisane en vue d'exercer le pouvoir qu'à une réelle montée en puissance de certains secteurs du mouvement ouvrier organisé ou en voie de l'être. Cela nous permet par conséquent de relativiser l'idée selon laquelle le *MNER*, en passant par la *CTEP*, aurait contribué à forcer la main au gouvernement, ainsi que celle où le *MNER* aurait uniquement bénéficié de la puissance de la *CTEP* qui aurait forcé la main du parti de Fernandez.

Toutefois, si relativisation il y a, nous ne pouvons caractériser le processus que nous analysons comme une simple cooptation sans lutte, même s'il en existe une tentative de la part du gouvernement en exercice.

Nous pouvons à ce stade tracer un parallèle édifiant avec la relation historique entre le deuxième gouvernement de Perón, les directions syndicales péronistes et leur base. Les analyses historiographiques les plus récentes remettent en cause l'idée selon laquelle la CGT aurait agi comme un bloc monolithique coopté par le gouvernement (Schiavi, 2015). En effet, selon Marcos Schiavi : « Le gouvernement péroniste est alors toujours plus dépendant politiquement des travailleurs et des syndicats. En 1955 en effet, son alliance avec l'Église catholique et les forces armées s'est considérablement détériorée. Ainsi, après dix ans au pouvoir, l'aile politique du péronisme ne parvient pas à se défaire de sa dépendance originelle »⁵⁰⁶.

De ce fait, pour Schiavi, les bases syndicales se trouvent dans une situation où le rapport de force politique leur est bien plus favorable que ce qu'avance l'ancienne historiographie. Il insiste également sur l'autonomie relative du syndicalisme des années 1940-1950 : « L'enquête de Louise Doyon avait déjà montré que le syndicalisme des années péronistes avait une praxis autonome à certains niveaux et dans certaines sphères. Les nouveaux travaux, dont le nôtre, consolident et approfondissent cette thèse, en révélant non seulement le poids économique des syndicats mais aussi leur force politique. Durant la décennie péroniste, le mouvement syndical a obtenu puis défendu un très important pouvoir politique, économique et social, grâce auquel il a maintenu une certaine marge de manœuvre, déterminée par son lien organique avec le gouvernement. La dynamique interne à la CGT l'illustre. La thèse antérieurement dominante, posant une absence d'autonomie et une parfaite verticalité descendante du pouvoir politique vers les syndicats, peut aujourd'hui être entièrement reformulée. Dans cette nouvelle perspective, la présence de trois syndicalistes dans le premier gouvernement Perón peut être interprétée comme une démonstration de la force du syndicalisme, et non comme un signe de sa cooptation »⁵⁰⁷.

⁵⁰⁶ Schiavi, M. (2015). The Labour Movement and Peronism (1943-1955): A Reinterpretation. *Le mouvement social*, 251(2), p.113.

⁵⁰⁷ *Ibid*, p.113

Reprenons le parallèle que nous souhaitons tracer entre l'accession d'une part du mouvement ouvrier au sein de l'appareil d'Etat durant les années péronistes et ce que nous tentons de comparer aujourd'hui, avec les nominations sus-citées.

Comme pour toute comparaison, nous devons en premier lieu mettre en avant les principales différences afin d'en faire ressortir les ressemblances.

Tout d'abord, si nous nous intéressons aux rapports de forces au sein de la société argentine et plus particulièrement à celle du pouvoir ouvrier, nous ne pouvons mettre exactement sur le même plan la direction de l'ensemble du mouvement ouvrier avec celle de l'une de ses branches les plus précaires. Cet aspect mène à une autre dissemblance capitale, à savoir ce qu'implique une telle différence des rapports de force. En effet, dans le cas des premiers péronismes, Schiavi montre que nous pouvons réellement parler de pénétration du mouvement ouvrier au sein du gouvernement et que ce dernier force la main sur un certain nombre de points à la bureaucratie du parti. Dans le cas du mouvement apparemment *bottom-up* de 2019-2020, nous avons d'ores et déjà fortement remis en cause l'idée selon laquelle il s'agirait d'une accession imposée par les représentants des ERT et de l'économie populaire au sein de l'Etat. Il ne s'agit pas néanmoins d'une cooptation sans lutte. Celle-ci a lieu d'une part entre les différentes OPR comme nous l'avons montré lors des précédents chapitres. D'autre part, nous assistons à sa cristallisation avec l'accession du *MNER* au sein de l'appareil d'Etat. Notons en effet que si une large part du mouvement ouvrier - donc des tendances relativement diverses - accède au gouvernement lors des premiers péronismes, ce n'est qu'une fraction bien définie qui le fait dans le cas des ERT. Cela implique que le *MNER* prend le contrôle de la définition officielle de ce qu'est une ERT d'une part, et d'autre part que les autres enjeux de lutte, tels que ceux attachés aux revendications historiques des ERT s'étendent en partie au sein de l'Etat, avec les nouveaux instruments que possèdent les ERT, à la fois qu'ils sont soumis à la menace d'une « neutralisation par la nomination ».

L'objet de la suivante sous-partie est précisément d'analyser dans quelle mesure ce processus d'accession à des postes ministériels est le signe d'une puissance suffisante de la part de ce secteur du mouvement ouvrier pour orienter des politiques publiques et obtenir des financements. Nous pourrions répondre à cela en nous demandant dans quelle mesure les dirigeants issus de la représentation politique des ERT nommés à des postes sous-ministériels sont capables d'orienter des politiques publiques et des financements en faveur de leurs représentés.

A travers la réponse à cette question, nous découvrirons alors qu'il existe d'une part une concurrence entre ministères superposable à la vision qu'a le gouvernement des ERT, initialement en tant que simples réceptrices d'assistance sociale, puis, très récemment, comme faisant partie de l'appareil productif national, et par conséquent comme des structures capables de créer de l'emploi de qualité.

D'autre part, nous verrons que pour l'heure, ce n'est pas le personnel politique issu du *MNER* qui est en mesure d'orienter une véritable politique publique en faveur des ERT mais plutôt celui issu du *Movimiento Evita* – branche de la *CTEP* à travers laquelle le *MNER* intègre le gouvernement-, ainsi qu'à travers celui issu de l'UBA et de José Abelli.

7. « L'accession des ERT » à l'appareil d'Etat est avant tout le fruit d'une répartition de l'organigramme de l'Etat entre différentes organisations sociales, ainsi que celui de la nomination d'acteurs légitimateurs apparemment éloignés de la lutte pour la représentation des ERT.

S'il est fortement recommandé de clore son terrain avant de commencer le travail d'écriture du corpus d'une thèse, l'application de cette préconisation dans le cadre de celle-ci aurait radicalement changé sa conclusion, son plan, et même la formulation du corpus hypothétique et de la question de recherche. En effet, je n'aurais pas pu prendre en compte les événements post-électorales qui font l'objet de plusieurs parties de ce chapitre. Cette sous-partie constitue en quelque sorte une culmination de l'analyse du processus qui mène des ouvriers qui se retrouvent face au portail fermé de leur usine sans avoir été formellement licenciés, à constituer leurs propres organisations politiques de représentation, puis à intégrer l'appareil d'Etat.

Nous avons vu que Murua prend la tête de la direction d'entreprises récupérées, qui fait partie du ministère de développement social. Afin de répondre à la question que nous nous posons, nous devons nécessairement disposer d'informations essentielles, telles que les actions menées par cette direction, ainsi que son budget. Or, ce budget et son utilisation demeurent introuvables sur les sites des instances officielles. Je me tourne vers Andrés Ruggeri pour obtenir ces informations.

Ce dernier déclare : « Ce n'est pas une direction nationale. C'est ce que l'on appelle ici « direction de ligne » qui se trouve à un niveau inférieur à celui d'une direction nationale. Dans

la structure étatique tu as : ministre, secrétaire, sous-secrétaire, directeurs nationaux et directeurs. C'est à ce niveau là que se trouve la direction de Murua. Mais ce qui attire le plus l'attention est que ce n'est pas une direction d'entreprises récupérées à proprement parler, elle s'appelle « direction de politiques d'inclusion économique » ou « intégration économique », quelque chose comme ça⁵⁰⁸ »⁵⁰⁹.

Nous apprenons alors que ce qui est annoncé dans la presse -dans des articles probablement issus de la communication du *MNER* et de *l'UTEP*- comme étant une direction spécifiquement dédiée aux ERT s'avère être en réalité quelque chose à la fois de moins spécifique et de moins élevé dans la hiérarchie de l'organigramme ministériel qu'une direction nationale.

J'interroge mon interlocuteur à propos de son point de vue sur les politiques publiques mises en place par cette direction ainsi que sur leur financement. Ruggeri me répond : « Cette direction est dans le ministère de développement social, le *MNER* s'est intégré au mouvement *Evita*, alors il obtient des financements de ce côté-là mais surtout il dispose de plans « *potenciar trabajo* », ce n'est rien de spécifique. Ils utilisent un quota de projets « *Manos a la obra* », ce n'est pas non plus quelque chose de spécifique. Et toutes les autres annonces qu'ils ont faites, la fiducie de 5000 millions de *pesos*, les crédits bancaires à 3%, le programme *Recuperar* etc. rien de tout cela n'a vu le jour. Mais il a aussi une certaine influence à *l'INAES*, parce que *l'INAES* est conduit par *l'Evita*, il y a le français, Roig »⁵¹⁰.

Cet extrait d'entretien est central dans la mesure où il affine les éléments que nous analysons tout au long du chapitre. D'une part, Ruggeri semble confirmer que le *MNER* intègre un ministère à travers son appartenance à la *CTEP*, et plus précisément son rapprochement avec le *Movimiento Evita*, l'une des principales organisations qui composent *l'UTEP*.

D'autre part, arrêtons-nous sur la mention faite à Alexandre Roig. Rappelons que lorsque j'effectue mon terrain en présentiel, Roig est doyen de *l'UNSAM*, position académique depuis laquelle il maintient un contact étroit avec le *Movimiento Evita* ainsi que d'autres organisations identifiées comme appartenant à l'économie populaire, telles que la coopérative *Bellaflor* et son écosystème que nous avons abordé lors du chapitre II, au sein duquel Lalo Paret occupe une

⁵⁰⁸ Selon le bulletin officiel de la nation, le poste qu'occupe Murua est : *Director de Programas de Inclusión Económica* (directeur de programmes d'inclusion économique). Il est nommé le 17 juillet 2020 (Résolution administrative 1286/2020). Lien :

<https://www.boletinoficial.gob.ar/detalleAviso/primera/232318/20200721>

⁵⁰⁹ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri sur messagerie instantanée depuis Montpellier, février 2022.

⁵¹⁰ *Ibid*

place de dirigeant. Rappelons également qu'en plus d'être au *MNER*, Lalo devient enseignant à l'antenne de San Martin de *l'UNSAM*, fruit de l'implantation de cette dernière dans cette zone périphérique de Buenos Aires. En clair, c'est à travers *l'UNSAM* que Roig se rapproche de l'Evita et accessoirement du *MNER* et de *Bellaflor* à travers la figure de *Lalo Paret*. De plus, sa position au sein du champ scientifique argentin, couplée à son appartenance à *l'Evita*, lui permettent de devenir président de *l'INAES*.

Toutefois, l'analyse des trajectoires individuelles trouvent un intérêt dans cette thèse dans la mesure où elles parviennent à démontrer des processus plus généraux. En effet, il ne s'agit pas ici de faire la biographie de tel ou tel agent mais au contraire, de montrer comment à travers la nomination de Roig à la tête de l'INAES nous pouvons déduire que le *Movimiento Evita* « occupe » une institution publique.

Cela peut paraître contre-intuitif si l'on est familier du système français relatif à la haute administration qui est relativement autonome vis-à-vis du pouvoir politique en place, mais en Argentine il n'existe pas d'ENA ou de centre de formation unique pour fonctionnaires et hauts fonctionnaires. Cela occasionne un *turnover* très important du fonctionnariat et du haut fonctionnariat en fonction des changements de gouvernement. En ce sens, chaque élection est l'occasion pour les différentes organisations -et réseaux plus informels- qui soutiennent le parti au pouvoir de jouer ses coups et de positionner ses représentants au sein des différents postes à pourvoir. Ainsi, c'est en analysant l'appartenance des occupants des différents postes attribués on peut déduire le rapport de forces entre les différentes organisations et agents qui les incarnent.

Nous pouvons d'ores et déjà déduire que si le *MNER* est présent au sein du *Mides* et qu'Alexandre Roig dirige *l'INAES*, alors le *Movimiento Evita* -et par extension *l'UTEP*- se trouve en bonne position au sein de ces deux ministères.

8. Le programme *REDECO*, un gage de reconnaissance officielle des ERT en tant qu'éléments du tissu productif national.

Cependant, au bout de deux années de mandat péroniste, ce n'est pas le *MNER*, ou plutôt la Direction d'entreprises récupérées, qui semble bénéficier de l'attribution de fonds conséquents. En effet, durant le mois de mars 2022, le gouvernement alloue un budget de 1200 millions de *pesos* au Ministère de développement productif destiné au financement d'entreprises récupérées

par leurs travailleurs. Il s'agit de subsides directs émanant du *Fondo de desarrollo productivo (Fondep)*⁵¹¹ alloués aux ERT sous forme de biens d'équipement, de qualification des travailleurs ou encore des marchandises destinées à devenir des consommations intermédiaires. En somme, l'État exécute les opérations et les ERT reçoivent les biens et services dont elles ont besoin pour produire. Cela marque une grande différence avec la direction de Murua, comme nous les verrons par la suite, dans la mesure où cette dernière dispose surtout d'un pouvoir d'orientation et d'attribution de programmes préexistants, dont les bénéficiaires ne sont généralement pas les ERT mais les travailleurs eux-mêmes pris individuellement.

L'article du 11 mars 2022 dans la revue *Autogestion* détaille ce mécanisme : « Le Ministère de développement productif lance au mois d'octobre 2021 le programme de réactivation et de développement productif coopératif (*Redeco*), destiné spécifiquement aux ERT. Le budget initial était de 280 millions de *pesos*, pour ensuite s'élever à 500 millions de *pesos*. Actuellement, une fois évalués à travers *l'INAES* plus de 80 projets, le ministre Matias Kulfas a signé une résolution qui augmente à nouveau le fonds, qui atteint désormais les 1200 millions de *pesos* qui permettent de couvrir les 64 projets que *l'INAES* considère finançables [...] De cette manière *Redeco* devient le programme destiné aux ERT le plus ambitieux, ERT qui ont historiquement manqué de politiques publiques spécifiques qui les considèrent comme un actif productif et créateur de travail digne et direct pour celles et ceux qui les composent. Pour situer les montants, remarquons que le programme destine aux ERT pratiquement la moitié du budget de *l'INAES*. Si nous y ajoutons les 800 millions de *pesos* du programme récemment lancé pour les coopératives de recyclage et d'économie circulaire, il s'agit là d'un chiffre encore plus important qui est transféré de manière directe au secteur autogéré de l'économie argentine [...] En ce sens, *Redeco* finance à travers des subsides des ERT constituées en tant que coopératives de travail, avec des montants maximums qui varient entre 10 et 40 millions de *pesos* selon une échelle dépendante du nombre de travailleurs [...] Le mécanisme de présentation inclut la participation de *l'INAES* pour la réception des projets, le contrôle de la documentation exigée et son évaluation. Ce travail a permis de sélectionner et d'approuver 64 projets sur les 85 candidatures »⁵¹².

D'autre part, lorsque je demande à Ruggeri si la Direction d'entreprises récupérées joue un rôle dans la mise en œuvre du programme *Redeco*, mon interlocuteur me répond : « La direction de

⁵¹¹ Fonds de développement productif.

⁵¹² Ruggeri, A., (2022, 11/03) « 1200 millones para las recuperadas », *Autogestion*, <http://autogestionrevista.com.ar/2022/03/11/1200-millones-para-las-recuperadas/>

Murua n'est pas liée à cela. Murua est au *Mides* alors que ceci c'est le ministère de Développement productif. Je suis conseiller du ministre de développement productif, Kulfas, avec l'autre *Vasco*, le *Vasco* Abelli, et c'est nous qui avons mis en place ceci, Murua n'a rien à voir. Mais ce n'est pas ça l'important. L'important c'est qu'il y a pour la 1^e fois un programme spécifique pour ERT au sein du ministère qui dirige la politique productive du pays, et avec un budget assez conséquent »⁵¹³.

8.1 Le manque de budget pour la direction ministérielle que dirige le *MNER* témoigne de l'existence d'un rapport de forces entre les différentes organisations qui s'insèrent dans l'appareil étatique, ainsi que de la stratégie du gouvernement : arbitrage et cooptation à moindre coût.

Rappelons les questions qui guident le développement de ce dernier chapitre afin d'introduire les développements qui suivent. En accord avec la question de recherche de cette thèse, nous cherchons à interroger le sens de la prétendue institutionnalisation des ERT argentines eu égard à la place qu'elles obtiennent -à travers certains de leurs représentants- au sein de l'appareil d'Etat. Est-ce le fruit d'une imposition de cette branche du mouvement ouvrier national au parti au pouvoir ? Est-ce plutôt la manifestation d'une stratégie de cooptation réussie de ce dernier dans un contexte électoral incertain ? Ou bien s'agit-il d'un processus plus complexe, qui suppose de considérer « le mouvement des ERT » comme un espace concurrentiel constitué de positions relatives, ce qui permet de comprendre comment les coups joués par certains agents à la tête de certaines OPR, dans des contextes politiques particuliers, permettent de façonner une relation vis-à-vis des pouvoirs publics et d'obtenir des postes sous-ministériels ? Cela ne répond toutefois pas à la question initiale dans la mesure où nous cherchons à savoir si cet accès à l'appareil étatique constitue une victoire ouvrière ou au contraire, si rien ne change sur le plan des rapports de forces entre cette branche du mouvement ouvrier et le reste de la société. De manière subsidiaire, si l'avantage que prend le *MNER* sur les autres OPR semble permettre l'accession de Murua à la tête d'une direction au sein du *Mides*, nous nous interrogeons également sur le pouvoir qu'il peut exercer depuis sa nouvelle position, afin de savoir ce que cela signifie au niveau des modifications des rapports de forces entre OPR. Cela nous permet de statuer en partie sur la manière dont « le mouvement » des ERT pénètre l'Etat : en l'absence

⁵¹³ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri sur messagerie instantanée depuis Montpellier, février 2022.

de budget et de marges de manœuvre conséquentes attribuées à la direction de Murua, nous ne pouvons conclure qu'il s'agisse d'une victoire du *MNER* sans concession, qui, du haut de sa position dominante au sein de l'espace de la représentation politique des ERT incarnerait la lutte de ces dernières à travers la mise en œuvre des revendications historiques concrètes du secteur.

Or, nous avons vu que la direction ministérielle qu'occupe le *MNER* ne dispose que d'un budget très limité et d'une étroite marge de manœuvre en termes d'application de politiques publiques capables de satisfaire les revendications du secteur.

En outre, nous pouvons observer au travers du dernier extrait d'entretien que si le Ministère de développement productif ne semble pas compter des membres de *l'UTEP* ni plus spécifiquement de *l'Evita* ou du *MNER* à des postes de direction, ceux qui occupent ces derniers ne semblent pas non plus appartenir à des organisations concurrentes, telles que la *Facta* ou le *MNFRT*. Cette observation nous mène à dresser le constat selon lequel le gouvernement semble choisir une stratégie de cooptation à moindre coût, à la fois qu'il se constitue en arbitre inter organisations politiques de représentation des ERT et plus généralement, en ce qui nous concerne, de « l'économie populaire », tandis que ces dernières tentent de prendre le contrôle de postes ministériels bien précis, installant ainsi une constellation de tensions entre ces dernières et le noyau dur du gouvernement. Ce dernier, issu très majoritairement du parti au pouvoir, a tout intérêt à maintenir une concurrence entre ces organisations pour les rétributions matérielles et symboliques qu'il est en mesure d'octroyer lors de son mandat, durant lequel il oriente les ressources de l'Etat. Cela nous permet de comprendre pourquoi le *MNER* est défavorisé dans cette répartition, malgré le fait d'avoir obtenu le contrôle d'une direction.

En effet, le noyau dur du gouvernement a tout intérêt à intégrer à la marge le *MNER*, avec la promesse que cette OPR contrôlera le budget dédié aux ERT, pour finalement attribuer celui-ci à un ministère qu'il contrôle sans partage, le Ministère de développement productif, dirigé jusqu'à très récemment par Matias Kulfas. Cela a pour effet de coopter d'une part le *MNER*, et à travers cela, de contenter *l'Evita*, sans pour autant lui octroyer trop de pouvoir, de manière à éviter d'en faire une organisation contestataire avec un degré d'autonomie important au sein de l'un de ses propres ministères. Dès lors, l'attribution du budget au ministère de Kulfas permet au gouvernement de demeurer l'arbitre entre organisations, tout en ayant octroyé un minimum de rétributions matérielles et symboliques au *MNER*, qui les obtient, rappelons-le, à travers son appartenance à *l'UTEP* et plus particulièrement à travers son rapprochement avec le *Movimiento Evita*. Nous venons de répondre en ces termes à la question qui guide les

développements précédents. Autrement dit, la présence du *MNER* au sein de l'appareil étatique argentin est plus le fruit d'une lutte entre organisations politiques, partisans ou non, que d'une pénétration de l'autogestion au sein des institutions contrôlées par la puissance publique sur un modèle *bottom-up*. Cependant, cela ne signifie pas pour autant que le processus que nous analysons soit le simple fait d'une logique *top-down*, issue d'un simple arrangement entre parties. En effet, il faut tout d'abord créer les conditions pour installer un rapport de forces, et c'est seulement en fonction de celui-ci que chaque agent est en mesure de jouer ses coups. Or, ce rapport de forces se construit dans les différentes luttes que mènent les ouvriers des ERT et les travailleurs de l'économie populaire, ainsi que dans leur organisation.

En prenant en compte cette logique, nous pouvons également avancer que s'il existe une lutte où chaque partie est contrainte de réagir au coup des autres et dont les différents ministères deviennent un terrain de jeu supplémentaire, elle n'est rendue possible que par l'existence d'une accumulation de ressources matérielles et politiques de la part des secteurs qui entrent en lutte. De cela découle par exemple qu'en l'absence d'OPR qui incarnent l'organisation de la branche du mouvement ouvrier argentin qui nous concerne, le programme *Redeco* n'aurait jamais vu le jour, même s'il est également mis en place car le gouvernement préfère le contrôler directement plutôt que de le laisser à un *MNER* contestataire et en recherche d'autonomie que lui impose déjà *l'UTEP*. Cependant, cet arbitrage du groupe restreint du gouvernement n'est possible, comme nous venons de l'expliquer, que dans un contexte historiquement construit.

8.2 La mise en place du programme *Redeco* : de la lutte pour la définition de l'ERT au sein de l'Etat, à la lutte des places. Son application dévoile l'état d'un rapport de forces structurant pour l'avenir des ERT.

L'article sus-cité, écrit par mon interlocuteur Andrés Ruggeri, fournit une information fondamentale sur l'état des rapports de forces entre différentes organisations au moment d'obtenir des postes officiels.

Nous pouvons en effet observer que s'installe un rapport concurrentiel entre un secteur qui occupe des places de choix au sein du Ministère de développement productif et la direction de *l'INAES*, tenu par *l'Evita* et par conséquent par *l'UTEP*. Dès lors, si le ministère de Kulfas

dispose des financements, il n'en demeure pas moins vrai que *l'INAES* de Roig dispose de la capacité d'homologation des projets à financer destinés aux coopératives.

Nous avons vu par ailleurs que le fait que l'écrasante majorité des ERT se constituent légalement en coopératives est le fruit d'un choix contraint entre stratégies ouvrières à un moment bien précis, notamment lorsque le *MNFRT* de Caro permet aux ouvrières de *Bruckman* d'assurer la continuité productive de leur usine à travers la constitution d'une coopérative au détriment du projet d'étatisation sous contrôle ouvrier (cf Chapitre IV). Cela permet près de deux décennies plus tard que *l'INAES* dispose d'un contrôle non négligeable sur le secteur du mouvement ouvrier argentin que nous analysons dans cette thèse.

D'autre part, le *MNER* ne dispose que d'un pouvoir très limité en l'absence de budget conséquent. Les propos de Ruggeri semblent confirmés par les deux seuls rapports d'activité existants de la Direction d'entreprises récupérées : ceux des années 2020 et 2021. Je me les procure depuis la France en contactant par messagerie instantanée Eduardo Murua, qui me redirige vers une militante du *MNER* qui travaille également au sein de cette direction. Face à la difficulté que je rencontre à me les procurer en ligne, cette dernière accepte de me les envoyer. Le premier rapport, d'une trentaine de pages, fait état des actions menées et des projets à mettre en place malgré le manque de budget. Cette difficulté est signalée dès les premières pages : « L'équipe de travail de la Direction, formée par des membres d'entreprises récupérées s'est consolidée lors de ces derniers mois. Malgré les efforts réalisés, sans laisser de côté les tâches essentielles en pleine pandémie, il existe un retard critique sur le plan de la reconnaissance institutionnelle de la part de l'Etat envers ces travailleurs et travailleuses. Sur les dix camarades proposés, seulement trois sont intégrés à la direction tandis qu'un seul dispose d'un salaire à ce jour. D'un autre côté, il y a eu des difficultés à consolider l'équipe de travail avec les employés du Ministère de développement social en raison du confinement. Cette situation s'est aggravée à partir du déménagement du siège de la rue Huergo 131, étant donné qu'à présent nous sommes assignés à un espace physique avec des ressources plus que limitées (par exemple, nous ne comptons qu'avec deux ordinateurs, une connexion internet déficiente, nous n'avons pas d'imprimantes, de téléphones ou de salariés) »⁵¹⁴.

Ce qui peut paraître un aveu de faiblesse de la part du *MNER* peut également se lire comme une réclamation officielle envers le gouvernement Fernandez, émanant de l'un de ses propres

⁵¹⁴ Direccion nacional de empresas recuperadas, secretaria de economia social (2020) *Informe de gestion 2020*.

ministères. Remarquons également que si le *MNER* dispose de très peu de moyens financiers au sein de la direction qu'il contrôle, et que cela ne peut qu'avoir de faibles répercussions sur le plan de la modification des rapports de forces au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, ce manque de moyens et l'attribution d'un budget conséquent pour financer des ERT à un autre ministère⁵¹⁵ ne se fait pas au profit d'une autre OPR.

En effet, si Ruggeri est proche de Tonarelli, il n'appartient pas pour autant à la *Facta*, qui est absente de toute négociation et de toute attribution de postes publics comme nous l'avons vu précédemment. En outre, si José *el Vasco* Abelli, le binôme de Ruggeri auprès du ministre Kulfas, est un ancien président de la *Facta* et qu'il est proche de la fédération *Autogestión, Cooperativismo y Trabajo (Actra)*, il n'occupe pas son poste actuel en tant que représentant de l'une de ces deux OPR. Nous pouvons ajouter que même s'il le faisait au nom d'*Actra*, celle-ci demeure une OPR locale, dont la force de ralliement est précisément le fait d'appartenir à la province de Santa Fe -elle n'intègre aucune ERT de Buenos Aires par exemple- et par conséquent la modification éventuelle des rapports de forces inter-OPR au niveau national demeure très limitée.

Pour continuer à décrire le tableau des rapports de forces concernant la représentation politique des ERT au sein même de l'appareil étatique, qui adopte une forme bien plus complexe cette fois-ci que la concurrence entre OPR que nous avons étudiée jusqu'ici, nous devons décrire la partie de l'organigramme ministériel qui façonne d'une manière ou d'une autre l'existence du programme *Redeco*. Nous verrons alors que, comme pour la plupart des politiques publiques, l'application de celle-ci ne répond pas à un schéma purement *top-down* ou encore à un mouvement *bottom-up* selon ce qui ressemblerait à une obtention sans concessions de la part « des ERT ». En outre, son application et son façonnage sont loin d'être le résultat de décisions unilatérales, éthérées, exemptes de calculs stratégiques eux-mêmes façonnés par des rapports de force. L'analyse de la mise en place de *Redeco* constitue un formidable matériau d'enquête qui révèle précisément la forme qu'adoptent ces rapports de force, n'existant autrefois qu'au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, donc en dehors de l'Etat, et qui s'y transposent sous des formes particulières.

⁵¹⁵ Rappelons que la Direction nationale d'entreprises récupérées dépend du ministère de développement social, tandis que le programme *Redeco* est géré par le Ministère de développement productif.

Ainsi, en croisant un entretien très récent⁵¹⁶ auprès d'Andrés Ruggeri avec des données ministérielles issues du Ministère de développement productif, du Ministère de développement social et de *l'INAES*, nous sommes en mesure de rendre compte des luttes évoquées-ci-dessus et d'amorcer le mouvement vers une conclusion finale. Je savais, avant l'entretien que *l'INAES* devait valider les projets de subsides aux ERT dans le cadre du programme *Redeco* sans pour autant disposer des fonds de ce dernier. La question que je me posais était celle de la définition de l'ERT qu'emploie chaque institution étatique pour octroyer des fonds ou valider des projets. Si la définition de Ruggeri ne s'applique pas au sein de la direction de Murua, restait à savoir si *l'INAES* pouvait, en utilisant une définition différente que celle de Ruggeri qui s'applique au Ministère de développement productif, bloquer certains projets ou encore imposer la leur, plus compatible avec les objectifs du *MNER*.

Cependant, si l'on regarde le registre national d'ERT que tient *l'INAES*, nous remarquons que l'institut mobilise exactement la même définition⁵¹⁷ que celle de Ruggeri (2014) et par conséquent sont avancées des statistiques qui correspondent à celles issues de rapports de *Facultad Abierta*. Dès lors, mon hypothèse devient bancal dans la mesure où je pensais que la mise en évidence d'une lutte explicite pour la définition nous aurait aidé à mettre en évidence les rapports de force sur lesquels elle se base. Cependant, le fait de la poser nous permet d'une part de tirer un fil très révélateur, et d'autre part de trouver une réponse moins dichotomique à ladite hypothèse.

Ainsi, dans ce cas précis, nous pouvons avancer que la mise en évidence de l'enjeu qui sous-tend la définition, lui-même révélateur d'une lutte n'est pas clair. Toutefois, nous pouvons également avancer que le fait que Ruggeri s'empresse, comme nous le verrons par la suite, à un moment très précis, d'imposer sa définition à *l'INAES* est très révélateur de l'intérêt qu'il y a à le faire. Comment le fait-il ? L'extrait d'entretien suivant nous permet de répondre à cela, à la fois qu'il explicite le déplacement au sein de l'Etat de la lutte entre secteurs propres à la représentation politique des ERT.

Andrés Ruggeri déclare : « Lorsque l'on a pris la décision de faire ce programme [*Redeco*] c'était au moment où il y a eu une direction par intérim à *l'INAES* entre Mario Cafiero et Roig.

⁵¹⁶ L'entretien est réalisé le 14 juillet 2022. S'il s'agissait d'abord pour moi de demander des précisions à mon interlocuteur, eu égard à sa position de chercheur et de membre du Ministère de développement productif, les réponses qu'il me fournit participent à confirmer et à affiner mes analyses sur le point que nous développons ici.

⁵¹⁷ <https://www.argentina.gob.ar/inaes/registro-nacional-de-empresas-recuperadas>

C'est à ce moment-là qu'a été prise la décision de soutenir avec des ANR, c'est-à-dire des subsides des ERT et a été dressée une sorte de liste préliminaire par activité productive. L'idée était toujours d'aller vers le développement productif, les aider à s'intégrer à des chaînes de valeur etc [...] quand on a eu cette direction par intérim, quand il y avait Nahun Miradi il y avait de meilleures relations, il n'y avait pas de problèmes majeurs. Mais quand l'Evita a pris l'INAES, et spécialement quand ils ont mis les gens de Murua pour conduire les projets de l'INAES, tout s'est beaucoup compliqué pour nous »⁵¹⁸.

Nous pouvons à ce stade nous demander quelles sont les raisons qui expliquent que l'INAES dispose de ce pouvoir de contrôle sur le programme. S'agit-il d'un fait établi par la loi argentine, est-ce une victoire du « camp de Murua » ou le résultat d'une apparente contingence, rendue possible par la complexité des relations intra et interministérielles ? Selon Ruggeri : « il est apparu qu'il existe au sein du ministère de développement productif un fonds qui s'appelle *Fondep*. Le fonds national de développement productif. Ce fonds est régi par des règles assez compliquées. Quand on s'est penchés sur la question de savoir comment s'exécutent les subsides, en croyant que c'était quelque chose de simple, ils⁵¹⁹ nous sont apparus avec mille détours. Les autorités du *Fondep*, qui sont les autorités de la *Sepyme*. En vérité ils ne voulaient pas se mouiller car ils avaient peur de finir dans quelque chose... Un procès... Ou toute autre fantaisie qui existent, basées sur des choses qui se produisent vraiment, surtout avec des coopératives non « récupérées », mais plutôt avec les coopératives des mouvements sociaux etc. Alors la combine que la partie juridique de la *Sepyme* a imaginée a été de faire reposer la responsabilité sur l'autorité d'application des coopératives, c'est-à-dire l'INAES »⁵²⁰.

De ce fait, le programme *Redeco* doit sa mise en application officiellement à deux institutions étatiques. D'une part, le Ministère de développement productif, jusqu'alors dirigé par Matias Kulfas dispose à la fois des fonds et de la validation finale des dossiers de subvention, dans la mesure où les fonds proviennent du *Fondep*⁵²¹ lui-même nommé dans un secrétariat d'Etat (l'équivalent d'un sous ministère), la *Sepyme*⁵²² qui fait partie du Ministère de développement social. Si l'INAES parvient à disposer d'un tel pouvoir de contrôle, ou de blocage, c'est *in fine* en raison d'une réticence même de l'équipe juridique du *Fondes*, qui préfère laisser reposer sur le premier la responsabilité de contrôle administratif, qui peut le faire car il s'agit ni plus ni

⁵¹⁸ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri à distance, juillet 2022.

⁵¹⁹ L'équipe juridique de la *Sepyme*.

⁵²⁰ Entretien réalisé auprès d'Andrés Ruggeri à distance, juillet 2022.

⁵²¹ *Fondo nacional de desarrollo productivo*, fonds national de développement productif.

⁵²² *Secretaria de pequeñas y medianas empresas*, secrétariat de petites et moyennes entreprises.

moins du régulateur des coopératives. Nous avons également vu que si les ERT tombent sous le domaine de définition de la coopérative c'est parce qu'elles s'organisent juridiquement comme telles, et ce par choix stratégique à un moment précis. Ce sont donc des raisons purement historiques qui expliquent cet état de fait.

Récapitulons : si le Ministère de développement productif dispose des fonds de *Redeco*, chaque projet de financement pour chaque ERT doit être approuvé par *l'INAES*. Or, nous sommes en présence de deux institutions étatiques distinctes -s'agissant du programme *Redeco*- qui peuvent définir, classer, compter et discriminer l'objet à financer : l'ERT. Nous pourrions supposer que si *l'INAES* est dirigé par Roig, proche de l'Evita et que le programme *Redeco*, financé par le ministère de développement productif est encadré par Ruggeri, Martinez et Abelli, alors l'un des objets de dispute serait la définition même de l'ERT, car ce serait en fonction des critères de définition de l'objet que *l'INAES* pourrait s'opposer à un dossier et disposer ainsi d'un levier sur le ministère de Kulfas. Or, nous avons vu que ce n'est pas le cas : Ruggeri profite du mandat par intérim de Nahun Mirandi qui sépare la direction de Mario Cafiero et d'Alexandre Roig pour, tout en intégrant de manière contrainte *l'INAES*, sous la pression de l'équipe juridique du *Fondep*, réussir à le faire dans les termes les plus favorables possibles, ce qui passe également par l'acceptation, de la part de Mirandi, de la définition de Ruggeri.

Enfin, si la dispute pour la définition de l'ERT semble implicite, d'autres éléments d'affrontement semblent structurer la lutte entre courants et agents propres au milieu de la représentation politique des ERT, dont l'appareil étatique n'en est qu'un nouveau théâtre d'affrontement, à la fois qu'il procure à ces agents de nouvelles ressources pour lesquelles entrer en lutte.

Nous pouvons à présent avancer un dernier élément qui nous permettra de compléter le tableau que nous décrivons, à la fois qu'il nous permettra de conclure qu'une partie du processus que nous analysons finit par produire et alimenter un début de dichotomisation des ERT, entre les formelles et les plus informelles.

En ce sens, si la direction de Murua ne définit pas l'ERT, nous pouvons supposer qu'il peut exister un caractère plus discrétionnaire dans les attributions de subsides ou simplement eu égard à la reconnaissance officielle de l'objet « ERT »⁵²³. Cela rappelle plutôt le modèle de type

⁵²³ En effet, pour être reconnue comme une ERT par le registre *RENACER*, il suffit de remplir un questionnaire en ligne et de fournir la preuve que le groupe de travailleurs est organisé en coopérative.

« lutte-rétribution », très classique des « mouvements sociaux organisés » sous la bannière de *l'UTEP*, que Julieta Quiros décrit parfaitement dans *El por qué de los que van*. Selon cette logique, en présence de ressources limitées à distribuer, sont favorisées dans leur distribution les personnes qui s'engagent dans la lutte de l'organisation de laquelle ils sont proches.

D'un autre côté le Ministère de développement productif tient un registre exhaustif -qui ne suit pas une logique d'auto-déclaration- et existent plusieurs niveaux de contrôle des dossiers de demande de subsides. En outre, si le programme est considérablement assoupli vis-à-vis des programmes existants pour les coopératives classiques ou les entreprises privées, il n'en demeure pas moins que seules des ERT qui amorcent un premier mouvement vers leur formalisation peuvent y accéder, dans la mesure où elles doivent tout de même disposer d'une comptabilité formelle etc. En termes de Ruggeri : « *Redeco* dispose de certaines particularités. Par exemple, certaines sont plus compliquées que les subsides de *l'INAES* mais il y a moins de place pour les attributions discrétionnaires. Il faut présenter un projet. Nous on peut le porter et essayer de le faire aboutir. Mais sont requis un certain nombre de documents qu'il faut joindre, et si l'ERT ne l'a pas, elle ne peut tout simplement pas disposer de subsides. Il y a eu plusieurs ERT qui ont interprété cela comme toujours disons, on avait parlé, on les soutenait mais ils pensaient que parce qu'on leur disait de se présenter, ce programme existe que c'était bon. Alors ils ont présenté n'importe quoi et évidemment ils ne leur ont pas approuvé le dossier. Il n'y a pas eu moyen de sauver cela. Alors il y a une sorte de changement de paradigme [...] Les choses ne sont pas comme ça dans ce programme. Mais il y a beaucoup de choses que d'autres programmes de l'Etat ne permettent pas. Par exemple, une ERT de moins d'un an peuvent candidater. Pourquoi elles ne peuvent pas se présenter à d'autres programmes ? Car elles n'ont pas encore de bilan, le bilan se fait au bout d'un an d'exercice. Certains demandent même les bilans des trois dernières années, ce qui veut dire qu'avant d'avoir 3 ans de vie tu ne peux pas te présenter. Ici des ERT ont pu se présenter en faisant une sorte d'état des lieux comptable et leur candidature a été validée. C'est nous qui avons fait cette modification. Une autre modification qu'on a faite était de ne pas exiger de titre de propriété ni de garanties ni quoi que ce soit. Sauf cas exceptionnels comme était le *BAUEN*, s'ils avaient voulu faire des travaux dans l'immeuble qu'occupe la coopérative sans disposer d'aucun papier ça aurait été impossible. Mais sinon personne ne leur demande rien. Ce sont de grands avantages de ce

Il est possible de réaliser cette opération en ligne en cliquant sur le lien suivant, qui mène vers une page gouvernementale : <https://www.argentina.gob.ar/servicio/inscribirse-al-registro-nacional-de-empresas-recuperadas-renacer>

programme, on ne dirait pas car c'est lourd administrativement mais bon, les ERT sont des entreprises, ce sont des entreprises qui opèrent dans le marché, qui payent des impôts, qui ont un comptable qui doivent faire des bilans. Celles qui ne peuvent pas faire ça bon, il ne leur reste que la précarité. D'une certaine manière c'est une impulsion à la formalisation »⁵²⁴.

En nous basant sur cet extrait d'entretien, couplé aux analyses qui le précèdent, nous pouvons dresser le constat suivant. D'un côté, se trouve la direction de Murua au sein du *Mides*, où la définition officielle de ce qu'est une ERT n'est pas explicite, ce qui ouvre la voie, comme nous l'avons dit, à des méthodes d'attribution de subsides et de reconnaissance officielle de l'objet que nous pourrions dans un premier temps percevoir comme discrétionnaires, mais qui répondent aussi à des impératifs non pas simplement clientélares mais de réciprocité axée sur un objectif politique dans le meilleur des cas, suivant un schéma du type « qui soutient la lutte est récompensé, et c'est dans son intérêt car cette lutte est pour eux ». De l'autre, l'affrontement entre d'un côté *l'Evita* et des membres du *MNER* qui occupent des postes clés à *l'INAES* et de l'autre, l'équipe qui met en place le programme *Redeco* depuis le Ministère de développement productif, dirigé par un secteur politique auquel s'oppose Murua depuis son opposition au *kirchnérisme*. Dans cette opposition, la lutte pour la définition de ce qu'est une ERT est remportée par l'équipe de Ruggeri. Cependant, nous avons vu que les objets en dispute sont pluriels, et celle-ci adopte les formes permises par le contexte institutionnel dans lequel elle se produit, à savoir le terrain inter ministériel.

Désormais, l'espace de la représentation politique des ERT s'en retrouve profondément bouleversé. Pour parvenir à l'Etat, le *MNER* a dû sacrifier son autonomie relative en intégrant la *CTEP*, tandis que se dessine un clivage quant à l'attitude de l'Etat vu comme un ensemble vis-à-vis des ERT. En effet, comme nous pouvons le voir à travers le dernier extrait d'entretien, les ERT reconnues comme telles qui peuvent bénéficier de subsides, et par conséquent assurer leur pérennité sont celles qui ont amorcé un début de formalisation et qui prennent la forme d'entreprise coopérative légale. Nous ne saurions réaliser un travail prospectif dans le cadre de cette thèse, aussi nous ne pouvons en aucun cas prévoir quelle sera l'évolution exacte du phénomène. Nous pouvons nous limiter à en dégager les dynamiques qui l'expliquent en l'état actuel et qui ont expliqué son développement passé.

⁵²⁴ Ibid.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Nous arrivons au terme d'une analyse qui, je l'espère, contribue à compléter la connaissance que nous avons du phénomène d'entreprises récupérées par leurs travailleurs en Argentine et par là même aux études latinoaméricaines et toutes celles qui portent sur le mouvement ouvrier argentin ou encore, très modestement, sur le péronisme.

Avant de tirer les conclusions de notre étude, abordons la question de la clôture du terrain. Rappelons que les données primaires collectées proviennent essentiellement d'entretiens réalisés *de visu*, couplés à de longues séances d'observation, le plus souvent de manière non participante et non masquée. Les périodes de collecte de ce type de données se circonscrivent essentiellement à mes voyages en Argentine, au nombre de trois, de durée variable. Le premier, de deux mois, constitue le terrain exploratoire sur lequel je base mon mémoire. Le second, de plus de six mois, a lieu plus d'un an après mon inscription en doctorat. Je jouis alors des avantages d'avoir effectué le terrain exploratoire dans la mesure où la période habituelle d'adaptation que connaissent tous les doctorants lors de leur premier terrain est absente de mon deuxième séjour en Argentine. Dès lors, cette période de plus de six mois s'avère très productive, et équivaut à un terrain plus long non précédé d'un terrain exploratoire. A cela s'ajoute un retour sur le terrain de près de trois mois, encore plus productif que le précédent. « L'effet retour » semble, si le terrain précédent est réussi, ouvrir plus de portes que si je n'étais pas parti. En rentrant en France en 2018, je compte finir de traiter mes données et entamer ma période de rédaction. Cependant, comme nous l'avons signalé dans l'introduction de cette thèse, un bouleversement majeur à partir de 2019 vient réordonner mes hypothèses, dont certaines deviennent caduques alors que d'autres se confirment, que je dois reformuler. Cela provoque inévitablement un affinement de ma problématique et une modification substantielle du plan, dans la mesure où je suis contraint d'intégrer le fait que le gouvernement Fernandez octroie des postes sous-ministériels à des représentants politiques des ERT. L'obtention de celles-ci, que nous appelons ici « pénétration des ERT dans l'appareil d'Etat » soulève des questionnements majeurs qui finissent par structurer notre problématique. Cette petite accélération de l'Histoire appelle nécessairement de nouveaux entretiens et repousse la date de clôture de mon terrain. J'effectue ceux-ci à distance. Si les conditions optimales que procure le présentiel ne sont pas réunies, ceux-ci s'avèrent néanmoins très riches et me permettent, couplés aux sources secondaires que je consulte depuis la France, d'obtenir suffisamment de matériau d'enquête

pour compléter mon analyse. Dès lors, je réalise mon dernier entretien, toujours selon la logique d'appréhender une réalité rapidement changeante, peu de temps seulement avant de rédiger cette conclusion. Si cela est fortement déconseillé, dans ce cas précis cela me permet d'affiner mes hypothèses, de renforcer mes conclusions, en un mot, de gagner en précision dans mes analyses.

Dès lors, notre recherche tente de comprendre comment des ouvriers qui se trouvent subitement aux portes de l'exclusion sociale, suite à la fermeture pure et simple du portail de leur usine dans le cadre d'un processus de faillite le plus souvent frauduleuse, parviennent à s'organiser collectivement, créer leurs propres organisations de représentation et acquérir une puissance suffisante sur le plan des rapports de force politiques pour se frayer une place au sein de l'appareil d'Etat, y loger leurs catégories et les rendre particulièrement performatives lorsque des attributions budgétaires dépendent de leur définition de ce qu'est une ERT.

Motivée par de multiples questions de recherche que nous rappellerons par la suite, cette problématique, ou plutôt la volonté d'y répondre, nous oblige dans un premier temps à restituer les conditions économiques, sociales et politiques qui permettent l'émergence non seulement des ERT telles que nous les connaissons, mais de l'espace de la représentation politique de celles-ci qui se construit en concomitance avec la définition même de l'objet à représenter.

Nous avons étudié dans un deuxième temps comment se constitue ce qui semble être une spécificité argentine en matière d'ERT, à savoir l'espace de la représentation politique des ERT dont les logiques mêmes de fonctionnement sont à même d'expliquer comment se produit ce qui revêt les apparences de cette « entrée dans l'appareil d'Etat ».

Puis, dans un troisième temps, nous avons tenté de comprendre, en nous basant sur le cumul des analyses précédentes, notamment celles attenantes au fonctionnement de l'espace de la représentation politique des ERT, comment se négocie cette accession à l'Etat, en même temps que nous avons tenté de la caractériser.

Ce processus mobilise, comme nous l'avons longuement détaillé dans l'introduction de cette thèse, un plan chronologico-analytique ou chronologico-thématique au cours duquel nous avons tenté de traiter l'intégralité des questionnements qui sous-tendent notre problématique, et qui se trouvent en partie cristallisés dans notre corpus hypothétique.

Procédons à la tâche de restituer un bref résumé de chacun des chapitres, en y incluant leurs conclusions partielles. Grâce à cela, nous pourrions dans un second temps tirer les conclusions

générales de ce travail, en extrayant notamment les thèmes transversaux que nous avons abordés lors de différents chapitres, tels que celui de l'autonomie relative de l'espace de la représentation politique des ERT, les enjeux de lutte qui sous-tendent leur définition, la question péroniste, le rapport aux partis politiques et aux syndicats, le façonnement de contextes politiques par les contraintes économiques que subit un pays périphérique ou encore celui de la caractérisation des ERT comme phénomène politique. Cet exercice nous permettra de souligner la cohérence qui existe entre ces éléments, dans la mesure où nous considérons que tout se tient.

Ainsi, lors du premier chapitre nous sommes partis de l'adhésion au péronisme de la part de la quasi-totalité de notre population d'étude pour, à travers l'explication de ce phénomène apparemment incompatible sur le plan idéologique et programmatique avec l'autogestion des moyens de production, mettre en évidence les liens de l'espace de la représentation politique des ERT avec le mouvement ouvrier argentin. Pour cela, nous avons mobilisé l'ouvrage phare de Murmis et Portantiero, *Estudios sobre los orígenes del peronismo*, dans lequel les auteurs montrent principalement deux faits. D'un part, l'accession au pouvoir de Perón est le fait d'un compromis de certains courants syndicaux majoritaires suite à près d'un siècle de répression sanglante du mouvement ouvrier. D'autre part, ce mouvement ouvrier prend de l'ampleur dès les années 1930, suite principalement au réordonnement de l'économie internationale après la crise de 1929 et la seconde guerre mondiale, qui ouvrent une fenêtre permettant à certains pays périphériques d'entamer un processus d'industrialisation par substitution d'importations, également permis en Argentine par une alliance de fractions de classes, dans la mesure où la bourgeoisie terrienne, une fois garanti son accès au marché britannique par le pacte Roca-Runciman, accepte de soutenir le développement de l'industrie légère -il en va de la stabilité économique du pays sur laquelle elle base également sa domination- en soutenant le plan Pinedo (dont les mesures de rétorsion dans un contexte pré-crise de 1929 l'auraient directement impactée). Dès lors, en mobilisant cet ouvrage, nous cherchons à démontrer que le développement du mouvement ouvrier et les conséquences politiques en Argentine -à savoir l'avènement du péronisme- est avant tout le fruit de changements brutaux dans la sphère économique mondiale.

Par ailleurs, nous mobilisons de nombreux extraits d'entretien qui prouvent non seulement l'adhésion au péronisme des agents qui constituent notre population d'étude, mais nous précisent également leur adhésion à différents courants existant dans le péronisme, qui sont en réalité des courants existant dans le mouvement ouvrier argentin. Par exemple, Luis Caro, l'avocat du travail, se rapproche de l'orientation bureaucratique « du premier péronisme », celle

du corporatisme « qui fonctionne » et du compromis de classes maintenu par une forte croissance économique et une forte répartition de la valeur ajoutée. Il s'agit, pour ce péronisme, réduire les inégalités de classe sans pour autant les abolir. C'est ce qui constitue la base du corpus idéologique du *justicialismo*.

D'un autre côté, Eduardo Murua est issu d'un péronisme *Montonero*, ayant lui-même participé à la lutte armée tout en gardant sa place dans le syndicalisme argentin. Rappelons que le groupe Montoneros est très proche de la CGTA (CGT de los Argentinos) qui se constitue contre la CGT Azopardo -majoritaire, dialoguiste avec la dictature et à tendance bureaucratique- vers la fin des années 1960 et le début de la décennie 1970. La CGTA est très axée sur l'action des bases syndicales -nous retrouvons cette même logique dans les positionnements de Murua au long de son parcours- et contient des courants qui revendiquent le « péronisme révolutionnaire », qui compte aller au-delà du réformisme des années 1946-1955 et avancer vers le socialisme.

Quant à José Abelli, premier président de la *Facta*, ancien dirigeant du *MNER*, actuellement militant *d'Actra* et membre de l'équipe de Ruggeri au sein du Ministère de développement productif, il se revendique du péronisme mais puise son référentiel dans l'étape de désindustrialisation des années 1990. Il voit dans le péronisme une opposition aux politiques néolibérales qu'il associe à la fermeture de l'usine qu'il lutte pour reprendre en autogestion, moment charnière de son parcours de politisation. Cela entre en parfaite cohérence avec son orientation coopérativiste qu'il développe à Rosario, loin des velléités combatives historiquement héritées de Murua.

Ainsi, au cours du premier chapitre, nous montrons à travers le prisme de l'appartenance au péronisme de la part de notre population d'étude, que le phénomène des ERT entretient de fortes connexions -que nous élargissons plus tard- avec le mouvement ouvrier. En ce sens, nous cherchons à montrer que derrière les différentes tendances du péronisme auxquelles adhèrent nos entretenus, il y a en réalité un rattachement très clair à différentes tendances du mouvement ouvrier sur le plan programmatique, stratégique et idéologique. Dès lors, nous avons jeté les bases, avec ce premier mouvement, qui nous permettent de comprendre la suite de notre analyse en ce qui concerne les courants stratégico-politiques au sein de l'espace de la représentation politique des ERT dans un premier temps, puis, dans un second, comment ces courants s'institutionnalisent dans des OPR distinctes.

Ainsi, pour finir cette démonstration, nous avons repris le tableau que réalise Ostiguy pour situer politiquement le péronisme sur deux axes -haut bas et gauche droite- auquel nous y avons ajouté ce que nous entendons par l'espace de la représentation politique des ERT.

Dans le deuxième chapitre, nous nous sommes cantonnés à la décennie 1990 en raison des changements économiques dont elle est témoin, qui s'accompagnent d'une crise de la direction de la CGT unifiée. Le *currency board* accompagné du reste des mesures qui font partie du consensus de Washington accélèrent la désindustrialisation et fournissent non seulement les bases matérielles mais aussi politiques et syndicales pour qu'apparaissent pour la première fois dans l'histoire du pays l'objet « ERT » tel que nous le connaissons. Nous avons vu que la CGT, suite à d'intenses affrontements internes où le courant rupturiste est battu, soutient les politiques de Carlos Saul Menem et entérine le modèle corporatiste historique. Parallèlement à cela, face à la crise de la représentation syndicale que subissent les travailleurs, se produit une relocalisation des conflits et une re-politisation des militants, deux éléments qui remettent en cause la logique corporatiste traditionnelle. Nous avons avancé que toutes les conditions sont alors réunies pour qu'un conflit local aboutisse à l'occupation d'une usine, qui se mue à son tour en reprise en autogestion par nécessité pratique. Nous avons aussi précisé que ce processus n'est pas nécessairement linéaire dans la mesure où les deux premières ERT apparaissent en 1992 alors que d'autres occupations issues de conflits sur site ont lieu en 1996, telles que celles de *Lassi* et *Safratti*, menées par le groupe de Murua dans le cadre de la section locale de l'*UOM* de Quilmes, contre l'avis de sa direction.

Rappelons que l'intérêt principal d'analyser l'état du champ syndical à ce moment-là est d'avancer, d'une part, que les ERT proviennent en partie de cette remise en question du modèle corporatiste et par là même de mettre en avant les éléments contextuels qui favorisent l'émergence des ERT durant cette période, et d'autre part, de poser les bases du constat et de l'explication du caractère relativement autonome de la représentation politique des ERT. En effet, nous voyons plus tard que celles-ci se dotent de leurs propres organisations politiques de représentation (OPR) distinctes des partis politiques et des syndicats. Or, si nous n'avions pas analysé la dynamique du champ syndical argentin dans les années 1990 au cours du chapitre II, nous n'aurions pu comprendre le caractère subi de cette autonomie, comme nous l'affirmons au chapitre IV, dans la mesure où, si les ERT sont en partie issues du processus de remise en question du corporatisme par les bases des sections locales, alors il est évident que les directions nationales n'ont aucun intérêt à soutenir ce phénomène.

La logique de notre plan nous a ensuite imposé d'introduire à ce stade la définition de notre objet par le prisme de son caractère conflictuel, incessamment en dispute, dans la mesure où les premières ERT voient le jour au début de la décennie 1990. Nous avons alors montré que la définition proposée en introduction se compose de critères dont aucun ne suffit à discriminer l'objet. Et pour cause, nous avons vu que ces critères en dispute au niveau émique ne peuvent cesser de l'être sur le plan étique, là où sous les apparences de neutralité scientifique continuent à exister des enjeux de lutte bien réels dont les effets s'accroissent avec l'obtention des postes sous-ministériels de la part de certains représentants des ERT, comme nous l'avons vu au chapitre IX. Avec cela, nous avons ouvert le chantier attendant à la circulation des catégories entre les différents espaces qui les produisent, les façonnent, les redessinent suivant les enjeux que nous avons analysé dans les chapitres suivants.

Dans le troisième chapitre, nous avons poursuivi un objectif pluriel. Tout d'abord, suivant la logique générale du plan, nous avons cherché à dégager les principaux éléments par période - dans le cadre du chapitre III il s'agit de la période post-crise de 2001- qui expliquent l'existence du phénomène d'ERT tel qu'il existe actuellement. Dès lors, nous avons amplement analysé les causes de la crise de 2001 et ses répercussions sur l'évolution quantitative du phénomène d'ERT, et, poursuivant un autre objectif du chapitre, en mettant en garde sur le fait qu'il ne s'agit en aucun cas de son déclencheur.

D'un autre côté, nous avons cherché à analyser l'impact qualitatif de cet épisode de crise sur le phénomène étudié. Pour cela, nous nous sommes appuyés sur l'exemple de l'usine autogérée *Ghelco*, dont les travailleurs m'ont accordé plusieurs entretiens et m'ont permis de réaliser une observation non participante, pour comprendre comment la brutalité de la crise, associée au processus de récupération de leur usine dans lequel ils s'engagent, deviennent des facteurs de politisation accélérée au sens large. Nous avons pris comme exemple, entre autres l'acquisition par la pratique d'une théorie de la valeur travail de l'un des travailleurs de *Ghelco* et des positionnements politiques qui s'ensuivent.

Enfin, nous avons longuement analysé la dichotomie apparente entre pragmatisme et idéologie comme moteur de l'action des travailleurs au moment de reprendre leur usine en autogestion. Si ce qui peut paraître une motivation idéologique peut parfois passer par du pragmatisme et inversement, dans le cas des ERT aucun des termes ne semble doté de capacité explicative suffisante. Nous avons en effet démontré, dans la lignée des travaux de Ruggeri et de Quijoux que de telles motivations idéologiques préalables sont inexistantes. Cependant, les motivations présentées comme pragmatiques ne semblent pas non plus suffisantes dans la mesure où, si

c'était le cas, nous devrions observer des tentatives de récupération d'entreprises pour chaque processus de faillite.

Cette dernière remarque nous a menés à y répondre à travers l'introduction de l'un des éléments centraux de cette thèse. La constitution d'un personnel de la représentation politique, qui agit selon les logiques propres à l'espace de la représentation politique des ERT qui se construit, vient remplir l'élément explicatif manquant dans les termes exposés. En effet, nous avons avancé que ce sont précisément les logiques de concurrence qu'entretiennent les agents propres à cet espace, plus tard regroupés dans des organisations tout aussi concurrentielles propres à cet espace également, qui, en plus d'assurer la représentation des ERT sur le terrain syndicalo-politique, ont un intérêt matériel et symbolique -être l'OPR la plus représentative- à se saisir des luttes de travailleurs dont l'entreprise est proche de la faillite et à obtenir des victoires par la voie de la récupération.

Une fois cela posé, nous avons abordé la deuxième grande partie de cette thèse au chapitre IV.

Nous avons commencé celui-ci par le récit de l'occupation du ministère de l'énergie de la ville de Buenos Aires en 2018 de la part, apparemment, de « travailleurs autogérés », qui mènent une action collective classique du répertoire des mouvements sociaux argentins -l'occupation d'un espace public- sous les apparences de l'union dans la mesure où un observateur extérieur ne disposant pas des éléments que nous fournissons ici n'y verrait qu'un ensemble d'ouvriers sans autre distinction que la couleur de leurs lourds manteaux d'hiver. Le but du récit de cette occupation à laquelle j'assiste en tant qu'observateur participant non masqué n'est autre que d'introduire le rôle, l'existence et l'analyse de la construction de l'espace de la représentation mentionné ci-dessus, des agents qui l'incarnent, dont la succession d'actions et de mises en place de stratégies particulières viennent expliquer la réalité observée, telle que l'occupation que je choisis de mettre en récit.

Dès lors, nous avons cherché à analyser comment se construit l'espace de la représentation politique des ERT, ainsi que les dynamiques qui le structurent. Les logiques concurrentielles entre OPR que nous avons analysées au cours des chapitres suivants ne peuvent se comprendre totalement sans l'analyse proposée au chapitre IV, dans la mesure où elles semblent préexister, sous des formes plus rudimentaires, à l'apparition de la première OPR. Pour cela, nous avons analysé les parcours des différents dirigeants des ERT argentines, et nous avons pu situer leur extraction politique et militante, telles que *l'UOM* de Quilmes, les comités péronistes de base d'Avellaneda, certaines fractions du champ politique, mais aussi des luttes concrètes qui

projetent des travailleurs sans expérience militante à la tête de groupes contraints de s'organiser à marche forcée. Nous avons vu, à travers leurs trajectoires, quelles sont leurs positions politico-stratégiques sur les plans politiques et syndicaux et comment cela se traduit dans ce nouvel espace en pleine construction.

Finalement, nous avons amplement analysé le caractère subi et le caractère relatif de l'autonomie subie de cet espace, ce qui implique nécessairement de le distinguer des champs politiques et syndicaux, ce qui implique à son tour d'en aborder les relations avec ceux-ci. Pour ce dernier point, nous nous sommes basés sur le concept d'homologie structurale des champs, qui comprend « la stratégie du coup double », autant d'éléments sur lesquelles nous nous sommes appuyés plus tard pour comprendre comment, à travers des stratégies et des jeux d'alliances bien précis, motivés par la logique intrinsèque à l'espace dans lequel ils évoluent, certains membres de la représentation politique des ERT parviennent à occuper des places sous-ministérielles, créées spécialement pour et tournées vers l'objet ERT tel que certains agents parviennent à en placer la définition dans l'institution productrice de l'officiel par excellence qu'est l'Etat.

Si au cours du chapitre IV nous avons analysé les logiques de construction d'un espace informel de la représentation politique des ERT, au sein duquel s'investissent des agents particuliers de manière tout aussi informelle, le chapitre V a poursuivi l'objectif principal de rendre compte de l'apparition de la première OPR institutionnalisée. Pour cela, nous avons ouvert la discussion sur les critères de définition de cette catégorie afin de le situer sur le plan temporel. D'une part, nous avons donné une définition de ce que nous entendons par « politique ». Nous avons également présenté la discussion sur la distinction entre « mouvement » et « organisation » - rappelons que le *MNER* se revendique comme un mouvement alors que nous le classons clairement comme la première OPR- et nous avons conclu qu'il s'agit, sur bien des aspects, d'une fausse dichotomie en nous basant sur les travaux d'Erik Neveu (2015).

Cette discussion est essentielle car si le *MNER* est un mouvement, la catégorie OPR devient inopérante pour l'y classer, et nous n'aurions pas pu distinguer le *MNER* du groupe informel de militants dont traite le chapitre précédent, et par conséquent, nous n'aurions eu aucun élément pour statuer sur l'apparition de la première OPR. Or, le mouvement, par définition est peu structuré. La revendication permanente de cette forme permet d'évacuer les aspects organisationnels d'une organisation formelle, notamment les questions démocratiques qui s'imposent d'une manière ou d'une autre à ce type d'objet. Autrement dit, mieux vaut être le

porte-parole d'un mouvement que le président d'une organisation formelle dont le poste est susceptible d'être remis en question à travers d'inévitables élections.

Une fois muni de ces éléments, nous avons été en mesure d'écarter de la qualification de « première OPR » des organisations qui ont précédé le *MNER* et qui, de près ou de loin, ont interagi avec les ERT. Rappelons ici que nous avons qualifié les OPR d'organisations propres aux travailleurs autogérés des ERT telles que nous les connaissons, dont l'objet est de les représenter *politiquement* en tant que tels. En l'absence de cet objectif politique, nous ne pouvons qualifier une organisation d'OPR propre aux ERT, de la même manière qu'une organisation dite partisane qui ne poursuit pas comme but la conquête du pouvoir politique peine à être qualifiée de parti politique. Dès lors, nous avons statué que l'une des caractéristiques essentielles des OPR est leur autonomie politique relative, à défaut de laquelle il semble improbable que puisse s'exprimer politiquement l'autogestion ouvrière. En ce sens, si les OPR ne jouissent pas d'un certain degré d'autonomie, si elles ne sont que des organismes chargés de mettre en place des politiques publiques tels que la *FENCOOTER* exemple, il n'y aurait aucun espace de positions relatives, aucun enjeu de lutte car les décisions collectives qui sous-tendent un espace politique en dispute seraient simplement prises à un autre niveau.

Nous avons aussi écarté de la dénomination d'OPR le cas de *FECOOTRA*, en raison du fait que cette fédération est vouée au regroupement de coopératives et est issue du mouvement coopératif et non pas du mouvement ouvrier. Rappelons que selon Ruggeri cet aspect empêche que ceux qui se reconnaissent comme des travailleurs et non pas comme des coopérateurs de s'y regrouper et de s'y sentir représentés.

Afin de comprendre comment se constitue une OPR, nous avons dû analyser le processus de constitution-délégation qui fonde l'existence sociale même du groupe institué en nous basant sur les apports théoriques de Pierre Bourdieu (1984), pour qui le groupe existe lorsqu'il s'est doté d'un organe permanent de représentation doté de la *plena potentia agendi et du sigillum authenticum*, donc capable de se substituer (parler pour, c'est parler à la place) au groupe sériel, fait d'individus séparés et isolés, en renouvellement constant, ne pouvant agir et parler que pour eux-mêmes »⁵²⁵. Cela nous a permis de statuer sur la naissance du *MNER*, en nous basant sur du matériau d'enquête difficile à obtenir, sous forme de littérature grise, notamment le compte rendu de l'AG fondatrice de cette OPR où le groupe se constitue officiellement précisément en

⁵²⁵ Bourdieu, P., (1984). « La délégation et le fétichisme politique ». In: Actes de la recherche en sciences

se dotant d'une représentation officielle incarnée par son porte-parolat. Dès lors, nous avons tous les éléments nécessaires pour avancer au chapitre suivant.

Le chapitre VI a été celui de l'analyse des dynamiques de fonctionnement de l'espace de la représentation politique des ERT, une fois constituée la première OPR. Nous avons pu grâce à cela rendre compte de ce qui mène au processus de scission-constitution donnant lieu à la naissance de la première OPR concurrente au *MNER*, le *MNFRT* présidé par Luis Caro. Nous avons avancé qu'il s'agit là de l'institutionnalisation de différentes tendances jusqu'alors contenues au sein du *MNER*. Lorsque ce dernier se positionne et agit en tant qu'OPR officielle, cela dévoile le décalage avec la tendance de Caro, dont le groupe, à défaut de pouvoir orienter la ligne du *MNER*, s'engage dans un processus de scission-constitution. Cela dit, nous avons analysé quels sont les positionnements du *MNFRT*, qui correspondent très bien à ceux de Luis Caro, dont nous avons préalablement analysé le parcours militant et par conséquent son extraction politique. Autrement dit, nous pouvons voir dans la personne de Caro -comme dans celle de tout autre dirigeant- un dépositaire d'un courant particulier du mouvement ouvrier argentin, qui, chargé de cette histoire, voit son *habitus* mis en action dans un nouvel espace qui vient interroger ses prédispositions.

L'analyse des dynamiques que nous avons adoptées jusqu'alors perdraient en puissance heuristique si les secondes cessaient d'opérer à un moment donné. Cependant c'est bien le contraire qui se produit. Dès lors, nous avons analysé au chapitre VII comment l'espace de la représentation politique continue de se complexifier avec la création de la *Facta* en 2006, qui a la particularité d'asseoir sa capacité d'action et sa légitimité sur les très bons rapports qu'elle entretient avec le *kirchnérisme* parlementaire, ce qui remet en cause son autonomie en tant qu'organisation.

Une fois de plus, ce sont les positionnements du *MNER*, qui adopte une stratégie de rupture face au gouvernement Kirchner, qui favorisent la possibilité d'un nouveau processus de scission-constitution, selon des dispositions très similaires à celui qui engendre le *MNFRT*. Nous avons précisé que la possibilité même de l'expression de tels positionnements -celui de la *Facta* et celui du *MNER*- vis-à-vis du gouvernement, question récurrente dans l'histoire du mouvement ouvrier, ne peut avoir lieu sans le changement de contexte politique opéré en mai 2003, avec l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner, qui, contrairement aux gouvernements précédents, semble adopter une attitude plus conciliante envers les mouvements sociaux et certaines fractions du mouvement ouvrier. Cela place les organisations qui en sont issues face à une nouvelle disjonctive, qui est celle de laisser de côté une stratégie de confrontation et

d'adopter à leur tour la conciliation envers l'Etat dans l'espoir d'obtenir une partie *du* moins de leurs revendications. Tout cela nous a permis d'étayer l'hypothèse selon laquelle l'existence des ERT et la structure même de leur espace de représentation politique sont fortement influencées par des variables macro sur lesquelles ils ne disposent d'aucune prise.

Nous avons également analysé le parcours des dirigeants de la *Facta*, qui cette fois-ci proviennent majoritairement du champ politique argentin. Suivant notre méthode, nous avons pu corrélérer les positionnements de la *Facta* avec ceux des courants politiques dont sont issus ses dirigeants. Nous avons pu également restituer les conditions dans lesquelles se construit la *Facta* : le drainage de militants en provenance du *MNER* et sa capacité à mener des conflits se font au détriment des autres OPR, notamment du *MNER* qui connaît une période de crise quasi terminale. Coupé des financements publics et des crédits pour ses ERT, le *MNER* entre dans une période d'isolement, aux antipodes de sa situation hégémonique en 2003.

Au chapitre VIII, nous avons repris l'idée selon laquelle le contexte politique impacte la structure de l'espace de la représentation politique des ERT dans la mesure où l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri provoque un réordonnement au sein du dit espace.

Nous avons vu qu'avec le renouveau parlementaire, la *Facta* perd ce qui fait précisément sa force, tandis que le *MNER*, contraint par son isolement relatif, met en place des stratégies de légitimation qui s'avèrent payantes. Parmi celles-ci nous avons longuement analysé la mise en place de la monnaie *Par*, une monnaie alternative dans la lignée des clubs de troc et des *creditos*, mais basée sur la *blockchain* et par conséquent infalsifiable. Cette monnaie, émise selon des dispositions particulières que nous avons longuement analysées, vise à relancer la production des ERT membres du réseau dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat dans les secteurs populaires.

Nous analysons également comment la *Facta*, privée de son réseau parlementaire, tente, probablement trop tard, un rapprochement selon la même logique avec un secteur particulier du champ syndical, la *Corriente federal* de la CGT, qui fait preuve de velléités combatives face à sa direction. Nous avons également vu que ce rapprochement est favorisé par la constitution d'un front « multisectoriel contre la hausse des prix », réunissant différents syndicats, ainsi que d'autres organisations dites « populaires », auxquelles vient adhérer la *Facta*, à une époque où son siège, l'hôtel *BAUEN*, accueille un grand nombre de groupes ouvriers en lutte contre leurs patron, tels que les travailleurs de *Pepsico*.

Nous finissons le chapitre avec un retour sur l'occupation du ministère de l'énergie de Buenos Aires. Forts des clés de lecture que nous avons accumulées, nous avons pu comprendre ce qui s'y est joué réellement. Si cette occupation est la première action conjointe qui rassemble la quasi-totalité de la représentation politique des ERT depuis 2003, nous avons été toutefois en mesure de mettre en relation le leadership dont fait preuve le *MNER* lors de cette journée avec sa position relative au sein de l'espace de cette même représentation politique des ERT.

Tout cela nous a préparés à aborder le long chapitre XI, où nous avons mis en relation un nouveau changement de contexte politique -l'arrivée au pouvoir d'Alberto Fernandez- avec le résultat de la gestation de la construction d'une organisation politico-syndicale vouée aux travailleurs de « l'économie populaire » et bien entendu avec ce que cela implique en termes de modification de rapports de forces au sein de l'espace de la représentation politique des ERT, duquel découlent les stratégies que mettent en place certains acteurs à la tête de certaines OPR -notamment le *MNER*- pour obtenir des places sous-ministérielles dédiées à la représentation officielle des ERT.

Dès lors, nous avons vu comment se constitue la *CTEP*, qui se mue en *UTEPA* en 2019, en se proclamant la première centrale syndicale de l'économie populaire en Argentine, ce qui constitue aussi une spécificité nationale. Nous sommes revenu sur la manière dont je découvre que le *MNER* fait partie de la *CTEP* sans pour autant l'annoncer publiquement, et analysé ce que nous en déduisons de sa stratégie de recherche d'autonomie et ce que cela implique pour la caractérisation de cette branche autogestionnaire du mouvement ouvrier argentin, dans la mesure où la catégorie « ERT » est cette fois-ci disputée par l'économie populaire qui tente de la faire tomber sous son domaine de définition par le biais de l'action de représentation de la *CTEP*.

Par la suite, nous avons vu comment la *CTEP* soutient la candidature d'Alberto Fernandez, opération où se négocient les places ministérielles et sous ministérielles qu'attribue le nouveau gouvernement en cas de victoire et à travers laquelle le *MNER*, en tant que « branche autogérée » de la *CTEP*, parvient à placer certains de ses membres. Cela nous a permis d'infirmer une hypothèse pourtant assez intuitive selon laquelle le retour d'un gouvernement péroniste dont Cristina Fernandez de Kirchner est la vice-présidente aurait plutôt favorisé la *Facta* au détriment du *MNER*.

Cependant, notre analyse est loin de se terminer avec cette victoire apparemment définitive du *MNER* au sein de la représentation politique des ERT. En effet, la dernière partie de ce dernier

chapitre est tournée vers l'analyse de la place et du rôle de la sous-direction contrôlée par le *MNER* en termes de budget et de politiques publiques en faveur des ERT. Nous avons découvert très récemment, à travers l'analyse de la mise en place du programme *Redeco*, que cette OPR est largement concurrencée à l'intérieur même de l'appareil d'Etat non pas par l'une de ses rivales historiques, mais par un secteur du Ministère de développement productif, contrôlé par Andrés Ruggeri et d'autres anciens dirigeants du *MNER* également passés par la *Facta* et relégués à un second rôle durant la dernière décennie : José Abelli et Francisco Manteca Martinez. Nous avons également vu, pour compléter le panorama des rapports de forces qui viennent se loger au sein de l'espace de la haute fonction publique, que les postes clés de l'*INAES*, notamment celui de directeur, sont contrôlés par le *Movimiento Evita* -l'une des branches de l'*UTEP*, ainsi que par le *MNER*. Ainsi, la catégorie « ERT », si elle devient particulièrement performative une fois logée dans l'institution qui produit l'officiel, une fois devenue catégorie d'Etat, demeure toujours en dispute, à un niveau dont le lieu où se livre cette dispute permet difficilement de penser la dispute. Cependant, nous avons été en mesure de nous procurer les critères de classement que mobilise l'équipe de Ruggeri, ceux que mobilise l'*INAES*, ainsi que ceux qu'emploie la direction contrôlée par Murua pour définir ce qu'est une ERT et nous avons remarqué qu'ils diffèrent. En outre, nous avons vu, à travers l'élaboration et la mise en place du programme *Redeco*, comment agissent précisément les rapports de concurrence entre les agents que nous avons identifiés.

Nous terminons ici le résumé argumenté des chapitres qui composent ce travail. Amorçons un premier mouvement vers les conclusions que nous en tirons. En premier lieu, nous reviendrons sur notre corpus hypothétique, pour ensuite tenter de répondre à notre problématique. Enfin, en nous basant sur cela, dans un effort de caractérisation potentiellement plus politique, nous tenterons de répondre à certains courants dont la perception qu'ils ont des ERT argentines dans leur ensemble se limite à emprunter la voie de la confortation de leur propre programme.

Ainsi, notre première hypothèse porte sur l'existence même de l'espace de la représentation politique des ERT, condition *sine qua non* du développement de notre analyse. Le terme « espace » renvoie à l'existence de positions relatives qui le constituent. Nous avons vu que, non seulement se constitue clairement un personnel de la représentation de ce phénomène nouveau, qui incarne le dit espace, mais aussi que ce personnel répond à des tendances diverses, majoritairement héritées de celles du mouvement ouvrier argentin, participant à lui conférer l'un des critères de distinction sur lequel se fonde le caractère relatif des positions.

Avec la deuxième hypothèse, nous posons la question du caractère relatif de l'autonomie de l'espace de la représentation politique des ERT. Cela signifie à la fois que nous supposons que celui-ci jouit d'une autonomie et que celle-ci n'est pas totale. La question de l'autonomie est essentielle dans la mesure où sans elle il ne peut y avoir d'enjeux particuliers, de logiques propres à cet espace. Nous répondons par l'affirmative à cette question. Il aurait été bien moins aisé de prouver que cette autonomie existe si elle n'était pas subie. En effet, il aurait fallu trouver des éléments de distinction vis-à-vis des champs syndical et politique qui n'auraient probablement pas existé si les organisations de représentation des travailleurs traditionnelles, issues du mouvement ouvrier, avaient cherché à intégrer les ERT dès leur genèse, comme le prouve l'exemple du phénomène des ERT en Uruguay, dont le *PIT-CNT* s'empare, également pour des raisons historiques, dès ses premières heures. En Argentine au contraire, comme nous l'avons vu dans les chapitres II et IV, les ERT, en partie issues de la remise en question du modèle corporatiste défendu par la direction de la CGT, sont ignorées dans la plupart des cas, voire combattues par les dirigeants syndicaux qui auraient pu mener ces conflits.

Cela permet la rencontre entre, d'une part, le besoin d'organisation des travailleurs en lutte et, d'autre part, des militants issus des fractions dominées du champ syndical en désaccord avec leur direction, et produit l'apparition d'une première génération de dirigeants qui investissent le mouvement de récupération d'entreprises par leurs travailleurs.

Le caractère subi de cette autonomie nous permet d'affirmer que celle-ci a bel et bien lieu, faute d'alternatives. Autrement dit, si l'espace de la représentation des ERT incarné par des agents particuliers existe bel et bien, le fait que d'autres instances de représentation le délaissent ne peut que jouer en faveur de son autonomie relative, ce à quoi s'ajoutent des enjeux spécifiques à cet espace, tels l'imposition de la définition légitime de ce qu'est une ERT.

Notre troisième hypothèse porte sur l'existence des relations concurrentielles entre OPR. En l'absence de cet aspect, nous ne pourrions faire émerger des enjeux de lutte spécifiques à cet espace. La concurrence entre OPR ne supplante pas celle entre agents, elle vient au contraire la complexifier. La constitution d'OPR peut être vue comme l'institutionnalisation d'une accumulation de capital symbolique qui confère à leurs dirigeants une position particulière dans cet espace, à la manière d'un candidat investi par un parti politique dispose, *ceteris paribus*, d'un capital politique bien supérieur à celui d'un candidat apartisan. Dès lors, l'un des éléments de réponse se trouve précisément dans la dynamique du processus de scission-constitution des OPR. Les dirigeants subalternes d'une OPR ont intérêt à diriger une autre OPR s'ils ne peuvent pas prendre la direction de celle dans laquelle ils se trouvent. A cela s'ajoutent des désaccords

politico-stratégiques de fond entre les courants dont sont issus les principaux dirigeants, dont la lutte pour la prévalence constitue un autre enjeu, et les raisons politiques des opérations de scission-constitution. De cela découle que ce qui engendre la constitution de nouvelles OPR est précisément une lutte concurrentielle. Aucun mouvement de fusion n'est observé. Par conséquent, nous pouvons avancer que les OPR entretiennent nécessairement entre elles des relations concurrentielles à l'image d'un système partisan, y compris lors de certaines occasions, comme celle de l'occupation du Ministère de l'énergie de la ville de Buenos Aires en 2018, qui se produit toutefois sous l'égide du *MNER*.

La quatrième hypothèse de notre corpus ne peut trouver de réponse qu'à travers une lecture transversale de notre travail. En effet, nous supposons ici que l'existence de l'espace de la représentation politique des ERT, par ses logiques propres, participe au développement numérique du phénomène, autrement dit, participe à accélérer le nombre de reprises d'entreprises en faillite en autogestion. D'une part, la seule existence d'au moins une organisation plus ou moins informelle capable de coordonner les conflits, assister les travailleurs en lutte sur le plan juridique, stratégique et matériel, qui sauvegarde le cumul de l'apprentissage par la pratique de ses militants, ne peut que favoriser la voie vers la constitution d'une ERT. Mais encore, si les OPR sont concurrentes, l'un des enjeux principaux est d'intégrer le plus d'ERT ou les plus puissantes, condition même de leur survie en tant qu'organisation. Complétant la réponse à l'hypothèse précédente, la concurrence autour de cet enjeu pousse en grande partie les OPR à se saisir de plus en plus de nouveaux conflits -même si cela n'est pas systématique comme nous l'avons vu pour *Adan Buenos Ayres*, que la *Facta* ne considère pas gagnable eu égard aux ressources qu'elle peut mobiliser- et à les mener jusqu'à la reprise des entreprises en autogestion. Si cela tend à augmenter le nombre d'ERT, ce sont les bases matérielles qui sous-tendent l'existence même des OPR qui se renforcent, complétant ainsi ce cercle vertueux. Bien entendu, ce raisonnement ne vaut pas démonstration. Nous conservons néanmoins cette hypothèse dans le corpus en raison de son caractère plausible. Les phénomènes d'ERT qui se trouvent dans d'autres pays, dont la représentation politique ne jouit pas d'une autonomie relative comme en Argentine, semblent numériquement moins développés. Nous employons ici le verbe « sembler » car y compris si nous comparons les différentes sources statistiques, la définition d'ERT varie d'un pays à l'autre et ne désigne pas exactement la même réalité. Dans le cas de la France il n'existe pas de définition officielle, faute d'agents pour entrer en lutte pour en imposer une, alors que certaines coopératives sont bel et bien issues de processus très similaires à ceux des ERT argentines.

Notre cinquième hypothèse rejoint les trois premières. Nous avançons qu'il existe des enjeux de lutte spécifiques à l'espace politique que nous avons mis à jour. Nous l'avons en grande partie affirmé en comprenant le fonctionnement même de cet espace, dont l'existence se base en partie sur celle d'enjeux de luttes particuliers. Or, si nous reprenons ces éléments, nous savons que la définition de ce qu'est une ERT, la victoire d'un courant sur un autre, la quantité d'ERT dont l'OPR est capable de représenter, bref, la recherche de légitimité au sein de cet espace, constituent autant d'enjeux de lutte propres à celui-ci.

Notre sixième hypothèse, tout comme la cinquième, a pour but de renforcer les premières hypothèses à travers un léger déplacement. Nous posons ici que les agents constitutifs de cet espace y ont des intérêts particuliers et par là nous entendons que les intérêts qu'ils peuvent avoir en son sein ne peuvent qu'exister en son sein. Or, si nous prenons l'exemple des principaux dirigeants d'OPR -Murua, Caro, Tonarelli- nous voyons que leurs parcours, leurs décisions passées et leurs positions présentes -pour le cas de Murua notamment- correspondent à l'intérêt de répondre aux enjeux propres à cet espace, dont l'accumulation de capital politique semble être l'un des principaux. Sans ce raisonnement, nous ne pouvons concevoir la volonté de devenir dirigeant, les stratégies mises en place pour le devenir et se maintenir à ce poste, ou encore les stratégies de reconversion entrantes ou sortantes -avoir dirigé une OPR peut valoir un poste de haut fonctionnaire ou l'investissement d'un parti- dont l'accomplissement passe par la victoire dans les luttes autour des enjeux de lutte de cet espace.

Notre septième hypothèse est complexe. Elle cherche avant tout, à travers son affirmation, d'étayer la thèse selon laquelle les ERT argentines se rapprochent bien plus du mouvement ouvrier que de l'ESS ou l'économie populaire. Rappelons avant toute chose que même l'économie populaire organisée à travers l'*UTEPA* cherche à intégrer formellement le mouvement ouvrier organisé à travers la recherche de reconnaissance syndicale officielle et les tentatives d'intégration à la CGT, logique qui correspond au discours de classe développé par ses dirigeants. Du côté des ERT, nous avons pourtant observé initialement un mouvement quasi inverse. Les OPR émergent de la volonté du mouvement syndical de ne pas se saisir de l'objet « ERT ». Cependant, nous savons aussi que si nous changeons de lunette, « le mouvement syndical » ne peut désigner uniquement la volonté des dirigeants de la CGT argentine, eux-mêmes immergés dans un système complexe de jeux de pouvoir et à la recherche d'accomplissement d'intérêts particuliers au sein du champ syndical et parfois politique. Dès lors, si le syndicat en soi ne peut exprimer la volonté collective de ses membres qu'à travers les

prises de position de ses dirigeants, cela ne signifie d'aucune manière que les bases militantes soient systématiquement du même avis que leur direction. Nous avons en effet étudié de manière détaillée au chapitre II que ces mêmes bases, face à la crise de direction du mouvement ouvrier, n'ont d'autre choix que de se coordonner à leur niveau, ce qui va de pair avec la relocalisation des conflits de la décennie 1990 et du début des années 2000. Nous avons également vu que si les premières ERT apparaissent en 1992, les occupations de *Lassi* et de *Safratti* en 1996 sont encadrées par le groupe dissident de Murua, encore à l'*UOM* de Quilmes, donc par des militants syndicaux incarnant une fraction particulièrement dominée dans leur champ. Dès lors, cela correspond à un mouvement de dépassement des dirigeants syndicaux par les bases syndicales elles-mêmes, dont on ne saurait nier l'appartenance au mouvement ouvrier. De ce point de vue, les OPR ne se constituent en aucun cas contre le mouvement ouvrier mais sont plutôt l'héritage, dans un contexte très particulier, de la remise en question des élites syndicales de la part des militants eux-mêmes.

Toutefois, si cela peut suffire à désigner une organisation comme « issue du mouvement ouvrier », en prenant cela sous une acception très large, nous devons également prendre note de l'existence d'autres manières de comprendre cette expression. En effet, un parti issu du mouvement ouvrier par exemple, au-delà de sa composante sociologique, doit être politiquement rattaché à la défense des intérêts de la classe ouvrière, dans ce qui peut être vu comme une stratégie globale de coordination incarnée à la fois par des organisations syndicales et partisans. Considérant cela, les OPR prises dans leur ensemble présentent certaines difficultés de caractérisation. En effet, nous avons statué sur le fait que le coopérativisme, l'ESS et le mouvement ouvrier constituent des courants et des sources d'identifications distinctes, et si parfois ils se recoupent, les objectifs politiques demeurent distincts. Cela dit, ce que nous avons analysé sur les positionnements stratégico-politiques de chaque OPR relève d'un intérêt particulier pour statuer sur cette hypothèse tout en rappelant que chacun des dirigeants incarne des traditions, souvent masquées par leur appartenance à des courants du péronisme, proprement syndicales. Dès lors, nous avons vu que le *MNFRT* de Luis Caro ne cherche en aucun cas à se rapprocher du champ syndical, bien au contraire. Le discours revendiqué est celui de la « coopérative qui fonctionne », au point même de perdre l'identification au travailleur de l'entreprise récupérée. De son côté, si la *Facta* de Tonarelli emploie des éléments de langage propres au coopérativisme, elle le fait en partie pour s'insérer dans le secteur de l'ESS et en tirer les bénéfices matériels et symboliques. Toutefois, comme nous l'avons vu lors du chapitre VIII, elle se rapproche d'un courant combatif de la CGT, la *Corriente Federal*, et

par la même occasion du mouvement ouvrier organisé, rendant sa caractérisation plus ambiguë. Pour finir, si Carmelo et Murua fustigent discursivement les directions syndicales qui ont refusé de représenter des travailleurs autogérés, la stratégie du *MNER* se caractérise soit par l'isolement, soit par un rapprochement avec la *CTEP*, et à l'instar de celle-ci, tout en l'intégrant, revendique une formalisation des travailleurs des entreprises récupérées, qu'ils revendiquent avant tout comme des travailleurs. Cette volonté d'institutionnalisation et de formalisation sous des formes proprement syndicales, couplé au projet politique du *MNER*, ses prises de position revendiquant sans cesse sa position d'organisation « de travailleurs », peuvent placer le *MNER* -et uniquement cette OPR- sous le domaine de définition d'organisation issue du mouvement ouvrier.

La neuvième hypothèse rejoint la précédente. Nous aurions pu la placer bien plus tôt, étant donné qu'elle trouve sa réponse dans la première partie de cette thèse. En effet, au cours du chapitre I, nous avons cherché entre autres à résoudre le paradoxe apparent de la revendication du péronisme de la part de nos entretenus et leur pratique de l'autogestion, deux éléments qui semblent antinomiques. Nous y avons découvert que les revendications du péronisme se font au nom de « la défense des travailleurs ». Par conséquent, c'est en fonction d'une conscience de classe très claire que se fait cette revendication. D'autre part, répétons-le, cela nous a permis de découvrir que non seulement les adhésions au péronisme se font selon certaines modalités, c'est-à-dire à travers certains de ses courants, mais qu'en plus ceux-ci correspondent à des courants qui structurent le mouvement syndical argentin, ce qui renforce la validation de notre hypothèse.

Abordons notre dernière hypothèse. Il s'agit là de l'hypothèse principale, que nous appuyons au long de cette thèse, sous forme de réponse suggérée à la problématique, dont la concordance et la symétrie n'auront pas échappé à la vigilance du lecteur. La place de cette hypothèse dans le corpus hypothétique se justifie par le fait qu'on ne peut la poser avant d'avoir abordé les précédentes. C'est à travers notre travail de terrain que nous sommes en mesure de démontrer que la prétendue accession à l'appareil d'Etat de « l'autogestion argentine » -entendons ici uniquement sa branche « récupérées » - n'est pas le fait d'un processus d'institutionnalisation mécanique, *bottom-up*, qui prendrait la forme soit d'une reconnaissance officielle de l'Etat par la grâce d'un gouvernement particulièrement éclairé ou encore celle d'une imposition de la part d'un secteur ouvrier suffisamment puissant pour réaliser une telle opération. Comme nous l'avons vu dans les chapitres VIII et IX, c'est le fonctionnement de l'espace de la représentation politique des ERT lui-même qui permettent au *MNER* -et aux agents qui en prennent la

direction- de mettre en place des stratégies très précises, à des moments très précis, autorisées uniquement par des fenêtres d'opportunité dans ce qui peut être perçu comme une modification constante des rapports de forces entre les agents et les organisations au sein de cet espace mais aussi entre les différents groupes sociaux qui composent la société argentine, qui viennent impacter ceux des champs politiques et syndicaux, qui se répercutent à leur tour sur le milieu des ERT. Dès lors, le *MNER* accumule rapidement du capital symbolique durant les années Macri et redevient hégémonique vers 2018, comme le montre l'occupation du Ministère de l'énergie de la ville de Buenos Aires. Cela s'explique notamment par son pari gagné envers la *CTEP*, et plus précisément avec la réactivation des liens avec le *Movimiento Evita* (plutôt anciens comme le montrent les entretiens réalisés auprès de *Lalo Paret*), dans un contexte pré-électoral où Alberto Fernandez doit échanger des nominations contre du soutien électoral. Cela permet à *l'UTEP* d'obtenir ce que nous avons analysé lors du dernier chapitre : la conduction de *l'INAES* et du *Mides*, mais aussi la création en son sein de la Direction aux ERT pour laquelle le *MNER* fournit le personnel dirigeant.

Voici les principaux éléments de réponse à notre problématique. Nous nous interrogeons sur le *comment*. Comment des ouvriers en détresse face à la faillite de leur entreprise parviennent-ils à en prendre le contrôle en autogestion à travers un processus d'affrontement direct avec le patronat, le système judiciaire, les forces de l'ordre ? Comment ceux-ci parviennent-ils à s'organiser, se structurer politiquement, intégrer l'appareil d'Etat ?

Le principal élément de réponse réside selon nous dans ce que nous considérons comme l'apport original de notre travail : l'espace de la représentation politique des ERT, avec les caractéristiques que nous avons mises à jour, ainsi que son fonctionnement. En effet, ce sont précisément les logiques qui le régissent qui permettent la mise en place des stratégies des OPR, dont celles qui mènent à l'obtention des postes dans l'appareil d'Etat de la part non pas de l'entièreté du secteur, mais de sa fraction jusqu'alors dominante, incarnée par le *MNER*.

Cependant, il ne s'agit pas là du seul « effet de champ » que nous pouvons observer. Comme nous l'avons longuement analysé lors du dernier chapitre, certains enjeux propres au milieu de la représentation politique des ERT se transposent au champ de la haute fonction publique, comme nous avons pu le déduire en déroulant le fil de la lutte pour la définition de la catégorie ERT. En nous interrogeant sur le changement d'enjeu qui se produit au sujet de cette lutte une fois que la catégorie se loge dans ce qui est producteur d'officiel, l'institution étatique, nous avons vu qu'elle devient alors hautement performative dans la mesure où les catégories d'Etat sont, en paraphrasant Pierre Bourdieu, autant de clés de lecture à travers lesquelles les agents

perçoivent le monde social. Dès lors, si la catégorie devient officielle, elle ne revêt plus le stigmate de l'informalité, que lui octroie son inscription sur une banderole lors d'une manifestation ou surplombant une usine occupée. Elle revêt au contraire les apparences de la neutralité la plus totale à travers un processus de quasi naturalisation. Or, comme nous l'avons vu, c'est précisément à ce moment que les enjeux pour sa définition s'accroissent formidablement. Nous avons également relevé que contre toute attente, ce processus n'est pas placé sous le signe d'une victoire sans concessions de la part du *MNER*. Mais les adversaires que rencontre l'équipe de Murua ne représentent pas une OPR en particulier mais sont issus à la fois de l'espace politique de représentation des ERT, ainsi que du champ scientifique. Si les catégories que forge ce dernier ne peuvent prétendre au degré d'officialité de celles qui sont produites depuis l'Etat, elles contribuent à le leur octroyer dans la mesure où les universités et les laboratoires de recherche où elles sont produites sont, *in fine*, publics et reconnus par l'Etat. Dès lors, nous comprenons comment Ruggeri réussit à faire reconnaître sa définition par *l'INAES* -profitant toutefois d'une fenêtre d'opportunité particulière- dans le cadre de la mise en place du programme Redeco, au détriment de celle de la direction de Murua, qui, plus tacite, relève d'une potentielle discrétionnarité subordonnée aux objectifs du *MNER* dont la légitimité se base dès lors en grande partie sur les positions qu'il contrôle au sein du *Mides* et de *l'INAES*. Nous avons longuement insisté au sein du corpus de cette thèse sur l'intérêt de mettre en avant la lutte pour la définition des catégories. Répétons-le une fois de plus. Non seulement elle dévoile un enjeu majeur, mais elle permet aussi de mettre en lumière des enjeux connexes, tels que la lutte pour le contrôle des postes de haut fonctionnaire à attribuer, et les conséquences que cela peut avoir sur le phénomène des ERT en particulier.

Nous venons de tenter, par ces éléments, de répondre à la problématique que nous nous sommes posée. Il nous faut toutefois tenter de caractériser le phénomène que nous avons observé sur un terrain d'apparence peut-être plus politique, et d'en prévoir les possibles évolutions.

Nous avons fourni suffisamment de preuves de terrain pour conclure que les ERT argentines, si ce sont des entreprises autogérées, ne s'insèrent nullement dans quelque courant anarchiste. La visite des anarchistes de *Vio-Me* à *l'IMPA* que nous avons analysée au chapitre I en est un exemple particulièrement parlant. Nous n'y retrouvons pas non plus d'adhésion à d'autres courants qui contiennent dans leur corpus doctrinaire des références à l'autogestion. Nous sommes également revenus à plusieurs reprises sur le documentaire *The Take* de Naomi Klein, non pas en raison de sa qualité scientifique, qui lui fait défaut, mais en raison de la diffusion dont il a bénéficié. La majorité des militants hors territoire argentin qui découvrent lors des

années 2000 l'existence des ERT argentines le font très probablement à travers ce documentaire. Comme nous l'avons vu, Klein base tout son terrain sur les deux seules usines contrôlées par le PTS -dont nous n'avons pas grandement analysé le rôle, compte tenu du poids marginal de leur organisation au sein de l'espace de la représentation politique des ERT- et non seulement passe complètement sous silence les différentes modalités d'adhésion au péronisme et par là même à des courants du mouvement ouvrier argentin, mais avance que les ERT peuvent constituer une alternative au capitalisme dans un monde où le *TINA* de Thatcher et la chute du mur de Berlin semblent sonner le glas de toute contestation du tout-marché. Au-delà même d'y voir une simple alternative, Klein suggère que des germes de socialisme pourraient se nicher dans les ERT argentines car, après tout, les travailleurs ne prennent-ils pas le contrôle des moyens de production ? En nous basant sur notre travail de terrain et sur les analyses que nous en faisons, nous répondons sans équivoque par la négative. D'une part, ce projet politique n'existe pas au sein de l'espace que nous avons étudié. D'autre part, et pour cause, les ERT ne remettent pas en question la propriété privée des moyens de production au niveau national, ne peuvent espérer bouleverser les rapports de classe en Argentine, ou encore les rapports de forces au sein des champs syndical et politique. En effet, leur existence politique reflète admirablement leur existence sur le plan matériel.

En ce sens, les ERT ne reprennent que ce que « le capital⁵²⁶ » laisse en réalité de côté. D'une part, sur le plan des parts de marché, nous pouvons reprendre l'exemple *d'IMPA*. Lors d'un entretien, Daniel Zakuski, membre du *MNER*, me décrit la stratégie -grandement subie- d'insertion dans le marché *d'IMPA* face aux grandes entreprises hautement équipées qui fabriquent des tubes d'aluminium. « Ici à *l'IMPA* on a des capacités productives très limitées si tu compares aux grands producteurs de produits en aluminium en Argentine mais c'est en partie un avantage.

-Pourquoi un avantage ?

- C'est un avantage car on s'insère là où les autres ne peuvent pas. Tu vois, eux ils ont aussi un minimum dans leurs capacités de production, les petites commandes ne leur intéressent pas, et ils ne peuvent parfois pas les produire. Avec une machine de dernière génération tu touches un bouton et ça te sort un million de tubes, c'est compliqué pour eux de n'en produire que

⁵²⁶ Par « le capital » nous faisons référence dans cette phrase aux grands propriétaires des moyens de production, connectés aux intérêts du capital financier national et étranger.

cinquante mille. Alors que nous, avec nos machines semi automatiques on peut sans problème »⁵²⁷.

Autrement dit, les parts de marché dont peuvent s'approprier les ERT sont celles que pouvaient attaquer les PME qu'elles remplacent.

D'un autre côté, si l'occupation d'une usine revêt les apparences d'une radicalité anti système, car le droit à la propriété privée est tout de même remis en question, il ne l'est que pour des patrons de PME que la division internationale des processus de production délaisse actuellement pour des pays comme l'Argentine, dont le rôle dans les échanges internationaux doit se limiter, selon une logique dominante, à l'exportation de biens primaires. Dès lors, les bases matérielles de cette forme d'autogestion en Argentine ne peuvent progresser que dans la mesure où dépérissent des secteurs de l'économie qui n'interviennent pas directement dans les principaux échanges internationaux du pays. Il existe quelques exceptions apparentes, comme la *CTTP*, ancienne *Gattic*, sous-traitante d'*Adidas*. Il ne s'agit pas là d'une PME industrielle mais bel et bien de l'une des principales usines textiles du Cône Sud jusqu'au début des années 2000. Cependant, ce n'est que lorsque la firme allemande regroupe sa production régionale au Brésil et se déleste de *Gattic*, que ses travailleurs entament une lutte acharnée pour sa reprise en autogestion. A contrario, en 2017 se déchaînent deux conflits dans de grandes entreprises situées dans la province de Buenos Aires, *Cresta Roja*, un abattoir de poulets et *Pepsico*, la filiale de Pepsi en Argentine. Dans les deux cas, face à la rumeur de faillite pour l'une et de délocalisation pour l'autre, mais surtout pour empêcher les nombreux licenciements qui ont lieu, les ouvriers occupent les deux usines et se mettent en grève. Dans le cas de *Cresta Roja*, le gouvernement déploie près de six-cents gendarmes mobiles pour quatre cents ouvriers. Dans celui de *Pepsico*, l'occupation capote dès le début et les ouvriers optent pour une mobilisation avec occupation de l'espace public au centre-ville. Plusieurs réunions se font dans les locaux du BAUEN, Federico Tonarelli déclare à voix basse à d'autres membres de la *Facta* durant l'une d'entre elles : « Tu crois que tout ça ne leur passe pas par la tête à eux ? », en désignant les locaux de l'hôtel. Toutefois, la *Facta* ne se saisit pas du conflit et se limite à mettre à disposition les locaux du BAUEN.

Nous pouvons établir un parallèle sur le plan de la représentation politique des ERT dans la mesure où elle existe sous la forme que nous avons décrite, uniquement parce que ce sont les

⁵²⁷ Entretien réalisé auprès de Daniel Zakuski, membre du *MNER*, au sein des locaux d'*IMPA*, Buenos Aires, 2018.

instances de représentation traditionnelles des travailleurs qui délaissent l'objet et les sujets à représenter. Les caractéristiques de ces deux niveaux d'existence du phénomène de récupération d'entreprises nous permettent alors d'avancer que sa croissance atteint nécessairement une limite, que les différents taux de croissance du nombre d'ERT selon les périodes ne doivent pas masquer. Cette limite constitue l'argument final pour contrer la thèse de Klein. Les ERT ne pourront jamais remplacer l'ensemble des entreprises classiques en Argentine.

D'autre part, se pose la question de leur longévité. Les ERT ont tendance à mieux résister, en tant que sociétés, aux assauts des crises économiques que leurs homologues privées classiques. Cela s'explique en grande partie parce que les travailleurs endurent des sacrifices très importants au nom du maintien de leur emploi, notamment la baisse de leurs revenus lorsque le chiffre d'affaires de l'ERT diminue, là où l'entreprise classique licencie. Notons également, que dans la très grande majorité des cas, la conformation de la coopérative se fait avec bien moins de travailleurs que du temps de l'entreprise classique. Si cela s'explique notamment parce que de nombreux travailleurs ne souhaitent pas entamer un processus si sacrificiel et préfèrent tenter leur chance ailleurs (Ruggeri, 2014), il n'en demeure pas moins vrai que le nombre de travailleurs à rémunérer à travers la reprise de l'activité est moindre, ce qui rend le projet productif plus viable et plus résistant, toutes choses égales par ailleurs.

Lorsqu'elles survivent un certain temps -et elles le font dans la très grande majorité des cas-, les ERT affrontent le défi du renouvellement générationnel. Celui-ci pose inévitablement la question du maintien de la coopérative sur plusieurs générations dans la mesure où, pour pallier les départs à la retraite successifs, les coopératives doivent intégrer de nouveaux associés-salariés -souvent issus des familles des groupes de travailleurs qui ont connu les étapes de la lutte pour la récupération- qui, en raison de parcours de vie dissociés de ceux des vieilles gardes, sont parfois disposés à céder leurs parts à des investisseurs privés désireux d'acquérir les locaux des usines sous contrôle ouvrier. Cette question s'impose aux premières ERT telles que *Campichuelo*. Pour y répondre, les dirigeants mettent en place une fondation de promotion du coopérativisme et s'insèrent pleinement par cette voie dans les réseaux propres à l'ESS argentine. Au sein même de l'imprimerie autogérée, les travailleurs de *Campichuelo* accueillent des espaces de formation sophistiqués et très équipés et sont grandement sensibilisés aux avantages que peut présenter le travail dans le cadre d'une coopérative florissante par rapport à l'entreprise privée.

Toutefois, *Campichuelo* n'intègre aujourd'hui plus aucune OPR. La contrainte du renouvellement générationnel est conjurée par une institutionnalisation de la coopérative, ce qui passe nécessairement par un rapprochement avec l'ESS, et un éloignement conséquent vis-à-vis d'autres sources d'identification, à travers ce qui peut être vu comme la primauté des impératifs de maintien, au-delà de la sauvegarde des postes de travail initiaux, sur tout autre projet politique.

A partir de cet exemple nous pouvons, voir que les ERT en fonctionnement aujourd'hui connaissent un processus d'institutionnalisation accru, qui passe nécessairement par le développement de liens dans le secteur coopératif propre à l'ESS, au détriment de ceux qui peuvent exister avec le mouvement ouvrier, privant les OPR qui ne suivent pas ce mouvement d'une partie de leurs bases.

Comme nous l'avons vu au chapitre II, le renouvellement générationnel peut aller jusqu'à représenter un changement de nature de l'objet, une remise en question de l'un des critères qui fondent la reconnaissance sociale de la catégorie ERT. En effet, nous avons vu que l'un des critères implicites qui permettent de reconnaître une ERT est qu'elle soit composée du type de « travailleurs autogérés » qui naissent avec elle. Rappelons que l'ERT préexiste à la forme légale qu'elle adopte par contrainte juridique, à savoir la coopérative. Si les deux se confondent lors des premières années, la question de leur distinction s'impose dès lors que les travailleurs originaux sont remplacés. En effet, cela interroge l'un des critères majeurs qui fondent la reconnaissance sociale de l'objet comme étant une ERT, à savoir, répétons-le, le fait qu'elle soit composée de ce type de travailleurs autogérés. Dès lors, si seule la forme coopérative survit au changement générationnel, tous les critères originaux pour la qualifier d'ERT ne sont pas remplis, sans pour autant que la chose cesse d'être reconnue comme ERT, que ce soit par les pairs ou officiellement, dans la mesure où la catégorie d'Etat vient sceller en apparence la réalité à laquelle elle s'applique et agit sur la perception des pairs. Ajoutons à cela que la coopérative issue de l'ERT survit au changement générationnel. Autrement dit, l'existence de l'ERT ne passe plus que par celle de la coopérative.

Dès lors, si l'officiel ne venait pas figer la catégorie « ERT », qu'est-ce qui distinguerait une coopérative classique d'une ERT une fois les « travailleurs autogérés » partis à la retraite ? Nous pourrions nous demander si, *in fine*, l'origine d'une coopérative demeure un facteur suffisamment discriminant que puissent s'en distinguer celles qui sont des ERT.

La question se pose pour les plus récentes, dans la mesure où, même si elles se tournent vers le *MNER*, la seule OPR à promouvoir sur plusieurs plans la catégorie ERT sur les autres formes possibles d'identification, les politiques publiques que promeut la direction sont axées sur l'intégration de coopératives issues d'ERT à des chaînes de valeur constitutives du tissu productif argentin. En outre, le programme *Redeco* pousse également à la formalisation, qui passe également par la forme coopérative « avec les papiers à jour ».

Il devient dès lors évident que si la catégorie ERT se maintient dans le temps pour toutes les ERT, cela sera le produit d'un travail politique mené par les représentants du milieu. Il y a fort à parier également que si les bases matérielles se transforment à travers le changement générationnel, les ERT que nous connaissons se « coopérativisent ». Autrement dit, ces coopératives issues d'une ERT, à l'instar de *Campichuelo*, ne voient d'autre choix que d'entériner profondément les pratiques coopératives issues cette fois-ci du mouvement coopératif, et par conséquent de développer plutôt des liens avec l'ESS.

Nous pouvons dès lors avancer que, du par la manière dont le phénomène s'institutionnalise et du fait de ses possibilités de croissance limitées en Argentine, finit d'entériner le contre-argument porté à l'encontre des analystes qui y voient un chemin vers l'anarchisme ou le socialisme.

Tout cela ne signifie pas que les travailleurs autogérés nés avec les ERT et ceux qui leur succèdent deviennent des éléments éloignés de la classe ouvrière argentine. Comme le montrent les rapprochements institutionnels avec le champ syndical et certaines luttes concrètes -comme celle des travailleurs de *Pepsico*- où priment la conscience et la solidarité de classe entre travailleurs des ERT et ouvriers classiques sur toute autre considération, nous pouvons avancer que pour l'heure, les ERT constituent de ce point de vue un moyen dans le répertoire d'action collective ouvrière de sauvegarder des emplois lorsque tout semble perdu, ainsi qu'un certain contre-pouvoir à l'encontre de certaines fractions de la bourgeoisie nationale. En effet, lorsque la possibilité existe qu'une usine soit reprise en autogestion, le coût d'une faillite frauduleuse augmente. De ce point de vue, les ERT préservent de l'emploi par l'action et par la menace.

Toutefois, notamment dans le cas de grands sites de production connectés au marché international, et s'agissant des cas où il existe une autre alternative, la mobilisation de la part de certains secteurs du champ politique pour reprendre une usine en faillite en autogestion peut s'avérer ambivalente, dans la mesure où si la production repart sous le contrôle des travailleurs

-sans la possibilité de réintégrer tous les licenciés- cela peut désamorcer un conflit de plus grande ampleur.

Dès lors, le futur des ERT en Argentine dépendra de ce qui façonne le phénomène jusqu'à nos jours : l'état des rapports de forces entre groupes sociaux à intérêts antagoniques au sein de la société argentine, et de la place du pays dans les rapports économiques internationaux.

Bibliographie :

Adamovsky, E., (2004) *El Movimiento asambleario en la Argentina: Balance de una experiencia*. El Rodaballo, Buenos Aires, 123 p.

Aglietta, M. (2008). V. Les crises de la globalisation financière. *Reperes*, 5, 133-165.

Aït-Aoudia, M., & Dézé, A. (2011). « Contribution à une approche sociologique de la genèse partisane : une analyse du Front National, du Movimento Sociale Italiano et du Front Islamique de Salut » *Revue française de science politique* (vol.61) 631-657.

Alvarez, M. I., (2017) *La política afectada : experiencia, trabajo y vida cotidiana en Brukman recuperada*, Buenos Aires, Prohistoria Ediciones.

Angermuller, Johannes. « qu'est-ce que le poststructuralisme français ? A propos de la notion de discours d'un pays à l'autre », *Langage et société*, vol. 120, no. 2, 2007, pp. 17-34.

Augé, M. (1992) *Non-lieux, introduction à une anthropologie de la surmodernité*, Paris, Seuil.

Barthes, R. (1966). Introduction à l'analyse structurale des récits. *Communications*, 8(1), 1-27.

Basualdo, E. (2020). *Endeudar y fugar: Un análisis de la historia económica argentina, desde Martínez de Hoz hasta Macri*. Siglo XXI Editores.

Benetti, G., & Iglesias, E. (2015). Partidos, sindicatos y movimientos sociales en Argentina y Brasil (2003-2011): la compleja relación con gobiernos afines.

Blanc, J. (2018). *Les monnaies alternatives*. Paris, La Découverte.

Bourdieu, P. (1984). La délégation et le fétichisme politique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52(1), 49-55.

Bourdieu, P. (2017). *Sociologie générale, vol. 2. Cours au Collège de France (1983-1986)*. Le Seuil.

Bourdieu, P., (1976) « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2, n°2-3, juin. La production de l'idéologie dominante. pp. 88-104

Bourdieu, P., (2013). Séminaires sur le concept de champ, 1972-1975. *Actes de la recherche en sciences sociales*, (5), 4-37.

Bourdieu, P., (1997) *Méditations pascaliennes, Eléments d'une philosophie*, Paris, Seuil-Liber.

Bourdieu, P., (1979) « Le paradoxe du sociologue », *Sociologie et sociétés*, Presses universitaires de Montréal.

Bourdieu, P., (2015). *Sociologie générale*, Paris, Seuil

Bourdieu, P., (2017). *Sociologie générale, vol. 2. Cours au Collège de France (1983-1986)*. Média Diffusion.

Bourdieu, P., (1984). « La délégation et le fétichisme politique ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin. Le travail politique. pp. 49-55.

Bresser-Pereira, L. C., & Theuer, D. A. N. I. E. L. A. (2012). Amérique latine-: Après les années néolibérales, l'Etat développementiste est-il de retour. *Recherches internationales*, 93, 83-106.

Cabot, B. (2017). Une culture de l'autonomie : Syndicalisme révolutionnaire et culture des producteurs. *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 35(1), 19-40

Campione, D., & Rajland, B. (2006). Piqueteros y trabajadores ocupados en la Argentina de 2001 en adelante. Novedades y continuidades en su participación y organización en los conflictos. *Sujetos sociales y nuevas formas de protesta en la historia reciente de América Latina*, 297-330.

Cárdenas, D., & de la Sablonnière, R. (2018). La participation et l'identification à un nouveau groupe social: Fondements théoriques et conséquences pour l'identité d'origine. *Revue québécoise de psychologie*, 39(1), 65-83.

Carretero Miramar, J.L. (2013) *La autogestión viva*. Madrid, Queimada, 150p.

Castel, R., (1999 [1995]), *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais ».

Coraggio, (2018) « Potenciar la Economía Popular Solidaria: una respuesta al neoliberalismo », *Otra Economía*, Juillet-Décembre pp.4-18.

Dinerstein, A. C. (2003). ¡ Que se vayan todos! Popular insurrection and the asambleas barriales in Argentina. *Bulletin of Latin American Research*, 22(2), 187-200.

Dobrusin, B., & Cató, J. M. (2018). Volviendo a las bases: El sindicalismo Argentino frente a los retos del capitalismo actual. *Lua Nova: Revista de Cultura e Política*, 239-258.

Dormagen, J. Y., & Mouchard, D. (2019). *Introduction à la sociologie politique*. De Boeck Supérieur p.13.

Doyon, L., (2006) *Perón y los trabajadores : Los orígenes del sindicalismo peronista*, Buenos Aires, Siglo XXI.

Dulong, D. (2012). IV. L'incorporation des institutions. Dans : Delphine Dulong éd., *Sociologie des institutions politiques* (pp. 63-86). Paris: La Découverte.

Hamel, J., (2010) « Réflexions sur l'objectivation du sujet et de l'objet » La méthodologie Qualitative, postures de recherche et travail de terrain, Paris, Armand Colin.

Julliard, J. (2012). *Les gauches françaises: 1762-2012: Histoire, politique et imaginaire*. Flammarion.

Fajn, G. Bauni, N. (2003). *Fábricas y empresas recuperadas: protesta social, autogestión y rupturas en la subjetividad*. Centro Cultural de la Cooperación.

Fajn, G. (2004). Fábricas recuperadas: la organización en cuestión. *LabourAgain: Factory takeovers in Argentina*, 1-7.

Fals-Borda, O. (1987). The application of participatory action-research in Latin America. *International sociology*, 2(4), 329-347.

Fernández-Álvarez, M. I. (2018). Más allá de la precariedad: prácticas colectivas y subjetividades políticas desde la economía popular argentina. *Íconos. Revista de Ciencias Sociales*, (62), 21-38.

Ferraton, C. (2007). *Associations et coopératives*. Eres.

- Frémeaux, P. (2009) *La nouvelle alternative ? Les petits matins*, Paris.
- Garategaray, M., (2012) « Montoneros leales a Peron : notas sobre la juventud peronista lealtad » *Revista electrónica de la Asociación Española de Americanistas*, n. 9.
- Germani, G. (1956). *La integración de las masas a la vida política y el totalitarismo*.
- Germani, G., & Germani, G. (1968). *Política y sociedad en una época de transición: de la sociedad tradicional a la sociedad de masas*. Buenos Aires: Paidós.
- Goldmann, L. (1955). *Le Dieu caché: étude sur la vision tragique dans les " Pensées" de Pascal et dans le théâtre de Racine*.
- Grabois, J. (2017). *La personería social. Perspectivas en torno al nuevo régimen de agremiación para los trabajadores de la economía popular*. Facultad de Derecho de la Universidad de Buenos Aires.
- Gracia, M. A. (2013). *Fábrica de resistencias y recuperación social: Experiencias de autogestión del trabajo y la producción Argentina*. El Colegio de México AC.
- Henriques, F. Ch. et ál. (2013a). « Empresas Recuperadas por Trabalhadores no Brasil ». Río de Janeiro: *Multifoco*.
- Hintze, S., (2003) *Trueque y Economía Solidaria*, Prometeo, Buenos Aires.
- Juignet, P., (2015) Karl Popper et les critères de la scientificité. In: Philosophie, science et société
- Juignet, P., (2016). Qu'est-ce que la science ? In : Philosophie, science et société
- Julliard, É. (2018). Des acteurs pragmatiques vis-à-vis du champ politique?. *Savoir/Agir*, (3), 37-45.
- Kaltwasser, C. R., Taggart, P. A., Espejo, P. O., & Ostiguy, P. (Eds.). (2017). *The Oxford handbook of populism*. Oxford University Press.
- Krief, Nathalie, et Véronique Zardet. « Analyse de données qualitatives et recherche-intervention », *Recherches en Sciences de Gestion*, vol. 95, no. 2, 2013, pp. 211-237.

- Leoni, F., González Bombal, I., & Luzzi, M. (2002). Las nuevas redes sociales: los clubes del trueque.
- Lemieux, C., (2012) « Problématiser » dans Paugam. S., *L'enquête sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, Quadrige pp 27 à 51
- Lordon, F. (2007). La légitimité n'existe pas. *Cahiers d'economie politique/Papers in Political Economy*, (2), 135-164.
- Martí, J. P., Camilietti, A., Guidini, J., Herrera, A., Rodríguez, M., Soria, C., & Silveira, M. (2005). Cooperativas de trabajo en el Cono Sur. Matrices de surgimiento y modelos de gestión. *II Jornada Universitaria sobre Cooperativismo, Economía Solidaria y Procesos Asociativos. Documento de Trabajo del Rectorado*, (30).
- Martínez, O., & Vocos, F. (2002). Las empresas recuperadas por los trabajadores y el movimiento obrero. *Carpintero, E. y Hernández M.(comp.) Produciendo realidad. Las empresas comunitarias. Grissinópolis-Río Turbio-Zanón-Brukman-General Mosconi. Buenos Aires: Editorial Topía.*
- Martín-Barbero, J. (2005). Débats et combats autour du populaire en Amérique Latine. *Hermès, La Revue*, 42(2), 78-85.
- Mercklé, P. (2011). *Sociologie des réseaux sociaux*. La découverte.
- Mischi, J. (2018). Le syndicalisme face à la clôture du champ politique. *Savoir/Agir*, (3), 25-35.
- Miralles, G., & Funes, S. (1997). La tendencia sindicalista en el movimiento obrero argentino (1900-1955). *Boletín americanista*, 263-271.
- Muñoz, M. A., & Villar, L. I. (2017). Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP en la CGT): entre la organización sindical y el conflicto político-social (Argentina, 2011-2017). *Crítica y Resistencias*, 5.
- Murmis, M., & Portantiero, J. C. (2019). *Estudios sobre los orígenes del peronismo*. Siglo XXI Editores.

Naser, A., Ramírez-Alujas, Á., & Rosales, D. (2017). Desde el gobierno abierto al Estado abierto en América Latina y el Caribe.

Natalucci, A. (2017). El sindicalismo peronista durante el kirchnerismo (2003-2015). *P. Abal Medina, A. Natalucci y F. Rosso; Existe la clase obrera*, 63-123.

Neveu, É. (2015). I. Qu'est-ce qu'un mouvement social ? Dans : Érik Neveu éd., *Sociologie des mouvements sociaux* Paris: La Découverte p.7

Nogueira, M. L. (2020). La articulación teórico-metodológica entre género y empresas recuperadas en Argentina post 2001: Estado de la cuestión y problemas de investigación.

Svampa, M (2002)., “Las nuevas dimensiones de las protestas sociales”, *El Rodaballo*, invierno 2002, Buenos Aires.

Svampa, M., (2002) Movimientos sociales en la Argentina de hoy, *CEDES*, Diciembre, Buenos Aires.

Novaes, H. T. y Sarda, M. (2011) « ¿Para dónde van las empresas recuperadas por los trabajadores brasileños? ». Ponencia presentada al III Encuentro Internacional “La Economía de los Trabajadores”, julio. Ciudad de México.

Novick, M. (2016) “Con la gente a dentro. Qué se logró (y qué quedó pendiente) en materia de empleo, equidad y justicia social “. En Filmus, D. (compilador) *Pensar el Kirchnerismo. Lo que se hizo, lo que falta y lo que viene*. Buenos Aires: Siglo XXI.

Offerlé, M. (2018), Chapitre premier. Qu'est-ce qu'un parti politique ? Dans Offerlé, M., *Les partis politiques* pp. 9-19, Presses Universitaires de France.

Ostiguy, P., (2005) « Gauches péroniste et non péroniste dans le système de partis argentin », *Revue internationale de politique comparée*, 2005/3 (Vol.12) pp. 299-330

Ould-Ahmed, P. (2010). Les « clubs de troc » argentins: un microcosme monétaire Credito dépendant du macrocosme Peso. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, (7)

Palomino, H., & Trajtemberg, D. (2006). Una nueva dinámica de las relaciones laborales y la negociación colectiva en la Argentina. *Revista de trabajo*, 2(3), 47-68.

- Pinheiro, J. (2020). Cuestiones planteadas al derecho por las empresas recuperadas por sus trabajadores. *Revista ORG & DEMO*, 21(2), 81-96.
- Polanyi, K., & MacIver, R. M. (1944). *The great transformation* (Vol. 2, p. 145). Boston: Beacon press.
- Prebisch, R. (1950), *Le développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, Nations Unies, reproduit dans *Economic Bulletin for Latin America* 7, fev. 1962, p. 1-22.
- Primavera, H. (2003) « Dernier tango à Buenos Aires ». *Revue du MAUSS*, no 21,(1), pp. 113-118.
- Quijoux, M. (2011). *Néolibéralisme et autogestion: l'expérience argentine* (No. 85). Institut des hautes études de l'Amérique latine.
- Quijoux, M., (2018) *Les adieux au patronat*, Paris, Editions du Croquant
- Quijoux, M., (2013) « Convaincre ou produire ? Genèse et formes de participation ouvrière dans une usine « récupérée » d'Argentine », *Participations*, (N°5), pp.103-126
- Quijoux, M. & Ruggeri, A. (2019). Les entreprises récupérées face au gouvernement néolibéral argentin. *Mouvements*, 97(1), 140-148.
- Quijoux, M., (2011) « Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale », *Cahiers des Amériques latines*, 66, p104.
- Quijoux, M., & Yon, K. (2018). Syndicalisme et politique: dé-liaisons dangereuses?. *Savoir/Agir*, (3), 7-11.
- Quirós, J., (2011) *El por qué de los que van: Peronistas y piqueteros en el Gran Buenos Aires (una antropología de la política vivida)*, Buenos Aires, Antropofagia
- Quiros, J., (2011) in Bartolozzi, I. Note de lecture, « Cuadernos de Antropología Social », núm. 40, décembre, 2014, Universidad de Buenos Aires Buenos Aires, Argentina
- Rapport du Jury de l'agrégation externe de SES. www.devenireenseignant.gouv.fr

Rebón, J. (2007). Las empresas recuperadas por sus trabajadores en Argentina. Cuadernos De Relaciones Laborales, 24(2), 149 - 172.

Rebón, J., & Rieiro Castiñeira, A. (2020). Consolidación cooperativa de empresas recuperadas por sus trabajadores en Argentina y Uruguay. *Psicoperspectivas*, 19(2), 7-18.

Rieiro, A. (2008) “Cooperativismo y sindicalismo en Uruguay: Retomando los aportes de Marx y Gramsci para el caso de las empresas recuperadas por sus trabajadores en Uruguay”, in *Revista Estudios cooperativos* Año 13 n°1, p.123-144.

Rebon, J., (2005) *Trabajando sin patrón Las empresas recuperadas y la producción*, Institut de recherche Gino Germani, Faculté de Sciences Sociales de l'Université de Buenos Aires (UBA).

Rheingold, H. (1993). *The virtual community: Homesteading on the electronic frontier* (Vol. 32). Reading, MA: Addison-Wesley.

Rieiro, A. (2008) “Cooperativismo y sindicalismo en Uruguay: Retomando los aportes de Marx y Gramsci para el caso de las empresas recuperadas por sus trabajadores en Uruguay”, in *Revista Estudios cooperativos* Año 13 n°1, p.123-144.

Roueff, O. (2013). Les homologues structurels: une magie sociale sans magiciens? La place des intermédiaires dans la fabrication des valeurs. *Trente ans après La Distinction de Pierre Bourdieu*, Paris, La Découverte, 153-164.

Ruggeri, A., (2003) Las empresas recuperadas en la Argentina, II° Informe, programa Facultad Abierta, Buenos Aires, UBA.

Ruggeri et al. (2009) Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires.

Ruggeri (2009) Ch. 8 « La política » in Ruggeri et al : *Las Empresas Recuperadas: Autogestión Obrera en Argentina y América Latina*, Programa de Facultad Abierta, Universidad de Buenos Aires

Ruggeri A. et al., (2010) « Informe del Tercer relevamiento de Empresas Recuperadas en la Argentina » rapport de recherche, Facultad de Filosofía y Letras, UBA, Buenos Aires

Ruggeri, A., (2014), *Qué son las empresas recuperadas ?* Buenos Aires, Ediciones Continente.

Ruggeri, A., Alfonso, D., & Balaguer, E. (2017). *Bauen: el hotel de los trabajadores*. Callao, Cooperativa Cultural.

Ruggeri, A. (2017). ¿ Qué son las empresas recuperadas?: autogestión de la clase trabajadora. Descontrol Editorial

Salas, E. (2013). *Cultura popular y conciencia de clase en la resistencia peronista* (Doctoral dissertation, Facultad de Ciencias Económicas. Universidad de Buenos Aires).

Schiavi, M. (2015). The Labour Movement and Peronism (1943-1955): A Reinterpretation. *Le mouvement social*, 251(2), 99-113.

Solana, P. (2012). 2001-2011 : Les dimensions de la révolte en Argentine à la lumière de l'expérience des mouvements de quartier et de travailleurs sans emploi. *Mouvements*, 71(3), 151-161.

Svampa, M. & Pereyra, S. (2004) « Les dimensions de l'expérience Piquetera: tensions et cadres communs dans l'organisation et la mobilisation des chômeurs en Argentine ». *Revue Tiers Monde*, 178,(2), pp 419-441.

Trajtenberg, L., Valdecantos, S., & Vega, D. (2015). Los determinantes de la inflación en América Latina: un estudio empírico del período 1990-2013. *Estructura productiva y política macroeconómica. Enfoques heterodoxos desde América Latina*. Santiago: CEPAL, 2015. LC/G. 2653-P. p. 163-190

Trincheró, H., (2007) Cuadernos de Antropología Social N° 26 , pp. 41–67, FFyL – UBA

Trincheró, H. (2009) De la exclusión a la autogestión. Innovación social desde la experiencia de las empresas recuperadas por sus trabajadores (ERT). *La economía de los trabajadores: autogestión y distribución de la riqueza*, 19-48.

Valdecantos S., et al (2015) « Capítulo V Los determinantes de la inflación en América Latina: un estudio empírico del período 1990-2013 » in Bárcena, A., Prado, A., Abeles M., (editores), *Estructura productiva y política macroeconómica: enfoques heterodoxos desde América Latina*, Libros de la CEPAL, Santiago, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL).

VUOTTO, M., *El cooperativismo de trabajo en la Argentina: contribuciones para el diálogo social*, Organisation Internationale du Travail, Buenos Aires, 2011, p19/100.

Walsh, R. (1977). *Carta abierta a la Junta Militar*. Quipu Editorial.

Wending, T., (2013) « L'apprentissage du xiangqi » in Hunsmann, M., et Kapp, S., *Devenir chercheur, Ecrire une thèse en sciences sociales*, Paris, Editions EHESS

Wyczykier, G. (2009). Sobre procesos de autogestión y recolectivización laboral en la Argentina actual. *Polis. Revista Latinoamericana*, (24)

Annexes :

1 - Manifestations du MNER.



2 – Créditos.

- Este vale no constituye medio de pago.
- Solo vale como elemento de INTERCAMBIO.
- Prohibido negociar, cobrar comisiones o canjear por dinero.
- Solo es válido para miembros activos de la Red Solidaria de Trueque.
- No se usa dinero dentro de la Red Global.
- Hacer válidas estas reglas es tener honestidad hacia la Red Global y hacia nosotros mismos.

*El día que aprendamos a ceder
empegaremos a ser.*

Sello

3 - Monnaie provinciale.



4 - Logo du MNER.



5 - Logo du MNFRT.



6 - Devanture de l'IMPA.



7 - Logo de la Facta.



8 - Manifestation des travailleurs de l'hôtel BAUEN.



9 - Logo de la *Moneda Par*



10 - Entretien Presidente de Contiente y tesorera.

- Qué edad tenés ?
- 54 años
- Y tus padres qué hacían ?
- Bueno mi madre trabajaba en el campo, y mi padre, también. Después de los 30 años mi madre se separó y se vino a Buenos Aires.
- En qué año más o menos ?
- En el 67, tenía más o menos 7 años.
- O sea que vos naciste en Buenos Aires ?
- No, yo soy entrerriano.
- Entonces el liceo lo hiciste en Buenos Aires ?
- Aca en Buenos Aires.
- Y después qué hiciste ?
- Bueno yo a los 12 años ya empecé a trabajar. Trabajaba de 8 a 4 y de 6 a 10 hacia el secundario. Era lo que se acostumbraba antes, no como ahora que empiezan a trabajar después de la universidad. Era otra época, la mayoría hacia eso.
- Y cuando terminaste el liceo ?
- BUeno, yo empecé a trabajar en lo que es pintura. Hace más de 30 años que estoy en lo que es pintura. No solamente aca, sino que también trabajaba en lo que es pintura para automotor.
- O sea que antes de integrar la cooperativa estabas en otra fábrica ?
- No, aca mismo, porque la mayoría hace más de 20 años que estamos. Con la sociedad anónima, y luego hace 5 años que estamos con la cooperativa.
- Y cuánto hace que sos presidente ?
- Y desde que empezó la aventura.
- Y qué decide un presidente la cooperativa ?
- (tesorera) el consejo de administración... puedo contestar yo ?
- Si, claro
- En realidad cuando se conformó la cooperativa el fue digamos el propulsor de la cooperativa. En un principio éramos siete personas que quedamos de la sociedad anónima que hicimos traspasar a cooperativa, y habíamos un par que no podíamos ejercer ningún tipo de cargos, por problemas personales. Entonces él al ser el propulsor de la cooperativa se lo eligió presidente.
- Y con todo el tema de la gestión ? Nunca habías hecho gestión antes no ?
- No, con todo el tema de la gestión nos dio una mano Carlos Ortiz.
- **Aaah de ahí la importancia de la federación.**
- **Claro, nos dieron bastante rápido la seguridad jurídica, la matrícula.**
- **Ya estaba la ley de cooperativas ? Se hizo en el 2003 no ?**
- (Dudas) y, nosotros empezamos en el 2009, pero fue en el 2003 creo, si. Pero empezamos en el 2009. A final del 2009 ya teníamos matrícula todo. Fue duro no ? Estábamos sin prácticamente nada no ? Con

deudas nada mas, y sin respaldo economico sin nada. Eso es dificil pero de a poquito empezamos a recuperarnos.

- Y con las deudas ? Como haces ?
- Bueno con todo lo que esservicios tuvimos que recuperar todo. Todo lo que es luz, gaz, electricidad, telefono...
- Osea eran las deudas de la SA y las transpasaron a la cooperativa ?
- Y si, sino... osea el telefono en realidad lo habian cortado, internet, el gaz tambien.
- Como una fabrica que quiebra puede seguir funcionando en autogestion ?
- Tuvimos un poco de suerte, aca habia un poco de ma teria prima, y habian productos terminados. Basicamente se fundamenta en una buena administracion. El dueño de lo que era la SA hacia malgasto, no solo en cuanto al dinero sino tambien en cuanto a los clientes porque tambien el otro dia hablando contaba el caso de una empresa en particular que siempre nos ha comprado un producto, y le ha entregado a lo largo de los años como 6 o 7 distintas clases de productos. Se hacia pintura con lo que habia, no con lo que pedia. Y asi se perdieron un monton de clientes. No habia una conducta, una linea de trabajo. NOsotros empezamos de cero. Sacamos una lista de precios, se costeo, y empezamos a fabricar realmente lo que el cliente queria. Apostamos a la calidad. Y bueno, una buena administracion. El dueño, lo primero que hacia, era sentarse aca, llevarse la plata e irse. Te das cuenta que asi no hay administracion posible. Fué asi hasta que no se pudo mas.
- Acerca del funcionamiento de la cooperativa : con qué frecuencia se hacen elecciones, o asambleas ?
- Asambleas un a vez pormes.
- Es por ley ? O por reglamento interno ?
- No, es por ley en realidad. En realidad hay cooperativas que no lo hacen. Es para informar o poner al tanto a los socios sobre las cosas mas importantes que van aconteciendo. Imaginate que si tenemos que hacer una reunion por todas las pequeñas cosas que hay que hacer viviriamos en reuniones. Nosotros, lo que tomamos por costumbre los viernes es hacer un asado y juntarnos a charlar. Siempre surgen cuestiones administrativas que hay que informar, o ponele ellos en fabrica nos comentas cuestiones de las que debemos estar al tanto. El tema de la eleccion de autoridades se hace todo los años. Y por el momento siempre se me ha reelegido. Estoy como Cristina (risas).
- (femme) y en el puesto de contabilidad, siempre hice el trabajo yo, pero ahora voy a asumir porque el que estaba renuncia.
- Pero vos estudiaste contabilidad o fuiste aprendiendo sobre la marcha ?
- Empecé la carrera pero no la terminé, igual estoy aprendiendo.
- Bueno contame un poco el proceso de recuperacion de la cooperativa.
- **En el 2008 ya veniamos de 10 o 15 años que se veia que se daba cada vez un paso hacia atras. Fallecio el dueño y el hijo no estaba preparado. La parte de administracion para mi la manejaba mal, y fué llevando de deuda en deuda hasta que un momento no se pudo mas. Le preguntamos qué iba a hacer, nos contesto que no podia hacer nada. Hacia cuatro años que le deciamos « por qué no podemos formar una cooperativa ? ». El no queria resignarse. El no podia pertenecer a la cooperativa por el tema de todas las deudas que él tenia con todos. Por ley no puede formar parte de la cooperativa. Se considera fraude. EL acuerdo que se hizo fue un comodato : no cedio el usufructo del lugar y de las maquinas por 15 años a cambio de las deudas que él tenia con nosotros. Sueldos, indemnizaciones, aportes...**
- **Si no hubiera habido deuda, no hubiera sido tan facil que ceda en ese acuerdo no ?**
- **Y no. Yo creo que al ser muy presionado por la abogada nuestra no le quedo otra. Nosotros no le pagamos el alquiler y él no nos paga todo lo que nos debía.**
- Siente que desde que recuperaron la fabrica estan en un modo de produccion alternativo ? Se discute eso entre ustedes, o lo viven como algo re comun, algo re pragmatico mas que nada ?
- A qué te referis con « produccion alternativa » ?
- A la autogestion, como lo viven ustedes eso ?
- (femme) ahora ya no, pero en un principio fué dificil. Porque te digo, vos pasas a ser un empleado que cumple ordenes a ordenar vos mismo, a autogestionarte y llevar adelante esto. Lo que pasa es que hay gente que ya es muy grande. Y algunos lo siguen viviendo como.. Gente que esta acostumbrada a

trabajar de esa manera. El jefe de fabrica ordena, y los demas cumplen el trabajo. Es muy dificil que por voluntad propia, es dificil de explicar el cambio de rol.

- (presidente) ellos siguen manteniendo el perfil de empleado. Y no es asi, yo no los tengo por qué buscar para darle trabajo si somos todos socios. Ellos tendrian que venir a mi cuando terminaron un trabajo y decirme bueno, terminé esto. Es una rutina, una costumbre.

No quedaron los vendedores, ni la parte tecnica. Yo trabajé años atras en el laboratorio, entonces eso lo suplementamos. El trabajo en si lo conocemos. Por ahi tenemos un deficit en la parte comercial. Ese mismo deficit lo tuvo la SA. Nunca logro una buena parte comercial.

- Veo que generalmente en el ambiente cooperativo la gente es mas bien de izquierda. Como lo explican eso ?
- (femme) no sé, no sé decirte...
- Le ven alguna conexion ?
- (presidente) La verdad que yo no sabria decirte.
- (femme) supongo que en la region, pasa en Uruguay, Brasil, Venezuela... es como una herencia por llamarlo de alguna manera.
- Una herencia ?
- Yo creo que si, porque no hay una explicacion al por qué. Igual te digo, a mi el tema politico mucho no me interesa.
- (presidente) A mi tampoco, no entiendo mucho y no sé mucho asi que no te podria dar una explicacion. Carlitos te podria dar una.
- Y ustedes politicamente en el contexto actual por ejemplo donde se situan ?
- Eeeeh a actualmente ? Con el gobierno.
- Los ayuda el gobierno ?
- Directamente no, pero nos ayudan con las cooperativas. Desde el movimiento. Desde ese lugar si. De hecho ahora estamos gestionando subsidios desde el ministerio del Interior, de Trabajo, para adquirir maquinarias nuevas. **Ahi tambien ingreso FACTA que nos esta ayudando con microcreditos y demas.** Estos subsidios que estamos tomando tiene que ser una parte que viene del Estado y una parte que tiene que ser aporte de la cooperativa.
- Sin el Estado seria imposible ?
- Si, imposible, por el valor de las maquinas. Estamos hablando de un millon de pesos mas o menos por las cuatro maquinas que estamos gestionando. Este gobierno por con el tema del fenomeno de las cooperativas le ha dado mucho impulso. Incluso los municipios, trabajan mucho con las cooperativas. Aca **en Hurlingham** habian creado una cooperativa que nos compraba la pintura a nosotros para pintar las plazas. Creaban fuentes de trabajo para todo el mundo.
- Con el tema de la relacion con otras cooperativas. Como se dibuja el panorama ? Ustedes tienen me acaban de decir como cliente otra cooperativa por ejemplo, qui quizas ya no exista.
- **Tenemos tratos con otras cooperativas, hay varias. Novatec, por ejemplo. Nos compramos entre nosotros. Esa cuestion de cooperativismo.**
- Y si el precio fuera mas elevado ?
- En general no lo es.
- Pero si lo fuera, se comprarian entre ustedes ?
- Y, habria que ver cual seria la diferencia, si es minima no pasa nada, si es mucha ya no. Hay que sobrevivir, nosotros estamos al limite. Pero por lo general son mas bajos.
- Y como se fija un precio ?
- **Y en base al costo, de la materia prima, de los insumos...**
- En base al costo, no en base a la demanda ?
- No, nosotros no, por ahi otro lo hara con la demanda, pero nosotros lo hacemos en base a la materia prima, envase, etiqueta, salarios tambien...
- Y aparte de a otras cooperativas, a quien le venden su produccion ? Tienen muchas empresas privadas que le compran ?
- No muchas, tenemos alguna privada, como LFG, Astor, etc.. Lo que ayuda mucho es la venta al publico. Yo creo que es mas fuerte hoy por hoy lo que es venta al publico que las empresas en general.

El municipio de Moron es el cliente mas grande que nosotros tenemos. Pero no te compra mensualmente, fijo. Con el proceso de elecciones que se va a dar este año, siempre los municipios salen a comprar y a arreglar. No podemos especular igual con eso.

- Y ponele, bueno hay varias cooperativas de pintura, en FACTA incluso. Son competidores en algun sentido no ?
- Si
- Como hacen ?
- Bueno de pintura no tanto, Novatec, Ferro, Casalagua.
- Carlos me hablo de tres, en todo caso en FACTA. Una **es Novatec en Pilar, puede** ser ?
- Si, Novatec.
- Bueno ponele Novatec. Como se reparten el mercado ? Como fijan los precios entre ustedes ?
- No lo que pasa es que nosotros vendemos lo que es local. Las empresas que tenemos tienen que ver en general con lo que es zona oeste o noroeste. Ellos hacen mucho el interior, y le fenden directamente a lo que es ferreteria y pintureria. Es un mercado distinto, por eso te digo, nosotros apostamos mas bien a la venta al publico, porque nuestros costos no son buenos. Tambien tenemos productos especiales que Novatec no hace. Ellos hacen todo lo que es hogar y obras, nosotros hacemos demarcacion, productos estandar, homeables, de todo un poco. Por ahi en esa parte de productos especiales estamos mejor nosotros.
- Se comunican con Novatec ?
- Si tenemos relacion. El tema es el presidente, Juan Carlos que esta en Novatec, yo trabajé con él en otra fabrica de pinturas, una SA, que hacia todos productos para automotor. El trabajo en la SA, me hizo entrar él a mi aca. El se fué y yo quedé aca. Yo a Juan Carlos lo conozco desde hace muchos años.
- Y la relacion con las empresas privadas ? Como los ven a ustedes. Como un peligro, como un socio, como un competidor ?
- No sabria decirte. Generalmente la imagen de las cooperativas, el tema de la organizacion por ejemplo lo ven flojo. Por ahi la imagen de afuera... Nosotros tratamos de hacer todo lo mas equilibrado, lo mas serio posible. No sé las otras cooperativas como seran vistas. Sacando Novatec que yo calculo que tienen trabajo serio tambien habria que ver.
- (Femme) yo creo que en general hay una imagen como distorsionada de lo que es una cooperativa. Te doy un ejemplo : ayer llamo un cliente por un pedido de 5000 pesos. Y dice « podrian tener la gentileza de bonificarlos 20 litros de diluyente ? ». 20 litros de diluyente son 1000 pesos ! Le digo, « mire la realidad es que no estamos tan bien como para poder bonificarle eso ». Y me dice « no son cooperativa ? ». Y qué tiene que ver ? Como que uno tiene que donar, que ceder... Osea somos cooperativa pero no nos regalan nada.
- (lui) Los proveedores por ser cooperativa no nos hacen un descuento.
- (elle) la ventaja que tenemos es que no pagamos impuestos como luz, como ganancia.. ; estamos exentos. Las cooperativas estamos exentos de impuesto bruto y de ganancia.
- Esa es la ley del 73 no ?
- Ah, me mataste. Ahi no sé.
- Y si hubiera un cambio de gobierno por ejemplo. Imaginate que gana Macri. Qué pasaria ? Cortan todo ?
- (elle) Y probablemente saque todo esto.
- (lui) Este pais no sabés. El auge de las cooperativas, le van a seguir dando. Porque sino te vas a encontrar con mucha gente en la calle.
- Se puede decir que ya alcanzaron un cierto peso que hace que vuelen por sus propias alas politicamente ? Osea no se tocan las cooperativas porque.. son algo ya importante ?
- (elle) si, pero si él (Macri) quisiera sacar el tema de la exencion en impuesto bruto o en ganancia puede hacerlo, sin tocar a las cooperativas.
- (lui) ya seria un numerito mas que nosotros tendriamos que soportar. Ahi hacemos la diferencia por ejemplo cuando hacemos una licitacion, como somos exentos en ganancia entonces podemos hacer un precio un poquito mejor.

- Claro. Ustedes recuperan la fabrica en 2009. Entonces ya van 5 años no ? Eso es una duracion de vida promedio, es mucho, es poco ? Osea respecto al resto de las fabricas recuperadas ?
- Yo creo que todas quieren durar todo el tiempo no ? Depende de cada uno. Novatec por ejemplo hace muy poquito que son cooperativa, cuanto hara ? Un año mas o menos.
- Con el tema de empleo, imaginemos que hay un pico de produccion, mañana te piden 10 000 litros de pintura, no les va a dar la produccion : van a emplear gente ?
- (elle) No podemos emplear. Tienes que asociarlos. Ya hemos asociado, eramos siete ahora somos once.
- Osea, legalmente esta prohibido emplear gente como si fueran una empresa comun no ? Y en el caso de que por ejemplo mañana sacar una maquina que hace pintura asi de la nada, y no hace falta casi mano de obra.
- (lui) eeh son socios.
- (moi) Son socios.
- No se pueden tocar, salvo que alguien quiera renunciar por algun motivo, pero no se pueden tocar.
- Osea nunca paso que se eche un socio por ejemplo ?
- No salvo que sea por mala conducta. Aparte es una decision que se toma entre todos, y aparte tenés que hacer una consulta en el INAES también, no es tan sencillo.
- Pero por razones economicas no se echa nunca un socio entonces ?
- Nooo, para nada. Aparte quién lo decide eso ? Todas las decisiones se hacen por votacion y gana la mayoria. En el caso que se debiera echar a alguien esta sujeto a una auditoria del INAES.

11 – Entretien Carmelo

- Qué edad tiene usted ?
- Yo, 54
- Y sus padres qué hacian ? De qué trabajaban sus padres ?
- **Pero qué me vas a investigar a mi, o a...**
- No, pero quiero ver quién hace qué, por qué, en la cooperativa.
- No mis padres estan muertos los dos.
- De qué trabajaban ?
- Laburaban en el campo. Yo soy del interior, no soy de aca. Soy de San Juan. Me vine de San Juan aca por una necesidad. Habia mucha explotacion, y sigue habiendo mucha explotacion de algunos inmigrantes que vinieron, en su mayoria son españoles, nosotros los llamamos gringos.
- Claro
- Que son los que compraron tierras, y tienen (plata) y ahi va la gente a trabajar.
- Osea que usted trabajaba ahi en San Juan ?
- Y los sueldos no son muy buenos.
- Y no, seguro, por eso vino a Buenos Aires no ?
- Y por eso traté de joven decir, voy a ir a ver qué pasa en otro lugar y se me dio por venir para aca. Yo no vine directamente aca (IMPA) porque no conocia a nadie.
- Y qué hacia antes ?
- Yo entré aca, vine de San Juan a aca, y estaba parando en un hotel, y uno siempre se hace amigos. Y ahi conoci a un laburante de IMPA. Y bueno, entro en relacion con él y baah, yo le pregunté, el no me dijo nada. Como yo lo veia con el uniforme que decia IMPA, que el andaba vestido... **si querés te doy una entrevista, porque ahi tengo todo, vos me estas preguntando... eso es lo que no entiendo. Me estas preguntando de mi vida, y vamos a hablar del movimiento de empresas recuperadas, no sé..**
- **Claro porque quiero saber quién integra el movimiento. No cualquiera integra un movimiento de...**
- **Son trabajadores**
- **Pero no cualquier trabajador, aca pasa algo, no cualquiera recupera una fabrica.**
- **Por qué no ?**
- **Por lo que se ve en Argentina, no todos recuperan una fabrica, muchos prefieren, ponele, cobrar la indemnizacion y probar suerte con eso.**

- Y bueno, y (hésitations) y le pregunté, y le dije « donde laburas ? » y laburaba en una metalurgica en una fabrica. Y hay posibilidad de entrar a trabajar ahi ? Y me dijo si, yo te anoto, dame los datos. Porque antes no se usaba el curriculum. Te anotabas y bueno..
- Ya era cooperativa el IMPA en ese entonces no ?
- Si, si por la Historia que cuentan, desde el año 61 es cooperativa. Yo cuando entro aca ya era cooperativa.
- Pero no habia sido recuperada no ? Se recupero en el 96 si no me equivoco ?
- 98
- Como fué ese proceso ?
- Ahora te... y bueno me anotan en la empresa, yo seguia trabajando en la obra de construccion, y un dia el fin de semana me dijo che, mira que me avisaron de ahi de IMPA que vos podés ingresar a trabajar. Asi que que si querés ir... y yo sisi, asi que me anoto y le dije me voy mañana, osea el lunes viste ? Y bueno el dia lunes me presenté, y luego él me fué asesorando y luego los turnos de aca eran rotativos, entonces yo le dije que si, que no tenia problema, nunca habia trabajado de noche pero me viajé 1400km para venir aca, y estaba dispuesto a trabajar en lo que sea.
- Seguro
- Por eso habia abandonado, viste los estudios, hice hasta primer año y después no quise ir a estudiar mas. Y bueno, asi que empece a laburar aca. Ya era cooperativa como te digo. No entré a averiguar qué hacia el uno qué hacia el otro ?
- Y te hicieron socio el primer dia ?
- No, nosotros fuimos tomados terciarizados. Esta cooperativa, por eso te digo, osea, vos me estas preguntando de mi vida y pfff, este... esta cooperativa desde el 61 hasta el 98 que nosotros recuperamos no fué una cooperativa de verdad. Era una cooperativa con el sello para comercializar, y los que dirigian se aprovechaban bien. La historia de IMPA es muy grande, no es que empieza en el 61. Esta empresa es fundada en 1910 con capitales alemanes, hay una historia del carajo. Entonces después, hacia el 45, 46, Peron la estatiza y este... En esa epoca habian cuatro plantas. Esta, Quilmes, que era una aeronautica, Ciudadela y San Martin. Peron estatiza todo eso. Y las convierte en, o ya estaba o era.. ; esta fabrica hacia proyectiles.. laburaba para el ejercito. Hizo aviones, era una empresa del carajo. Y en el año 61 estaba Frondizzi. Frondizzi qué hace ? Se desprende de todo lo que habia estatizado Peron., agarra IMPA como era del Estado y dice no tiene que ser mas del Estado. Y hay que privatizar. Y Quilmes que era la sede, todavia le pertenece a la aeronautica, al ejercito, porque ahi hay pista de aterrizaje, ahi iba a ser el primer aeropuerto aca en la Argentina, que después no se convirtio en la empresa, y hangares, donde guardaban los aviones. Hubo una resistencia por parte de los trabajadores, yo ahi te comento lo que me comentaron, porque yo eso no lo viví, eeh con los gremios metalurgicos y bueno, y habian muchas divisiones. Habian muchos trabajadores que querian seguir bajo patron, vos fijate, si, que sea un patron o, hasta ahi le habia pertenecido al Estado. Y bueno, IMPA estaba, era del Estado, los que conducian esta empresa eran todos militares. Habia gente como el comisario de policia...
- Y ellos quedaron en la cooperativa despues ?
- Claro. Entonces ahi cuando se arma esto de la cooperativa para estos tipos era una oportunidad para ellos mismos. Me imagino, te estoy contando porque no la viví. Integran muchos de ellos, siguen administrando, y de ahi por eso te digo que no era una cooperativa. Y bueno después con el tiempo los fueron sucediendo. Bueno pero la comision que empezo en el 61 no sé qué periodo tuvo, y se quedo muchisimo tiempo.
- Y en el 98 qué paso ?
- Y desde no sé que tiempo hubieron otros que siguieron con la misma idea de produccion. Yo cuando entro en el 82, aca, la fabrica se trabajaba las 24has. Todos los dias salian los camiones llenos de produccion. Y al poco tiempo, nos empezamos a enterar, porque no habian asambleas, no habian reuniones, no se informaba nada, eeh que la empresa estaba endeudandose. Y eso se empezo a sentir en los ingresos, en los salarios. Porque hasta ahi los tipos eran muy puntuales y te pagaban el dia 5. Si llegaba el 5 un fin de semana te pagaban antes. Nunca te pagaban después. Hasta cuando yo entré, bueno al poco tiempo ya no habia esto. El dinero, ya no habia plata, y era porque se iban endeudando, y

ya no te pagaban el 5. Te pagaban el 6, el 7, ya te lo iban estirando. Entonces habia dentro de todo un poco de produccion. Hasta que nos dejaron de pagar. Ahi llego la situacion mas jodida.

- Y eso en qué año fué ?
- En el 82.
- En el 82 ya pasaba eso ?
- Si, si, y bueno, qué hicieron, se hizo un cambio. Era tan estricto todo, habian secrores aca, aca hay 5 sectores. Los 5 sectores de trabajo, esta mantenimiento, esta mecanica esta prensa pomo, esta corrugado y esta papel aluminio. Cada sector de esos tenia un uniforme distinto. Osea ellos te identificaban... te veian a vos y decian ah vos sos un mecanico. Me veian a mi y decian ah yo soy del papel aluminio. Cada uno tenia distintos uniformes de trabajo. Uniformes digo lo que se usa aca, que es una camisa de grafa, con el distintivo siempre decia IMPA, cooperativa, y pantalon digamos del mismo color, zapatos de seguridad. Entonces este .. asi era. Y si vos reclamabas algo te escuchaban y eso pero al otro dia no te llamaban mas. Te llamaban, te pagaban todo y te iba s. Y lo bueno que hicieron estos tipos, porque dentro de esta fabrica hay mucha gente del interior, asi como yo vine de San Juan, aca hay muchos companeros que son de Tucuman, de Entre Rios, del Chaco, de Formosa ... Osea tenés un amplio abanico de distintos lugares. Y vinieron como vine yo, dijeron vamos. Ya te digo yo vine por casualidad. Hay otros companeros que tenian parientes aca y se vinieron. Aca por ejemplo hay muchos tucumanos. De Tucuman vino uno, se quedo agarro la mejorepoca de IMPA, se vino sin nada, se compro su terreno, su casa, entonces cuando iba de vacaciones los parientes lo veian bien vestido, que llevaba plata, que se divertia. Entonces le pidieron el contacto. Los trabajadores no venian despiertos de « aca ». Osea a ser delegados de una fabrica y eso no, venian con otra mentalidad. Eso te digo politicamente y la parte gremial cero. No sabia nada, cuales eran mis derechos como trabajador, lo unico que queria era trabajar y ganar plata nada mas. Y el resto de mis companeros fue exactamente lo mismo.
- Bueno ahora cambio me imagino ?
- Y si, y pero costo. Estee, y no querian tomar gente. Los tipos que estaban laburando no querian tomar gente de Bsas. Porque sabian que les iba a armar un... entendes, porque la gente de aca (se toca la cabeza). Sabian... De hecho algunos se infiltraron y entraron. Y bueno de ahi empieza un poco digamos... Cuando en el 82 yo ingreso al centro de vuelo se hace una movida grande, se desplaza los que ya venian conduciendo, todos los trabajadores creian que esto iba a cambiar, nos equivocamos, porque supuestamente cada uno que queria, se disputaban viste como hace el Estado ? Que dice vos qué quieres ser ? Yo quiero ser politico yo quiero ser diputado y senador yo gobernador. Cualquier cosa para ver como es el manejo de todo. Hacer carrera digamos. Y yo creo que la cabeza de los trabajadores aca..; Sabes porqué ? Porque el presidente y el vice presidente, su stand de vida era altisimo.
- No cobraban todos lo mismo ?
- Noo, la escala era de 4 a 1.
- Y ahora ?
- Cobramos todos iguales. El presidente tenia coche mercedez benz. Es mas, habian armado una empresa una distribuidora, una empresa que se llamaba corrugados para vender bandejas. La montaron ellos, un galpon, se alquilaron, y pusieron a toda la familia ahi. Er auna SA. Ellos mismos se compraban a IMPA, ellos mismos se hacian el favor de venderse la mercaderia mas barata, era un pase de manos. Y eso se siguio dando. Por eso se llego a la situacion que no aguanto mas. Toda la corrupcion que hubo hasta el año 98. En el año 98, nos habian cortado la luz. Antes habian aca casi 400 trabajadores. En el 98 ese numero bajo. Habian 120 trabajadores. Muchos se fueron, no aguantaron porque le empezaron a deber el sueldo, ya los sueldos se empezaron a atrasar, era imposible. La pelota cada vez se hacia mas grande. No solo la deuda con los trabajadores sino tambien con los proveedores. Y eso exploto. Estaba a punto de explotar. Y ahi en el 98 fué que un grupo de companeros donde y participo, decimos aca vamos a recuperar la fabrica. No nos creian, eramos locos.
- Cuantos eran ?
- Eramos 40. Los demas seguian creyendo, y tambien habia mucha gente muy vieja, muy grande
- Lo que veo en el movimiento cooperativo en general es que hay una pequeña minoria que decide recuperar, y que todos los demas estan en la duda.

- Y tienen la esperanza de que el patron va a venir, de que la crisis fuera pasajera, que no es una crisis... se niegan a ver la realidad, de decir bueno mira que estos bajan la cortina. Y bueno nosotros eso nos asusto. Y nos obligo a pelear. Mas alla de locos que estabamos... vos me hablas de si estabamos preparados politicamente no, estaba a cero. Peleaba porque me iba a quedar sin trabajo. Y si vos me preguntas, porque yo tuve, como muchos de los 40 y muchos de los otros, algunos se fueron eh, quedamos 40 nomas. En el 97, 98 nos pagaban 5 pesos por dia, y seguimos aguantando. Y sabes la bronca que te daba ? que vos venias a laburar desde las 6 de la mañana, hasta las 3 de la tarde, hasta las siete las veces que hacias horas extra y decia, a donde esta el trabajo ? Y te daban todos los dias tus 5 pesos. Y vos por ahi te ibas a las 3 y decias quiero agarrar mis 5 pesos y irme a otro lado, a buscar una changa, o hacer cualquier cosa, te tenian hasta las 8 de la noche. Se reian ellos, viste. Todo eso tuvimos que soportar los trabajadores, entonces por eso la bronca y decir « no no puede ser ». Ni sabiamos en qué quilombo nos ibamos a meter. Pero nosotros dijimos vamos a pelear y vamos a recuperar. Y asi fue. En el 98 empezamos a hacer asambleas a escondidas con un grupo muy chico de companeros para ver como revertir la situacion. Los otros companeros no nos acompanaban. Porque todavia seguian con la esperanza de que iban a solucionar el problema. Estos otros chantas le seguian alimentando mas ilusiones y les decian « estos 40 lo que quieren es que la fabrica cierre ». Eso es lo que le metian en la cabeza a los companeros. Bueno nosotros fuimos y conocimos a un abogado primero, que se llama Andrés Gallardo, y despues tuvimos a otro companero que esta ahi, Eduardo Murua, y ahi nosotros les planteamos la situacion como estabamos, ellos Murua y Gallardo vienen de una experiencia si en lo sindical y en lo politico, y Gallardo tambien que era abogado ya venia con una ideologia politica, y bueno nosotros no los fuimos a buscar por eso, los fuimos a buscar por nuestras necesidades de que estabamos en la lona. Queriamos ayuda, y se comprometieron en que nos iban a ayudar. Ni tampoco preguntamos si eran sindicalistas, si eran politicos, no preguntamos nada. Fuimos, y lo primero que necesitabamos era tener asesoramiento legal, osea buscar un abogado. El abogado lo conectamos, le explicamos toda la situacion, el tambien estaba metido, porque vos fijate la casualidad ahi hubo casualidad, porque justo este abogado se encargaba de hacer tramites jubilatorios. Fueron algunos companeros de IMPA, justo cayeron con este abogado, hizo toda una investigacion, y se encontro que aca habia una cosa... que no nos pagaban. Nosotros sabiamos que no nos pagaban pero no nos pagaban aporte jubilatorio, nos sacaron la obra social, nos sacaron todo. Ya te digo nos daban 5 pesos por dia. Y entonces nosotros, justo vinieron unos jubilados, como veian que justo habia un grupo rompiendo las bolas para ver que podiamos hacer, los companeros jubilados le habian comentado al abogado, y el abogado dijo, bueno por qué no hacemos una reunion ? Porque aca no se va a jubilar nadie, van a perder la fabrica, asi que ahi nos conectan, hicimos una reunion y ahi explicamos todo. Estaba al tanto de algo, pero no de todo, cuando nosotros le contamos mas cosas se quedo mas asombrado, entonces ahi nos pregunto cual era el deseo nuestro. Y el deseo nuestro era recuperar todo. Entonces digo bueno vamo a ver si damos una mano, si ustedes estan dispuestos. Si como no, vamos para adelante. Hicimos una reunion ahi en esos años, a fines del 97, no, 98, recién estaba empezando a armarse lo que es el CTA ahora, y ahi fué donde él estaba trabajando, pidio un lugar, y ahi hicimos la primer asamblea y ahi conocimos a Eduardo Murua. Asi fué como los conocimos a ellos. Y ellos dijeron si estabamos dispuestos nosotros a pelear, y en una cooperativa, sea como sea manejada, el poder lo tiene la asamblea. Pero qué significa ? Si quieres hacer un cambio profundo tenés que tener la mayoria, sino estas perdido. Ellos sabian, y nos preguntaron « son mayoria ? » les dijimos que si, les mentimos. Sobre 120 teniamos que ser por lo menos 70, o 65, y eramos 40. Y sabiamos que el resto no nos iba a acompanar. Entonces hicimos un par de reuniones y ahi empezamos. Cuando hacemos la primer reunion y nos ven el numero que le habiamos dicho, nos empezo a contar y bueno... y ahi dijimos, bueno no bajemos los brazos, vamo a abrir el juego. Significa que del otro lado te vas a encontrar con uno que se va a sentar ahi, te va a escuchar y todo y te va a venir y te va a batir todo aca. Bueno esto lo corrimos igual, lo llevamos para adelante, y a la segunda reunion que fuimos, fuimos como 60 o 70. Y sabiamos que habia mucho infiltrado. Aca se sabia el movimiento que nosotros haciamos. A partir de ahi se sabia todo. No nos importaba, estabamos jugados. Entonces ahi bueno se enteraron aca que la cosa venia en serio y que queriamos cambiar y bueno, estuvimos reunidos como unas 3 o 4 veces y a la ultima reunion dijimos vamo a tomar la fabrica porque sino esto se va a enfriar y

no van a haber ganas ni de seguir peleando ni de nada. Así que tomamos la decisión de tomar la fábrica a partir del 98.

- Y ahí qué paso? Hubo orden de desalojo?
- No no porque fué todo como si fuera un pacto entre trabajadores. Fué todo tranquilo. Nos metimos adentro, hicimos la asamblea, ellos no nos querían dar la asamblea, y nos dieron la asamblea, y fuimos... y mira que fuimos hasta democráticos, dijimos presentense ustedes con una lista. Se presentaron, nos presentamos nosotros. Habían 2 listas y ganamos nosotros. Ellos qué hicieron? que fueron unos cobardes, ese día dirigieron la asamblea hasta el momento de votación. Y cuando se conoció la votación que vieron que ellos perdieron, se sentaron enfrente. Cuando vieron cuáles eran los que iban a ser el nuevo consejo de administración pegaron media vuelta y se fueron, y hasta ahora no volvieron. Se fueron solos. Así que bueno esto es más o menos la historia de acá. Y después bueno, empecé a haber muchas cosas acá adentro de IMPA. Uno es la creación de lo que es el MNER, estos compañeros nos aportaron mucho, porque ahí si si vos me quieres no es que soy un lucido en la parte política o en la parte gremial porque todavía me cuesta un montón todavía a pesar de que tengo 54 años todavía tengo que seguir aprendiendo. Y vos todos los días aprendes cosas. Por eso hasta ahora yo estoy recontra conforme y satisfecho de haber hecho todo lo que se hizo acá. Osea que la pelea no fué en vano. Que ni sabíamos, si nos salía al revés no sé qué habría pasado. El sacrificio valió, esto se recuperó de a poco, y bueno y ahí consistió en ver como se instalaba un nuevo método de (derecho) en Argentina, porque en todos estos casos, cuando empecé el movimiento, hubieron reuniones con los sindicatos, pero los sindicatos no la vieron. Claro ellos están en otro negocio, la burocracia sindical siempre... qué van a negociar con estos muchachos que están cagados de hambre. Nosotros negociamos con las empresas grandes. Entendes? Nos ponemos el traje de defender a los trabajadores pero estamos negociando. Pero bueno, nosotros lo hicimos igual, a satisfacción, si quieres llamarlo satisfacción, yo que sé, a esta altura del partido lo que siento es que te vuelvo a repetir que no fué en vano el sacrificio, porque nos costó muchísimo.
- El Estado ayudó en algo?
- No
- Hasta ahora no?
- No más el movimiento está juntándose, haciendo reuniones. Ayer hubo una reunión acá, y para ver porque la parte legal jurídica, la empresa no está en manos de los trabajadores. Eso es lo que nosotros tenemos... Nosotros desde el 98 hasta el 2002, 2003, que fué el quilombo del 2001, ahí se recuperaron muchas fábricas. Yo te digo, el conjunto de los trabajadores, en esos años, la necesidad porque nos pasó igual que a los trabajadores de IMPA, la necesidad de que... y todos estábamos juntos y todos peleábamos. Cuando todos los procesos esos se fueron recuperando, ya fueron, empezaron a trabajar por sí solos, a tener un poder adquisitivo, ingreso de plata se acaba la lucha me entendés? No siguieron peleando. Nosotros les decíamos a los trabajadores, sigamos peleando. Porque sino, si hubiésemos estado juntos, y hubiéramos peleado todos juntos, la ley de expropiación definitiva para todos, salía. Fondos que nosotros habíamos pedido al Estado, tampoco le decíamos al Estado «regálo», era un fondo tipo crédito rotativo. Osea para incorporación de máquinas y capital de trabajo. Vos le dabas a una cooperativa lo que necesitaba realmente para comprar una máquina y para la materia prima para que ellos empezaran a trabajar en serio y estuvieran bien, que no le... que pase cualquier crisis que haya en Argentina, que esos trabajadores estén. Que la soporten que la aguanten a la crisis, y unavez que se recompusieran ellos el compromiso de esa cooperativa es devolver esa plata que le prestó el Estado a ese fondo para que ese fondo esté ya listo y preparado para hayan otros compañeros que lo precisen.
- Sin interés no?
- Si viste el interés que sea, lo que sea. Pero nunca la vio el Estado. Lo que piensan los políticos, de que como nosotros hicimos este proceso desde abajo, el miedo que tienen es que un día vamos a ir por la más grande.
- Es lo que está pasando un poco si no me equivoco con la Tupac en Jujuy?
- Ese es otro tema. Es otra cosa.
- Están más con el gobierno ellos no?

- Se. Osea la lucha aca y porqué se va a ganar la lucha, que es lo que te estaba diciendo, porque el Estado fué muy inteligente y dividio todos los sectores de lucha. Movimiento Piqueteros, nosotros eramos el MNER, y le toco al MNER.
- Qué pasa con las federaciones ?
- Qué hizo ? Inventar esas federaciones, son todos inventos del Estado. Y los companeros... me entendés ? Nosotros no queremos ninguna federacion no queremos nada. El movimiento tiene que estar fuerte desde el comienzo. Como nos costo a todos y seguir peleando. Es la unica forma en que l podes sacar algo al Estado. Cada trabajadores libre de su pensamiento.
- Y cuando recuperan la fabrica, en las discusiones que se daban, tomaron como ejemplo un modelo mas antiguo que se haya dado en Argentina ?
- No
- Osea la recuperaron asi y se fué dando ?
- No, osea lo que se tomo al principio fué la lucha, si quieres llamarlo entre comillas, « el ejemplo de la lucha de los trabajadores ». Nosotros cuando fuimos a cada proceso que recuperamos los trabajadores nos preguntaban cuanto nos van a cobrar. Hasta ahora nos preguntan eso. Nosotros le decimos nada companeros, porque nosotros ya hemos pasado esa situacion. Lo que si les pedimos a ustedes un compromiso, que muchos se olvidaron, por eso estan en la federacion esa que vos nombras, entonces como nosotros les decimos : es un compromiso. Es que ustedes el dia de manana cuando hay otros trabajadores que necesiten que ustedes les den una mano ustedes tienen que estar. Nosotros siempre vamos a estar asi. Ese es el unico « pago » que tienen que hacer. Hasta ahora la mayoría sabe que es asi.
- Digame, qué decide un presidente en una cooperativa ?
- En una cooperativa el pdte es la parte politica, el es la imagen hacia afuera de la cooperativa, y digamos adentro. El es el que tiene la administracion de toda la empresa, y llevarla lo mejor que pueda. Siempre apoyandose digamos en el sentido de no ser soberbio de no ser nada,, apoyarse en los companeros. En este caso el pdte tiene el consejo de administracion, que esta compuesto por el tesorero, el secretario y los vocales. Entonces cuando se discute algo, uno tiene que discutirlo en el consejo de administracion. Aca lo que nosotros hacemos, si son cosas cotidianas, no los vamos a juntar a todos para decir bueno, tenemos que comprar el aluminio, me entendés ? Ahora las grandes decisiones las charlamos tambien en el consejo, tenemos una votacion digamos pero hacemos una asamblea y decimos bueno, qué hacemos ? Porque nosotros por ahi necesitamos vender una maquina y decimos : qué hacemos ? Y si la tenemos que vender porque necesitamos la plata.
- Y hablando de maquinas, imagine que manana hay una demanda enorme de pomos no ? Y sale una maquina que fabrica mil pomos por minuto, con un trabajador. Una empresa privada qué hace ? La compra esa maquina, y despide trabajadores. Ustedes qué harian ?
- **Qué haríamos ? Comprariamos la maquina.**
- **Pero qué pasaria con los que se quedarian sin trabajo ?**
- **No, nadie se quedaria sin trabajo.**
- **Tendrian menos tiempo de trabajo, nada mas ?**
- **Nosotros lo que haríamos, nosotros tenemos ahora todas las maquinas, son todas manuales. La competencia que nosotros tenemos es lo que vos decis. Es digamos una linea. En una linea vos tiras una monedita, que nosotros le decimos al tejo, que se dice especificamente un disco. Le decimos tejo. Es una moneda que se tira aca, y aca ya sale el pomo impreso y con la tapa. Y alla hay un operario que lo embala y lo pone en caja. Y esa maquina asi toda en linea, trabajan dos o tres companeros. En cambio aca nosotros tenemos tres companeros abajo, cinco... y hay como once companeros que hacen... hacemos lo mismo, lo mismo que hace esta maquina, pero por partes. Y como nos hemos quedado en el tiempo, hemos heredado esto, los que han tenido la posibilidad de que esta fabrica sea cada vez mas moderna, no, lo que se dedicaron fué sacarle lo mas que podian, y asi se beneficiaron mucho. Entonces nosotros hemos heredado esto y bueno. Estamos peleando.**
- Es muy dificil comprar una maquina no ?
- En este momento para nosotros si. Qué hacemos ? Nosotros por ahi tenemos ahorrado algo. Pero vos tenés que pensar que si salis de ese ahorro estas en riesgo.
- Y tienen acceso al credito blando ?

- No
- Como se hace para obtener un credito blando para las cooperativas ?
- No nosotros, osea todas las empresas recuperadas no estan sujetos a credito. Todas estan con quiebra y eso.
- Con el tema de los monopolios que hay en Argentina. Me imagino que hay materia prima que viene de un monopolio.
- Nosotros nuestro monopolio es Aluar. Nosotros le hicimos una denuncia a aluar. Por competencia desleal creo que se llama. Qué hicieron los tipos ? No solo son los proveedores de la materia prima sino que se metieron verticalmente.
- Osea que tienen otras fabricas como esta ?
- Exacto, exacto. Entonces nos salieron a joder. Por eso tambien IMPA sufrio todo eso. No solo los que estaban aca, que afanaron, sino que tambien esta empresa... Porque ellos compraron varias empresas como IMPA, porque la idea de ellos era comprar IMPA.
- Se puede comprar una cooperativa ?
- Si, Si, como que no ?
- Y ustedes no vendieron.
- No, por eso fué la lucha nuestra en ese momento. Ya estaba asi el negocio de los que estaban.
- Y hay otras cooperativas que fabrican lo mismo que ustedes ?
- Y si hubieran ? Como se pondrian de acuerdo ?
- Y lo que pasa es que te tenés que sentar a discutir. Por eso te digo el movimiento no supo ni tener cabezas que piensen y que digan bueno a partir de ahora va a se resta la economia nuestra y nosotros... Vos tenés un monton de imprentas que recién ahora a lo ultimo hicieron la red grafica. Pero esa red no funciona como tiene que funcionar.
- Qué es la red grafica ?
- La red grafica es algo como por ejemplo esto... las federaciones, es algo, un sellito que estan agrupadas todas ahi. Pero estan agrupadas para, por el sello, pero no trabajan en esto que yo te digo, por ejemplo las productoras graficas tienen todas maquinas, impresoras para imprimir. Bueno, juntense, hagna una compra entre todas de papel que van a usar para imprimir, juntense, les va a salir mas barato, con la tinta tambien, con un monton de cosas. Si hay una imprenta, no son todas iguales, hay una mas grande, otra mas chica, si la mas grande tiene para hacer un monton de laburo de todo, y dandole a las que estan sin laburo. Vos Preguntas a una, por ejemplo nosotros la primera que recuperamos fué Chilabert, hay veces que esta sin trabajo, y el presidente es un companero de clase, osea como vas a estar sin trabajo ? Si se manejara como se debiera manejar. Es lo que falta tambien viste, una corrdinacion, decir che, por qué no nos juntamos todos para vera quien le vendemos y eso. Pero bueno, es un proceso que hay que seguir puliendo y mejorando.
- Yo lei en la Historia del MNER que nacio en los 90, después se disolvio, y volvio ahora no ?
- No, en el 99,
- Claro, pero hubo un periodo en que no estaba vigente ?
- El Movimiento empieza en el 99. A partir de la recuperacion en el 98 de IMPA. Al año siguiente se planteaba esto. La idea fué mas bien de companeros como el que te digo, Murua, eeh se planteaba de que ellos estaban adelantando de que iba a haber una crisis, pero no se sabia en qué momento, cuando. Cayo en el 2001. Y que iban a haber muchos desocupados, que tenían que estar atentos, y no se imaginaban como iba a ser el proceso de todo eso. Entonces hicimos reuniones, se acercaron algunos companeros, la primera que vino, la primera, que fué en el 2001, fué Chilabert, esa fué la 1^{er} recuperada. Osea IMPA fué la primera pero después tomando el sacrificio, el trabajo que hicieron los trabajadores de IMPA, dijeron ustedes pueden. Y se demostro que se podia. Después vino otra que fue Celco, y bueno, después empezaron a sumarse las demas, que siempre iban los trabajadores de IMPA, a apoyarlos, no solo para poner el cuerpo para pelear con la policia, ayudarlos a sacar la expropiacion, porque en ese momento no habia ley de expropiacion..
- Salio en el 2003 no ? Hoy, por qué no esta vigente aca en IMPA por ejemplo la ley de expropiacion ?
- Porque aca, es todo politico. Aca hay un juez, federal, como quieren destruir lo que es el MNER, quieren decir : « ven que este ejemplo no sirve ? ». Entonces tenes de alguna u otra manera, hacerlo

pelota. Entonces como vos le estas demostrando que te vienen, te cagan a palos, te pelean, te arrestan, y vos seguís, y vos seguís, y vos seguís... Después se cansan y se preguntan « como carajo hay que hacer para matar a estos tipos ? ». No les conviene apoyarnos. Vos fijate qué locura, en el 2001, que fué lo peor de aca, vos al Estado le resolviste un problema.

- Si, la desocupacion.
- Claro. Y con mano de obra mucho mas barata que si fuera un empresario. No apoyan al movimiento porque no les conviene que suba politicamente. Qué hizo el gobierno kirchnerista ? Destruir, ya te digo, no solo todo el nucleo, ya se iban formando nucleos de lucha, los fué dividiendo. Vos mira un movimiento Piquetero ahora, fijate en cuantos pedacitos esta dividido. Esta en 20 mil pedacitos. Y el grueso de los, digamos si quieres llamarle dirigentes, los chupo el Estado, y estan ahí chupando, bue... no te voy a decir.
- Yo ahora apago esto.

12 - Premier entretien Murua.

- Puede contarme como fué el movimiento en sus inicios ?
- Esto tiene que ver con la situacion que ha atravesado el pais a mediados de los 90. Si bien la destruccion del aparato productivo aparece en los 70 como en todo el mundo, la guerra que hay contra todo el movimiento obrero mundial, el capitulo en Argentina empieza muy fuertemente con la dictadura militar. Instalada la dictadura militar y la continuidad democratica del modelo de destruccion de la industria y de generar de Argentina un pais agro exportador genera que a mediados de los 90 la situacion se profundice, y llegamos a tener casi un 40, 45% de desocupacion. Eso acompañado de toda una bateria de leyes de flexibilizacion laboral, pero también de cambios en las leyes comerciales. Argentina tenia una ley comercial que de alguna manera era progresiva porque por lo menos los trabajadores cuando se liquidaba una empresa cobraban su indemnizacion. Los primeros que cobraban iban a ser los trabajadores. A partir de los 90 se cambia ese mecanismo legal, se benefician los bancos y los que tenian prenda sobre los edificios y sobre las maquinas, osea que los trabajadores no solamente iban a quedar desempleados sino que no iban a cobrar nada. Con un condimento mayor que era que en Argentina no existia ni existe un seguro de paro como existe en Europa no ? Entonces era un cocktail casi perfecto para armar otra cosa no ? Para colmo, a eso le agregas que los que veniamos en la militancia sindical ya no teniamos casi instrumentos para la lucha sindical, porque con un 40% de desocupacion es muy dificil el enfrentamiento con la patronal, ca si todos los conflictos se perdian. A partir de eso, un grupo de companeros que eramos opositores a la burocracia sindical en el gremio de la UOM, que son los metalurgicos. Nosotros empezamos a plantear el tema de poder ocupar las fabricas y ponerlas a producir.
- En qué año fué eso ?
- Eso fue en el 96, 97, cuando empezamos a discutir : « che podemos hacerlo no ? », que era la charla que podiamos hacer. Aparecen dos conflictos en capital federal donde nosotros conducimos el conflicto, tomamos la fabrica, pero ahí aparecieron cuando vieron que tomamos la fabrica, aparecieron los bancos en un caso y la patronal en el otro, poniendole la plata de la indemnizacion a los trabajadores, y los trabajadores eligieron tomar la indemnizacion (MODELO FRANCIA SIGLO XIX).
- Qué fabricas fueron ?
- Lassi, y Safratti. Una era de circuitos impresos, que laburaba para Siemens, que era Lassi, y Safratti hacia puntas de eje para Toyota, para la Ford y todas esas cosas. Esa experiencia hace que por lo menos, el conflicto, si querés, de alguna manera lo ganamos igual, porque los companeros no iban a cobrar nada y en este caso después cobraron, pero, no avanzamos en la recuperacion. En el año 98, en mayo, en realidad en Abril del 98, aparece el conflicto de IMPA, los trabajadores de IMPA nos vienen a ver, a la agrupacion, a contamos lo que estaba pasando del vaciamiento de la empresa, y ahí nosotros le dijimos bueno, nosotros vamos a darle una mano, que queremos ver que es lo que estaba pasando, la empresa todavia no estaba en quiebra sino en un concurso de acreedores, y habia un intento de vaciamiento. Pero nosotros dijimos bueno, vamo a ver, porque capaz que si nos metemos en conflicto la cagamos peor, y va a ser una quiebra y esas cosas, queremos ver quiénes son que la estan manejando,

capaz que la estaban manejando como podian, y si le metemos en conflicto capaz que la jodemos peor. Pero bueno, vimos las caras de los que conducian aca, y todo eso y que a los trabajadores se los trataba como perros y bueno dijimos vamos a ocupar la fabrica, la ocupamos en mayo del 98, el 22 de mayo del 98 conformamos la cooperativa, el nuevo CA, en una asamblea, y nos pusimos a trabajar, aca fué muy dificil porque no habia experiencia de ocupacion de fabrica. Aca no aparecio ningun banco, ninguna plata (CUANTO MAS HAYAN MAS PUEDEN HABER ? MOVIMIENTO DE INERCIA ?) no hubo ese problema. El problema era ponerla en funcionamiento. Ya no tenia luz, los servicios cortados, no tenia nada materia prima. Lo unico que habia era 40 trabajadores que en ese momento creo que fueron los que resistieron, mas algunos companeros que venian de la militancia sindical y politica que nos sumamos y bueno, dijimos vamos para adelante, pero no sabiamos como iba a resultar. Tal es asi que mira una cosa de lo que nosotros planteabamos en las mesas de café, planteando el nuevo metodo de lucha, la verdad los companeros nos ensenaron a nosotros que si se podia no ? Una cosa hay que decirlo, los companeros con mucho sacrificio, se tuvo que recuperar el capital de trabajo, hubo que recuperar clientes, proveedores, fué mucho trabajo todo, no ? Andaba todo perdido.

- Quién se encarga de reponer la empresa en el circuito comercial ?
- Los trabajadores mismos, y también aca fueron los trabajadores mas un grupo de companeros que veniamos de la militancia.
- Osea ustedes jugaron un rol importante también no ?
- Si, si yo creo que si. La conjuncion... eso fué muy importante, no solamente para IMPA que ahi trabajamos juntos, trabajadores y los companeros que veniamos de la militancia laburaban mucho tiempo, desde las 6 de la manana hasta las 12 de la noche todos los putos dias, y otro elemento muy importante fué para afuera. También que de IMPA se haya recuperado la forma en que se recuperan trabajadores y militantes, sirvio para que este ejemplo que se estaba dando ahi en IMPA, sirviera como un foco a todas las demas empresas recuperadas. Pore se lado beneficio el tema este de que seamos militantes junto a los trabajadores. Cumplimos un rol que iba a la par del esfuerzo de cada trabajador. Sin las dos cosas no hubiera funcionado. Sin la audacia de que nosotros somos locos y todo eso y de lo que veniamos aprendiendo de la militancia, y todos los conocimientos que teniamos, y todos los contactos que teniamos nos permitieron algunas cosas, pero sin la voluntad de los trabajadores hubiera sido imposible levantar. Yo creo que el aporte de los trabajadores siempre es mas importante. Si ellos no hubieran aguantado todo eso, por mas que nosotros les tiremos ideas, no alcanzaba.
- El movimiento entonces nace en los 90.
- Si, nosotros recuperamos el 22 de mayo del 98 IMPA. Esta es la 1^{er} recuperada del pais.
- Y despues ? como evoluciona el movimiento ?
- Y nosotros ya a fines del 98 y principios del 99 creamos un espacio de participacion de organizaciones hermanas, que se llamaba Movimiento Popular por la Economia Social. Que ahi no estaban todas las empresas recuperadas porque no habian, recién se estaban armando otras empresas, habia una en Rosario que era Cotravi, se habia recuperado el supermercado Tigre, entonces nosotros en lo que convocabamos en este Movimiento por la Economia Social era otras cooperativas, otra experiencia cooperativa, cooperativas de vivienda, de autoconstruccion, de servicios, otra que era una vieja coop que se habia armado en los 60 que era una coop grafica, y con eso con los que ideologicamente estabamos mas cerca, conformamos el Movimiento Popular por la Economia Social, que en realidad planteaba una demanda hacia el Estado para el reconocimiento de estas nuevas formas de generacion de empleo. Qué pasa, te decia, esto se fué dinamizando, la situacion economica del pais se iba profundizando para mal, entonces se iban cerrando mas fabricas y ahi se fueron recuperando mas fabricas. Al hecho, entonces el MOPES, lo que quera el Movimiento Por la Economia Social, quedo como, lo dejamos rezagado ante la lucha permanente por la recuperacion de la empresa y que es lo que termina siendo el Movimiento Nacional Por las Empresas Recuperadas (MNER). En realidad se hablaba todos los dias siempre de la recuperacion, de la lucha, xq cada recuperacion tenia que ver con una **lucha concreta**, poner el cuerpo, pelearse con la cana, organizar la cooperativa, todo lo que significaba, y todo el esfuerzo que le pusimos ahi. Porque la verdad que creiamos que era una necesidad del movimiento obrero argentino y es mas, nosotros creemos que es una necesidad de todos los trabajadores del mundo, digamos nosotros consideramos que el trabajo es el bien mas escaso que hay

hoy, y que va a seguir siendo cada vez mas escaso, por lo menos mientras no salgamos del sistema capitalista, y entonces tenemos que dar esta pelea por la recuperacion, un poco desobedeciendo la orden del capital por quedar desempleado. En el 99 ya trabajamos con el MNER, y eso da en el 2001, hay un quiebre muy importante en toda la economia, que hace que las quiebras crezcan exponencialmente y nosotros también recuperemos muchas mas fabricas.

- Claro, entonces paradójicamente en un ambiente muy poco prospero para los negocios digamos que es el 2001, como llegan a funcionar tantas fabricas recuperadas ?
- El principal motor de esto es la necesidad de los trabajadores de continuar trabajando. Como pueden funcionar las fabricas recuperadas en el 2001 ? Las del 98 que era ya una situacion muy dificil... aca cambian muchas cosas, la autogestion, el reparto equitativo de la renta, que no hay... las empresas capitalistas tienen muchos defectos para... primero el patron que necesita de la plusvalia de los trabajadores, y de una renta extraordinaria que se lleva para afuera no ?
- Se manejan cifras de esa renta ?
- Y por lo menos 60% de la ganancia se la lleva el patron. Que es para pagarle a la amante, para pagarle a esto, lo otro... Adentro de la empresa también tiene amante, tiene la putita de la secretaria, tiene gerente de compra y gerente, de venta que le roban, tiene trabajadores que también le roban, tiene trabajadores que le rompen las maquinas y no se calienta con la produccion, tiene que se quejan como nosotros, si ? Todo eso hace que... tiene como encargado al mas alcahuete y no el que mas sabe, que se yo. Todo ese condimento hace que una empresa que vos decis, che el patron se tuvo que ir... Y también hay una verdad, que el patron venia perdiendo o no invirtiendo, se llevaba mucha ganancia, y aparte dejaba deuda. Entonces a medida que avanzaba el crecimiento de esa deuda hacia imposible la continuidad si ? No es que la empresa nosotros la agarramos sin posibilidad que tenga ganancia. Tenia ganancia, lo que no podia hacer el patron era llevarse la misma que se llevaba antes, ni pagar la deuda que habia acumulado, se entiende ? Pero no es que en el momento que la agarramos no dejaba nada. Sino no se entiende, como vos bien preguntas, si ? Si nosotros tendríamos que pagar la deuda que tenia la empresa, financieramente estábamos muertos se entiende ?
- Si... y en ese entonces, lo que pude leer también es que el sector financiero era mas rentable que el sector real, que los patrones argentinos preferian invertir en bolsa,
- Na, eso es una gran mentira de los capitalistas ahora y de alguna izquierda boluda que piensa que solamente el problema es que el capital se ha convertido en capital financiero y que no importa el capital productivo. En realidad el capital es el mismo siempre, el capital financiero lo que ha hecho en definitiva en el mundo es lograr que se estiren mas los plazos, estando, papelito, recontra papelito, bono, recontra bono, que gracias a esos yupis el mundo sigue pensando que esto funciona. Risas. Digamos porque eso fué un cliché del sector capitalista desarrollista, que plantea que el problema no es el capitalismo, sino que el problema es el sector financiero, que avanza sobre el capital industrial, ta ? Cuando en realidad todos dan perdida.
- Tuve la oportunidad de leer un poco la descripcion del MNER en su pagina de facebook, y me sorprendio ver que decian que el movimiento habia casi desaparecido y que vuelven ahora.
- Naa, el movimiento mira, yo te digo, lo principal... nosotros tuvimos una etapa muy fuerte de crecimiento hasta el año 2005, **ahi nosotros nos fuimos a un enfrentamiento muy fuerte con el gobierno nacional, nuestro movimiento era conducido por este sector, nuestra organizacion social, independientemente de las reivindicaciones que nosotros teniamos, a diferencia de otras organizaciones sociales meramente reivindicativas, como el sindicato, nosotros planteabamos no solamente nuestras reivindicaciones sino que las mas entidades de nuestro pueblo , también en las cuestiones de la deuda externa, de las proteccion de los recursos naturales, la recuperacion de YPF... Dentro de nuestra organizacion, una organizacion grande, habian varias lineas en el momento. Nosotros conduciamos todo pero cuando damos un enfrentamiento muy fuerte con el gobierno, por ejemplo llegué a ocupar la oficina de la Casa Rosada del secretario privado del presidente, en el 2005, en el 2004 yo habia estado con el presidente de la Nacion, explicandole las necesidades del Estado de tener una politica a favor de la recuperacion de empresas, es mas, le planteé como habia que hacerlo, le llevé todos los numeros de cuanto le salia al Estado recuperar un empleo asi, le llevé todos los numeros, cuanto le salia al sector privado o al Estado recuperarlo de una u otra forma**

de la manera clasica, le expliqué las leyes que necesitabamos, los fondos que necesitabamos para que eso funcione, y que no funcione solamente a base de sacrificio de los trabajadores, y le dije al presidente de la nacion, la verdad que si ustedes hacen esto nosotros nos retiramos, no vamo a tirar piedra por otro lado. Si el Estado tiene una politica, que la haga el Estado.

- Tiene todavia esos numeros disponibles ?
- Si, los tengo, pero centralmente es facil, hoy por hoy crear un puesto de trabajo en cualquier parte del mundo, bueno vos sos europeo, hoy sale, hoy generar un puesto de trabajo genuino en Europa sale 450 000 euros. En EEUU, 330 000 dolares, y en argentina sale 2 millones de pesos, 2 millones 200 o 300. De pesos, que eso vendria a ser, segun el dolar que quieras, 300 000 dolares si ? Eso es lo que cualquier empresa capitalista seria necesita invertir para que enter un solo trabajador. Nosotros qué deciamos ? Nosotros estamos convencidos que con solamente 300 000 pesos, por qué ? Porque nosotros teniamos fabricas cerradas con maquinas adentro si ? Y los trabajadores afuera. Lo unico que teniamos que hacerera incorporar los trabajadores, y para colmo esa maquinaria y esas propiedades, estaban casi todas en manos de bancos oficiales, o con deuda del Estado. Que las podia capitalizar el Estado. Se entiende lo que digo ?
- Si, si por supuesto.
- Bancos provinciales... todos los patrones capitalistas se endeudan con el Estado. Lo primero que no pagan son los impuestos, los creditos que les dan los bancos oficiales. Entonces cuando termina esa masa de deuda que tenia esa empresa capitalista, es 40% con los trabajadores, 40% con el Estado, 20% a los privados. Osea que nosotros, capitalizando lo que se le debe al Estado y a los trabajadores nos quedabamos con la empresa. Y dotandolo de un capital de trabajo pequeno de 300 000 pesos hoy, por ejemplo, por cada puesto de trabajo nosotros podiamos generar capital de trabajo necesario para salir y no tener que sufrir...
- Como se llega a esa cifra ?
- La cifra tiene que ver con el espacio fisico, con la maquinaria que tenés que instalar, y con el trabajador que tiene que generar 25 000 dolares mensuales para que eso sea productivo, se entiende ?
- Osea es el total del capital sobre la cantidad de puestos de trabajo ?
- Osea vos decis en una privada ? Claro, claro. Vos tenés que contar que tenés que comprar ma fabrica, bah, los metros, después tenés que comprar la maquinaria, y ese trabajador que te... eeh la maquinaria, hoy el trabajo... cual es el problema del capitalismo hoy ? Que el trabajo muerto ha superado el trabajo vivo. Ta claro ? Ahi se le acabo la ganancia. Si el trabajo muerto supera el trabajo vivo, que es del unico lugar que sale la ganancia, segun Marx y segun yo, que no soy nadie, no puede haber ganancia. Eso es lo que trata, el sistema, el poder, y los progresistas, y los de derecha, y los de izquierda, tratan de mantener la ficcion de que existe o no existe, de que hay un monton de ricos que son malos y que nos llevan toda la plata y toda esa gilada, no, nadie discute que hay sectores que viven mucho mejor que otros, pero en realidad el problema que esta pasando es que se le acabo la ganancia. Cuando se acaba la ganancia hay que generar ficcion, mantener la ficcion. Pero igual yo ahi me meti en otro quilombo.
- No, no, me interesa mucho
- Bueno, osea, mas que sos sociologo, osea no es joda mantener una sociedad viviendo en una mentira, la mentira mas perfecta si ? Creyendo que hay trabajadores que generan ganancia, creyendo que hay jueces, creyendo que hay abogados, creyendo que hay politicos, si es todo una mentira, que la Iglesia... todo una gran mentira, lo unico que existe de verdad son los pobres. Los pobres, eso es la unica verdad, lo otro es mentira. Vos ni los necesitas. Vos fijate que hay un monton de trabajo improductivo, que es superior en 20 veces al trabajo productivo. Osea ya casi ni existe el trabajo productivo. Hoy si hay 700, debe haber 900 millones de trabajos productivos nada mas. Para que vivamos 6 000 millones. Después hay que ver, hay un pibe que lleva una pizza a tu casa y dicen que es un trabajador. Eso qué plusvalia puede dejar ? Y claro el boludo que es un laburante dice « uuh soy un gran señor xq me trajeron la pizza a mi casa ». Y al otro le pasean el perro. Aca en Argentina, hay gente que pasea perros. Y para colmo para el sistema eso es un trabajador. Ahora muchachos, eso no puede dar ganancia ta ? Eso no genera nada. Eso no es producto bruto no es nada. Pero bueno, es todo un sistema de simulacion para mantener la mentira. Es mas, nosotros somos parte de eso. Los trabajadores autogestionados también somos parte de eso. Vos fijate, en Argentina existen 3 fabricas de pomos de aluminio. En Argentina se consumen

118 millones de pomos al año. Nosotros hacemos 10, otro hace 20, el otro hace 25, son 55. Osea que 60 millones son importados. Pero vos hoy, con un millón 200 mil euros, comprás una máquina automática para que laburen 10 personas, y hacés los 120 millones. Con dos pesos, entendés ?

- Ahora qué pasaría si se incorporan esas máquinas ?
- Bueno se van a echar un montón de trabajadores.
- Una cooperativa no puede echar trabajadores.
- Bueno, nosotros no tendríamos problema, nosotros jugamos al truco y nos llevamos la rentabilidad y listo. Es más, nosotros somos bastante conservadores, por lo menos yo, y eso siempre lo discuto con los compañeros, cuando acá hubo más pedido que lo que podíamos hacer, y todos pensábamos que si hacemos más vamos a ganar más, y decía, no no tomemos compañeros porque yo si voy a tomar compañeros cuando sepa que voy a tener la buro para siempre. Ahora no voy a tomar un compañero para 2 meses ni 3 meses y después decirle yo che te tens que ir eh. Si lo tomamos lo bancamos. Acá entra y no se va. Entonces cada decisión, de tomar gente, lo tenés que hacer muy concientemente. Y nosotros preferimos bajarnos el salario, por lo menos en esta cooperativa, no quiero decir que sea en todos lados ni en todas las empresas recuperadas. Acá elegimos ganar todos iguales. Desde la compañera que está en portería hasta el compañero que está gerenciando, hasta el compañero que está en máquina. Yo soy el más duro con el tema que ganemos todos iguales. A mí eso me permite una autoridad moral con los compañeros que dirigimos sobre los demás compañeros que no tendríamos si nosotros ganáramos 2 veces más. Xq me podrían decir ah vos como no necesitás entonces ahorras. También la estratificación en el empleo que tienen las cooperativas. También no es fácil el cambio de roles. Entonces a mí me parecía que si no era fácil el cambio de roles entonces es injusto de permanecer con el tema de las categorías. Porque si yo al compañero no le puedo dar la oportunidad de cambiar de categoría, o de crecer y de avanzar más, también es injusto que le deje el sueldo más bajo que a los otros compañeros. También es verdad que estamos explotando que es común de todos. Nosotros tomamos la fábrica que es de todos entonces la plata no sale solamente del trabajo humano, sino que también del trabajo muerto. Que eso es lo más difícil de explicarle a los compañeros. Pero que ese es el capital de conjunto. Entonces la categoría tenía que ver con el saber nada más. Entonces como hacés eso ? Cual tiene que llevar más y cual tiene que saber menos ? No tendría que haber esa diferencia de categorías por lo menos tan alta como había. Porque los dueños, los que utilizamos las cosas, los hicimos entre todos. Como definir como que uno sabe más. Pero después en la pelea quien pelea más ? Porque acá hubo que resistir cuando venía la cana, acá hay que resistir con el juez, acá hay que hacer no solamente pomos sino que hay que hacer política. Entonces como definís esas categorías distintas ? Se entiende ? Yo hice una tabla porque muchas veces lo, así en joda discutir el tema de estímulo moral y estímulo material. Muchos compañeros me han venido a plantear « che gordo yo soy el que siempre me quedo, el que más sé de la máquina, el que más me rompo el culo, él que si tenemos que salir a la calle... y yo gano igual que a aquel que se hace el boludo ». Y le decía bueno, pero loco vos tenés más conocimiento de lo que está pasando, vos estás participando, te la tenés que bancar con eso. Y el Che en realidad, cuando planteaba la diferencia de estímulo moral y material terminaba siendo de alguna manera de alguna forma material. Porque él planteaba el tema del estudio, el premio para estudiar, que se yo, que también genera un... digamos si yo tengo que plantear ese estímulo acá, también genera materialmente costos. Y el trabajo voluntario, se puede hacer un día, se puede hacer a veces, pero no es para todos los trabajadores que estamos todo el día en lo mismo. Un burocrata como el Che o como yo podría decir yo hoy hago trabajo voluntario voy a hacer un pomito, pero no es para el trabajador que hace pomitos decirle seguí haciendo trabajo voluntario. Es lo que se hacía en Cuba. No exigimos eso, aunque se haga. Yo cobro mis horarios acá, y hago un montón de cosas comerciales y administrativas por IMPA y no lo cobro.
- Claro, todos esos conceptos son de economía marxista no ?
- No sé
- Donde los aprendió ?
- De ahí, qué se yo... te formás. Yo vengo del peronismo montonero. Algunas cosas de Marx la aplico. Yo le he hecho una carta a Perón al Che a Evita y a Marx. Yo creo que nosotros juntamos todo eso. De la práctica de conducción de Perón, con la pasión que le ponía Evita, con la ciencia de Marx, y con la

voluntad del Che, y todo eso. Con la pelea por los pobres, si quieres lo agregamos a Jesus. Y si tenemos un defecto es que quizás no somos lo suficientemente solidarios con nuestros sectores que están más perjudicados. Las categorías que te decía, de trabajo muerto trabajo vivo, la ganancia, son categorías marxistas. Esto no se enseña la facultad, vivimos en una gran mentira y nadie quiere descubrirse. Ayer hubo un paro en el país, con la consigna que era « no al impuesto a la ganancia ». Es una locura, los sectores que más están ganando lo hicieron a partir de un acuerdo. El movimiento obrero aristocrático con el gobierno, para que algunos trabajadores gane más que los otros. Un colectivero está ganando 20 000 pesos. Hay un subsidio total del Estado. Cuando ganas más después no querés poner. En vez de parar para subir el mínimo de los trabajadores, que están negociando paritarias hace 12 años, y se quejan que algunos ganen 6000, pero ellos negociaron las paritarias libres con la patronal y en vez de hacerle un paro a las multinacionales y afrontar la patronal no. Se ponen de acuerdo con la patronal que intenta devaluar, y le hacen un par al Estado por un tema de impuesto a la ganancia que de última viene a sacarle algo a los que más ganan para darle a los que menos tienen. Es lo que te decía de la mentira. Yo siempre provoqué a los compañeros, pónete los maestros. Ahora hay salita de cuatro. Los pibes después de 8 años salen sin saber leer. 8 años ! Entendes ? Después 5 años más del medio, son 13, más 6, 19 años para ser abogado, no me rompas las pelotas boludo ! Eso cuánto le costo a la sociedad. Bueno el Estado necesito uniformar a la sociedad. Y también informarla para explotarla en algún momento del sistema capitalista. El Estado ya no necesita eso, pero los manejan para disciplinar y mantener los agentes del Estado. Un 40 por ciento de los pibes en Argentina van al colegio por contención social. Les dan de comer, si no aprende nada no importa. Como no te voy a explotar, qué me calienta que aprendas ? Y además para apretar un botón qué tenés que aprender ? Y esto está institucionalizado, y vos tenés un empleo y te vas acomodando ahí. Y nadie va a decirle la verdad a la gente. Yo creo que nos hacemos los boludos los pobres. Que sabemos cuáles la verdad pero no nos animamos a pelearnos con el poder. En realidad creo que saben, los pobres que si llegan a darse cuenta que es mentira la democracia formal le van a venir con la dictadura. Mejor somos pobres en esta mentira pero no nos matan a palos. Por eso no se revelan. Hay como un miedo al poder. Lo sienten muy poderoso. Y son los únicos que podrían romper con la mentira. Los otros somos todos cómplices, dirigentes,, etc. Todos somos cómplices de una mentira, todos les estamos robando a ese sector que no tiene nada. En Argentina está muy claro. Nosotros tenemos los recursos de la tierra, la soja y las porquerías que vendemos, el petróleo y la minería. Son lo único, y eso es de los 42 millones de argentinos, ¿ta ? Porque eso es territorio. Después todo lo demás está subsidiado.

- La industria también ?
- Claro, no hay industria que gane hoy. En Argentina hoy a un pobre le dan 2000 pesos de un plan trabajar. Al lado de ese pobre vive un metalúrgico que labura en un autoparte, que el Estado le da 6000 pesos para mantener su puesto de trabajo si ? Para cerrar la importación, para hacer todo lo que genera en recursos el Estado para que le devuelvan a las automotrices para que sigan haciendo la porquería de autos que hacen. Y este boludo dice yyy el de acá al lado no trabaja. En definitiva hay un Estado que en definitiva está parando que entren los productos de China, de Brasil... porque sino no podríamos competir. Nosotros estamos 3 veces más caros que China y 2 veces más que Brasil.
- Y todos esos subsidios entonces ? De donde salen ?
- Desde acá, con las retenciones, el impuesto al gasto, todo lo que tiene que ver con lo que dejan los recursos naturales. Y eso que la minería no déjá nada, porque se lleva el 80, te déjá el 10, y el otro 10 vemos. Todos firman.
- Si no firmas que pasa ?
- Si no firmas no te llevas el 10 ! (risas). Pónete la provincia de San Juan. Tenés a todos los morochos pelotudeando que no tienen que hacer. Viene la Gold y te dice vamos a explotar la montaña y te dejamos el 10 que para vos es el 20% del presupuesto. Y vos no lo podés hacer porque no tenés ni la gaita ni la forma de explotarlo, y se hace. Es más, te pelean para que vengan. Todos ofrecen exención impositiva y leyes mejores para que venga la empresa a explotar. Eso es lo que hace el mundo. Y adentro de los países también. La falta de generación de riqueza y la falta de generación de empleo hace que cada vez la clase política más necesita de bajarse los lompas con los grandes capitales. Las multinacionales hacen lo que se les cantan las pelotas.

- Y el tema de las cifras... Donde encontras las fuentes ? Son cosas que para mi son nuevas, como los 6000 de subsidio.
- Las cifras buscalas en el presupuesto nacional. Tienes que hacer una cuenta muy rara, fijarte la cantidad de trabajadores de las automotrices, el tema de autopartes esta bastante complejo, pero haces un acantidad de trabajadores metalurgicos y haces la cantidad de subsidios como vuelve a la industria y dividis. Pero no es facil. No hay partidas especificas. Por ejemplo cada año aparece una ley en el congreso, 1000 millones de dolares a tichin para hacer el gaseoducto, si ? Un subsidio de 1000 millones. Es muy dificil de comprobar xq los tipos lo dibujan. OOh hicimos 1 millon de autos y cuando vas a ver la balanza ves que cada auto, hoy, te puedo asegurar que hacer un auto en el mundo, vas 1000 dolares para atras. Perdes. Las empresas pierden 1000 dolares, pero estan subsidiadas, y se endeudan. Los unicos que sobreviven son los que tienen capacidad de endeudarse. Por eso las fuciones. Mira la Pirelli. Se la tuvieron que vender a los Chinos. Vos vendés una empresa cuando ganas ? HOy 600 empresas multinacionales manejan el 70% del PBI argentino. Y el 75% de las exportaciones. Porqué el empresariado nacional en los 90 vendio las empresas ? No les daban ganancias. Nosotros vivimos algo muy especial. Conocemos la inflacion, en el mundo es al revés, la deflacion. La crisis de sobreproduccion mundial, la guerra de produccion mundial, y la deflacion con recesion. Es lo peor. Los años que vienen China crece un 5 o 6% y todo el mundo cero. O menos uno. Como nuestros paises. Porque se van a quedar con menos recursos, aparte ustedes nos van a comprar las cosas mas baratas. Ahora el esfuerzo toca aca, ya que nos recuperamos. Viste como fué la salida del 2001, fué a partir de una decision internacional, de decir bueno muchachos se nos esta quemando una parte del mundo, algo hay que hacer. Hay que recuperar los Estados capitalistas en este sector, y le permitieron gracias a cambios de los precios relativos de la materia prima que los Estados se recuperaran en alguna forma. Todos hablan de Kirchner. Pero eso fué una politica central a nivel internacional porque en verdad los pueblos estaban quemando la region.
- Los companeros son kirchneristas ?
- Algunos si
- Y la mayoría ?
- La mayoría te diria como el conjunto de nuestro pueblo no cree en la clase politica. Es mas casi ninguno participa de alguna organizacion politica. Capaz que votan hoy en un 60% a K contra un 40 que puede votar a cualquiera. Yo ni voto. Desde el 83 nunca me cobraron una multa.
- Volvamos a las recuperadas. Nos quedamos en el 2005. Qué paso después con el movimiento ?
- **En el 2005 si hay una... El cambio de gobierno del 2003 trajo aparejado en todo el movimiento de las organizaciones sociales de trabajadores de desocupados y barriales todo un debate. Estabamos la mayoría planteaba instertarse dentro del Estado para disputar desde ahi, y lo que nosotros planteabamos en ese momento que eramos minoria, que era seguir manteniendo la calle, la presion sobre los gobiernos que por mas buenos que sean eeh hasta ahi van a beneficiar al gobierno si querian negociar con el poder central. Si el gobierno tiene a todos tirandole piedras, cuando se sientan a negociar le decis largame algo porque con eso los pibes no se conforman. Pero bueno, ya te digo el sector mas grande fué el que intento disputar el Estado desde adentro, el gobierno utiliza una politica vieja pero politica al fin, que era la que planteaba Gramsci de revolucion pacifica,, que era agarrar algo de las reivindicaciones anteriores y transformalras en pequenas prevendas sacandole el contenido revolucionario, y eso hizo que desmosvilizara a la clase obrera.**
- Bueno era lo que le reprochaban a Peron también no ?
- Bueno Peron era al revés, porque no sube con un movimiento obrero organizado, es al révés, para mi Peron fué distinto a pesar que fué una revolucion liberal burguesa y aparte estamos hablando del 45, no del fin del capitalismo, todavia estaba en la etapa del desarrollismo y todo. Y en realidad Peron viene a ser la etapa de desarrollo industrial y hace algo que es fundamental, que integra a un sector de la clase a la vida politica de un pais, quee es toda la clase trabajadora. Qué es el debate que nosotros tenemos con el kirchnerismo y con los companeros ? Que muchos son funcionarios, que habian militado con nosotros. Que el debate es que mientras no haya un movimiento politico que incorpore a los 15, 20 millones de companeros que estan afuera del sistema no va a haber posibilidad de enfrentar al poder

internacional ni al poder local. Peron lo pudo hacer porque incorporo a la clase trabajadora, y porque le dio los beneficios que les dio. Ahora si nosotros no somos capaces de generar mecanismos de distribucion y de inclusion de esos sectores, olvidate que después los puedas enfrentar xq no tenes el poder social de movilizacion para enfrentar a los sectores del poder. En cualquier momento te dan los golpecitos estos, un dia te matan a uno, otro dia te hacen un paro los gordos, olvidate. No tenés a los pobres con vos cagaste.

- Hoy no existe en Argentina un movimiento asi ?
- No hoy ningun sector con posibilidad de ganar plantea esa situacion. La disputa hoy es entre los sectores desarrollistas con participacion del Estado y el sector liberal. Los dos funcionan con la misma logica antigua de que la unica forma de integrarse es el trabajo cuando ya esta muerto.
- Porqué esta muerto hoy ?
- Porque es el problema de la crisis del mundo es de sobreproduccion. Todos los años y cada 10 años se incorporan 70 mil millones de puestos de trabajo, mientras que el crecimiento de la maquinaria y el crecimiento de la ciencia en el trabajo es exponencial. La curva del avance científico es exponencial y la curva de la conciencia de los pueblos es lineal. Si esto hubiera crecido asi, la distribucion seria distinta, o avanzaria menos la ciencia, que no creo. El problema es q avance la conciencia. El tema son los nuevos mecanismos de distribucion. El mecanismo de produccion ya esta, que es la ciencia que avanza exponencialmente. Después el tema es como distribuis esa produccion. Si lo vas a distribuir a base de salarios y como hay cada vez menos trabajadores es imposible que llegue a todos. Hoy el costo de una empresa capitalista seria, una multinacional, es el 4% el costo laboral, no existe entendes ? Entonces no hay forma que distribuyas de ahi. Después se inventan mecanismos como el plan trabajar. Etc. En vez de decir la verdad che esto es lo que hay, distribuyamos de otra forma, el capitalismo esto.. ; hagamos un gran concenso mundial de qué es lo que se puede o no, para no hacer mierda las nuevas generaciones. Hay que discutir eso. Hoy Argentina hace alimentos para 400 millones de personas. Cual es el problema con los 40 millones de argentinos? Hay energia para todos, xq no le llega a todos ? Hay agua para todos, la educacion es lo mas barato que puede haber hoy con las ciencias de la comunicacion, podriamos estudiar todos gratis. Yo lo que digo que el derecho ciudadano, ya en el año 2015 como estamos ya no tendria que ser discutido nisiquiera y ya no deberia estar en el marco del mercado. Alimentacion, salud, educacion, vivienda, esos son cosas que se tiene que encargar la sociedad y el Estado. Después bueno el que quiera tener la lanchita que se la compra, el perfume importado también, que me importa ? Pero hay mecanismos que deberian ser derechos ciudadanos consagrados. Eso te permitiria un grado de libertad tremendo y empezar a discutir otra forma. Y bueno no lo van a hacer porque quieren mantener su poder y eso no lo van a liberar porque eso te imaginas que el mundo no esté pensando todo el día en como va a comer al otro día ? Un tipo que esta 9 horas aca, viaja 4 horas, y después llega a la casa y le ponen al marciano de la television para decirle boludeces, ahi empiezan a pensar todos, en un mundo de libertad, olvidate de capitalismo. O del voto, viste aca todavia hay voto cautivo con las provincias de nuestro pais. Nuestro pais tiene 23 provincias, y 22 van a votar xq la mayoría trabajan para el Estado y estan enganchados de alguna forma con el poder de la oligarquia local.
- (lo llaman por telefono) Quería volver sobre el tema del movimiento. Hoy en día, el movimiento qué relacion tiene con las federaciones ?
- **No con las federaciones casi ninguna. No son federaciones, son un armado paraestatal, nisiquiera tiene representacion entre los companeros. Son unas cosas que armo el Estado para dividir el movimiento.**
- Ya se les acerco una federacion ?
- Se acercan siempre, hay companeros nuestros que estan dentro de las federaciones, es mas conducimos una federacion, bah, un companero nuestro esta conduciendo una,
- Cual ?
- La de graficos. Esta Placido, que es el presidente que es companero de nuestro movimiento. Pero esta ahi porque a ver qué paso el Estado dijo, a los rebeldes nada y a los que me siguen criticando nada, que eramos nosotros. Y después empezo a dar recursos por otro lado. Entonces qué hacemos, decimos vayan por alla agarren algo de gaita no digan que van de parte de nosotros, y armaron el tema de las

federaciones, pero desde el Estado. Aparte no tienen nada que ver con el concepto nuestro, del movimiento que no somos un movimiento que somos « las » cooperativas. Somos un movimiento abierto que son trabajadores de empresas recuperadas, profesionales, estudiantes, militantes, que se suman a un movimiento de recuperación de empresas.

- Osea que el movimiento no se integra como cooperativa,
- No, se integra como trabajador, claro. Por supuesto que existen las cooperativas dentro del movimiento cuando tenemos que gestionar algo con el Estado va la cooperativa que necesita
- Por eso, una federación se integra solamente siendo cooperativa
- **Claro claro y son los directivos de cada cooperativa que integran la federación. Ta ? Nosotros nos importa tres carajos, un compañero un trabajador en una cooperativa lo único que pedimos dentro del movimiento es que no nos traiga un problema interno a la cooperativa. Pueden participar todos los compañeros. Hay cooperativas que sus dirigentes no son compañeros combativos ni compañeros militantes. Si ? Capaz que lo eligieron porque sabe más de una cosa que de otra. Pero hay compañeros militantes que vienen y participan del movimiento. Porque son esos los que necesitamos. No necesito un boludo que por más que sea presidente de una coop no pelee. Esa es la diferencia entre las federaciones mentirosas estas.**
- Las federaciones qué opinan de ustedes.
- No sé que opinan de nosotros. Lo único que no pudieron hacer es sacar ni una sola línea más de lo que nosotros venimos planteando como reivindicaciones. Y lo único que hicieron es traicionar al movimiento cooperativo y al movimiento de los trabajadores en estos últimos años.
- Como los traicionaron ?
- **Por ejemplo cuando habíamos logrado conseguir una ayuda económica como tenían las capitalistas con la... Er a una ayuda directa a los trabajadores, cuando el ministerio de trabajo se la quiso sacar y nosotros le salimos a pelear para no se sacara, ellos salieron a plantear que estaba bien que lo sacaran. Eso es una traición enorme.**
- **En qué año fue eso ?**
- **2008, 2007, no me acuerdo.**
- **Por ejemplo cuando nosotros planteamos la ley de expropiación de las entidades productivas, una ley nacional, ellos intentaron una modificación en la ley de quiebras que no le sirve a nadie**
- La de 2003 ?
- La de 2003 no, 2005, 2006, 2007. Hubo una modificación en el 2003, pero ninguna de las dos sirvió para nada.
- Por qué ?
- El intento del sistema es integrarte al propio sistema y encerrarte en una discusión que tenés que pagar toda la deuda anterior.
- Lo que dice la ley de quiebras es la continuidad de la empresa.
- Se plantea que en algunos casos hay continuidad o compra de una empresa que está en quiebra. Por parte de un capitalista. En este caso en vez de un capitalista serían los propios trabajadores que se quedan con la empresa y siguiendo con la continuidad. Qué quiere decir la continuidad ? Ojala que la continuidad... Siguen pagando la deuda. Eso es la trampa mayor porque no lo van a poder hacer. Ni siquiera queriendo. Aparte sería un sacrificio enorme y doble, porque primero te robaron y ahora la tenemos que poner de nuevo ? Por eso nosotros planteamos una ley distinta que es la ley nacional de... ruido. Creación del fondo para capital de trabajo, reconversión tecnológica etc...
- Yo era trabajador metalúrgico y opositor a no sé qué gremio. Político poco, yo no confiaba en la recuperación de los partidos políticos, sino en las org sindicales.
- Claro, y se formó usted ya siendo trabajador ?
- No, yo desde los 13 años que milito. Yo vengo de la Unión de Estudiantes Secundarios, mi viejo era un militante político en Lanús. Tengo 40 años de militancia.

13 – Premiers guides d’entretien.

Guides d’entretien :

-Profil social : Ce corpus de question vise à cerner sociologiquement l’acteur. Il s’agit de répondre au « qui sociologique », c’est-à-dire, à dégager avant toute chose les tendances les plus lourdes qui ont une capacité d’influence reconnue dans le comportement individuel.

-Quel âge avez-vous ?

-Que faisaient vos parents ?

-Qu’avez-vous fait une fois que vous avez fini le lycée ?

-Vous habitez quel quartier ? **En réalité, le nom du quartier importe peu. Il s’agit de savoir si c’est un quartier périphérique, populaire, pauvre, ou plutôt de classe moyenne. Cette information sert à constater que logiquement un ouvrier métallurgique par exemple n’habite pas dans le centre ville, et s’il le fait, ceci constituerait un fait intéressant à analyser. D’autre part, il s’agit également de savoir si la plupart des membres de la structure habitent le même quartier, ce qui pourrait en partie expliquer l’élément solidarité (le fait de faire le même trajet ensemble tous les jours à l’aller et au retour donne l’occasion de tisser des liens au-delà du travail).**

-Cela fait combien de temps que vous êtes membre de la coopérative ? **Cette question amorce en réalité la suivante, qui sert elle-même à son tour à amorcer celle qui suit.**

-Comment y êtes vous entré ? Avez-vous participé au processus de récupération ?

-Pouvez-vous me raconter comment cela s’est passé ? **Les éléments qui sont mobilisés pour répondre à cette question clé font appel à la subjectivité de l’acteur. Il est donc intéressant de constater les différences ou les similitudes de discours entre les associés salariés et les dirigeants, quels faits sont mis en avant, tandis que quels autres sont occultés.**

-Et avant cette étape ? Vous exerçiez quelle profession ? **Ceci permet d’obtenir un autre élément important quant au background de l’acteur.**

Participation et organisation :

-Quelle est votre fonction dans la coopérative ?

-Vous en faites souvent des assemblées ? **Légalement, il doit y avoir au sein de la coopérative, au moins une assemblée générale par an. Certaines coopératives en réalisent davantage, d’autres ne respectent que formellement ce minimum légal. Cette question permet également de recueillir l’opinion de l’acteur sur l’utilité de l’assemblée.**

-Qui prend les décisions de gestion dans la coopérative ? **Il est intéressant de savoir comment est perçu le processus de décision. L’associé salarié se sent-il impliqué ou mis à l’écart ?**

-Vous vous sentez impliqué dans les prises de décision de la coopérative ?

Discours et perception du milieu :

- Pouvez-vous me raconter l’Histoire de cette coopérative ? **Il s’agit d’une autre question charnière. Elle sera par la suite mise au début de l’entretien car elle permet de répondre de façon bien plus fluide à tout le premier ensemble de questions : lorsque l’acteur raconte l’histoire, il entre en confiance, il déborde sur d’autres sujets pour revenir ensuite au sujet principal, ce qui crée un terrain favorable pour placer toute une série de petites questions qui passent presque inaperçues. De plus, l’entretenu a l’occasion une fois de plus de faire le plein usage (sans s’en rendre compte) de sa subjectivité, et de fournir de cette manière des données qui n’auraient pas pu être obtenues autrement.**

-Sentez vous que vous êtes impliqué dans quelque chose d'alternatif ? **Une fois de plus, cette question fait appel à la subjectivité de l'acteur. Evidemment, il ne s'agira pas de qualifier la coopérative « d'alternative » si l'acteur répond « oui » ou inversement. Il s'agit au contraire de comprendre comment il perçoit son action.**

-Je me rends compte que dans le milieu coopératif les gens sont plutôt de gauche, n'est-ce pas ? Comment l'expliqueriez-vous ? **Cette question paraît extrêmement innocente : la plupart des associés salariés proviennent du monde ouvrier ce qui constitue de toute évidence la variable indépendante fondamentale qui explique ce phénomène. Néanmoins la question est indispensable pour amorcer les suivantes sans choquer l'entretenu.**

-Et vous, politiquement, où vous situez-vous ? **Ceci amorce le sujet du positionnement politique voire idéologique par rapport au gouvernement. Est-ce que les associés-salariés suivent le discours et le positionnement des dirigeants ?**

-Pensez vous que l'Etat vous a aidés ?

-Et dans la coopérative, qu'en est-il de la hiérarchie ? Elle est très marquée ? **Cette question sert également à mesurer l'écart possible qui est susceptible d'exister entre le discours des dirigeants et celui des associés salariés.**

-Vous sentez qu'il y a une grande différence en rapport à la hiérarchie en comparaison à une entreprise privée ?

Réaction aux données exogènes : les coopératives, en tant qu'unités économiques évoluant activement au sein d'une économie de marché sont soumises à un certain nombre d'inputs, créés par les contraintes économiques, très similaires, d'une part, pour toutes les coopératives, mais aussi en relation aux entreprises privées classiques. De cette façon, il sera possible non seulement de constater des différences de réaction (si elles existent) entre les coopératives et les entreprises classiques, mais aussi entre les coopératives entre elles. Il sera ensuite possible de tenter de déterminer si ces différences (si différence il y a) existent en raison de l'influence des variables indépendantes explicitées dans les hypothèses principales.

-Dans le cas où il y ait une baisse de l'activité, il est possible de licencier ? C'est déjà arrivé ? **Ceci est une question piège : il est en effet légalement, et logiquement impossible de licencier un associé-salarié, étant donné qu'aucun organe ni acteur ne jouit d'une légitimité nécessaire pour le faire, car celle-ci provient du collectif. Une telle prise de décision ne peut être envisagée par un seul acteur. La légitimité qui justifie un licenciement est exprimée dans le règlement intérieur, qui la puise dans son approbation lors de l'assemblée générale. La seule possibilité d'évincer un associé salarié d'une structure coopérative provient donc d'un non respect du règlement intérieur. Il s'agit généralement de fautes graves.**

-Si au contraire, il y a une hausse importante de la production, et vous avez besoin de plus de main d'œuvre, vous employez des gens ? Et sous quel statut, celui d'associés ou de salariés ? **Cette question renvoie au débat autour du progrès technique. Les bases théoriques de ce cadre de réflexion ont été prudemment posées dans l'introduction.**

- J'entends beaucoup parler des monopoles de production et de distribution qui fixent les prix en Argentine. Est-ce que le fait d'appartenir au MNER/à la FACTA vous donne un certain poids de négociation face à eux ? **Ceci mène à recueillir le degré d'implication de l'entretenu dans le mouvement auquel sa coopérative appartient.**

-Comment se fixent les prix ici dans la coopérative ? **Ceci est une question plus appropriée pour un dirigeant. Cependant le fait de la poser à un associé-salarié permet de mesurer en quelque sorte le degré de circulation de l'information, mais aussi son degré d'implication dans la structure. Cette question sert aussi de test dans le sens où si l'acteur répond qu'il se sent très impliqué dans le processus de prise de décision et ne domine pas certaines questions fondamentales alors il y a une contradiction.**

Profil social : les explications données aux mêmes questions qui se trouvent dans le guide d'entretien destiné aux associés salariés ne diffèrent pas pour ce guide d'entretien.

- Quel âge avez-vous ?
- Que faisaient vos parents ?
- Qu'avez-vous fait une fois que vous avez fini le lycée ?
- Vous habitez quel quartier ?
- Cela fait combien de temps que vous êtes membre de la coopérative ?
- Pouvez-vous me raconter comment y êtes vous entré ?
- Et avant cette étape ? Vous exerçiez quelle profession ?
- Avec quelle fréquence faites vous des assemblées et des élections ?
- Comment êtes vous entré dans la coopérative ? Avez-vous participé au processus de récupération ?

Le discours :

- Pouvez-vous me raconter l'Histoire de la coopérative ? **Cette question est fondamentale pour évaluer l'écart entre le discours des dirigeants et celui des associés salariés.**
- Vous sentez vous impliqué dans quelque chose d'alternatif ? Mais surtout, alternatif par rapport à quoi ?
- Je me rends compte que dans le milieu coopératif les gens sont plutôt de gauche, n'est-ce pas ? Comment l'expliqueriez-vous ?
- Et vous, où vous situez vous politiquement ?
- Sentez-vous que l'Etat vous a aidé depuis que vous avez récupéré l'usine ?
- Pouvez-vous me donner un exemple concret ?
- Avez-vous pris comme modèle des expériences plus anciennes ? De quoi s'inspire cette coopérative ? (idéologiquement). **Cette question sert à vérifier ou infirmer une des hypothèses qui avait été posée initialement, qui pose la question de la continuité idéologique entre les premières vagues du mouvement coopératif et les étapes les plus récentes.**

Stratégie commerciale et relation avec le secteur privé :

- A qui vendez-vous votre production ?
- Comment s'organise le marché ? Avez-vous d'autres coopératives comme concurrents ? **Ceci renvoie aux questions concurrentielles généralement régies par des stratégies commerciales propres des entreprises capitalistes classiques. S'il existe un comportement alternatif, il est primordial de le comparer entre les différentes structures.**
- Dans ce cas, vous tentez de vous accorder sur certains points ? **En cas d'accord, ceci se ferait en base à une solidarité propre de l'existence d'une certaine « conscience de classe », ou du moins de conditions. Il est vrai que certaines entreprises capitalistes classiques arrivent souvent à s'accorder sur le marché, sur les prix par exemple. Cependant il s'agit d'entreprises en situation oligopolistique, qui ont donc un poids relatif qui leur permet un tel comportement. Ce n'est absolument pas le cas des coopératives qui se comportent en tant que « price takers », et ne peuvent influencer le marché par leur taille. Tout accord proviendrait donc d'une certaine solidarité.**
- Et la matière première ? Je suppose qu'elle est produite par un monopole ? **Ceci sert à recueillir l'opinion, les propos du dirigeant quant à la fédération ou au mouvement dans lequel évolue la coopérative, car cette question amorce en réalité la suivante.**

-Et vous pouvez vous appuyer sur le MNER/la FACTA pour négocier avec les monopoles ? Cela vous accorde un certain poids de négociation ?

-Vous avez récupéré l'usine il y a X années : Ceci représente une durée de vie exceptionnelle pour une usine récupérée ? **Cette question sert simplement à savoir si l'entretenu est familiarisé avec les statistiques produites.**

14 – Entretien Raul *IMPA*

- Contame, como llegaste a IMPA ?
- Bueno yo empecé a trabajar aca después que me fui de Nestlé, una compañía suiza no ?
- Si
- Después de ahí me fui, estuve aca en Felfo, y a los dos años y pico de estar en Felfo entré aca. Abril, del... ya ni me acuerdo del año... 81, si si. Y ya aca el consejo de ese entonces, el sr Bardelieri Picon ? me hizo socio a los 6 meses. Osea rendi una especie de prueba digamos. Yo entre a desempeñarme en los almacenes, que estaban en la calle Rawson. Ahí se recibía todo el material de la fábrica, porque en esos años en esta fábrica teníamos los 3 turnos, o 2 turnos, y un turno de noche. Trabajaba a full. Y te diré que se recibía todo el material que necesitábamos, papeles, aluminio, bueno, empezando primero por el aluminio.
- Pero no fabricaban lo mismo que ahora no ?
- No, el aluminio se recibía en... Nosotros lo fundíamos. Los 3 o 4 hornos que teníamos lo fundía, y se hacían las tiras, o los rollos, de acuerdo a lo programado por las laminadoras que en aquel entonces estaban. Había laminadoras que laminaban papel, que era papel micrones, y había laminadoras que hacían con distintos espesores. Hacemos algo porque todavía disponemos de nuestras matrices. No todas pero el proveedor que nosotros le trabajamos así « a façon » como quien dice, que ellos nos pagan la mano de obra, ellos también tienen bandejas, mas que sean competidores, porque la línea es la misma. Entonces el espesor es el mismo ; el temple también. Es una copia que nosotros le hacemos a ellos y ellos nos pagan de acuerdo a las unidades vendidas y todas esas cositas. Esto no se vende en kilo, se vende por bandeja terminada sabes ? Hay vasos también. En una época estaban las famosas budineras. Nosotros el aluminio siempre lo hemos traído de ALUAR.
- Todavía lo traen de ALUAR ?
- Ahora no, no hacemos mas. El aluminio que compramos es Trafican, que es para hacer algo de papel, de cidra y alfajores. Ahora no son las cantidades de antes. ALUAR nos entregaba 20 toneladas mensuales.
- Y porqué no le compran mas a ALUAR ?
- Y porque la fundición no existe mas. Si hemos quedado 70, o 60. Nosotros habíamos hablado como le podemos pagar, todo eso, con qué condiciones, intereses... No colaboraron nada. Otra época, me entendés ? Después que se fundió « laminación », que se fueron muchos de los que estaban ahí, y que sabía, todo eso aca comenzó a una baja de calidad, no de calidad sino de trabajo. Ibamos directamente al cierre cerramos. Por eso quedamos los mas antiguos.
- Por qué te quedaste vos ?
- Primero porque ya estaba por jubilarme. Y segundo la tranquilidad mía era que tenía la fé que esto se iba a como quien dice, se iba a salvar. Y se salvo !
- Me hablas del 98 ahino ?
- Tamo hablando del año 98 si, ahí empezó todo. Y se terminó todo en el 2008. Ahí comenzamos de nuevo.
- Por qué, qué paso en el 2008 ?
- También, fué el cierre, se acabó la convocatoria y todo eso, no hemos cumplido y cerramos la palabra « IMPA ».

- Y después ?
- Y creamos una cooperativa nueva que es la 22 de Mayo que es la que tenemos ahora. Con presidente nuevo, tesorero nuevo, como corresponde. Yo varias veces fui sindico.
- Osea que Castillo esta desde el 2008 ?
- Si, antes.
- Vos eras sindico ?
- Si, fui sindico tres veces.
- Y qué hace un sindico ?
- Es el que maneja toda la parte digamos de lo que se gasta, de lo que se gana, de lo que se paga, todo eso. Hasta que me estresé, la verdad que me estresé del quilombo que habia. Le debiamos a medio mundo. Por eso cerramos la fabrica. Y llegamos a como estamos ahora.
- Osea no entiendo, el IMPA cerro 2 veces digamos ? El IMPA cerro un a vez en el 98 que se recupera, en el 2008 qué paso ?
- En el 2008 dieron las cuentas como correspondia, habia IMPA que cerrarla, no existe mas la palabra IMPA después del 2008, ahí comenzo la 22 de Mayo, la cooperativa 22 de Mayo Limitada, la nuestra. No es mas IMPA. IMPA hay que olvidarse, IMPA fué, que quede como un recordatorio.
- Y entre el periodo del 98 al 2008, y el periodo este ?
- Se sigue igual, osea el predio siempre sigue igual.
- Osea sigue siendo la misma cooperativa, el mismo funcionamiento ?
- Claro porque esto de acuerdo a todos los politicos, a todos esos que hablamos todo eso, mientras esté ocupado por una cooperativa que la maneje, manejamos nosotros, esto hasta ahora, con este gobierno y los anteriores, esta. Yo no sé, el destin oviste como es.
- Y entre antes del 2008 y después, qué cambio ?
- Cambiaron muchas cosas, porque muchas cosas que se producian las tuvimos que producir nosotros porque otros nos pagaban y todas esas cositas, hubo un cambio tanto por el material y todo eso. Pero después, seguimos nosotros siempre, por ejemplo con la línea de pomos seguimos nosotros. Siempre eso es nuestro, es intocable hasta el dia de hoy. Nosotros mas pomos hacemos mas ganamos. Y estuvimos llegando siempre en la cantidad de 700, 800 mil. Por mes. Tendrian que ser un millon. Se puede decir que en el pais somos la tercer competencia, después de TUBAR, ALUEC, y hay otros mas que hacen aerosoles pero nosotros no los hacemos mas los aerosoles. Nosotros hacemos todo tipo de pomos para todo tipo de selladores, soluciones... Pegamento. (il entre dans les détails des mesures, des utilités... 5 min). Pero bueno, los laboratorios eran muy exigentes, entonces preferimos trabajar con pocos laboratorios y hacemos tubos también viste. Son parecidos a los pomos (détails...).
- Y volviendo al 98...
- Aja,
- Contame un poco como fué el proceso de recuperacion.
- 98 ? Habiamos quedado 40, un poco mas, un poco menos.. ;
- Qué se decia en los debates en aquel entonces ?
- Y si ibamos a cobrar lo nuestro viste, con vendery cobrar, yo no te hablo del 98 porque en el 98 ya era problematico no habia un mango aca. Debiamos la luz, el gas, habian muchas cuentas que nos debian. Entonces yo me largué a cobrar, yo y este pibe Guillermo. Y salimo a cobrar, y todos esos cheques que cobraba me los guardaba yo, no en mi bolsillo, pero para la empresa. Pero que pasa, no teniamos sindicatura, y esto y aquello. Entonces los que iban a dirigir la empresa, otros contras que teniamos, todos era el contador Fernandez, ese, ese que nos dejo muchos dolores de cabeza y bueno, lo pudimos sacar. Y se fué ! Por eso ahora quedamos muy poquitos. Entonces yo cobré, yo habia cobrado hacia dos dias al tesorero de ahí, en ese momento. Y chau, ahí comenzamos de nuevo, a ganar poco, y todas esas cositas, comenzamos de nuevo.
- Y el que se quedo en el 98, por qué se quedo ? Porque la mayoría se fué.
- Si pero se quedaron porque querian trabajar, no habia trabajo,
- Y por qué los demas se fueron entonces ?
- Y porque se fueron porque no habia trabajo para ellos ! Habia una seleccion.
- Ah, habia una seleccion ?

- Claro, este puede quedar, si, este no servia ? Chau, listo. No hablemos con tantas miradas, tipos con problemas tambien, vos sabes que en toda empresa hay gente que se queda y gente que no. El que manda es el que decide. En aquel momento mandabamos todos.
- Y igual hubo gente que se quiso ir supongo, mas alla...
- Y los que se van se van, chau, a otro lado, que se le va a hacer. Nosotros les dimos la oportunidad que se jubilaran, se jubilaron, ahora le salio a cada uno su jubilacion. Ahora quedan algunos que faltan, pero son muy poquitos. Yo soy jubilado, desde el 2007.
- Y como fue el proceso ese de seleccion ?
- Na, eso, no me acuerdo muy bien, viste porque entro en los detalles que no me gustan hablar.
- Ah bueno
- Vos sabés que eso es una cosa que se origina porque vos ya te das cuenta que si hay una persona que no quiere laburar, o que pierde interes. No hay peor cosa que.. Osea yo he trabajado mucho en empresa viste, y cuando vos no notabas interes que se yo, te sacaban afuera, chau ! Lo peor que hay es no tener interes.
- Y en el 2008 ? Como se dieron las discusiones ? Osea cierra el IMPA,
- Y en el 2008 se creo la cooperativa nueva 22 de Mayo y es la que esta en funcionamiento ahora.
- Pero nacio con las deudas del IMPA ?
- Aca nacio todo con deuda. Si muchas deudas no se pagaron. Vos te pensas por qué se cerro ? Aca por cuestiones politicas no estamos en la calle. Por el gobierno. Este gobierno nos dejo, otros gobiernos tambien, nos dieron una buena mano, como Ibarra también nos dio una muy buena mano,
- Qué hizo Ibarra ?
- Ibarra hizo mucho por nosotros.
- Qué hizo ?
- Hizo todo, era el intendente de la ciudad de Buenos Aires en ese momento. Después lo que paso con Cromañon es cosa aparte, pero oviste te estoy hablando de lo que hizo por nosotros. Porque vos decis « Macri », para mi Macri es una mala palabra, qué querés que te diga, es un tipo de ultra derecha. Yo no te digo que somos comunistas acérrimos, pero a nosotros nunca nos gusto la derecha. Y bueno. Aunque lo disfracemos con otras palabritas pero... el de derecha, el oligarca, ya sabemos.
- Osea que dentro de todo se puede decir que el gobierno ayudo, al proceso de recuperacion ?
- Si, si
- Y si gana Macri que pasaria ?
- Macri, no no tenemos buenos contactos con Macri. Tampoco peleas, porque hay que pagar los impuestos y eso, pero cada uno, ese tipo si llega a presidente no dura mucho que digamos. Se viene una revolucion civil qué sé yo. Yo te digo lo que sé, lo que sé, lo que paso. Yo tengo derecho a contarlo porque lo vivi, no solamente con los gobiernos militares, o este ultimo golpe del 76, o todo eso lo que le paso a Alfonsin, y bueno, escuchame... aca vos sabés que la democracia, siempre pendio de un hilo. Y aca joden mas de lo que ayudan. O muchos ayudan para jodernos. Es asi, aca, hemos quedado los que siempre hemos laburado, y los que hemos sabido. Porque yo era comprador, era técnico mecanico y todas esas cosas, después también llego el momento, me fi a cobrar como cualquier empleado cobrador,, y todas esas cosas, pero no perdi nunca y pocas veces me han robado, y este.. ; y bueno viste, es eso. Guardar...
- Y vos ahora qué haces en la cooperativa ?
- Yo hago de todo. Voy al INAES,
- Al INAES ?
- Si, unavez por mes voy
- Por qué ?
- Y porque voy a llevar papeles
- Ah te piden ?
- Claro que te piden , si es una cosa fiscalizadora
- Aaah fiscal tambien ? Yo pensaba que era solo estadistica el INAES
- No, no no hay que llevar cosas nuestras. Cuanta gente tenemos, cuanta gente trabaja, cuanta gente se jubilo... Y no sé si por ahi también tendran cuentas de lo que ganamos que sé yo...

- Y mandan a algun encuestadoro es solo lo que vos declaras ?
- No, es lo que declaramos nosotros, no nos mandan, nos dejan tranquilos. Y es eso. Tenemos todos los balances mas o menos al dia, todo bien,
- Y te queria preguntar,
- Si ?
- Viste que dentro del discurso digamos cooperativo, cuando es visto de afuera no ? Hay mucha... se lo presenta como una alternativa, a la economia de mercado, al capitalismo, vos como lo ves ? Vos que estas metido aca adentro, como lo ves ?
- Yo para lo que veo lo veo bien, para otros tal vez no. Para lo mio lo veo bien. Porque yo me muevo de eso viste ?
- Pero sentis que estas en algo alternativo ?
- No sé, no sé porque la palabra alternativa viste, siempre denomina otras cosas entonces no... yo voy a lo mio. Yo gano tanto, me pagan tanto, estoy conforme listo. Aparte la jubilacion no se toca. Y si yo me meto en un credito y lo pago, entonces yo tengo con qué pagarlo, sino no me meteria.
- Claro, respecto a la empresa privada, vos laburaste en privada no ?
- Si he trabajado, hace muchos años.
- Qué diferencia le ves ?
- Y las empresas privadas son mas requisitorias. A mi aca nadie se metio de lo mio, de si soy heredero de tal cosa, o tal cosa, de aquello no ? Es privado. Cada uno sabe sus cosas. Y cuando he tenido que alquilar pagaba lo que yo pagaba. Hasta que yo fui propietario y es mio. Porque yo soy propietario no porque... lo heredé. Herencia.
- Aca en Buenos Aires ?
- Si aca, mismo aca en el Partido de Vitoria. Y tengo otra casa en Vera en Galito. Que también estamos con las mismas condiciones con mi hermana.
- Vos me dijiste que habias nacido en Bsas ?
- Si, yo naci en la capital. Mi papa era bancario y municipal, era de Entre Rios. Y mi mama era española, ya fallecio en el 95, mi papa se habia ido antes en el 85. Bueno er auna familia asi, yo quedé viudo, me volvi a casar, hace muchos años también. Y voy para 71. El tiempo pasa.
- Yo vi que hay mucha gente que se esta por jubilar aca en el IMPA no ? La mayoría
- Puede ser, puede ser, si cada uno se hace sus cositas.
- Y a medida que se van jubilando, van llamando nuevos trabajadores ?
- Y si, van llamando. Qué pasa vos tenés que mover los papeles.
- Claro, ponele yo vengo a trabajar al IMPA, tengo un periodo de prueba no ?
- Si no sé
- Como funciona ?
- Lo qué ?
- Ponele uno nuevo, vos no sabés si es serio o es vago, como funciona el periodo, antes de hacerlo socio ?
- Y como cualquier otra empresa, se debe mirar, observar, como es el comportamiento con los demas companeros y eso.
- Y después se decide en asamblea y eso ? O como es ?
- Y no hay asambleas continuamente, se decide y chau, listo.
- Pero quién decide ?
- Los que los nombramos nosotros como consejeros.
- Aaah los consejeros, claro.
- Claro, el sistema se maneja asi, consejero, entre los cuales hay un presidente, un vice, un tesorero o tesorera, y el secretario. Sindico ahora momentaneamente no tenemos.
- Hay mucha rotacion en los puestos ?
- Qué puestos ?
- Consejero, sindico, presidente...
- No, no hay rotacion.
- Que siempre eligen a los mismos ?
- Si si.

- Cada cuanto son las elecciones ?
- Y generalmente unavez por año, pero nosotros no le damos pelota mucho a eso. Eso se usaba antes ahora no. Ahora estamos dedicados al trabajo. **Estamos para las cosas de importancia (en gros il ne perçoit pas du tout la coopérative comme quelque chose d'alternatif, puisque son organisation n'est pas importante)**. Porque vos sabés que cuanto mas cantidad hacemos, mas cantidad va a los bolsillos.
- Claro, esta encarrilada la cosa.
- Aca no pertenecemos a ningun sindicato, a nada, porque nosotros lo que hacemos es nuestro. Te das cuenta ? No necesitamos si Moyano quiere dar un aumento, no nos interesa. Por eso.
- Y decime, vos me dijiste que llegaste al IMPA en el 85 no ?
- 81.
- Si, 81 perdon. Si lo anoté y no... qué boludo. Ya van 35 años casi,
- Y si, los años pasan.
- Y me imagino que muchos companeros tuyos estan en la misma no ? 35 años este...
- No creas que somos muchos los que quedamos.
- No ? Vos como l oves al IMPA ? Te sentis identificado con el IMPA, con la cooperativa todo lo demas ?
- Si, podria, si, y si.
- O l oves como un lugar de trabajo nada mas ?
- Nananananaa es algo que uno lo necesita, lo vé, y lo quiere viste, es como eso. Y uno se acostumbro viste, te acostumbras. A cumplir, a ser ordenado...

15 – Entretien président de *Novatec*

2003 empecé a participar en el cooperativismo en la Ciudad de Aramburu, Malvinas Argentinas, Pcia de Buenos Aires. Vi que esa cooperativa de servicios a la cual me invitaron, habia mucha corrupcion. Noté que algo estaba mal en esa cooperativa.

Lo que hicimos con un grupo de personas solamente interesadas en el cooperativismo, habian de todas las vertientes. Hicimos un analisis, reunidos. Analizamos los balances de la cooperativa que son publicos. Nos dimos cuenta de una cantidad de irregularidades. Surge una posibilidad de competir por la cooperativa. Llamamos la organizacion « despertemos ». Veniamos de la crisis, nuestros vecinos ollas populares.

YO ahi producto de esa situacion empecé a estudiar el cooperativismo.

-qué estudiaste del cooperativismo ?

-La ley 20mil... la del 73. La terminé de estudiar en la biblioteca del congreso. Cooperativo telefonica de Aramburu. Empezamos a vivir la experiencia.

Producto de ese aprendizaje, un dia vino la posibilidad de alquilar esta planta, e icimos Ecuson SARM. (privada).

Maso en el 2010, la empresa gozaba de una situacion relativamente comoda, empezamos a analizar la posibilidad de armar una cooperativa de trabajo.

-Por qué ?

-Porque yo veia que hacia adelante nosotros cada vez ibamos a tener concentrado el gasto e ibamos a perder la posibilidad de desarrollarnos. Osea el Estado, como concepcion de sociedades a las Pymes al no tener fuertes promociones concretas, hubo promociones en la primera etapa del gobierno de Kirchner, se bonificaban las cargas sociales en un 50%. Pero qué pasa, las pymes necesitan un desarrollo mayor a 10 años entonces lo hacen desgraciadamente por desconocimiento muchas veces lo hacen con las mismas condiciones quizas menos que una multinacional. Blabla Eso es una falla en el sistema argentino que hace que se pierdan las empresas hechas por emprendedores. El capital que logré concentrar lo iba a perder en manos del Estado, y en manos de los acreedores (proveedores y bancos). Como las condiciones eran todas muy buenas, los parametros eran bastante

llevaderos, dije este es el momento de armar una cooperativa y trasladarse capital a la gente, incluidos nosotros. Se parte de un formato de cooperativa real. Tomar la economía social como eje de desarrollo.

-El Estado tiene tendencia a pensar que vos quieres evadir impuestos, entonces ve con muy malos ojos que los que deciden de armar una cooperativa que un dueño capitalista se involucre con una cooperativa. Nosotros eso lo tuvimos que analizar, presentamos la posibilidad de cerrar la empresa, o proponerle hacer la cooperativa. La gente en su mayoría decidió hacer la coop.

Cuando una empresa se transforma en coop, cuando viene de fracasar económicamente lo que normalmente desaparece es el staff administrativo. En caso de quiebra únicamente. Y eso también conforma un defecto en la conformación de coop

Vi como un modelo interesante las cooperativas de Mondragón. Modelo de retiro voluntario, muy importante, muy democrático. Me gustó ese modelo. Empecé a investigar por internet. La propuesta hacia la gente que se quedó era que 50% de la indemnización la dejaban en la cooperativa para conformar el K y el otro 50% nosotros se lo pagábamos desde la empresa, y pasaban a ser socios. Necesitábamos los profesionales necesarios y preparamos pero el camino para crear la coop está muy allanado en Argentina. La doc es sencilla.

El 1o de abril del 2012 inicia su gestión. Ahora va a cumplir 3 años. AA esa coop le creamos instrumentos. El instru político era el que tenía que ver con cooperación equidad e igualdad. Se inspira también en Mondragón. El hecho era ser coop 100%. Esta coop no nace de una necesidad ya que los compañeros se encontraron en quiebra o el dueño se fue corriendo con los bienes; Esta coop nace de un proyecto organizado. Entonces una de las cosas que están en formación es impregnar el espíritu coop a los integrantes. O sea que ellos entiendan que a través del eje coop igualdad equidad, podían políticamente tener una razón de formar una coop.

2 herramientas más → reglamento perfectamente concreto. Hecho por las personas de acá, que se va perfeccionando a través de las distintas asambleas. Surgen situaciones que te obligan a modificarlo. Asambleas una vez al año pero nosotros nos reunimos todos los meses y le brindamos al socio el estado permanente económico y social de la coop.

El otro gran instrumento es haber creado lo que llamamos convenio colectivo de trabajo, un convenio social. Ese convenio moderniza, ya que los sindicales son del 75, estamos totalmente en desacuerdo con eso. Basado en un crecimiento por escala por puesto en función de la capacidad para estudio. Nosotros para tomar un nuevo socio no tenemos que discutir del ingreso. El estudio no necesariamente tiene que ser un estudio en cuestiones técnico-admin. Puede ser músico, puede ser todo lo que tenga que ver con el avance cultural de la persona. Que ella crezca en lo que pueda discernir, para que tengamos una calidad de comprensión cada vez mayor, entre nosotros en la coop ese es el tránsito que vamos a hacer. +8% anual del K.

Modelo sindical argentino. Lo que se hace acá se hace también con la acción de los sindicatos (paritarios). ¿Que tiene de malo el modelo sindical argentino? La cadena de empresas argentinas es variable. Vos tenés formadoras de precios y price takers. Pero a todas nos regula el mismo convenio.

Y ud como negocian con los monopolios.

Para nada, somos captadores de sus materias primas/ En algunos lugares no nos quieren, en algunos bancos no nos quieren. Vamos en contra del interés → parámetro muy importante del cooperativismo. El interés es para los socios.

-nada, saber un poco quien sos,

-Mi nombre es Juan Carlos Ferreyra Yo soy técnico clínico 3er año de abogacía, emprendedor y muy inquieto en el conocimiento empresarial.

-Naciste en BsAs?

-Sí, nací en Capital Federal pero donde vivo tengo mi vida social, vivo desde los 7 años, son 45 años.

-¿Qué hacían tus padres?

-Mi papa trabaja con nosotros es socio de la cooperativa. Tiene 77 años. Mis padres siempre fueron indep en el area del comercio. La formacion de la generacion de mis padres ha sido desde lo civico excelente, tenemos padres muy formados civicamente.

-Cuanto hace q sos presidente ?

-Soy el director de la coop. Dirijo la coop desde los instrumentos. Igual aca es todo democratico

-osea que margen tenes vos para dirigir

-Y la verdad un margenn muy grande. La gente tiene mucha confianza en mi gestion. Calcula que yo era el dueno de la empresa y me despoje, y gracias a Dios que me despoje, y me siento muy comodo haberme despojado y muchas veces la politica es ideologica pero yo pienso que la gran lucha es economica. Entonce slos que siguen este tipo de desarrollo es para vencer al klismo, qe es realmente nocivo. Yo entiendo como klismo lo practico. Ose auna persona que logtra hacer dinero lo multiplica, no lo reparte. Y ese es un pbma terrible para la humanidad. Entonces nosotros lo que estamos ha ciendo muy tranquilamente es estar peleandonos con el klismo.

-Sector coop izqu como lo explicas ?

- y yo realmenteno soy un activista de izquierda y no practico politicas de izzq. Yo realmente siento que tiene que haberun equilibrio en una sociedad, no se si llamarlo socialismo. Yo no estoy de acuerdo en la explo del hombre, y estoy de acuerdo totalmente en q tiene q haberun nuevo paradigma economico . El klismo ya esta impracticable.

Min25 !!!! Bonito habla

Estamos en una transfo real, concreta, sin hacer activ pol estamos transformando una realidad eco.

Min 32 : esta es la utopia pura Bonito

El presidente de esta cooperativa es un pastorevangélico. Bonito « es un personaje ! Fuimos juntos hasta Colon, e imaginate yo que soy un ateo irreconciliable pobrecito ! Me tuvo que aguantar 500 km de ida y 500 de vuelta, y es un tipazo ».

Esta cooperativa es un Fondo de retiro voluntario democratico. Nosotros gobernamos esto. El retiro es a cuenta de ganancia. Tiene q ver con una ecuacion.

La mayoria esta comprometida. Tenemos que estar todos pensando en lo mismo.

-respecto al progreso tecnico, imaginate que manana salga la maquina baba

Las cooperativas resuelven el tema del trabajo. Buscan modos semi automaticos o manuales q crean trabajo.

-osea que el objetivo es no tecnificar demasiado para crear empleo ?

-claro !

-Osea que pasaria si tecnifican , mantienen el mismo empleo y reducen el tiempo de trabajo ?

Min44 Cola de leon, cabeza de leon. En la cola de leon esta, yo siempre digo el ejemplo, yo trabajo en una multinacional y me dicen mire usted a partir de manana va a tener un spa, va a poderhacerpiscina después de almorzar, va a poder dormir la siesta una hora y va a trabajar 8 horas x dia. Barbaro. EN la cola. En la cabeza, estan los accionistas. Que estan viendo como cambian el yate en Mondelo, o como cambian la ferrari. Esto es una distorsion terrible de la sociedad. Vos no pdes tener 10 tipos a puro lujo y miles y miles de personas en la miseria. Esto es una irrealidad. Esto va a traer una lucha de clases. Van a haber guerras. Hay que tratar de empezar a resolverlo, y nosotros tratamos de este camino. Por eso nosotros nos sentimos revolucionarios. Po resta cuestion, entendes

-Respecto a la organizacion del mercado. Competidores otras coop ?

-X donde salen los litros que se producen ? Los canales son las bocas de ventas pinturerias. El 80 por ciento son fliares. El 20 son cadenas hipermercados etc. La coop tiene campo de accion gigantesco, xq la coop es una

familia. Nosotros queremos transformarnos en boca de venta. Nosotros somos auxiliares de las empresas grandes. Logran mayor margen con nosotros que con las empresas grandes.

Precio fijado x calidad segmentado estandarizado.

Como fijas el precio de venta del producto ?

A partir de costos, y estudiamos la competencia todo el tiempo.

16 – Projet de loi d'expropriation défendu par le *MNER*.

PROYECTO DE LEY Nro. 1

LEY ESPECIAL DE EXPROPIACIÓN DE UNIDADES PRODUCTIVAS

1. Toda Unidad productiva que se encuentre en estado de cesación de pagos, y sin perjuicio de los procesos judiciales que en este sentido puede o no tener iniciados, podrá ser expropiada y cedida a favor de los trabajadores de la misma que se hallen conformados en cooperativas, y que deseen continuar con la actividad productiva.
2. El valor de la indemnización se podrá determinar en un acuerdo entre el Poder Ejecutivo y el Juez de la quiebra o concurso preventivo, si lo hubiere. En caso de no llegar a un acuerdo, se determina como valor de la tasación el valor de base de remate de los bienes en cuestión.
3. El Estado Nacional, los Estados Locales y los Trabajadores podrán compensar sus créditos para el pago de la indemnización correspondiente, una vez determinado el monto correspondiente y culminado el proceso expropiatorio.
4. El Estado cederá el uso de los bienes productivos a los trabajadores conformados en cooperativa de trabajo, por el tiempo que ésta última perdure.
5. La cooperativa de trabajo tiene derecho a adquirir el dominio de los bienes expropiados a título oneroso, en un plazo no mayor a los 30 años de producida la expropiación, a cuyo fin se destinará una cuota que en ningún caso podrá superar el 5 % de las utilidades brutas anuales.
6. En todos los casos, las cooperativas deberán ceder parte de sus instalaciones, no utilizadas para la producción, para el desarrollo cultural, educativo y de formación profesional de la comunidad.
7. De forma

PROYECTO Nro. 2

LEY ESPECIAL DE EXPROPIACIÓN DE UNIDADES PRODUCTIVAS

1. Toda unidad productiva que se encuentre en estado de cesación de pagos, y sin perjuicio de los procesos judiciales que en este sentido puede o no tener iniciados, podrá ser expropiada y cedida a favor de los trabajadores de la misma que se hallen conformados en cooperativa, y que deseen continuar con la actividad productiva.
2. El valor de la indemnización se podrá determinar en un acuerdo entre el Poder Ejecutivo Local y el Juez de la quiebra o concurso preventivo, si lo hubiere.. En caso de no llegar a un acuerdo, se determina como valor de la tasación al valor de base de remate de los bienes en cuestión.
3. A efectos de pagar el monto de la indemnización se creará un fondo fiduciario, al que se destinarán partidas previstas en la Ley de Presupuesto Nacional de cada año y que no podrá ser inferior al 5% del total destinado al Ministerio de Economía y Producción de la Nación
4. El Estado Nacional, los Estados Locales y los trabajadores podrán compensar créditos para el pago de la indemnización correspondiente, una vez determinado el monto correspondiente y culminado el proceso expropiatorio.
5. El Estado cederá el uso de los bienes productivos a los trabajadores conformados en cooperativa de trabajo, por el tiempo que ésta última perdure.
6. La cooperativa de trabajo tiene derecho a adquirir el dominio de los bienes a título oneroso, en un plazo no menor a los 30 años de producida la expropiación a cuyo fin se destinará una cuota que en ningún caso podrá superar el 5 % de las utilidades brutas anuales.
7. En todos los casos, las cooperativas deberán ceder parte de sus instalaciones, no utilizadas para la producción, para el desarrollo cultural, educativo y de formación profesional de la comunidad.
8. *Cláusula Transitoria* : Para el año en curso, en el que ya existe una Ley de Presupuesto Nacional aprobada, el fondo fiduciario indicado en el art. 3ro. De la presente Ley, será conformado por los fondos discrecionales de los que gozan los distintos Ministerios de la Nación.
9. De forma

SISTEMA DE RETIROS POR PUESTOS DE TRABAJOS

PLANTA

Coeficiente basico 3866,63

101	TAREAS GENERALES Y APRENDICES Periodo minimo 24 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,3305
		B	Con estudio secundario completo.	1,2305
		C	Sin estudio Secundario.	1,1305
		D	Periodo de prueba	0,9870
102	TAREAS ESPECIALES TAREAS DE ENVASADO, ETIQUETADO. Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,4740
		B	Con estudio secundario completo.	1,3740
		C	Sin estudio Secundario.	1,2305
		D		
103	TAREAS ESPECIALES CON PERSONAL A CARGO Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,7740
		B	Con estudio secundario completo.	1,6740
		C	Sin estudio Secundario.	1,5240
		D		
110	FABRICANTE JUNIORS OPERA HASTA 2 MAQUINAS Y CONOC. DE MANT. Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,6740
		B	Con estudio secundario completo.	1,5305
		C	Sin estudio Secundario incompleto.	1,4305
		D		
111	FABRICANTE MEDIO OPERA LAS MAQUINAS Y CONOC. BASICO MECANICO COLORISTA JUNIOR Periodo minimo 48 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,7740
		B	Con estudio secundario completo.	1,6740
		C	Sin estudio Secundario.	1,5740
		D		
112	FABRICANTE SENIOR CONOCIMIENTO MECANICO Y MANEJO DE GENTE COLORISTA EXPERIMENTADO Periodo minimo 60 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	2,0175
		B	Con estudio secundario completo.	1,8740
		C	Sin estudio Secundario.	1,7740
		D		
120	MANTENIMIENTO JUNIOR CONTROLA Y MANTIENE LAS MAQUINAS. Periodo minimo 24 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,0175
		B	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	1,9175
		C	Con estudio secundario completo.	1,7740
		D	Sin estudio Secundario.	1,5740
121	MANTENIMIENTO SENIOR SUPERVISA Y ARRANGLA MECANICAMENTE LAS MAG. Periodo minimo 48 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,2610
		B	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,0610
		C	Con estudio secundario completo.	1,9175
		D	Sin estudio Secundario completo.	1,7175
130	LABORATORISTA CONTROLA Y DESARROLLA PRODUCTOS Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,7110
		B	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,4110
		C	Con estudio secundario completo y curso de capacitacion.	2,1175
		D	Con estudio Secundario completo. A prueba 6 meses	1,8740 1,6305
131	LABORATORISTA PRODUCCION PLANTA PILOTO Y COLORISTA Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,4175
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion.	2,1175
		C	Con estudio Secundario completo.	1,8740
		D	Sin estudio secundario. A prueba 6 meses	1,6522 1,4305
140	DEPOSITO Y LOGISTICA ORDENA, CONTROLA Y DESTINA PRODUCTOS Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio secundario tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,0175
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,9175
		C	Con estudio Secundario Completo.	1,6740
		D	Sin estudio Secundario.	1,4305
150	JEFATURA DE LOGISTICA ADM. PEDIDOS Y LOGISTICA Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,7610
		B	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,5610
		C	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	2,4610
		D	Con estudio secundario completo.	2,2175
151	TRANSPORTE CHOFER Y AYUDANTE DE CHOFER Periodo minimo 24 meses.	A	Chofer con registro habilitante.	2,2175
		B	Ayudante con registro habilitante.	1,5740
		C	Ayudante sin registro habilitante.	1,3305
		D	Ayudante carga y descarga.	1,1305
152	JEFATURA DE PRODUCCION ORGANIZA Y CONTROLA LA PRODUCCION Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,9110
		B	Con estudio tecnico completo y cursos de capacitacion afines.	2,7110
		C	Con estudio secundario.	2,4675

ADMINISTRACIÓN

160 TAREAS GENERALES ARCHIVO, ADM. BASICA, WORD, EXCEL, TANGO Periodo minimo 24 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,5240
	B	Con estudio secundario completo.	1,4240
	C	Sin estudio Secundario.	1,2830
161 TAREAS ESPECIALES FACTURACION, STOCK, VENTAS, COMPRAS. Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	1,9740
	B	Con estudio terciario completo.	1,8740
	C	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,7740
	D	Con estudio secundario completo. A prueba 6 meses	1,5740 1,4305
162 TAREAS PRINCIPALES TESORERIA, ADM. DE VENTAS, PERSONAL Y BANCOS Periodo minimo 48 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,3175
	B	Con estudio terciario completo.	2,1175
	C	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,9740
	D	Con estudio secundario completo.	1,7740
163 TAREAS PRINCIPALES CON REP, EXT. TESORERIA, ADM. DE VENTAS, PERSONAL Y BANCOS Periodo minimo 48 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,4175
	B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	2,2175
	C	Con estudio secundario completo.	1,9740
	D	Sin estudio Secundario completo.	1,7740

COMERCIALIZACION

170 DISEÑO Y PROPAGANDA DISEÑO GRAFICO, PUBLICIDAD, EXPOSICIONES, ETC. Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,0175
	B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	1,7740
	C	Con estudio secundario completo.	1,5740
171 MARKETING ESTADISTICA Y MERCADEO Periodo minimo 36 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	2,4810
	B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	2,2610
	C	Con estudio secundario completo.	2,0175
	D	Sin estudio Secundario.	1,8175
172 VENDEDORES DIRECTOS E INDIRECTOS Periodo minimo 36 meses.	A	Con cartera afianzada y exclusivo	2,1000
	B	Con cartera afianzada y no exclusivo	1,4000
	C	Con cartera de desarrollo y exclusivo.	1,4000
	D	Con cartera de desarrollo y no exclusivo.	1,1000
	E	Sin cartera de desarrollo y exclusivo.	1,1000
	F	Sin cartera de desarrollo y no exclusivo.	0,5000
	G	Ventas de productos con precio de gremio del personal	
	H	Comisión Ventas Generales para Responsable de comercios	
175 DIRECCION Y COORD. DE LOCALES DIRECCION ESTRATEGICA Y FUNCIONAL COMERCIAL Periodo minimo 24 meses.	A	Con estudio terciario completo y conocimiento de campo.	2,4175
	B	Con estudio terciario completo y sin experiencia de campo.	2,1000
	C	Con conocimiento de campo sin formación académica.	1,9500
176 LOCALES DE VENTAS VENTAS DE MOSTRADOR INTERNA Y EXTERNA ADMINISTRACION GENERAL DEL LOCAL Periodo minimo 12 meses.	A	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	2,1000
	B	Con estudio primario completo y cursos de capacitacion afines.	1,9000
	C	Con estudio secundario completo y sin capacitación.	1,7000
	D	Con estudio primario completo sin capacitación.	1,5000
177 COMISIONES DE VENTAS DIRECTOS E INDIRECTOS Periodo minimo 6 meses.	A	Dirección y Coordinación GRADO A	2,4175
	B	Dirección y Coordinación GRADO B (Despues de 6 meses de prueba)	2,1000
	C	Dirección y Coordinación GRADO C	1,9500
	D	Locales de Venta GRADO A	2,0000
	F	Locales de Venta GRADO B	1,8000
	G	Locales de Venta GRADO C (Despues de 6 meses de prueba)	1,6000
	H	Locales de Venta GRADO D (Despues de 6 meses de prueba)	1,4000

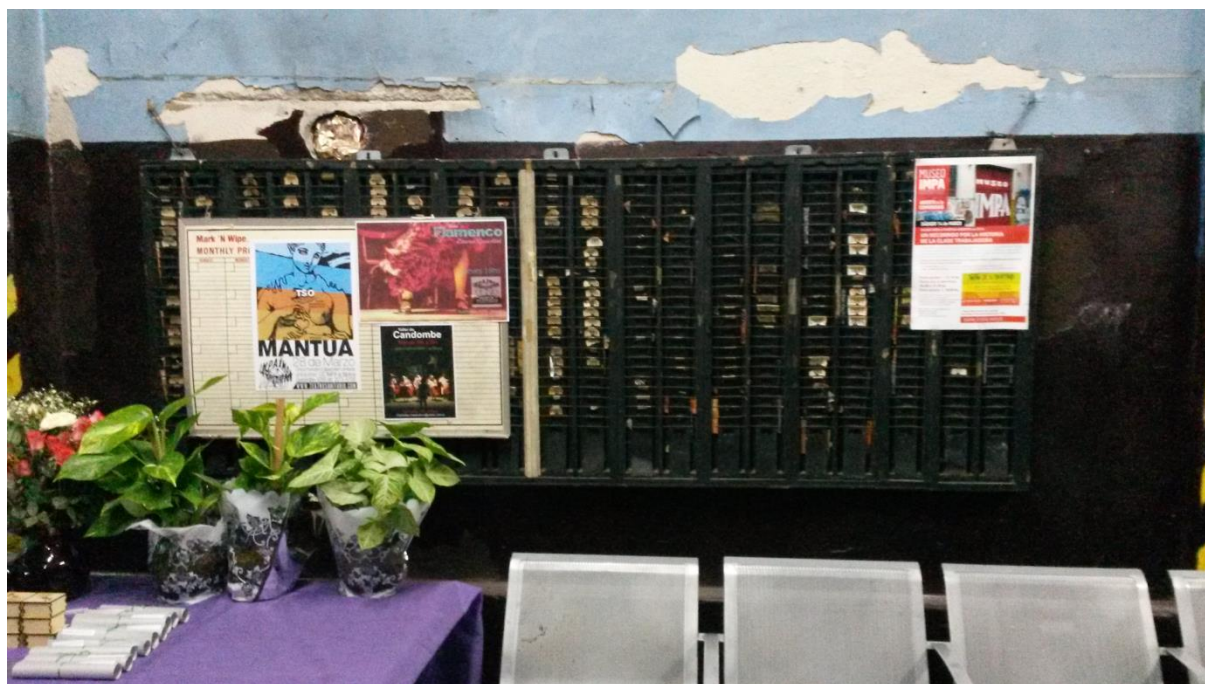
GERENCIA

180	GERENCIA TECNICA LABORATORIO, PRODUCCION Y PROMOCION Periodo minimo 60 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	3,8000
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	3,3000
		C	Con estudio secundario completo.	3,0000
181	GERENCIA ADMINISTRATIVA ADMINISTRACION, CONTABILIDAD Y ECONOMIA Periodo minimo 60 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	3,8000
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	3,3000
		C	Con estudio secundario completo.	3,0000
182	GERENCIA GENERAL TECNICA Y ADMINISTRATIVA Periodo minimo 60 meses.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	6,0000
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	5,7000
		C	Con estudio secundario completo.	5,2000

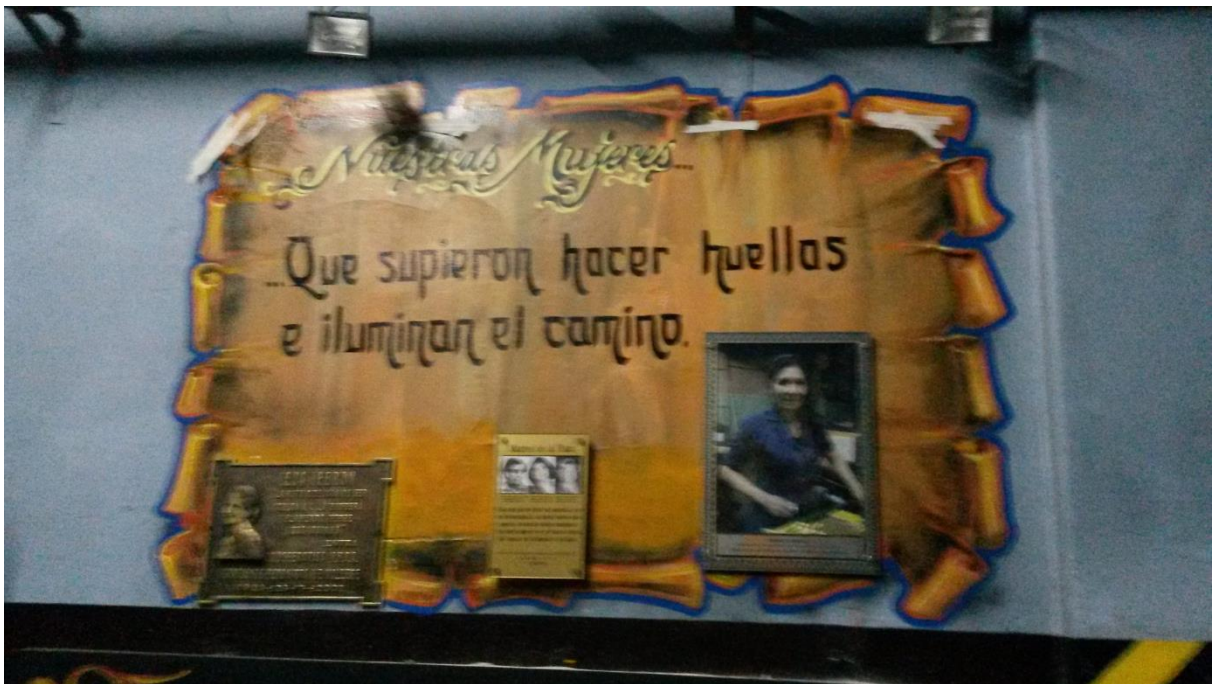
HONORARIOS EXTERNOS

200	TAREAS PROFESIONALES TODAS LAS AREAS Y JUDICIALES. ACORDADO.	A	Con estudio terciario completo y cursos de capacitacion afines.	0,0000
		B	Con estudio secundario completo y cursos de capacitacion afines.	0,0000
		C		2,0870

18 – Ancien mur de pointage, *IMPA*.



19 – Plaque commémorative à Sonia Gutierrez, travailleuse de l'IMPA suite à son décès.



20 – Plaque d'Eva Perón à l'IMPA.



21 – Plaque en honneur aux Mères de Place de Mai, IMPA.

Madres de la Plaza



Esther Balestrino de Careaga
Secuestrada el 8/12/77
en la Iglesia Santa Cruz

María Ponce de Barón
Secuestrada el 8/12/77
en la Iglesia Santa Cruz

Asunción Vialto de De Ocampo
Secuestrada el 10/12/77
en Paraná (Pcia. Bs. As.)

*"Nos han querido quitar sus presencias, pero
no lo han logrado, sus luchas vuelven como
madres de nuestras infinitas conciencias.
Sus sueños siguen vivos en nuestra defensa
del Trabajo, de la Educación y la Cultura."*

30.000 Detenidos-Desaparecidos PRESENTE /
8 de Marzo - 2012
IMPA

¡NUESTROS TALLERES!

- Teatro y trapacio
- Quichua
- Folklore
- Danza contemporánea
- ~~Tamba leguara~~
- Serigrafía
- Teatro del oprimido
- ~~Teatro para niños~~
- Máscaras
- Canto c/ Caja
- Dibujo y pintura
- Tango
- Dramaturgia
- Candombe
- Fileteado
- ~~Escudo~~
- Guitarra
- ~~Mates mar~~
- ~~Encuadernación~~
- ~~Diagrama Artístico~~
- Fotografía Intensivo
- Construcción de Tambores
- Capoeira
- Aerófonos
- Flamenco
- Guitarra
- Impacto teatral - seminario
- Samba Reggae - Tumba la Tá
- Samba Enredo - Tumba la Tá
- Creatividad Plástica
- ~~Cine~~
- Francés
- Realización escenografica
- TSO - seminario
- ~~Glenn~~
- Escultura Contemporanea
- Danza Afro - Tumba la Tá

IMPACULTURA@YAHOO.COM.AR
 WWW.IMPALAFABRICA.ORG.AR
 facebook: IMPA.LAFABRICA
QUERANDÍES 4290
2075-6708

CENTRO CULTURAL IMPA LA FABRICA

Museo - Universidad - DTL
 Bachillerato - Radio semilla
 Cooperativa 22 de Mayo
 Cooperativa de diseño
 Barricada TV - Centro de salud - Cooperativa Arte de fábrica... y cada vez más

IMPA por la EXPROPIACIÓN DEFINITIVA



Hace 16 años, cuando los trabajadores de IMPA estaban en la calle decidieron tomar la fábrica y recuperar la empresa. Desde entonces esta fábrica también abrió sus puertas a los trabajadores de la cultura y la de educación así como a las organizaciones del campo popular, construyendo un espacio con valores solidarios, cooperativos y autónomos dentro de una visión propia del trabajo.

Los trabajadores del centro cultural asumimos el compromiso de sostener esos valores porque somos artistas con cultura de trabajador. Dueños de nuestros propios proyectos, nos dedicamos a construir y recuperar un espacio colectivo donde desarrollar y transmitir lo que hacemos, promoviendo el pensamiento crítico, la conciencia social y el sentido de la identidad. Creemos en un modelo de sociedad basado en estos valores.

Queremos la ley de expropiación definitiva para seguir creciendo sin tener la amenaza de perder este valioso espacio donde convivimos 300 trabajadores. 300 trabajadores que creamos y sostenemos: una cooperativa metalúrgica, un bachillerato popular, un centro cultural, una cooperativa de diseño, una de transmisores y otra de encuadernación, un museo, una universidad, un canal de TV, una radio y un espacio de salud.

Nuestra lucha no se reduce a la expropiación de IMPA: También la exigimos para TODAS las empresas recuperadas que están en funcionamiento sin una ley que los ampare.

Vamos por una transformación cultural y social nueva, donde no exista la explotación ni el individualismo, pilares de este sistema actual. Donde la solidaridad, la cooperación, la autogestión, la educación, el arte y el amor sean el nuevo paradigma. **Viva la lucha de los trabajadores y trabajadoras de todo el mundo!**

Centro Cultural IMPA La Fábrica



23 - Liste des entretenus. Entretiens enregistrés. Certains d'entre eux m'ont accordé plusieurs entretiens.

MNER : Eduardo Murua, Carmelo, Daniel Zakuski, Raul, Lalo Paret, Gisela Bustos, Bruno Di Mauro, Julio. Président de *La Robla*.

Gestara : Leo.

Facta : Federico Tonarelli, Carlos Ortiz, Silvia Diaz, Eva Lossada, secrétaire anonyme, quatre autres associés anonymes.

MNFRT : Luis Caro. Président de *Ghelco*, présidente de *Grissinopolis*. Trois associés anonymes de Ghelco. Maria de Nueva Esperanza.

Campichuelo : Salvador Peduto. Hugo Cabrera.

Tiempo Argentino : Javier Borelli, stagiaire anonyme.

Adan Buenosayres : Lucia Castelli. Cinq autres associés anonymes.

Mi Tio : Chino, Paloma Garay. Deux autres associés anonymes.

CTEP : Président El Adoquin. Deux militantes anonymes.

Reciclando Sueños : Marcelo

Actra : José Abelli, militante anonyme.

CTTP : Betiana, Manteca Martinez, associée anonyme.

UNSAM : Alexandre Roig.

Waba : Sebastian Valdecantos, trois associés anonymes.

Carlos Tomada.

Mercedes Marco Del Pont.

Oscar Gonzalez.

Andrés Ruggeri.

Uruguay : Heber Bouses, Daniel Placeres, Anabel Rieiro.